



E 399.



**BCU – Lausanne**



**1094944189**





## A LA MÊME LIBRAIRIE :

- BALLANCHE** (de l'Académie française). OEuvres. 4 vol. grand in-8, papier vélin. 18 fr.  
 Les mêmes, 6 vol. grand in-18, papier vélin. 10 fr.
- Ces deux éditions, entièrement conformes, contiennent : *Antigone, l'Homme sans nom, Élégie, Fragments, Essai sur les institutions sociales, le Vieillard et le Jeune homme, Essai de paléogénie sociale, Prolegomènes et Orphée.*
- COLOMB (CHRISTOPHE)**. Relation des quatre voyages entrepris par Christophe Colomb pour la découverte du nouveau monde, de 1492 à 1504, publiée pour la première fois par ordre et sous les auspices de S. M. Catholique, par dom M. F. Navarette, directeur du dépôt hydrographique de Madrid et de l'Académie royale d'histoire. Ouvrage traduit de l'espagnol par MM. Chalumeau de Verneuil et de la Roquette ; revu sur leur traduction par M. de Navarette, et accompagné de notes par les traducteurs et par MM. Abel Rémusat, A. Balbi, baron Cuvier, Jomard, Labouderie, Letronne, de Rossel, St-Martin, Walckenaër, avec le portrait de Christophe Colomb, le *fac-simile* d'une de ses lettres autographes, et 2 cartes. 3 forts vol. in-8. 10 fr.
- SIMOND (L.)**. Voyage en Suisse, suivi d'un Essai historique sur les mœurs et les coutumes de l'Helvétie ancienne et moderne. Seconde édition, entièrement revue et augmentée d'une table raisonnée des matières. 2 forts vol. in-8, figures. 7 fr.
- BEUGNOT** (le comte Arr.), pair de France, membre de l'Institut. Hist. de la destruction du paganisme en Occident. 2 vol. in-8. 10 fr.
- MICALI (Jos.)**. L'Italie avant la domination des Romains. Ouvrage traduit sur la seconde édition italienne, et accompagné d'un discours préliminaire et de notes par M. Raoul-Rochette, membre de l'Institut, 4 vol. in-8, et un atlas in-folio de 67 planches gravées, avec une carte de l'Italie ancienne. 30 fr.
- LABITTE (Ch.)**. De la démocratie chez les prédicateurs de la Ligue. 1 vol. in-8. 6 fr.
- LETRONNE**, membre de l'Institut. Lettres d'un antiquaire à un artiste sur l'emploi de la peinture historique murale dans la décoration des temples et des autres édifices publics ou particuliers chez les Grecs et les Romains. Ouvrage pouvant servir de suite et de supplément à tous ceux qui traitent de l'histoire de l'art dans l'antiquité. 2 vol. in-8. 7 fr.
- HEEREN (A. A. L.)**. Essai sur l'influence des croisades, traduit de l'allemand par Ch. Villiers. 1 vol. in-8. 3 fr.
- Cet ouvrage a été couronné par l'Institut de France.
- HEEREN (A. H. L.)**. Mélanges historiques et politiques, traduit de l'allemand par M. J. V. L. 1 vol. in-8. 3 fr.
- QUATREMERE DE QUINCY**. Canova et ses ouvrages. Mémoires historiques sur la vie et les travaux de ce célèbre artiste. Deuxième édition. 1 vol. grand in-8, Jésus vélin, orné d'un portrait et d'un *fac-simile*. 7 fr.
- QUATREMERE DE QUINCY**. Histoire de la vie et des ouvrages de Michel-Ange Buonarroti. 1 vol. grand in-8 sur papier Jésus superfin satiné, orné du portrait de Michel-Ange, d'une lithographie représentant la main improvisée à la plume par cet artiste, et d'un *fac-simile* de son écriture. 7 fr.
- QUATREMERE DE QUINCY**. Histoire de la vie et des ouvrages de Raphaël. Troisième édition. 1 vol. grand in-8 sur papier Jésus superfin satiné, orné du portrait de Raphaël, d'un *fac-simile* de son écriture, et de deux planches relatives à la découverte de ses restes au Panthéon. 7 fr.

**PRÉCIS DE L'HISTOIRE**

**DES**

**FRANÇAIS.**

**TOME III.**

---

CORBEIL, IMP. DE CRÉTÉ.

PRÉCIS  
DE L'HISTOIRE  
DES  
FRANÇAIS,

DE

**J. C. L. SIMONDE DE SISMONDI,**

Associé étranger de l'Institut de France, de l'Académie impériale de Saint-Pétersbourg, de l'Académie royale des Sciences de Prusse; membre honoraire de l'Université de Wilna, de l'Académie et de la Société des Arts de Genève, de l'Académie italienne, de celles des Georgofili, de Cagliari, de Pistoia, de Palerme; de l'Académie Royale d'Archéologie, et de la Société Pontaniana de Naples.

TOME TROISIÈME

PAR **ED. ROBINET.**

---

PARIS,

**JULES LABITTE, LIBRAIRE-ÉDITEUR,**

QUAI VOLTAIRE, 3.

—  
1844



THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY  
1215 EAST 58TH STREET  
CHICAGO, ILL. 60637  
TEL. 773-936-5000

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO



---

## AVERTISSEMENT.

---

En même temps qu'il écrivait sa grande *histoire des Français*, en trente volumes, M. de Sismondi rédigeait lui-même un précis ou résumé de cette histoire qui devait former trois volumes.

Il est peu de personnes aujourd'hui qui osent aborder la lecture d'un ouvrage en trente volumes. Le loisir manque, ou, si l'on commence, la persévérance fait souvent défaut. M. de Sismondi ne s'était pas créé d'illusions là-dessus.

Aussi, après avoir élevé, au profit des savants et des hommes studieux, le solide et glorieux monument dont la dernière pierre vient d'être posée par un autre, l'illustre écrivain jugea-t-il que ses immenses travaux produiraient un double fruit,

#### AVERTISSEMENT.

si , en les réduisant à des proportions moindres , il les rendait accessibles à toute une nouvelle classe de lecteurs.

Telle est la pensée qui a dirigé M. de Sismondi dans la rédaction du *Précis de l'histoire des Français*. Il voulait que tous les amis des études sérieuses pussent retrouver dans l'abrégé de sa grande histoire la même science , la même critique , les mêmes vues honnêtes , impartiales et élevées qui font décidément de cette histoire la plus recommandable de toutes celles consacrées aux annales de notre pays.

La mort n'a pas permis à M. de Sismondi d'achever lui-même le *précis* dont il avait écrit et publié depuis quelques années les deux premiers volumes ; ce troisième volume, résumé des dix derniers de la grande histoire , forme le complément de son travail.

---

# PRÉCIS DE L'HISTOIRE

DES

# FRANÇAIS.

---

## CHAPITRE XIII.

*Les Français au dix-septième siècle.*

---

### SECTION PREMIÈRE.

Suite et fin du règne de Henri IV. — 1598-1610.

Dès que la paix de Vervins avec l'Espagne, la paix de Nantes avec les protestants eurent affermi Henri IV sur le trône, il appliqua toute l'énergie de sa volonté, toute la puissance que lui donnoit le prestige de sa réputation militaire, à centraliser l'autorité, à ramener la France sous l'unité du pouvoir. C'étoit un travail d'autant plus difficile, une entreprise d'autant plus hardie, que la plupart des seigneurs qu'il s'agissoit d'abaisser avoient été élevés par le roi lui-même presque au niveau du trône où il étoit assis. Pour acheter l'obéissance

TOME III.

I

des principaux ligueurs, ou pour récompenser les services de ses compagnons d'armes, Henri s'étoit vu forcé de leur livrer des gouvernements, des forteresses, des troupes, de l'argent. Il avoit abandonné la Provence au duc de Guise, fils du Balafre; le capucin Joyeuse étoit rentré dans le monde avec le titre de maréchal de France et la lieutenance-générale d'une partie du Languedoc; le duc de Mayenne, le duc de Mercœur, Brisson, Villars avoient obtenu des villes fortifiées; Henri de Damville, maréchal de Montmorency, le chef des catholiques politiques, avoit été fait connétable; le baron, depuis duc de Biron, étoit maréchal de France et gouvernoit en Bourgogne; il ne restoit au duc d'Épernon que les débris des scandaleuses prodigalités de Henri III, mais ces débris formoient encore une sorte de petit royaume dans lequel étoient compris Angoulême, la Saintonge, le Limousin, les trois évêchés de Lorraine, le comté de Boulogne et beaucoup d'autres places fortes. Lesdiguières, qui, à la tête des huguenots, avoit reconquis pied à pied le Dauphiné, en étoit demeuré lieutenant-général, et n'y reconnoissoit d'autre souverain que lui-même; le vicomte de Turenne, riche de fiefs en Limousin et en Auvergne, étoit devenu duc de Bouillon par son mariage avec l'héritière de La Marek; Duplessis-Mornay étoit maître dans Saumur, Caumont-la-Force dans le Béarn; d'autres, tels que les Rohan en Bretagne, les La

Trémouille en Poitou, conservoient seulement les fiefs de leurs pères. Ainsi la France se trouvoit en quelque sorte replacée sous le joug d'une nouvelle classe de grands vassaux qui, élevés aux premières positions de l'état par l'intrigue et par les factions, n'y apportotent que des habitudes de combats et des traditions de guerres civiles. Pour dompter cette aristocratie puissante, plus dangereuse peut-être que l'aristocratie féodale, Henri IV lui opposa une volonté unique, constante, opiniâtre, devant laquelle elle fut forcée de fléchir. Soutenu dans sa lutte par les sympathies du peuple, sa tâche fut encore rendue plus facile par les lumières et le dévouement de ministres tels que Sully, Jeannin, Bellièvre, Sillery, Villeroy.

Entre tous ces noms, celui de Sully est resté surtout célèbre. Après une carrière toute militaire, qui lui avoit valu le titre de grand-maître de l'artillerie et de gouverneur de l'Arsenal et de la Bastille, le marquis de Rosny, plus connu sous le nom de Sully, avoit été nommé, dès 1596, surintendant des finances. Déjà, sur les champs de bataille où il avoit combattu vingt ans à côté de Henri, Sully avoit fait remarquer son esprit d'ordre et d'économie. D'une probité sévère, mais d'un caractère dur, hautain, inaccessible à la pitié, nul mieux que lui ne convenoit à punir les malversations, à réprimer les brigandages des financiers et des traitants. Ce fut là, d'ailleurs, toute son ha-

bileté. Parmi les ordonnances de finances rendues sous son ministère, on n'en trouve point qui modifient les impôts les plus oppressifs, la gabelle, la taille, la corvée. Le peuple payait comme il payait auparavant, mais au lieu d'être dévoré par les financiers et les gens de cour, son argent vint s'entasser dans les caves de la Bastille, où Henri IV, en mourant, laissa plus de trente millions.

Les douze années de repos qui suivirent le traité de Vervins apportèrent néanmoins quelques soulagements aux souffrances du peuple. Confiant dans l'avenir, le laboureur cultiva ses champs, demeurés en friche durant les longues fureurs des guerres civiles. D'un autre côté, les arts utiles à la vie se développèrent, et pendant ces douze ans, une aisance générale, inconnue jusque-là, fit bénir dans les villes comme dans les campagnes la sage administration de Henri IV et de Sully.

— Le roi, âgé de quarante-cinq ans, en 1598, n'avait point encore d'enfants de son mariage avec Marguerite de Valois, fille de Henri II. Livré toujours sans mesure à sa passion pour les femmes, il négligeait la reine, qu'il avait d'ailleurs beaucoup de raisons de ne pas aimer, et en 1598 il parut décidé à épouser l'une de ses maîtresses, Gabrielle d'Estrées, s'il pouvait faire prononcer son divorce avec Marguerite de Valois. Cette princesse, qui vivait alors retirée à Usson, avait déclaré que, pour le bien de la France, elle se prêterait volontiers à

la dissolution de son mariage; mais elle refusa de céder la place à la maîtresse du roi. Peu après, le 10 avril 1599, Gabrielle d'Estrées mourut, frappée si subitement que le bruit courut qu'elle avoit été empoisonnée.

A la fin de cette année, les négociations poursuivies à Rome pour le divorce du roi furent couronnées d'un plein succès. Trois prélats délégués par le Pape jugèrent, le 10 novembre 1599, que le mariage de Henri avec Marguerite avoit été nul dès le principe, pour cause de parenté au sixième degré; et rien ne s'opposant désormais à ce que le roi formât de nouveaux liens, il épousa, par procureur, à Florence, le 5 octobre 1600, Marie de Médicis, fille de François, duc de Toscane, et de Jeanne d'Autriche.

Avant l'arrivée en France de la nouvelle reine, Henri IV se trouva engagé dans une courte guerre, la dernière de son règne. Il s'agissoit de vider avec la Savoie une querelle laissée en suspens par le traité de Vervins, et relative au marquisat de Saluces. Par un article du traité, la décision sur la souveraineté de ce marquisat avoit été soumise au Pape Clément VIII. Le roi demandoit qu'avant tout examen du droit de la France ou de la Savoie, le Pape, qui tenoit le marquisat en séquestre, en rendît la possession à la France; qui en avoit été dépouillée en 1588, au mépris de la paix. Le Pape, avant de se dessaisir, vouloit au contraire exami-

ner les titres des deux souverains. La question étoit épineuse, et le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, ce célèbre bossu, le plus actif et le plus inquiet des princes de son siècle, comprenoit bien qu'elle ne seroit point tranchée par les arguties des jurisconsultes. Incapable de lutter par les armes avec le roi de France; il se laissa persuader par le comte de Fuentes, qui gouvernoit alors la Lombardie, que le trône de Henri IV étoit menacé par la haine des grands, par les souffrances du peuple, par le ressentiment des ligueurs et des huguenots, et qu'une conspiration ou une guerre civile ne tarderoit pas à éclater en France. Charles-Emmanuel, voulant néanmoins juger de la situation par lui-même, se rendit à Paris dans le courant de décembre 1599, avec l'intention avouée de traiter avec le roi, avec l'espoir secret de traiter avec les mécontents. Il croyoit qu'en offrant à l'ambition de Henri ce rêve de domination italienne si longtemps caressé par les souverains de la maison de Valois, il obtiendrait facilement pour lui ou pour son fils l'investiture du marquisat de Saluces, dont il étoit prêt à faire hommage, et la réunion à ses états de la république de Genève. Il déroula donc sous les yeux du roi l'affreux tableau de la tyrannie des Espagnols en Italie; il lui assura que la Lombardie et le royaume de Naples se soulèveraient à la vue des drapeaux françois, que le Pape et tous les petits princes se rallieraient au parti de la France; il promit lui-



même, pour prix du marquisat de Saluces, son alliance sincère et dévouée.

Henri se laissa peu toucher par les assurances du duc de Savoie. Instruite par les expériences de ses prédécesseurs, sa politique ne portoit point ses vues au-delà des Alpes, mais il offrit à Charles-Emmanuel d'échanger ses droits sur le marquisat de Saluces contre la Bresse et le Bugey. Ce fut tout ce que le duc put obtenir et, le 27 février 1600, il signa un traité par lequel il s'engageoit à remettre à la France, à son choix, le 1<sup>er</sup> juin suivant, ou le marquisat de Saluces, ou la Bresse. Charles repartit aussitôt pour ses états, moins résolu que jamais sur ce qu'il avoit à faire, mais pleinement convaincu que des révolutions nouvelles menaçoient le trône de Henri IV. De fréquents projets d'assassinat dévoiloient chaque année la haine des anciens ligueurs; d'un autre côté, les grands étoient mal satisfaits du prix dont le souverain avoit payé leurs services. Le duc de Savoie, à tout événement, avoit, pendant son séjour en France, lié des relations intimes avec quelques-uns d'entre eux, et notamment avec le connétable de Montmorency et le duc de Biron, qui gouvernoit en Bourgogne. Ce dernier avoit vaillamment combattu sur tous les champs de bataille qui avoient été comme les degrés du trône de Henri IV. Il s'étoit signalé à Arques et à Ivry, aux sièges de Paris et de Rouen, aux journées d'Aumale et de Fontaine-Française,

et il se croyoit des droits particuliers à la reconnaissance du roi. Henri aimoit Biron, il lui avoit sauvé trois fois la vie dans les combats, et le gouvernement de Bourgogne, qu'il lui avoit confié, étoit d'ailleurs un magnifique témoignage de sa reconnaissance. Biron, cependant, intriguoit et murmuroit comme tous les autres grands. Lorsque les dissipations et le jeu le mettoient à court d'argent, il se plaignoit du roi, de son ingratitude, de son avarice, et ces motifs misérables le placèrent à la tête des mécontents. Le duc de Savoie sut profiter habilement de ces dispositions. Henri lui avoit dit « que le duc de Biron se trompoit bien s'il attribuoit les succès du roi à l'habileté et à la prudence de ses généraux ; qu'il avoit eu moins de peine à vaincre ses ennemis qu'à maintenir l'union et la paix dans son parti, et que l'humeur fière et intraitable des deux Biron, père et fils, étoit la circonstance qui lui avoit le plus nui. » Charles-Emmanuel rapporta ces paroles à Biron, qui en fut indigné. Pour séduire son ambition, il lui offrit, en outre, sa troisième fille en mariage, avec trois cent mille écus de dot.

Une aussi brillante alliance par laquelle Biron seroit devenu cousin de l'empereur et neveu du roi d'Espagne, éblouit l'ancien compagnon d'armes de Henri IV. Le duc de Savoie, pour prix de cette union, le pressoit d'user de son influence sur les mécontents, et de les pousser à une nouvelle lutte

avec la monarchie, dans le but de reconstituer en France les grandes seigneuries féodales. C'étoit toujours le même projet qu'avoient poursuivi les royaux de France au temps de Charles VI et de Charles VII, la Ligue du bien public sous Louis XI, le connétable de Bourbon sous François I<sup>er</sup>, les ligueurs sous Henri III. Biron le reprit à son tour; il sonda les dispositions des grands et les trouva prêts, pour la plupart, à seconder ses vues. D'Aubigné assure que le plan des nouveaux conspirateurs fut communiqué à un petit comité de huit ou neuf chefs des Huguenots, que pour les séduire, on leur promettoit la souveraineté des provinces à l'ouest de la France et au midi de la Loire, et, en outre, le Dauphiné, mais qu'ils refusèrent de s'associer avec leurs ennemis les plus acharnés, le roi d'Espagne, le duc de Savoie et les ligueurs.

Ainsi, cet éternel complot des grands contre l'unité de la monarchie française, renaissoit sous une autre forme. La France pouvoit être encore une fois condamnée à l'humiliation et à la faiblesse, mais la vigilance du roi ne sommeilloit point au milieu de toutes ces intrigues. Le duc de Savoie, trop prompt à compter sur l'appui d'une conjuration qui n'avoit pu s'organiser encore, refusa d'exécuter le traité de paix qu'il avoit signé, ou tout au moins il demanda la prolongation du délai fixé par ce traité, et pendant lequel il devoit choisir entre la rétrocession du marquisat de Saluces et l'a-

bandon de la Bresse. Il espéroit que la conjuration, éclatant bientôt, le délieroit de ses engagements ; mais Henri, qui vit bien où tendoient les espérances du duc, ne voulut pas souffrir une plus longue indécision de sa part. Vers la fin de juin 1600, il partit pour Moulins, d'où il se rendit le 9 juillet à Lyon ; et, tandis qu'il y donnoit audience aux ambassadeurs de Savoie, Sully avoit fait transporter en quinze jours, par le roulage du commerce, de la Bastille jusqu'à Lyon, vingt canons, six mille boulets et cent vingt milliers de poudre. En même temps, il avoit donné l'ordre au trésor et à toutes les recettes générales, de ne plus payer ni les assignations, ni les rentes de l'Hôtel-de-Ville, et de réserver tous leurs fonds pour la guerre.

Cette guerre, déclarée le 14 août 1600, enleva en quelques mois au duc de Savoie, Bourg, Montmeillan, Chambéry, Conflans, Sainte-Catherine, de sorte qu'il ne resta bientôt plus au duc que quelques châteaux forts de ce côté des Alpes. Dans cette situation, il obtint cependant de Henri un traité signé à Lyon le 17 janvier 1601, par lequel le roi renonçoit à tous ses droits sur le marquisat de Saluces, en échange de la Bresse et du Bugey, du val de Roncey et du bailliage de Gex que le duc de Savoie abandonnoit à la France.

Ce fut dans le même temps que Henri IV termina son mariage avec Marie de Médicis. La princesse toscane, alors âgée de vingt-sept ans, étoit arrivée

à Lyon le 2 décembre 1600; Henri n'y arriva que le 9 décembre, à onze heures du soir et sans être annoncé. Il attendit une heure et demie, et par un froid affreux, à la porte de la ville, avant qu'on la lui vînt ouvrir. A peine entré, il se rendit en habit de guerre dans la chambre où Marie alloit se coucher; elle se jeta à ses pieds; il la releva, s'excusa d'avoir tant tardé à se rendre auprès d'elle, l'embrassa et lui dit : « j'attends que vous me prêterez  
« la moitié de votre lit, car je n'ai pu faire apporter  
« le mien. »

Marie de Médicis étoit venue en France suivie de quelques jeunes seigneurs italiens, dont un surtout, Giordano Orsini, son cousin, lui avoit, dit-on, inspiré de l'amour. Très-belle à vingt ans, lorsque l'on avoit envoyé son portrait au roi, elle avoit déjà perdu la grâce séduisante de sa première jeunesse. La reine étoit grosse de taille et de figure, et ses yeux grands, mais fixes, n'annonçoient ni la vivacité d'esprit qui plaisoit à Henri, ni l'humeur douce et enjouée qui auroit peut-être fixé son inconstance. L'éducation de Marie avoit été tout espagnole; son caractère difficile et opiniâtre s'étoit formé à cette école; et ne se sentant point de goût pour le roi, elle ne chercha point à lui en témoigner. Henri comprit de suite dans quels liens il s'étoit engagé. Revenu, dès le lendemain de son mariage, de toutes les illusions qu'il s'étoit faites sur la vue du portrait, il laissa la reine à Lyon et

regagna en poste Paris, le 18 janvier 1601, afin de se rapprocher d'Henriette d'Entragues, marquise de Verneuil, qui avoit succédé dans les affections royales à Gabrielle d'Estrées. Pour donner une sorte d'excuse aux dérèglements publics de la vie du roi, les courtisans insinuèrent bientôt que la reine, de son côté, se consolait avec ses favoris des infidélités de l'époux qu'on lui avoit imposé. Des querelles violentes ne tardèrent pas à éclater dans l'intérieur le plus secret de la cour. Une fois Marie sauta au visage du roi et l'égratigna; une autre fois elle leva le bras pour le frapper, et Sully l'arrêta si rudement que le bras de la reine en fut meurtri. C'étoit le grave surintendant des finances qui intervenoit le plus souvent pour rétablir la paix entre les deux époux. Il n'auroit pu toutefois empêcher une rupture, si la reine n'avoit mis au monde, le 27 septembre 1601, un dauphin qui fut depuis Louis XIII, et dont la naissance, en donnant un héritier au roi, donnoit à son trône une garantie qui lui avoit manqué jusqu'alors.

Le duc de Biron, malgré ses coupables intrigues avec les ennemis de la France, avoit fait loyalement son devoir dans la courte guerre de Savoie. Après la prise de Bourg, il demanda au roi le commandement de la ville; Henri le lui refusa, et l'irritation de Biron s'exhala en menaces violentes. Bientôt après, il se repentit de cette imprudence. Le refus du roi lui laissant craindre qu'il n'eût

quelque soupçon de ses complots, il se décida à provoquer lui-même une explication qui fut un complet aveu de sa faute. Henri lui pardonna, mais sa défiance contre Biron étoit éveillée, et ses propos ne l'épargnoient pas à la cour. Néanmoins il se servit encore de lui à cette époque pour une ambassade solennelle qui alla complimenter à Londres la reine Élisabeth. C'étoit vers la fin d'août 1601, et peu de mois auparavant, l'échafaud s'étoit dressé pour le comte d'Essex, dont la mort étoit pour Biron une sorte de menace. Par ses témérités, par ses qualités brillantes, par les anciennes faveurs de son souverain, Biron, en effet, rappeloit le comte d'Essex; ne devoit-il pas craindre de rencontrer, comme Essex, un revers de fortune au bout de ces faveurs? On prétend que, pendant son ambassade en Angleterre, un jour qu'il se tenoit près de la reine, ses yeux s'arrêtèrent sur la tour de Londres, dont le portail offroit exposées aux regards les têtes d'un grand nombre de criminels d'état, et entre autres celle du comte d'Essex. La reine dit à Biron que son orgueil l'avoit perdu. « Il a cru, dit-elle, que je ne  
« pourrois me passer de lui : il a souffert un juste  
« supplice, et si le roi mon frère veut m'en croire,  
« il doit tenir à Paris la conduite que j'ai tenue à  
« Londres. Il faut qu'il sacrifie à sa sûreté tous les  
« rebelles et tous les traîtres; je prie le Ciel que la  
« clémence de ce prince ne lui soit pas funeste. »

Elisabeth vouloit-elle donner une leçon ou un avertissement à Biron? Dans tous les cas celui-ci n'en profita point. De retour en France au mois d'octobre 1601, il continua le rôle imprudent qui avoit déjà failli le perdre; il associa de nouveau ses plaintes à celles des grands, ses murmures à ceux des mécontents. Cette conduite blessa vivement le roi. Il envoya le président Jeannin en Bourgogne, pour déterminer Biron à se rendre à Fontainebleau, et avant que le duc arrivât, Henri recueillit avec soin tous les griefs propres à servir de chefs d'accusation contre son ancien ami. Au mois de mars 1602, Jacques Lafin qui avoit trahi Biron, après avoir négocié en son nom avec le duc de Savoie et le comte de Fuentes, avoit remis au chancelier tous les papiers qui pouvoient compromettre le duc; il avoit exposé au roi, dans une audience, le plan de la conspiration dont il avoit été l'agent, et parmi les complices du maréchal de Biron, il lui avoit nommé le duc de Bouillon, le comte d'Auvergne, Sully, et plusieurs autres encore.

Henri IV, méfiant à l'excès, ne voulut pas néanmoins croire à la trahison de Sully. Il accueillit ses protestations de dévouement et lui dit : « C'est bien, aussi n'en ai-je rien cru, et pour vous le montrer, j'ai commandé à Bellièvre et à Villeroy de vous aller trouver, et vous porter toutes les accusations, et vous remettre les preuves, etc. ; » mais il gardoit tous ses soupçons contre les ducs



de Bouillon et de la Trémouille, contre MM. de la Noue, de Constant, d'Aubigné, de Préaux, et surtout contre le duc de Biron, dont il avoit déjà résolu la perte.

Celui-ci, toujours présomptueux et léger, arriva à Fontainebleau le 13 juin 1602, et put s'apercevoir, à la manière dont il fut reçu par le roi, des préventions que ce dernier nourrissoit contre lui. Henri cependant le pressa d'avouer sa faute, lui promettant son pardon, s'il vouloit être sincère. Biron répondit hardiment qu'il n'étoit point venu à la cour pour se justifier, mais pour demander justice de ses accusateurs, ou se la faire à lui-même. Le lendemain 14 juin, Henri renouvela ses instances. Biron lui répondit encore avec hauteur, et le soir il étoit si plein de confiance, qu'après souper il entra dans la chambre du roi, et se mit à jouer à la prime avec la reine. Un peu avant minuit, Henri IV fit cesser le jeu, et, comme les courtisans se retiroient, Vitry, capitaine des gardes, s'approcha de Biron qui passoit dans l'antichambre, lui saisit la droite de sa gauche, et de sa main droite prit son épée, en l'arrétant au nom du roi. Au même moment, le comte d'Auvergne fut arrêté par Praslin, à la porte du château.

Biron fut conduit de Fontainebleau à la Bastille par la rivière, et le roi s'empressa d'adresser au parlement des lettres-patentes qui lui donnoient plein pouvoir pour juger le maréchal. En vain tous

les parents de ce dernier se jetèrent-ils aux genoux du roi pour demander sa grâce, Henri les repoussa. La mère du duc demanda qu'il fût assisté d'un conseil, il lui fut refusé. Biron, dans une lettre à Henri, et dans son plaidoyer, invoqua le souvenir de ses services, des trente-deux blessures qu'il avoit reçues en combattant pour le roi ; il rappela surtout le pardon qui lui avoit été accordé à Lyon : ses juges furent inflexibles. Le parlement, à l'unanimité, le condamna à mort, le 29 juillet, avec confiscation de ses biens, réunion de sa pairie à la couronne, et dégradation de tous ses honneurs et dignités. Cent vingt-sept juges signèrent cette sentence qui étoit conforme aux conclusions des gens du roi, et le 31 juillet 1602, le malheureux Biron eut la tête tranchée dans la cour de la Bastille. Le comte d'Auvergne, qui n'étoit pas moins coupable que Biron, obtint sa grâce à la sollicitation de madame de Verneuil et du connétable de Montmorency qui, avec ses trois filles, se jeta aux pieds du roi. Quant au duc de Bouillon et à son beau-frère le duc de la Trémouille, qui étoient aussi accusés d'intelligence avec l'Espagne, ils échappèrent au ressentiment de Henri, en évitant de se rendre à la cour, et en se maintenant dans les places protestantes dont les habitants leur étoient dévoués.

L'exécution de Biron que Richelieu, le grand maître en échafauds, comme on l'a appelé, jugeoit inutile, sembla pourtant mettre un terme aux in-

trigues et aux manœuvres des grands. D'un autre côté, les principales difficultés de la politique extérieure de Henri IV s'étoient aplanies depuis son avènement au trône. Non-seulement la guerre étrangère étoit terminée, mais le nouveau roi d'Espagne, Philippe III, sentoit sa foiblesse; il ne redoutoit rien tant qu'une rupture avec la France. Toutes ses forces lui suffisoient à peine pour soutenir la lutte dans laquelle il étoit engagé contre les Anglais et les Hollandais. L'empereur Rodolphe, toujours en défense contre les Turcs, brouillé avec ses sujets, brouillé avec son propre frère Mathias qui lui enlevait successivement toutes ses couronnes héréditaires, ne pouvoit inspirer aucune crainte; les royaumes de Pologne et de Suède étoient épuisés par les dissensions civiles; l'Italie, corrompue et accablée sous le despotisme, ne comptoit plus comme puissance en Europe; l'Angleterre, enfin, venoit de perdre (4 avril 1603) la grande reine qui l'avoit si longtemps gouvernée, et sa mort avoit appelé au trône un prince de la maison de Stuart, plus jeune, plus foible, moins habile, que Henri IV se flattoit de diriger. De tous les grands états de l'Europe, la France seule étoit en paix, et elle empruntoit une force nouvelle des divisions qui affoiblissoient ses voisins.

Cette situation prospère du royaume qui favorisoit l'oisiveté de la cour et des gentilshommes, laissoit le frein libre à tous les genres de dérègle-

ments. La corruption étoit universelle, le langage d'un cynisme révoltant. Henri IV, au lieu d'arrêter ou de tempérer le désordre par l'autorité de son rang et la gravité de ses mœurs, vivoit dans l'intime familiarité des courtisans les plus mal famés, du grand-écuyer Bellegarde, des comtes de Bassompierre, de Beringhen, de la Varenne, de Roquelaure, gentilhomme gascon déjà vieux, aussi célèbre par son esprit que par ses débauches. Toutefois, il faut rendre à Henri IV cette justice qu'au temps même du plus vif emportement de ses passions, il ne perdit jamais de vue les intérêts de l'état. Au printemps de l'année 1603, il fit un voyage en Lorraine, sous le prétexte de voir sa sœur Catherine de Bourbon, mariée au duc de Bar; mais il n'en revint qu'après avoir soustrait Metz et sa citadelle à la puissance absolue du duc d'Épernon, et en avoir confié le commandement à deux hommes de son choix. Il se hâta aussi, dès qu'il fut de retour à Paris, d'envoyer Sully en Angleterre, avec des instructions secrètes, afin de s'assurer immédiatement des dispositions du nouveau roi Jacques I<sup>er</sup>.

Les conseillers de Henri IV étoient alors complètement divisés d'opinion sur la direction à donner à la politique extérieure de la France. Villeroy, Sillery, Jeannin, attachés au vieux parti des ligueurs, se montroient les partisans dévoués de l'alliance espagnole. Ils n'avoient pas tout à fait

renoncé au projet d'exterminer les hérétiques, et l'Espagne leur paroissoit la complice obligée d'une nouvelle persécution contre les huguenots. Sully, au contraire, devançant et préparant, en ceci, le cardinal de Richelieu, ne cessoit d'entretenir les ressentimens de Henri IV contre l'Espagne, d'inquiéter son ambition par le tableau de la puissance démesurée de ses voisins. Personnellement, Henri étoit gagné depuis longtemps aux vues politiques de Sully. Il n'avoit point pardonné à Philippe II la longue inimitié qui avoit poursuivi sa jeunesse, les rébellions que ce prince avoit excitées contre lui, les tentatives d'assassinat que son or avoit payées et que sa main avoit conduites. Quoique fort séparé de ses anciens serviteurs huguenots, le roi de France cherchoit ses alliés parmi les princes huguenots; pour être fort contre l'Espagne, il devoit rester le chef du parti protestant en Europe.

Le roi d'Angleterre, Jacques I<sup>er</sup>, auroit pu prétendre à ce rôle, mais c'étoit un homme d'état médiocre, plus pédant qu'ambitieux, plus théologien que guerrier, et Henri IV espéra qu'habilement manié par Sully, il se laisseroit entraîner dans les projets de la France contre la maison d'Autriche. Sully devoit lui rappeler que, depuis Charles-Quint, cette maison n'avoit cessé de tendre à la monarchie universelle; qu'elle avoit été bien près d'y arriver au temps de la Ligue; qu'elle poursuivoit toujours le même dessein, « usant aussi toujours du même

« prétexte de la religion pour pénétrer jusqu'aux  
« foyers de ses voisins, et les remplir de rébellion. »

L'instruction délibérée en conseil d'état pour être remise à Sully, recommandoit néanmoins à ce dernier de borner sa mission près du roi d'Angleterre à la demande d'un secours qui seroit fourni d'une commune main aux états des Provinces-Unies; mais par une instruction secrète, signée de Henri seulement, l'ambassadeur de France étoit autorisé à pressentir les dispositions de Jacques et de ses conseillers sur le projet qu'on a nommé le grand projet de Henri IV, et qui appartient peut-être tout entier à son ministre. Il ne s'agissoit de rien moins que de remanier complètement l'Europe, de la partager en quinze états à peu près égaux, et d'en constituer l'équilibre sur ces bases nouvelles, après avoir enlevé l'empire à la maison d'Autriche, et réduit Philippe III à la possession de la seule Espagne.

Sully passa la mer le 14 juin 1603, et fut reçu en Angleterre avec les honneurs dus à la grandeur de son souverain. Il s'efforça de convaincre le roi de son dévouement à la cause protestante, et du danger qui menaçoit l'indépendance de l'Europe si l'Angleterre, la Suède, le Danemarck, la France et la Hollande ne réunissoient leurs forces contre la maison d'Autriche. Jacques, de son côté, étala son savoir, se jeta dans la controverse, et finit par signer, le 30 juillet 1603, un traité d'alliance avec

Henri IV, par lequel il s'engageoit à faire passer six mille Anglais au secours des Provinces-Unies, moyennant une somme de 1,400,000 livres que la France lui avanceroit. Cette subvention étoit une violation du traité de Vervins et devoit être tenue secrète. Si néanmoins elle venoit à être découverte, les deux rois se promettoient une assistance mutuelle contre l'Espagne.

Les grands projets de Henri IV et de Sully contre la maison d'Autriche se bornèrent pour le moment à cette manifestation, mais de retour en France, le surintendant des finances s'occupa activement de préparer la guerre, en accumulant à la Bastille des sommes considérables. Son absence avoit laissé le champ libre aux partisans de l'Espagne, et Henri IV se sentoit enlacé de tous côtés par les intrigues de cette puissance. Il venoit d'apprendre que son chiffre secret et ses dépêches ministérielles avoient été vendus à Philippe III par le premier commis d'un de ses ministres. La reine sa femme et ses confidents italiens ne perdoient jamais l'occasion de témoigner de leurs sympathies pour l'Espagne. La marquise de Verneuil elle-même correspondoit avec Philippe, et l'on trouva trois lettres de ce souverain, qui prenoit l'engagement envers la marquise de faire reconnoître son fils pour dauphin de France. Le comte d'Entragues, père de madame de Verneuil, et le comte d'Auvergne, fils de la femme de d'Entragues, tenoient

tous les fils de cette négociation. Ils connoissoient la faiblesse du roi pour la marquise; ils espéroient que dans tous les cas, et si leurs manœuvres étoient découvertes, cet amour seroit leur sauve-garde. Ils n'en furent pas moins arrêtés tous deux dans le courant de novembre et de décembre 1604; et le chevalier du guet eut ordre de mettre des gardes autour du logement de madame de Verneuil et de répondre d'elle au roi sur sa vie. « Cette dame qui, « dit l'Estoile, dans son adversité parloit aussi librement et effrontément que de coutume, disoit « qu'elle ne se soucioit point de mourir, au contraire qu'elle le désiroit; mais quand le roi le « feroit, on diroit toujours qu'il avoit fait mourir « sa femme, et qu'elle étoit reine devant l'autre. « Au surplus, qu'elle ne demandoit que trois choses à Sa Majesté : un pardon pour son père, une « corde pour son frère, et une justice pour elle. » Le parlement, chargé d'instruire leur procès, prononça son arrêt le 1<sup>er</sup> février 1605. Il condamna les comtes d'Auvergne et d'Entragues à avoir la tête tranchée, et la marquise de Verneuil à la réclusion dans un couvent, pour le reste de ses jours. Henri commua la peine des deux premiers en une prison perpétuelle, et au bout de quelques mois, entraîné par sa passion pour la marquise, il lui rendit la liberté. Dans l'intervalle, il s'étoit cependant donné une autre maîtresse, mademoiselle de Beuil, qu'il fit comtesse de Moret.



Les événements extérieurs pendant l'année qui venoit de s'écouler, avoient encore compliqué les embarras de Henri et contrarié les vues de sa politique. Sa sœur Catherine étoit morte au printemps de 1604, et cette mort rompit le lien que le roi de France avoit voulu former avec la Lorraine, en mariant Catherine à Henri, duc de Bar, héritier de ce duché. D'un autre côté, malgré les engagements pris avec Sully, le roi d'Angleterre avoit signé, le 24 août 1604, un traité de paix avec Philippe III. Enfin, le 20 septembre suivant, après trente-trois mois d'un siège mémorable qui coûta cinquante mille hommes aux Espagnols, Ostende fut livré au marquis de Spinola, le plus grand général du temps.

Ces succès de l'Espagne à la guerre et dans les négociations augmentoient les dispositions inquiètes de Henri. Il vouloit voir partout la trace des intrigues des grands, et il se persuadoit chaque jour davantage que l'ordre n'étoit possible qu'abrité derrière le pouvoir absolu. De nouvelles révélations vinrent le surprendre au milieu de cette situation d'esprit. M. de Murat, lieutenant-général à Riom, et la reine Marguerite de Valois, qui, dans l'année 1605, quitta le château d'Usson, où elle avoit passé vingt ans dans la débauche, et s'établit à Paris, recommandèrent simultanément au roi de se tenir sur ses gardes. Ils prétendirent que les amis du duc de Biron et ceux du duc d'Épernon s'étaient

réunis dans le midi, qu'ils étoient entrés en correspondance avec les Espagnols pour leur livrer Blaye, Bayonne, Narbonne, Marseille et Toulon. Ils ajoutèrent que les huguenots étoient prêts à se joindre aux mécontents; que, d'ailleurs, la misère du peuple étoit telle qu'il se mettroit aveuglément au service de tous les rebelles.

Sully n'ajoutoit point foi à ces dénonciations. En ce qui concernoit les huguenots, il paroissoit absurde, en effet, d'admettre la possibilité d'une alliance entre eux et l'Espagne. Cette alliance ne leur eût valu que des persécutions et des supplices, et sans la méfiance et les ombrages de son esprit, Henri eût été frappé, comme son ministre, de la grossièreté d'une telle accusation. Sully, en tout cas, s'engagea à faire la preuve de l'innocence des accusés, et au mois de juillet 1605, il partit avec la commission de Henri, pour aller présider l'assemblée des protestants qui se réunissoit à Châtellerault.

Ces assemblées étoient une des conséquences de l'édit de Nantes. C'étoit une sorte de gouvernement représentatif accordé au parti protestant en considération de sa faiblesse, et qui lui permettoit de s'entendre sur le maintien de ses droits, de combiner sa défense, de préparer ses armes pour le cas où éclateroit quelque ligue nouvelle. Les huguenots, partagés en quinze provinces, dont chacune comptoit près de quarante églises, nom-

moient dans leurs assemblées de provinces des députés à l'assemblée générale, qui se réunissoit tous les trois ans. Celle-ci se composoit de soixante-dix députés, savoir : trente gentilshommes, vingt pasteurs, seize anciens ou membres du tiers état, et quatre députés de la Rochelle. Ils étoient chargés de présenter un cahier contenant leurs doléances sur les violations faites aux droits qu'ils tenoient de l'édit de Nantes, et de désigner six personnages, entre lesquels le roi choisissoit deux commissaires de la religion pour résider auprès de lui pendant l'intervalle des trois années qui s'écouloient d'une session à l'autre. Henri IV avoit permis que cette organisation du parti, commencée pendant les guerres civiles, se consolidât sous son règne. Mais, plus elle étoit étrangère aux institutions du royaume, plus elle excitoit sa défiance. Lui, qui s'attachoit à briser partout les résistances, ne pouvoit voir sans inquiétude qu'il se formât dans l'état une sorte de petit état indépendant. Il ordonna à Sully d'insister pour qu'on ne reçût, dans l'assemblée, aucun député choisi parmi les grands seigneurs, « Rohan, Bouillon, Lesdiguières, Laforce, « Châtillon, Duplessis ou autre, qui pût prendre « assez d'ambition et de vanité pour vouloir faire « l'entremetteur entre le roi et ses sujets. » Le duc de Bouillon, de la maison de Turenne, lui étoit surtout désigné comme le chef principal des menées qui agitoient les huguenots. Henri de Bouillon

s'étoit dévoué depuis trente ans à la défense de la réforme, et il étoit cher à tout le parti, encore qu'on reconnût et son génie remuant et son ambition. Henri IV savoit bien, du reste, que l'Espagne n'avoit pas d'ennemi plus résolu, mais, par son mariage avec l'héritière de la Marck, Bouillon se trouvoit souverain de la ville de Sedan, et Henri ne voyoit pas sans crainte cette place importante aux mains d'un homme dont la fidélité lui étoit suspecte. Sedan étoit, en effet, une porte ouverte aux protestans d'Allemagne qui pouvoient, en cas de soulèvement des huguenots en France, fournir par-là à Bouillon les landsknechts et les reîtres dont Coligni et Condé avoient autrefois recruté leurs armées. En conséquence, le roi donna ordre à Sully, le 12 février 1606, de lui préparer, comme grand-maître de l'artillerie, un équipage de siège qu'il vouloit mener devant Sedan, afin de réduire la forteresse. La nouvelle de cette résolution jeta une grande alarme dans tout le parti protestant. Sedan avoit été une ville de refuge ouverte aux huguenots dans le temps des persécutions religieuses, et son église étoit le foyer d'où leurs missionnaires se répandoient dans les provinces voisines, à peu près comme ceux de Genève. Du reste, la place de Sedan passoit pour très-forte. La ville est en partie bâtie sur le roc, et l'on assuroit que le duc de Bouillon, bon capitaine d'ailleurs, y avoit réuni un grand parc d'artillerie. Il étoit à supposer, en outre, que les

princes allemands, ses alliés, lui enverroient des secours à l'aide desquels il pourroit prolonger sa résistance; mais Sully, personnellement jaloux du duc, prétendoit connoître le foible de la place, et s'engageoit à la réduire en un mois. Il convenoit néanmoins que le siège ne coûteroit pas moins de 800,000 écus, tandis qu'avec 200,000 écus offerts à Bouillon pour payer ses dettes, on l'amèneroit peut-être à composition. Henri consentit à ce que des propositions dans ce sens fussent faites au duc, mais, dans les articles secrets soumis à son acceptation et qui n'ont pas été conservés, il lui imposoit une condition qui l'auroit discrédité auprès de son parti.

Bouillon répondit avec noblesse et dignité, par une lettre à Sully, en date du 4 mars 1606. « Je  
« remarque, dit-il, en vos lettres et articles, que  
« l'on parle de me faire reposséder les bonnes  
« grâces du roi en me faisant en même temps  
« commettre des actions qui m'en rendroient du  
« tout indigne. L'on me propose d'être aimé de  
« lui comme un homme de bien auquel il se fie,  
« mais cela par un écrit particulier qui ne sera vu  
« que de peu de gens, en même temps que par des  
« actes et actions publiques il me témoignera une  
« défiance affreuse.... Tellement que je crois être  
« obligé de vous dire que si le roi se tient offensé  
« de moi, j'aime mieux confesser de lui en avoir  
« pu donner quelque sujet que d'en aigrir davan-

« tage son esprit en le contrariant, et que, s'il me  
 « demande quelques reconnoissances et soumis-  
 « sions, je n'en refuserai une de celles qu'il me  
 « commandera absolument de lui rendre, moyen-  
 « nant que par icelles aussi, je me voie remis en  
 « ses bonnes grâces, et qu'il me fasse paroître  
 « qu'il ne demeure pas en doute de ma loyauté. »

Cependant, Henri IV approchoit de Sedan avec une petite armée et cinquante pièces de canon. Bouillon faisoit bonne contenance, mais les princes allemands, ses alliés, ne bougeoient pas. Les hommes les plus importants du parti huguenot, Lanoue, Nétencourt, Duplessis-Mornay pressoient le due de se soumettre à toutes les volontés du roi. Il y étoit aussi poussé sous main par Villeroy, Sillery, Jeannin qui, blessés de l'arrogance de Sully, craignoient de lui ménager, dans Sedan, un nouveau triomphe. La reine Marie, elle-même, désiroit une réconciliation avec Bouillon, et les deux commissaires des huguenots près du roi, Lanoue et Nétencourt, alloient et venoient sans cesse du quartier-général à Sedan. Enfin, pendant un voyage que Sully fit à Paris, les négociateurs parvinrent à s'entendre avec Bouillon. Celui-ci eut avec Villeroy une conférence au village de Torcy, et le 16 avril 1606, il remit au roi, qui s'étoit avancé jusqu'au village de Donchery, la garde de sa ville de Sedan. Henri en confia le commandement à Nétencourt, et, après un court séjour

dans la place, il regagna Paris, où M. de Bouillon l'accompagna.

Les deux années qui suivirent présentent fort peu d'événements dans la politique intérieure de la France. La rigueur déployée contre les conspirations vraies ou prétendues, tenoit tous les grands seigneurs dans la crainte. « Il y eut, dit Sully, dix « ou douze têtes qui volèrent, et fut tout le sur-  
« plus de ces faibles mouvements si bien appro-  
« fondi et recherché, qu'il n'en parut plus rien  
« depuis. » Henri s'abandonnoit de nouveau à son goût pour les plaisirs, il chassoit et il dépensoit fort pour suffire aux profusions de ses maîtresses. Mais, dans ses plus pressants besoins d'argent, il s'étoit fait une règle de ne point toucher aux ressources ordinaires de l'état, aux grands impôts, la taille, les aides, la gabelle. Il ne vouloit y pourvoir que sur les parties casuelles du revenu public : les pots de vin sur les grosses fermes, les compositions et les amendes auxquelles il soumettoit les financiers, et la vente des offices. Il lui sembloit qu'il évitoit ainsi de porter le trouble dans l'administration des finances, et il n'apercevoit pas qu'il ouvroit la porte aux abus les plus graves et les plus funestes dans leurs conséquences.

La vente des offices, qui permettoit l'accès de la magistrature à des hommes ignorans ou corrompus, exposoit encore les familles de robe à jouer leur fortune dans une dangereuse loterie. Les ma-

gistrats trouvoient juste qu'un office acheté à grand prix devînt partie de leur héritage : bientôt, en conséquence, l'usage autorisa les officiers à vendre les charges dont ils étoient titulaires, mais ils n'en touchoient la valeur capitale qu'autant qu'ils survivoient quarante jours à la vente. Autrement, leur office étoit réputé vacant au moment de leur mort et rentroit dans les mains du roi. Le financier Charles Paulet représenta à Henri qu'il retiendroit peu de profit de cet état de choses; que d'un autre côté, les familles de robe y couroient le risque d'être ruinées par la mort prématurée de leur chef. Il proposa donc, « qu'en payant tous les ans quatre deniers pour livre de la valeur de leurs offices, ceux qui en étoient pourvus fissent passer à leurs héritiers le droit de résignation qu'ils n'auroient pas exercé eux-mêmes. » Ce droit de quatre deniers pour livre, payés annuellement sur la valeur des offices, fut nommé la *Paulette*, et la sécurité que trouvoient les familles des magistrats dans l'adoption de la mesure proposée par Paulet, donna subitement aux offices de judicature une valeur extraordinaire. Le trésor s'enrichit aussi de ce nouvel impôt qui vint en aide aux prodigalités du roi.

Cependant, Henri ne perdoit point de vue son projet d'attaquer l'Espagne, dès qu'il seroit assez fort pour engager ouvertement la lutte avec cette puissance. Il ne cessoit d'envoyer des subsides aux



Hollandois, dont la résistance prolongée avoit déjà entamé le prestige de la monarchie espagnole; en même temps, il encourageoit les protestants de France à joindre leurs efforts à ceux du comte Maurice de Nassau qui, nommé chef des armées de la république, tenoit tête aux plus habiles généraux de Philippe III. Mais l'Espagne et la Hollande commençoient toutes deux à se fatiguer de la guerre. Les archiducs Albert et Isabelle désiroient ardemment goûter quelque repos dans la souveraineté qui leur avoit été cédée, et qu'ils trouvoient épuisée par les impôts et les rapines des soldats. Le roi d'Espagne, personnellement, attachoit désormais peu de prix à des conquêtes dont il ne recueilleroit pas directement les fruits; enfin, le général espagnol en Belgique, Ambroise Spinola lui-même, qui avoit engagé tout son crédit pour soutenir ses troupes et qui se voyoit pressé par ses créanciers, désiroit aussi la paix. Du côté des Hollandois les opinions étoient divisées. Ceux qu'enrichissoient le commerce des Indes et les expéditions maritimes ne vouloient entendre à aucun accommodement. Ils s'appuyoient sur le stathouder Maurice de Nassau, que ses exploits avoient mis au rang des premiers capitaines de l'Europe, et qui trouvoit dans la guerre un chemin plus prompt à son ambition. Mais les vrais amis de la république et de la liberté, les magistrats les plus modérés et les plus sages, et à leur tête, Olden Bar-

nevelt, grand-pensionnaire de Hollande, travailloient de tous leurs efforts au rétablissement de la paix. Lorsqu'ils surent que l'Espagne et les archiducs offroient de reconnoître d'une manière absolue l'indépendance de la république, ils signèrent, le 24 avril 1607, une suspension d'armes pour huit mois; et le 11 janvier 1609, après des négociations difficiles conduites en partie par le président Jean-nin, un traité important qui admit les Hollandois au nombre des puissances indépendantes de l'Europe, fut conclu à Anvers, sous la garantie de Henri IV et de Jacques I<sup>er</sup>.

L'Espagne, en traitant ainsi avec ses sujets rebelles, renonçoit à sa fierté passée, et avouoit son impuissance présente. Cependant l'animosité de Henri IV contre la maison d'Autriche n'étoit point satisfaite. Il disoit « que les rois de France et d'Es-  
« pagne sont posés dans les deux bassins d'une  
« balance, desquels il est impossible que l'un  
« hausse, que l'autre n'abaisse. » Il vouloit réduire Philippe III à ses seules couronnes d'Espagne et des Indes, lui enlever la Lombardie pour en gratifier le duc de Savoie, et les provinces catholiques des Pays-Bas, pour en faire une seule république avec les Provinces-Unies. La Franche-Comté, dans ce plan, devoit appartenir à la France, ou bien, suivant les circonstances, il la donnoit aux Suisses avec le Tyrol et l'Alsace; Henri vouloit enfin que l'empire sortît de la maison d'Autriche pour être

rendu à la libre élection des Allemands, et que les deux royaumes de Hongrie et de Bohême fussent rétablis dans leur ancien droit de nommer leur souverain. C'étoient là les bases de ce que Sully appelle souvent le grand projet de son maître. Ce projet divisoit l'Europe en quinze états à peu près égaux : cinq monarchies héréditaires, la France, l'Espagne, la Grande-Bretagne, la Suède et la Lombardie; six monarchies électives, la papauté, l'empire, la Hongrie, la Bohême, la Pologne, le Danemark, et quatre républiques, la Belgique, la Suisse, Venise et les petits états d'Italie. Un conseil formé des députés de ces quinze états devoit maintenir la paix au sein de la république chrétienne; mais toute cette organisation de l'Europe n'étoit sans doute qu'un rêve bercé par l'imagination de Henri IV, et auquel il ne croyoit guère. Provisoirement, son esprit froid, sa politique habile poursuivoient sans relâche l'agrandissement de son royaume. En aidant le duc de Savoie à s'emparer du Milanez, il comptoit, en retour, se faire céder la Savoie. Tout en parlant de donner la Belgique aux Hollandois, il n'étoit pas trop déterminé à y renoncer lui-même; il tenoit surtout à réunir la Lorraine à la France, et, dans l'année 1608, il chargea Bassompierre d'obtenir pour le dauphin l'aînée des filles du duc qui n'avoit point d'enfant mâle. Un autre fils du roi, Gaston, étoit destiné à Marie de Gonzague, qui lui auroit apporté l'héri-

tage de Mantoue et du Montferrat. On voit par là que Henri prisoit peu les grandes alliances, « estimant, dit Richelieu, que la France devoit chercher ses alliés parmi les petits états qui se devoient à elle, tandis que les liens d'un mariage ne suffisoient point pour faire oublier les rivalités de deux grands états. »

Cependant le traité d'Anvers entre l'Espagne et la Hollande sembloit ajourner indéfiniment l'exécution des projets guerriers de Henri. Il venoit, d'ailleurs, d'atteindre sa cinquante-sixième année (1609), et les fatigues d'une grande entreprise devenoient pesantes pour son âge. Une folle et coupable passion faillit néanmoins mettre l'Europe en feu.

Dans le mois de février 1609, on vit paraître à la cour Charlotte-Marguerite, troisième fille du comte de Montmorency, âgée alors de seize ans. « Sous le ciel, dit Bassompierre, il n'y avoit alors rien de si beau, ni de meilleure grâce, ni de plus parfait. » Le roi, aussitôt, s'éprit d'elle éperdument. Bien qu'elle fût déjà promise à Bassompierre, il obtint de celui-ci qu'il y renonceroit, et il la maria, le 3 mars 1609, à Henri II de Bourbon, prince de Condé, qui n'avoit que vingt et un ans. Ce prince, né six mois après la mort de son père, d'une femme accusée de l'avoir empoisonné, et soupçonnée d'être la maîtresse de Henri IV, ne possédoit pas alors dix mille livres de rentes, et Henri

spéculoit sur sa pauvreté. Il espéroit que l'argent auroit facilement raison de l'honneur d'un jeune homme qui aimoit les plaisirs et les dépenses; mais Condé laissa voir bientôt qu'il n'entendoit point se prêter au métier honteux pour lequel on l'avoit choisi. Il emmena sa jeune femme à Moret, à Chantilly, à Verteuil, pour l'écarter de la cour, et comme le roi, sous divers déguisements, ne cessoit de l'obséder de ses poursuites, le prince perdit enfin patience, et le 29 novembre 1609, il partit, à cinq heures du matin, du château de Verteuil, situé sur les frontières de la Picardie. Deux de ses domestiques portoient en croupe, l'un la princesse, l'autre une de ses femmes, et dans la journée ils arrivèrent à Landrecies, première place des Pays-Bas. A la nouvelle de cette fuite, le roi ne garda plus aucune modération. Aveuglé par sa passion et par la colère, il repoussa durement Sully qui lui conseilloit la résignation; il accusa la reine et tous ses favoris; il fit signifier enfin à l'archiduc Albert et à l'infante qu'il regarderoit comme un acte d'hostilité contre la France l'accueil donné au prince fugitif. L'archiduc n'osa point, en effet, recevoir le prince de Condé; mais il donna asile à Charlotte de Montmorency, qui s'établit à Bruxelles auprès de la princesse d'Orange. Condé passa en Lombardie, près du comte de Fuentes, et il publia de là un manifeste contre le roi et Sully, cherchant à donner une couleur politique à une

querelle dont tout le monde connoissoit le secret.

Henri s'inquiéta peu du manifeste du prince de Condé, mais il vouloit à tout prix revoir la princesse, et un prétexte fut bientôt trouvé pour aller la reprendre à Bruxelles. Jean-Guillaume, duc de Clèves, Berg et Juliers, étoit mort sans postérité le 25 mars 1607. Les deux branches de la maison de Saxe réclamèrent son héritage comme dévolu aux agnats; les enfants des sœurs du feu duc le réclamoient également, alléguant que c'étoit un fief féminin; enfin, Léopold d'Autriche, évêque de Strasbourg et cousin de l'empereur, s'étoit saisi de la forteresse de Juliers, et tenoit en séquestre la succession contestée, qu'il prétendoit devoir faire échute à l'empire par l'extinction de la ligne masculine. Cette dernière prétention souleva les protestants d'Allemagne et les Hollandois. Ceux-ci voyoient leur indépendance compromise si le duché de Juliers, qui ouvroit aux Espagnols une porte sur les Pays-Bas, demeurait entre les mains d'un prince de la maison d'Autriche. Les protestants d'Allemagne convoquèrent à Halle, en Souabe, une assemblée des députés de leur religion, où Henri IV envoya, comme ambassadeur, Jean de Thumery de Boissise, qui signa, le 11 février 1610, un traité d'alliance avec les électeurs de Brandebourg et de Neubourg, fils des deux sœurs aînées du feu duc. Ces deux princes avoient déjà pris possession en commun des deux duchés de Clèves et de Juliers,

et étoient désignés dès lors sous le nom de princes possédants.

Par le traité de Halle, la France s'engageoit seulement à soutenir leurs droits à l'aide de huit mille fantassins et de deux mille chevaux ; mais cet engagement étoit une déclaration de guerre à l'Autriche, et Henri IV se laissoit entraîner ainsi dans une lutte nouvelle qui menaçoit d'ébranler l'Europe entière. Rien ne justifioit une telle extrémité. Aucun droit de la France n'étoit blessé dans l'affaire de Juliers ; l'Espagne n'y étoit point intéressée directement ; l'empereur Rodolphe et son frère Mathias aspiraient tous deux au repos ; Philippe III désiroit si vivement la conservation de la paix qu'il proposoit de mettre en dépôt le comté de Juliers entre les mains de Bassompierre, jusqu'à la décision de la question de droit soumise à des arbitres ; et « qui-  
« conque, dit le cardinal de Richelieu, considérera  
« l'entreprise que le roi fait sur la fin de ses jours, ne  
« doutera pas du bandeau qu'il a sur les yeux ,  
« puisqu'il s'embarquoit en une guerre qui sem-  
« bloit présupposer qu'il fût au printemps de son  
« âge ; ou bien, qu'approchant de soixante ans, qui  
« est au moins l'automne des plus forts, le cours  
« ordinaire de la vie des hommes lui devoit faire  
« penser à sa fin. »

Aussi doit-on penser que les négociations auroient terminé d'une manière pacifique la contestation relative à la succession de Juliers, si Henri,

emporté par sa passion pour la princesse de Condé, n'avoit eu besoin d'un prétexte pour aller l'enlever à Bruxelles. Il écrivit, en conséquence, à l'archiduc qu'ayant à porter secours à ses meilleurs alliés et confédérés dans les duchés de Clèves et de Juliers, il seroit contraint de traverser ses états; qu'il demandoit donc à savoir s'il seroit reçu comme ami ou comme ennemi. Dans le même temps, il mettoit en mouvement une armée forte de trente mille hommes de pied et de quatre ou cinq mille chevaux, qui devoit entrer en campagne au mois de mai 1610.

Avant de s'engager dans sa guerre d'Allemagne, Henri, pour complaire à la reine, consentit à la faire sacrer, et le 13 mai 1610, Marie de Médicis fut couronnée solennellement à Saint-Denis, par le cardinal de Joyeuse. Le 20 mars précédent, le roi l'avoit déjà nommée régente pour le temps où il seroit absent, à la tête de ses armées; et depuis, il l'appela fréquemment madame la régente. Cette plaisanterie fut plus tard donnée comme un témoignage des intentions de Henri IV. On voulut y voir la preuve qu'il destinoit la régence à la reine, s'il mouroit avant la majorité de son fils.

Le lendemain du sacre de la reine, le vendredi 14 mai 1610, Henri IV, après son dîner, monta en voiture pour rendre visite à Sully qui logeoit à l'arsenal. Le roi étoit au fond d'un carrosse dont tous les panneaux étoient ouverts : il avoit à côté de lui



le duc d'Épernon, vis-à-vis le marquis de Mirebeau, et Liancourt, son premier écuyer. Les maréchaux de Lavardin et de Roquelaure étoient à la portière de droite, le duc de Montbazou et le marquis de la Torre à la portière de gauche. Le cortège fut arrêté par l'embarras de deux charrettes à l'entrée de la rue de la Ferronnerie, qui étoit alors fort étroite. Les pages et valets de pied quittèrent la voiture et entrèrent dans les charniers pour la rejoindre au bout de la rue; il n'en resta que deux dont l'un s'étoit baissé pour rajuster sa chaussure. Dans ce moment, un homme d'une figure sinistre, robuste et de grande taille, portant la barbe rouge et les cheveux noirs, François Ravailac, maître d'école à Angoulême, mit un pied sur une borne, l'autre sur une des roues du carrosse, et frappa d'un coup de couteau le roi qui s'écria : *Je suis blessé*, et par un mouvement naturel leva le bras gauche. L'assassin lui porta aussitôt un second coup qui lui perça le cœur et le laissa sans vie. Les seigneurs s'élancèrent pour saisir le meurtrier qui fut arrêté et conduit à l'hôtel de Retz, pendant que la foule éperdue se précipitoit sur la voiture. Le duc d'Épernon couvrit alors le roi de son manteau, et s'écria qu'il étoit seulement blessé; il demanda du vin, et comme tous s'empressoient pour en aller chercher, la voiture fut fermée et ramenée au Louvre.

---

## SECTION DEUXIÈME.

Règne de Louis XIII, jusqu'à la mort de Luynes. —  
1610. — 1621.

Jamais prince ne fut enlevé au gouvernement de ses états dans des circonstances plus critiques que celles où se trouvoit la France lorsque périt Henri IV. Ce souverain qui dirigeoit la politique et l'administration par sa volonté toute-puissante, qui savoit choisir des ministres habiles et s'éclairer de leurs lumières, mais qui subordonnoit les vues de chacun d'eux à sa haute pensée, étoit frappé au moment même où l'exécution de ses projets longtemps médités contre la maison d'Autriche, alloit mettre le sceau à la politique de son règne. Son trésor étoit plein, ses arsenaux pourvus de la plus formidable artillerie; ses armées, en Champagne, en Dauphiné, en Béarn, n'attendoient qu'un signal pour franchir les frontières et s'unir aux alliés qui avoient promis de les seconder. Le 19 mai, Henri IV devoit partir pour prendre le commandement de ses troupes, et c'est le 14 mai qu'il tombe sous le couteau d'un assassin.

Au milieu du trouble universel qui suivit la mort du roi, l'ancien mignon de Henri III, le duc d'Épernon, se saisit résolument de l'autorité. En qualité de colonel général de l'infanterie, il plaça partout des postes pour maintenir l'ordre dans la capitale; et afin de réprimer tout mouvement séditieux, il rangea en bataille le régiment des gardes, se rendit maître de la place de Grève, du pont Neuf et de tous les abords du Louvre, pendant que, de son côté, le prévôt des marchands fesoit fermer les portes de la ville. D'Épernon, dévoué à la reine Marie de Médicis, fut bientôt assuré de l'appui des ministres Sillery, Jeannin et Villeroy. Ceux-ci, dès que la nouvelle de la mort de Henri avoit été connue au Louvre, étoient accourus près de la reine qui s'étoit écriée, en les voyant : « Hélas ! le roi est mort ! » Mais Sillery lui avoit répondu : « Vous vous trompez, madame, en France le roi ne meurt pas. » Le roi, c'étoit désormais Louis XIII, enfant de huit ans et demi, né le 27 septembre 1601, et qui, ne pouvant exercer lui-même la puissance souveraine, laissoit le champ libre aux ambitions des divers aspirants à la régence. Ni les lois du royaume, ni l'usage n'avoient encore rien statué sur les prétentions opposées des reines-mères et des princes du sang. Chaque minorité avoit vu renaître leur rivalité : les reines-mères avoient prévalu le plus souvent, mais le sentiment national, hostile au gouvernement des princesses étrangères,

avoit toujours penché pour les princes du sang. Si l'exil n'avoit pas forcé le prince de Condé à fuir loin du royaume, si le prince de Conti ou le comte de Soissons, ses oncles, n'avoient éloigné d'eux tous les grands, l'un par son ineptie, l'autre par son humeur roide et fastueuse, l'opinion publique eût porté l'un d'eux à la régence; elle auroit repoussé une reine qui n'avoit obtenu ni la confiance de son époux ni l'affection du pays. Mais d'Épernon, par sa présence d'esprit et son audace, coupa court à toutes les hésitations. De l'assentiment des trois ministres Sillery, Villeroy et Jeannin, qui déclaroient savoir que telle étoit l'intention de Henri IV, il proclama régente Marie de Médicis, et pour donner une forme légale à cette violente usurpation de pouvoir, il la fit consacrer le 15 mai par le parlement de Paris. Lorsque tous les conseillers, présidés par de Harlay, furent réunis au palais de justice, le duc d'Épernon entra dans la salle des délibérations, en pourpoint et l'épée au côté. « Elle « est encore dans le fourreau, dit-il, mais il faudra qu'elle en sorte si l'on n'accorde pas à l'instant la régence à la reine-mère. » Peu après le duc de Guise vint à son tour et demanda, quoique en termes plus mesurés, la même déclaration qui ne tarda pas à être donnée.

La conduite du parlement, les menaces arrogantes de d'Épernon et du duc de Guise, tous deux ennemis du feu roi, l'appui qu'ils avoient trouvé

chez les ministres partisans de l'alliance espagnole, la joie trop peu déguisée de la reine, toutes ces circonstances parurent non moins étranges que l'assassinat même qui les avoit produites. Des soupçons se mêloient aux regrets publics; l'on se demandoit avec inquiétude si ceux qui recueilloient les fruits du crime n'en avoient point été les auteurs, et telle fut la première pensée de Sully lui-même, lorsqu'il apprit la mort de son maître. Tout, d'ailleurs, il faut le dire, donnoit crédit à un pareil soupçon. La reine et tous les Italiens qui l'entouroient, étoient façonnés à cette détestable politique de l'Italie du seizième siècle, qui se faisoit un jeu de l'assassinat et ne voyoit dans le poignard ou dans le poison qu'un moyen un peu violent de gouvernement. Les Espagnols avoient introduit ce droit nouveau en Italie. Philippe II n'éprouvoit ni crainte ni remords, quand il suscitoit des assassins contre le prince d'Orange, contre Élisabeth, contre le roi de Navarre; et la censure d'Espagne approuva, en 1602, le livre du jésuite Mariana : *De rege et regis institutione* où la doctrine du régicide étoit justifiée. Il est vrai que les censeurs interprétoient cette doctrine au profit du roi d'Espagne et du droit qu'avoit Philippe II de l'appliquer aux autres souverains.

Quoi qu'il en soit, le coup qui avoit frappé Henri IV délivra l'Espagne d'un si pressant danger, que l'opinion publique accusa hautement de

ce crime la faction espagnole, longtemps contenue par Henri IV et Sully. Celui-ci ne douta point que le meurtre du roi ne fût le premier acte d'une révolution dont il seroit la victime, et qui bientôt éteindroit ses fureurs dans le sang de tous les huguenots. Il se hâta néanmoins de monter à cheval pour se rendre au Louvre, mais, effrayé des avis menaçants qu'il recevoit en chemin, il tourna bientôt bride et s'enferma dans la Bastille, prêt à y défendre chèrement sa vie s'il étoit attaqué.

Dès le lendemain, Sully jugea lui-même qu'il seroit imprudent de retarder sa soumission. Dans les crises politiques, quelques heures suffisent à trancher les plus graves questions, et déjà le fait étoit devenu un droit accepté et consacré par tout le monde. Marie de Médicis prenoit le titre de régente; les ministres Sillery, Villeroy, Jeannin, Pontchartrain l'entouroient et recevoient ses ordres; les princes, les cardinaux, les gouverneurs des provinces et des villes de France, attirés à Paris par les cérémonies du sacre, étoient tous accourus au Louvre pour témoigner de leur adhésion à la déclaration du parlement et de leur dévouement à la personne de la régente. Témoin de ces manifestations, Sully ne pouvoit hésiter. Le lendemain de la mort du roi, 15 mai, il se rendit au Louvre, et beaucoup de pleurs, nous dit-il, furent versés entre lui et Marie. Celle-ci, en le présentant au petit roi Louis XIII, qui l'embrassa, dit à son fils :

« C'est M. de Sully; il vous le faut bien aimer,  
« car c'est un des meilleurs et des plus utiles ser-  
« viteurs du roi votre père, et le prier qu'il con-  
« tinue à vous servir de même. » Sully garda son  
ministère et reprit avec ses collègues la conduite  
des affaires du royaume; mais, pour suppléer à la  
volonté du maître qui pendant dix ans avoit dirigé  
souverainement ses ministres, la reine consultoit  
en secret un conseil privé où elle appelloit Concini  
et sa femme, le nonce du pape, l'ambassadeur  
d'Espagne, le chancelier, le duc d'Épernon, Ville-  
roy, le commandeur de Sillery, frère du chancelier,  
le président Jeannin, Arnault, attaché aux finances,  
Dolé, le père Cosson, jésuite, confesseur du feu roi,  
et Duret, médecin de la cour. C'étoit entre eux que  
se mûrissoient les résolutions portées ensuite au  
conseil de régence. Les princes du sang, les  
ministres, les cardinaux françois, les grands  
officiers de la couronne et presque tous les grands  
seigneurs étoient admis, de droit, à ce dernier  
conseil; mais plus le nombre des conseillers étoit  
grand, plus l'influence de chacun étoit petite;  
plus le corps lui-même demouroit impuissant.  
Sully, par son adhésion, avoit mis sous la main de  
Marie tout le trésor de la Bastille, et elle jugea que  
le moyen le plus facile de se faire des partisans,  
c'étoit de les acheter. L'or, les faveurs, la corrup-  
tion devinrent dès lors l'unique secret de la poli-  
tique de la régente; néanmoins, comme les grands

dignitaires de l'état songèrent tout d'abord à s'affermir dans le pouvoir, comme aussi rien n'étoit changé ni dans le ministère ni dans l'administration, la machine du gouvernement sembla suivre quelque temps encore l'impulsion donnée par la main puissante du grand roi qui n'étoit plus.

Cependant le procès de Ravallac s'instruisoit : son crime avoit frappé tous les esprits, indigné tous les cœurs. L'on attendoit avec anxiété ses révélations, et la curiosité publique étoit encore excitée par les singuliers incidents du meurtre qui avoit enlevé à la France le plus aimé et le plus regretté de ses souverains. Ravallac n'avoit point cherché à fuir ou à se cacher; personne ne l'avoit vu au moment où il frappoit le roi de deux coups de couteau, et il auroit pu se perdre dans la foule, si ce couteau sanglant qu'il tenoit toujours ne l'avoit trahi. Les amis du duc d'Épernon assurent que ce fut lui qui empêcha que l'assassin ne fût tué sur la place. Il fut conduit par les archers à l'hôtel de Retz, où pendant deux jours diverses personnes purent s'entretenir avec lui, tant la garde étoit peu rigoureuse. Le 16 mai, seulement, par ordre du parlement, il fut conduit à la Conciergerie et soumis à des interrogatoires réguliers. Ravallac avoit reçu quelque éducation; il faisoit des vers; il avoit été praticien, solliciteur de procès et maître d'école; mais ses réponses, si elles nous ont été transmises fidèlement, prouvent que sa tête



étoit troublée par un ardent fanatisme. Il prétendit avoir agi d'après l'inspiration immédiate d'en haut. En apprenant que Henri alloit déclarer la guerre aux puissances catholiques, il crut, dit-il, que le roi de France vouloit attaquer le Pape, c'est-à-dire Dieu lui-même. Il résolut, en conséquence, de sacrifier sa vie pour venger Dieu et sauver l'Eglise. Il partit d'Angoulême, sa ville natale, à la fin de l'année 1609, avec l'intention de parler à Henri, de le rappeler à ses devoirs. Il raconta ses efforts, toujours repoussés, pour arriver jusqu'au roi, ses incertitudes, son retour dans sa patrie, ses visions de chaque nuit, qui, vers l'époque des fêtes de Pâques, l'avoient déterminé à revenir à Paris, et toutes les circonstances de son voyage, et la triste histoire des hallucinations de son esprit. Il ne cessa de protester, d'ailleurs, qu'il avoit formé son projet seul, qu'il n'en avoit fait confidence à personne, même dans la confession, et qu'il n'avoit point de complices. Après que l'arrêt eut été rendu, il fut appliqué à la question des brodequins. Ce qui s'y passa est sous le secret de la cour, dit le procès-verbal ; mais ensuite son supplice fut public, et les bourreaux y déployèrent pendant de longues heures leur art exécrable. Au milieu des atroces douleurs du patient, le greffier, les docteurs, le confesseur qui l'assistoit, l'entendirent répéter à plusieurs reprises : « Il n'y a que moi qui l'aie fait. »

Malgré ces déclarations d'un mourant dont les

plaies étoient arrosées d'huile bouillante et de plomb fondu, et qui fut ensuite tiré à quatre chevaux; malgré l'ardeur avec laquelle il pressa Filésac, son confesseur, de lui accorder l'absolution, sous condition qu'elle ne lui profitât point s'il avoit menti à ses juges; malgré le caractère de vérité qui frappe encore aujourd'hui dans le récit de ses visions, tous les serviteurs du feu roi, les huguenots, les mécontents persistèrent à croire qu'une main restée cachée avoit poussé Ravailiac à l'assassinat de Henri IV. L'histoire n'a point éclairci ce mystère, et tout ce que l'on peut dire à la charge du gouvernement de la régente, c'est qu'il se montra plus soigneux d'étouffer l'instruction relative à la mort du roi, que de rechercher les complices de son meurtrier.

Marie de Médicis, au moment où elle fut investie des fonctions de régente, étoit âgée de trente-sept ans. On la croyoit opiniâtre et hautaine, et cependant nulle femme ne fut plus constamment dominée, plus à la merci des intrigues et des intrigants de sa cour. La femme de Concini, Eleonora Galigai, exerçoit surtout un empire sans bornes sur l'esprit de sa maîtresse. Adroite, souple, insinuante, cette femme, de petite taille, et toujours malade, cachoit une âme énergique sous son visage pâle et maigre. Peu vaine du crédit dont elle jouissoit, Eleonora croyoit prudent de le dissimuler et s'étudioit à ne le jamais laisser paroître.

Concini, moins circonspect, vouloit au contraire que tout le monde connût sa haute faveur. Grand, de figure agréable, habile aux exercices du corps, courageux d'ailleurs, libéral et magnifié, il avoit fait tolérer à la cour la liberté de ses discours et l'impertinence assez plaisante de ses réparties. Marie de Médicis savoit ce que le public et Henri IV avoient pensé de ses relations avec Concini, et elle affecta d'abord de le tenir à distance; mais « comme  
 « l'autorité de la reine augmenta, dit Richelieu,  
 « l'insolence du favori crût à même mesure, et il  
 « voulut que tout le monde eût opinion que le  
 « gouvernement universel du royaume dépendoit  
 « de sa volonté. Elle l'en reprenoit souvent et de  
 « paroles et de visage, le rabrouant, et lui faisant  
 « mauvaise chère devant un chacun. » Bientôt Concini, qui puisoit à souhait dans les coffres de la régente; acheta pour 330,000 livres le marquisat d'Ancre, en Picardie, dont il prit le titre; le marquis de Créqui lui céda pour 120,000 livres la lieutenance-générale de Péronne, de Roye et de Montdidier; il paya en outre 200,000 livres au duc de Bouillon, qui se démit pour lui de son office de premier gentilhomme de la chambre.

Concini prit ainsi place parmi les grands seigneurs qui formoient la nouvelle aristocratie de la France. Toutes les anciennes et puissantes familles féodales avoient disparu, mais, pour avoir changé de caractère, le pouvoir des grands au dix-septième

siècle n'en étoit ni moins fort ni moins redoutable à la royauté. Le gouvernement des provinces, bien que de délégation royale, mettoit entre leurs mains une autorité presque souveraine, que Henri IV ne parvint pas toujours à contenir. Il arrivoit souvent que les provinces données par le roi aux gouverneurs obéissoient à ces derniers contre le roi lui-même. A défaut de vassaux, presque tous entretenoient dans leurs provinces une foule de gentilshommes sans fortune, de cadets sans héritage, qui, ne trouvant point d'emploi dans les armées royales, mettoient au service des gouverneurs leur bravoure et leur épée. Ces condottieri de noble race s'engageoient sur l'honneur à soutenir envers et contre tous le seigneur qui les payoit, à le défendre au besoin contre la loi et le roi. Le seigneur, de son côté, ne permettoit point que son gentilhomme fût poursuivi pour dettes; si le serviteur commettoit un crime, le maître le déroboit à la justice, il l'assistoit, il lui donnoit un refuge. Au sein de l'anarchie universelle, cet appui des grands valoit mieux que celui des lois.

Au moment de la mort de Henri IV, le duc de Mayenne, son ancien rival, étoit gouverneur de l'île de France, le duc de Nevers gouvernoit la Champagne, le comte de Soissons le Dauphiné et la Normandie, Vendôme la Bretagne, Saint-Paul la Picardie; Condé qui avoit été nommé gouverneur de Guyenne, y étoit remplacé par le lieutenant-gé-

néral Roquelaure; Sully avoit le gouvernement du Poitou, Guise celui de Provence, le connétable Montmorency celui du Languedoc, Bellegarde celui de Bourgogne, la Force celui du Béarn, Épernon, enfin, gouvernoit simultanément les trois Évêchés, l'Angoumois, la Saintonge et le Limousin. D'autres, en grand nombre, avoient le gouvernement particulier d'une ou de deux forteresses.

L'orgueil établissoit parmi ces grands seigneurs des distinctions qui n'étoient pas toujours en rapport exact avec leur puissance. Le premier rang appartenoit de droit aux princes du sang; mais il n'en restoit que trois : Condé le plus jeune, et le chef de la branche aînée; Conti et Soissons ses deux oncles. Après eux, les princes étrangers, issus de famille souveraine, se regardoient comme les chefs de la noblesse françoise. A leur tête se plaçoient les Guises, de la maison de Lorraine, divisés en plusieurs branches, avec les titres de ducs de Mayenne, d'Aiguillon, d'Aumale, d'Elbeuf, de Mercœur et de Chevreuse; les ducs de Nemours sortis de la maison de Savoie; les ducs de Nevers et de Rethel, issus des Gonzague de Mantoue. Les ducs de Rohan et de Soubise se rattachioient à la maison de Navarre, par les femmes; Turenne, enfin, étoit souverain lui-même, comme duc de Bouillon. Puis venoient les bâtards légitimés de la maison de France, les ducs de Longueville et les comtes de Saint-Paul descendus du grand Dunois; le comte

d'Auvergne, toujours prisonnier, fils naturel de Charles IX; le duc et le grand-prieur de Vendôme, fils de Henri IV et de Gabrielle d'Estrées; le duc de Verneuil et le comte de Moret, fils de deux autres maîtresses du feu roi, mais encore enfants. La haute noblesse ouvroit aussi ses rangs à ceux que la faveur avoit élevés, aux ducs d'Épernon et de Joyeuse, à Concini enfin rendu plus insolent et plus puissant chaque jour, grâce à l'aveugle protection de Marie de Médicis.

Tous ces grands seigneurs avoient paru se rallier franchement autour du trône ébranlé par la mort de Henri IV, tous avoient promis leur aide et leur appui au gouvernement de la régente. Le prince de Condé, seul, étoit absent, et son retour pouvoit troubler la paix du royaume. Il étoit à craindre que ce prince, alors âgé de vingt-deux ans, et dont Henri s'étoit quelquefois vanté d'être le père, ne prétendît des droits à la régence, qu'il ne contestât même les droits de Louis XIII au trône de France. Souvent déjà, il avoit reçu le conseil de protester contre la légitimité du divorce de Henri IV et de réclamer sa couronne, en sa qualité de premier prince du sang. Lorsque la nouvelle du crime de Ravallac parvint à Milan, le comte de Fuentes, gouverneur de la Lombardie, « alla, dit un écrivain « contemporain, rendre visite au prince de Condé « qui étoit alors dans la ville, et employa toute la « force de son esprit et tous les artifices dont il fut

« capable pour piquer son ambition , et lui ouvrir  
« un chemin facile à la royauté , par les secours  
« puissants qu'il lui promit de la part du roi d'Es-  
« pagne son maître. En même temps l'ambassa-  
« deur d'Espagne qui étoit à Rome , fut chargé de  
« pénétrer les sentiments du pape Paul V sur  
« cette proposition. »

Condé repoussa ces ouvertures , et partit peu de jours après pour Bruxelles, où il avoit laissé Charlotte de Montmorency, sa femme. Les mêmes sollicitations furent renouvelées par les Espagnols à Bruxelles, et appuyées par le cardinal Bentivoglio, nonce du Pape auprès des archiducs. La cour d'Espagne n'avoit aucun motif pour préférer Condé à Louis XIII encore enfant, et moins encore à sa mère qui s'étoit montrée toujours dévouée à la politique espagnole. Mais dans sa haine implacable contre la France, cette cour nourrissoit l'espoir d'y susciter une nouvelle guerre civile, et ses avances perfides s'adressoient à l'ambition d'un jeune prince, qui, à défaut même des séductions du trône, pouvoit trouver doux de venger, sur le fils de Henri IV, l'insulte faite par ce prince à l'honneur des Condé.

Condé résista cependant, et ni les offres de service de plusieurs des grands seigneurs du royaume, ni l'accueil empressé qu'il reçut de la noblesse ayant à sa tête les ducs de Bouillon, de Sully, d'Épernon, et tous les princes de Lorraine, n'ébranlèrent sa résolution. En se présentant chez

la reine, le 16 juillet 1610, il plia le genou devant elle, puis il la suivit dans son cabinet où les plus gracieuses paroles furent échangées entre lui et la régente. Celle-ci qui ne songeoit qu'à s'attacher le prince, lui reconnut le lendemain une pension de deux cent mille livres. Elle fit compter, en même tems, cent mille écus au duc de Guise pour payer ses dettes. Les coffres de Henri IV étoient si bien remplis qu'il sembloit facile à Marie de composer avec toutes les ambitions. Mais elle donnoit par là même la mesure de sa foiblesse. Elle annonçoit à tous que la meilleure politique étoit de se faire craindre, puisque c'étoit le meilleur moyen de se faire acheter.

Sully, rentré au conseil, ne put prêter les mains au pillage de ce trésor qui devoit, selon lui, assurer la domination de la France sur l'Europe, et qu'il avoit entassé dans ce but, sans pitié pour les plaintes et les misères du peuple. Les gouverneurs vouloient qu'on leur abandonnât les produits des impôts de leurs provinces; les officiers de la couronne demandoient l'augmentation de leurs pensions et des gratifications pour payer leurs dettes. Sully refusoit tout le monde, et se fâchoit contre tous : tous se réunirent pour presser la reine de le renvoyer, et le 26 janvier 1611, le fidèle ministre de Henri IV fut prié de se démettre de ses emplois de surintendant des finances et de capitaine de la Bastille. En compensation de ces grandes charges qui



étoient considérées comme une sorte de propriété, la reine offrit un don de trois cent mille livres à Sully qui se retira bientôt dans son gouvernement du Poitou.

Cependant le moment étoit venu d'arrêter un système pour la politique extérieure de la France. Il falloit choisir entre deux partis : ou s'unir étroitement à l'Espagne, et garantir ainsi, l'un par l'autre, les deux foibles gouvernements de la régente et de Philippe III; ou maintenir la France dans la position que Henri IV lui avoit faite, comme occupant l'un des deux bassins de la balance où se pesoient les destinées de l'Europe, comme dirigeant et soumettant à une action commune tous les états, ligüés contre les prétentions excessives de la maison d'Autriche. Marie de Médicis, les Florentins ses confidens intimes, le duc d'Épernon, le cardinal de Joyeuse, les vieux ministres Villeroy, Jeannin et Sillery, inclinoient pour l'alliance espagnole. Cette alliance étoit combattue par le prince de Condé, par les princes de la maison de Guise, par les ducs de Bouillon et de Rohan, et par tout le parti Huguenot. L'arrivée des ambassadeurs qui venoient, au nom de leurs souverains, offrir des complimens de condoléance à la reine sur la mort de son époux, mit, pour la première fois, en opposition ces deux systèmes de politique. Après une lutte de deux ans, ce fut le parti de l'Espagne qui l'emporta enfin, et le 30 avril 1612, deux

traités furent signés à Fontainebleau, par Villeroy au nom de Louis XIII, et par don Inigo de Cardenas, au nom de Philippe III. Le premier de ces traités stipuloit le double mariage du roi de France avec l'infante Anne d'Autriche, et de Philippe, prince d'Espagne, avec madame Élisabeth de France, sœur du roi. « Les deux monarques  
 « se promettoient, aux termes du second traité,  
 « qu'ils se secourroient mutuellement contre ceux  
 « qui entreprendroient quelque chose contre eux et  
 « leurs états, de même que contre ceux qui se ré-  
 « volteroient contre leur autorité, qu'ils s'enver-  
 « roient dans ce cas, à leurs dépens, pendant six  
 « mois, un corps de six mille hommes de pied  
 « et de douze cents hommes de cavalerie; qu'ils  
 « n'assisteroient aucun de ceux qui seroient crimi-  
 « nels de lèse-majesté à l'égard de l'un des deux  
 « rois; que même ils les remettroient entre les  
 « mains des ambassadeurs du roi qui les récla-  
 « meroit. »

Ces deux traités qui jetèrent la plus vive alarme dans le parti Huguenot, en France, furent accueillis avec indignation par la Hollande et les princes protestants d'Allemagne. Le prince de Condé refusa de les signer, et son exemple fut suivi par le comte de Soissons, son oncle, qui mourut peu de temps après (10 novembre 1612). Mais bientôt tous les ressentiments s'oublièrent au milieu des fêtes brillantes données à l'occasion du don-

ble mariage, et la grave question de l'alliance espagnole fut ensevelie sous les misérables intrigues qui continuèrent d'agiter la cour, et qui achevèrent la déconsidération et la ruine du gouvernement de la régente.

Ce gouvernement touchoit, du reste, à son terme. Louis XIII, né le 27 septembre 1601, accomplit le 27 septembre 1614 sa treizième année, l'âge légal de sa majorité; en conséquence, il présenta au conseil, le 1<sup>er</sup> octobre, la déclaration qu'il se proposoit de faire enregistrer le lendemain au parlement, et par laquelle il promettoit « de veiller  
« à l'observation des bonnes et saintes lois publiées  
« par ses prédécesseurs; d'en faire de nouvelles sur  
« les avis qu'on lui donneroit dans l'assemblée pro-  
« chaine des états-généraux du royaume; il confir-  
« moit l'édit de Nantes dans tous ses articles pour le  
« garder inviolablement; il renouveloit les ordon-  
« nances de son père et de ses prédécesseurs contre  
« les duels, les jurements et les blasphèmes. » Le 20 octobre, Louis XIII se rendit au parlement pour y tenir son lit de justice; il étoit accompagné du prince de Condé et du jeune comte de Soissons, des ducs de Guise, d'Elbeuf, d'Épernon, de Ventadour et de Montbazon, des maréchaux de la Châtre, de Lavardin, de Bois-Dauphin, et de Concini fait depuis peu maréchal d'Ancre; des cardinaux de Sourdis, du Perron, de la Rochefoucault et de Bonzi. La reine qui étoit à la droite du roi, une

place vide entre eux deux, dit « qu'elle remercioit  
 « Dieu d'avoir pu élever le roi jusqu'à sa majorité et  
 « maintenir la paix dans le royaume; qu'elle lui en  
 « remettoit le gouvernement, conviant tout le monde  
 « à lui rendre obéissance. Le roi l'ayant ensuite re-  
 « merciée et priée de continuer en l'administration  
 « de ses affaires, le chancelier, le premier président  
 « et l'avocat du roi parlèrent; puis M. le chancelier  
 « ayant recueilli les voix, la déclaration fut vérifiée.»  
 Cette cérémonie achevée, chacun fit semblant de  
 croire que le royal enfant de treize ans étoit deve-  
 nu le souverain de la France.

Cet enfant de complexion assez robuste laissa  
 deviner de bonne heure l'opiniâtreté de son carac-  
 tère et l'insensibilité de son cœur. Son père et sa  
 mère l'avoient souvent châtié, sans le faire fléchir,  
 et il leur en gardoit un profond ressentiment. Son  
 esprit lent repoussoit toute espèce d'études, et l'on  
 accusoit Marie de Médicis d'avoir voulu le retenir  
 dans une longue enfance, en favorisant la futilité  
 de ses goûts. Il avoit montré d'abord beaucoup de  
 penchant pour son frère naturel, Alexandre, cheva-  
 lier de Vendôme. Marie redoutant l'influence de ce  
 dernier, se hâta de l'envoyer à Malte; mais si Ven-  
 dôme étoit écarté, un autre ne pouvoit manquer  
 de s'imposer bientôt à la foiblesse d'un prince qui  
 se laissa gouverner toute sa vie, par paresse et par  
 habitude.

On avoit remarqué, dès l'an 1611, sa pas-

sion pour les oiseaux de proie, et l'on pensa qu'il s'attacheroit facilement à celui qui lui enseigneroit à les former pour la chasse. M. de Souvré, son gouverneur, plaça près de lui pour cet office, Charles d'Albert de Luynes, auquel il supposoit trop peu d'esprit pour que son influence devînt redoutable. Cethomme, âgé de trente ans et fort habile à dresser les oiseaux, ne paroissoit guère propre à autre chose. C'étoit le petit-fils d'un chanoine de Marseille, dont la maîtresse se disoit de la maison des Alberti de Florence. Il étoit, en conséquence, réputé gentilhomme, d'autant que son père entré dans l'armée, étoit parvenu au grade de capitaine. Ce père n'avoit laissé, pour toute fortune, à ses trois fils qu'une petite métairie de douze cents livres de rente. Les d'Albert réduits à s'engager comme soldats, avoient pris d'un champ, d'une vigne et d'une petite île de sable attenante à cette métairie, les trois noms de Luynes, de Brante et de Cadenet. L'adresse merveilleuse de Luynes dans l'art de la fauconnerie lui valut bientôt la charge de *maître de la volerie du cabinet*, et ainsi qu'on l'avoit prévu, il sut gagner, en quelques jours, toute l'affection du roi. Mais cette intimité ne porta d'abord ombrage à personne. Le maréchal d'Ancre et la reine-mère s'en félicitoient au contraire. Ils espéroient en entretenant les goûts frivoles du jeune prince, écarter le jour où il réclamerait sa part d'autorité dans le gouvernement de l'état.

Tandis que la royauté n'existoit encore que de nom dans le monarque, la France alloit voir en scène les représentants du pouvoir national, les états-généraux. Un des articles du traité de Sainte-Menehould, conclu le 15 mai 1614 entre la régente et le prince de Condé, stipuloit que les états seroient assemblés le 25 août suivant à Sens. Mais un voyage de la cour dans le Poitou, et le désir d'attendre la majorité du roi, les firent ensuite ajourner à Paris pour le 14 octobre.

Ces états sont les derniers de l'ancienne monarchie, et leur histoire semble commander, au premier abord, la plus haute attention. Cependant l'intérêt décroît à mesure qu'on les étudie. Pendant quatre mois, les séances offrirent le spectacle de misérables querelles où éclatoient les rivalités égoïstes de chaque corps, et où percent à peine quelques projets de réformes utiles. Le clergé demanda la publication du concile de Trente, la noblesse vouloit qu'on abolît la paulette et la gabelle levée sur les nobles, le tiers-état se récrioit contre l'énormité de la taille, contre le scandale des pensions accordées aux grands seigneurs; l'université enfin, en présentant requête pour avoir rang et séance aux états, attaqua vivement les Jésuites que le cardinal du Perron défendit avec adresse et avec chaleur; puis on se sépara le 24 mars 1615, sans avoir rien fait pour le bien du royaume. Dans la séance royale du 23 février, Armand-Jean Du-

plessis Richelieu , alors âgé de vingt-neuf ans , et depuis 1609 évêque de Luçon , fut chargé de prononcer un discours au nom du clergé. Il s'étoit déjà distingué dans l'assemblée , comme un des plus habiles et des plus éloquents de son ordre , et son discours signale un pas immense dans l'art de la parole appliqué aux affaires. A peine y découvre-t-on quelques légers sacrifices faits au mauvais goût du siècle , l'étalage de l'érudition. Il est précis , nerveux , il marche droit au but , et résume avec force les doléances de la France , mais surtout celles du clergé , contre l'administration. S'il indique une réforme , il expose en peu de mots , sans pédanterie , avec une logique victorieuse , les moyens de l'obtenir. Membre de l'église , Richelieu réclame pour le clergé une plus grande part dans le pouvoir , il s'élève avec amertume contre l'occupation des lieux saints par les protestants , contre la suspension du culte catholique dans le Béarn ; mais dans tout ce discours , néanmoins , l'homme d'état domine l'homme d'église , et l'on y reconnoît déjà le puissant esprit qui devoit rendre si redoutable un sceptre à moitié usurpé.

Au moment où les états-généraux furent dissous , le parlement essaya de se mettre à leur place , en se proclamant le défenseur des intérêts publics. Il rendit , le 28 mars , toutes les chambres assemblées , un arrêt par lequel il invitoit , sous le bon plaisir du roi , les princes , ducs ; pairs et officiers

de la couronne, à se trouver « en ladite cour, pour, « avec le chancelier, aviser sur les propositions « qui seroient faites pour le service du roi, le soulagement de ses sujets et le bien de son état. » Le parlement étoit blessé de ce que le roi avoit répondu aux cahiers des trois ordres, sans écouter ses remontrances; et le prince de Condé, mécontent des états qui avoient approuvé le double mariage d'Espagne, se proposoit d'unir ses ressentiments à ceux de la magistrature. Le chancelier qui vit bien où tendoit cette nouvelle brigue, fit casser par le conseil d'état l'arrêt du 28 mars, et défense de se rendre au parlement fut intimée au prince de Condé.

Celui-ci se retira aussitôt à Creil, dans son comté de Clermont, ne déguisant point ses intentions hostiles et ses projets arrêtés d'opposer la force à la force. Marie de Médicis impatiente de s'appuyer sur la cour d'Espagne et de terminer enfin une négociation si souvent traversée, croyoit le moment opportun pour accomplir le double mariage qui avoit été le rêve constant de sa politique. Elle se décida à conduire madame Élisabeth sa fille jusqu'aux Pyrénées, pour de là ramener en France la fille de Philippe III, mais elle vouloit que Condé, le chef en quelque sorte de la famille royale, l'accompagnât dans ce voyage, et sanctionnât, par sa présence, le mariage du jeune Louis XIII.

Condé répondit à son invitation par un violent



manifeste publié le 9 août 1645, et qui équivaloit à une déclaration de guerre. Le prince y rappeloit habilement tous les griefs de la noblesse, du tiers-état, des Huguenots contre le gouvernement de la reine, et pour la première fois il désigna par leurs noms ceux qu'il accusoit du malheur de la France : le maréchal d'Ancre, le chancelier, et son frère le commandeur de Sillery, les conseillers d'état Bullion et Louis Dollé. Il se hâta aussitôt de réunir sous ses ordres quatre mille hommes de pied et quinze cents chevaux, pendant que les réformés, et à leur tête Bouillon, Sully, Rohan, Soubise, se laissoient tous entraîner dans son parti.

Cependant la reine ne voulut point retarder son voyage. Elle fixa son départ avec celui du roi et de la cour, au 17 août, et elle ordonna que mille chevaux de ses vieilles troupes, avec son régiment des gardes l'accompagnoient. Une armée plus forte, composée de dix mille hommes de pied et de douze cents chevaux, devoit tenir tête au prince et aux mécontents. Elle obtint aussi, en intimidant le parlement, un arrêt qui condamnoit Condé, et lui faisoit défense de continuer ses assemblées et ses mouvements de troupes, sous peine d'être poursuivi avec tous les siens, comme criminel de lèse-majesté.

Condé ne tint aucun compte de l'arrêt du parlement. Le maréchal de Bois-Dauphin qui commandoit l'armée royale, ne sut profiter ni de la supériorité de ses troupes, ni des embarras financiers

du prince, et tout ce qu'il put faire, ce fut de se maintenir dans le Poitou, pendant que le double mariage se célébroit de chaque côté des Pyrénées. La cour de France s'étoit arrêtée à Bordeaux, et c'est dans cette ville que le duc de Guise, chargé de la procuration du prince d'Espagne, épousa le 18 octobre 1615, madame Élisabeth de France, alors âgée de treize ans et demi. Il partit ensuite avec la duchesse de Nevers pour la conduire à la frontière. Le même jour, le duc d'Usséda, fils du duc de Lermé, muni de la procuration de Louis XIII, avoit épousé à Burgos, Anne-Marie d'Autriche, infante d'Espagne. Cette princesse, née le 22 septembre 1601, étoit, de six jours, plus âgée que le roi. L'échange d'Anne d'Autriche et d'Élisabeth de France se fit le 9 novembre, dans un pavillon élevé au milieu de la Bidassoa. La jalouse vanité des deux peuples se manifesta, en cette occasion, dans mille détails ridicules. Pour que les lois de l'étiquette et l'orgueil national fussent saufs des deux parts, on convint que les deux princesses parti-roient en même temps, qu'elles marcheroient du même pas, qu'elles arriveroient au même instant, que tous les ornements de leurs pavillons seroient semblables. Enfin le duc de Guise ramena à Bordeaux la nouvelle reine de France. Celle-ci avoit signé, le 16 octobre, dans le couvent de Burgos, une renonciation formelle, écrite en entier de sa main, à tous les droits qu'elle auroit pu ou pour-

roit prétendre à la succession de son père ou de sa mère.

Le double mariage accompli, Marie de Médicis ne fut ni plus forte ni plus respectée. Condé étoit toujours en armes, bravant les troupes royales, tandis que le pouvoir affoibli languissoit aux mains de trois vieillards, dominés par le maréchal d'Ancre. Néanmoins, comme un changement dans les conseils de la reine paroissoit imminent, l'ambition de Condé visoit à y prendre la première place. Le premier jour de l'année 1616, il fit donc présenter à Marie une lettre dans laquelle il supplioit sa majesté de donner la paix à ses sujets, et le 13 février, des conférences s'ouvrirent à Loudun pour traiter des conditions de cette paix. Les négociations durèrent jusqu'au 3 mai, et se terminèrent à la satisfaction du prince et de ses amis. Les sceaux furent retirés au chancelier Sillery; le maréchal d'Ancre perdit Amiens et ses places en Picardie; Condé, enfin, fut nommé chef du conseil, et obtint quinze cent mille livres pour payer ses dettes. La nouvelle de la paix excita une joie universelle, et lorsque le roi fit son entrée à Paris avec la jeune reine, le 16 mai 1616, il y fut reçu au milieu des acclamations publiques.

Quoique majeur et marié, Louis XIII continuoit à ne s'occuper guère qué de ses oiseaux de proie. Marie de Médicis gouvernoit donc toujours; elle avoit abandonné jusqu'alors le détail des affaires

aux vieux ministres de Henri IV, mais ce ministère qui avoit déjà perdu Sully, et qui venoit de perdre le chancelier Sillery, ne comptoit plus que deux de ses anciens membres, Villeroy et Jeannin. Revenue de son voyage de Bordeaux, Marie résolut de se débarrasser aussi de ces serviteurs dont l'expérience, en lui imposant quelque contrainte, mettoit un frein à ses caprices et à ses passions. Elle ôta le contrôle général des finances au président Jeannin, pour le donner à Barbin, homme adroit et souple, créature des Concini; Claude Mangot, président au parlement de Bordeaux, fut adjoint comme coadjuteur à Villeroy; Armand Duplessis Richelieu, évêque de Luçon, ami intime de Barbin, nommé d'abord premier aumônier de la reine, fut élevé bientôt à la dignité de conseiller d'état; enfin, pour se créer des partisans dévoués dans l'armée, et pour balancer l'influence du duc de Guise dont elle commençoit à se lasser, elle fit sortir de la Bastille, où il étoit enfermé depuis douze ans, le comte d'Auvergne, fils naturel de Charles IX, et le rétablit dans sa charge de colonel de la cavalerie légère.

La reine avoit besoin de réunir ses forces par un dernier effort, afin de conjurer les menées toujours renaissantes des grands. La haute fortune de Concini étoit depuis long-temps impatiemment soufferte, et toutes les haines, toutes les jalousies aiguës dans l'ombre et excitées par

l'audace du favori, éclatèrent subitement et avec violence. Concini faillit être assassiné, le 14 août 1616, chez le prince de Condé. Il se hâta de quitter Paris, et de gagner la Normandie; mais cette lutte, ouvertement engagée, rendit à la reine quelque vigueur et quelque énergie. Déjà l'influence de Richelieu se manifestoit dans le conseil. Le 4<sup>er</sup> septembre, Condé fut arrêté au Louvre; les autres princes, Mayenne, Vendôme, Bouillon, Nevers, n'échappèrent à la prison que par la fuite, et le maréchal d'Ancre rentra triomphant à Paris.

La leçon ne lui avoit profité ni à lui ni à la reine. L'empire que Concini exerçoit sur Marie de Médicis se révéloit chaque jour par de nouveaux scandales, et la haine du peuple alloit sans cesse croissant contre le maréchal et contre sa femme. On leur attribuoit toutes les persécutions, tous les malheurs, tous les désordres; de plus Léonora Galigaï étoit accusée sottement d'ensorceler la reine. C'est dans ce moment même qu'une perte cruelle vint frapper les deux époux. Leur fille, âgée de treize ans, mourut le 2 janvier 1617. Bassompierre, qui alla les voir le jour même, raconte d'une manière touchante la douleur dont il fut témoin. Concini lui dit qu'il regrettoit sa fille et qu'il la regretteroit tant qu'il vivroit; « mais ce qui me fait suc-  
« comber sous ce coup, ajouta-t-il, c'est que j'y  
« vois l'avertissement de la ruine prochaine de

« moi, de ma femme, de mon fils et de ma maison. » Il rappela avec franchise sa misère passée et sa rapide fortune, puis, apercevant trop bien les signes de sa chute prochaine, il supplia sa femme de quitter la France pour chercher avec lui un refuge en Italie. Éléonora repoussa toutes ses instances. « Nous mourrons peut-être, dit-elle; mais « pouvons-nous, sans lâcheté et sans ingratitude, « abandonner la reine après tous les biens que « nous en avons reçus ? »

Le 31 janvier, les ducs de Bouillon, de Nevers, de Vendôme et de Mayenne signèrent en commun une remontrance, où, se faisant les échos de l'opinion populaire, ils accusoient le maréchal d'Ancre et sa femme de tout le mal arrivé dans le royaume. Le roi répondit le 10 mars à cette remontrance en confisquant tous les biens des rebelles, et trois armées royales mises sur pied furent chargées, en même temps, de les poursuivre à outrance. Ces armées, conduites par le duc de Guise, par Montigny et le comte d'Auvergne, prirent un grand nombre de petites places, et alloient probablement forcer Mayenne dans Soissons, lorsque la nouvelle de la mort du maréchal d'Ancre vint tout-à-coup suspendre les hostilités.

Le maréchal s'étoit depuis quelque temps avisé que Charles d'Albert de Luynes, qu'il avoit laissé grandir dans la faveur royale, étoit devenu pour lui un rival dangereux. Le chef de la volerie avoit

acheté la capitainerie du Louvre qui lui donnoit un logis en cour. Il étoit sans cesse auprès du roi, et se plaisoit à nourrir de soupçons l'esprit inquiet et défiant de son élève. Il lui représentoit le Louvre comme une prison dont le maréchal d'Ancre et la reine tenoient les clefs; ses amusements mêmes, à l'en croire, n'étoient plus que des jouets indignes à l'aide desquels ses geôliers amusoient sa trop longue enfance; et bien qu'à diverses reprises la reine eût offert au jeune prince de lui remettre le pouvoir, Luynes lui persuadoit sans peine que c'étoit un jeu dont il ne devoit pas être la dupe.

Louis XIII qui, peu de mois auparavant, étoit entré dans la conjuration de sa mère contre le prince de Condé, avoit pris plaisir à ce mystère, à cette surprise, à cette attaque imprévue dont le prince avoit été la victime. Le même attrait le poussoit à une conjuration nouvelle dont le but étoit, cette fois, de surprendre le maréchal d'Ancre dans le Louvre et de l'y tuer en trahison. Autorisé par le roi, Luynes s'adressa au baron de Vitry, capitaine des gardes et ennemi personnel de Concini. Après lui avoir fait jurer qu'il exécuteroit aveuglément tous les ordres de sa majesté, il lui dévoila les projets formés contre la vie du maréchal, et lui dit que le roi ne se fioit qu'à son dévouement et à son courage pour le débarrasser du joug de cet homme. Vitry, effrayé d'abord, se crut engagé par son serment; la

promesse du bâton de maréchal de France acheva de dissiper tous ses scrupules. Le plan d'attaque contre le maréchal fut bientôt combiné, et le 24 avril 1647, comme il traversoit la cour du Louvre, à dix heures, pour se rendre chez sa femme, Vitry et les gentilshommes qu'il avoit apostés se jetèrent sur lui et le tuèrent. « M. de « Vitry, dit Fontenay-Mareuil, étoit si emporté, « qu'il seroit passé sans le voir, si M. du Hallier, « qui marchoit après lui, ne lui eût dit : mon « frère, voilà M. le maréchal. Sur quoi se tournant, « et demandant : où est-il ? Guichaumont répon- « dit et dit : tenez, le voilà ; et prenant son pis- « tolet, lui tira le premier coup. Quelques autres « tirèrent aussi ; mais on a toujours cru que c'é- « toit Guichaumont qui l'avoit tué, étant tombé « dès qu'il l'eut frappé. » Comme le maréchal s'étoit d'abord affaissé sur les genoux, Vitry l'acheva à coups d'épée. Puis aussitôt le roi averti fit ouvrir les fenêtres de la grande salle, et prenant sa grosse carabine, il s'y montra en criant : « Grand « merci à vous, mes amis : maintenant je suis roi. » Il donna ordre, en même temps, qu'on allât lui chercher les vieux conseillers de son père, et on lui répondit par des cris de : *Vive le roi !*

La reine-mère, en apprenant la mort de Concini, se prit à gémir et à pleurer, beaucoup moins, il est vrai, sur lui que sur elle-même. Elle s'emporta lâchement contre son favori et contre sa femme



qui, disoit-elle, l'entraînoient après eux dans leur chute, et elle refusa durement un asile à la maréchale d'Ancres. Celle-ci se fit alors déshabiller et se mit au lit; mais les dignes gentilshommes assassins du maréchal arrivèrent bientôt, arrachèrent l'infortunée de son lit, et pillèrent l'argent et les bijoux qu'elle avoit cachés dans sa paillasse. Ils se partagèrent ensuite les charges, les gouvernements, les immeubles de son mari, comme s'ils étoient déjà confisqués. Le corps de Concini fut enterré, pendant la nuit, sous les orgues de l'église Saint-Germain l'Auxerrois; mais le lendemain, la populace déterra le cadavre, le traîna par les rues le déchira par lambeaux, le brûla et en dispersa les cendres.

Le meurtre du maréchal d'Ancres laisse dans l'esprit une impression profonde de douleur et de honte. Ce qui donne à cet événement un caractère odieux, ce n'est point la participation du roi; il étoit trop jeune et trop foible d'esprit pour qu'on puisse faire peser sur lui la responsabilité du crime qu'il avoit autorisé : c'est l'empressement avec lequel la noblesse françoise se prête à un assassinat, et se dispute ensuite les dépouilles de la victime; c'est l'approbation donnée au meurtre par les vieux ministres de Henri IV, qui accourent au Louvre pour féliciter le roi; c'est la conduite des princes, qui rentrent triomphants à la cour, dès qu'elle est sonillée du

sang de leur ennemi; c'est la lâche servilité du parlement qui s'acharne sur la maréchale d'Ancre, et la condamne à un affreux supplice, sans croire au crime dont il l'accuse; c'est le débordement d'injures dont les écrivains du temps ont sali la mémoire des deux Concini; c'est enfin la joie forcenée du peuple et le surnom de Juste décerné à Louis XIII, alors qu'il méconnoissoit toutes les lois de la morale et de la justice; ce sont ces diverses circonstances, enfin, qui associent honteusement toute la nation à une vengeance que le maréchal d'Ancre avoit provoquée, sans doute par sa cupidité et son mépris de la décence publique, mais jamais, il faut le dire, par des actes aussi coupables que l'étoient les rébellions et les trahisons continuelles des grands seigneurs de son temps.

Quoi qu'il en soit, dès que la mort du maréchal fut connue, les ministres destitués et la foule des seigneurs se pressèrent au Louvre et entourèrent le roi qui monta sur une table pour recevoir leurs compliments. Richelieu osa s'aventurer aussi dans cette assemblée tumultueuse; il fut reçu par le roi avec assez d'aigreur. Les sceaux furent repris par Luynes à Mangot; Barbin fut retenu prisonnier et l'on saisit tous ses papiers; les armées royales et celles des princes qui étoient en présence déposèrent les armes, et le 4 mai, les ducs de Longueville, de Vendôme, de Nevers et de Mayenne vinrent saluer le roi à Paris.

Louis XIII rendit aussitôt une déclaration enregistrée au parlement le 12 mai, par laquelle il remettoit les fautes que les princes, ducs, pairs et officiers de la couronne pouvoient avoir commises, faisant savoir à tous qu'il les tenoit désormais pour bons et loyaux serviteurs. Toutefois, il n'étoit pas mention, dans cet acte, du prince de Condé. Celui-ci étoit toujours prisonnier à la Bastille, d'où il fut bientôt transféré à Vincennes. Ses anciens amis ne parurent point se soucier alors d'obtenir la liberté du prince. Persuadés que Luynes, ignorant comme il l'étoit de tout ce qui touchoit aux affaires publiques, reculeroit devant les charges du gouvernement, ils comptoient bien s'emparer du pouvoir, et regrettoient peu le dangereux rival qu'ils auroient trouvé dans Condé. La femme du prince, au contraire, secondée par le duc de Montmorency, son frère, et par le comte d'Auvergne, son beau-frère, sollicita, avec toutes sortes d'instances, la liberté de son mari. Le roi demeura inflexible. Il ne lui fut permis de revoir Condé qu'autant qu'elle consentiroit à s'enfermer avec lui. Cette condition fut acceptée par elle de grand cœur, bien que le prince ne lui eût point pardonné jusqu'alors les scandaleuses poursuites de Henri IV. La réconciliation se fit sous les verrous de Vincennes, où elle eut deux enfants pendant sa captivité. L'un d'eux fut le grand Condé.

Dès le 3 mai, la reine, sur les conseils de Luynes qui vouloit soustraire le roi à son influence, avoit été exilée à Blois. Quelques jours après, le procès de la maréchale d'Ancre commença. L'accusation n'eut pas honte de recueillir contre cette malheureuse femme les griefs les plus absurdes, ses relations avec un médecin juif du nom de Montalto, l'application faite sur sa tête d'un coq qu'on venoit de tuer, le pouvoir de ses sortilèges sur la reine, et d'autres inepties de même force. Interrogée dans sa prison, elle répondit toujours avec beaucoup de calme et de raison. Malgré l'acharnement des accusateurs, une condamnation paroissoit impossible; mais Luynes donna sa parole à Le Bret, procureur-général, que s'il concluait à la mort de l'accusée, le roi lui feroit grâce. Cette promesse entraîna sans doute quelques-uns des juges, et le 8 juillet, la sentence fut rendue. Elle déclaroit le mari et la femme coupables du crime de lèse-majesté divine et humaine; elle condamnoit la femme à avoir la tête tranchée, le corps et la tête brûlés; la maison des Concini devoit être rasée, leurs biens étoient réunis à la couronne, et leur fils, déchu de noblesse, devenoit incapable de tenir aucun office dans le royaume. Cet arrêt fut lu à l'infortunée Léonora, qui s'écria : « Pauvre malheureuse que je suis ! » Mais son courage ne se démentit pas un instant. Lorsque, le même jour, elle sortit de la Conciergerie pour monter sur la char-

rette fatale qui alloit la conduire au bourreau , ses yeux s'arrêtèrent sur l'immense multitude qui se pressoit sur le chemin , et elle dit doucement : « Que de peuple pour voir une pauvre affligée ! » Les Parisiens, témoins de tant de résignation et de patience , en furent profondément touchés. Aussi, la honte de ce jugement inique doit-elle peser avant tout sur le parlement complice de la basse vengeance et de l'odieuse cupidité de Luynes. Celui-ci reçut du roi tous les biens des Concini. Quant à leur jeune fils, il ne trouva de refuge qu'en Toscane. Il y mourut plus tard de la peste, sans laisser de postérité.

Le roi débuta dans l'exercice de son pouvoir par une distribution de grâces et de récompenses. Vitry fut fait maréchal de France ; du Vair, Jean-nin et Villeroy reprirent la direction des affaires, sous les ordres du nouveau favori, et ne se montrèrent pas moins souples envers lui qu'envers Concini. Comme Concini, Luynes désiroit éviter la guerre au dehors et prévenir les troubles à l'intérieur ; il vouloit surtout amasser pour lui et pour ses frères des richesses immenses , et il y réussit. Son mariage avec la fille du duc de Montbazon , d'une branche cadette de la maison de Rohan, l'allia bientôt aux plus grandes familles de la monarchie : néanmoins , il se défioit toujours de la reine-mère , et tandis que le jeune roi , heureux comme un enfant échappé à la fêrule , se donnoit

du bon temps à Saint-Germain , à Fontainebleau , à Villers-Cotterets , à Monceaux , à Dieppe , Luynes surveilloit toutes les actions de Marie ; il entourait d'espions son lieu d'exil ; il écartait d'elle Richelieu qui l'avoit accompagnée ; il logeoit dans les villages voisins des compagnies de cavalerie qui avoient ordre de l'arrêter si elle essayoit de fuir.

Toutes ces mesures ne pouvoient mettre Luynes à l'abri d'une de ces réactions de l'opinion publique qui éclatent assez d'elles-mêmes et sans être excitées. La pitié pour la reine déchuë et prisonnière à Blois commençoit à gagner le peuple ; la fortune du nouveau favori irritoit déjà les grands. Le duc de Bouillon se retira à Sedan , en déclarant que la cour étoit toujours la même auberge qui n'avoit fait què changer de bouchon. Plusieurs autres seigneurs résolurent de délivrer la reine et de l'opposer à Luynes en la réconciliant avec son fils. Le duc d'Épernon se chargea de l'enlever de Blois , et le 22 février 1619 , à minuit , un carrosse qui attendoit en dehors des murs , conduisit Marie à Loches , près du duc , puis ils se retirèrent ensemble à Angoulême dont Épernon étoit gouverneur.

Luynes fut fort alarmé de l'évasion de la reine. Celle-ci écrivit au roi pour se justifier , mais en même temps elle lui demanda d'apporter quelque remède à l'état des affaires. Ce remède n'étoit

autre que le renvoi du favori, et Luynes le comprit ainsi : il fit saisir par les troupes royales la ville d'Uzerche en Limousin et Boulogne-sur-Mer, qui appartenoient au duc d'Épernon ; puis, craignant de se perdre auprès du roi s'il l'excitoit davantage à une guerre dénaturée, il rappela d'Avignon l'évêque de Luçon, Richelieu, et le renvoya près de la reine, à Angoulême, pour négocier la paix entre elle et son fils.

Cette paix fut signée le 30 avril 1619 à Angoulême. La reine étoit autorisée à fixer sa résidence dans tel lieu qu'il lui plairoit, à conserver ses revenus de toute nature, et la distribution des charges de sa maison. Elle échangeoit son gouvernement de Normandie contre celui d'Anjou ; elle recevoit six cent mille livres pour payer ses dettes, tandis que cinquante mille écus étoient comptés au duc d'Épernon pour sa ville de Boulogne ; néanmoins, quatre mois s'écoulèrent après la signature de ce traité, sans que la reine vît son fils. Ils se rencontrèrent enfin à Tours, et y passèrent ensemble douze jours, du 7 au 19 septembre. Le roi donna publiquement à sa mère beaucoup de marques d'affection ; puis ils se séparèrent, Louis pour revenir à Paris, Marie pour se rendre à Angers, la capitale de son nouveau gouvernement.

Le retour du roi fut signalé par des grâces nombreuses. Le 20 octobre 1619, le prince de Condé sortit de prison, avec la princesse sa femme,

après trois ans de captivité. Luynes, qui vouloit désormais s'en faire un appui contre la reine-mère, alla le prendre à Vincennes, et le conduisit à Chantilly, où le roi le reçut avec beaucoup de témoignages d'affection. Mais Condé n'étoit plus l'ardent et audacieux jeune homme que les princes mécontents reconnoissoient autrefois pour leur chef. La captivité avoit usé ses forces et fait fléchir son courage. Aussi Luynes, en se l'attachant, ne réussit-il plus à rallier autour de lui les seigneurs qu'enchaînoit naguère le prestige du nom des Condé. Ces seigneurs, qui devinoient les intentions de Luynes, et que poussoit à bout son ambition, opposèrent au prince le jeune comte de Soissons, son cousin, qui avoit atteint l'âge de seize ans. Après quoi, du 29 mars au 20 juin 1620, ils quittèrent tous la cour et se rendirent à Angers, près de la reine-mère.

Aucune confédération plus redoutable ne s'étoit encore formée contre l'autorité royale. Les ducs de Retz et de la Trémouille, le maréchal de Boisdauphin, le comte de Candale et son frère l'archevêque de Toulouse, fils de d'Épernon, avoient successivement rejoint Marie de Médicis. Le duc de Longueville, qui s'étoit retiré dans son gouvernement de Normandie, promettoit d'y faire une puissante diversion. La ville de Caen étoit occupée par le chevalier de Vendôme, le Perche par le comte de Soissons, Angers et Chinon par la reine-mère, le Poir-



lou par les ducs de Rohan et de la Trémouille, la Saintonge et l'Angoumois par le duc d'Épernon, Metz par un de ses fils, le marquis de Lavallette, la Guyenne par le duc de Mayenne et le maréchal de Roquelaure; on ne se croyoit sûr ni du maréchal de Brissac en Bretagne, ni du duc de Montmorency en Languedoc; la Picardie et la Champagne étoient travaillées par les ducs de Longueville et de Bouillon; en un mot, la France presque entière obéissoit aux seigneurs mécontents. Ce ne fut donc pas sans une vive inquiétude que Luynes, au commencement de juillet 1620, conduisit le roi à l'armée qu'il avoit assemblée sur les confins de la Normandie.

On doit rendre cette justice à Luynes, qu'il fit preuve, en ces conjonctures difficiles, d'une activité et d'une énergie dont on auroit pu le croire incapable. Il ne recula pas devant la ligue des grands, il les attaqua franchement et à découvert, quels que fussent pour lui les périls de la lutte. Richelieu, qui a loué sa conduite, n'auroit fait à sa place que ce qu'il fit lui-même. La bravoure du jeune roi et sa passion pour la guerre, qui se révéla tout-à-coup dans les camps de Normandie, vinrent en aide à sa résolution. Des succès rapides couronnèrent cette première campagne de Louis XIII. En un instant la Normandie rentra dans le devoir, et la prise du Pont-de-Cé, le 7 août 1620, par le roi lui-même, déterminâ la reine-mère à dépêcher

près de son fils le cardinal de Sourdis et Richelieu , pour accepter la paix qui lui avoit été offerte. Cette paix fut signée le 13 août à Angers. L'amnistie et le rétablissement du traité d'Angoulême en étoient presque les seules conditions.

Le 2 avril de l'année suivante, 1621 , Luynes fut élevé à la dignité de connétable. Un grand nombre de protestants, bien qu'abandonnés cette fois par les chefs de leur parti, s'étoient illégalement réunis à la Rochelle, d'où leur assemblée avoit adressé, le 2 janvier 1621 , des remontrances au roi. Louis répondit avec hauteur qu'il ne recevrait aucune plainte de la part de quelques factieux, venus à la Rochelle malgré les défenses qui leur en avoient été faites. Bientôt une armée commandée par Luynes se mit en marche vers la Loire, et le 29 avril le roi partit lui-même de Fontainebleau pour aller rejoindre le nouveau connétable. Le premier acte important de la campagne fut le siège de Saint-Jean-d'Angély, qui, après s'être défendue vigoureusement pendant un mois, capitula le 25 juin. La ville fut traitée avec une extrême rigueur; ses fortifications furent rasées, ses privilèges supprimés, ses habitants déclarés taillables et corvéables. Le roi chargea ensuite le duc d'Épernon d'attaquer La Rochelle, tandis qu'il passoit lui-même en Guyenne avec le gros de son armée.

Le garde-des-sceaux du Vair qui l'accompagnait, y mourut le 30 juillet 1621. Les sceaux furent

remis au connétable de Luynes, et pour la première fois, on vit le même homme déclaré chef, en même temps, de toutes les armées et de la justice. Cette cupidité, ce pouvoir scandaleux excitoient un ressentiment universel. On reprochoit à Luynes sa grandeur, ses richesses et celles de ses deux frères, qui avoient pris les titres de ducs de Chaulnes et de Piney-Luxembourg; on disoit de lui qu'il n'étoit bon connétable que pour la paix, bon chancelier que pour la guerre, on contesloit même sa bravoure personnelle. Toutefois, son administration n'avoit manqué jusque-là ni d'habileté ni de courage; dans la paix et dans la guerre, elle n'avoit été signalée que par des succès.

Mais un échec sérieux attendoit les armes du roi devant Montauban. Cette place, l'un des boulevards du protestantisme en France, et où commandoit le comte d'Orval, fils de Sully, soutint un siège de trois mois et ne fut point entamée. Le duc de Mayenne, fils du chef de la ligue, y fut tué, et huit mille hommes de l'armée royale y périrent de maladie ou sous le fer ennemi. Bassompierre, dont la valeur ne pouvoit être suspecte, osa enfin dire au roi qu'il ne restoit qu'un parti sage à prendre, celui de lever le siège. Louis y consentit, les larmes aux yeux, et la retraite se fit le 2 novembre 1621. La prise de la petite place de Monheur, sur la Garonne, qui capitula le 14 décembre, ter-

mina cette campagne qui n'eut point de résultat décisif.

On a prétendu, et Bassompierre l'affirme, que déjà, depuis quelques mois, l'affection du roi pour le connétable s'étoit beaucoup refroidie. Bassompierre insinue que Louis XIII, tout chaste et réservé qu'il étoit dans ses mœurs, ne fut point insensible aux charmes de madame de Luynes, si fameuse plus tard sous le nom de duchesse de Chevreuse, et qu'il conçut un dépit secret des avances de la belle connétable au duc de Chevreuse. Quoi qu'il en soit, la mort prévint la disgrâce dont Luynes étoit, dit-on, menacé. Atteint, devant Monheur, d'une de ces fièvres purpurines qui avoient causé tant de ravages dans l'armée, il succomba dans un village voisin le 14 décembre 1621, à l'âge de trente-deux ans. Le roi ne témoigna pas de grands regrets; les courtisans et le peuple le pleurèrent moins encore. L'histoire, toutefois, en condamnant l'avidité de Luynes, doit rendre hommage à sa politique. Quand on se rappelle son origine et les occupations de sa jeunesse, il faut admirer que son inexpérience n'ait point misérablement fléchi sous le poids et la difficulté des affaires publiques. Il rendit service à la France en la débarrassant du gouvernement de la régente; à la royauté, en combattant les grands; et si sa mémoire est souillée du meurtre de Concini, son administration n'en resta pas moins douce et modérée. Personnellement af-

fable et conciliant, il eut, à sa mort, le sort des personnes enviées, *dont on ne dit pas de bien lorsqu'on ne peut pas en dire de mal*. Ses frères, les ducs de Chaulnes et de Piney-Luxembourg, n'essuyèrent aucun revers, et conservèrent à la cour leur position brillante.

quand on ne peut pas en dire de bien lorsqu'on ne peut pas en dire de mal. Ses frères, les ducs de Chaulnes et de Piney-Luxembourg, n'essuyèrent aucun revers, et conservèrent à la cour leur position brillante.

## SECTION TROISIÈME.

Fin du règne de Louis XIII. Depuis la mort du duc de Luynes, jusqu'à la mort de Louis XIII.—1621.—1646.

La dernière guerre n'avoit presque rien changé à la situation des rebelles. La reine-mère, dirigée alors par la haute prudence de Richelieu, avoit rejoint son fils à Paris le 28 janvier 1622, et rappelée au conseil, elle opina pour la paix avec les huguenots. Condé, repris d'ambition, et qui visoit au rôle de Luynes, poussoit, au contraire, avec chaleur à la guerre, espérant ainsi éloigner Louis de sa mère. Le roi, entraîné par son goût pour les exercices et les revues, se laissa séduire par Condé, et partit de Paris le 21 mars 1622, pour commencer une seconde campagne contre les huguenots. Après des succès tachés de cruautés, il fut arrêté devant Montpellier comme il l'avoit été la première fois devant Montauban. Rohan qui y commandoit et son frère Soubise étoient alors les

seuls grands seigneurs restés fidèles au parti de la réforme. Le vieux Lesdiguières venoit d'abjurer, en recevant le bâton de connétable; le marquis de la Force, gouverneur du Béarn, le marquis de Châtillon, petit-fils du grand Coligni, s'étoient laissé acheter, et Rohan et Soubise eux-mêmes ne soutenoient que par un dévouement chevaleresque à la cause du protestantisme, une guerre qu'ils avoient tâché de prévenir et qu'ils condamnoient. La courageuse résistance de Montpellier permit au duc de Rohan d'obtenir encore pour les huguenots une paix honorable. Cette paix octroyée par le roi, après que les portes de la ville lui eurent été ouvertes, le 20 octobre 1622, rétablit les anciens édits de pacification, et l'exercice des deux religions fut permis aux lieux où il avoit été interrompu; mais les huguenots y perdirent toutes leurs fortifications qui furent démolies, et ne conservèrent comme villes de sûreté que La Rochelle et Montauban.

201

Pendant le siège de Montpellier, le prince de Condé qui ne vouloit entendre à aucun accommodement, s'étoit retiré mécontent à Rome, laissant le roi sans direction et sans conseil. Le président Jeannin mourut le 31 octobre 1622 à l'âge de quatre-vingt-deux ans, et le vieux chancelier Sillery, secondé de son fils Puisieux, resta pendant l'année 1623 le chef le plus actif du gouvernement. Le comte de Schomberg, qui leur avoit été long-temps

associé, fut écarté par une intrigue le 28 janvier 1623 ; le roi lui reprit ses deux charges de grand-maître de l'artillerie et de surintendant des finances, et lui donna pour successeur le marquis de la Vieuville. Celui-ci, profitant de la disposition d'esprit du jeune prince, parvint bientôt à exciter sa défiance contre tous ses ministres. En janvier 1624, le chancelier fut forcé de rendre les sceaux dont le roi pourvut Étienne d'Aligre, et le 3 février suivant, Sillery et son fils Puisieux furent renvoyés.

Mais tandis que le pouvoir royal sembloit ainsi abandonné à l'aventure, l'homme qui devoit le ressaisir d'une main si puissante, grandissoit avec l'appui de la reine-mère dont il étoit le seul conseiller. Richelieu, évêque de Luçon, avoit reçu le 5 septembre 1622 le chapeau de cardinal, des mains de Grégoire XV, en récompense de la part qu'il avoit prise à la paix d'Angers, et le 26 avril 1624, il fut appelé au conseil où son génie audacieux et ferme sut imprimer bientôt une direction nouvelle à la politique de la France.

Dès l'année 1618 avoit éclaté en Allemagne, entre les états protestants et les états catholiques, l'effroyable lutte si fameuse sous le nom de guerre de trente ans. L'empereur d'Allemagne, Rodolphe II, après avoir habilement combattu le protestantisme pendant un règne de seize ans, étoit mort le 10 janvier 1612, laissant sa couronne à



son frère Mathias, âgé de soixante ans, et qui n'étoit point marié. Pris, dans sa vieillesse, d'un zèle assez étrange pour le catholicisme, Mathias transmit sa succession à son cousin Ferdinand, archiduc de Styrie et ardent élève des jésuites, qui lui succéda en 1619.

Ferdinand II, déjà couronné roi de Bohême et roi de Hongrie dès 1616 et 1618, n'avoit pas attendu la mort de Mathias pour commencer ses attaques contre les réformés. Dans les états héréditaires, la Styrie, la Carinthie et la Carniole, il avoit refusé toute liberté de conscience à ses sujets hérétiques; il avoit démoli leurs temples, confisqué leurs biens, ne leur laissant que le choix entre l'exil et l'apostasie. Ces provinces étoient trop foibles pour protester par les armes contre un pareil traitement; mais lorsque, dans l'année 1618, Ferdinand voulut user des mêmes extrémités en Bohême, le royaume tout entier se souleva à la voix du comte de Thurn, et la guerre civile éclata.

Bientôt l'Allemagne se divisa en deux camps ennemis; d'une part, l'empereur appuyé par Maximilien, duc de Bavière, et par les Espagnols qui, sous les ordres de Bucquoi et de Dampierre, étoient entrés en Bohême; de l'autre, les Bohémiens, sous les ordres du comte de Thurn; Frédéric V, électeur palatin, gendre du roi d'Angleterre; plusieurs magnats de Hongrie, et deux célèbres aventu-

riers, Mansfeld et Christian de Brunswick, qui renouvelèrent le système de guerre des condottieri d'Italie.

La France, trop peu attentive d'abord à cette lutte qui trahissoit les vues ambitieuses de Ferdinand II et de la maison d'Autriche, n'ouvrit les yeux que lorsque les Espagnols et les Allemands se furent emparés de la Valteline. Cette vallée reculée des Alpes, et toute peuplée de catholiques, étoit soumise aux Grisons, chez lesquels dominoit la religion protestante. Les Grisons regardoient les habitants de la Valteline comme des étrangers et des vaincus; ils méprisoient ce qu'ils appeloient leurs superstitions catholiques, ils troublaient leur culte et insultoient leurs prêtres, ils faisoient peser sur eux, en un mot, la pire de toutes les tyrannies, celle du fanatisme.

Le 19 juillet 1620, les Valtelins opprimés se soulevèrent, et leur vengeance éclata par un massacre qui rappelle celui de la Saint-Barthélemy. Tous les protestants réfugiés, tous les Grisons qu'ils purent atteindre dans leur vallée furent massacrés le même jour, à une heure convenue. Il en périt trois cent cinquante selon Botta, six cents selon Cantù. Les Grisons indignés tentèrent d'abord de recouvrer la Valteline par les armes; mais le duc de Feria, gouverneur de la Lombardie pour le roi d'Espagne, se hâta de faire entrer en Valteline plusieurs milliers d'Espagnols et d'Alle-

mands qui occupèrent tous les lieux forts et tinrent en respect les Grisons, après les avoir battus en diverses rencontres.

La France s'émut vivement de cette occupation. Elle s'étoit laissé fermer successivement par la maison de Savoie tous les passages des Alpes, et la vallée de la Valteline lui ouvroit la seule porte par laquelle elle pût communiquer avec Venise et l'Italie indépendante, sans emprunter aucun territoire ennemi. Pour les deux branches de la maison d'Autriche, le passage de la Valteline avoit encore plus d'importance. Par une de ses extrémités cette vallée confinoit avec le Milanais, par l'autre avec le Tyrol. C'étoit le seul chemin entre les états italiens et allemands de la maison d'Autriche qui ne fût pas coupé par les États vénitiens ou par les Suisses. Aussi la France et l'Autriche travailloient-elles non-seulement à obtenir des Grisons le passage pour elles-mêmes; chacune de ces puissances prétendoit encore l'obtenir à l'exclusion de sa rivale. Les intrigues des Espagnols dans ce but avoient offensé et alarmé les Grisons, et les partisans de l'Autriche avoient été poursuivis comme ennemis des libertés publiques. Le duc de Feria n'ayant pu s'ouvrir la Valteline par des traités, avoit cherché long-temps à le faire par la violence et la trahison. Une occasion s'étoit enfin offerte, et il l'avoit saisie avec empressement.

Louis XIII, pressé par les Vénitiens, se hâta d'envoyer Bassompierre, comme ambassadeur extraordinaire à Madrid, avec commission de requérir l'évacuation de la Valteline injustement envahie sur les Grisons, alliés de la France. Philippe III mourut le 30 mars 1621, pendant l'ambassade de Bassompierre, mais les conférences se poursuivirent avec son fils et son successeur Philippe IV, et le 25 avril 1621 fut signé le traité de Madrid, portant que les Espagnols et les Grisons remettroient toutes les choses dans la Valteline en leur premier état.

Ce traité fut repoussé par tous ceux dont il devoit régler les affaires. Les Grisons reprirent les armes et attaquèrent avec fureur la Valteline ; mais Feria et l'archiduc Léopold d'Inspruck, frère de l'empereur, se hâtèrent d'y envoyer des troupes considérables. Près de six mille Grisons qui étoient entrés dans la vallée y furent taillés en pièces, et Léopold déclara qu'il la réunissoit à son comté du Tyrol. Cependant, sur les représentations de la France, de Venise et du duc de Savoie, l'Espagne proposa de remettre la Valteline en dépôt entre les mains du Pape. Horace Ludovisi, frère de Grégoire XV, vint, en conséquence, occuper le pays avec deux mille soldats pontificaux. Cet arrangement laissa le temps au roi de France d'aviser aux affaires intérieures avant de s'engager dans une guerre nouvelle.

Cette guerre ne pouvoit manquer d'éclater bientôt. Ferdinand II continuoit de poursuivre les protestants d'Allemagne. Il avoit contenu jusqu'alors ses troupes dans ses états héréditaires, laissant au duc Maximilien de Bavière qu'il avoit élevé à la dignité électorale, et à son habile général Tilly, le commandement de l'armée d'exécution qui devoit agir contre Mansfeld et Christian de Brunswick; mais en juin 1625, le comte de Wallenstein, l'un des plus riches seigneurs de la Bohême, offrit à Ferdinand II de lui former une armée toute à lui, indépendante des Bava-rois et des Espagnols, pour laquelle il ne demandoit ni paie ni munitions, sous la seule condition de pouvoir la porter à cinquante mille hommes. Cette armée entièrement recrutée de soldats d'aventure épouvanta bientôt l'Allemagne par ses brigandages. Richelieu entré au conseil depuis un an, y avoit apporté le ferme dessein d'arrêter les envahissements de la maison d'Autriche. Avant l'affaire de la Valteline, il n'avoit point paru au roi et à ses conseillers que les intérêts de la France fussent directement menacés par la lutte des protestants et des catholiques d'Allemagne; mais lorsque l'Autriche et l'Espagne eurent pris possession de la Valteline, les ministres de Louis XIII virent le péril et tentèrent quelques efforts pour le conjurer.

Richelieu qui avoit trouvé les esprits en défiance contre l'ambition de la maison d'Autriche, démon-

tra sans peine la nécessité pour la France de s'opposer aux progrès de cette ambition. Le péril étoit d'autant plus menaçant, que le jeune Philippe IV, gouverné par le comte duc d'Olivarès, prêtoit les mains à tous les projets de Ferdinand II.

L'Europe entière voyoit avec terreur cette ligue des deux puissantes branches de la maison d'Autriche. L'une d'elles, la branche aînée, régnoit sur toute la péninsule espagnole, le Portugal compris ; elle étoit maîtresse des îles de la Méditerranée, des Baléares, de la Sardaigne, de la Sicile ; elle tenoit l'Italie comme asservie par le royaume de Naples et le Milanais ; et par l'acquisition de la Valteline, elle venoit de se mettre en communication avec Ferdinand II, chef de la branche cadette, et empereur d'Allemagne. Celui-ci, par ses victoires, par l'appui du duc de Bavière et des catholiques, avoit étendu, outre mesure, les prérogatives de la couronne impériale ; par la conquête du Palatinat, il relioit ses états à ceux de l'archiduchesse Isabelle, qui étoit aussi de la maison d'Autriche. — L'indépendance de l'Europe se trouvoit menacée comme aux jours de Charles-Quint et de Philippe II.

Richelieu comprit tout le danger de la situation, et sans se laisser arrêter, lui prince de l'Église, par la crainte de combattre un ennemi qui s'étoit fait le champion de l'Église, il résolut de susciter partout des obstacles aux empiètements de la maison

d'Autriche, et de relever partout les protestants qu'elle écrasait. « Nous pouvons faire, dit-il au roi « en son conseil, tout ce que dessus avec dextérité, sans rompre les traités que nous avons avec « les Espagnols, si nous prenons simplement le « prétexte d'aider par nos armes nos alliés en « Italie, en la Valteline et en Flandre. » Il le faisoit avec une sécurité de conscience d'autant plus grande, « qu'il n'y a personne qui ne sache, « ajoute-t-il, que l'Espagnol est comme le chancre, qui ronge et mange tout le corps où il s'attache. » Comme la maison d'Autriche pouvoit principalement sa force dans l'assemblage et la cohésion de ses divers états, Richelieu entreprit de les séparer et de les disjoindre. En attaquant Gênes, il vouloit intercepter la voie par laquelle les soldats et l'argent d'Espagne arrivoient en Lombardie; par la reprise de la Valteline il fermoit aux Espagnols le passage du Milanais en Autriche; en restituant ses états à l'Electeur palatin, il coupoit la route de la Bohême aux Pays-Bas; enfin, en soulevant le cercle de Basse-Saxe, il empêchoit également les communications de la Bohême et de la Hollande.

Pour agir puissamment en faveur des Provinces-Unies et de l'Electeur palatin, il étoit nécessaire, avant tout, de renouer les liaisons entre la France et l'Angleterre. Richelieu s'y appliqua dès son entrée au conseil, et le 14 mai

1625, Henriette de France, troisième fille de Henri IV et de Marie de Médicis, épousa le nouveau roi d'Angleterre, Charles I<sup>er</sup>, qui avoit succédé à son père le 27 mars précédent. Pendant qu'il négocioit ce mariage, Richelieu négocioit aussi par ses ambassadeurs près des rois de Danemarck et de Suède. Ces princes, outre qu'ils étoient mus par leur ardeur guerrière, apercevoient sans peine tout ce que les couronnes du Nord auroient à redouter s'ils laissoient subjuguier l'Allemagne. Gustave-Adolphe, roi de Suède, et Christian IV, roi de Danemarck, s'offrirent en même temps pour prendre le commandement des troupes que les petits souverains du cercle de Basse-Saxe étoient convenus de mettre sous les armes. Christian fut préféré par la diète de Lawembourg, le 25 mars 1625. Nommé capitaine-général du cercle, il réunit une armée imposante pour tenir tête à Tilly.

Richelieu, assuré que la maison d'Autriche, retenue par les protestants du Nord, ne se presseroit point de commencer les hostilités contre la France, fit envahir la Valteline, par le marquis de Cœuvres, pendant que Lesdiguières et le duc de Savoie attaquoient les états de la république de Gênes. En vain le pape Urbain VIII envoya-t-il le cardinal François Barberini, son neveu, comme légat en France pour se plaindre de l'expulsion de ses troupes de la Valteline. Le cardinal fut ac-



cueilli avec toutes sortes d'honneurs, mais là se borna la déférence de Richelieu ; il déclara nettement au légat que la France ne consentiroit jamais à laisser enfreindre les droits des Grisons ses alliés, et vers le milieu de septembre 1625, Barberini repartit brusquement, fort irrité contre Richelieu.

Les huguenots, par un zèle mal entendu et coupable, avoient rallumé la guerre en France. Ils entravoient ainsi l'habile politique de Richelieu forcé de combattre les protestants de ce côté du Rhin, tandis qu'il les soutenoit en Allemagne. Cette lutte intérieure ôtant d'ailleurs au cardinal la libre disposition de toutes les forces du pays, la prudence l'obligea à tenter des négociations avec la cour de Madrid. L'Espagne qui espéroit précisément alors que Richelieu s'engageroit toujours plus avant dans la guerre avec les huguenots et se créeroit ainsi des embarras inextricables, se montra très-coulante sur l'accommodement des affaires d'Italie. Un traité signé à Monçon, en Aragon, le 5 mars 1626, par le duc d'Olivarès et par l'ambassadeur de France des Fargis, restitua la Valteline aux Grisons et stipula une trêve de quatre mois avec les Génois ; mais pendant qu'il traitoit avec les Espagnols, Richelieu traitoit aussi secrètement avec les huguenots. Ceux-ci vouloient maintenant la France en guerre avec l'Espagne ; ils craignoient que Richelieu, affaibli par les troubles intérieurs,

ne fît la paix avec Philippe IV ; « d'où il arriva, « dit le cardinal, en se glorifiant de son artifice, « que par une conduite pleine d'industrie inaccoutumée, on porta les huguenots à consentir à la paix, de peur de celle d'Espagne, et les Espagnols à faire la paix, de peur de celle des huguenots. »

La paix que les huguenots acceptèrent le 5 février 1626, ne changea presque rien à leur situation en France. Ils y avoient consenti dans l'espoir que le roi poursuivroit désormais avec vigueur ses projets contre l'Espagne ; mais lorsque le traité de Monçon fut connu, un soulèvement d'indignation éclata dans leurs rangs. L'Espagne, qui de son côté se voyoit jouée, regretta de s'être montrée si facile sur les conditions de la paix. Cependant tout le monde se soumit, et Richelieu, libre du côté de l'Espagne et du côté des huguenots, retourna contre les grands et contre leurs intrigues cette fermeté de résolution, cette indomptable énergie de caractère qui furent le salut de la France, à l'époque critique où il la gouverna.

En ce qui touchoit à l'administration intérieure du pays, Richelieu étoit dominé par une grande idée. Il vouloit, à tout prix, ramener dans la société l'ordre et le respect de la loi. Depuis les guerres civiles de la ligue, la France n'avoit été qu'un champ ouvert aux complots et aux rébellions ; la résistance étoit partout, l'autorité n'étoit nulle

part. Richelieu entreprit de la relever, et bientôt les factieux apprirent qu'il n'étoit si haute existence qu'il ne fut prêt à briser si elle lui faisoit obstacle, qu'il n'étoit ni titres, ni rangs devant l'impassible justice de ses échafauds.

Le premier qui y porta sa tête fut Henri de Talleyrand, prince de Chalais. Ce jeune homme, d'abord favori de Louis, étoit bientôt entré dans les cabales qui se groupoient autour de Gaston, duc d'Anjou, frère du roi et son successeur au trône. Marie de Médicis et Richelieu destinoient à Gaston Marie de Montpensier, héritière des grands biens de la branche cadette des Bourbons, alors âgée de vingt et un ans. Le cardinal jugeoit important de marier le duc d'Anjou dans le royaume; il redoutoit en lui un futur chef de parti, et il ne vouloit pas qu'en épousant une princesse étrangère, le duc se conciliât au besoin l'appui d'une des grandes factions, ou protestante ou espagnole, qui divisoient l'Europe. Mais le roi ne se soucioit point du mariage de son frère. La jeune reine, Anne d'Autriche, étoit blessée dans son orgueil de se voir condamnée à une éternelle stérilité par ceux qui demandoient au duc d'Anjou des héritiers au trône; les princes du sang, enfin, Condé et Soissons, redoutoient toute union qui, en donnant des enfants aux fils de Henri IV, écarteroit d'eux la couronne qu'ils touchoient alors de si près. Les femmes se mêloient à cette intrigue. La princesse de Condé

et la duchesse de Chevreuse surtout usèrent de toute leur influence pour empêcher le mariage. Le comte de Chalais, qui aimoit madame de Chevreuse, s'offrit avec plus de zèle que tous les autres à servir ses projets. Il fut convenu entre lui, le grand-prieur de Vendôme et sept autres jeunes gens, qu'ils iroient avec le duc d'Anjou dîner chez le cardinal à sa campagne de Fleury, et qu'admis dans sa maison ils l'assassineroient. Le complot fut découvert par l'imprudence de Chalais lui-même. Tous ses complices furent arrêtés et mis en prison ; mais Richelieu voulut donner tout de suite la mesure de sa résolution et de son audace, en frappant le jeune courtisan qui, tour à tour favori de Louis XIII et de Gaston, étoit encore protégé par l'affection d'Anne d'Autriche, et par l'amour de la duchesse de Chevreuse, la meilleure amie de la reine. Une chambre judiciaire, tirée en grande partie du parlement de Rennes, condamna le comte de Chalais à avoir la tête tranchée, et l'arrêt fut exécuté à Nantes le 19 août 1626. Les amis du comte croyant le sauver ainsi, avoient fait évader le bourreau. Mais un misérable s'offrit volontairement à le remplacer et la tête de l'infortuné Chalais ne fut séparée du tronc qu'au trentième coup de hache. Le maréchal d'Ornano, gouverneur de Gaston, et le grand-prieur de Vendôme, frère naturel du roi, moururent tous deux en prison quelque temps après. On accusa Richelieu de les avoir em-

poisonnés, mais rien ne prouve que la mémoire du cardinal doive être chargée de ce crime. Toutes les fois qu'il voulut se débarrasser d'un ennemi, il ne le fit point en lâche et en traître. Il frappa hardiment, et n'éleva jamais ses échafauds dans l'ombre.

Gaston effrayé vint s'humilier aux pieds de Richelieu. Celui-ci, satisfait de l'avoir déshonoré, fixa avec libéralité son apanage. Il avoit porté jusque là le titre de duc d'Anjou ; il fut créé duc d'Orléans, et le 5 août 1626, quelques jours avant la mort de Chalais, il épousa à Nantes mademoiselle de Montpensier. Lorsque ensuite le roi fut de retour à Paris, Richelieu fit renvoyer de la cour tous ceux qui avoient été contraires au mariage du duc d'Orléans. Barradas, premier écuyer et favori de Louis XIII, n'échappa point à cette disgrâce. Claude de Saint-Simon, âgé de dix-huit ans, page de la même écurie que Barradas, remplaça ce dernier dans la faveur royale. C'est le père du duc célèbre par ses mémoires.

Richelieu commençoit à recueillir les fruits de sa politique. Il vouloit réunir sous sa main toutes les forces de la France, pour les concentrer à la fois sur un seul point, et attaquer ses ennemis l'un après l'autre. Quand il vit les grands seigneurs contenus par une terreur salutaire, il se retourna contre les huguenots. Rien ne justifioit leurs derniers soulèvements. L'exercice de leur culte n'étoit point inquiété, et ces rébellions mal éteintes et

ranimées sans cesse, ne témoignaient plus que d'espérances coupables, de prétentions étroites et dangereuses. Désormais, le but de Richelieu étoit d'anéantir les huguenots comme parti politique. Il convenoit ouvertement qu'il n'avoit fait la paix avec eux que pour mieux préparer leur ruine; mais avant de se mettre à l'œuvre, il vouloit, d'une part, décrier auprès d'eux les chefs qui les dirigeoient, il vouloit, d'autre part, se créer une marine toute françoise, pour n'être plus réduit, dans sa lutte avec les protestants de France, à demander des vaisseaux à l'Angleterre et à la Hollande.

Les huguenots avoient perdu presque tous les chefs vénérés qui furent, pendant long-temps, l'honneur de leur parti. Le connétable de Lesdiguières étoit mort à Valence le 28 septembre 1626, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Sully, qui ne mourut il est vrai qu'en 1641, étoit complètement oublié; Soubise, réfugié en Angleterre, n'osoit point rentrer en France; Frédéric-Maurice de la Tour, duc de Bouillon, fils du célèbre Bouillon, montrait peu de zèle pour la religion réformée, qu'il abjura en 1637. Il ne restoit en évidence que le duc de Rohan, et Richelieu travailloit adroitement à le perdre dans l'opinion des huguenots, à le brouiller avec le synode de Castres et le consulat de Nîmes.

Quant au projet de relever la marine françoise, le cardinal le poursuivoit également, en ouvrant de nouvelles voies au commerce maritime, et en

favorisant la navigation de long cours, excellente école où se formèrent nos marins. Il institua, pour le commerce avec les Indes et l'Amérique, une compagnie qui devoit avoir son siège au Morbihan, y bâtir une ville (Lorient) et y jouir d'une juridiction indépendante. Mais les privilèges attachés aux charges de grand-amiral de France et d'amiral de Bretagne entravoient toutes les réformes qu'il méditoit. Il profita de la disgrâce du duc de Vendôme pour supprimer la charge d'amiral de Bretagne ; il racheta du duc de Montmorency celle de grand-amiral, puis il se fit attribuer à lui-même la surintendance de la navigation et du commerce. Libre ainsi de tout contrôle, il pressa, avec son ardeur accoutumée, la construction de vaisseaux de toute espèce, tant dans les ports de France que dans ceux de Hollande. Cette mesure étoit d'autant plus sage, que l'Angleterre cherchoit alors à se brouiller avec la France. Richelieu accepta ce nouvel ennemi qu'il n'avoit point provoqué, et ce fut pour lui un prétexte tout trouvé de frapper le parti huguenot, allié des Anglois.

La fille de Henri IV n'avoit été mariée à Charles I<sup>er</sup> que pour cimenter l'union de la France et de l'Angleterre. Mais les mariages des rois garantissent rarement leurs alliances, et la jeune reine d'Angleterre, Henriette, contribua beaucoup par ses imprudences, à la rupture qui éclata entre son frère et son mari. Elle portoit au-delà du détroit,

au milieu d'un peuple où fermentoient les haines les plus furieuses contre le papisme, un esprit inquiet et remuant, une volonté arrêtée de protester hautement contre l'hérésie; elle se flattoit même de rappeler au catholicisme, par l'exemple d'une cour catholique et par les pompes du culte, une nation qu'elle croyoit encore hésitante entre les deux religions. Mais l'accueil fait aux premiers essais de son zèle auroit dû bientôt détruire toutes ses illusions. A peine arrivée à Londres, Henriette refusa d'être couronnée, parce qu'elle ne vouloit point fléchir le genou devant un prélat hérétique, dans l'église hérétique de Westminster. Non contente de cette insulte faite à la religion nationale, elle se rendit avec ses prêtres françois et toute sa cour françoise, en pèlerinage à Tyburn, pour honorer les cendres des martyrs qui avoient péri sous les règnes de Henri VIII et d'Élisabeth. Ces démonstrations malséantes soulevèrent le fanatisme puritain du parlement et du peuple. Charles I<sup>er</sup> et son favori Buckingham, accusés déjà de conjurer la ruine de la religion nationale, ne pouvoient accepter, sans se perdre, la solidarité des fautes de la reine, et le jour même du retour du pèlerinage à Tyburn, Charles I<sup>er</sup> signifia à sa femme sa résolution de faire sortir d'Angleterre tous les François qu'elle y avoit amenés, sans excepter ni son confesseur, ni son chapelain. Henriette se récria contre cette violence, mais après



diverses querelles, le 9 août 1626, toutes ses dames françoises et tous ses prêtres lui furent enlevés brutalement.

Richelieu désiroit éviter la guerre, mais il se voyoit obligé de protéger la sœur du roi de France, de maintenir le traité conclu pour son mariage, de ressentir les affronts faits aux sujets françois qui l'avoient suivie. Il envoya Bassompierre en mission extraordinaire à Charles I<sup>er</sup>, et par sa fermeté, par l'adresse de son esprit, et plus encore par la considération qu'inspiroient à Buckingham son élégance et sa galanterie, Bassompierre obtint que la chapelle de la reine d'Angleterre fût composée d'un évêque et de douze prêtres françois.

Cette affaire paroissoit ainsi réglée, et Bassompierre se dispoit à quitter l'Angleterre, lorsque Buckingham vint lui rendre visite à Douvres, et lui annonça qu'il étoit lui-même chargé d'une ambassade en France pour mettre la dernière main au traité. Ceux qui se rappeloient la conduite du ministre anglois à Paris, à l'époque du mariage d'Henriette, pénétrèrent facilement le motif réel que dissimuloit cette ambassade. L'audace des prétentions galantes de Buckingham n'étoit point un mystère à la cour. On se racontoit tout bas qu'au moment où le présomptueux ministre de Charles I<sup>er</sup> prit congé de la jeune reine Anne d'Autriche, dans un jardin près d'Amiens, celle-ci fut contrainte, pour se défendre, d'appeler à grands cris sa dame d'hon-

neur qui s'étoit éloignée et qui ne vouloit point l'entendre. On ajoutoit des détails qui montraient encore plus de hardiesse, et Louis XIII qui ne les ignoroit pas, ne pouvoit oublier assez complètement ses devoirs d'époux et de roi, pour permettre le retour de Buckingham à Paris. Il fit donc signifier à Charles I<sup>er</sup> « qu'il ne recevroit personne de la  
« part du roi son frère, qu'auparavant la contra-  
« vention qui avoit été faite au traité de mariage  
« n'eût été réparée. »

Buckingham offensé rompit tout-à-coup avec éclat. Il promit protection aux corsaires anglois qui inquiéteroient le commerce de France, dans le même temps qu'il s'allioit avec les huguenots de ce pays, avec le duc de Savoie, et le nouveau duc de Lorraine, Charles IV, pour les associer à son ressentiment contre Richelieu. Les huguenots et les grands seigneurs mécontents comptoient aussi sur l'appui de Gaston, duc d'Orléans ; mais celui-ci s'abandonnoit alors aux plaisirs et à la débauche, ne se souciant plus des amis imprudents qu'il avoit compromis, et attendant impatiemment les couches de sa femme, qui devoient, il l'espéroit, donner un héritier au trône. La duchesse d'Orléans accoucha d'une fille le 29 mai 1627. Ce fut la grande Mademoiselle du règne de Louis XIV. Dès le 4 juin suivant, Marie de Montpensier mourut des suites de ses couches.

Peu de jours après, le 22 juin, l'échafaud se

dressoit encore pour le comte de Boutteville, issu de la maison de Montmorency, et pour le comte Deschapelles, qui lui avoit servi de second dans son dernier duel. Boutteville, réfugié à Bruxelles, s'y prit de querelle avec le marquis de Beuvron, et déclara qu'il vouloit se battre contre lui, en plein midi, sur la place Royale à Paris. Les combattants étoient trois contre trois. Bussy d'Amboise, second de Beuvron, fut tué par le comte Deschapelles. Les autres ne se firent point de mal, mais Boutteville et Deschapelles furent arrêtés dans leur fuite, et malgré les supplications du duc d'Orléans, de la princesse de Condé, de la duchesse d'Angoulême et des Montmorency, Louis XIII résolut de faire un exemple. « Il se railloient, dit Tallemant des Réaux, de ceux qui ne se battoient pas, en même temps qu'il faisoit une déclaration contre ceux qui se battoient. Il disoit : Je pense que tels et tels sont bien aises de mon édit des duels. Et comme il étoit fort médisant, aussi bien que sans pitié, la condition des gentilshommes étoit cruelle, sans cesse pressés entre le déshonneur et l'échafaud. » Mais Richelieu voyoit dans le duel un commencement de rébellion et de guerre civile. Il vouloit détruire l'esprit d'indépendance qui se révéloit tour à tour par des combats singuliers et des résistances à main armée; dans le cas présent surtout, il saisissoit avec empressement une occasion de montrer

à tout le royaume que le grand nom de Montmorency n'étoit pas une sauvegarde contre le mépris des lois. Toute la noblesse fut, en effet, frappée de terreur par la mort de Boutteville. Le supplice de ce seigneur fut regardé comme un acte d'une cruauté inouïe ; il faut dire néanmoins que puisqu'on livroit aux tribunaux des duellistes plus obscurs, l'équité faisoit un devoir au roi de punir l'audace insolente de Boutteville, qui étoit venu braver ses édits et défier, en quelque sorte, sa justice jusqu'au milieu de sa capitale.

Cependant Buckingham avoit préparé une flotte destinée à secourir les huguenots de La Rochelle. Le 20 juillet 1627, cette flotte, commandée par Buckingham lui-même, et portant seize mille hommes de débarquement, parut tout-à-coup devant l'île de Ré. Le général anglois tenoit beaucoup à la possession de cette île, dont la situation étoit excellente pour des corsaires qui harcèleroient à la fois le commerce de France et celui d'Espagne. Il perdit quatre mois au siège des forteresses de l'île, et donna le temps au roi d'arriver avec une forte armée. Repoussé le 6 novembre 1627, dans un dernier assaut, Buckingham découragé se retiroit vers l'île d'Oie, lorsque la cavalerie françoise s'élança sur lui, et, par une charge furieuse, mit le désordre dans ses rangs. Repoussés et poursuivis pendant le reste de la journée, les Anglois remonterent le lendemain sur leurs vaisseaux, et la flotte

fit voile pour l'Angleterre, abandonnant les Rochellois aux vengeances du roi.

Ainsi cette démonstration n'avoit eu d'autre résultat que de compromettre sans retour la cause des huguenots de La Rochelle. En acceptant le secours des Anglois, les Rochellois avoient jeté le gant à leur souverain légitime. Il falloit désormais ou qu'ils se livrassent à sa merci, ou qu'ils demandassent des armes à leur désespoir même. Ce fut le désespoir qui les conseilla. Un célèbre corsaire, du nom de Guiton, fut proclamé maire, et refusa d'abord d'accepter la charge qu'on lui offroit. Mais vaincu par les instances de ses concitoyens : « Eh bien, dit-il, je serai maire, puisque vous le voulez ; mais c'est à condition qu'il me sera permis d'enfoncer ce poignard dans le sein du premier qui parlera de se rendre ; je consens qu'on en use de même contre moi dès que je proposerai de capituler. Le poignard demeurera tout exprès sur la table de la chambre où nous nous assemblons dans la maison de ville. » La conduite de Guiton jusqu'à la fin du siège ne démentit point la résolution inflexible qui lui dictoit ces paroles.

De son côté, le cardinal de Richelieu qui avoit essayé de la carrière militaire dans sa jeunesse, qui avoit l'esprit apte à tout, et qui n'étoit pas médiocrement flatté d'entendre la guerre aussi bien ou mieux que les généraux de profession, pousoit vigoureusement ce siège, qu'il avoit, dit-il lui-

même, médité dès sa plus tendre jeunesse. Séduit sans doute par les difficultés de l'entreprise, il se proposoit, en étudiant Quinte-Curce, d'appliquer à La Rochelle les moyens pratiqués par Alexandre devant Tyr. L'élève ici étoit digne du maître, et le maître étoit bien choisi. La Rochelle, en effet, ne pouvoit être réduite sans des travaux et des efforts extraordinaires. Un vaste marais, traversé seulement par une chaussée étroite, couvroit en partie la ville, que défendoient d'ailleurs des bastions modernes, les plus grands et les plus beaux qui existassent alors. Dans cette situation, le blocus seul auroit eu raison de la résistance des Rochellois, si, maîtres de la mer, ils n'avoient pu ravitailler leur ville et défier ainsi toutes les attaques. Il falloit donc leur couper aussi les communications avec la mer, et c'est dans ce but que, profitant des leçons d'Alexandre, Richelieu entreprit cette gigantesque digue ou jetée en pierres, qui, au bout de quelques mois, ferma la rade de La Rochelle, et permit de resserrer le blocus.

Pendant le séjour de Buckingham à l'île de Ré, les assiégés avoient épuisé leurs magasins pour nourrir sa flotte. Ils ne tardèrent donc pas à se trouver courts de vivres, et déjà la faim avoit provoqué quelques murmures et quelques plaintes, lorsque des nouvelles reçues d'Angleterre vinrent ranimer les espérances. Aux touchantes supplications que les Rochellois avoient adressées à

Charles I<sup>er</sup>, celui-ci avoit répondu en armant une flotte de trente vaisseaux, et vingt barques chargées de vivres et de munitions. Le comte de Denbigh, beau-frère de Buckingham, qui en avoit le commandement, mit à la voile à Portsmouth, et se présenta devant l'île de Ré le 11 mai 1628. Le capitaine Bragneau, de la Rochelle, qui s'étoit embarqué avec Denbigh, profita du vent et de la marée, traversa l'estacade avec une petite chaloupe, et fut assez heureux pour pénétrer dans le port. La ville apprit avec une ivresse de joie l'arrivée des vaisseaux anglois. Mais Denbigh, résistant aux prières de Soubise et des Rochellois qui étoient sur sa flotte, manqua de résolution; et, après avoir tiré, le 18 mai, quelques volées de canon contre l'estacade, il remit à la voile pour l'Angleterre. Une clameur universelle l'accusa de lâcheté, et le roi lui-même vit plus tard alléguer contre lui, parmi les griefs sur lesquels il fut jugé, cette honteuse expédition de La Rochelle. Il faut dire cependant que les obstacles à surmonter étoient tels que l'amiral anglois auroit probablement échoué dans son attaque. Trente-huit vaisseaux françois l'attendoient dans la rade; la digue étoit terminée; elle étoit couverte par l'estacade, et l'armée royale, maîtresse des deux rives, avoit disposé de toutes parts de puissantes batteries qui auroient foudroyé les Anglois.

Après la retraite de la flotte de Denbigh, il ne

restit plus d'espoir à La Rochelle. Les vivres étoient épuisés, et les habitants riches, la duchesse de Rohan et sa fille, pouvoient à grande peine se procurer de la chair de cheval et quelques onces de pain. Les autres étoient réduits aux cuirs bouillis, aux poissons et aux coquillages qu'on trouvoit encore dans le port, aux herbes arrachées des murailles, enfin à tous ces misérables aliments, suprêmes ressources des villes assiégées. Les Rochellois pouvoient observer, en même temps, les progrès journaliers des ouvrages élevés contre eux, l'impossibilité toujours plus grande d'enfoncer la barrière qui les séparoit de la mer. Dans ce moment, Richelieu leur fit porter des propositions de paix. La mort du duc de Mantoue, l'appel du duc de Nevers à recueillir sa succession, et le refus de l'empereur Ferdinand de lui en conférer l'investiture, tous ces mouvements de l'Italie avertissoient le cardinal qu'une guerre nouvelle étoit imminente. Il désiroit donc ardemment de terminer au plus tôt le siège de La Rochelle, et c'est ce qui explique pourquoi, tenant la ville à sa discrétion, il voulut bien offrir aux assiégés leur pardon, la conservation de leurs biens, de leur culte et de leurs murailles. Les magistrats du présidial, chargés de rendre la justice à La Rochelle, déclarèrent que le seul parti qui restoit à prendre étoit d'accepter ces conditions inespérées.

Mais les Rochellois avoient confié le commande-



ment de leur ville à un homme d'une énergie sauvage, le maire Guiton, qui, sans pitié pour l'effroyable souffrance de ses concitoyens, avoit concentré toute sa politique, tout le sentiment de ses devoirs dans une seule idée, celle de résistance jusqu'à la mort. Lorsqu'il apprenoit que les habitants succomboient par milliers à la faim : « C'est  
« assez, disoit-il, qu'il en reste un pour fermer  
« les portes. » Parmi les guerriers, ce caractère de fer passoit pour de l'héroïsme, et il inspiroit une haute admiration aux assiégeants eux-mêmes. Lorsque l'un des juges vint rendre compte à Guiton de l'avis émis par le tribunal, le maire furieux donna un soufflet au juge, en s'écriant qu'une telle lâcheté ne méritoit pas une autre réponse. Le tribunal tout entier ressentit cette insulte. Il auroit entraîné sans doute contre Guiton une partie des habitants, si quelques ministres fanatiques, annonçant le secours de Dieu qui n'abandonneroit pas ses saints, n'avoient appelé aux armes ceux qui vouloient la guerre, et forcé tous les juges du présidial à chercher un refuge dans le camp des assiégeants. On les y reçut; mais la même faveur ne fut point accordée à ceux qui vouloient échapper à la famine. Des malheureux à l'agonie, des femmes, des enfants, des vieillards suppliants essayèrent de sortir de la ville; on les y fit rentrer à coups de fouet ou à coups de fourches; d'autres tentoient de s'échapper pendant la nuit; le roi ir-

rité faisoit pendre tous ceux qui tomboient aux mains de ses soldats.

Charles I<sup>er</sup> promettoit toujours, il est vrai, des vaisseaux au duc de Soubise. Il faisoit armer une nouvelle flotte, dont le départ fut retardé par la mort de Buckingham, assassiné le 23 août 1628 à Portsmouth, et Guiton étoit résolu d'attendre les secours que l'Angleterre envoyoit, pour la troisième fois, aux assiégés. Jusque là le maire de La Rochelle opposoit son courage et son obstination indomptables aux instances, quelquefois même aux menaces des habitants. On comptoit déjà seize mille victimes de la misère et de la faim, et cependant si quelqu'un parloit de se rendre, Guiton le faisoit jeter en prison, quelquefois même il le faisoit pendre. Enfin, la flotte angloise, commandée par le comte de Lindsey, parut en vue de La Rochelle le 28 septembre 1628. Elle étoit forte de cent quarante voiles et portoit six mille hommes de débarquement. Le duc de Soubise, le comte de Laval, frère du duc de la Trémouille, s'étoient embarqués avec un grand nombre de réfugiés françois. Mais depuis un an que Richelieu faisoit poursuivre avec autant d'intelligence que d'activité les travaux du siège, les lignes françoises, les digues et la flotte qui les protégeoient avoient été mises à l'abri de toute attaque. De redoutables batteries défendoient les deux rivages, l'armée étoit nombreuse, bien approvisionnée et impatiente de

combattre sous les yeux du roi. Celui-ci étoit venu se loger au camp du maréchal de Bassompierre, où l'on s'attendoit que le feu seroit le plus vif.

Lindsey parut bientôt reconnoître que les obstacles qui lui barroient le chemin étoient insurmontables. Le 29 septembre, il vint échanger quelques coups de canon avec les batteries du chef de baie; le 30, il essaya vainement de diriger des machines incendiaires contre la flotte du roi; le 3 octobre, il abandonna au vent et à la marée un vaisseau chargé d'une lourde maçonnerie, sous laquelle étoient placés douze milliers de poudre, espérant que ce vaisseau éclateroit tout contre l'estacade et la renverseroit. Mais l'explosion eut lieu dans la baie, et n'entama même pas les travaux. La flotte de Lindsey suivoit cependant avec un vent favorable; elle arriva jusqu'à l'estacade, qu'elle canonna pendant trois heures et qu'elle ne put ébranler. Le lendemain, les vaisseaux anglois revinrent de nouveau à la charge et lâchèrent de nouveau leurs bordées, mais l'ardeur des matelots étoit ralentie, ils ne croyoient plus au succès, et quand la flotte se retira avec la marée, lord Lindsey déclara qu'il étoit impossible de forcer l'entrée du port.

Ainsi s'évanouit le dernier espoir des assiégés. Leurs souffrances étoient inexprimables, et la ville présentoit un spectacle horrible. Les cadavres gisoient abandonnés dans les rues et sur les places

publicques. Ceux qui n'étoient pas morts traînoient avec peine leurs membres amaigris, dévorés par la fièvre et la faim. Le suprême moment prévu par Guiton, où il ne resteroit plus un homme capable de fermer les portes de la ville étoit arrivé, et, le 27 octobre, on vit enfin paroître au quartier du roi deux députés des réfugiés qui étoient sur la flotte de Lindsey, et quatre députés de La Rochelle. Richelieu permit à ces hommes unis dans la même cause, mais séparés depuis plusieurs mois, de s'embrasser en sa présence, pourvu qu'ils ne proférassent pas un mot. Puis, il écrivit de sa main les conditions de la paix : « On promettra la vie « aux habitants, la jouissance de leurs biens, l'abolition de leur crime, et le libre exercice de « la religion. » Voilà tout, ajouta-t-il, nous ne pouvons pas autre chose.

Les habitants de La Rochelle n'étoient pas en mesure de discuter ces conditions. Une grande députation de douze bourgeois fut amenée au roi, le 29 octobre, dans les carrosses de Bassompierre. Ces malheureux ayant protesté qu'ils avoient regret et horreur de leur rébellion, et demandé miséricorde, Louis leur répondit : « Qu'il prioit Dieu « que ce fût de cœur qu'ils lui portassent honneur, « et non pas la nécessité où ils étoient ; qu'il savoit « bien qu'ils avoient toujours été malicieux, et « qu'ils avoient fait tout ce qui leur avoit été possible pour secouer le joug de son obéissance ;

« qu'il leur pardonnoit toutefois leurs rébellions,  
« et que s'ils lui étoient fidèles sujets, il seroit bon  
« prince. »

Le lendemain, les troupes royales entrèrent dans La Rochelle. Le maire Guiton les attendoit à la porte et leur adressa une courte harangue : le maréchal de Schomberg lui répondit qu'il n'étoit plus maire, puis les troupes défilèrent au milieu des morts que les assiégés n'avoient pas eu la force d'enterrer. Le 10 novembre, une déclaration du roi fixa la condition future de La Rochelle. L'exercice de la religion catholique y fut rétabli ; les églises furent restituées, les ecclésiastiques et les hôpitaux remis en possession des biens qui leur appartenoient. Les privilèges des habitants demeuroient éteints et supprimés , et l'hôtel-de-ville étoit réuni au domaine. Les fortifications devoient être rasées, sauf celles qui regardoient la mer, en sorte que, de tous côtés , l'entrée et l'accès de la ville restoient libres et faciles. Nul étranger ne pouvoit s'y établir sans la permission du roi ; enfin, il étoit interdit à tout habitant de détenir chez lui des armes ou des munitions de guerre. A ces conditions, les crimes des Rochelois furent *abolis*, et l'exercice de leur religion leur fut permis en un lieu qui seroit plus tard déterminé.

La prise de La Rochelle rendit à Louis XIII la libre disposition des forces de la monarchie française. Les huguenots étant abattus , les grands frappés de

terreur, aucun obstacle, à l'intérieur, n'entravoit plus Richelieu dans ses projets contre la maison d'Autriche. Le cardinal savoit bien d'ailleurs que l'inaction seroit sa perte, et que le roi, jaloux comme il l'étoit, défiant, morose, fatigué déjà de l'importance de son ministre, le sacrifieroit aussitôt qu'il pourroit se passer de ses services. Lors même qu'il n'eût été guidé que par son ambition personnelle, il importoit donc à Richelieu de compliquer la situation de telle sorte que son génie seul suffît à la maîtriser. Mais il arriva, chose rare, que ce qui étoit l'intérêt de son ambition se trouva encore l'intérêt de son pays, et aussi vit-on la France grandir et s'élever, à mesure que grandissoit et éclatoit davantage la gloire du ministre qui la gouvernoit.

La succession de Mantoue s'étoit ouverte pendant le siège de La Rochelle, par la mort du duc Vincent II, troisième et dernier fils du duc Vincent I<sup>er</sup>. Son héritier légitime pour le duché de Mantoue étoit Charles, duc de Nevers, arrière-petit-fils de Frédéric II, leur aïeul commun. César, duc de Guastalla, d'une branche cadette des Gonzague, issu du père de Frédéric II, fit mine cependant de contester les droits du duc de Nevers. Quant au marquisat de Montferrat, érigé en duché en 1574, c'étoit un fief féminin qui devoit appartenir à Marie de Gonzague, fille de François III, le seul des trois fils de Vincent I<sup>er</sup> qui eût laissé un enfant.

Cette jeune personne avoit été mariée, la veille de la mort de son oncle Vincent II, par l'ordre de celui-ci et avec dispense du pape, à Charles de Réthel, fils du duc de Nevers. Ainsi l'héritage entier des Gonzague devoit passer à la maison de Nevers.

Les droits du nouveau duc de Mantoue, Charles II, étoient si évidents, qu'un prince sans pudeur pouvoit seul les contester. Mais Charles II étoit né en France, où son père avoit acquis le duché de Nevers par un mariage : comme sujet françois, il inspiroit de la défiance à l'empereur d'Autriche : il étoit faible d'ailleurs et bon à dépouiller. Aussi, quoiqu'il eût été appelé par le dernier duc, bien qu'il eût reçu du peuple l'accueil le plus empressé et qu'il fût maître des forteresses, Ferdinand II le somma-t-il de tout restituer à son compétiteur, le duc de Guastalla, et de venir en personne à sa cour pour exposer ses prétentions. Charles Emmanuel, d'un autre côté, contestoit les droits de Marie de Gonzague, fille de sa fille, au duché de Montferrat. Il vouloit faire revivre ceux que la maison de Savoie avoit autrefois prétendus sur ce duché et que Charles-Quint avoit condamnés en 1536; mais, cette fois, Charles Emmanuel ne demanda l'assentiment de personne. Il fut convenu entre lui et Gonzalès de Cordoue, gouverneur espagnol du Milanais, qu'ils partageroient le Montferrat, et le duché fut immédiatement envahi par leurs troupes.

Ainsi, on le voit, quand bien même Richelieu

n'eût pas désiré la guerre, il y étoit provoqué par les injustes agressions de l'Espagne, de l'empereur et du duc de Savoie. Il ne pouvoit tolérer que Ferdinand dépouillât le duc de Nevers, uniquement parce qu'il étoit François; la France ne pouvoit permettre d'ailleurs que l'héritage des Gonzague passât encore à l'Autriche, dont l'oppression pesoit déjà d'un poids si lourd sur toute l'Italie. Aussitôt après la prise de La Rochelle, Richelieu engagea donc Louis XIII à passer les Alpes à la tête d'une puissante armée pour venir en aide au duc de Nevers qui se défendoit dans Mantoue et dans Casal de Monferrat, contre les troupes impériales et contre Charles Emmanuel.

Le roi, accompagné du cardinal, partit le 4 janvier 1629. Il prenoit son chemin par la Champagne et la Bourgogne, évitant la route de Roanne et de Lyon, où la peste exerçoit d'affreux ravages. Arrivé à Grenoble le 14 février, il y fut rejoint par les maréchaux de Schomberg, de Bassompierre et de Créqui, et bientôt l'armée s'engagea dans les pénibles sentiers du mont Genève, qui débouchent à Suse. Charles Emmanuel comptoit sur les barricades dont il avoit fermé les gorges étroites percées au travers des rochers. Le comte de Verrue les défendoit avec deux mille hommes; le duc de Savoie lui-même accouroit avec des forces considérables, auxquelles Gonzalès de Cordoue avoit joint quatre mille Espagnols. Mais deux petits corps françois,



recrutés de chasseurs de montagnes , parvinrent à tourner les barricades , pendant qu'on les attaquoit de front avec de l'artillerie. C'étoit le 6 mars 1629, et la terre couverte de neiges profondes entravoit la marche de l'armée; toutefois les barricades furent emportées en quelques heures.

Ce brillant fait d'armes déconcerta les projets du duc de Savoie. Il comprit le danger de la résistance, et d'autre part, Richelieu étoit impatient de traiter avec lui. Les vivres qu'il avoit apportés de loin se consumoient rapidement dans ces montagnes désertes ; Casal étoit réduit à la dernière extrémité, et l'armée françoise, pour y parvenir, devoit encore franchir plusieurs passages où les Savoyards secondés par les Espagnols pouvoient prendre leur revanche de la déroute de Suse. Louis envoya donc offrir la paix à Charles Emmanuel , qui n'osa point la refuser. Un traité fut signé le 11 mars , par lequel le duc de Savoie s'engageoit à laisser passer librement l'armée qui se dirigeoit sur le Montferrat, et à fournir, pour le ravitaillement de la ville de Casal , les vivres et les munitions de guerre que le roi payeroit au prix moyen des trois derniers marchés. Le roi promettoit que le duc de Mantoue céderoit à celui de Savoie , pour le tenir quitte de l'abandon du Montferrat , Trino avec un district valant quinze mille écus d'or de rente. La ville et la citadelle de Suse étoient livrées aux François.

Gonzalès de Cordoue donna son assentiment à ce

traité. Trop foible pour défendre la Lombardie , si Louis l'avoit attaquée , il consentit à rappeler immédiatement ses troupes du Montferrat. Il promit même que sa cour ratifieroit le traité de Suse dans six semaines , et que l'empereur accorderoit au duc de Mantoue l'investiture qu'il demandoit ; mais Richelieu ne s'abusoit pas sur l'exécution de ces promesses. Aussi , pendant que M. de Toiras conduisoit à Casal cinq mille François , travailloit-il avec activité à conclure une ligue entre la France , la république de Venise , les ducs de Savoie , de Mantoue et le pape , pour le maintien de l'indépendance de l'Italie , et la garantie de ses états. Les quatre premières puissances signèrent cette ligue le 8 avril 1629 ; mais le pape , qui étoit entré d'abord avec zèle dans la négociation , s'en retira en déclarant que son devoir étoit de rester neutre entre les parties.

Louis XIII avoit bravé le froid , la fatigue et le danger pour pénétrer jusqu'à Suse ; mais arrivé là , il s'ennuya bientôt dans l'inaction , et le 28 avril , il se mit en chemin pour repasser les monts. En vain l'ambassadeur de Venise lui avoit-il remontré qu'il compromettoit par là sa puissance en Italie , que le duc de Savoie changeroit de nouveau de parti , que l'empereur et le roi d'Espagne recommenceroient les hostilités contre Mantoue dès que la présence des François ne protégeroit plus la ville ; Louis n'entendit à rien et partit. Richelieu appré-

cioit et partageoit l'avis de l'ambassadeur de Venise. Mais il falloît pourvoir à l'inquiétude et à l'ennui du roi ; d'un autre côté, il étoit urgent que le cardinal rentrât en France pour conjurer les intrigues qui se tramoient contre lui. Toutefois, afin de tenir en respect le duc Charles Emmanuel, le maréchal de Schomberg fut chargé d'assembler, au pont de Beauvoisin, une armée qui devoit être toujours prête à pénétrer en Savoie.

Marie de Médicis, jalouse de la puissance de Richelieu, s'attachoit depuis quelque tems à contrarier les projets de son ancien conseiller. Elle s'étoit opposée de toutes ses forces à l'expédition du Piémont, et lorsque Louis XIII, précédant le cardinal, fut de retour à Paris, elle ne négligea rien pour perdre le premier ministre dans l'esprit du roi. Ses inclinations avoient été toujours espagnoles, et depuis qu'elle avoit pris pour directeur de sa conscience le cardinal de Bérulle, elle excitoit sans cesse les scrupules religieux de son fils, en lui présentant comme un sujet de scandale l'appui donné par Richelieu aux protestants ennemis de la maison d'Autriche.

Aux ressentiments de la reine se mêloient ceux de Gaston, duc d'Orléans, son second fils, dont la médiocrité impuissante s'agitoit sans cesse et sans but. Lorsque le cardinal rejoignit le roi à Fontainebleau, le 14 septembre 1629, Gaston se retira à la cour du duc de Lorraine, en déclarant

qu'il ne se croyoit pas en sûreté dans le royaume, tant qu'un ministre favori y seroit investi du pouvoir suprême. Richelieu se voyoit ainsi traversé à la cour par de misérables intrigues, au moment où toute la puissance de son génie étoit réclamée par les plus graves intérêts. Des nouvelles désastreuses venoient, en effet, d'arriver d'Italie où la guerre éclatoit de nouveau de toutes parts. Les événements d'Allemagne n'appeloient pas moins vivement l'attention du cardinal.

Nous avons vu que la diète de Lauwembourg avoit confié, le 25 mars 1625, le commandement des troupes du cercle de Basse-Saxe au roi Christian IV de Danemarck. Mais les talents supérieurs et la longue pratique des armes se trouvoient alors en Allemagne du côté des catholiques. Tilly avoit remporté, le 27 août 1626, à Lutter, près de Wolfenbüttel, une grande victoire sur le roi de Danemarck, tandis que Wallenstein, pénétrant au Nord dans les pays épargnés jusque-là, avoit jeté partout l'épouvante et la consternation. Depuis lors, les affaires des protestants sembloient désespérées. Christian IV, rebuté par ses nombreuses défaites, et abandonnant tous ses alliés, étoit rentré dans ses états en demandant la paix; Mansfeld et Christian de Brunswick étoient morts en 1628. Enfin, réduits, abattus, les réformés suspendirent la lutte en 1629.

Cependant, loin de licencières troupes, souillées

par des brigandages inouis , l'empereur en augmentoit sans cesse le nombre. Afin de les faire vivre aux dépens de ses voisins , il en envoya un corps très-considérable en Pologne, sous prétexte de secourir le roi Sigismond ; un autre marcha contre les Provinces-Unies, tandis que le 24 mai 1629, le comte de Collalto, avec vingt mille fantassins et trois mille cinq cents chevaux, se jetoit inopinément dans le pays des Grisons. Il descendit de là en Italie par la Valteline, au commencement de septembre, traînant après lui une peste effroyable, provoquée par les excès de son armée.

Mais l'ambition démesurée de Ferdinand commençoit à soulever ses anciens alliés eux-mêmes. Les princes de la ligue catholique se lassoient enfin du joug féroce des soldats impériaux, et le plus habile d'entre ces princes, le duc de Bavière, ayant réuni à Heidelberg les députés de la ligue, Ferdinand fut sommé de convoquer une diète qui rendît la paix à l'Europe, et qui fit cesser le brigandage de ses armées. Richelieu, délivré de ses ennemis intérieurs, pouvoit appliquer tous les efforts de sa politique à la défense des petits États allemands, menacés dans leur indépendance. Il envoya le baron de Charnacé en Allemagne, pour encourager ces divers états à la résistance. L'un des principaux objets de sa mission étoit de rétablir la paix entre la ligue catholique et le roi protestant de Danemarck, afin

de détruire le prestige de religion dont l'empereur couvrait tous ses desseins. Le duc de Bavière se prêtoit fort à cette paix, mais Christian IV n'osa point s'exposer aux vengeances de l'empereur. Charnacé se retourna alors du côté de Gustave-Adolphe, roi de Suède, qui, âgé de trente-cinq ans à cette époque, s'étoit déjà signalé par des victoires sur les Danois, les Moscovites et les Polonois. Dans le même temps, le capucin Joseph de la Tremblaye, le confident de Richelieu et le plus habile de ses émissaires, poursuivoit avec succès les négociations entamées avec les princes de la ligue catholique. La diète, assemblée à Ratisbonne en juin 1630, retentit d'accusations si violentes contre Wallenstein, que l'empereur en fut effrayé. Le Brandebourg estimoit à vingt millions d'écus les dommages qu'il avoit éprouvés; la Poméranie réclamoit dix millions, la Hesse sept, les autres états à proportion : les ambassadeurs d'Espagne joignirent eux-mêmes leurs voix à la clameur universelle. Ferdinand céda enfin, et Wallenstein, qu'il redoutoit d'ailleurs, perdit le commandement de ces terribles soldats dont il étoit l'idole.

La violation de la neutralité des Grisons, la descente du comte de Collalto en Italie, et l'envoi par la cour d'Espagne du marquis Spinola pour gouverner la Lombardie, ne permirent pas à Richelieu d'attendre l'issue des négociations d'Allemagne.

Il voyoit que le duc de Savoie se détachoit tous les jours davantage de la France, qu'il répugnoit à exécuter le traité de Suse, et qu'en chicanant sur l'évaluation des terres qui devoient lui être cédées en Montferrat, il retardoit à dessein un arrangement définitif. D'un autre côté, Ferdinand ne se pressoit pas d'accorder l'investiture au duc de Mantoue. Le cardinal comprit alors que les prétentions de la France réclamoient l'envoi d'une armée françoise en Italie. La peste étoit si violente en Lyonnois, en Languedoc, en Dauphiné, qu'il ne pouvoit conseiller au roi de s'aventurer dans ces provinces; mais il ne fut point arrêté lui-même par cette considération, non plus que par le danger de laisser Louis XIII sous le coup des intrigues de sa mère et de son frère. Il avoit confiance dans ses talents militaires, et telle étoit, en effet, la supériorité de son esprit que sa place sembloit marquée parmi les grands capitaines aussi bien que parmi les grands hommes d'état. Aussi voulut-il prendre lui-même la direction de la guerre d'Italie. Le 21 novembre 1629, il se fit nommer premier ou principal ministre, et le 29 décembre suivant, il partit pour rejoindre, comme généralissime, l'armée qu'il dirigeoit sur le Piémont.

Richelieu avoit évalué à trente-cinq mille hommes de pied et quatre mille chevaux la force dont il avoit besoin pour sauver le duc de Mantoue. Dans deux mois, les troupes furent prêtes à

franchir les Alpes, et le 4 mars 1630, il arriva lui-même à Suse, pendant que le duc de Savoie, renonçant à sa feinte neutralité, appeloit à Turin les généraux Collalto et Spinola. Pignerol fut rapidement enlevé par les François; mais les communications avec Casal se trouvoient coupées, et Collalto avoit mis le siège devant cette place, qu'il savoit mal pourvue de vivres, et que Toiras défendoit au milieu de souffrances infinies.

Richelieu, n'osant se hasarder à emporter d'assaut tous les défilés qui lui barroient le chemin de cette ville, et qui voyoit cependant sa réputation compromise, si l'armée françoise étoit arrêtée au début de son expédition, engagea Louis XIII à faire la conquête de la Savoie. Il augmentoit ainsi la détresse de Charles Emmanuel et flattoit la vanité du roi. Celui-ci, en effet, se hâta d'entrer en Savoie vers le milieu du mois de mai 1630, et le cardinal le rejoignit bientôt. La facile conquête de ce pays sembla jeter quelque lustre sur les armes françoises; mais dans le même temps Collalto avoit détaché deux de ses lieutenants, Altringer et Gallas, pour renouveler leurs ravages dans le Mantouan, en proie déjà à toutes les calamités. La peste, après avoir désolé cette province, autrefois si riche, alors si dévastée, avoit pénétré dans la capitale et y avoit fait périr vingt-cinq mille habitants. Ce fut au plus fort de la contagion, le 18 juillet



1360, que Gallas et Altringer furent introduits dans la ville par quelques traîtres. Le duc de Nevers, le maréchal d'Estrées et la princesse Marie s'enfuirent précipitamment, tandis que les généraux impériaux abandonnoient Mantoue au pillage. Le sac épouvantable de cette noble cité, que rappela bientôt celui de Magdebourg, dura trois jours et trois nuits : rien ne fut respecté, ni les personnes ni les choses sacrées. Le palais avec ses magnifiques galeries, le musée, où les Gonzague avoient accumulé depuis des siècles toutes les merveilles des arts, fut dépouillé par des barbares qui ne connoissoient pas le prix de ces richesses. Aucun outrage ne fut épargné aux femmes, aucune torture aux hommes; et ce qui ajouta aux sentiments d'horreur que souleva la destruction de Mantoue, c'est que la femme du souverain qui l'avoit permise, l'impératrice Éléonore, étoit elle-même de Mantoue et de la famille des Gonzague.

Pendant que Gallas et Altringer déshonoroient ainsi les armes de l'Empire, la paix se négocioit toujours. Le pape Urbain VIII s'étoit offert pour médiateur entre les souverains intéressés dans la lutte. Son chargé de pouvoirs en Italie étoit un gentilhomme, âgé de vingt-huit ans, Jules Mazarin, né à Rome de parents siciliens. Mazarin couroit sans cesse d'un parti à l'autre, avec des propositions nouvelles, déployant un talent et une adresse qui charmèrent Richelieu, et qui l'engagèrent à gagner

à tout prix aux intérêts de la France l'habile agent d'Urbain VIII. Mais pour obtenir une paix honorable, il falloit un acte de vigueur des armées françaises, il falloit surtout débloquer Casal, réduite aux dernières extrémités. Le duc de Montmorency partit de Saint-Jean-de-Maurienne le 6 juillet 1630, et vint prendre le commandement des troupes qui l'attendoient en Piémont. Pour se réunir au maréchal de La Force, qui gardoit Pignerol, Montmorency devoit engager son armée dans une gorge étroite au pied des montagnes, et presque sous les murs d'Avigliana, que défendoit une forte garnison du duc de Savoie. Le 10 juillet, la moitié de ses soldats avoit franchi le défilé, lorsque l'arrière-garde fut attaquée par les ennemis que conduisoit le prince de Piémont. Après un engagement très-vif et très-meurtrier, les François l'emportèrent enfin. Les Piémontois perdirent mille hommes, trois cents prisonniers et dix-sept drapeaux. Quelques jours après, Montmorency prenoit encore Saluces et menaçoit Revel.

La prise de Saluces par les François, celle de Mantoue par les Allemands, frappèrent d'effroi et de stupeur Charles Emmanuel. On assure qu'en apprenant le sac de Mantoue, il resta quelques heures sans voix et sans mouvement. Transporté sur son lit, il mourut à Savigliano, le 26 juillet, à l'âge de soixante-huit ans. Son fils aîné, Victor Amédée, qui lui succéda, étoit marié à une sœur

de Louis XIII, et il y avoit lieu d'espérer qu'il chercheroit à rentrer dans l'alliance françoise. Cependant, ses premiers efforts furent dirigés contre les François, que le maréchal de la Force avoit remis en mouvement, et qui s'efforçoient de passer le Pô pour marcher au secours de Casal. Cette place résistoit toujours au milieu des horreurs de la peste et de la famine, mais Spinola tenoit à honneur d'entrer dans Casal, comme Collalto étoit entré dans Mantoue. La peste, dont il mourut le 25 septembre 1630, débarrassa les assiégés de cet illustre adversaire; et le 26 octobre les troupes du maréchal de La Force se trouvèrent enfin en présence des Espagnols qui bloquoient la ville. Déjà quelques coups de canon avoient été échangés entre les deux armées, lorsqu'on vit s'élever des lignes espagnoles un cavalier élevant son mouchoir blanc au bout d'un bâton, bravant le feu des batteries, en criant de toute la force de sa voix : *Pace! pace! Alto! alto!* C'étoit Mazarin, porteur du traité de paix signé le 13 octobre à Ratisbonne. Ce traité, modifié par le traité de Cherasco, signé le 6 avril 1631 entre Gallas pour l'empereur, Servien et Toiras pour la France, mit fin à la guerre de la succession de Mantoue. L'empereur consentit à donner l'investiture des deux duchés de Mantoue et de Montferrat à Charles de Nevers, mais à la condition que ce dernier céderoit au duc de Savoie Alba, Trino, et une riche partie du Mont-

ferrat, et que la France, de son côté, rendroit à Victor Amédée tout le territoire qu'elle occupoit en Savoie et en Piémont. Toutefois, les armées impériales n'évacuèrent complètement le Mantouan et le Montferrat que le 2 juillet 1631. La France, qui dans ce moment suscitoit un nouvel adversaire à l'empereur du côté de l'Allemagne, ne pressoit point le départ des troupes qu'il avoit en Italie. On sut aussi plus tard pourquoi Richelieu avoit si libéralement disposé des terres du duc de Mantoue en faveur du duc de Savoie. Un accord secret avoit été fait avec celui-ci : il acceptoit l'alliance de Louis XIII, son beau-frère, et il lui laissoit Pignerol avec les autres forteresses du pays des Vaudois de manière à assurer en tout tems à la France le passage des Alpes.

Richelieu avoit atteint le but qu'il s'étoit proposé : il avoit relevé en Italie l'influence française. Mais ce résultat n'avoit été obtenu que par un immense sacrifice des soldats et des trésors du pays, et le champ restoit vaste encore aux murmures et à la haine de ses ennemis. Cette haine éclata à la fin de septembre 1630, à l'occasion d'une maladie qui retint Louis XIII à Lyon, et qui faillit l'enlever. Le 22 septembre il se mit au lit, et le 30 on le tint pour mort. L'ouverture d'un abcès intérieur le sauva. Au plus fort de sa maladie, les deux reines, Marie de Médicis et Anne d'Autriche l'entourèrent de soins si tendres, elles affectèrent une douleur si

vive qu'il en fut profondément touché. Durant sa convalescence, Louis eut avec elles des épanchements de cœur. Il n'aimoit point Richelieu ; il étoit profondément jaloux de son autorité, et les deux reines, circonvenant la foiblesse du malade, réussirent facilement à l'émouvoir par le tableau de leurs souffrances et de leurs humiliations. Elles se présentèrent comme les victimes de l'ambition sans frein du cardinal, si bien que le roi, cédant à leurs instances, leur promit, avant de quitter Lyon, de disgracier son ministre, dès que la guerre du Piémont seroit finie.

Louis repartit bientôt pour Paris, suivi de Richelieu et de la reine-mère, qui étoit impatiente d'éclater. En arrivant, Marie alla se loger au Luxembourg ; et, bien que le roi eût prié sa mère de ne point presser le renvoi du cardinal, celle-ci ne gardoit plus aucune mesure, et s'applaudissoit à l'avance de la ruine de son ennemi. Le matin du 10 novembre 1630, elle donna ordre que personne ne pénétrât chez elle quand son fils seroit entré dans la chambre où elle l'attendoit. Richelieu, qui ne le perdoit pas de vue, survint quelques instants après le roi, et voulut entrer aussi. Il trouva les portes fermées, et ce fut en vain qu'il appela. Mais il connoissoit les portes secrètes de la chambre de la reine, et faisant le tour de la galerie, il se trouva tout-à-coup entre la mère et le fils, au moment où Marie étoit le plus animée. — «Le voici!

s'écria le roi.—Vous parliez de moi? — Non faisions, dit le roi tremblant.—Avouez-le, madame.—Eh! bien, oui, reprit la reine; nous en parlions comme du plus ingrat et du plus méchant des hommes.» Puis, s'abandonnant à la fougue de son emportement, elle l'accabla, moitié en françois, moitié en italien, de reproches amers et d'injures presque grossières. Richelieu essaya de la fléchir; mais la digue étoit rompue, et la colère si longtemps contenue de Marie débordoit avec une sorte de joie furieuse. Au plus violent de la scène, Louis XIII s'étoit enfui comme un enfant qui a peur, disant qu'il se faisoit tard, et que, voulant aller à Versailles, il lui étoit grand tems de partir. Richelieu n'ayant pu le joindre avant qu'il fût monté dans son carrosse, ne douta point que le roi ne l'eût sacrifié. Rentré chez lui, il donna ordre de charger ses équipages et de les diriger sur Pontoise. De là, il devoit se rendre au Hâvre-de-Grâce, ville qui étoit à lui, pour y chercher un refuge contre la vengeance de ses ennemis.

Cependant le favori de Louis, Claude de Saint-Simon, qui étoit tout dévoué aux intérêts du cardinal, lui fit donner le conseil secret de ne point abandonner la partie et de se rendre sur-le-champ à Versailles, sans s'y laisser voir. La reine-mère commit, au contraire, la faute de demeurer au Luxembourg, au lieu de suivre son fils. Elle croyoit son triomphe assuré, et elle restoit à Paris pour en

jouir. Le bruit de la disgrâce du cardinal s'étant bientôt répandu, le lendemain 11 novembre tout le monde accouroit auprès de la reine pour la féliciter, pour maudire la tyrannie du ministre détesté. Pendant ce tems, Louis XIII, seul avec Saint-Simon dans Versailles, qui n'étoit encore qu'un très petit château, laissoit éclater et sa colère contre sa mère, qui avoit précipité un éclat qu'il vouloit différer, et sa terreur des affaires, dont le poids alloit bientôt l'accabler.—« Je vais, ajoutoit-il, retomber dans tous les embarras, dans toutes les humiliations de la régence.—Vous êtes toujours le maître, lui dit Saint-Simon, car le cardinal est à Versailles. » Le roi le fit aussitôt appeler.

De ce moment la cause du cardinal étoit gagnée; il reprenoit avec plus d'empire que jamais la confiance de Louis XIII, tandis que ses ennemis, empressés autour de Marie de Médicis, restoient exposés à tous ses ressentiments. Cette journée du 11 novembre 1630 est fameuse sous le nom de journée des dupes. Dès le lendemain, les sceaux furent redemandés à Marillac, et donnés à Châteauneuf, créature de Richelieu. L'ordre fut expédié aux maréchaux de Schomberg et de la Force d'arrêter le maréchal de Marillac, frère du garde-des-sceaux, qui commandoit avec eux l'armée du Piémont; et cet ordre, jusqu'alors inoui, fut exécuté le 20 novembre. La princesse de Conti, sœur du duc de Guise, fut exilée à Eu, où elle mourut deux mois

après. Les duchesses d'Elbeuf, d'Ornano, de Lesdiguières et de Rouanès furent aussi exilées. Le maréchal de Bassompierre, conduit à la Bastille, y resta enfermé treize ans; d'Epernon, Créquy et d'autres grands seigneurs firent leur paix en s'humiliant.

Cependant Marie de Médicis, loin d'accepter les soumissions du cardinal, se roidissoit dans sa haine et son emportement. Elle chassa d'auprès d'elle, en l'insultant sans retenue, madame de Combalet, nièce chérie de Richelieu, et La Meilleraie, capitaine des gardes, qui étoit aussi de ses parents. Elle excita Gaston à quitter la cour et à se retirer dans son apanage d'Orléans; elle associa enfin à toutes ses manœuvres la jeune reine Anne d'Autriche, qui détestoit le cardinal et qui aimoit fort peu son mari.

Ainsi la lutte continuoît. On ne prévoyoit point qui l'emporteroit du ministre ou des deux reines secondées par le frère du roi. Cet état de choses désorganisoit le ministère et affoiblissoit le pouvoir royal. Pour en finir, Richelieu emmena Louis à Compiègne, le 17 février 1631, comptant bien que Marie l'y suivroit, et se trouveroit ainsi séparée de toute sa cabale. Le roi fit encore à Compiègne quelques tentatives pour réconcilier sa mère avec son ministre. Mais Marie, qui voyoit dans Richelieu un serviteur ingrat, un confident devenu son maître, peut-être même un amant infidèle, ne pou-



voit modérer sa colère. Elle croyoit d'ailleurs, avec toute la cour, que Louis XIII, atteint d'une maladie de foie, aggravée par des abcès intérieurs, étoit condamné à une mort prochaine. Le règne de Gaston pouvoit commencer dans quelques jours : que lui servoit de s'humilier devant un homme qu'elle haïssoit, et dont la ruine étoit imminente?

Richelieu insinua adroitement à Louis XIII que telles étoient les espérances de ses proches, et la jalousie du roi s'éveillant aussitôt, il résolut de s'éloigner de sa mère, en la laissant en quelque sorte en exil. Le 23 février 1631 il délogea donc de Compiègne, sans bruit et de grand matin, tandis que sa mère, sa femme et tous leurs serviteurs étoient encore couchés. Quelques heures plus tard, le maréchal d'Estrées, porteur d'une instruction écrite, fit réveiller la reine régnante, en la pressant de partir aussitôt pour suivre le roi. Il se rendit ensuite près de la reine-mère, et lui annonça qu'elle devoit attendre des ordres à Compiègne. Une lettre de Louis, arrivée le lendemain 24 février enjoignoit à Marie de se rendre pour quelque temps à Moulins. Le roi ajoutoit que le bon naturel de sa mère ne tarderoit pas à la ramener à de meilleurs sentiments envers le cardinal.

En recevant cet ordre d'exil, la reine éclata en protestations de son innocence. Ses discours commencés avec assez de calme finirent par des sanglots; mais elle ne dit point si elle obéiroit, et d'Estrées,

sans la presser davantage, resta auprès d'elle comme pour lui rendre honneur.

La lutte ainsi engagée à outrance, Richelieu vouloit pousser ses ennemis à bout et que la rupture fût complète; il vouloit surtout se débarrasser de Gaston, qui rallioit autour de lui beaucoup d'espérances, et dans les premiers jours du mois de mars 1631, il engagea Louis XIII à marcher sur Orléans, à la tête d'un corps d'armée. Gaston jugeant qu'il étoit plus sage de ne pas attendre son frère, partit le 11 mars d'Orléans avec une centaine de cavaliers que commandoit le comte de Moret, fils naturel de Henri IV. Réfugié d'abord en Franche-Comté, il se rendit de là auprès du duc de Lorraine, mais pour que les grands sussent bien que leur alliance avec l'héritier du trône ne les justifieroit pas dans leur résistance, Richelieu, dès le 31 mars, fit adresser par le Roi à tous les parlements une déclaration portant que le comte de Moret, les ducs d'Elbeuf, de Bellegarde et de Rouanès, le président Le Coigneux et le sieur de Puy-Laurent, s'étoient rendus coupables de lèse-majesté, pour avoir accompagné son frère dans sa sortie du royaume. Le parlement de Paris ayant prétendu faire des remontrances avant d'enregistrer cette déclaration, fut mandé au Louvre le 23 mai, et là, après que le garde-des-sceaux lui eut adressé une sévère réprimande, le Roi déchira de ses mains l'arrêt que la cour avoit rendu, et lui

interdit de s'ingérer à l'avenir des affaires de l'état.

Pendant ce temps, Marie de Médicis refusoit toujours de se rendre à Moulins, et tout en alléguant l'état de sa santé, elle cherchoit à émouvoir la pitié publique sur sa captivité. La France étoit inondée de brochures que faisoient publier tour-à-tour la reine-mère, le duc d'Orléans et le cardinal de Richelieu. Celui-ci aimoit cette guerre d'un nouveau genre, il écrivoit lui-même, et il achetoit à grand prix la plume des plus habiles pamphlétaires. Toutefois le rôle de geôlier de son ancienne bienfaitrice ayant en soi quelque chose d'odieux, il lui importoit de mettre un terme à sa lutte avec la reine-mère. Il donna donc ordre au maréchal d'Estrées de se retirer le 4 juin de Compiègne avec les troupes qu'il commandoit, afin qu'il fût évident pour tout le monde que la mère du Roi jouissoit d'une liberté complète. Richelieu prévoyoit sans doute l'usage que Marie feroit de cette liberté. Il désiroit vivement qu'elle suivît Gaston hors du royaume, et dans cette espérance, il lui ouvroit les portes de sa prison. Six semaines après, la reine-mère quittoit la France et cherchoit un refuge dans les Pays-Bas.

La fuite de Marie de Médicis et la retraite du frère du Roi, héritier de la couronne, portoient le cardinal de Richelieu au plus haut terme de sa puissance. Elles lui laissoient en même tems

toute liberté d'esprit pour veiller aux intérêts de la France, dans la lutte qui se poursuivoit en Allemagne.

Par le traité de Ratisbonne, conclu le 13 octobre 1630 entre la France et l'empire, le Roi de France avoit promis « qu'il n'assisteroit de force ni de  
« conseil, argent, armes, vivres et munitions,  
« ou en quelque autre sorte et manière que ce soit,  
« les ennemis de S. M. Impériale et du sacré  
« empire. » Malgré cet engagement solennel, un autre traité étoit signé trois mois plus tard à Bernwald, entre le baron de Charnacé, au nom de la France, et Gustave de Horn, au nom de la Suède, par lequel Louis XIII contractoit avec Gustave Adolphe « une confédération et alliance,  
« dans le but d'engager le roi de Suède à faire la  
« guerre en Allemagne, avec trente mille hommes  
« de pied et six mille chevaux, pour remettre tous  
« les princes et états de l'empire en l'état où ils  
« étoient avant le commencement des troubles. » De son côté, la France promettoit au roi de Suède quatre cent mille écus par an, pendant cinq ans, pour les frais de la guerre.

Le prince héroïque avec lequel la France concluoit cette alliance étoit alors dans la marche de Brandebourg. Déjà illustré par ses victoires sur les Danois, les Polonois et les Russes, c'étoit moins encore son ambition personnelle qui l'appeloit en Allemagne, que la pitié pour cette terre opprimée,

le zèle pour la réforme persécutée , le péril enfin dont étoit menacée la liberté de toute l'Europe. Le 24 juin 1630 , Gustave Adolphe étoit entré dans la Poméranie. Des succès rapides sur les troupes impériales lui assurèrent bientôt la soumission de toute la province ; néanmoins Ferdinand II ne s'émut pas autrement de la présence du roi de Suède en Allemagne. Il avoit besoin de la guerre pour entretenir ses troupes , et Gustave Adolphe ouvroit à leurs rapines de nouvelles provinces. Plein de confiance, d'ailleurs, en sa fortune qu'aucun revers n'avoit encore trahie , l'empereur ne retarda pas même la satisfaction qu'il avoit promise à la diète de Ratisbonne. En septembre 1630 , Wallenstein fut destitué, et l'armée autrichienne fut réduite à quarante mille hommes.

Le comte de Tilly reçut le commandement de cette armée, chargée de tenir tête aux Suédois. Parvenu à l'âge de soixante et douze ans, cet illustre général étoit sorti vainqueur de sept grandes batailles , et telle étoit la terreur qu'inspiroit son nom , qu'aucun des princes protestants du nord de l'Allemagne n'osa accepter l'appui de Gustave. La ville de Magdebourg seule , emportée par son ardeur républicaine, s'étoit soulevée à l'approche du roi de Suède. — Tilly commença sa campagne par le siège de cette place, que Gustave ne put secourir à tems, et qui fut emportée d'assaut le 10 mai 1631. La férocité

des soldats de Tilly épouvanta l'Europe plus encore que n'avoit fait tout récemment le sac de Mantoue. Des actes inouis de barbarie avoient été déjà commis, lorsque les Impériaux mirent le feu à la ville, et se donnèrent l'affreux divertissement de repousser dans les flammes les malheureux qui s'efforçoient de leur échapper. On comptoit trente mille habitants dans cette cité florissante; à peine mille d'entre eux, qui s'étoient réfugiés dans la cathédrale, et qui y passèrent trois jours et deux nuits sans nourriture, trouvèrent-ils grâce devant la rage des vainqueurs.

Le désastre de Magdebourg présageoit à l'Allemagne protestante le sort que lui réservoient la cruauté de Tilly et le fanatisme de Ferdinand II. Tilly, après avoir visité les restes fumants de la ville, écrivoit à son maître que depuis la ruine de Troie et celle de Jérusalem, le monde n'avoit pas vu un plus glorieux exploit. En même tems, il attaqua la Hesse avec fureur, il menaça la Saxe, le Brandebourg, et ne laissa aux princes qui hésitoient encore que le choix entre l'alliance du roi de Suède et la tyrannie de l'empereur.

Cependant Gustave Adolphe, à la tête de quarante mille hommes, marchoit en toute hâte à la rencontre du général bavaïois. Celui-ci venoit de s'emparer de Leipsick, et il avoit pris en avant de cette ville une forte position, lorsqu'il fut attaqué, le 7 septembre 1631, par le roi de Suède. Les

Saxons qui combattoient dans l'armée de Gustave, furent bientôt mis en déroute par Tilly , mais Pappenheim éprouva, au contraire , la supériorité des Suédois. Engagés tour-à-tour avec les deux ailes de l'armée impériale , les soldats de Gustave les enfoncèrent l'une après l'autre. Tilly , dange-reusement blessé, laissa sur le champ de bataille sept mille morts, cinq mille prisonniers, toute son artillerie , tous ses drapeaux , et dans sa fuite à Halle, c'est à peine s'il put réunir six cents hommes , débris d'une armée tant de fois victorieuse.

La victoire de Leipsick manifesta quelle terrible oppression pesoit sur l'Allemagne. Lorsque la puissance de Ferdinand se trouva désarmée par une défaite, on eût dit que l'empire n'étoit peuplé que de protestants, et tous les princes, si long-tems accablés, reprirent les armes. Gustave-Adolphe, se confiant aux alliés que lui donnoit la fortune, et leur laissant le soin de maintenir la longue ligne de communication entre son armée et ses propres états, s'avança tout au travers de la Franconie et du Bas-Palatinat jusque sur le Rhin ; le 16 novembre, il fut reçu dans Francfort ; le 13 décembre dans Mayence ; il passa même le Rhin, et la France vit sur ses frontières le conquérant qu'elle avoit appelé du fond de la Scandinavie. Partout, Gustave étoit reçu comme un libérateur aux acclamations des peuples. Les généraux Horn , Todt, Bannier,

Bernard de Saxe-Weymar, le landgrave de Hesse, les ducs de Mecklembourg, de Saxe-Lawembourg, avec des armées qui sembloient sortir de terre, s'étendoient en tous sens en Allemagne pour appuyer la marche du roi de Suède : dans le même tems, l'électeur de Saxe entroit en Bohême et s'emparoit de Prague.

Tilly, après la bataille de Leipsick, s'étoit retiré sur le Haut-Danube pour y reformer son armée. Il avoit passé l'hiver près de Nordlingen, mais, dès le mois de mars 1632, il étoit rentré en campagne et avoit pris Bamberg. Gustave-Adolphe, rappelant aussitôt à lui les corps détachés sous Horn, Bannier et Saxe-Lawembourg, se dirigea à grandes journées vers le général ennemi. Celui-ci, de son côté, se replioit sur la Bavière et l'Autriche. Ne pouvant défendre le passage du Danube, il avoit pris position derrière le Leck, lorsqu'une furieuse canonnade de Gustave, qui l'atteignoit au travers de la rivière, le força bientôt à reculer encore. Blessé de nouveau dans cette attaque, Tilly mourut peu de jours après à Ingolstadt, laissant au duc de Bavière le commandement des débris de son armée. Augsbourg et la plupart des villes bavaroises ouvrirent leurs portes au vainqueur : puis, Gustave-Adolphe fit son entrée dans Munich, accompagné de ce même électeur palatin, Frédéric V, que le duc de Bavière avoit dépouillé naguère de ses états.

Le parti catholique, abattu par ce double échec



des armes impériales, trouva son salut dans son humiliation même ; le terrible Wallenstein fut rappelé. Ce grand capitaine n'accepta les offres de l'empereur qu'en lui imposant ses conditions ; il exigea qu'on le laissât seul maître de son armée ; il devoit en nommer ou en destituer à volonté tous les officiers ; décider seul de ses opérations ; la conduire où il voudroit ; ne recevoir aucun ordre du conseil aulique, aucun de l'empereur ou de son fils ; ni l'empereur enfin, ni son fils, ne pouvoient paroître dans son camp sans son consentement. A ce prix, l'armée que Wallenstein avoit promise fut sur pied au bout de quelques jours. Tous les officiers qui avoient servi sous ses ordres lui étoient restés attachés, son immense fortune lui ayant permis de les entretenir dans l'abondance. Les soldats accouroient également de toutes parts, même des camps ennemis, attirés par le renom de sa vaillance et de sa libéralité. Au mois d'avril 1632, Wallenstein entra en Bohême à la tête de quarante mille hommes, pendant que Pappenheim reprenoit la Saxe et que des troupes espagnoles arrivoient dans l'électorat de Trèves.

L'empereur et la cause catholique comptoient encore un auxiliaire dévoué dans la personne du duc de Lorraine, Charles IV, l'un des princes les plus braves de son tems, homme de plaisir, imprudent et chevaleresque. Il avoit déjà donné deux fois asile à Gaston, lorsque le 9 juin 1632, le duc

d'Orléans traversa de nouveau Nancy avec deux mille cavaliers détachés de l'armée espagnole, que Gonzalve de Cordoue avoit réunie dans l'électorat de Trèves. Ce fut un motif suffisant, aux yeux de Richelieu, pour commencer les hostilités contre la Lorraine. Plus que jamais il étoit résolu à poursuivre sans relâche les menées de Gaston et de sa mère. Le maréchal de Marillac, qui leur étoit dévoué, venoit d'être frappé sans pitié. Accusé de malversations et de péculat, il avoit été condamné et exécuté le 8 mai 1632, et ni Marie de Médicis ni le duc d'Orléans ne s'étoient mépris sur la cause de cette mort. A la nouvelle du supplice de Marillac, Gaston avoit quitté Bruxelles pour essayer d'une nouvelle révolte. Après une courte halte à Nancy, il en étoit reparti le 13 juin avec ses deux mille cavaliers. Le duc de Lorraine fut bientôt contraint à signer un traité par lequel il s'engageoit à joindre en toute occasion ses troupes à celles du roi, et, dans le même tems, Richelieu détachoit les maréchaux de Schomberg et de la Force, avec ordre de devancer Gaston qui se dirigeoit vers le Languedoc.

C'étoit sur le gouverneur de cette province, Henri, maréchal duc de Montmorency, que le duc d'Orléans comptoit surtout pour organiser la guerre civile en France. Montmorency étoit alors âgé de trente-sept ans; aucun seigneur françois ne l'égalait pour la beauté, la grâce, l'élégance, la valeur;

il étoit le favori de toutes les dames de la cour, l'idole du peuple et des soldats qu'il s'attachoit par des mots-heureux, par sa magnificence et ses largesses. Il ne s'étoit, du reste, intéressé à aucun parti, mêlé à aucune intrigue. Pendant la maladie du roi à Lyon, il avoit mis son épée à la disposition du cardinal, il lui avoit offert de le défendre contre ses ennemis. Lorsque Gaston réclama son appui, Montmorency répondit à cet appel comme s'il s'étoit agi de servir de second au prince dans un duel, sans se soucier de la justice de la cause pour laquelle il alloit combattre, sans consulter l'intérêt public ni le sien propre : mais, lorsqu'une fois il eut donné sa parole, il se crut engagé d'honneur à ne reculer devant aucun péril.

Les préparatifs de Montmorency demandoient du temps, et ce fut avec une grande surprise qu'il apprit que le duc d'Orléans arrivoit deux mois plus tôt qu'il ne l'attendoit et avec dix-huit cents chevaux seulement. Il vint toutefois recevoir le prince à Lunel, lui amenant toutes les troupes qu'il avoit levées pour son service, et proclamant ainsi hautement sa rébellion. A cette nouvelle, Richelieu fit mettre le scellé sur l'hôtel du maréchal à Paris, et, sans perdre de temps, il partit avec le roi pour rejoindre l'armée que Schomberg et la Force conduisoient dans le midi.

Mais la révolte étoit déjà terminée avant que le roi fût arrivé jusqu'à Lyon. Le 1<sup>er</sup> septembre 1632,

Montmorency à la tête de treize mille hommes s'étoit porté en avant, et avoit rencontré Schomberg à une demi-lieue en avant de Castelnaudary. Après avoir repoussé un des postes de l'armée royale, le maréchal revint fort gai vers Gaston, et lui dit :  
 « Ah ! monsieur ! voici le jour où vous serez vic-  
 « torieux de tous vos ennemis, où vous rejoindrez le  
 « fils avec la mère...., mais il faut rougir cette  
 « épée jusqu'à la garde. — Oh ! monsieur de  
 « Montmorency, reprit Gaston, vous ne quitterez  
 « jamais vos rodomontades ; il y a long-temps que  
 « vous me promettez de grandes victoires, et je  
 « n'ai encore eu que des espérances. Quant à moi,  
 « je veux bien que vous sachiez que je saurai bien  
 « toujours faire ma paix, et me retirer moi troi-  
 « sième. » Sur cela quelques paroles vives ayant  
 été échangées de part et d'autre, le duc de Montmo-  
 rency se retira dans un coin de la salle où étoient les  
 comtes de Moret et de Rieux, « notre homme  
 « saigne du nez, leur dit-il, il parle de s'enfuir  
 « lui troisième ; mais ce ne sera ni vous, monsieur  
 « de Moret, ni vous, monsieur de Rieux, ni moi,  
 « qui lui servirons de troisième dans sa retraite. »

Les armées s'avancant l'une contre l'autre, le comte de Moret avoit son poste à la gauche, Montmorency à la droite. L'ordre étoit donné de n'attaquer qu'après que toute l'infanterie et l'artillerie auroient joint, mais à la vue des ennemis, l'enivrement du combat fit oublier aux généraux eux-

mêmes et l'ordre convenu , et la responsabilité qui pesoit sur eux. Suivis à peine par une vingtaine de cavaliers , Moret à gauche , Montmorency et Rieux à droite s'élancent au galop sur les lignes opposées. Ils sautent fossés et haies , faisant le coup de pistolet en vrais aventuriers. Bientôt Moret est tué à un bout de la ligne , Rieux à l'autre bout ; Montmorency , atteint de dix blessures , est renversé sous son cheval et fait prisonnier. « Tout est perdu , » dit alors Gaston , en se mettant à siffler ; et sans essayer même d'engager la bataille , il se retira en toute hâte vers Béziers , tandis que Schomberg prenoit le chemin de Castelnaudary , où il avoit fait transporter le maréchal.

Les blessures de ce dernier n'étoient point mortelles , mais épargné sur le champ de bataille , il ne devoit pas trouver grâce devant l'échafaud. Le parlement de Toulouse auquel le jugement du duc avoit été attribué par lettres - patentes , fut présidé par le garde-des-sceaux Châteauneuf. La rébellion , l'usurpation des pouvoirs , l'attaque contre les troupes du roi étoient trop notoires pour qu'il pût y avoir des doutes sur la sentence. Montmorency , amené sur la sellette le 30 octobre 1632 , ne tenta point de se justifier. Ses réponses ne témoignent que d'une douce résignation et d'un repentir sincère. Lorsqu'il fut retiré , la cour rendit son arrêt qui le condamnoit à mort. Ses biens étoient confisqués , et le titre de pairie enlevé à ses terres.

Tout autre que Louis XIII auroit fait grâce à Montmorency. Richelieu même conseilloit de le garder prisonnier , comme otage de la fidélité de Gaston. La duchesse de Montmorency sa femme , de la famille des Orsini de Rome, la princesse Charlotte de Condé sa sœur , le duc d'Angoulême son beau-frère, intercédèrent en vain. Le vieux duc d'Épernon se jeta aux genoux du roi ; presque tous les seigneurs de la cour le supplièrent avec instances ; Louis fut inflexible. Il ne se sentoit régner que lorsqu'il falloit punir. Le 30 octobre 1632, le jour même où fut rendue la sentence qui l'avoit frappé , Montmorency eut la tête tranchée dans l'hôtel de ville de Toulouse.

Quant au duc d'Orléans , après avoir fait lâchement sa paix le 29 septembre précédent , il comprit bientôt lui-même dans quelle dégradation il étoit tombé , dans quel mépris il seroit tenu en France. Sa liberté, d'ailleurs, pouvoit y être menacée. Questionné sur son mariage avec la sœur du duc de Lorraine , il l'avoit nié effrontément lorsqu'il avoit vu qu'on le qualifioit de crime d'état ; cependant comme rien n'étoit plus facile que d'en obtenir la preuve , Gaston partit de Tours précipitamment le 10 novembre , et se retira de nouveau en Flandre. A peine arrivé , il sollicita les Espagnols et Wallenstein de lui fournir une armée étrangère pour faire une seconde invasion en France. Mais Richelieu recevoit d'Allemagne des

nouvelles encore plus inquiétantes , et bien que malade , il se hâta de quitter le Languedoc où le roi l'avoit laissé , et de regagner Paris.

Nous avons vu qu'au printemps de 1632 , Wallenstein avoit rapidement conquis la Bohême et en avoit chassé les Saxons. Il avoit paru se complaire à l'humiliation du duc de Bavière, son rival , en abandonnant ses états aux ravages des Suédois; mais lorsqu'il se crut suffisamment vengé , il se porta tout-à-coup sur Égra, où il se réunit à l'armée bava-roise. Son intention étoit de tomber sur Nuremberg et d'y renouveler les exploits de Tilly à Magdebourg. Gustave-Adolphe le devina et vint occuper devant Nuremberg un camp retranché , où il rappela successivement ses divisions éparses. La lutte entre les deux capitaines , égaux en gloire , égaux en science militaire, tint pendant cinq mois toute l'Allemagne en suspens. Ils demeurèrent en présence auprès de Nuremberg pendant soixante et douze jours , essayant vainement par les attaques les plus hardies de forcer leurs positions respectives. Lorsqu'enfin les Suédois se retirèrent , le 8 septembre 1632, les deux armées étoient diminuées de moitié par la famine et les maladies.

Wallenstein et Gustave, en s'éloignant de Nuremberg , allèrent chercher des ennemis plus faciles à vaincre. Wallenstein ravagea la Saxe , Gustave-Adolphe la Bavière. Mais tout à coup réunissant par des marches habiles leurs partis détachés , ils

revinrent l'un sur l'autre, et se rencontrèrent sous les murs de Lutzen avec deux armées à peu près de même force, composées chacune de trente mille hommes. La bataille s'engagea le 16 novembre 1632, à onze heures du matin. Elle se poursuivoit depuis quelque temps déjà avec acharnement, lorsqu'on vint annoncer à Gustave-Adolphe que sa gauche plioit sous le feu terrible de Pappenheim. Il accouroit pour la soutenir, lorsqu'il tomba frappé d'une balle dans la poitrine. Ses soldats qui reconnurent son cheval galopant devant leurs lignes sans cavalier, redoublèrent de fureur pour venger la mort de leur chef. Pappenheim fut tué, l'armée impériale renversée, mais la nuit et le brouillard qui survinrent permirent à Wallenstein de faire sa retraite, en abandonnant à l'ennemi toute son artillerie.

La mort de Gustave-Adolphe qui fut célébrée avec des transports de joie par les cours de Vienne, de Rome et de Madrid, pouvoit détruire tous les plans de Richelieu. Le parti protestant perdoit son plus ferme appui, et il étoit douteux que la Suède, gouvernée par le chancelier Oxenstiern, voulût continuer la guerre qu'elle avoit si glorieusement commencée. Après la mort de Gustave, ses soldats sans quitter le champ de bataille, avoient reconnu pour leur chef Bernard de Saxe-Weimar, le plus habile comme le plus audacieux entre les généraux du roi de Suède. Autour de lui s'étoient



rangés Gustave Horn , Kniphausen , Bannier , ses rivaux , tous élèves , comme lui , du grand capitaine qui venoit de leur être enlevé. Ce fut à eux que s'adressa d'abord l'envoyé de Richelieu , le marquis de Feuquières , pour les inviter à poursuivre les projets de leur illustre maître. Mais dans le même temps , le sénat de Suède , sous la direction du chancelier Oxenstiern , annonçoit sa résolution de continuer la guerre. Richelieu n'eut donc pas de peine à faire agréer l'alliance qu'il offroit de renouveler sur les bases du traité de Bernwald. Oxenstiern , au nom de la Suède , promit les hommes et les armes ; la France , de son côté , s'engagea à payer annuellement , pour les frais de la guerre , un million de livres tournois.

Cependant , bien que tout en Europe semblât tourner au gré de sa politique , le cardinal ne se relâchoit point de ses rigueurs. Marie de Médicis avoit été malade ; elle avoit quitté Bruxelles pour s'établir à Gand , et comme son confident , le père Chanteloube , s'étoit brouillé avec le favori de Gaston , Puy-Laurens , la mère et le fils vivoient fort mal ensemble , et Marie redoubloit d'instances pour avoir la permission de revenir. La découverte d'un complot contre la vie de Richelieu , fournit très à propos à ce dernier le prétexte qu'il cherchoit pour tenir la reine éloignée de son fils. Un gentilhomme champenois , du nom d'Alpheston , et deux autres individus , dont un prêtre , furent condamnés par

le parlement de Metz et exécutés le 23 septembre 1633; mais ce qui importoit surtout au cardinal, c'est qu'ils accusèrent le père Chanteloube, confident de Marie, et La Roche, son intendant, de les avoir subornés. Le parlement de Metz, procédant contre ces deux familiers de la reine-mère, les condamna par contumace à périr sur la roue; dès-lors le retour de Marie, que Richelieu insinuoit avoir été leur complice, devint plus que jamais impossible.

Le ministre se montroit plus facile avec le duc d'Orléans. Il voyoit bien que le moment approchoit où la France alloit s'engager dans une guerre active; or, quel embarras ne seroit-ce pas alors que l'héritier presomptif de la couronne combattît dans les rangs ennemis? Il engagea donc Gaston à rentrer dans le royaume; mais le prince hésitoit et réclamait des garanties pour son favori Puy-Laurens. Richelieu pour attirer ce dernier dans le piège, consentit à lui donner en mariage, sa nièce, la fille du baron de Pont-Château. Tout étant ainsi convenu, Gaston partit de Bruxelles, le 8 octobre 1634.

L'entrevue des deux frères eut lieu à Saint-Germain, le 21 octobre, en présence de toute la cour. Ils se firent de grandes démonstrations d'amitié; le prince demanda pardon; le roi promit oubli et affection sincère. Quand le cardinal de Richelieu survint, Gaston l'embrassa avec effusion, disant qu'il l'aimeroit désormais comme lui-même. Il ne parla point de sa femme Marguerite de Lorraine,

mais il accusa hautement sa mère, le père Chanteloube et tous ceux qu'il avoit laissés aux Pays-Bas. Il ne se fit aucun scrupule d'affirmer que Chanteloube étoit l'auteur de tous les projets d'assassinat contre Richelieu, et que la reine-mère entretenoit des traîtres dans un grand nombre de villes de France. Gaston passa deux jours seulement dans les fêtes, auprès de son frère, après quoi il se rendit à Orléans, et de là à Blois, où il fixa son séjour. Puy-Laurens reçut, de son côté, la récompense qui lui avoit été promise. Il épousa le 26 novembre 1634, mademoiselle de Pontchâteau. Toutefois Richelieu ne vouloit pas qu'un homme pût se vanter de l'avoir fait capituler en lui tenant tête; il aimoit beaucoup sa nièce, mais il n'avoit point pardonné à son mari. Le duc d'Orléans étant revenu à Paris pour prendre part aux divertissements du carnaval, comme il se rendoit au Louvre, le 14 février 1635, Puy-Laurens qui le suivoit fut arrêté dans le cabinet du roi par le capitaine des gardes de service, et conduit à Vincennes. Personne ne s'attendoit à cet acte de rigueur dont le duc d'Orléans ne fut, du reste, que médiocrement troublé. Son favori étoit perdu cependant. Puy-Laurens, après quatre mois de captivité, mourut à Vincennes d'une fièvre pourprée. On y avoit vu déjà mourir le maréchal d'Ornano et le grand-prieur de Vendôme, et la fin prématurée de Puy-Laurens fit naître des soupçons qu'il ne faut sans doute pas accueillir.

Les prévisions de Richelieu sur l'imminence d'une guerre qui réclamerait toutes les forces de la France étoient fondées sur la marche des événements en Allemagne. Depuis la mort de Gustave-Adolphe, c'étoit surtout l'ambition du redoutable chef des armées impériales qui troubloit le repos de Ferdinand II. Quoiqu'il eût formellement renoncé à toute autorité sur Wallenstein, il lui prescrivait des plans de campagne; il cherchoit à séduire ses lieutenants, à exciter leur défiance contre le général qu'ils chérissoient; de son côté, Wallenstein étoit entré avec Richelieu dans des négociations secrètes; il se montrait disposé à recevoir de lui un subside; il avoit aussi fait des propositions aux Suédois et aux Saxons. La perfidie universelle alors dans les relations diplomatiques, ne permet point de préciser la valeur de ces démarches tortueuses. On ignore qui de son maître ou de ses ennemis Wallenstein vouloit tromper; peut-être l'ignoroit-il lui-même. Car cet homme, d'un courage si ferme dans les combats, manquoit de résolution dans le caractère, et les déterminations de sa politique étoient le plus souvent inspirées par les creuses visions de son astrologue. Quoi qu'il en soit, il apprit bientôt que sa chute étoit décidée, qu'une nouvelle destitution alloit l'enlever à son armée. Il recourut alors à ses troupes, il leur annonça sa disgrâce, il leur exprima ses regrets de les abandonner, quand elles étoient près de recueil-

lir enfin les fruits de tant de combats et de tant de fatigues. A ces paroles, ses soldats s'exaltèrent : ses généraux réunis à Pilsen, le 12 février 1634, signèrent l'engagement de lui consacrer leurs biens et leurs vies, pourvu qu'il ne résignât pas le commandement. Wallenstein consentit à le garder et proclama ainsi sa révolte. Gallas fut aussitôt nommé pour prendre le commandement de l'armée, mais Ferdinand confia plus spécialement le soin de sa vengeance à Octave Piccolomini. Celui-ci gagna des traîtres parmi les officiers de fortune écossais et irlandais que Wallenstein s'étoit attachés, et le 25 février 1634, ces misérables s'étant introduits dans la chambre à coucher de leur général, le frappèrent de leurs poignards et le tuèrent.

Richelieu, on le voit par ses mémoires, fut profondément ému de ce grand acte d'ingratitude royale. Tout en exprimant son intérêt pour Wallenstein, il laisse percer les retours qu'il faisoit sur lui-même : toutefois, il n'en poursuivit pas avec moins de constance les desseins de sa politique. Le fils aîné de l'empereur Ferdinand qui portoit le titre de roi de Hongrie, fut nommé généralissime des armées impériales, sous la direction de Gallas; un autre Ferdinand, le cardinal-infant, frère du roi d'Espagne, accouroit sur le Danube avec des troupes espagnoles recrutées dans le Milanois. Les généraux suédois et les princes protestants qui formoient la ligue d'Heilbron perdirent un temps

précieux à discuter les moyens de résister aux généraux ennemis et permirent ainsi au roi de Hongrie de s'approcher de Ratisbonne et d'entreprendre le siège de cette importante cité. Quelque diligence que les Suédois déployèrent alors, ils arrivèrent trop tard, et ne purent empêcher la prise de Ratisbonne. Mais un plus grand désastre étoit réservé aux armes protestantes. Bernard de Weymar ayant attaqué, le 6 septembre 1634, l'armée du roi de Hongrie, qui assiégeoit Nordlingen, les Suédois furent défaits après une lutte acharnée. Huit mille des leurs restèrent sur le champ de bataille; presque toute leur artillerie et tous leurs bagages tombèrent au pouvoir de l'ennemi.

La défaite de Nordlingen portoit un coup irréparable à la cause des protestants d'Allemagne. Chassés de la Bavière et du Palatinat, ils n'obéirent plus à une direction commune; l'électeur de Saxe demanda à l'empereur une paix qu'il signa à Prague le 30 mai 1635; enfin, pendant que les débris des troupes suédoises menaçoient de se dissoudre faute de solde, le cardinal-infant conduisoit son armée victorieuse dans les Pays-Bas.

Le moment prévu par Richelieu étoit enfin arrivé où les états de l'empire, dans leur détresse, consentiroient à acheter au prix le plus élevé, l'assistance de la France. La France seule, en effet, pouvoit empêcher leur ruine. Mais pour prix de sa coopération, Richelieu vouloit la Lorraine, l'Al-

sace et la Franche-Comté; or comment imposer à des princes allemands un tel démembrement de la patrie commune? Avant qu'aucune proposition de Richelieu leur eût été soumise, ils offrirent eux-mêmes de placer sous la protection française Philipsbourg, Brisach et toutes les forteresses du Haut-Rhin; le cardinal dès-lors n'hésita plus, et la guerre fut résolue.

Cette guerre qui ne produisit point de résultats éclatants s'ouvrit au printems de l'année 1635. Quatre armées devoient agir simultanément dans les Pays-Bas, en Alsace, dans les Grisons et en Piémont, mais la défiance de Richelieu entrava partout les succès de nos troupes. En partageant les commandements les plus importants, en provoquant la rivalité de ses généraux, il rendit impossible toute unité d'action; il livra les intérêts de la France à la merci de ces susceptibilités jalouses si communes à la tête des armées. La division du Nord, qui s'étoit réunie à Mézières, sous les ordres des maréchaux de Châtillon et de Brézé, passoit vingt-cinq mille hommes. Elle battit, le 20 mai 1635, dans la plaine d'Avain, le prince Thomas de Savoie, et le 29 mai elle opéra, devant Maëstricht, sa jonction avec le prince d'Orange. Encouragés par cette première victoire, les François et les Hollandois attaquèrent, le 9 juin, la ville de Tirlemont qui fut emportée d'assaut et pillée; mais Piccolomini arrivant d'Allemagne en toute hâte,

força bientôt l'armée combinée à lever le siège de Louvain; quelques jours après il s'emparoit lui-même du fort de Schenk, à la séparation du Rhin et du Wahal.

L'armée d'Allemagne étoit confiée en partie au maréchal de la Force, en partie au duc de Saxe-Weymar. La Force attaqua, le 24 mai, près de Montbéliard, le duc de Lorraine qui avoit fait une pointe dans son pays, et le chassa jusqu'à Béfort. Bernard de Saxe-Weymar soutenoit seul en Allemagne l'effort du général impérial Gallas. Dix mille hommes de ses meilleures troupes étoient bloqués dans Mayence; avec sept mille autres environ, il se défendoit à Sarbruk. Le cardinal de La Valette, troisième fils du duc d'Épernon, ayant rejoint Bernard avec des forces imposantes, ils débloquèrent ensemble Mayence, passèrent le Rhin et offrirent la bataille à Gallas dans les environs de Francfort. Celui-ci n'osa point risquer le sort de son armée, et bientôt les vivres diminuant, les maladies se multipliant dans leurs camps, Bernard et La Valette furent forcés à la retraite. Ils rentrèrent tous deux en France avec des soldats épuisés et réduits de moitié.

L'on a vu déjà quelle importance Richelieu attachoit à la possession de la Valteline. Le duc de Rohan fut envoyé dans la Vallée, et y soutint avec éclat l'honneur des armes françaises. Le comte de Serbelloni avec les Espagnols l'attaquoit par le Mi-



lanois, le baron de Fernamont avec les Allemands par le Tyrol et l'Engadine; chacun d'eux avoit plus de troupes que lui : les Valtelins lui étoient contraires, et les Grisons, dont les passages avoient été forcés par les Autrichiens n'osoient proclamer leurs sympathies pour la France. Malgré cette situation critique, Rohan surprit le 10 juin les Allemands à Luveno, et les mit en fuite; le 3 juillet, il les battit de nouveau à Tirano. Enfin Serbelloni fut repoussé à son tour et contraint d'évacuer la Vallée.

Le quatrième corps d'armée commandé par le maréchal de Créquy avoit été dirigé sur le Piémont. Le duc de Savoie insistoit pour demeurer neutre; mais Richelieu exigeoit qu'il entrât dans la ligue formée entre le roi de France et les ducs de Parme et de Mantoue, et en cas de refus, Créquy avoit ordre de lui déclarer immédiatement la guerre. Le duc, prince maladif et pacifique, se décida enfin pour la ligue qui fut signée à Rivoli, le 11 juillet 1635. Les princes alliés s'engageoient à conquérir le Milanois au profit de Victor Emmanuel qui prendroit le titre de roi de Lombardie; quelques échanges de territoire devoient arrondir les possessions des princes qui lui étoient associés; le Savoyard, de son côté, cédoit à la France les vallées protestantes des Alpes. Si l'attaque avoit été rapide et énergique, le Milanois auroit été facilement emporté. Aussi le duc de Parme, Édouard Farnèse, pressoit-il l'armée combinée de marcher droit sur Milan; mais Créquy,

quoique brave, s'abandonnoit à l'indolence et aux plaisirs; il ne fut prêt qu'à la fin d'août à entrer en campagne, et il entreprit alors le siège de Valenza sur le Pô, qui fut conduit mollement et abandonné après cinquante jours.

Ainsi, au nord comme au midi, la campagne se terminoit sans résultats et sans gloire. La guerre seule occupoit tous les esprits, et c'est à peine si l'on remarqua la fondation de l'Académie française, ce grand événement littéraire qui signale le commencement de l'année 1635 (29 janvier). Partout, à la cour et à la ville, on blâmoit ou l'indiscipline des soldats, ou l'incapacité des généraux, ou la défiance du cabinet; de quelque part que vînt la faute, la France se sentoit humiliée et mécontente. La reine-mère, qui jugeoit cette disposition des esprits favorable à ses intrigues, adressoit d'Anvers où elle s'étoit retirée, de nouvelles exhortations à son fils pour lui conseiller la paix; elle offroit sa médiation entre lui et le roi d'Espagne son gendre; elle renouveloit aussi ses instances pour obtenir de rentrer en France. Mais Richelieu étoit bien résolu à ne point demander la paix, à ne point la demander surtout par l'entremise de la reine-mère. Il s'empressa donc de mettre sur pied une nouvelle armée, et dès le printems de 1636, ses généraux entrèrent en campagne.

Pour cette année, le projet favori de Richelieu étoit la conquête de la Franche-Comté. Il accusoit

cette province d'avoir violé la neutralité qui faisoit sa garantie, et le prince de Condé qui gouvernoit en Bourgogne, reçut ordre de marcher sur Dôle, et d'entreprendre le siège de cette place. Le prince de Condé, dans son meilleur tems, n'avoit jamais montré de grands talents militaires, et l'avarice sembloit étouffer alors toutes ses facultés. Il ne s'étoit point encore rendu maître de Dôle, le 15 août, après deux mois et demi de siège, lorsque Richelieu fut obligé de le rappeler pour l'opposer aux ennemis qui avoient fait une irruption en France.

Ce fut le 3 juillet 1636, que le cardinal-infant parut tout-à-coup devant la Capelle, et presque aussitôt après, il y fut rejoint par deux corps d'armée, l'un aux ordres de Piccolomini, l'autre commandé par Jean de Werth, soldat de fortune du pays de Gueldre, qui s'étoit acquis, comme chef de partisans, une grande renommée à la bataille de Nordlingen. Pour faire tête à l'ennemi, le maréchal de Brézé avoit ramené au duc de Chaulieu, gouverneur de Picardie, les restes de l'armée des Pays-Bas; le comte de Soissons avoit été rappelé de Champagne, Condé de Franche-Comté; mais ni ces généraux, ni leurs régiments qui arrivoient à la file ne purent empêcher que la frontière ne fût franchie. La Capelle, Fonsommes, Fervaques, le Catelet se rendirent précipitamment. Soissons essaya de défendre le passage de la Somme qui fut forcé le 1<sup>er</sup> août, à Cerisy, au-dessus de Bray. Roye

ouvrit ses portes sans résistance; Corbie, enfin, qui étoit défendue par une bonne garnison de seize cents hommes, se laissa prendre le 15 août.

Ces nouvelles répandirent un effroi extrême dans la capitale. Les Parisiens s'enfuyoient à Orléans; ceux qui restoient s'attroupoient dans les rues, accusant par leurs cris le cardinal de Richelieu qui avoit provoqué cette guerre, et qui avoit si mal pourvu au salut du royaume. Long-tems la mémoire se conserva de *l'année de Corbie*, et de l'épouvante qui s'étoit emparée de tous les esprits. On assure que dans ce moment, Richelieu s'enferma dans son palais, protégé par une triple rangée de mousquetaires, qu'il désespéra et perdit courage, mais que le père Joseph et le nonce du Pape, Mazarin, ranimèrent son énergie. Il se décida enfin à monter en voiture pour se rendre à l'hôtel-de-ville, et dans toutes les rues cette foule qui tout-à-l'heure menaçoit de le tuer, s'ouvrit et le regarda passer inclinée et silencieuse.

Cependant le cardinal-infant, au lieu de pousser jusqu'à Paris, étoit rentré en Flandre, laissant des garnisons dans les villes qu'il venoit de prendre. La cavalerie qui faisoit sa principale force s'étoit rapidement dissipée. D'un autre côté, les deux armées de Franche-Comté et de Hollande arrivoient. Avec ces renforts, Richelieu mit le siège devant Corbie, qui capitula le 13 novembre 1636, le jour même où Gallas et le duc de Lorraine, chas-

sés par le duc Bernard, levoient le siège de Saint-Jean de Losne en Bourgogne.

Toutefois, comme la France forcée de se défendre chez elle, ne pouvoit prêter un puissant appui à l'Allemagne, tous les princes allemands, à la réserve du seul landgrave de Hesse, s'étoient soumis à l'empereur. Une grande victoire, remportée par les Suédois à Wistock le 4 octobre 1636, n'empêcha point la diète électorale de proclamer roi des Romains le fils de Ferdinand II, et de s'humilier ainsi sous le joug odieux de ce souverain et de la maison autrichienne. En France, l'opinion publique accusoit de nouveau Richelieu de tous ces mauvais succès. Des intrigues honteuses se tramaient autour de Gaston, et tel étoit le prestige du sang royal, que les ennemis du cardinal comptoient encore sur la vigueur d'un prince qui s'étoit tant de fois donné à connoître comme le plus lâche, le plus égoïste, le plus méprisable caractère de la cour. Dans l'espace d'un an, Richelieu échappa à deux tentatives d'assassinat. La première fois, à Amiens, Gaston manqua de cœur au moment de donner le signal convenu ; la seconde fois un hasard sauva le premier ministre. Jean-François-Paul de Gondi, jeune abbé de vingt-deux ans, depuis le célèbre cardinal de Retz, devoit frapper Richelieu dans la chapelle des Tuileries, au moment même où ce dernier tiendrait sur les fonts du baptême, Mademoiselle, fille du duc d'Orléans.

« La fortune, dit Gondi, fut plus forte que la  
 « garde du cardinal, et le tira de ce pas. Il tomba  
 « malade, ou lui, ou mademoiselle, je ne m'en sou-  
 « viens pas précisément; la cérémonie fut différée,  
 « il n'y eut plus d'occasion. Monsieur s'en retourna  
 « à Blois. »

La campagne de 1637, pas plus que la précédente, ne fut signalée par aucun fait éclatant; la France, toutefois, perdit la Valteline. Lorsque les Espagnols s'étoient rendus maîtres de Corbie, Richelieu, négligeant tous les autres services pour leur tenir tête, avoit abandonné Rohan malade, sans secours et sans subsides. La peste décimoit sa petite armée, et après des rencontres sans nombre, réduit presque à deux cents hommes, il avoit été forcé de capituler. De tous nos généraux, Rohan étoit celui qui, depuis le commencement de la guerre, avoit le plus vaillamment et le plus glorieusement combattu. Sa belle défense en Suisse excitoit l'admiration des ennemis, cependant Richelieu ne lui pardonna pas d'avoir déposé les armes. « Cette  
 « honte, dit-il, étoit telle qu'elle ne pouvoit être  
 « réparée, et quelque excuse qu'il pût donner à sa  
 « faute, et le plus favorable nom qu'elle pût recevoir de ceux mêmes qui seroient ses amis, étoit  
 « celui de manque de cœur. »

Richelieu ne vouloit pas avouer la faute qu'il avoit faite en délaissant Rohan dans la Valteline. Pour couvrir cette faute, il accusoit ce général de

lâcheté, mais personne ne s'y laissa prendre. L'ancien et illustre chef des Huguenots crut prudent néanmoins de ne pas rentrer en France. Il se retira à Genève, pendant que les autres maréchaux luttoient avec des chances diverses sur les frontières, depuis les Vosges jusqu'à l'Océan. Du reste, l'intérêt historique de l'année 1637 est ailleurs que dans les camps.

La mort, en effet, qui frappa coup sur coup, pendant le cours de cette année, plusieurs des souverains de l'Europe, pesa plus que les armées sur la suite des événements. Ferdinand II succomba le premier, le 14 février 1637, à l'âge de cinquante-neuf ans. Son fils Ferdinand III, avec moins de talents et moins de vigueur de caractère, se distinguoit par son esprit de tolérance, par ses lumières et par sa douceur. Il auroit volontiers rendu la paix à l'Europe, si Richelieu l'avoit voulu permettre. Mais celui-ci empêcha la France et la Suède de reconnoître le nouvel empereur, sous le prétexte que l'électeur palatin et l'électeur de Trèves n'avoient point été admis à la diète qui l'avoit élu. Bogeslas, duc de Poméranie, le landgrave de Hesse, le duc de Mantoue ne survécurent que peu de mois à Ferdinand ; enfin le 7 octobre, Victor Amédée, duc de Savoie, mourut également à Verceil, laissant son fils aîné, François-Iacinthe, sous la régence de sa mère Christine de France, qu'on appelait madame Royale.

A la même époque, Richelieu avoit découvert qu'Anne d'Autriche entretenoit une correspondance secrète avec son frère le roi d'Espagne, avec le cardinal-infant, son autre frère, général des armées espagnoles aux Pays-Bas, et avec le duc de Lorraine. La duchesse de Chevreuse, alors exilée à Tours, avoit servi long-tems cette correspondance de ses intrigues, mais c'étoit au couvent du Val-de-Grâce, dans l'appartement qu'elle s'y étoit réservé, que la reine cachoit ses papiers les plus secrets, et se livroit sans défiance à ces dangereuses pratiques. Son domestique La Porte étoit chargé de faire parvenir ses lettres, et de les mettre en chiffres. Sur quelques soupçons de Richelieu, il fut arrêté le 12 août 1637, nanti d'une lettre d'Anne d'Autriche à madame de Chevreuse, et conduit à la Bastille.

Le chancelier, accompagné de l'archevêque de Paris, fit alors une descente au Val-de-Grâce. On fouilla scrupuleusement l'appartement et l'oratoire de la reine, mais on n'y trouva que des papiers insignifiants, sauf une lettre adressée à M. de Mirabel, ambassadeur d'Espagne. Anne avoit juré solennellement, après avoir communiqué, qu'elle n'avoit écrit à personne, sauf à madame de Chevreuse; le chancelier lui présenta cette lettre qui la convainquoit de mensonge. Sentant alors qu'il s'agissoit pour elle d'un divorce, ou peut-être de l'échafaud, la reine demanda à parler au cardinal



seul, et dans cette conférence, elle écrivit une déclaration par laquelle elle confessoit, « avoir écrit  
« plusieurs fois à M. le cardinal-infant, son frère ;  
« au marquis de Mirabel ; à Gerbier, résident d'Angleterre en Flandre, et avoir reçu souvent de  
« leurs lettres ; qu'elle avoit donné avis du voyage  
« d'un minime en Espagne, pour que l'on eût  
« l'œil ouvert à prendre garde à quel dessein on  
« l'envoyoit ; qu'elle avoit donné avis audit marquis, que l'on parloit ici de l'accommodement  
« de M. de Lorraine avec le roi, et que l'on y prêt  
« garde ; qu'elle avoit témoigné être en peine de ce  
« que l'on disoit que les Anglois s'accommodoient  
« avec la France, au lieu de demeurer unis avec  
« l'Espagne... Nous promettons, ajoutoit-elle, de  
« ne jamais retourner à pareilles fautes, et de vivre  
« avec le roi, notre très-honoré seigneur et époux,  
« comme une personne qui ne veut avoir autres  
« intérêts que ceux de sa personne et de son état.  
« Chantilly, 17 août 1637. *Signé ANNE.* »

Le jour même où Anne d'Autriche avoit signé cette déclaration, Richelieu lui fit rencontrer son époux qui lui pardonna. La Porte resta enfermé à la Bastille, et n'y fut point traité avec trop de rigueur. Madame de Chevreuse, avertie qu'une de ses lettres avoit été saisie, s'échappa de Tours en habits d'hommes, le 6 septembre, et après mille aventures romanesques arriva enfin en Espagne.

Cependant Richelieu s'étoit préparé à une nouvelle campagne. Le 28 janvier 1638, le duc Bernard de Saxe-Weymar passa le Rhin entre Basle et Schaffouse, pour entrer en Souabe. Il assiégeoit Rheinfeld, lorsque le 28 février, ses lignes furent attaquées par Jean de Werth. Forcé de battre en retraite, il se retira à Lauffenbourg, tandis que les impériaux s'arrêtoient à Rheinfeld. En apprenant cette halte de l'armée ennemie, Bernard se résolut de tenter à son tour de la surprendre. Dans la nuit du 2 au 3 mars, il franchit la distance de Lauffenbourg à Rheinfeld, tomba sur les Autrichiens, et les mit dans une complète déroute. Les quatre généraux, de Werth, Savelli, Eckenfort et Sperryter demeurèrent prisonniers; leurs soldats frappés de terreur abandonnèrent dans leur fuite les bagages et toute l'artillerie.

L'attaque du 28 février coûta à la France l'un de ses plus brillants capitaines, et son dernier héros au protestantisme. Depuis la capitulation en Valtelline, le duc de Rohan vivoit à Genève dans une espèce d'exil, mais à l'approche d'une armée françoise, son ardeur l'entraîna; il rejoignit Bernard de Weymar, et fut blessé sous Rheinfeld de deux coups de mousquet à l'épaule et à la cuisse droite. Lorsqu'on tenta d'extraire la balle qui s'étoit logée dans sa cuisse, la douleur fut si vive, qu'elle déterminâ une apoplexie dont il mourut le 13 avril 1638, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Bernard de Weymar profita de sa victoire de Rheinfeld, pour mettre le siège devant Brisach, dont il s'empara le 14 décembre 1638, mais dans les Pays-Bas et vers les Pyrénées, les efforts de Richelieu échouèrent presque complètement. Piccolomini battit le prince d'Orange près d'Anvers le 21 juin; le 7 septembre, le prince de Condé qui assiégeoit Fontarabie, fut forcé dans ses lignes et contraint d'abandonner le territoire de l'Espagne. En Italie, le cardinal de la Valette ne put empêcher les Espagnols de prendre Verceil.

Ainsi la guerre, qui avoit déjà duré quatre ans n'avoit valu à la France ni gloire ni profit; elle avoit seulement rendu plus nécessaire encore le ministère du cardinal, parce que seul il étoit capable de tenir dans ses mains tous les fils d'affaires si compliquées. Il avoit fallu toutefois une incroyable audace à Richelieu, maladif comme il l'étoit et comme l'étoit son maître, pour braver ainsi qu'il l'avoit fait, la mère, la femme et le frère du roi, tous les grands seigneurs et tous les parlements. Peut-être du reste, dans la prévision d'une fin prochaine, ce grand homme s'inquiétoit-il moins d'un avenir qui ne lui étoit pas réservé. Quoi qu'il en soit, au mois de septembre 1638, un événement tout-à-fait inespéré vint donner à son gouvernement le seul élément de puissance qui lui manquât, la confiance dans sa durée. Après vingt ans d'une union stérile, Anne d'Autriche, alors au

château de Saint-Germain en Laye, mit au monde un fils qui depuis fut Louis XIV.

La France entière salua, avec des transports de joie, la naissance du royal enfant. Elle s'applaudissoit d'échapper ainsi au joug honteux de Gaston et aux chances probables d'une guerre civile; Richelieu, de son côté, n'ayant plus les mêmes ménagements à garder envers le frère du roi, marcha plus ferme que jamais dans sa politique. Il se préparoit alors à attaquer la maison d'Autriche par quatre points différents en même temps; en Alsace par le duc Bernard de Saxe-Weymar, en Piémont par le cardinal de la Valette, aux Pays-Bas, par trois armées dont le roi se réservoir la direction suprême, en Roussillon enfin par le prince de Condé.

Au moment de se mettre en campagne, le duc Bernard mourut, le 18 juillet 1639, à l'âge de trente-six ans. Il importoit à Richelieu de conserver les conquêtes de ce grand général, et de retenir son armée sous les drapeaux de la France. Le comte de Guébriant fut chargé d'une mission dans ce sens près du major-général d'Erlach, auquel Bernard avoit laissé le commandement de ses troupes, et le 9 octobre 1639, un traité fut signé par lequel les soldats de d'Erlach consentoient à reconnoître pour chef le duc de Longueville, et à le servir en France, en Allemagne et dans les Pays-Bas, selon les ordres qu'il recevroit du roi. Ces négociations avoient demandé du

tems et un grand déploiement de forces. La France ne put rien faire en Allemagne pendant toute cette campagne, et ce fut seulement le 28 décembre que le duc de Longueville passa le Rhin à la tête de sa nouvelle armée.

La guerre de Piémont, fut marquée, cette année, par des résultats plus importants. La régente Christine, menacée à la fois par les Espagnols et par ses deux beaux-frères, le cardinal Maurice et Thomas, prince de Carignan, s'étoit vue forcée, malgré son extrême répugnance, de se jeter dans les bras de la France, et de livrer au roi son frère presque toutes ses places de guerre. A ce prix Richelieu avoit promis d'agir désormais avec plus de vigueur en Piémont, et cette fois il tint parole. Le cardinal de la Valette, mort le 28 septembre 1639 au château de Rivoli, avoit été remplacé par un vrai capitaine, Henri de Lorraine, comte d'Harcourt, qui signala bientôt ses talents et sa bravoure contre les Espagnols. Bien que son armée fût réduite à sept mille fantassins et à deux mille chevaux, il partit de Carmagnole pour jeter du secours dans Casal assiégé par les Espagnols. En passant devant Chieri, il s'en empara le 30 octobre, par une brusque attaque. Les munitions qu'il y trouva, lui fournirent le convoi nécessaire pour ravitailler Casal ; mais il s'exposoit ainsi à manquer lui-même de vivres à Chieri où il étoit resté de sa personne. Il y fut bientôt enveloppé par le prince de Carignan et

Leganez, gouverneur du Milanois, qui, maîtres de toutes les hauteurs de Santena, Moncalieri, Poirino et Cambiano, coupèrent toutes les communications. La faim se faisoit déjà cruellement sentir dans Chieri; les troupes ennemies qui fermoient le chemin à d'Harcourt étoient quatre fois plus nombreuses que les siennes, leur vigilance étoit extrême, les postes qu'elles occupoient commandoient toutes les routes. D'Harcourt partit cependant dans la nuit du 30 novembre, et marchant avec autant de rapidité que de silence, il avoit déjà passé Santena et le pont de la Rotta, sur l'un des bras du Pô, lorsque Leganez et Thomas, descendus l'un de Poirino, l'autre de Moncalieri, se réunirent, et attaquèrent les François avec fureur comme ils alloient passer le pont sur la seconde branche du fleuve. D'Harcourt fut repoussé, et les ennemis s'emparèrent du passage. Toute l'armée française étoit perdue, si son intrépide général, ramenant ses soldats contre les Espagnols, n'avoit emporté le pont après un combat désespéré, et ne l'avoit traversé sous le feu des ennemis. Le brillant fait d'armes de la *Rotta* qui permit à d'Harcourt de se retirer sans se laisser entamer, termina glorieusement la campagne d'Italie.

En Picardie, les maréchaux de la Meilleraie et de Châtillon se rendirent maîtres d'Hesdin et d'Ivoy, tandis que Piccolomini, manœuvrant en Lorraine, obligeoit le marquis de Feuquières à lever

le siège de Thionville. Du côté de l'Espagne, la lenteur et l'incapacité de Condé compromirent toutes les opérations. La place de Salses, occupée par les François le 19 juillet 1639, fut reprise par les Espagnols dans le mois de décembre. Ainsi depuis quatre ans on se battoit sur toutes les frontières sans résultats décisifs; la France n'avançoit ni ne reculoit : mais le pays contraint de supporter la charge de quatre ou cinq armées, succomboit sous le poids énorme des impôts. Diverses révoltes de paysans désignés sous le nom de *va-nu-pieds* furent étouffées dans le sang. Le roi sévit surtout contre Avranches, Rouen et toute la Normandie.

Pendant les dernières guerres, Richelieu avoit perdu l'un de ses agents les plus habiles, le célèbre capucin Joseph-François le Clerc du Tremblay, dont le portrait a été tracé de main de maître par M. Bazin, dans son excellente histoire de Louis XIII. « Dans la vérité, dit-il, le père Joseph ne  
« fut qu'un agent utile, intelligent, prompt, hardi,  
« laborieux, prêt à tout, propre à tout; homme  
« de conseil et d'exécution, quelquefois chargé de  
« missions importantes, le plus souvent et le plus  
« long-tems fixé auprès du cardinal qui se dé-  
« chargeoit sur lui de l'immense travail dont il  
« étoit accablé; quelque chose de plus qu'un se-  
« crétaire intime, parce que la communication  
« entière et constante des pensées et des intérêts

« qu'il avoit à servir , le mettoit à même d'agir ,  
 « d'écrire, de diriger, de commander sans pren-  
 « dre l'ordre du ministre , et que le crédit de son  
 « mandat étoit partout reconnu. C'est ainsi qu'on  
 « le voit en correspondance active et continuelle  
 « avec les généraux, les ambassadeurs , les secré-  
 « taires d'état , parlant comme en son nom et de  
 « son autorité. Le cardinal se servoit surtout de  
 « lui pour ébaucher les affaires, pour soutenir ces  
 « premières approches des négociations politiques,  
 « où s'écouloient ordinairement les prétextes, les  
 « prétentions excessives , les propositions vagues  
 « et mal digérées. Sa parole un peu rude débloyoit  
 « le chemin, et ses formes brusques et tranchantes  
 « préparoient un meilleur accueil aux gracieuses  
 « façons du cardinal. »

Depuis plusieurs années , Richelieu demandoit le chapeau de cardinal pour le père Joseph , mais le pape Urbain VIII n'aimoit ni le premier ministre ni son confident. Il regardoit leur politique comme funeste au catholicisme, et jusqu'à la fin il refusa de satisfaire aux instances de Richelieu. Celui-ci , de son côté , témoignoit moins d'égards au chef suprême de l'église, que ne l'auroit fait aucun ministre séculier. Aussitôt après la mort du père Joseph , il s'empressa de mettre en première ligne parmi les candidats de la France au cardinalat , l'abbé Jules Mazarin , sa créature, qui, dès le 4 janvier 1640, s'étoit fixé en France et n'étoit



pas mieux vu à Rome que le capucin du Tremblay.

Mais à cette époque, la cour se préoccupoit surtout de la haute faveur qui avoit accueilli près du roi, Henri, marquis de Cinq-Mars, second fils du maréchal d'Effiat. Le cardinal avoit placé ce jeune homme auprès de Louis XIII pour détruire l'influence de mademoiselle de Hautefort, qui n'étoit point assez dévouée à sa politique. Il savoit que le roi se laisseroit prendre par la beauté remarquable de Cinq-Mars, alors âgé seulement de dix-neuf ans, et que cette amitié nouvelle porteroit le dernier coup à la triste et monotone affection de Louis pour mademoiselle de Hautefort. Cinq-Mars, nommé capitaine des gardes et grand-maître de la garde-robe, suivit le roi à Hesdin. Pendant toute la campagne, Louis ne cessa de lui donner des leçons et des conseils sur son luxe, ses dépenses et son amour désordonné du plaisir. Il s'accoutuma ainsi au jeune favori, il en fit son confident, il le nommoit toujours *cher ami*, et quand il revint à Saint-Germain, il ne se soucioit plus de mademoiselle de Hautefort, qui fut bientôt exilée au Mans.

Vers le milieu de 1640, l'attention publique fut détournée de ces petites intrigues de cour par la célèbre révolte de la Catalogne. Les Catalans étoient fiers de la résistance victorieuse qu'ils avoient opposée l'année précédente au prince de Condé,

lorsque celui-ci avoit attaqué le Roussillon, l'une des cinq grandes divisions de leur province. Renonçant généreusement à tous leurs privilèges pour mieux défendre la patrie menacée, ils avoient largement contribué de leur bourse et de leurs bras. Trois fois ils avoient fait reculer Condé à la tête de trois puissantes armées. Ces nobles efforts méritoient bien quelques droits à la reconnaissance de Philippe IV et à celle de son premier ministre ; mais l'arrogant duc d'Olivarès, loin de tenir compte des sacrifices et du dévouement des Catalans, sembla prendre à tâche d'humilier leur victoire et de blesser leur orgueil. Son insolent despotisme qui ne respectoit ni les libertés légales, ni les antiques privilèges de la Catalogne , souleva bientôt toute la province. La fermentation étoit à son comble lorsqu'arriva , le 7 juin 1640 , la fête du Saint-Sacrement. Il est d'usage en Catalogne que les moissonneurs descendent ce jour-là des montagnes pour offrir leur travail aux fermiers. Barcelone se remplit , en un instant , de ces hommes farouches , l'arquebuse sur l'épaule , la faucille à la main. Le gouverneur, Santa-Coloma, avoit en vain supplié les conseillers de la ville de leur en refuser l'entrée. Il vit bientôt avec effroi se presser dans les rues ces milliers de brigands armés , dont plusieurs s'étoient déjà signalés par leurs forfaits , et qui regardoient avec menace les officiers et les soldats castillans , réunis en grand nombre à Barce-

lone à l'occasion de la prochaine campagne. Ceux-ci furent tout-à-coup attaqués par les moissonneurs aux cris de : *Vivent Catalogne et les Catalans, meure le mauvais gouvernement de Philippe*. Quelques uns essayèrent de se défendre, d'autres de s'enfuir, presque tous furent massacrés. Bientôt la foule se rassembla autour du palais du vice-roi. Les triumvirs de la députation et les magistrats de la ville accoururent auprès de Santa-Coloma, le conjurant de se mettre en sûreté. Deux galères génoises, à l'ancre devant le môle, pouvoient encore lui offrir un refuge; mais le vice-roi crut devoir tenir tête à l'orage jusqu'au moment où les moissonneurs forcèrent enfin les portes du palais. Il voulut fuir alors, mais comme il cherchoit à s'échapper le long du rivage de la mer, il fut tué par les furieux.

Toutes les villes de la Catalogne; Lérída, Balaguer, Gironne suivirent rapidement l'exemple de la capitale; tous les soldats de Philippe furent ou massacrés ou chassés. Tortose se contenta de renvoyer trois mille recrues, en exigeant d'elles le serment qu'elles ne rentreroient jamais dans la province; l'évêque de Gironne frappa d'excommunication comme hérétiques sacramentaires deux régiments du roi qui avoient brûlé deux églises. Perpignan ferma aussi ses portes aux troupes royales, mais le château qui se trouvoit au pouvoir d'un officier castillan, ayant commencé le bombarde-

ment de la cité, les bourgeois furent réduits à s'enfuir dans les montagnes, et quand les soldats de Philippe rentrèrent dans la ville, elle ne présentait plus qu'un monceau de ruines.

Toutefois, les Catalans ne songeoient point encore à se détacher de la monarchie espagnole. Ils n'avoient combattu, croyoient-ils, que pour la défense de leurs privilèges; ils envoyoient des députés à la cour pour se plaindre d'une injuste attaque, pour s'excuser, s'il en étoit besoin; pour nier les faits les plus graves à leur charge. De leur côté, le roi et le ministre dissimuloient : ils écoutoient l'apologie des Catalans, ils avoient nommé un nouveau vice-roi, et ne paroissoient pas trop éloignés de pardonner; mais ces démonstrations pacifiques cachotent un ressentiment profond; ils vouloient gagner du temps, rassembler des troupes, surprendre et accabler les insurgés : la marche des armées révéla bientôt ces projets, et dès que la Catalogne reconnut qu'elle devoit se préparer à la guerre, la députation provinciale n'hésita point à envoyer en France D. Francisco de Vilaplana, cavalier de Perpignan, pour contracter alliance avec cette monarchie.

Richelieu qui travailloit d'une main si puissante au triomphe du despotisme en France, ne se faisoit aucun scrupule de le combattre ailleurs au nom de la liberté. La première pensée des Catalans fut de se constituer en république, à l'instar des Pro-

vinces Unies. Richelieu se déclara prêt à les soutenir dans cette entreprise, et le 16 décembre 1640, un traité de confédération fut, en effet, signé avec la principauté de Catalogne, et les comtés de Roussillon et de Cerdagne, par lequel le roi s'engageoit à leur fournir un chef et des officiers pour commander leurs troupes, un lieutenant-général d'artillerie et des ingénieurs, avec six mille hommes de pied et deux mille chevaux. Mais dans le même temps, le cardinal faisoit publier, sous main, divers écrits dans lesquels on établissoit que la Catalogne avoit été comprise dans l'empire de Charlemagne, et que les droits de la France sur cette province étoient inaliénables; il travailloit aussi l'esprit des Catalans par ses agents secrets. Ceux-ci insinuoient que la protection du roi de France ne seroit efficace, qu'autant que la Catalogne se donneroit à lui; ils insistoient sur les dangers qui menaceroient sans cesse la république catalane, sur la difficulté de maintenir son indépendance; enfin, ils firent si bien que six jours après la conclusion du traité du 16 décembre 1640, les députés de Catalogne étoient déjà convenus d'en signer un second qui soumettoit leur province à la couronne de France. Ce second traité ne fut cependant accepté par Louis XIII que le 19 septembre 1641, à Péronne.

Une autre révolution non moins désastreuse pour la monarchie espagnole, s'accomplissoit, dans le

même temps, en Portugal. Le 19 avril 1581, ce royaume avoit passé sous le joug de Philippe II, qui fit valoir les droits qu'il prétendoit tenir de sa mère, fille du grand Emmanuel. Ces droits avoient toujours été contestés par la nation portugaise; elle soutenoit que d'après la loi fondamentale établie en 1145, dans les cortès de Lamégo, tout souverain étranger étoit exclu à perpétuité de la couronne. Aussi Philippe II n'avoit-il pu se rendre maître du Portugal que par les armes, et il ne s'y étoit maintenu que par d'effroyables cruautés. Cependant la domination de l'Espagne pesoit sur les Portugais depuis soixante ans. Le seul descendant des anciens rois par les femmes qui ne fût ni étranger ni souverain, le duc Jean de Bragance, petit-fils d'une petite-fille d'Emmanuel, vivoit dans ses terres, timide, voluptueux, satisfait de jouir de son immense fortune, et se souciant peu de la royauté, cet autre héritage de famille. Mais tandis qu'il s'occupoit de chasse et de fêtes à sa superbe résidence de Villa-Viciosa, la conspiration qui devoit le porter au trône, s'organisait autour de lui. Bien que la nation portugaise eût perdu son énergie avec ses antiques libertés, la haine contre les Castillans, ses éternels rivaux devenus ses maîtres, veilloit toujours dans le cœur du peuple. La guerre de Catalogne fit éclater cette haine. Pinto Ribeiro, secrétaire ou intendant du duc de Bragance, profita de la révolution qui s'accomplissoit dans cette province

pour soulever le Portugal. Il le fit en vrai conspirateur , avec autant de secret que d'habileté et d'audace. Chaque groupe de conjurés s'étoit rendu au lieu qui lui avoit été assigné, lorsque le samedi , 1<sup>er</sup> décembre 1640 , à huit heures du matin; Pinto donna le signal convenu en tirant un coup de pistolet dans la salle du Palais. Au même instant , tous les conjurés sortirent de leurs cachettes en criant : *vive la liberté! vive notre roi D. Joan IV!* Ils attaquèrent avec fureur les gardes, pénétrèrent jusqu'à l'appartement de Vasconcellos , le secrétaire d'état , le poignardèrent , et jetèrent son corps par la fenêtre. Dans moins de quinze jours , ils furent maîtres de toutes les forteresses , et pas un soldat castillan ne restoit dans le Portugal. Le nouveau roi , alors âgé de trente-sept ans , arriva à Lisbonne lorsque tout étoit fini. Il reçut , le 15 décembre , le serment des sujets qui se donnoient à lui , serment confirmé , le 28 janvier 1641 , par les cortès Portugaises. Des instructions données par Richelieu , dès le 15 août 1638 , à un agent secret du nom de Saint-Pé , qu'il envoyoit en Portugal , prouvent qu'il s'étoit associé de bonne heure à ce complot ; il fut aussi le premier à en profiter. Le 21 juin 1641 , il signa à Paris un traité d'alliance avec le nouveau roi , par lequel il lui procuroit l'assistance de vingt vaisseaux de guerre françois.

Les deux révolutions de Catalogne et de Portugal détournèrent les forces de l'Espagne , pendant

toute la campagne de 1640. Ni ses troupes ni son argent n'arrivèrent plus sur les divers théâtres de la guerre, et les alliés découragés songeoient à traiter pour leur propre compte avec la France. Ainsi tout le sang versé par les armées françoises, toutes les habiles combinaisons de Richelieu avoient moins servi sa politique que ne l'avoient fait l'arrogance de son puissant rival, et la réaction qu'elle avoit provoquée.

La campagne de 1640 fut signalée d'ailleurs par la prise d'Arras, et par des succès en Italie. Au siège d'Arras, le duc d'Enghien, fils de Condé, qui n'avoit que dix-neuf ans, faisoit ses premières armes sous le maréchal de la Meilleraie. Dans le même tems, le vicomte de Turenne, frère puîné du duc de Bouillon, laissoit deviner déjà le plus grand homme de guerre de son siècle. Né en 1611, il avoit appris le métier des armes sous son oncle, Maurice de Nassau, sous Bernard de Weymar, et dans sa lutte contre Spinola. Après cinq ans passés en Hollande; il avoit été attaché comme maréchal de camp au cardinal de la Valette. Le comte d'Harcourt l'avoit trouvé en Piémont, lorsqu'il avoit succédé à la Valette, et Turenne avoit pris une part brillante au ravitaillement de Casal et à la belle retraite de Chieri.

Placée sous la direction de deux hommes de génie, l'armée d'Italie manquoit des forces suffisantes pour mener à bien les opérations dont elle



étoit chargée. Néanmoins la valeur et l'habileté des généraux triomphèrent sur tous les points, et leurs manœuvres savantes et hardies forment une des plus belles pages de l'histoire militaire du dix-septième siècle. Depuis la précédente campagne, les François étoient restés maîtres de la citadelle de Turin ; mais le prince Thomas de Savoie occupoit la ville avec dix mille fantassins et quinze cents chevaux. Thomas insistoit en vain auprès du marquis de Leganez, gouverneur du Milanois, pour que celui-ci l'aidât de son concours au siège de la citadelle. Leganez se soucioit peu de ce qui convenoit au prince de Savoie. Il vouloit prendre Casal, que ses prédécesseurs avoient attaqué déjà à plusieurs reprises, et le 8 avril 1640, il parut tout-à-coup devant les murs de cette ville avec treize mille hommes de pied, six mille chevaux, et dix-huit canons. En peu de jours, il eut formé ses lignes et ouvert la tranchée. Le sous-gouverneur de Casal manda au comte d'Harcourt qu'il manquoit de tout ce qui étoit nécessaire pour soutenir un siège ; que sa garnison n'arrivoit pas à douze cents hommes, et que, s'il n'étoit promptement secouru, il seroit réduit à de grandes extrémités.

Le comte d'Harcourt, en recevant cette nouvelle à Pinerolo, comprit toute la gravité des circonstances. La perte de Casal entraînoit celle du Montferrat et de l'alliance de Mantoue. La réputation des armes du roi étoit d'ailleurs attachée à la garde

de cette ville, qui, depuis douze ans, avoit été défendue au prix des plus grands sacrifices. Mais d'Harcourt qui avoit soixante milles à faire en pays ennemi pour gagner Casal, ne pouvoit pas réunir plus de sept mille fantassins et de trois mille chevaux. De concert avec Turenne, il résolut néanmoins de suppléer au nombre par l'audace et l'activité. Passant par Carignano et Poirino, il arriva le 28 avril devant les lignes de Leganez, et les attaqua le lendemain au matin, par le côté des montagnes. Turenne et Duplessis-Praslin conduisoient la colonne du centre par le penchant d'une colline; La Mothe-Houdancourt, avec la seconde, arrivoit par les hauteurs; les marquis de Villa et de Pianezza débouchoient par la plaine, à la tête des Piémontois. Trois fois Turenne et Duplessis furent repoussés; trois fois ils ramenèrent leurs troupes avec un acharnement redoublé. D'Harcourt fit franchir d'un saut, à son cheval, le fossé qui protégeoit les lignes ennemies, et entraînés par son exemple, tous ses soldats se précipitèrent après lui. Les Espagnols, confondus d'une attaque si hardie, furent mis dans une complète déroute. Le pont sur le Pô croula sous le poids des fuyards qui périrent dans les eaux du fleuve. La caisse militaire, toute la correspondance, l'artillerie et les bagages tombèrent aux mains des vainqueurs. Leganez perdit trois mille morts et deux mille prisonniers.

Dix jours après sa victoire de Casal, d'Harcourt avec cette promptitude de résolution à laquelle il devoit ses succès, entreprit le siège de Turin. Il comptoit sur l'appui de la citadelle, sur la terreur qui suivoit partout ses armes. Mais Leganez qui, après sa défaite, conservoit encore une armée beaucoup plus forte que celle du comte d'Harcourt, appela de plus à lui toutes les troupes éparses dans le Tyrol et la Lombardie, et le 30 mai il se présenta devant les lignes françoises avec dix huit mille hommes. Les assiégants furent dès-lors assiégés. Tour à tour attaqués par la puissante garnison de la ville et par les Espagnols, ils eurent encore à souffrir du manque de vivres et de munitions. Beaucoup de sang fut répandu dans des combats presque journaliers; toutefois les François, à force d'activité et de bravoure, déjouèrent les efforts de Leganez et du prince Thomas pour concerter leurs attaques. Profitant de la lenteur devenue proverbiale des Espagnols, ils repoussaient toujours l'un des assaillants, avant que l'autre fût prêt à combattre. Cette lutte qui jeta tant d'éclat sur l'armée de d'Harcourt, dura quatre mois et demi, et fixa les regards de l'Italie et de la France. A la fin, les habitants de Turin ne pouvant plus supporter les souffrances du siège, décidèrent le prince Thomas à capituler le 22 septembre 1640. La ville qu'ils avoient vaillamment défendue fut remise au comte d'Harcourt.

Le prince Thomas, mécontent des Espagnols qui l'avoient mal secondé, fit sa paix avec la France, par un traité signé le 2 décembre 1640, et la reine Christine rentra en Piémont. Cependant la santé de Louis XIII; déclinoit toujours davantage mais ni la tristesse du roi, ni la misère du peuple, ni l'embarras des finances ne suspendirent les fêtes de la cour. Ces fêtes furent plus brillantes dans l'hiver de 1641, qu'elles ne l'avoient jamais été. Le mariage du duc d'Enghien, fils aîné du prince de Condé, avec Claire-Clémence de Maillé Brézé, nièce de Richelieu, qui fut célébré le 9 février 1641, fournit également à ce dernier l'occasion d'étaler tout son faste. La représentation de la tragédie de *Mirame* qu'on attribuoit au premier ministre, quoiqu'elle fût donnée sous le nom de Desmarets, inaugura le *théâtre cardinal*, et ce fut une des pompes les plus splendides de l'époque.

Ces réjouissances n'empêchoient point Richelieu de surveiller les menées du comte de Soissons et du duc de Bouillon qui, retirés à Sedan, traitoient secrètement avec l'empereur et le roi d'Espagne. Chacun de ces souverains promettoit sept mille hommes qui devoient se réunir aux environs de Sedan, avant le commencement de juin, et marcher sur Paris à travers la Champagne. Les émigrés d'Angleterre promettoient de débarquer dans le même tems des forces en Bretagne ou en Guyenne. Le car-

dinal, instruit de ces projets, avoit rassemblée en Picardie, sous le maréchal de la Meilleraie, une forte armée qui devoit entrer dans l'Artois et maintenir les Espagnols, pendant que le maréchal de Châtillon assiégeroit Sedan. A l'approche des troupes royales, Soissons et Bouillon engagèrent le baron de Lamboi à venir les joindre le 6 juillet 1644, avec les sept mille hommes de l'empereur. Châtillon, de son côté, avoit huit mille hommes de pied et deux mille cinq cents chevaux. Les princes passèrent la Meuse et se mirent en bataille, sur la rive gauche, un peu au-dessus de Sedan, dans une plaine étroite située entre la rivière et un petit bois nommé la Marfée. Châtillon les attaqua à dix heures du matin, mais ses soldats, après avoir repoussé les premiers bataillons de l'empereur, furent pris d'une terreur panique, en recevant une décharge inattendue qui venoit du bois. La cavalerie qui marchoit en tête se rejeta sur l'infanterie, la renversa et l'entraîna dans sa fuite; la seconde ligne, en voyant courir les soldats, jeta ses armes et ne pensa plus qu'à se sauver. Châtillon se trouva tout-à-coup seul sur le champ de bataille, tentant de vains efforts pour rallier les fuyards. Praslin et Chalancé, maréchaux de camp, et Senecey, colonel du régiment de Piémont, furent tués; Roquelaure, Uxelles et Persan restèrent prisonniers avec quatre mille soldats et près de sept cents officiers; toute l'artillerie, le bagage et la caisse militaire,

contenant quatre cent mille livres, tombèrent au pouvoir des vainqueurs.

Louis XIII et Richelieu, lorsqu'ils reçurent à Péronne la nouvelle de cette honteuse défaite, se préparèrent à ramener à Paris toutes les troupes qu'ils avoient autour d'eux, lorsque, dans la nuit du 7 au 8 juillet, un courrier leur arriva à une heure du matin, annonçant que le comte de Soissons avoit été tué. Il paroît que pendant la déroute de l'armée de Châtillon et au moment où Soissons relevoit la visière de son casque avec le pistolet qu'il tenoit à la main, le coup partit et lui fracassa la tête. Quoi qu'il en soit, la mort du prince du sang qui seul donnoit de la consistance à la révolte, réduisit à l'impuissance cette conspiration dange-reuse. Bouillon, n'osant se flatter que son crédit suffiroit à soulever le royaume, se rendit le 5 août auprès du roi à Mézières, se jeta à ses genoux et lui demanda son pardon. Louis l'accueillit avec bonté, et le cardinal de Richelieu s'étant rendu garant de la fidélité du duc, l'acte d'abolition de sa rébellion lui fut expédié en bonne forme.

La courte guerre civile qui avoit presque commencé et fini en un jour, au combat de la Marfée, ne changea rien au plan général de campagne que Richelieu avoit arrêté pour l'année 1641. La meilleure armée devoit poursuivre la conquête de l'Artois, sous le commandement du maréchal de la Meilleraie; une autre armée, sous le maréchal de

Schomberg, étoit chargée d'appuyer l'insurrection de Catalogne, et de prendre possession de cette province; une troisième, sous le comte d'Harcourt, se dirigeoit vers l'Italie, pour recueillir les fruits de l'alliance des princes de Savoie; une quatrième enfin, sous le comte de Guébriant, devoit s'avancer vers le nord de l'Allemagne, pour y prêter quelque appui aux Suédois.

Cette campagne fut favorable sur tous les points à la France. En Allemagne elle fut signalée surtout par la victoire que le comte de Guébriant remporta le 29 juin sur Piccolomini. Le général suédois Bannier étoit mort le 20 mai précédent, emportant la réputation d'un des plus habiles et des plus heureux capitaines de son siècle. Ce fut en réunissant à son armée les soldats aventuriers qui composoient l'armée de Bannier, que Guébriant, pressé par des forces bien supérieures, gagna la célèbre bataille de Wolfenbittel, dans laquelle il tua deux mille hommes à l'ennemi et lui enleva quarante-cinq drapeaux. Léonard Torstenson, que le sénat de Suède avoit choisi pour remplacer Bannier, ayant rejoint Guébriant le 27 novembre, celui-ci se sépara des Suédois et ramena ses troupes dans le duché de Juliers. A la fin de cette année, le 23 décembre 1641, le duc de Sully mourut presque ignoré à sa terre de Villebon en Beauce, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Trois semaines après lui, le 13 janvier 1642, le vieux mignon de Henri III,

le duc d'Épernon , mourut aussi à Loches dans sa quatre-vingt-huitième année.

Malgré les succès des armées françaises , un mécontentement universel se manifestoit dans tous les ordres du royaume. Richelieu , presque seul dans le pays , avoit la conscience des grands intérêts qu'il défendoit en poursuivant l'abaissement de la maison d'Autriche ; les autres ne voyoient dans la guerre que les pertes sanglantes des familles et l'accroissement des impôts. Le roi lui-même étoit plus triste , plus mécontent qu'aucun de ses sujets. Il obéissoit au cardinal , il avoit accepté sa politique , et il avoit besoin de son génie pour la soutenir ; néanmoins son orgueil se révoltoit sous le joug qu'il étoit contraint de subir. Le déplorable état de sa santé , ses fréquentes souffrances ajoutoient à son irritation ; il ne paroissoit plus se soucier d'aucune joie , si ce n'est de celle qu'il trouvoit dans la société constante du beau jeune homme qu'il s'étoit attaché. Il ne vouloit pas que Cinq-Mars le quittât un seul instant. Monsieur le Grand , c'est ainsi qu'on appeloit le favori devenu grand-écuyer , devoit accompagner Louis toute la journée , au Mail , à la chasse , ou dans son cabinet , écouter patiemment ses leçons , ses reproches , ou bien ses plaintes sur sa santé. Cinq-Mars qui avoit alors vingt et un ans , se mouroit d'ennui sous les chaînes dorées qu'il portoit. Il aimoit passionnément le plaisir , et quand il s'échappoit de Saint-Germain , pendant le som-



meil du roi, c'étoit pour courir chez la fameuse courtisane Marion Delorme, ou pour visiter les brelans. L'extrême faveur dont il jouissoit près de son maître lui fit croire cependant qu'une haute fortune l'attendoit; il se persuada avec une présomption et une étourderie d'enfant que Richelieu seul étoit placé entre lui et le pouvoir absolu, et dès lors prenant le cardinal comme un obstacle et comme un ennemi, il ne visa plus qu'à hâter sa chute.

Richelieu supportant impatiemment que Cinq-Mars fût toujours en tiers dans ses entretiens les plus sérieux avec le roi, lui fit dire par M. de Saint-Yon, « qu'il ne trouvoit pas bon qu'il lui marchât  
« toujours sur les talons quand il étoit auprès de  
« Sa Majesté, et qu'il avoit à l'entretenir d'affaires  
« qui ne requéroient point sa présence. Ce discours surprit fort M. le Grand, qui fut dans le  
« moment chez M. des Noyers pour approfondir  
« d'où venoit ce changement. Mais M. le cardinal  
« qui le faisoit observer, y fut aussitôt que lui, où  
« il le traita avec autant d'aigreur et d'empire que  
« s'il eût été le moindre de ses valets, n'y ayant  
« sortes d'injures et d'outrages qu'il ne lui fit recevoir. Lui reprochant non-seulement ses bien-  
« faits, son peu de capacité et de mérite, il passa  
« jusqu'à cette extrémité qu'il lui fit connoître  
« avec le dernier mépris, qu'il ne faudroit qu'un  
« homme tel que lui dans le conseil pour perdre

« de réputation tous les ministres parmi les étrangers ; et, pour conclusion , il lui défendit de se trouver dans aucun conseil, et le renvoya au roi pour lui demander s'il n'étoit pas de cet avis. »

L'homme qui raconte cette conversation , Louis d'Astarac, vicomte de Fontrailles, avoit été protégé par M. le Grand contre la colère de Richelieu. Il s'étoit dès-lors attaché à Cinq-Mars, et il avoit mis à son service la rare résolution , le jugement et l'habileté dont il étoit doué. Son dévouement étoit rendu plus actif encore par la haine personnelle qu'il avoit vouée au cardinal. Le jour où Cinq-Mars fut si cruellement traité par Richelieu , après que le grand-écuyer eut pleuré de rage et de colère et sangloté plus d'une heure , Fontrailles le prit à part pour lui rappeler d'anciens projets contre le premier ministre, « et M. le Grand ne put, dit-il, trouver autre consolation que celle du souvenir du dessein qu'il avoit pris de ne rien omettre pour perdre son ennemi. » Quelque tems après, Cinq-Mars eut avec les ducs d'Orléans et de Bouillon plusieurs conférences dans lesquelles Fontrailles s'offrit à tuer le cardinal. Le duc de Bouillon avoit été, à ce qu'il paroît , engagé dans cette nouvelle intrigue par M. de Thou dont il étoit l'ami et le parent. François Auguste de Thou, fils de l'historien, étoit alors âgé de trente-cinq ans. Issu d'une famille distinguée dans la robe, il aimoit à se mêler à la noblesse d'épée. Il avoit beaucoup étudié dans

sa jeunesse, il s'étoit instruit en visitant l'Europe, mais il ne vouloit point entrer dans la magistrature, et la fausse position qu'il s'étoit faite ou sa répugnance à se fixer lui valurent le surnom par lequel ses amis le désignoient : *son inquiétude*. Il ne portoit point, ce semble, une haine bien vive à Richelieu; il n'appartenoit à aucun parti; son esprit n'étoit point exalté par des projets de réforme, ou par une grande ambition politique. On ne sauroit dire quel étoit son but, et peut-être ne le savoit-il pas lui-même; mais il étoit évidemment flatté des relations que madame de Chevreuse lui avoit ménagées avec la reine, et son amour-propre se complaisoit aussi dans l'amitié de Cinq-Mars, bien que ce dernier n'eût, avec un homme studieux comme de Thou, aucun rapport de goûts ou de caractère. L'ami de M. le Grand figura surtout dans la conspiration en portant des messages aux conjurés, en demandant des blanc-seings à la reine, mais il se tint toujours en-dehors des conférences, et il affecta de tout ignorer. « M. de Thou étoit « partout, dit Fontrailles; mais il ne vouloit rien « savoir. Ainsi il fut jusqu'à la porte de l'hôtel de « Venise où les dernières résolutions furent prises, « sans y vouloir entrer. »

Fontrailles et Aubijoux, gentilshommes du duc d'Orléans, pressoient Cinq-Mars d'en finir par un coup de main avec le cardinal; mais un assassinat répugnoit, il faut le dire, au grand-écuyer. Le duc

d'Orléans auroit fort aimé que la chose se fit sans lui ; quant à de Thou , dès le premier mot que lui en dit Cinq-Mars , il l'interrompit en lui protestant qu'il ne s'en vouloit point mêler ; qu'il étoit ennemi du sang, et que , par son ministère, il ne s'en répandroit jamais. Sur ces entrefaites, le duc de Bouillon passa par Paris pour aller prendre le commandement de l'armée d'Italie. Bouillon refusa aussi de s'associer au projet formé contre la vie de Richelieu, mais lorsque Cinq-Mars lui eut laissé à entendre que la sûreté du duc d'Orléans, celle de la reine et la sienne propre exigeoient qu'ils eussent une place de refuge comme Sedan, il ne ferma point l'oreille à cette ouverture ; il déclara seulement que Sedan ne pouvoit se défendre, si l'on n'étoit pas sûr de l'appui d'une armée. C'étoit indiquer assez que toute tentative échoueroit sans une alliance préalable avec l'Espagne. Il n'est pas bien certain toutefois que Bouillon, qui partit peu après pour rejoindre l'armée d'Italie, eût donné des pouvoirs pour négocier en son nom cette alliance. Quoi qu'il en soit, Fontrailles ne tarda point à passer en Espagne, chargé par le duc d'Orléans, par Cinq-Mars, et peut-être par la reine, de conclure un traité avec les ennemis de l'État.

Pendant que cet odieux complot se tramait avec tant d'audace et d'étourderie à la fois, le ministre poursuivoit ses desseins contre l'Espagne. Il étoit résolu d'enlever décidément la Catalogne à la monar-

chie espagnole, et pour agir avec plus de vigueur, il se mit en route avec le roi malade, le 27 janvier 1642, se dirigeant vers les Pyrénées. Louis arriva seulement le 17 février à Lyon où il reçut la nouvelle de la victoire de Kempten remportée par le comte de Guébriant. Après s'être séparé de Torstenson, l'habile général françois avoit mis ses soldats en quartiers d'hiver dans le duché de Juliers, lorsqu'il apprit avec inquiétude que l'armée bavaroise du comte de Hatsfeld venoit se joindre à l'armée impériale du baron de Lamboi. Guébriant rassembla rapidement ses troupes, tomba sur Lamboi à Kempten le 17 janvier, rompit ses barrières, s'empara de son canon, et lui tua deux mille hommes. Lamboi lui-même, Mercy, Landron, tous les colonels, cinq mille officiers ou soldats furent faits prisonniers ; l'artillerie, le bagage, les provisions, les cornettes, tout fut pris, et l'armée françoise en Allemagne put attendre désormais dans une sécurité complète, le retour de la saison des combats. Louis XIII envoya au comte de Guébriant le bâton de maréchal, en récompense de cette action d'éclat.

En arrivant à Narbonne, Richelieu étoit tombé gravement malade. Un abcès survenu au bras ne lui permettoit plus d'écrire, et pendant un mois la souffrance l'empêcha de donner aucune attention aux affaires de l'état. Se croyant en danger, il dicta son testament le 27 mai ; mais toujours privé de

l'usage de son bras, il ne put pas le signer. Le roi l'avoit laissé sur son lit de douleur pour aller rejoindre la Meilleraie et Turenne qui, après avoir pris Collioure, venoient d'investir Perpignan. (Avril 1642.)

Pendant ce tems les conspirateurs avoient oublié qu'ils jouoient leur tête contre une imprudence ou une trahison. Le duc de Bouillon avoit pris le commandement de l'armée d'Italie, Gaston d'Orléans se tenoit tranquillement à Blois, Cinq-Mars ne quittoit pas le roi. A son retour d'Espagne, Fontrailles, porteur du traité consenti et signé par le comte-duc d'Olivarès, passa par Narbonne, et pressa Cinq-Mars de se mettre immédiatement en sûreté à Sedan, déclarant qu'il alloit lui-même se retirer en Angleterre. Cinq-Mars ne se laissant pas persuader, Fontrailles lui dit en riant « qu'il voyoit bien qu'il ne se  
« soucioit pas de perdre sa tête, parce qu'étant  
« grand et bien fait, cela ne le raccourciroit de  
« guère; mais pour lui qui étoit petit et ragot;  
« qu'il seroit difforme sans tête. » En traversant Carcassonne, il rencontra de Thou. Celui-ci se disoit instruit par la reine de la mission que Fontrailles venoit de remplir en Espagne, et du traité qu'il y avoit signé. La reine, de son côté, tenoit le tout de Gaston, mais elle n'avoit pas été la seule personne admise dans ses confidences. A la même époque, Cinq-Mars reçut une lettre de la princesse Marie de Gonzague, qui lui disoit que « son affaire

« étoit sue aussi communément à Paris, comme l'on  
« savoit que la Seine passoit sous le Pont-Neuf. »

Malgré ces avertissements, l'état de santé du roi et de son ministre endormoit les conjurés dans une fausse sécurité. La mort de Louis XIII étoit regardée comme très-prochaine; on croyoit aussi le cardinal à l'extrémité. Le 27 mai 1642, il avoit quitté Narbonne pour se faire porter lentement vers la Provence; le 11 juin il s'étoit embarqué sur le Rhône à Arles; de là il avoit remonté le fleuve jusqu'à Tarascon où il se fixa. De son côté le roi, qui s'étoit fait ordonner les eaux de Monfrin sur les bords du Rhône, se sépara de son armée pour se rendre à Narbonne. C'est là que Chavigny, secrétaire-d'état, lui fut mandé le 10 juin par Richelieu, et lui remit, de la part du cardinal, le traité négocié avec l'Espagne au nom du duc d'Orléans. Par ce traité signé le 13 mars précédent, le duc d'Orléans s'engageoit « à prendre les armes pour établir une  
« paix générale et raisonnable entre l'empereur et  
« les deux couronnes, et délivrer la noblesse et le  
« peuple des oppressions qu'ils souffrent depuis  
« long-tems par une si sanglante guerre; » le duc de Bouillon et le grand-écuyer Cinq-Mars lui promettoient leur concours, et ils se déclaroient tous, « dès  
« maintenant, ennemis des Suédois et de tous au-  
« tres ennemis de Leurs Majestés Impériale et Ca-  
« tholique, qu'ils s'efforceroient de détruire de  
« toute leur assistance. » En retour, Philippe IV leur

assuroit douze mille hommes de pied et cinq mille chevaux, un train d'artillerie, des munitions de guerre, des vivres jusqu'à ce que ces troupes fussent entrées en France, quatre cent mille écus pour que le duc d'Orléans pût lever des soldats de son côté, douze mille écus de pension par mois pour lui, quatre cent mille ducats de pension par an entre Bouillon et Cinq-Mars, et cent mille livres par mois pour la solde des troupes rebelles.

On ignore comment Richelieu parvint à se procurer la copie de ce traité. On soupçonna La Rivière et Goulas, deux misérables attachés au duc d'Orléans et qu'on supposa vendus au cardinal ; on accusa aussi Montrésor, et même le maréchal de Schomberg. M. Bazin émet une conjecture qui semble plus probable, c'est que la cour d'Espagne trahit elle-même ses associés pour jeter le trouble dans le royaume et pousser à bout les conspirateurs qui n'avoient pas le courage de se décider. Quoiqu'il en soit, lorsque le roi tint en mains la preuve du complot, il fit chercher Cinq-Mars qui fut découvert dans la maison d'un bourgeois dont il avoit séduit ou acheté la fille. De Thou fut arrêté au camp devant Perpignan et conduit à Tarascon. Un courrier fut expédié en même tems aux maréchaux de camp de l'armée de Piémont, leur enjoignant l'ordre de se saisir du duc de Bouillon ; celui-ci fut pris à Casal le 23 juin, et conduit de là à Pignerol.



Dès qu'il en eut la force, le roi se fit porter à Tarascon près de son ministre. Ni Louis XIII ni Richelieu ne pouvoient se tenir debout, et ce fut dans deux lits placés l'un près de l'autre qu'ils eurent leur première conférence. Gaston, avant d'être instruit de l'arrestation du premier écuyer, étoit arrivé à Moulins où il fut rejoint bientôt par Chavigny, et contraint d'avouer son crime. Lorsque Chavigny lui eut déclaré que sa vie même étoit menacée, il fut pris d'un accès de terreur impossible à rendre; il pleura, il supplia, il s'offrit enfin de dénoncer tous ses complices. Richelieu, pour le flétrir davantage, exigea qu'il écrivit une confession de sa main, avec détails et sans réserve, moyennant quoi le roi lui pourroit permettre de vivre en particulier dans le royaume. Gaston accepta lâchement les conditions qu'on lui imposoit. Il protesta que Cinq-Mars l'avoit sollicité le premier; qu'il lui avoit promis l'assistance de Bouillon, et l'avoit engagé à donner deux blanc-seings à Fontrailles pour négocier l'alliance avec l'Espagne. Il ne nia rien, il s'efforça seulement de se disculper en chargeant ses complices.

Pendant que ce grand procès criminel s'instruisoit, le roi et le cardinal s'acheminoient lentement vers le nord de la France. Louis étoit parti le premier laissant son ministre malade, son ami dans les fers, son frère en surveillance. En arrivant le 23 juillet à Fontainebleau, il fit prendre le grand

deuil à toute la cour. Sa mère, Marie de Médicis, avoit terminé le 3 juillet 1642 à Cologne, dans un état voisin de l'indigence, une vie qui avoit été troublée par des haines, des intrigues et des passions sans nombre. Quant à Richelieu, il avoit retrouvé, malgré ses souffrances, toute sa vigueur d'esprit. Bien qu'il se sentît mourir, il ne vouloit point laisser à d'autres le soin de châtier les derniers conspirateurs. Le chancelier Séguier fut invité à se rendre à Lyon pour présider la commission qui jugeroit les grands coupables. Bouillon et Cinq-Mars devoient être amenés devant elle, l'un de Pignerol, l'autre de Montpellier. Richelieu se chargea lui-même de conduire de Thou, dont le bateau fut traîné sur le Rhône à la remorque du sien.

Les trois prisonniers furent interrogés séparément; Cinq-Mars avoua tout; raconta tout avec détails; Bouillon fit presque de même, sauf qu'il prétendit avoir combattu et improuvé le projet de traité avec l'Espagne; de Thou soutint qu'il n'avoit connu ce traité que lorsqu'il étoit déjà conclu, et qu'ainsi sa faute se réduisoit à la non-révélation d'un crime d'état. Le 12 septembre 1642, à sept heures du matin, la commission se réunit pour rendre son jugement. Cinq-Mars raconta de nouveau l'histoire de la conspiration, laissant échapper quelques paroles amères contre les ducs d'Orléans et de Bouillon; de Thou se renferma

dans le même système de dénégation. Comme cette défense contrarioit sur quelques points les aveux du grand-écuyer, les deux amis furent mis en présence. Cinq-Mars parut ému à la vue de de Thou, il essaya de se rétracter, il balbutia quelques explications. De Thou reprit la parole avec chaleur, il fixa avec précision l'époque et le lieu où il avoit eu connoissance du traité; il se justifia enfin de ne l'avoir pas révélé, parce qu'il en croyoit l'exécution impossible. Après cette confrontation, les deux accusés se retirèrent. Le rapporteur du procès, Laubardemont, conseiller-d'état, vint leur annoncer, au bout d'une heure, qu'ils devoient se préparer à entendre un arrêt de mort : « Eh bien, monsieur, dit alors de Thou à Cinq-Mars, humainement je pourrois me plaindre de vous; vous m'avez accusé, vous me faites mourir; mais Dieu sait combien je vous aime; mourons, monsieur, mourons courageusement et gagnons le paradis. » La conduite de tous deux jusqu'à leur exécution, qui se fit le même jour 12 septembre, à cinq heures du soir, fut digne de ces belles paroles. Louis XIII, au moment qu'il supposoit fixé pour le supplice, tira sa montre et dit à ceux qui l'entouroient : « Cher ami doit faire à présent une vilaine grimace; » mais le courage de Cinq-Mars donna un démenti à cet ignoble et odieux propos. Sa contenance, comme celle de de Thou, fut jusqu'au bout noble et religieuse. C'est

à cette belle mort qu'ils ont dû tous deux la pitié profonde qui protège leur mémoire, et qui, jetant un voile sur leur crime, les a presque transformés, aux yeux de la postérité, en victimes innocentes de la cruauté de Richelieu.

Le duc de Bouillon ne fut point jugé : Mazarin, revêtu depuis peu de la dignité de cardinal, et le vicomte de Turenne, frère du duc, intervinrent activement pour obtenir sa grâce. Bouillon l'acheta par l'abandon de sa forteresse de Sedan, qui fut livrée le 29 septembre 1642, au capitaine Fabert. Il reçut à ce prix des lettres-patentes qui portoient abolition de son crime. Le duc d'Orléans, incapable de honte ou de remords, étoit reparti pour son beau château de Chambord, où il achevoit de s'avilir dans les plaisirs et dans les débauches.

Pendant que l'attention de la France étoit absorbée par le grand procès de Lyon, nos armées triomphoient sur toutes les frontières. Le 24 mai, le comte de Guiche avoit été, il est vrai, battu à Hennecourt par don Francisco de Melo et par les Espagnols; mais d'Harcourt, en faisant échouer les projets de Francisco de Melo sur Ardres, avoit rétabli nos affaires dans la Picardie. Après sa brillante victoire de Kempten, Guébriant s'étoit réuni au prince d'Orange, et avoit encore battu Jean de Werth le 26 septembre. En Piémont, le duc de Longueville, secondé par les princes Thomas et Maurice de Savoie, enleva rapi-

dement aux Espagnols Crescentino, Nice-de-la-Paille, Tortone et Verrue ; dans le Roussillon, enfin, la prise de Perpignan et de Salses, qui capitulèrent dans le mois de septembre, acheva la conquête de la province entière.

La vigueur que Richelieu sembla retrouver pour punir ses ennemis, fut le dernier effort de ce puissant esprit. Le jour même du supplice de Cinq-Mars et de de Thou, le 12 septembre 1642, il étoit parti de Lyon dans une sorte de vaste litière portée par dix-huit de ses gardes, chapeau bas, bientôt relevés par dix-huit autres. Pour livrer passage à cette chambre mobile, couverte de damas rouge où le cardinal gisoit étendu sur un lit, on abattit des pans de muraille à l'entrée et à la sortie de plusieurs villes. Richelieu n'arriva toutefois que le 17 octobre à Paris, et il y languit encore jusqu'au 4 décembre. Le 1<sup>er</sup> de ce mois, Louis avoit porté contre son frère une déclaration flétrissante où l'on remarquoit ces mots : « De notre « autorité royale, disoit-il, nous supprimons ses « compagnies de gendarmes et de cheveu-légers, « le privons de son gouvernement d'Auvergne, et « ordonnons qu'il ne pourra jamais, à l'avenir, « avoir aucune administration en ce royaume, ni « être régent pendant la minorité de nos enfants. »

A dater de ce même jour 1<sup>er</sup> décembre 1642, la maladie de Richelieu ne laissa plus aucun espoir.

Le 2 et le 3, le cardinal reçut la visite du roi. Il lui recommanda sa famille, il lui indiqua les personnes les plus capables de le servir, puis il se prépara à la mort. Cette mort fut celle d'un homme ferme et d'un chrétien. En recevant le viatique, il s'écria : « Voilà  
 « mon juge devant qui je paraîtrai bientôt; je le prie  
 « de bon cœur qu'il me condamne si j'ai eu autre  
 « intention que le bien de la religion et de l'état... Je  
 « pardonne de tout mon cœur, dit-il encore, à mes  
 « ennemis, et comme je prie Dieu qu'il me par-  
 « donne à moi-même. » Ces paroles, qu'il faut  
 croire sincères dans un tel moment, furent les der-  
 nières qu'il prononça. Il expira peu après, le 4 dé-  
 cembre, vers midi, dans la cinquante-huitième  
 année de son âge.

Le roi fut peu ému de la mort de son grand mi-  
 nistre; quelques uns assurent même qu'il en té-  
 moigna de la joie. Le soir, il appela Mazarin à son  
 conseil, et le lendemain il adressa aux parlements,  
 aux gouverneurs de province, ainsi qu'aux ambas-  
 sadeurs, une circulaire par laquelle il annonçoit  
 vouloir maintenir la bonne intelligence avec ses  
 alliés, et agir avec la même vigueur et fermeté  
 qu'il avoit montrée jusqu'alors. Le 13 décembre,  
 il fit faire au cardinal de magnifiques funérailles;  
 il approuva la distribution de sa fortune et de ses  
 charges telle qu'elle étoit consignée dans son testa-  
 ment; il accepta lui-même les legs splendides qui  
 lui étoient affectés.

Mazarin, qui dirigeoit son ambition vers un autre règne, mais qui désiroit cependant obtenir le pouvoir des mains du roi mourant, appliqua son caractère conciliant, ses formes douces et polies, à calmer les partis, à apaiser les passions. Il s'efforça de ménager tout à la fois les souvenirs de la politique de Richelieu, les traditions des deux secrétaires-d'état Chavigny et Desnoyers, les goûts despotiques du roi, les intérêts de la reine, l'impatience des proscrits et les haines du public; il voulut détendre tous les ressorts; et cependant ne causer aucune brusque secousse. Le 19 janvier 1643, les maréchaux de Vitry et de Bassompierre sortirent de la Bastille; plusieurs exilés de marque eurent permission de rentrer dans le royaume et de revenir à la cour; enfin le corps de la reine-mère fut ramené, en grande pompe, de Cologne à Saint-Denis, où il fut déposé dans la sépulture des rois.

En distribuant les commandements des armées, Mazarin ne témoigna pas non plus cette méfiance excessive, qui avoit contrarié souvent les opérations militaires sous son prédécesseur. Le maréchal de Guébriant fut maintenu à la tête de l'armée d'Allemagne; Turenne succéda au duc de Longueville en Italie; La Motte-Houdancourt fut conservé dans sa vice-royauté de Catalogne; enfin, Mazarin, par une heureuse audace, fit choix, pour commander l'armée de Picardie, d'un jeune homme de vingt et

un ans et demi, le duc d'Enghien, fils du prince de Condé. Peut-être songeoit-il à se concilier ainsi le premier prince du sang, et en même tems la famille de Richelieu à laquelle le prince s'étoit allié. Mais le duc d'Enghien qui s'étoit fait remarquer jusque là seulement par sa valeur brillante, par son caractère fougueux et emporté, avoit aussi le coup d'œil perçant du génie militaire que l'étude ne donne pas, et qui naît avec les héros.

Pendant que l'on se préparoit à la guerre, la santé du roi déclinait rapidement. Le 20 avril 1643, après que, sur sa demande, son médecin lui eut déclaré qu'il devoit se disposer à mourir, Louis convoqua dans sa chambre une assemblée solennelle, et lui fit donner lecture de l'édit par lequel il régloit la régence et l'administration du royaume après sa mort. Des expressions de piété et d'amour pour ses peuples servoient d'introduction à cette ordonnance; puis le roi déclaroit qu'il ne pouvoit rien faire de mieux que de suivre l'exemple de ses prédécesseurs, « qui ont jugé avec beaucoup de  
« raison qu'ils ne pouvoient faire un choix plus  
« judicieux pour la régence du royaume, et pour  
« l'instruction et l'éducation des rois qui sont en  
« âge de minorité, que dans la personne des reines  
« leurs mères. » Il ordonnoit donc que dans le cas où il viendrait à mourir avant que le dauphin fût entré dans sa quatorzième année, la reine « sa chère et bien-aimée épouse et compagne » seroit régente,



mais avec l'avis d'un conseil dont plusieurs articles de l'édit régloient l'institution. Le duc d'Orléans étoit nommé lieutenant-général du roi mineur, sous l'autorité de la régente, « nonobstant la « déclaration qui le rend incapable de toute espèce « d'administration ; mais, ajoutoit le roi, comme « le fardeau de la régence est si pesant que l'état « se repose entièrement de son salut sur celle qui « est revêtue de cette charge, nous avons jugé à « propos d'établir un conseil auprès d'elle pour la « régence, par l'avis et autorité duquel les affaires « importantes de l'état seront examinées et résolues « à la pluralité des voix. » Il appeloit à ce conseil le prince de Condé, le cardinal Mazarin, le chancelier Séguier, le surintendant des finances, Claude Bouthillier, et le secrétaire-d'état Chavigny ; il défendoit d'y apporter aucun changement pour l'augmenter ou le diminuer ; et en cas de vacance, c'étoit à la pluralité des voix des survivants, qu'un nouveau membre devoit être nommé.

Anne d'Autriche et Gaston signèrent tous deux la déclaration et prêtèrent serment de n'y point contrevenir. Trois jours après, le jeudi 23 avril, Louis XIII reçut l'extrême-onction. En raison de l'agitation qui se manifesta ce jour-là à Saint-Germain, on l'appela le grand jeudi. Les exilés, les mécontents accouroient tous auprès du roi, pour profiter du moment de sa mort, et reprendre ce qu'ils avoient perdu. Le duc de Vendôme, en par-

ticulier, et ses fils les ducs de Mercœur et de Beaufort, étoient préparés à quelque acte violent contre le maréchal de la Meilleraie, afin de lui enlever le gouvernement de Bretagne dont ils se croyoient injustement dépouillés. La Meilleraie, grand-maître de l'artillerie, manda près de lui, de Paris, tous les officiers dépendants de sa charge. Monsieur et le prince de Condé appelèrent aussi les gens sur lesquels ils pouvoient compter, en sorte que Saint-Germain se remplit de soldats armés. La reine eut peur, et dans un moment d'émotion, elle recommanda au jeune duc de Beaufort, avec une sorte d'effusion de tendresse, la sûreté de ses deux fils. La confiance de la reine tourna la tête à Beaufort. Il exagéra les précautions, la surveillance, de manière à blesser profondément le duc d'Orléans et le prince de Condé : il se croyoit assuré de l'entière faveur de la reine, et il prit à tâche de le faire croire à tout le monde. A dater de ce jour, lui et ses amis furent désignés sous le nom d'*importants*.

Le roi, ne pensant plus qu'à mourir, sembloit avoir déposé ses haines et sa défiance. Il consentit à recevoir l'un après l'autre tous les exilés dont il avoit permis le retour; il vit Beringhen, son ancien valet de chambre, la duchesse de Guise et le vieux duc de Bellegarde. Il promit aussi de voir la princesse de Lorraine, duchesse d'Orléans, qu'un gentilhomme de son mari alla chercher à Bruxelles, le 29 avril. Enfin le 14 mai 1643, il expira à

deux heures après midi, à l'âge de quarante-deux ans, trente-trois ans jour pour jour après l'assassinat de son père.

---

## SECTION QUATRIÈME.

Depuis l'avènement de Louis XIV jusqu'à la mort  
de Mazarin. — 1643—1661.

L'enfant qui succéda à Louis XIII sous le nom de Louis XIV, étoit, au moment de la mort de son père, âgé de quatre ans huit mois et neuf jours. Aucune loi fondamentale de la monarchie n'avoit statué sur les régences en cas de minorité des rois; mais les souvenirs tout récents de Catherine et de Marie de Médicis formoient une sorte de précédent en faveur des reines-mères, et la déclaration de Louis XIII qui conféroit le titre de régente à Anne d'Autriche fut d'autant moins contestée, que le duc d'Orléans, le seul prétendant qu'on pût lui opposer, étoit l'homme le plus méprisé et le plus décrié du royaume.

Anne-Marie d'Autriche, fille de Philippe III et sœur de Philippe IV, étoit née à Burgos le 22 septembre 1601. Bien qu'âgée de quarante-deux ans

à la mort du roi, son époux, elle conservoit encore beaucoup du charme qui lui avoit valu le renom d'une des plus belles femmes de son siècle. Elle croyoit, en véritable Espagnole, pouvoir allier la galanterie à la dévotion, et si elle inspira souvent de l'amour, on savoit aussi qu'elle avoit souvent aimé. Hautain d'ailleurs autant que passionnée, elle ne voyoit dans la royauté que ce que l'on y voyoit en Espagne, un pouvoir sans limites et sans contrôle; mais elle ne se faisoit point illusion sur la valeur de son esprit, et si elle prétendoit à l'autorité absolue, c'étoit moins pour l'exercer elle-même que pour la remettre tout entière à un ministre chargé de suppléer à son incapacité et à sa paresse.

Au moment de la mort de Louis XIII, le 14 mai, la reine quitta le château neuf de Saint-Germain, où gisoit le corps, pour rejoindre ses enfants au château vieux. Elle y fut suivie par le duc d'Orléans, le prince de Condé et toute la cour. Se sentant bientôt étouffée par la foule, elle pria le duc de Beaufort de faire sortir tout le monde et de la laisser seule avec son beau-frère. Beaufort en donnant cet ordre prit le ton de l'homme préféré, du favori désormais souverain. Condé s'offensa; il répondit à Beaufort qu'il n'avoit point à lui obéir, et dès ce premier instant, on vit éclater l'inimitié des deux partis qui devoient diviser la cour.

Le premier, celui des *importants*, reconnoissoit pour chefs les princes de Vendôme, et plus parti-

culièrement le duc de Beaufort. Saint-Ibal, Mont-résor, Aubijoux, Fontrailles, Béthune, Fiesque, La Châtre et Beaupuis, étoient les principaux membres de cette cabale liguée contre la mémoire du cardinal, et bientôt aussi contre la politique de son successeur; le parti opposé qui se rallia à Mazarin s'étoit formé surtout à l'appel du prince de Condé.

Ce prince, suivant l'exemple du duc d'Orléans, renonça, le 18 mai 1643, devant le parlement, aux avantages qui lui étoient assurés par la déclaration de Louis XIII à son lit de mort. Les autres membres du conseil de régence ne crurent pas pouvoir réclamer des droits que les princes du sang abandonnoient, et toutes les garanties que le feu roi avoit entendu laisser à la nation contre le pouvoir absolu de sa veuve, furent supprimées en un instant de l'aveu du parlement.

Le premier usage que la reine-mère fit de son autorité suprême fut d'appeler à la tête du conseil le cardinal Mazarin. Cette nomination fut un coup de foudre pour toute la cabale de Vendôme dont Anne d'Autriches'étoit jouée pour son coup d'essai. « La reine protestoit, dit La Châtre, qu'elle ne pouvoit rien faire contre ses véritables serviteurs, » mais elle prenoit cependant toujours plus de goût pour Mazarin, dont la souplesse d'esprit, les manières insinuanes, la figure distinguée, l'avoient séduite. « Elle avoit, continue La Châtre, que sa conver-

« sation étoit charmante et le louoit toujours  
« d'être désintéressé. Lui, de son côté, faisoit des  
« civilités extraordinaires à toutes les personnes  
« de condition ; et hors la maison de Vendôme  
« qui s'étoit ouvertement déclarée contre lui, il  
« alla rendre visite à tous les princes, ducs, pairs  
« et officiers de la couronne. » Le nouveau gou-  
vernement ne se donnoit d'ailleurs à connoître  
encore que par la profusion des grâces qu'il répan-  
doit. « Tous les exilés, dit le cardinal de Retz,  
« furent rappelés, tous les prisonniers remis en  
« liberté, tous les criminels furent justifiés ; on  
« donnoit tout, on ne refusoit rien... L'on voyoit  
« sur les degrés du trône d'où l'âpre et redoutable  
« Richelieu avoit foudroyé plutôt que gouverné les  
« humains, un successeur doux et bénin, qui ne  
« vouloit rien, qui étoit au désespoir que sa di-  
« gnité de cardinal ne lui permettoit pas de s'hu-  
« milier autant qu'il l'eût souhaité devant tout le  
« monde ; qui marchoit dans les rues avec deux  
« petits laquais derrière son carrosse. Toute la  
« langue étoit réduite à ces deux petits mots : *La*  
« *reine est si bonne.* »

Le crédit de Mazarin pouvoit être renversé, il est vrai, par l'arrivée de madame de Chevreuse. On pensoit généralement à la cour que l'amitié de la reine pour la belle duchesse feroit pencher la balance en faveur du duc de Beaufort et des *importants* ; mais l'habileté du cardinal sut déjouer toutes

les intrigues. Il prenoit chaque jour plus d'empire sur la régente en flattant son orgueil et sa paresse, en lui rendant le travail de la royauté facile. Mazarin étoit toujours prêt, il trouvoit remède à tout, et la lucidité de son esprit étoit telle qu'en exposant une question il la faisoit toujours comprendre, ou qu'en demandant des ordres, il ne laissoit point un moment d'hésitation à celle qui croyoit les donner.

Lorsqu'ils désespérèrent d'ébranler la position du premier ministre, les *importants*, poussés à bout par les manœuvres et les jalousies de madame de Chevreuse et de madame de Montbazon, sa belle-mère, formèrent l'odieux projet de l'assassiner. Les deux duchesses impatientes engagèrent Beaufort à dresser son embuscade au cardinal, le soir quand il sortiroit du Louvre. Au jour convenu, vers la fin de juillet 1643, madame de Chevreuse pria le jeune duc d'Épernon, son intime ami, de commander au premier sergent de la compagnie colonelle des gardes, « que quel-  
« que bruit qui survînt il empêchât les soldats de  
« prendre parti pour personne, et leur fit seulement  
« garder la porte du Louvre. » D'Épernon comprit qu'il s'agissoit d'un assassinat. Il en fit son profit pour se réconcilier avec le cardinal, et celui-ci averti par le duc ne vint point au Louvre.

Mazarin qui n'étoit point parfaitement instruit du dessein du duc de Beaufort, et qui ne connois-



soit point ses complices, se contenta d'épier ce qui se passoit à l'hôtel de Vendôme. Il ne paroît pas même qu'il demanda satisfaction à la reine du crime médité contre lui, mais une querelle de femmes lui fournit bientôt l'occasion de frapper d'un seul coup toute la cabale des *importants*. Anne d'Autriche avoit accepté, le 1<sup>er</sup> septembre, une collation que la duchesse de Chevreuse lui avoit offerte au jardin Regnard, à l'extrémité des Tuileries. Anne, voulant y conduire madame de Longueville, fille du prince de Condé, exigea que madame de Montbazon, ennemie de la princesse, ne parût point à la fête. Madame de Montbazon y vint cependant, déclarant qu'elle n'entendoit point se laisser exclure de chez sa belle-fille. La reine irritée se retira aussitôt avec la princesse de Condé, et le lendemain 2 septembre 1643, madame de Montbazon reçut l'ordre de s'absenter de Paris. Peu de jours après, le duc de Beaufort, arrêté au Louvre, fut conduit prisonnier à Vincennes. Le duc et la duchesse de Vendôme, le duc de Mercœur et le duc de Guise, furent exilés en même tems de la cour, tandis que les comtes de Béthune et de Montresor prenoient à la Bastille la place des maréchaux de Bassompierre et de Vitry. Le marquis de La Châtre perdit sa charge de colonel des Suisses, madame de Chevreuse enfin fut renvoyée à Tours d'où elle se sauva ensuite en Angleterre.

--Ainsi, moins de quatre mois après l'avènement

de la reine au pouvoir, l'arrogante cabale des *importants* étoit abattue. Ces quatre mois, d'ailleurs, n'avoient pas été sans gloire pour nos armes : une éclatante victoire du duc d'Enghien avoit inauguré les premiers jours de la régence. Ce jeune prince, appelé par Mazarin au commandement de l'armée des Pays-Bas, se trouva tout d'abord en présence des deux généraux les plus illustres de l'Espagne, de don Francisco de Melo et du vieux comte de Fuentès. Ce dernier conduisoit les redoutables bandes espagnoles, si long-tems la terreur des Pays-Bas par leur discipline, leur courage et leur férocité : l'armée réunie sous ses ordres et sous ceux de Francisco de Melo comptoit vingt-six mille hommes. Les Espagnols ayant investi Rocroy le 13 mai 1643, le duc d'Enghien rappela aussitôt les garnisons qu'il avoit distribuées dans les villes de Picardie, et marcha à l'ennemi à la tête de seize mille hommes de pied et de sept mille chevaux. Rocroy est située à l'entrée des Ardennes, dans une plaine entourée de bois et de marais. Les Espagnols qui désiroient la bataille, firent beau jeu à leur adversaire, et laissèrent libre le défilé par lequel il pouvoit entrer dans cette enceinte.

Au point du jour, le 19 mai, le duc d'Enghien commença l'attaque. Il conduisoit l'aile droite de l'armée française que Gassion commandoit sous lui. Après avoir enfoncé la première et la seconde li-

gne des ennemis, il vouloit poursuivre les fuyards ; mais Gassion l'arrêta en lui faisant remarquer qu'à l'autre aile la fortune sembloit se déclarer contre les François. En effet, don Francisco de Melo les avoit culbutés ; le maréchal de L'Hôpital étoit blessé, La Ferté-Senneterre prisonnier. Enghien donna l'ordre au corps de réserve que commandoit Sirot de marcher au secours de cette aile ; on lui répondit qu'il n'étoit pas tems encore. Lui-même alors, traversant rapidement le champ de bataille avec sa cavalerie, et passant devant les vieilles bandes espagnoles qui occupoient le centre, vint tomber sur les troupes de Francisco de Melo. Gassion les attaqua en même tems, pendant que Sirot s'avançoit avec le corps de réserve et achevoit de les enclore. Cette aile, victorieuse un moment auparavant, fut entièrement détruite ; mais le comte de Fuentès restoit avec sa vieille infanterie encore entière au centre du champ de bataille. Agé de quatre-vingt-deux ans et perclus de la goutte, il se faisoit porter sur une chaise au milieu de ses bataillons. Enghien qui avoit mis en fuite l'aile gauche espagnole, et haché l'aile droite, revint sur ce corps d'armée qui sembloit abandonné, et s'efforça de l'enfoncer par une vigoureuse charge de cavalerie. Peu s'en fallut que la bataille ne finît comme celle de Ravenne, où Gaston de Foix, vainqueur, tomba devant cette même redoutable infanterie.

Enghien chargea deux fois les bandes de Fuentès, et deux fois ses escadrons furent repoussés avec une grande perte. Les Espagnols, inébranlables au choc des chevaux, s'ouvraient dès que ceux-ci se retiroient, et une batterie de dix-huit pièces de canon, placée au centre de ce bataillon sacré, fondroyoit les François dans leur retraite. Enfin, l'armée victorieuse les entourant de toutes parts, le comte de Fuentès ayant été tué sur sa chaise, et le duc ayant fait avancer du canon, nos soldats se précipitèrent au travers des brèches faites à ces murailles vivantes : dès lors le sort de la journée fut fixé. Huit mille morts, sept mille prisonniers attestèrent l'éclat de la victoire, et l'on peut dire que les vieilles bandes espagnoles, si long-tems la terreur de l'Europe, furent en quelque sorte anéanties à Rocroy.

Après avoir pris successivement Binch, Vireton et Thionville, le duc d'Enghien détacha de son armée cinq mille hommes qu'il envoya joindre le maréchal de Guébriant en Allemagne, sous les ordres du lieutenant-général Rantzau. Guébriant avoit passé l'hiver en Franconie, toujours à la tête de ces aventuriers féroces, sans foi et sans patrie, qui s'étoient formés sous Bernard de Weymar. Sa mission étoit des plus difficiles, car il avoit vu se réunir tour-à-tour contre lui le célèbre général des Bava-rois, Mercy, l'intrépide Jean de Werth avec sa cavalerie, et le duc Charles IV de Lorraine qui pré-

féroit la vie de soudard à celle que lui destinoit le rang où il étoit né. Malgré l'infériorité de ses forces, et bien qu'il commandât à des soldats toujours prêts à quitter les drapeaux de la France, Guébriant se démêla du milieu de ses ennemis avec une rare habileté, et par la forêt Noire, il se replia jusqu'au Rhin, qu'il atteignit vers la fin de février. Rejoint au mois de septembre par le corps d'armée de Rantzau, il rentra en Souabe et annonça l'intention de s'avancer jusqu'à Munich, mais blessé au siège de Rothwil sur le Necker d'un coup de fauconneau, ce grand général mourut le 24 novembre 1643. Sa mort entraîna la ruine de son armée. Le colonel Ross fut attaqué comme il quittoit son quartier, et perdit trois cents chevaux et tout son bagage; Rantzau, plus malheureux, se laissa surprendre à Déutlingen. Il fut fait prisonnier le 5 décembre, avec ses trois maréchaux de camp et trois mille soldats.

En Piémont les succès furent balancés; en Espagne le général Piccolomini, que l'empereur avoit envoyé à Philippe IV, remporta quelques avantages sur La Motte-Houdancourt; mais la France n'arrêtoit ses regards que sur la victoire de Rocroy : elle les détournoit de l'Allemagne et de l'Aragon, et cependant la campagne de 1643 ne rendoit pas la conclusion de la paix plus facile. La guerre d'ailleurs maintenoit le crédit du cardinal; elle mettoit en relief son intelligence, sa mé-

moire et sa rare aptitude au travail ; elle lui donnoit d'ailleurs l'occasion de distribuer des grades et des faveurs qui lui gagnoient des partisans dans la noblesse. Quant à la régente, elle continuoit la guerre contre son frère, contre sa nation, contre tout ce qui lui étoit cher, sans réflexion, sans examen, et seulement parce que tout effort pour changer la politique qu'elle trouvoit établie, répugnoit à son indolence.

Cependant les difficultés du gouvernement s'accroissoient avec la misère du peuple, et dès l'année suivante, 1644, de vives résistances éclatèrent dans plusieurs provinces, et à Paris même, contre la perception des impôts. A Paris, l'opposition du parlement présidé par Matthieu Molé, se manifesta avec une vigueur inaccoutumée. Il fut décidé, sur les conclusions de l'avocat-général, Omer Talon, que l'emprunt forcé auquel le contrôleur des finances d'Emery proposoit d'avoir recours, seroit réduit à un million pour Paris, et à cinq cent mille livres pour les autres bonnes villes, et encore le parlement ajoutoit-il que les financiers et les gros négociants pourroient seuls être compris dans la répartition de cet emprunt.

Malgré l'insuffisance des ressources, Mazarin devoit pourvoir à l'entretien de quatre armées : dans les Pays-Bas, en Allemagne, en Piémont et en Catalogne. Le duc d'Orléans eut le commandement de l'armée des Pays-Bas, et s'y conduisit avec assez

de bravoure; en Catalogne, La Motte-Houdancourt perdit un peu de terrain et fut remplacé par le maréchal d'Harcourt; rien d'éclatant ne se fit en Piémont; mais une terrible lutte ensanglanta l'Allemagne. Après la mort de Guébriant et la déroute de Rantzau à Deutlingen, Mazarin avoit envoyé sur le Rhin le vicomte de Turenne, qu'il venoit de faire maréchal de France. Turenne rassembla les troupes éparses, passa le Rhin à Brisach, et obtint un léger avantage sur un parti bavois à Rothwil; mais il ne put empêcher le comte de Mercy, général de l'armée impériale, d'assiéger et de prendre sous ses yeux Fribourg en Brisgau. Le duc d'Enghien, auquel Mazarin avoit donné le commandement en chef de l'armée d'Allemagne, n'arriva sur le Rhin avec ses renforts que le lendemain de la prise de Fribourg. Il traversa le fleuve à la fin de juillet 1644, et de concert avec les maréchaux de Turenne et de Grammont, il résolut d'attaquer immédiatement l'armée impériale. Mercy, appuyé sur Fribourg, occupoit une position formidable. D'Erlach, gouverneur de Brisach, qui connoissoit bien le pays, proposoit des'avancer par Dhentseling, sur Peterthal, derrière la position de Mercy, ce qui forceroit ce dernier à déloger, s'il ne vouloit pas être affamé. Mais la bouillante valeur du duc d'Enghien s'exaltoit par les difficultés et les périls mêmes. Il se chargea d'attaquer la côte de la montagne dominée par un fort qu'avoit construit Mercy;

Turenne devoits'avancer par un vallon où l'ennemi étoit encore couvert par un petit ruisseau. Le 3 août 1644, long-tems avant le point du jour, la bataille s'engagea. D'Espénañ, qui commandoit l'infanterie sous le duc d'Enghien, fut repoussé à plusieurs reprises; Turenne attaquoit vaillamment d'un autre côté, mais sans plus de succès; enfin Enghien mettant pied à terre, et l'épée à la main, marcha droit au retranchement sous un feu terrible. Après une lutte acharnée, le retranchement fut emporté avec une perte prodigieuse, les soldats de part et d'autre ne donnant et ne recevant pas de quartier.

Mercy retira ses troupes et son canon avec un ordre qu'on ne peut assez admirer, et se porta sur la montagne Noire voisine de Fribourg, mais Enghien renouvela presque aussitôt le combat dans un vignoble qui demeura fameux sous le nom de vigne de Fribourg. Comme Grammont accouroit dans cette vigne qui n'étoit qu'à vingt pas du poste des ennemis, son cheval fut tué roide d'un coup de mousquet; « et comme on relevoit le cavalier, il  
 « aperçut, nous dit-il dans ses mémoires, le duc  
 « d'Enghien qui se retiroit avec assez peu de  
 « gens, le reste ayant été tué à ses côtés; le prince  
 « avoit eu deux chevaux tués sous lui et plusieurs  
 « mousquetades dans ses habits; il dit à Gram-  
 « mont qu'un peu trop de chaleur avoit emporté  
 « ses troupes, et que l'attaque ne s'étoit point faite



« de la manière qu'on l'avoit résolue , mais que le  
« sieur d'Espéran en proposoit une autre par la-  
« quelle on forceroit certainement les ennemis. »  
Grammont, tout en admirant la résolution du jeune  
prince, le dissuada de cette attaque qui ne lui pa-  
roissoit pas raisonnable. Bientôt le sergent de ba-  
taille Mauvilliers en tenta une autre qui n'eut pas  
plus de succès que les précédentes. Il y fut tué.  
Roque, Servièrre et l'Échelle, qui en avoient conduit  
deux autres, périrent également. Sept fois les Fran-  
çois avoient été rejetés en arrière , et sept fois ils  
étoient revenus à la charge. Grammont, qui avoit  
rejoint sa cavalerie , la quitta de nouveau et ac-  
courut à toute bride dans l'endroit où l'action se  
passoit. « Il y trouva, dit-il, l'infanterie dans un  
« désordre effroyable, qui ne faisoit plus que parer  
« le ventre aux mousquetades dont elle tâchoit de  
« se mettre à l'abri en se collant le plus qu'elle  
« pouvoit contre l'abattis d'arbres que les ennemis  
« avoient fait. Il pressa Enghien et Turenne de re-  
« tirer les troupes, car il y avoit de l'inhumanité  
« de laisser achever de tuer toute une infanterie  
« qui ne se défendoit plus, et qui, au lieu de tirer  
« sur l'ennemi, ne songeoit plus qu'à se mettre à  
« couvert. Il assura qu'il protégeroit sa retraite  
« avec sa cavalerie, et il effectua en effet cette re-  
« traite sans inconvénient. La perte des officiers  
« et des soldats, ajoute-t-il, ne se peut quasi nom-  
« brer ; celle des ennemis ne fut pas moindre : le

« baron de Mercy , frère du général , fut tué , et  
 « quantité d'autres officiers de distinction. On resta  
 « trois jours dans le camp , qui furent employés à  
 « faire rapporter à Brisach , par une partie des  
 « charrettes de l'armée , tous les officiers et les sol-  
 « dats qui avoient été blessés à ces deux grandes  
 « actions. Ce séjour fut terrible , car l'on demeura  
 « au milieu de tous les corps morts , ce qui causa  
 « une telle infection que beaucoup de gens en mou-  
 « rurent. Les ennemis étant toujours postés au  
 « même lieu , on prit le parti qui avoit été rejeté à  
 « Brisach , et le maréchal de Guiche marcha avec  
 « l'avant-garde vers Dhentzeling. » Mercy , recon-  
 noissant aussitôt que le dessein des François étoit  
 de lui couper les vivres , se dirigea vers le val de  
 San-Peter , avec tout son bagage et son gros canon.  
 Le lendemain nos soldats , qui ne pouvoient s'avan-  
 cer qu'à la file , l'assiégèrent au-dessus de l'abbaye  
 de San-Peter , mais il les chargea si rudement qu'il  
 les força à se retirer en grand désordre. Grâce à cet  
 engagement qui lui donna plus de deux heures d'a-  
 vance , Enghien et Turenne n'arrivèrent plus à  
 tems pour le rejoindre , mais ils trouvèrent dans  
 l'abbaye de San-Peter la plus grande partie de son  
 gros bagage , qu'il avoit été contraint d'abandonner.

Ainsi se termina cette terrible bataille de Fri-  
 bourg , sans que l'avantage eût été décisif de part  
 ni d'autre ; toutefois la retraite de Mercy permit  
 aux François d'étendre leurs conquêtes au-delà du

Rhin. Turenne investit Philipsbourg, qui se rendit le 9 septembre; Pfortzheim, Baden, Bruchsal, Durlach, Spire, ouvrirent leurs portes à nos généraux; Worms attendit seulement l'arrivée de Turenne; Mayence ne voulut remettre ses clefs qu'au duc d'Enghien; Landau enfin capitula après trois jours de tranchée ouverte. Une médaille fut frappée à Paris, où Louis XIV, l'enfant triomphant, *puer triumphator*, étoit représenté sur son trône recevant les dépouilles de trente villes ou forteresses prises dans cette campagne.

On poursuivoit cependant les négociations pour la paix générale, mais Mazarin, qui ne vouloit point de la paix, sembloit prendre à tâche de la rendre impossible. Ses plénipotentiaires, d'Avaux et Servien, arrivés à Munster, en Westphalie, au mois de mars 1644, soulevèrent les réclamations de toute l'Allemagne par leur circulaire du 20 août 1644, adressée aux divers états de l'empire, et peu s'en fallut que le congrès ne fût immédiatement rompu. Cette circulaire, conçue dans des termes qu'on auroit à peine tolérés dans une déclaration de guerre, accusoit l'empereur de prétendre à la monarchie universelle, et dans des notes subséquentes, les plénipotentiaires françois demandèrent le rétablissement de tous les princes et états de l'empire dans les conditions où ils étoient avant 1618, sauf des indemnités à fixer en faveur de la France et de la Suède. Contarini, l'ambassadeur vénitien qui

agissoit comme médiateur, leur répondit par le proverbe italien : *Chi vuol il meglio guasta il bene*. Leurs prétentions lui paroissoient un indice certain que la France ne désiroit point la paix, et la guerre en effet continua avec fureur dans les Pays-Bas et en Allemagne.

La campagne de Gaston dans les Pays-Bas fut signalée par la prise de Mardyck, de Lens, de Bourbourg, de Cassel, de Béthune et de plusieurs autres petites places qui capitulèrent dans l'été de 1645; mais en Allemagne, la campagne s'ouvrit cette année par un échec, et ce fut le plus grand capitaine de France qui l'éprouva. Turenne, resté chargé de la conduite de l'armée, après le retour du duc d'Enghien à la cour, entra dans le Wurtemberg, chassant devant lui Mercy, qu'il fit suivre par le colonel Rose, un des élèves de Weimar, avec un corps de cavalerie. Rose, en revenant joindre Turenne, lui assura qu'il n'avoit point à craindre d'être troublé par le général bavarois, et sur son rapport, les troupes furent distribuées dans des quartiers de rafraîchissements où elles devoient attendre les renforts qu'on leur annonçoit de France. Mais Mercy avoit prévu ce qui se passeroit; il pensa bien que le rapport de Rose inspireroit une entière sécurité à Turenne, et dès qu'il vit le colonel retourner en arrière, il le suivit en se cachant, et s'avança le 5 mai par les bois, jusqu'à une petite distance de Marienthal, où Turenne s'étoit fixé. Toutefois

le général françois ne se laissa point surprendre. A l'approche de Mercy, il rangea ses régiments auprès du village et sur les hauteurs d'Herbsthausen, et il attendit, dans cette position, le choc des impériaux. Ceux-ci, après avoir traversé la prairie qui les séparoit de nos troupes, se précipitèrent à l'attaque la pique basse, mais ils furent repoussés avec vigueur, et déjà l'infanterie françoise, criant victoire, s'élançoit à leur poursuite, lorsqu'elle fut prise en flanc par la cavalerie de Jean de Werth. Retranchée dans le cimetière d'Herbsthausen, elle s'y défendit encore quelque temps avec une valeur opiniâtre, mais les murs du cimetière ayant été forcés, deux mille de nos soldats périrent massacrés. Turenne qui, avec quatre cents chevaux, s'étoit retiré sur le Mein, perdit toute son artillerie, tous ses bagages, sa vaisselle d'argent et ses équipages. Néanmoins cette déroute qui fit sur lui une impression profonde et qu'il n'oublia jamais au milieu de ses victoires, n'eut point les résultats désastreux qu'on pouvoit craindre. Le général Königs-marck, qui commandoit une armée suédoise dans l'archevêché de Brême, et le général Goëtz, avec les Hessois, vinrent rejoindre Turenne sur le Mein, et arrêterent les progrès de Mercy.

Les renforts promis à Turenne arrivèrent seulement au mois de juillet 1645, conduits par le maréchal de Grammont et le duc d'Enghien. Celui-ci porta aussitôt l'armée en avant, avec l'intention

de s'emparer d'Heilbron, mais la forte position de Mercy ne lui permit point d'exécuter ce projet. Grammont attaqua la petite ville de Wimpfen, sans ouvrir de tranchée, et s'en rendit maître à la suite d'une vive canonnade. Il comptoit de là marcher sur une place forte qu'il nomme Schubeschal; « mais, dit-il, quelque diligence qu'on pût  
 « faire, Mercy fut avant nous en un lieu d'où il  
 « couvrait cette place : ce qui m'oblige de dire  
 « une chose tout-à-fait singulière et à l'avant-  
 « tage de ce général, c'est que dans tout le cours  
 « des deux longues campagnes que le duc d'En-  
 « ghien, le maréchal de Grammont et le maré-  
 « chal de Turenne ont faites contre lui, ils n'ont  
 « jamais projeté quelque chose dans leur conseil  
 « de guerre qui pût être avantageux aux armes  
 « du roi, et par conséquent nuisible à celles de  
 « l'empereur, que Mercy ne l'ait deviné et pré-  
 « venu de même que s'il eût été en quart avec eux,  
 « et qu'ils lui eussent fait confidence de leurs  
 « desseins. »

Enghien, forcé de renoncer au siège d'Heilbron, se dirigea sur Nordlingen. Il supposoit que Mercy prendroit position derrière cette ville pour inquiéter les travaux des assiégeants, lorsque le 3 août 1645, pendant que les généraux dînoient, ils furent avertis que Mercy n'étoit pas à une demi-lieue du camp. Il avoit gagné, par une marche rapide, une colline dont le centre étoit occupé par un vil-

lage nommé Allern, et d'où il plongeait sur l'armée françoise et observait tous ses mouvements. Malgré la difficulté de l'attaque, Enghien résolut d'engager immédiatement la bataille. Le maréchal de Grammont, à la tête de l'aile droite, fut opposé aux Bavares, tandis que Marsin et Castelnau eurent ordre d'emporter le village, au centre de la position ennemie. Enghien, qui vit bientôt que ces derniers étoient repoussés avec une grande perte, commença à tirer sans cesse des troupes de son aile droite pour soutenir son infanterie maltraitée, et Grammont, qu'on affoiblissoit ainsi, courait au duc pour se plaindre, lorsqu'il reçut dans le casque un coup de mousquet qui l'étourdit et lui fit perdre connoissance. Quand il recouvra ses sens, sa cavalerie fuyait de toutes parts. Une charge de Bavares l'avoit jetée dans le plus grand désordre. Grammont résolut encore de se défendre, mais après une vaillante résistance à la tête de deux régiments, il fut accablé par le nombre, renversé et fait prisonnier. Ses quatre aides-de-camp, trois pages et presque toute sa compagnie des gardes étoient morts autour de lui. De leur côté, Castelnau et Marsin avoient été blessés à l'attaque du village, et les corps qu'ils commandoient se salvoient en complète déroute. Mais les François ne savoient pas que dans ce même village leur artillerie, tirant de bas en haut, faisoit un carnage épouvantable, et que

Mercy venoit d'y être tué. Jean de Werth prit sa place, et répara du mieux qu'il put le désordre qu'avoit causé la mort du plus grand général de l'empire. Pendant ce tems, le duc d'Enghien s'étoit transporté à l'aile gauche, formée en partie des troupes hessoises, que commandoit le général Goëtz sous les ordres de Turenne. Cette aile s'ébranla un peu plus tard que les autres ; mais ses belles charges de cavalerie contre le général Gleen et les Autrichiens, déterminèrent enfin la victoire. Ces charges furent renouvelées avec tant d'impétuosité et de précision, qu'elles mirent les Autrichiens en fuite, et que Gleen resta prisonnier.

La bataille avoit duré jusqu'à la nuit ; la perte étoit immense et à peu près égale des deux parts. Quatre mille soldats françois tués, presque tous les officiers généraux blessés attestoient ce qu'avoit coûté d'efforts la célèbre victoire de Nordlingen. Du reste les résultats de cette victoire furent moindres qu'on n'auroit dû l'espérer. Une heure après qu'il fut nuit, Jean de Werth opéra sa retraite sur Donawerth sans être molesté. Le duc d'Enghien malade fut obligé de rentrer en France ; Turenne ne reçut point de renfort, tandis que Gallas, au contraire, amena sept mille chevaux à l'armée de l'empire dont il vint prendre le commandement. Turenne, réduit à reculer devant lui, repassa le Neckar, et rentra le 10 novembre à Philipsbourg



avec son armée. De là il entama des négociations avec les habitants de Trèves et les engagea à lui ouvrir leurs portes le 19 novembre.

A tout prendre, la guerre, depuis le commencement de la régence, avoit été soutenue avec avantage. Chaque année des médailles étoient frappées pour immortaliser les conquêtes d'un roi qui n'étoit pas sorti de l'enfance, néanmoins il auroit été désormais difficile de dire pourquoi l'on combattoit, dans quel but se prolongeoit cette lutte, la plus terrible et la plus acharnée que la chrétienté eût encore vue. L'Espagne avoit perdu le Roussillon et la Catalogne; l'empire humilié ne prétendoit plus à la suprême domination de l'Allemagne; la politique de Richelieu étoit satisfaite, et rien n'empêchoit, ce semble, de donner à cette politique la sanction d'un traité qui eût sauvé les intérêts de la France. Mais le cardinal de Mazarin, on l'a vu, ne vouloit point de la paix; ses plénipotentiaires entravoient toutes les négociations, et cependant la misère et la faim commençoient à soulever le pays. Le contrôleur général d'Émery, l'homme le plus subtil dans ses inventions de finances, le plus incapable de pitié pour le pauvre, avoit hypothéqué aux emprunts la plus grande partie du revenu public, il ne savoit plus où trouver une nouvelle matière imposable. Les parlements, d'autre part, sans se rendre compte ni des besoins du trésor, ni des règles d'une bonne administration

des finances, repoussaient toutes les charges nouvelles qu'on essayoit de faire peser sur le peuple. Ils obéissoient ainsi à l'impatience des contribuables; parfois aussi ils cédoient aux suggestions et à l'adresse de quelques intrigants qui spéculaient sur les troubles pour asseoir leur popularité.

Cet état de choses étoit de nature à susciter les réflexions les plus sérieuses de la cour et du ministère; mais la reine ne voyoit rien au-delà des petites intrigues du Louvre, et Mazarin s'obstinoit à fermer l'oreille aux plaintes et aux réclamations des parlements et de la bourgeoisie. Dans le cours de l'année 1646, de nouveaux succès militaires vinrent d'ailleurs encore étourdir les courtisans. Les ducs d'Orléans et d'Enghien s'emparèrent de Courtrai et de Dunkerque; Mardyck qui avoit été repris par les Espagnols, tomba de nouveau au pouvoir des François. En Catalogne, cependant, d'Harcourt échoua devant Lérida, et le duc d'Enghien fut chargé d'aller réparer ce revers. Il n'étoit pas encore parti, lorsque son père mourut subitement le 26 décembre 1646, lui laissant avec son titre l'immense fortune qu'il avoit accumulée.

Le nouveau prince de Condé joignit les gouvernements de son père aux siens. Il se crut dès-lors le premier personnage de l'état, et il affecta dans le conseil le ton impérieux dont il avoit pris l'habitude dans les armées. Les amis du prince et

les gens de guerre, qui s'étoient attachés à lui, singeoient ses façons hautaines, et s'efforçoient de justifier le surnom de *petits-mâîtres* qu'on leur donna. Ces manières avantageuses et la prétention de Condé d'avoir, comme le duc d'Orléans, son secrétaire au conseil d'état et ses officiers derrière sa chaise, choquèrent Gaston beaucoup plus que les différences d'opinion qui pouvoient exister entre les deux princes, et les courtisans se partagèrent entre la faction d'Orléans et celle de Condé. Leurs jalousies, du reste, interrompoient fort peu les plaisirs. Quels que fussent les embarras de la politique, les divertissements sembloient être la première affaire du royaume. L'établissement de l'Opéra dans une des salles du Palais-Royal, fut considéré comme un événement important (1647).

Condé qui avoit rejoint l'armée de Catalogne vers le milieu d'avril, ne fut pas plus heureux que d'Harcourt devant Lérida. Pendant qu'il assiégeoit cette place, le marquis d'Ayetona s'avança par l'Aragon avec quinze mille hommes, et le força à battre en retraite sur Cervères. Toutefois, comme il ne vouloit pas rentrer en France sous le coup de cet échec, il se remit en campagne au mois d'octobre, et emporta Ager après cinq jours de siège.

A son retour d'Espagne, Condé fut renvoyé dans les Pays-Bas où il devoit être secondé par les maréchaux de Grammont et de Rantzau. L'archiduc

Léopold , frère de l'empereur Ferdinand III , lui étoit opposé , mais le soulèvement des Deux-Siciles , en privant l'Espagne de ses plus abondantes sources de revenus , n'avoit point permis à Philippe IV de renforcer son armée de Flandre. L'archiduc Léopold ne put entrer en campagne que long-tems après les François , et grâce à ce retard , Condé accomplit , sans coup férir , une marche difficile et dangereuse jusqu'à Ypres. Forcé de suivre une route bordée de flaques d'eau à droite et à gauche , et qui formoit un défilé sans fin , il montroit constamment le flanc aux ennemis. Quelques volées de canon auroient suffi à balayer son armée ; mais Léopold , sans argent , sans munitions , sans vivres , ne parvint point à retirer à temps ses troupes de leurs quartiers ; et Condé arriva devant Ypres le 13 mai 1648 , sans avoir rencontré les Espagnols. Cette grande ville fut aussitôt investie ; la circonvallation , quoique longue de cinq ou six lieues , se trouva en défense le 19 , et après une attaque hardie des Polonois au service de France , qui passèrent à la nage le fossé d'une demi-lune dont ils s'emparèrent , la place capitula le 29 mai.

Léopold , de son côté , avoit surpris Courtrai , dont la garnison , presque entière sous les ordres de Palluau , depuis maréchal de Clérembault , avoit été appelée au siège d'Ypres. L'archiduc pénétra même en France , il menaça Péronne et le Catelet , puis il revint sur Furnes qui se rendit le 3 août , et attaqua

Lens. Pendant ce tems , d'Erlach amenoit d'Allemagne quatre ou cinq mille hommes au prince de Condé. Quoique son adversaire fût plus fort quelui, Condé marcha droit sur Lens, dans l'espoir de délivrer cette ville, mais le 19 août elle s'étoit rendue après une courte résistance, et Léopold avoit placé son armée sous les murs mêmes de la place, dans une position rendue formidable par les taillis et les ravins qui l'entouroient. Condé reconnut qu'engager le combat dans de telles circonstances, c'étoit se faire battre de gaieté de cœur. Il ordonna donc la retraite le 20, mais en plein jour, avec des corps espacés de manière qu'ils pouvoient reprendre facilement l'offensive à toute heure. Il y eut cependant un moment où son arrière-garde se trouva trop éloignée du corps de bataille. Le général lorrain Beck s'en aperçut aussitôt, et il la chargea avec tant de vigueur qu'il la mit en fuite. Condé qui accourut pour réparer le désordre , se vit en grand risque d'être pris, car son propre régiment l'abandonna honteusement. Grammont fort heureusement avoit fait faire volte-face à l'avant-garde, il rejoignit le prince , et d'accord avec lui, il donna l'ordre à la seconde ligne de passer avant la première, pour laisser à celle-ci le tems de se remettre. Les généraux impériaux pressés par Beck de profiter de ce premier succès pour livrer une bataille générale, quittèrent, de leur côté, leur forte position, et s'avancèrent sur la hauteur même que les

François venoient d'abandonner. C'est sur ce terrain que la mêlée s'engagea, deux heures après le lever du soleil. Les François reçurent le feu des Espagnols avant de tirer; plusieurs tombèrent, mais ceux que les boulets avoient épargnés ne permirent pas aux ennemis de recharger leurs pièces; ils s'élancèrent sur la première ligne espagnole avec tant d'impétuosité, qu'ils l'enfoncèrent. La seconde ligne tint un peu plus long-tems, et fut également culbutée. Dix fois de suite Condé conduisit ses cavaliers à la charge, déployant autant de valeur dans le combat, qu'il avoit montré de présence d'esprit en réglant son ordre de bataille. Jamais victoire ne fut plus complète. Le général Beck blessé à mort fut fait prisonnier; le prince de Ligne, général de la cavalerie, fut pris avec les principaux officiers allemands, tous les mestres de camp espagnols et italiens, et cinq mille soldats; trente-huit pièces de canon, les ponts de bateaux et tous les bagages demeurèrent aux mains des vainqueurs; trois mille morts couvroient le champ de bataille. Après cette éclatante victoire, Condé s'empara de Furnes, le 10 septembre 1648. Puis il reçut de la régente l'ordre de rentrer en France.

Turenne, de son côté, avoit passé le Rhin à Mayence et rejoint dans la Franconie les Suédois et les Hessois. Après avoir soumis l'une après l'autre les meilleures places de la Bavière, le maréchal, à

la tête de la puissante armée des confédérés, atteignit le 17 mai 1648, à Sommerhausen, près d'Augsbourg, l'armée impériale, enfonça et tailla en pièces son infanterie. Le célèbre Melander, général protestant qui avoit quitté le service de la Landgrave de Hesse pour celui de l'empereur, fut tué dans cette journée. Piccolomini, qui prit le commandement à sa place, vint chercher une protection sous le canon d'Augsbourg, et la Bavière tout entière fut ouverte aux ravages des François et des Suédois jusqu'au moment où les nouvelles du congrès de Munster arrêterent les hostilités. Le général suédois Königsmarck qui étoit entré en Bohême, et s'étoit emparé le 26 juillet du petit Prague, une des trois divisions de cette ville, se disposoit à attaquer les deux autres, quand l'ordre lui parvint aussi de suspendre la lutte commencée dix-huit ans auparavant au nom de la Suède, par l'héroïque Gustave-Adolphe.

Ainsi la France avoit triomphé dans cette campagne sur tous les théâtres de la guerre. Outre les grandes victoires de Lens et de Sommerhausen, ses généraux avoient pris Tortose en Espagne, débloqué Casal-Maggiore en Italie ; mais tout l'éclat de ces succès ne portoit point remède à l'affreuse misère qui dévorait le pays ; la paix étoit impérieusement demandée, et malgré le mauvais vouloir de Mazarin, ses agents signèrent enfin, le 24 octobre 1648, le fameux traité de Munster, l'un de ces trois grands

traités de Westphalie , qui , jusqu'à nos jours, ont servi de base au droit public de l'Europe.

Depuis plusieurs années déjà , les plénipotentiaires des divers états engagés dans la guerre de trente ans, s'étoient réunis à Munster, pour s'entendre sur les conditions de la paix. On a vu pourquoi Mazarin avoit entravé autant qu'il l'avoit pu les négociations , pourquoi sur chaque incident il élevoit des difficultés et des prétentions nouvelles. Il faut convenir toutefois que les tergiversations provenoient de la cour d'Espagne autant que de celle de France. Les traités de Westphalie devoient satisfaire, d'ailleurs, à des ambitions si opposées, régler des intérêts si compliqués , qu'on juge avec moins de sévérité , en les étudiant, l'extrême lenteur apportée à la solution des questions qui étoient en cause.

Le premier de ces traités (1<sup>er</sup> traité de Munster) fut signé le 30 janvier 1648 entre l'Espagne et la Hollande. Le roi d'Espagne renonçoit, pour lui et ses successeurs , à tout droit sur les provinces unies , qu'il reconnoissoit, après une guerre de quatre-vingts ans, pour états souverains et libres.

Le second traité, celui d'Osnabruck, conclu le 6 août 1648 entre la Suède et l'empire, assuroit à perpétuité à la couronne de Suède toute la Poméranie citérieure, l'île de Rugen, Stettin, les embouchures de l'Oder, Wismar, l'archevêché de



Brême et l'évêché de Ferden , avec séance et voix délibérative dans les diètes de l'empire.

Le troisième enfin (2<sup>e</sup> traité de Munster), signé le 24 octobre 1648 entre l'empereur et la France , stipuloit , au profit de cette dernière puissance , l'abandon , en toute souveraineté , des trois évêchés de Metz , Toul et Verdun , qu'elle occupoit dès le tems de Henri II ; en outre , la cession de Brisach , sur la rive droite du Rhin , et celle de la haute et basse Alsace sur la rive gauche. Toutefois , les évêques de Strasbourg et de Bade , les ducs de Deux-Ponts , les comtes de Montbelliard et de Hanau , et les villes impériales du Rhin conservèrent leur immédiateté et ne relevèrent que de l'empire. Le traité de Munster accordoit de plus à la France le droit de tenir garnison à Philipsbourg , il consacroit enfin la donation de Pignerol par le duc de Savoie. Les plénipotentiaires françois s'engagèrent , en retour , à payer trois millions tournois à la branche de la maison d'Autriche dépouillée du landgraviat d'Alsace.

C'est ainsi qu'après trente ans de dévastation , l'effroyable guerre qui avoit ruiné le nord de l'Europe fut terminée. Mais toutes les négociations échouèrent à Munster contre les prétentions rivales de la France et de l'Espagne. Ces deux puissances demeurèrent aux prises jusqu'au traité des Pyrénées.

A peine sortie de la terrible lutte où Richelieu

l'avoit engagée et où avoit triomphé sa politique, la France vit éclater la guerre civile. Lorsque fut signé le traité de Munster, la souffrance du pays avoit atteint son dernier terme, le poids des impôts étoit tel qu'il frappoit à mort l'agriculture, le commerce et l'industrie. Les taxes avoient été assises, d'ailleurs, avec un mélange d'ignorance et de brutalité qui ajoutoit encore à l'odieux de leur perception. Le gouvernement ne prenoit aucun souci de la reproduction future de la richesse; il ne se demandoit jamais comment celui qu'il avoit complètement dépouillé pourroit vivre, pourroit travailler de nouveau. La taille dans les campagnes se proportionnoit au train d'agriculture de chaque laboureur : c'étoit donc une pénalité attachée à son activité, à son industrie; un avertissement de réduire ses attelages, ses troupeaux, ses semailles. Ce capital rural formant en même temps le gage de l'impôt, il étoit le premier saisi dès que la taille souffroit un retard; et comme tous les villages répondoient solidairement du paiement intégral de la taxe, quiconque faisoit des avances à la terre se voyoit enlever le prix de ses sacrifices et de son labeur, pour acquitter la quote-part d'impôt à la charge de ses plus pauvres voisins. La corvée venoit en outre arracher sans cesse les laboureurs à leurs champs, tandis que la gabelle du sel et la capitation achevoient de les ruiner sans espoir. Aussi les campagnes ne présentoient-elles plus que

des habitants craintifs, faméliques, découragés du travail, souvent moissonnés par les maladies et la misère. On auroit pu, il est vrai, invoquer les nécessités de la guerre, si la guerre seule avoit absorbé tous les produits de l'impôt, mais la cour sembloit prendre à tâche de soulever tous les ressentiments par l'insolence de ses prodigalités. Ce fut au plus fort de la détresse universelle du pays, que Mazarin dépensa cinq cent mille écus pour monter l'Opéra au Palais-Royal.

Si l'oppression étoit moins cruelle dans les villes que dans les campagnes, elle s'exerçoit sur des hommes plus jaloux de leurs droits, mieux décidés à les défendre, et qui trouvoient dans les parlements un appui dont étoient privés les pauvres habitants des champs. A la fin de l'année 1647, le contrôleur général d'Émery qui venoit d'être nommé surintendant des finances, en remplacement du président Bailleul, soumit au parlement de Paris un état des recettes et des dépenses publiques. Il démontra l'insuffisance des recettes et l'impossibilité de recourir aux mesures extrêmes qui les avoient alimentées jusqu'alors. Une augmentation des tailles dans la situation misérable à laquelle les paysans étoient réduits ne pouvoit pas même être proposée. Une taxe sur les traitants et les aisés, assise arbitrairement comme toutes les précédentes, étoit un manquement à la foi publique. Elle anéantissoit ou les ressources du commerce, ou celles de l'état, qui

ne se soutenoit que par le crédit des financiers. Une création enfin de nouveaux offices, soit de judicature, soit de finance, portoit le trouble dans l'administration, blessoit les anciens officiers dont on partageoit les fonctions, et chargeoit l'état du payement de gros gages. Restoient, comme dernier expédient, les droits d'aides à percevoir aux portes des villes, sur presque tous les objets nécessaires à la vie.

Ces droits d'entrée que le célèbre édit du tarif eut pour but de réglementer constituoient, en définitive, le plus équitable et le moins arbitraire des impôts. Ils atteignoient tous les consommateurs, en proportion de leurs jouissances, sans distinction de rang ni de privilèges, ils faisoient enfin peser sur les classes aisées de la nation une partie des charges qui n'avoient pesé jusque là que sur les classes misérables. Ce fut cependant à l'occasion de l'édit du tarif que la querelle éclata entre la cour et le parlement de Paris. Au lieu d'applaudir au projet de d'Emery, les magistrats, qui prétendoient être les juges des impôts, mais qui n'entendoient absolument rien aux finances, se montrèrent fort blessés de ce que les denrées, accrues sur leurs propres domaines, avoient dû payer des droits d'entrée aux portes de Paris. Ils ne proposoient, d'ailleurs, aucun remède; ils ne s'inquiétoient point de rétablir l'équilibre entre les dépenses et les recettes; toutes les vues d'ensemble en matière

de finances leur échappoient ; mais ils s'obstinoient, ce qui est facile, à des critiques de détail ; ils chicanoyent, mais ne réformoient rien.

Mazarin perdit patience , et résolut de conduire le roi au parlement, le 15 janvier 1648, pour y faire enregistrer d'autorité , séant en son lit de justice, cinq nouveaux édits bursaux dont il avoit besoin pour combler le déficit. Un de ces édits obligeoit les engagistes à payer une année du revenu des domaines qui leur étoient engagés pour sûreté de leurs avances ; un autre, sous le nom d'offices de police , établissoit des droits sur le commerce ; le troisième levoit de l'argent sur les francs-fiefs ; le quatrième créoit des offices nouveaux dans les présidiaux et les cours prévotales ; le cinquième et dernier, qui irrita surtout le parlement , créoit douze nouveaux maîtres des requêtes, au détriment des maîtres des requêtes déjà existants, et qui étoient au nombre de trente dans le parlement de Paris.

Le roi fut conduit avec pompe à son lit de justice, entouré des princes du sang et de ses grands officiers. Après le discours du chancelier Séguier, qui fut aussi servile ce jour-là qu'il avoit accoutumé de l'être devant Mazarin, on aime à lire les nobles et généreuses paroles de l'avocat-général Omer Talon , chargé par le devoir de ses fonctions de requérir l'enregistrement des édits. Les autres magistrats, par respect pour la présence du sou-

verain, devoient s'abstenir de toute discussion, et c'étoit précisément pour leur fermer la bouche, que le ministère avait eu recours aux lits de justice, chaque fois que quelque embarras sérieux entravoit sa politique. Omer Talon protesta hautement contre cet abus des lits de justice.

« La vérification, dit-il, en s'adressant au roi, « consiste dans la liberté des suffrages, et c'est une « espèce d'illusion dans la morale et de contradic- « tion dans la politique que de croire que des édits « qui, par les lois du royaume, ne sont pas sus- « ceptibles d'exécution, jusqu'à ce qu'ils aient été « apportés et délibérés dans les compagnies souve- « raines, passent pour vérifiés lorsque votre ma- « jesté les a fait lire et publier en sa présence. »

Puis il ajoutoit : « Il y a, sire, dix ans que la « campagne est ruinée, les paysans réduits à cou- « cher sur la paille, leurs meubles vendus pour le « paiement des impositions auxquelles ils ne peu- « vent satisfaire, et que, pour entretenir le luxe de « Paris, des millions d'âmes innocentes sont obli- « gées de vivre de pain de son et d'avoine, et n'es- « pèrent autre protection que celle de leur impuis- « sance; ces malheureux ne possèdent aucuns biens « en propriété que leurs âmes, parce qu'elles n'ont « pu être vendues à l'encan. Les habitants des « villes, après avoir payé la subsistance et le quar- « tier d'hiver, les étapes et les emprunts, acquitté « le droit royal et de confirmation, sont encore

« imposés aux aisés. Ce qui reste de sûreté dans les  
« compagnies souveraines reçoit atteinte dans cette  
« journée par la création de nouveaux offices qui  
« sont une charge perpétuelle à l'état ; car, lors-  
« qu'ils sont établis, il faut que le peuple les nour-  
« risse et les défraye. » Il s'adressoit ensuite à la  
régente et terminoit ainsi : « Faites , madame , s'il  
« vous plaît , quelque sorte de réflexion sur cette  
« misère publique, dans la retraite de votre cœur.  
« Ce soir, dans la solitude de votre oratoire, consi-  
« dérez quelle peut être la douleur, l'amertume et  
« la consternation de tous les officiers du royaume,  
« qui peuvent voir aujourd'hui confisquer tous  
« leurs biens sans avoir commis aucun crime.  
« Ajoutez à cette pensée , madame, la calamité des  
« provinces dans lesquelles l'espérance de la paix ,  
« l'honneur des batailles gagnées, la gloire des  
« provinces conquises ne peut nourrir ceux qui  
« n'ont pas de pain. »

Omer Talon concluoit cependant son discours, dont la hardiesse fit beaucoup d'impression et provoqua le ressentiment de Mazarin, en disant :  
« Après ces très-humbles remontrances, que nous  
« espérons devoir faire quelque sorte d'impression  
« sur l'esprit de sa majesté, nous sommes obligés,  
« par le devoir de nos charges, de requérir, etc. »  
L'arrêt d'enregistrement ayant été ensuite prononcé en la manière accoutumée, le roi sortit, l'assemblée se sépara, et Talon croyoit que tout

étoit terminé. Il n'en fut point ainsi : les chambres s'assemblèrent le surlendemain pour la réception d'un conseiller; quatre maîtres des requêtes se rendirent opposants à l'édit qui portoit création de douze charges nouvelles de maîtres des requêtes; les conseillers des enquêtes demandèrent aussi la lecture des édits présentés au lit de justice. Le premier président, Mathieu Molé, admit l'opposition des maîtres des requêtes, et malgré la résistance du président de Mesmes, le principal champion de l'autorité absolue du roi, il proclama que d'après les termes de la déclaration de février 1641, qui, dans l'intention de Richelieu, étoit cependant destinée à abaisser les prétentions du parlement, le droit de remontrance demeurait à cette assemblée, même après l'enregistrement fait en présence du roi. Il vouloit, ajoutoit-il, que l'on prît avantage de cette occasion comme d'un acte de possession, pour s'en servir à l'avenir en pareille rencontre, mais en même tems il recommandoit de se garder de toute offense envers la reine, de crainte qu'elle ne s'opposât dès le commencement à l'établissement d'un droit si important. Des remontrances furent portées, en conséquence, à la régente contre ceux des édits relatifs aux créations de maîtres des requêtes et autres offices. Elle se contenta de répondre : « Que la nécessité publique des affaires désiroit ce secours, » et comme le parlement ne délibéra point sur cette réponse



qui lui fut communiquée le 22 avril 1648, ce premier orage parut apaisé.

Mais le ministre étoit insatiable, et les besoins du trésor renaissoient sans cesse. L'on a vu qu'en acquittant annuellement à l'état le droit nommé *la paulette*, les titulaires des offices étoient autorisés à les transmettre héréditairement. Le droit de *paulette*, établi pour un certain nombre d'années, avoit été renouvelé jusque là sans difficulté à l'expiration de chaque terme. C'étoit une institution consacrée par l'usage et qui sembloit désormais inattaquable. Cependant, lorsque le dernier terme du bail de *la paulette* expira, le 1<sup>er</sup> janvier 1648, Mazarin ne consentit à le renouveler qu'à une condition monstrueuse : il exigea que les officiers des compagnies souveraines, à l'exception du seul parlement de Paris, renonçassent à quatre années des gages de leur charge. Le grand-conseil, la chambre des comptes et la cour des aides, s'émurent de cette déclaration, qui les atteignoit directement, et se visitèrent par députés. Ces compagnies s'adressèrent ensuite au parlement, et lui représentèrent que bien qu'épargné dans cette occasion, il ne devoit pas laisser établir un précédent si menaçant pour lui-même, si contraire à l'intérêt de tous ceux qui avoient acheté des offices de la couronne. Le parlement fut entraîné par ces observations, et, le 13 mai 1648, il rendit son célèbre *arrêt d'union*, par lequel il déclaroit ne point séparer sa cause de celle

des autres compagnies souveraines. Il ordonna que nul ne seroit reçu en aucun office que du consentement de la veuve et des héritiers de l'officier dé-cédé ; il décida en même tems que deux députés de chaque chambre se transporteroient à la chambre du Palais-de-Justice dite de Saint-Louis, pour y rencontrer les députés du grand-conseil, de la chambre des comptes et de la cour des aides, et travailler de concert à une réforme générale de l'état.

La formation de cette assemblée délibérante, sans l'aveu de la couronne, étoit un acte d'une grande hardiesse. La reine, dans un mouvement de violente colère, voulut punir immédiatement l'insolence des cours et du parlement ; Mazarin fort troublé ne trouva rien de mieux à faire que de supprimer entièrement la *pauvette*. Cette seconde déclaration souleva cependant encore de plus vifs ressentiments que la première ; elle faisoit perdre aux officiers l'espoir de transmettre leurs charges à leurs familles, et décrétoit par là la ruine de plusieurs d'entre eux : aussi l'irritation étoit-elle extrême dans les compagnies souveraines, lorsque la chambre de Saint-Louis entra en délibération le 30 juin 1648.

Les députés, au nombre de soixante environ, rédigèrent, du 30 juin au 12 juillet, vingt-sept articles fondamentaux qui devoient être soumis à la délibération du parlement, avant que d'être

présentés à la reine. Le duc d'Orléans, qui faisoit l'office de modérateur, eut plusieurs conférences avec ces députés auxquels sa présence imposoit quelque retenue; mais aussitôt qu'il quittoit la chambre, les attaques contre les malversations du gouvernement éclatoient avec violence. Bachaumont, fils du président Le Coigneux, l'un des plus ardents réformateurs, dit, en plaisantant, « que  
« le parlement agissoit comme les écoliers qui  
« *frondent* ou se battent à coups de pierres dans  
« les fossés de Paris. Ils se séparent, dès qu'ils  
« voient le lieutenant civil, et se rassemblent de  
« nouveau lorsqu'il a disparu. » Le mot fit fortune: fronder devint le terme accepté par tous ceux qui critiquoient le ministère; les ennemis de Mazarin furent appelés les frondeurs, et le nom de *fronde* est resté à l'époque de troubles célèbre par la lutte de la cour et du parlement.

Parmi les vingt-sept articles fondamentaux rédigés par les députés de la chambre de Saint-Louis, quelques uns atteignoient des abus trop réels et instituoient d'excellentes réformes; la plupart, il faut le dire, portoient l'empreinte de la jalousie des magistrats envers les financiers, de leur ignorance des principes de l'économie politique et du crédit, souvent de leur mauvaise foi. L'article IV, l'un de ceux qui honorent le plus la chambre de Saint-Louis, interdisoit de détenir aucun sujet du roi plus de vingt-quatre heures, sans l'interro-

ger et le remettre à son juge naturel. Mais la reine ne pouvoit se résigner à souscrire à cet article, et lorsqu'elle vit que le parlement s'apprêtoit à le voter, elle résolut d'interrompre la délibération par un lit de justice. Le 31 juillet 1648, le jeune roi fut donc conduit solennellement devant les magistrats assemblés; et par ordre de la reine, le chancelier leur donna lecture d'une déclaration confirmative de la plupart des articles proposés par la chambre de Saint-Louis, mais modifiés de telle sorte, qu'on les dépouilloit de leur force et de leur valeur. La *paulette* toutefois fut rétablie au profit de toutes les compagnies souveraines séantes à Paris; mais en retour la reine défendoit au parlement de continuer les assemblées des chambres.

Les conseillers aux enquêtes ne tinrent aucun compte de cette interdiction, et, dès le lendemain, ils revinrent prendre leurs places à la grand'chambre. Le président Molé ne permit pas que rien fût mis en délibération ce jour-là; mais le mardi, 4 août 1648, les chambres étant régulièrement convoquées, il fut statué, sur la demande du conseiller Broussel, que diverses remontrances seroient adressées à la reine, notamment pour solliciter le rétablissement de la *paulette* en faveur de toutes les compagnies souveraines du royaume. Anne d'Autriche, vivement irritée de voir ainsi détruire pièce à pièce l'œuvre de son lit de justice, se seroit

emportée tout de suite à quelque violence contre le parlement, si Mazarin ne l'avoit contenue, en lui recommandant la patience, en lui représentant que jusque là la campagne contre les Espagnols n'avoit été signalée par aucun succès éclatant, et que l'impuissance des armées ajoutoit encore au mécontentement public. Peu de jours après précisément, le 22 août 1648, la cour reçut la nouvelle de la victoire de Lens remportée par le prince de Condé. On étoit au samedi : la reine ordonna aussitôt qu'un *Te Deum* seroit chanté à Notre-Dame, le mercredi 26 août, pour célébrer la victoire de Lens, et que les gardes du roi, disposés le long des rues qu'il devoit traverser, ne rentreroient point dans leurs quartiers jusqu'à nouvel ordre. La pompe fut magnifique. Soixante-treize drapeaux déposés devant l'autel ajoutoient à l'éclat de la cérémonie ; la régente étoit radieuse, et la foule sembloit s'associer à la joie des courtisans. A midi et demi, comme la reine sortoit de Notre-Dame, elle dit à voix basse à Comminges, lieutenant de ses gardes : « Allez, et Dieu veuille vous assister. » Comminges lui donna le tems de rentrer au palais, puis il alla se saisir du conseiller Broussel, tandis que des exempts de police arrêtoient les présidents Blancheménil et Charton.

Broussel fut arraché brutalement à sa famille, sans qu'on lui laissât le tems de s'habiller. Mais, pendant qu'on l'entraînoit, sa vieille servante, ouvrant l'une des fenêtres de sa maison, appela à

l'aide les mariniers qui étoient rassemblés sur le port Saint-Landry, en criant qu'on enlevait son maître. Broussel s'étoit rendu cher au peuple par sa bonhomie dans sa vie privée, et sa hardiesse dans les délibérations du parlement ; c'étoit du reste un homme entêté et médiocre. Le mouvement provoqué par son arrestation s'étoit bientôt étendu dans les quartiers les plus populeux de Paris, puis par la rue Saint-Honoré jusqu'aux environs du Palais-Royal. Des cris forcenés alarmoient les courtisans, mais la reine se flattoit que ses gardes auroient facilement raison de cette canaille. Lemaréchal de la Meilleraie envoyé pour la châtier, fut bientôt entouré par le peuple et courut de grands dangers. Dans ce moment, le coadjuteur de Paris, Jean-François-Paul de Gondi, archevêque *in partibus* de Corinthe, qui remplaçoit habituellement dans ses fonctions son oncle l'archevêque de Paris, sortit de l'archevêché en rochet et en camail, confessa à genoux, dans le ruisseau, un crocheteur que la Meilleraie venoit de renverser d'un coup de pistolet, et, par cette apparente humilité, il calma la multitude, tira le maréchal de ses mains, et le ramena au Palais-Royal. Le maréchal exposa avec chaleur à la reine la violence du soulèvement et le danger de l'état ; Gondi ajouta qu'il seroit prudent de rendre la liberté à Broussel. « A ce mot, nous  
 « dit-il, la reine rougit et s'écria : Je vous entends,  
 « M. le coadjuteur ! vous voudriez que je donnasse

« la liberté à Broussel ; je l'étranglerois plutôt avec  
« les deux mains. Et achevant cette dernière syl-  
« labe , elle me les porta presque au visage , en  
« ajoutant : Et ceux qui..... » Mazarin, qui étoit  
présent, ne la laissa point terminer. Elle se radou-  
cit tout-à-coup, et quelques instants après elle ren-  
voya le coadjuteur, avec prière d'apaiser la sédi-  
tion. Quand Gondi revint, elle lui dit de son ton  
de fausset aigre et élevé, et d'un air railleur : « Al-  
« lez vous reposer, Monsieur, vous avez bien tra-  
« vaillé. »

Il y avoit peu de prudence à la reine à provo-  
quer un homme tel que le coadjuteur. Doué d'une  
rare capacité pour les affaires, d'un vif et original  
talent d'écrivain et d'orateur, d'un courage in-  
domptable, d'une force de caractère, d'une finesse  
et d'une souplesse d'esprit qui marquoient sa place  
au premier rang, ces qualités pouvoient en faire  
aussi un redoutable chef de parti, et c'étoit précisé-  
ment son ambition de le devenir. Il ne vouloit pour  
la France ni du despotisme de Richelieu, ni de  
l'indépendance provinciale à laquelle aspiraient les  
grands, ni du pouvoir populaire qui prétendoit à  
secouer le joug de toute autorité ; il vouloit, ainsi  
qu'on peut le voir dans son discours au prince de  
Condé, du 16 décembre 1648, donner à sa patrie  
une constitution libre et modérée. Mais ce n'é-  
toit cependant là pour lui qu'un but secondaire. Il  
visoit avant tout à l'intrigue et au rôle de conspi-

rateur. Avec fort peu de religion et de très-mauvaises mœurs, il avoit acquis sur les curés de Paris un crédit illimité. Sa famille, arrivée en France à la suite de Catherine de Médicis, étoit alliée, du reste, à toute la haute noblesse, et personnellement, par ses sermons, par ses aumônes, par l'adresse de son luxe ou de son humilité, il avoit su gagner l'affection du peuple plus que ne l'avoit fait encore aucun archevêque de Paris. Tel étoit l'homme qu'Anne d'Autriche renvoyoit d'auprès d'elle, le 26 août 1648, profondément blessé dans son orgueil, repoussé par la reine, bafoué par les courtisans. Il sortit du Palais-Royal la rage et la vengeance dans le cœur, et il raconte lui-même qu'il prit la plus grande part à la révolte qui éclata le lendemain dans Paris.

Le jeudi, 27 août 1648, journée célèbre sous le nom de *journée des Barricades*, le parlement s'assembla dès cinq heures du matin, et, après avoir admis la plainte des deux neveux de Broussel sur son arrestation, et décrété Comminges de prise de corps, il résolut de se rendre au Palais-Royal pour demander à la reine la liberté des prisonniers. La reine, de son côté, avoit député le chancelier Séguier au parlement, pour casser tout ce qui s'étoit fait depuis le 31 juillet; mais, comme la voiture du chancelier arrivoit au Pont-Neuf, il y fut arrêté par une barricade, reconnu et insulté par la foule qui menaçoit de le mettre en pièces. Séguier eut peur, et,



au lieu de poursuivre sa route jusqu'au palais de justice, il alla se cacher dans une armoire de l'hôtel de Luynes. Ce n'étoit plus seulement le bas peuple qui s'étoit soulevé comme la veille; toute la bourgeoisie avoit pris les armes sous les ordres de ses officiers de milice. On assure qu'en moins de trois heures cent mille hommes furent sur pied, et que plus de mille barricades furent dressées. Une ouverture pratiquée dans le milieu ne laissoit le passage libre qu'à une seule personne, et, des fenêtres de toutes les maisons voisines, on s'apprêtoit à assommer les assaillants sous les grès et sous les pavés.

Le parlement cependant s'avançoit en procession, du Palais-de-Justice au Palais-Royal. Cent soixante magistrats en robes et en bonnets, précédés de leurs huissiers, marchaient deux à deux, au milieu d'une foule innombrable qui les saluoit de ses acclamations. La reine les reçut entourée des princes, des ministres et des officiers de sa maison. Le premier président Molé lui ayant demandé la liberté des absents, elle refusa avec colère. Le premier président insista à deux reprises, en lui représentant la violence de la sédition et le danger qui la menaçoit. Après avoir refusé de nouveau, elle se retira dans son cabinet en fermant la porte avec violence, mais Molé et de Mesmes l'y suivirent; et là les instances des ducs d'Orléans et de Longueville, celles de Mazarin et du chancelier, lui arrachèrent enfin la promesse qu'elle rendroit les

prisonniers , si le parlement vouloit s'engager à cesser ses assemblées.

Pour délibérer sur cette proposition , le parlement crut devoir reprendre le chemin du Palais-de-Justice, mais il fut bientôt forcé de revenir sur ses pas. La foule lui demandoit impérieusement Broussel, et un bourgeois, appuyant son pistolet sur la poitrine de Molé , s'écria qu'il ne passeroit qu'autant qu'il ramèneroit le prisonnier. Les magistrats, rentrés avec peine au Palais-Royal, offrirent, en réponse à la proposition de la reine, d'arrêter que pendant les dix jours suivants ils s'abstiendroient de toute discussion qui pût blesser S. M. Lorsque cette délibération fut portée à Anne d'Autriche par le duc d'Orléans et le chancelier, elle laissa encore éclater son ressentiment, mais elle céda enfin avec un profond soupir, et deux exempts furent envoyés sur-le-champ pour chercher Blancménénil à Vincennes, et Broussel à Saint-Germain.

La reine irritée se retira, le 13 septembre, à Ruel, où elle fut rejointe, le 22, par le prince de Condé, qui arrivoit triomphant des Pays-Bas. Le même jour on apprit aussi que le major d'Erlach avoit été détaché de l'armée d'Allemagne avec quatre mille hommes qui marchaient sur la capitale. Le parlement ne douta plus dès lors que la reine n'eût résolu d'attaquer Paris; mais, sans se laisser intimider, il enjoignit au prévôt des marchands de pourvoir à la sûreté de la ville, soit en l'approvi-

sionnant de vivres , soit en mettant les bourgeois sous les armes.

La reine étoit impatiente d'en venir aux extrémités ; elle s'indignoit contre la mollesse et la timidité du cardinal , mais le duc d'Orléans et le prince de Condé redoutoient également de la pousser aux mesures violentes , et tout son conseil fut d'avis que les princes écriroient au parlement pour lui proposer une conférence. Cette conférence fut acceptée avec joie. Dix-huit présidents ou conseillers , avec les trois membres du parquet , se rendirent , le 25 septembre 1648 , à Saint-Germain , où ils entrèrent en négociations avec les princes d'Orléans , de Condé , de Conti et de Longueville. Après un mois de vives discussions sur la matière de l'impôt et sur l'article de la sûreté publique , toutes les demandes formées par la chambre de Saint-Louis furent agréées , et la justice reprit son cours accoutumé.

Jusque-là le débat avoit été circonscrit entre la cour et le parlement. Mais , à côté de ces deux partis s'en plaçoit un troisième , qui obéissoit à des habitudes plutôt qu'à des idées arrêtées , qui détestoit le despotisme sans amour pour la liberté , qui se plaisoit à la résistance par le goût seul de la lutte , qui , incapable des tentatives hardies tant de fois réprimées par Henri IV et Richelieu , se jetoit dans les aventures et les coups de tête , pour satisfaire de petites haines , des rivalités misérables , des

jalousies et des intrigues de femmes, ou d'autres intérêts plus frivoles encore. Ce parti étoit celui des princes et des grands. Le coadjuteur de Paris étoit lié de parenté avec les principaux chefs de la haute noblesse; il étoit lié d'amitié et de débauches avec les conspirateurs qui avoient harcelé Richelieu sur la fin de sa vie; il exerçoit enfin une autorité presque illimitée sur les curés de Paris, et par eux sur la bonne bourgeoisie. Mortellement offensé par la reine dans la journée des Barricades, il avoit nourri depuis lors des projets de vengeance. « Il s'abandonna, nous dit-il, à toutes ses pensées; il se rappela tout ce que son imagination lui avoit jamais fourni de plus éclatant et de plus proportionné aux vastes desseins; il permit à ses sens de se chatouiller par le titre de chef de parti, qu'il avoit toujours honoré dans les vies de Plutarque; et ce qui acheva d'étouffer tous ses scrupules fut l'avantage qu'il s'imagina à se distinguer de ceux de sa profession par un état de vie qui les confond toutes. »

La duchesse de Longueville fut le principal auxiliaire que Gondi avisa tout d'abord. Cette femme célèbre, sœur des princes de Condé et de Conti, avoit eu l'amitié la plus tendre pour son frère aîné; depuis, elle prit une rage et une fureur contre lui, qui passa jusques à un excès incroyable..... L'amour passionné du prince de Conti pour elle donna à cette maison un certain air

« d'inceste, quoique fort injustement, » ajoute le coadjuteur. Quoi qu'il en soit, Gondi vit aussitôt qu'à l'aide de la duchesse, dont la beauté et les séductions captivoient la cour, il pourroit former un parti en tête duquel paroîtroient le prince de Conti encore enfant, La Rochefoucault, prince de Marsillac, amant de la duchesse, le duc de Longueville son mari, le maréchal de la Motte-Houdancourt, et le duc de Bouillon dont l'ambition inquiète aspirait toujours à recouvrer Sedan. Le coadjuteur savoit qu'il pouvoit compter en outre sur les ressentiments de la maison de Vendôme, et sur l'épée toujours à vendre des Saint-Réal, des Montrésor, des Fontrailles, etc.

Les troupes de l'armée de Flandre étoient cependant arrivées dans les environs de Paris, et s'y livroient à beaucoup d'excès. La reine, croyant dès lors ses projets assurés, quitta secrètement le Palais-Royal dans la nuit du 6 janvier 1649, et se fit conduire à Saint-Germain. Dès le matin suivant, un officier des gardes remit au parquet des lettres closes qui enjoignoient au parlement de se transporter immédiatement à Montargis; mais, au lieu d'exécuter cet ordre, le parlement manda de nouveau le prévôt des marchands chargé de veiller à la sûreté de Paris; dans la journée, les milices bourgeoises prirent les armes, et toutes les portes de la ville furent gardées. Par le crédit du coadjuteur qui, dans des conférences secrètes

avec les meneurs du parlement, activoit les résolutions de ce corps, le prince de Conti fut nommé généralissime des armées du roi : il avoit sous lui les ducs d'Elbeuf et de Bouillon, le maréchal de la Motte, les ducs de Chevreuse, de Luynes, de Brissac, de Retz, de Beaufort, et une foule d'autres gentilshommes.

Ainsi la guerre étoit déclarée. Le prince de Condé, bien qu'il n'aimât pas la reine et qu'il méprisât Mazarin, accepta le commandement des troupes éparses autour de Paris, et, dès le 9 janvier 1649, il entreprit le siège de la capitale. A dater de ce moment, les troubles de la fronde prirent un caractère tout nouveau. Le parlement débordé vit avec scandale les jeunes seigneurs et les dames de cour mêler leurs frivolités aux délibérations de l'hôtel-de-ville; il prit en défiance les intrigues du coadjuteur, et quand il s'aperçut que les grands n'en faisoient plus qu'une occasion de guerre civile, il regretta presque la lutte engagée au nom du bon droit et de la légalité.

Cette disposition du parlement ne fut pas longtemps ignorée de Mazarin, qui commençoit à se lasser des troubles de la fronde. Le 12 février, un héraut, revêtu de sa cotte d'armes, se présenta à la porte Saint-Honoré et demanda à remettre trois paquets, l'un au parlement, l'autre au prince de Conti, le troisième à l'hôtel-de-ville. Le héraut ne fut pas reçu, sous le prétexte que de tels officiers

n'étoient jamais envoyés qu'à des souverains ou à des ennemis; mais les gens du roi, c'est-à-dire le procureur et les deux avocats-généraux furent députés par le parlement à Saint-Germain, pour expliquer à la reine que c'étoit par respect que l'entrée de Paris avoit été refusée à son héraut, et pour porter à leurs majestés les respects et les soumissions de la compagnie.

Cette visite provoqua l'ouverture des négociations que le parlement et la-cour appeloient également de leurs vœux. Le parti des princes, de son côté, ne restoit point inactif. Par une conduite aussi coupable qu'insensée, il venoit d'accepter le secours de l'archiduc Léopold, qui offroit son armée forte de dix-huit mille hommes, pour débloquent Paris. Le duc de Bouillon avoit été le principal agent de cette alliance avec les Espagnols, mais il avoit fait plus encore; il avoit gagné son frère, le maréchal de Turenne, à une cause indigne de ce grand homme. Turenne méprisoit Mazarin, il croyoit son administration ruineuse pour la France; mais rien ne pouvoit le justifier néanmoins lorsqu'il séduisoit l'armée qui lui étoit confiée pour la tourner contre le ministre de qui il la tenoit. Il écrivit au prince de Conti une lettre qui fut communiquée le 8 mars au parlement, et par laquelle il annonçoit avoir passé le Rhin avec ses troupes, pour délivrer le roi de l'injuste oppression du cardinal Mazarin.

Ces nouvelles rendoient plus urgente la nécessité d'une conciliation entre la cour et le parlement. Dès le 4 mars, une conférence fut entamée à Ruel. Le parlement et les autres compagnies souveraines y étoient représentés par vingt-deux députés, ayant à leur tête Mathieu Molé; la reine avoit remis ses pouvoirs au duc d'Orléans, au prince de Condé, au chancelier Séguier, au cardinal Mazarin, au maréchal de la Meilleraie, à d'Avaux, à Brienne, à l'abbé de la Rivière et à Letellier. Les dangers extérieurs hâtèrent les travaux de cette conférence; et le 11 mars 1649, au moment où le parti des princes étoit plein de confiance, où l'on annonçoit l'approche de Turenne et de l'archiduc Léopold, Mathieu Molé rentra dans Paris avec la députation, annonçant qu'il avoit signé la paix avec la reine. Molé avoit dépassé ses pouvoirs, il avoit sacrifié jusqu'à un certain point les intérêts de sa compagnie, mais il jugea avec raison que le joug de la reine étoit moins honteux encore que celui des généraux qui ouvroient la frontière aux ennemis.

C'étoit, du reste, à ses risques et périls que Molé avoit signé la paix. Le jour où les députés apportèrent le traité au parlement, la populace ameutée voulut les tuer; les conseillers aux enquêtes les accusèrent d'avoir trahi leur corps. Le prince de Conti, avec une modération calculée, se plaignit de la part qui avoit été faite à lui et à ses généraux.



Mais Molé répondit au prince avec une violente indignation que lui et les siens en étoient la cause; il dénonça à haute voix le traité avec l'archiduc, et l'envoi de la Trémouille sur les frontières, pour introduire l'ennemi dans le cœur du pays, puis il somma les généraux d'accepter la convention de Ruel, et de donner seulement la note de leurs prétentions individuelles. « Nous les ménagerons, ajouta le premier président, avec plus de « soin que nos intérêts propres. » Pendant ce tems, le peuple avoit pénétré dans la salle, menaçant surtout la *grande barbe*. Mais l'admirable courage de Molé ne se démentit pas un instant. Malgré les instances de ses confrères effrayés, il sortit par le grand escalier; il déconcerta par sa dignité imperturbable un assassin qui lui appuyoit un couteau sur la poitrine, et rentra dans son hôtel sans que personne fût assez hardi pour mettre la main sur lui.

Ce coup irréparable étoit à peine porté à la faction des princes, que l'on apprit à Paris la nouvelle de la défection des troupes de Turenne. Mazarin avoit fait passer huit cent mille francs au baron d'Erlach, pour l'engager à raffermir au service du roi les officiers que Turenne avoit séduits, et lorsque ce dernier eut passé le Rhin, il se vit tout-à-coup abandonné par son armée. Redoutant la vengeance de la reine et du cardinal, il se sauva chez la landgrave de Hesse, sa parente, d'où il passa en Hol-

lande. L'archiduc, de son côté, ne pouvant plus compter sur l'appui de Turenne, se retira précipitamment en Flandre.

Ainsi la cause des princes sembloit perdue ; la cour avoit gagné la partie. La duchesse de Longueville, le prince de Conti, le duc de Bouillon et la plupart des généraux sous leurs ordres en jugèrent ainsi, et s'empressèrent de venir à Saint-Germain offrir leur soumission. Mais le coadjuteur déclara qu'il n'iroit point à la cour, tant que son ennemi capital y seroit le maître. Le duc de Beaufort, le maréchal de la Motte, MM. de Brissac, de Retz, de Vitry, de Fiesque, de Fontrailles, de Montrésor, de la Trémouille, se joignirent à lui, résolus d'opposer la faveur du peuple à la faveur de Mazarin. C'est à dater de cette époque surtout que les mécontents, dont on vient de désigner les chefs, reçurent le surnom de frondeurs.

Avec toutes ces agitations au sein du royaume, il falloit songer de nouveau à la guerre étrangère ; car l'Espagne, malgré l'épuisement de ses forces, avoit profité des désordres de la fronde et du retour des armées sur Paris, pour menacer les frontières. Après la pointe que l'archiduc avoit faite en Champagne, de concert avec le duc de Bouillon, il avoit repris Ypres et Saint-Vincent dans le courant d'avril 1649, et forcé Mazarin à renvoyer une armée dans les Pays-Bas, sous le commandement du maréchal d'Harcourt, qui investit Cambrai le 24 juin.

L'on s'occupoit, du reste, beaucoup moins à la cour et à Paris des opérations de la guerre que de petites querelles et de petites intrigues à l'aide desquelles les partis qui se sentoient mal classés s'essayoient, en quelque sorte, à de nouvelles alliances. Condé, après quelques reproches, s'étoit réconcilié avec Conti, son frère, et Longueville, son beau-frère. Il avoit aussi accueilli les offres de service du duc de Bouillon, et il s'étoit chargé, en conséquence, de faire la paix du maréchal de Turenne, qui revint de Hollande et qu'il présenta lui-même à leurs majestés. Il sembloit aspirer par-là à se former un parti composé de toute la haute noblesse et de tous les généraux. Mais il ne put entraîner la faction du coadjuteur. Mazarin, de son côté, supportoit avec une extrême impatience la hauteur insolente avec laquelle le prince de Condé réclamoit le prix de ses services. Celui-ci avoit fait donner au prince de Conti le gouvernement de Champagne, il avoit redemandé l'amirauté, comme un héritage qui lui appartenoit par la mort du duc de Brézé, son beau-frère ; il avoit exigé, enfin, que la forte place du Pont-de-l'Arche fût livrée au duc de Longueville, afin d'affermir sa domination sur toute la Normandie.

Presque dans le même tems, il revint à Anne d'Autriche, que Condé s'égayoit à table avec ses amis des confidences que lui faisoit un certain Jarzay, gentilhomme d'Anjou, qui se donnoit pour

un heureux adorateur de la reine, et qui se disoit assuré de supplanter bientôt Mazarin. Mazarin lui-même fut peut-être alarmé, il parla vivement à la reine, qui prétendit n'avoir vu que le côté plaisant des galanteries de Jarzay, et comme celui-ci entroit un soir dans son cabinet, elle l'apostropha devant tout le monde. « Vraiment, M. de Jarzay, lui dit-elle, vous êtes bien ridicule, on m'a dit que vous faites l'amoureux. Voyez un peu le joli galant ! Vous me faites pitié. Il faudroit vous envoyer aux Petites-Maisons. » Le pauvre Jarzay tout honteux se retira chez M. le Prince, et lui conta sa déconvenue. Condé se plaignit hautement de ce que la reine avoit gourmandé Jarzay sans l'en prévenir, et de ce que le cardinal l'avoit souffert sans son assentiment. Anne d'Autriche ne put se résigner à cette dernière insolence, et résolue de s'unir aux frondeurs pour accabler un homme dont l'orgueil avoit offensé tous les partis, elle fit tenir au coadjuteur, par madame de Chevreuse, le billet suivant : « Je ne puis croire, nonobstant le passé et le présent, que M. le coadjuteur ne soit à moi. Je le prie que je le puisse voir, sans que personne le sache que madame et mademoiselle de Chevreuse. Ce nom sera sa sûreté. Anne. »

Le coadjuteur tout récemment encore, et dans le tems où il espéroit gagner le prince de Condé, avoit repoussé d'autres ouvertures de la cour. Cette

fois, sans se fier davantage à la reine, il accepta. Introduit secrètement dans son oratoire, à minuit, il la trouva seule, s'abandonnant à toute sa haine contre M. le prince, à toute sa tendresse pour ce pauvre M. le cardinal qui avoit tant d'amitié pour M. le coadjuteur. « Son cardinal, ajoute celui-ci, « entra demi-heure après. Il supplia la reine de « permettre qu'il manquât au respect qu'il lui devoit pour m'embrasser devant elle. Il fut au « désespoir, disoit-il, de ce qu'il ne pouvoit me « donner sur l'heure même son bonnet, et il me « parla tant de grâces, de récompenses et de bienfaits que je fus obligé de m'expliquer... Il supplia la reine de me commander de recevoir la « nomination au cardinalat, que la Rivière, ajouta-t-il, a arrachée avec insolence, et qu'il a reconnue par une perfidie. Je m'en excusai en « disant que je m'étois promis à moi-même de « n'être jamais cardinal par aucun moyen qui « pût avoir le moindre rapport à la guerre civile. « Je me défis sur ce fondement de toutes les propositions qu'il me fit pour le payement de mes « dettes, pour la charge de grand-aumônier, pour « l'abbaye d'Orsan. »

Le coadjuteur connoissoit trop le cardinal pour accepter de lui des assurances à long terme comme celle d'une nomination à la cour de Rome. Il ne demanda rien pour lui-même, mais il obtint beaucoup de grâces pour le duc de Beaufort et les au-

tres chefs de la fronde. La surintendance des mers fut promise au duc de Vendôme, avec survivance au duc de Beaufort, le gouvernement d'Anjou au duc de Brissac, le titre de duc de Noirmoutiers à la Trémouille, avec deux petits gouvernements. Il exigea, en outre, pour prix de son concours, la confirmation des ordonnances d'octobre 1648 et d'avril 1649, qui statuoient que désormais les affaires d'état seroient soumises à la discussion libre du parlement. L'amour de la reine pour le pouvoir absolu céda dans cette occasion au violent désir de vengeance qui la possédoit.

Le cardinal avoit résolu de faire arrêter en même tems les princes de Condé et de Conti et le duc de Longueville, pour ne point laisser de chefs au parti. Le duc d'Orléans, depuis long-tems jaloux de Condé, donna son approbation à ce projet, et les trois princes furent invités à se rendre, le 18 janvier 1650, au Palais-Royal, où une délibération importante réclamoit leur présence au conseil d'état. Condé avoit reçu plusieurs avis des conférences secrètes du cardinal avec le coadjuteur, de la jalousie du duc d'Orléans et de quelque projet qui se tramoit contre lui; mais il étoit accoutumé à ne reculer devant aucun péril, et il s'empressa de venir au Palais-Royal. Comme l'heure ordinaire du conseil approchoit, la reine fort troublée se jeta sur son lit, en se disant malade. Madame la princesse, Charlotte de Montmorency, mère

de Condé, qui avoit le privilège de la voir lors même qu'elle ne recevoit personne, étoit assise auprès du lit d'Anne, lorsque le prince entra. Après quelques discours communs, Condé quitta la reine, laissant sa mère auprès d'elle. « Ce fut la dernière fois, dit madame de Motteville, que M. le prince vit cette mère infortunée bien ignorante de son malheur, et le dernier moment qui les sépara pour jamais. » A peine les trois princes furent-ils réunis dans la galerie du conseil, que Guitaut, capitaine des gardes de la reine, et son neveu Comminges, les arrêterent, sans qu'ils opposassent d'ailleurs aucune résistance. Ils furent de là conduits sans difficulté à Vincennes. Pendant que le peuple qui détestoit Condé laissoit éclater sa joie, les grands, au contraire, se croyant tous menacés, se retirèrent dans leurs places fortes.

Les dépouilles de la maison de Condé furent partagées entre les amis et les créatures du ministre. Il donna le gouvernement de Bourgogne au duc de Vendôme, celui de Normandie au comte d'Harcourt, celui de Champagne au marquis de L'Hôpital, celui du Berry à Saint-Agnan, et la vice-royauté de Catalogne au duc de Mercœur. Les chefs de la fronde furent également comblés des caresses de la reine; elle confirma le fils du conseiller Broussel dans le gouvernement de la Bastille; elle chargea dix-huit bourgeois, nommés par le parle-

ment, de la surveillance des deniers destinés aux rentes de l'hôtel-de-ville; elle accorda enfin les principaux emplois de l'administration aux magistrats les plus accrédités dans leurs compagnies. Quant à l'arrestation des princes, ni les frondeurs, ni le parlement, ni le peuple ne songèrent à y voir une violation éclatante de la déclaration du 24 octobre 1648. Les amis même de la liberté sembloient reconnoître que le ministère avoit eu quelque raison de contester aux premiers dépositaires du pouvoir la garantie commune accordée par l'article de la sûreté publique, et la conscience de tous s'accommodoit d'ailleurs de ce tempérament, que les princes n'étant pas justiciables des lois ordinaires, n'avoient aucun droit à réclamer la sauvegarde de ces mêmes lois.

Le lendemain du jour où les trois princes furent conduits à Vincennes, le maréchal de Turenne, les ducs de Bouillon et de la Rochefoucault quittèrent Paris, pour organiser la résistance dans les provinces; mais le principal rôle dans les troubles de l'année 1650 appartient aux femmes ou aux parentes des trois princes captifs. Ces femmes, jeunes, belles, brillantes, galantes pour la plupart, avoient déjà donné la mesure de leur goût pour l'intrigue, de leur audace, de leur ambition. La duchesse de Longueville se réfugia d'abord chez la princesse Palatine, Anne de Gonzague, que ses grâces charmantes et son esprit supérieur placèrent bientôt à



la tête du parti des princes ou de la nouvelle fronde. Le coadjuteur qui dirigeoit la vieille fronde reconnoissoit en elle une rivale digne de lui , et dont l'habileté défoit souvent la sienne. Après avoir caché la duchesse de Longueville, la princesse Palatine la fit partir de nuit , à cheval, pour la Normandie; mais, repoussée de toutes les places, la duchesse fut contrainte de se sauver en Hollande, d'où elle revint en hâte à Stenay. Turenne avoit déjà rassemblé une petite armée dans cette ville, qui appartenoit à son frère, le duc de Bouillon; toutefois, pour gagner complètement le maréchal au parti de la révolte, la belle frondeuse crut devoir appeler à son aide tout le prestige de ses séductions, et la haute raison de Turenne ne sut pas se garder cette fois des entraînements de son cœur.

La duchesse de Bouillon ne servoit pas avec moins d'ardeur la politique des princes devenue celle de son mari. Aussi belle que la duchesse de Longueville, elle s'étoit montrée toujours dévouée à ses devoirs domestiques, et sa vertu même ajoutoit à l'autorité de ses intrigues. Arrêtée, par ordre de la reine, avant qu'elle eût pu s'échapper, elle demeura étrangère aux premiers troubles de la nouvelle fronde, et ce fut la princesse de Condé elle-même qui y joua le principal rôle.

Claire-Clémence de Maillé-Brézé, nièce du car-

dinal de Richelieu et épouse du prince de Condé, n'avoit jamais été ni aimée ni considérée de son mari : on lui croyoit peu de talent et peu de résolution. Poussée cependant par la crainte qu'on ne lui enlevât le duc d'Enghien, son fils, elle se déclara prête à le suivre partout, même à la tête d'une armée. Le duc d'Enghien, âgé de sept ans, étoit, comme prince du sang, une garantie pour ceux qui prenoient les armes en son nom ; on ne les regardoit pas dès-lors tout-à-fait comme rebelles. Précisément par ce motif, Mazarin se détermina à mettre la main sur le jeune prince ; mais le duc d'Enghien parvint à s'évader de Chantilly avec sa mère, et il arriva en trois jours de marche, le 14 avril 1650, à Montrond, dans le Berry. La noblesse de cette province, toute dévouée à Condé, s'empressa d'accourir à l'appel de la princesse sa femme. Celle-ci se laissoit surtout conduire par les conseils de Pierre Lenet, procureur-général au parlement de Dijon, l'homme le plus actif et le plus habile entre les serviteurs du prince de Condé. Lenet fortifia à la hâte et approvisionna Montrond, afin de pouvoir, au besoin, y soutenir un siège ; mais comme, dans le même tems, la princesse de Condé écrivoit à la reine qu'elle ne songeoit qu'à obtenir par des supplications la fin de ses chagrins, Lenet, pour ne point exciter la défiance de la cour, se contentoit de distribuer dans les villages ou les châteaux voisins les gentilshom-

mes et les soldats qui venoient offrir leurs services, ou bien il les envoyoit dans le midi, supposant que les événements y réclameroient bientôt leur concours. Il vouloit attendre, avant de commencer les hostilités, que l'armée royale fût engagée sur la frontière des Pays-Bas. Assuré, d'ailleurs, du dévouement des ducs de Bouillon et de La Rochefoucault, il recevoit aussi de nombreux messages des ducs de la Force, de la Trémonille, de Saint-Simon, et d'autres seigneurs; mais ces derniers évitoient de se compromettre, et Lenet voyoit bien qu'ils reculoient au lieu d'avancer. Il feignit toutefois, pour entraîner ceux qui hésitoient, d'être content de leurs promesses; il espéroit ainsi lier le parti par une tromperie universelle, et se donner de la force en se faisant passer pour fort.

Lorsqu'il crut que ses manœuvres avoient préparé suffisamment le terrain dans le midi, et surtout en Guyenne, Lenet, confiant dans la fortune, se résolut à conduire la princesse à Bordeaux. En traversant l'Auvergne, et avant d'entrer dans le Limousin, ils rencontrèrent, le 14 mai, près de Mauriac, les ducs de Bouillon et de La Rochefoucault, à la tête de plusieurs gens de qualité, et de huit escadrons de cavalerie. La princesse présenta son fils aux deux ducs, aux comtes de Duras, de Meille, de Clermont, de Hautefort, etc., puis elle fut conduite à Turenne, où elle passa huit jours dans les fêtes et la magnificence. « Jusque-là, dit Lenet, la princesse

« n'avoit agi qu'en secret, elle n'avoit fait que  
 « fuir de Chantilly et de Montrond; elle avoit dis-  
 « simulé ses desseins à la cour et à ses amis mêmes;  
 « maintenant son ressentiment éclate, tout est au  
 « jour; elle marche à la tête d'une armée, elle  
 « cherche un asile les armes à la main, et voit  
 « enfin éclore ce parti qu'on avoit ménagé avec  
 « tant de secret, je dirois même d'adresse, si je  
 « n'avois eu trop de part à toute cette conduite. »

Ce fut le 22 mai 1650 que la princesse de Condé se mit en route pour Bordeaux, accompagnée des deux ducs de La Rochefoucault et de Bouillon, et de la noblesse accourue pour la défendre. Ses partisans portoient l'écharpe Isabelle, couleur du prince de Condé; ceux restés fidèles au duc d'Épernon, gouverneur de la province et dévoué à Mazarin, portoient l'écharpe blanche. En arrivant sur la Dordogne, les deux ducs se trouvèrent en présence de l'armée royaliste qui venoit les attaquer sous les ordres du chevalier de la Valette, frère naturel du duc d'Épernon; ils la battirent, la poursuivirent jusqu'à Bergerac, et vinrent ensuite rejoindre la princesse, avec laquelle ils s'avancèrent jusqu'à Lormand, village sur la Garonne, et à une demi-lieue de Bordeaux. Mais, au moment d'entrer dans la ville, Lenet s'arrêta indécis et incertain. Magistrat au parlement de Dijon, il sentait bien que la magistrature seule pouvoit donner de la consistance à son parti; il attachoit donc le plus grand

prix au concours du parlement de Bordeaux, d'autant que les arrêts de cette cour, respectés par les détenteurs des deniers publics, devoient lui ouvrir les caisses de l'État. Mais le parlement de Bordeaux ne s'étoit pas encore prononcé; il hésitoit entre son respect pour l'autorité royale, et sa haine contre le duc d'Épernon qui avoit soulevé toute la province par les scandales de sa conduite, par ses concussions et sa cruauté. Pendant que le parlement délibéroit sur la résolution qu'il lui convenoit de prendre, le peuple enfonça les portes de la ville et appela la princesse de Condé. Celle-ci n'étoit plus en quelque sorte libre de ne pas entrer; elle passa seule la rivière avec Lenet, ses femmes et son fils, et fut reçue dans Bordeaux, le 31 mai 1650, aux acclamations de joie de la population presque entière.

Le lendemain, 1<sup>er</sup> juin, les deux ducs de La Rochefoucault et de Bouillon furent également introduits dans la ville, pendant que la princesse imploroit la protection du parlement. Dans sa requête, elle protestoit qu'elle n'avoit demandé à la reine que de la laisser vivre en repos, afin d'élever monsieur son fils, en la crainte de Dieu, au service du roi et au sien. Mais elle affirmoit que Mazarin n'avoit cessé de poursuivre cet enfant, seul reste d'une maison opprimée; que les prévôts des marchaux de trois ou quatre provinces avoient ordre de courre sur tous ceux qui venoient la visiter;

puis elle terminoit en ajoutant que la princesse sa belle-mère ayant en vain demandé justice au parlement de Paris, il ne lui restoit d'autre ressource que de venir la demander au parlement de Bordeaux; que ce qu'elle réclamoit, d'ailleurs, c'étoit seulement que sa personne, celle de son fils et tous ses biens fussent mis en la sauvegarde du roi et protection de la cour, tandis qu'elle prendroit telle conclusion que de droit pour faire jouir le prince de Condé du bénéfice de l'ordonnance d'octobre 1648. Le même jour le parlement, les chambres assemblées, accueillit sa requête.

La princesse de Condé et les deux ducs disposèrent dès lors de Bordeaux. Turenne, de son côté, venoit de se réunir à l'archiduc Léopold. Le coadjuteur enfin, mécontent de Mazarin, négocioit aussi secrètement avec les amis des princes. Il s'efforçoit de leur persuader que le duc d'Orléans et les vieux frondeurs s'opposoient seuls à ce que la liberté fût rendue aux prisonniers, mais qu'il espéroit bientôt secouer le joug qui lui pesoit. Gondi songeoit alors à une alliance entre l'ancienne et la nouvelle fronde, par cela même qu'il apercevoit sans peine que le but de Mazarin étoit de les mettre aux prises l'une avec l'autre, et de profiter de leur commune ruine. Il regrettoit l'appui qu'il avoit prêté au cardinal pour l'aider à consommer un guet-à-pens sur la personne du prince de Condé. Mais dans le même tems Mazarin juroit à qui vouloit l'entendre que

les princes étoient victimes des intrigues et de la perfidie du coadjuteur ; il protestoit qu'il n'avoit rien tant à cœur que de leur ouvrir les portes de leur prison, et que le duc d'Orléans seul, cédant aux conseils de Gondi, s'obstinoit à les retenir captifs.

Ce feu d'accusations contraires se croisoit entre Paris et Bordeaux. Mazarin s'étoit joint lui-même à l'armée que le roi avoit conduite devant cette dernière ville, pour réduire la princesse de Condé et les deux ducs de Bouillon et de La Rochefoucault ; mais, après une brillante attaque du maréchal de La Meilleraie, qui fut reçue avec une valeur égale par les assiégés, Mazarin entama avec les bourgeois de Bordeaux des négociations qui amenèrent le traité de paix du 1<sup>er</sup> octobre 1650. Ce traité stipuloit la révocation du duc d'Épernon, gouverneur de la province, et une amnistie générale au profit de ceux qui avoient pris les armes ; le cardinal, néanmoins, fit de vains efforts pour regagner les bonnes grâces de la princesse de Condé et celles de son fils. Après leur départ, il accabla de ses prévenances Lenet, le principal conseiller de la princesse, et Gourville qui, de simple valet de chambre du duc de La Rochefoucault, étoit devenu un homme considérable par son caractère prudent et hardi ; il eut avec ces deux habiles serviteurs de longues conférences ; il leur parla avec un feint abandon de sa défiance des anciens frondeurs, de

sa haine pour le coadjuteur, et de son désir de s'unir avec les princes contre leurs ennemis communs; mais ni Lenet ni Gourville ne se laissèrent prendre à ce langage, et dans le même tems les amis des princes leur ménageoient dans Paris même un appui plus sincère que celui du cardinal-ministre.

Le duc de Nemours, de la maison de Savoie, la duchesse de Châtillon, le président Violle et plusieurs autres membres du parlement, formoient à Paris, sous la direction de la princesse Palatine, Anne de Gonzague, un comité secret qui travailloit sans relâche à la liberté des princes. La princesse Palatine, Anne de Gonzague, étoit la même qui avoit vécu avec le duc de Guise, comme sa femme, et qui avoit ensuite épousé Édouard, un des fils de Frédéric V, le prétendant au trône de Bohême. Elle étoit l'amie intime de la duchesse de Longueville, et c'étoit surtout par affection pour cette dernière qu'elle vouloit servir le prince de Condé son frère. Bien qu'elle fût instruite des promesses faites par Mazarin devant Bordeaux aux ducs de La Rochefoucault et de Bouillon, elle ne comptoit nullement sur la parole du cardinal, et tandis que les ducs proposoient d'unir les princes au ministre contre les frondeurs, elle préféroit les unir aux frondeurs contre le ministre. Elle entra dès lors en relation avec le coadjuteur, dont l'esprit et l'habileté l'attiroient, et les bases de l'alliance de l'ancienne



fronde avec la nouvelle ou le parti des princes, furent arrêtées entre eux. Cette alliance devoit être cimentée par des mariages ; savoir celui du prince de Conti avec mademoiselle de Chevreuse, maîtresse du coadjuteur, et celui du duc d'Enghien avec mademoiselle d'Alençon, seconde fille du duc d'Orléans. Les deux négociateurs se promettoient réciproquement, jusqu'à la conclusion du traité, le secret le plus inviolable.

Les intrigues de la fronde étoient à ce point, lorsque Mazarin quitta Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 1650, pour se rendre à l'armée de Champagne. Le lendemain de son départ, la princesse de Condé présenta au parlement une requête tendant à ce que les princes, contre lesquels les gens du roi n'avoient pris aucune conclusion, fussent remis en liberté suivant la déclaration du 24 octobre 1648. C'étoit le premier président Molé, dont le fils Champlâtreux étoit attaché au prince de Condé, qui avoit lui-même rédigé cette requête, et il l'avoit rendue assez humble et assez soumise pour flatter l'orgueil des magistrats. Le même jour on apprit à Paris que la princesse douairière de Condé venoit de mourir à Châtillon, dans de grands sentiments de componction et d'humilité, et cet événement redoubla la pitié pour les infortunes de la noble maison de Condé. La délibération, toutefois, arrêtée par un manque de formalité, se prolongea plus d'une semaine, et l'on reçut, sur ces entrefaites, la nouvelle

que le maréchal du Plessis avoit remporté, à Réthel, une grande victoire sur les Espagnols. En arrivant en Champagne, Mazarin avoit rassemblé toutes les troupes échelonnées sur les frontières de cette province et sur celles de Picardie ; il les avoit réunies à l'armée qu'il ramenoit de Guyenne, et la place de Réthel, pressée par ces forces imposantes, dut capituler, le 13 décembre 1650. Lorsque Turenne, arrivé à trois lieues de Réthel, à la tête des Espagnols, apprit que la ville s'étoit rendue, il commença aussitôt sa retraite ; mais du Plessis l'ayant atteint le 15 décembre, près d'un village nommé Smide, à quatre ou cinq lieues de Réthel, les Espagnols furent mis en fuite, après une vigoureuse résistance. Turenne se sauva, mais don Estevan de Gamara, qui commandoit les Espagnols, fut fait prisonnier. Presque toute son infanterie fut tuée, sa cavalerie dissipée ; ses canons et ses bagages tombèrent aux mains des vainqueurs.

Un succès si grand et si inattendu releva le courage des amis du ministre, mais ses ennemis se serrèrent aussi de plus près. Dans le courant de janvier 1651, le traité d'union de la nouvelle et de l'ancienne fronde fut définitivement signé entre le duc de La Rochefoucault d'une part et le coadjuteur de l'autre. Celui-ci parvint en outre à arracher sa signature au duc d'Orléans, et ce prince consentit à ce que le coadjuteur déclarât en son nom, au parlement, qu'il étoit résolu de concourir avec

la compagnie pour la liberté de ses cousins, et d'y contribuer en tout ce qui seroit de son pouvoir; il fit appeler ensuite le garde des sceaux, le maréchal de Villeroi et Le Tellier, et il leur commanda de dire à la reine qu'il n'iroit jamais au Palais-Royal tant que le cardinal y seroit, et qu'il ne pouvoit plus traiter avec un homme qui perdoit l'État. Fort de cette adhésion, Gondi prit la parole au parlement, le 4 février 1650, et conclut à faire des remontrances au roi pour obtenir immédiatement la liberté des princes et le renvoi du cardinal Mazarin. Cet avis passa tout d'une voix. Ce fut alors que le coadjuteur se fit à lui-même l'application d'un prétendu passage d'un ancien qu'il inventoit à l'heure même : *In difficillimis reipublicæ temporibus urbem non deserui, in prosperis nihil de publico delibavi, in desperatis nihil timui.*

La reine répondit aux remontrances, le 6 février, « qu'elle souhaitoit plus que personne la délivrance de messieurs les princes, mais qu'il étoit « juste de chercher des sûretés pour l'État; que « pour ce qui étoit de M. le cardinal, elle le retiendrait dans ses conseils tant qu'elle le jugeroit utile au service du roi, et qu'il n'appartenoit pas au parlement de prendre connoissance de quel ministre elle se servoit. » Malgré la fierté de cette réponse, le soir même le cardinal sortit déguisé du Palais-Royal, et se sauva, lui troisième. Il prit la route du Havre, sous la protection du

comte de Broglie, avec l'intention d'y réunir les troupes qui lui seroient demeurées fidèles, et de faire son traité avec les princes renfermés dans la forteresse du Havre, en leur ouvrant lui-même les portes de leur prison. La reine lui avoit promis de s'évader à son tour secrètement de Paris, et de ne pas tarder à le rejoindre.

Ce projet ne put s'exécuter, parce que le coadjuteur, qui le devina sans peine, fit garder toutes les barrières de la ville. Quant au cardinal, un arrêt du parlement, du 9 février, lui enjoignit de vider, sous quinze jours, le royaume, ordonnant aux sujets du roi de lui courir sus après ce terme. Lorsqu'il eut connoissance de cet arrêt, il avoit déjà quitté le Havre pour se retirer à Sedan, dont le commandant Fabert lui étoit dévoué. Les princes, de leur côté, étoient arrivés le 14 février à Paris, où ils furent reçus avec les mêmes démonstrations de joie qui avoient éclaté lors de leur arrestation.

Toute la noblesse se rallia aussitôt autour du brillant vainqueur de Rocroy et de Nordlingen. Dans de nombreuses assemblées qui se réunissoient au couvent des Cordeliers, il fut proclamé hautement que le pouvoir absolu de la couronne étoit un abus contraire à la dignité des François; mais pour contenir l'autorité royale, c'étoit uniquement à l'autorité des grands qu'on avoit recours. La noblesse s'éleva en même tems avec in-

dignation contre « ces gens de robe, personnes de très-petite naissance et de nul mérite, » qui prétendoient donner aux lois une sanction, et qui s'érigeoient en censeurs de la monarchie.

On ne conçoit point un pareil outrage fait au parlement dans le moment même où son intervention rendoit les princes captifs à la liberté. Il s'empressa, par représailles, de déclarer illégale toute réunion de la noblesse, et de condamner les doctrines professées aux Cordeliers, comme préjudiciables aux prérogatives du roi et à l'honneur de la compagnie. La noblesse répliqua par des paroles injurieuses, et arrêta « de se transporter au parlement pour le châtier de son insolence, et jeter « dans la rivière le premier président et M. de « Champlâtreux, son fils. » Ainsi, au bout de quelques jours, la scission fut complète entre l'ancienne et la nouvelle fronde. Celle-ci resta le parti de la noblesse et des princes; l'ancienne, toujours conduite par le coadjuteur, s'appuyoit sur le duc d'Orléans, sur le parlement et sur la bourgeoisie. Elle accusoit avec raison le prince de Condé d'avoir faussé sa parole, et la princesse Palatine elle-même s'indignoit de ce qu'on violât ainsi les engagements qu'elle avoit pris au nom du parti.

La reine, enfermée dans le Palais-Royal, ne se tenoit pas de joie de voir ses ennemis prêts à en venir aux mains. Toujours guidée par Mazarin, qui, de Bruhl, château de l'électeur de Cologne,

correspondoit activement avec elle, Anne rappela au conseil Chavigny, l'ami intime du prince de Condé, et donna les sceaux au président Molé. Mazarin détestoit Chavigny; mais il savoit que le duc d'Orléans le haïssoit aussi, et son but étoit d'exciter la jalousie du duc contre Condé, en appelant au conseil la créature de ce dernier. C'est par des combinaisons de cette force et de cette grandeur que se signaloit la politique de Mazarin; c'est à cette fécondité inépuisable de petites ressources, de petites intrigues et de misérables fourberies, qu'il dut de gouverner la France pendant vingt ans, et de laisser un des noms les plus considérables de notre histoire.

Pendant que la reine paroissoit se livrer sans réserve au prince de Condé et à son parti, elle faisoit secrètement des avances au coadjuteur et à l'ancienne fronde. Peu s'en fallut que le prince ne fût arrêté de nouveau, ou même assassiné. On doit dire toutefois, à l'honneur de Gondi, qu'il repoussa avec indignation cette dernière extrémité. Prévenu des projets formés contre lui, Condé furieux rassembla en hâte quelques amis; il fit créneler les murs de son jardin, barricader les portes et les fenêtres de son hôtel; puis, s'étant retiré à Saint-Maur, il déclara qu'il ne rentreroit point à Paris tant que les créatures de Mazarin, Letellier, Servien et Lyonne, secrétaires d'état, qui avoient donné des conseils violents contre lui, seroient auprès de la reine. Dans cette circonstance, l'ancienne

fronde se crut obligée de prêter son concours aux princes. Elle craignoit de perdre sa popularité en défendant les amis de Mazarin; Gondi, en conséquence, demanda au parlement le renvoi des secrétaires d'état, qui n'osèrent plus paroître au conseil et sortirent même de Paris.

Lorsqu'il eut obtenu cette satisfaction, Condé revint prendre sa place au parlement; mais la haine entre lui et le coadjuteur n'en persistoit pas moins, et la lutte de ces deux chefs de partis s'annonçoit d'autant plus violente, qu'ils étoient tous deux plus incapables de crainte. Le 19 août 1651, le prince accusa formellement Gondi en pleine séance du parlement d'être l'auteur de toutes les calomnies répandues contre lui. Le coadjuteur, sans s'émouvoir, lui répondit que, du moins, personne ne lui pouvoit ôter l'honneur de n'avoir jamais manqué à sa parole. Condé sentit l'affront mérité, et porta la main sur la garde de son épée. Les salles et les galeries du palais étoient pleines de gens armés, et à l'instant quatre mille épées furent tirées. Une mêlée épouvantable alloit s'engager; mais Condé eut horreur d'égorger le coadjuteur de Paris dans les salles du Palais-de-Justice; il reprit tout son sang-froid, et la délibération suivit son cours régulier. Le surlendemain, 21 août, le coadjuteur s'étoit préparé au combat; des gardes et des cheveu-légers de la reine, mêlés avec les frondeurs, les gentilshommes du Vexin, vas-

saux de l'archevêque, et une foule de bourgeois, occupoient toutes les galeries adjacentes à la grande salle. Les gens de la suite du prince de Condé arrivèrent plus tard, et ne purent se placer qu'au milieu, au risque d'être chargés en flanc et en queue par ceux du parti contraire. Le prince, déterminé comme la veille à éviter l'effusion du sang, dit, en prenant sa place, « qu'il ne pouvoit assez s'étonner  
 « de l'état où il trouvoit le palais; que la grande  
 « salle étoit pleine d'hommes inconnus, armés  
 « d'épées et de pistolets; qu'il y avoit des postes  
 « pris, des mots de ralliement, et que c'étoit grande  
 « pitié qu'il y eût dans le royaume des gens assez  
 « insolents pour prétendre lui disputer le pavé. » Le coadjuteur répondit que personne ne lui disputeroit le haut du pavé, mais qu'il y en avoit qui ne pouvoient et ne devoient, par leurs dignités, quitter le pavé qu'au roi. « Je vous le ferai bien quitter! » dit le prince. — « Il ne sera pas aisé! » reprit le prélat. Dans ce moment, les présidents se jetèrent entre les deux rivaux, et les conjurèrent d'avoir égard au temple de la justice et à la conservation de la ville. Le prince, se tournant alors vers le duc de La Rochefoucault, le pria de faire sortir tous ses amis de l'enceinte du palais. Gondi vint aussi pour faire retirer les siens. Comme le coadjuteur rentroit de la salle des Pas-Perdus dans le parquet des huissiers, La Rochefoucault, qui l'observoit, poussa si à propos les deux battants de la porte, en



laissant tomber la barre de fer qui les assujettissoit, que le prélat se trouva pris entre ces deux battants, la tête dans le parquet, le corps dans la grande salle. Le malheureux étouffoit, et le duc, dont les mains étoient occupées à retenir la barre de fer, erioit à Chavagnac de poignarder la victime. Chavagnac s'en excusa froidement sur ce qu'il n'avoit pas d'ordre du prince, et resta tranquille spectateur de l'agonie du coadjuteur. Enfin le tumulte fut entendu de la grande chambre, et M. de Champlâtreux, envoyé par le premier président, força le duc à lâcher prise.

Quelques jours après, le 8 septembre 1651, Louis XIV se rendit au parlement pour lui annoncer sa majorité, et y tenir son premier lit de justice. Né le 5 septembre 1638, il avoit accompli sa treizième année, et, d'après l'ordonnance de Charles V, les rois de France étoient majeurs à treize ans et un jour. Le jeune prince fut conduit au Palais-de-Justice avec une pompe magnifique. Le brillant cortège où le prince de Condé ne parut pas, mais où figuroient le duc d'Anjou, frère du roi, le duc d'Orléans, son oncle, le prince de Conti et tous les ducs et pairs, maréchaux de France et officiers de la couronne, accompagna le roi jusqu'au parlement. Là, s'étant assis sur son trône, et s'adressant aux magistrats : « Messieurs, dit-il, je suis venu en mon parlement « pour vous déclarer que, suivant la loi de mon

« état, j'en veux prendre moi-même le gouverne-  
 « ment, et j'espère de la bonté de Dieu que ce sera  
 « avec piété et justice. » Il ajouta, en embrassant  
 sa mère, qu'il désiroit qu'après lui elle fût le chef  
 de son conseil; puis chacun des princes et des sei-  
 gneurs fit son hommage au souverain. La séance  
 se termina par une déclaration en faveur du prince  
 de Condé, dont le greffier donna lecture, et par la-  
 quelle sa majesté se disoit pleinement satisfaite de  
 l'innocence et de la fidélité de son cousin. Enfin,  
 pour accroître encore sa popularité, le roi publia  
 une autre déclaration qui rejetoit sur le cardinal  
 Mazarin tous les actes arbitraires et oppressifs  
 commis pendant la régence, et faisoit de nouveau  
 « expresses défenses et inhibitions audit cardinal  
 « et à ses alliés et domestiques de ne jamais rentrer  
 « dans le royaume et terres de France, à peine  
 « d'être poursuivis comme criminels de lèse-ma-  
 « jesté et perturbateurs du repos public. »

Condé fut peu touché du témoignage de la sa-  
 tisfaction royale qui venoit de lui être solennel-  
 lement donné. Il ne se portoit toutefois qu'avec  
 répugnance à la guerre civile; mais il y fut en-  
 traîné par les duchesses de Châtillon et de Longue-  
 ville. « Vous le voulez, leur dit-il, mais souvenez-  
 « vous que, quoique je tire l'épée malgré moi, je  
 « serai probablement le dernier à la remettre dans  
 « le fourreau. » Condé partit aussitôt de Paris pour  
 soulever la Guyenne, le Poitou, l'Anjou, et mendier

contre la France le secours des Espagnols. Mais dans le même tems , de notables défections affoiblissoient son parti à l'intérieur. Le duc de Longueville, le duc de Bouillon et le vicomte de Turenne, après quelques hésitations, se décidèrent à embrasser franchement la cause de la reine. Celle-ci, de son côté, voyoit avec joie éclater la guerre civile. Elle ne connoissoit point la crainte; elle vouloit perdre Condé, et avoit dit au coadjuteur : « M. le prince périra, ou je périrai. » Anne d'Autriche apprécioit, du reste, assez bien les dispositions du pays. Le peuple ne concevoit point les motifs qui pousoient les princes à la révolte; de nouvelles luttas ne lui présageoient que de nouvelles souffrances, et la reine espéroit que l'opinion publique, se soulevant contre Condé, rendroit sa vengeance plus facile contre un tel adversaire.

M. le prince déploya sa rare activité pour rassembler une armée à Bordeaux; mais force lui fut de lever immédiatement la taille sur le Berry et la Bourgogne, de saisir tous les revenus du roi en Guyenne, de doubler les taxes, etc., au risque d'irriter par ces mesures la population des provinces sur lesquelles il s'appuyoit. Aussi, malgré la présence de Condé, les échecs se succédèrent-ils rapidement dans le parti des princes, tandis qu'au contraire les troupes accouroient de toutes parts autour de la reine. Celle-ci avoit conduit la cour à Poitiers, vers la fin d'octobre 1651, et ce fut là qu'elle fut re-

jointe le 30 janvier 1652 par le cardinal Mazarin qui, bravant les arrêts du parlement, venoit de traverser la France, avec une armée de dix mille hommes.

Pendant son exil à Bruhl, chez l'électeur de Cologne, Mazarin n'avoit point été ménagé par les déclarations de la magistrature, mais il savoit que le crédit de ce corps sur l'opinion publique s'étoit beaucoup affoibli par ses propres fautes et par les malheurs du tems : il n'avoit eu garde, en conséquence, de se laisser intimider par ses proscriptions. Les clameurs de la populace le poursuivoient toujours avec violence, mais les bourgeois ne s'y associoient plus ; il sentoit d'ailleurs, qu'un parti dont Gaston étoit le chef seroit toujours trahi par la foiblesse et la lâcheté de ce prince. De plus Mazarin avoit réussi dans son projet de détacher de la faction de Condé quelques-uns des plus illustres entre les grands seigneurs. Par une de ces ressources d'esprit dignes de sa politique, il avoit imaginé de faire venir de Rome sept nièces charmantes, filles de ses deux sœurs, dont l'une étoit mariée à un Mancini, l'autre à un Martinozzi. Il s'étoit flatté, en les dotant richement, de s'unir par elles aux plus puissantes maisons de la noblesse, et déjà, en effet, l'une de ces nièces avoit épousé le duc de Mercœur, fils du duc de Vendôme ; une autre étoit recherchée par le duc de Candale, fils du duc d'Épernon ; une troisième enfin alloit épouser le fils aîné du duc de Bouillon.

Lorsque Mazarin rentra en France, sa situation y étoit donc meilleure que lorsqu'il avoit quitté le royaume. Il fut, du reste, reçu à Poitiers avec les plus grands honneurs. La reine ne pouvant contenir sa joie et son impatience, l'attendit pendant deux heures à la fenêtre. Le roi et son frère allèrent au-devant de lui. Le soir même il reprit sa place au conseil, et Châteauneuf fut obligé de se retirer immédiatement. Le lendemain l'armée royale, sous les ordres des maréchaux de Turenne et d'Hocquincourt, se mit en marche pour se rapprocher de Paris, laissant seulement le comte d'Harcourt en Guyenne, pour y tenir tête aux rebelles.

Lorsque le prince de Condé apprit la rentrée du cardinal en France, il crut qu'il lui seroit facile de faire sa paix avec le parlement. Gaston, de son côté, profondément blessé par la reine qui ne l'avoit pas même prévenu du retour de son ministre, se seroit probablement réuni à Condé; mais le coadjuteur, qui ne vouloit de réconciliation ni avec M. le prince, ni avec Mazarin, représenta, d'une part, au parlement qu'il ne pouvoit, sans crime de haute trahison, accepter les avances de Condé, l'allié des Espagnols; d'autre part, il pressoit Gaston d'appeler ses régiments de Languedoc, de Valois, d'Altesse, etc.; et de se mettre à la tête d'un tiers parti, auquel se rattacheroient sans doute toutes les villes du royaume hostiles à Mazarin.

On conçoit difficilement que le coadjuteur s'abusât sur la valeur du duc d'Orléans, à ce point de vouloir en faire un chef de parti. Quoi qu'il en soit, il se dégoûta bientôt et du prince et du parlement, et n'espérant plus rien des affaires publiques, ne sachant plus comment diriger la fronde qu'il avoit si long-tems inspirée, il saisit avec empressement une occasion de s'éclipser. Cette occasion lui fut naturellement offerte par sa promotion au cardinalat, dont il reçut la nouvelle le dernier jour de février 1652. « Le cérémonial romain, dit-il, ne  
 « permet pas aux cardinaux de se trouver en au-  
 « cunes cérémonies publiques, jusqu'à ce qu'ils  
 « aient reçu le bonnet, et cette dignité ne donnant  
 « aucun rang au parlement que lorsqu'on y suit  
 « le roi, la place que je n'y pouvois avoir en son  
 « absence que comme coadjuteur, qui est au-des-  
 « sous de celle des ducs et pairs, ne se fût pas bien  
 « accordée avec la prééminence de la pourpre. Je  
 « vous avoue que j'eus une joie sensible d'avoir un  
 « prétexte, et même une raison de ne me plus  
 « trouver à ces assemblées. »

Le coadjuteur, qui prit le nom de cardinal de Retz, avoit été revêtu de la pourpre, grâce à une ruse d'Innocent X, ennemi personnel de Mazarin, qui, en proclamant le nouveau cardinal pendant la nuit, ne laissa pas le tems à l'ambassadeur de France de révoquer, selon les ordres de sa cour, la présentation que Gondi avoit obtenue de la reine

pour la première promotion qui se feroit au sacré collège. Le nouveau cardinal, retiré dans son archevêché, laissa le parlement fulminer tour-à-tour des arrêts contre Mazarin, criminel de lèse-majesté, et contre le prince de Condé, allié des Espagnols. Pendant ce tems, l'armée royale marchant sur Paris, s'étoit rapprochée d'Orléans. Gaston attachoit le plus grand prix à la conservation de la ville qui étoit le chef-lieu de son apanage, mais il n'aimoit point le danger, et ne voulant d'ailleurs s'éloigner ni de Paris ni du parlement, il se détermina à envoyer à Orléans sa fille, mademoiselle de Montpensier. Cette princesse, connue sous le nom de *la grande mademoiselle*, étoit alors âgée de vingt-cinq ans. Hardie, inquiète, intrigante, remarquable d'ailleurs par son esprit et par sa beauté, elle nourrissoit un vif ressentiment contre la cour qui ne l'avoit pas mariée, encore qu'elle n'eût point d'égale en France ni pour la naissance, ni pour la fortune. A étudier l'histoire dans le long et amusant bavardage de ses mémoires, il semble que son mariage est la grande affaire politique du dix-septième siècle, la solution naturelle des guerres avec l'empereur ou avec l'Espagne. On voit qu'elle hésite à s'engager avec Charles II proscrit, qu'elle fonde des espérances sur la mort prochaine de la princesse de Condé et sur le veuvage du prince; qu'enfin, malgré la disproportion de l'âge, elle aspire même à épouser Louis XIV. Elle rêvoit,

dans ce but, aux moyens de se rendre si puissante en France, que la cour eût besoin d'acheter son appui. Aussi accepta-t-elle avec joie la proposition que lui fit son père d'aller défendre Orléans, et l'enthousiasme qu'elle sut inspirer aux habitants fut tel, que l'armée royale, renonçant à l'occupation d'Orléans, passa outre en se dirigeant sur Gien.

Après avoir passé la Loire sur le pont de Gien, le maréchal d'Hocquincourt distribua sa cavalerie dans sept villages, aux environs de Blesneau. Turenne lui conseilloit de ne pas distancer ainsi ses quartiers, réduits à l'impossibilité de se soutenir réciproquement; il ne croyoit toutefois aux deux généraux de l'armée des princes, Nemours et Beaufort, ni assez d'activité ni assez d'habileté pour qu'une surprise fût beaucoup à craindre. Mais dans la nuit du 7 avril 1652, le maréchal d'Hocquincourt fut attaqué sur plusieurs points avec tant d'ensemble et de rapidité, que cinq de ses quartiers furent enlevés et tout ce qui s'y trouva tué, pris ou mis en fuite. Quelques-uns des fuyards arrivèrent à Briare, où le maréchal de Turenne avoit son quartier. A peine averti, il courut à cheval sur une éminence d'où il dominoit la plaine; il observa à la lueur des villages enflammés les dispositions de l'attaque, puis, après avoir réfléchi quelques instants, il dit à ceux qui l'accompagnoient : « M. le prince est arrivé, c'est lui qui commande cette armée. »



Turenne avoit bien reconnu aux coups qu'on lui portoit un adversaire digne de lui. Il repartit aussitôt au galop pour se mettre en état de recevoir un tel ennemi, tandis qu'Hocquincourt prenoit position avec neuf cents chevaux, en arrière de Blesneau, sur un ruisseau profond et marécageux, traversé par une digue étroite. Le prince de Condé passa le premier cette digue, suivi de Nemours, de Beaufort, de La Rochefoucault, de Tavannes, de Vallon, de Coligni, de Guitaut et d'une centaine de maîtres. Les flammes d'un village qui brûloit laissant voir à d'Hocquincourt le petit nombre des assaillants, il tomba sur eux avec toutes ses forces. Mais Condé et les siens soutinrent avec tant de vaillance le choc du maréchal, que le gros de leur armée eut le tems d'arriver. Lorsqu'il entendit les tambours de l'infanterie qui approchoit, Hocquincourt, craignant d'être enveloppé, céda le terrain; une partie de ses cavaliers se jetèrent dans Blesneau, les autres furent poursuivis trois ou quatre lieues sur la route d'Auxerre.

Il ne restoit pas à Turenne plus de quatre mille hommes pour empêcher le prince d'entrer à Gien, où, maître de la personne du roi, il eût dicté les conditions de la paix. Condé, fort heureusement, s'étoit oublié à la poursuite des fuyards. Il avoit ainsi laissé le tems à Turenne de choisir sa position, et de ménager son plan d'attaque; et, lorsqu'il revint à la charge, son armée fut refoulée dans un

défilé impraticable où l'artillerie royale la foudroya pendant deux heures. A la faveur du trouble jeté dans les rangs de l'armée du prince, Turenne put se replier en bon ordre sur Gien, tandis que Condé, désespérant de surprendre de nouveau son adversaire, se décidait à rentrer dans Paris où il arriva le 11 avril 1652.

Turenne, de son côté, avoit conduit la reine et le roi de Gien à Corbeil, et de Corbeil à Saint-Germain. Il importoit à Mazarin et au parti de la cour de ne point abandonner la capitale à la seule influence de Condé, au moment où les chances de la guerre sembloient se déclarer contre lui. On apprenoit, en effet, que le comte d'Harcourt obtenoit chaque jour des avantages en Guyenne sur le général Marsin qui remplaçoit Condé; que Montbrond avoit capitulé; que tous les parlements de province se déclaroient aussi contre le prince allié des Espagnols, que le parlement de Bordeaux lui-même n'étoit contenu que par les violences et la tyrannie honteuse des factieux connus sous le nom d'*Ormistes*. L'ambition de Condé le disposoit à recevoir toute espèce d'assistance. Il ne repoussoit pas plus celle de la multitude effrénée que sa sœur, la duchesse de Longueville, excitoit dans le Midi, qu'il ne reculoit devant une alliance avec les ennemis de la France. Il résolut de soulever la populace de la capitale contre le parlement de Paris. Le duc d'Orléans, Beaufort, La Roche-

foucault, entrèrent dans ce lâche complot. Des milliers de bandits attirés par des distributions de vin et d'argent furent encore échauffés par des libelles sanguinaires qui les appeloient au meurtre et au pillage. Le duc d'Orléans ne paroissoit plus dans les rues que sous la hideuse escorte de ces misérables, et des seigneurs déguisés se mêloient à la populace pour désigner à ses fureurs ceux des magistrats dont ils redoutoient l'énergie.

Il semble que le parlement de Paris auroit dû se rallier alors franchement au parti de la reine ; mais sa loyauté lui faisoit un crime de traiter avec Mazarin, que plusieurs de ses arrêts avoient proscrit et qu'il ne cessoit de poursuivre de ses remontrances. Il persistoit ainsi dans la plus fausse position ; hostile à Condé, hostile à Mazarin, condamnant la guerre civile et l'entretenant par ses irrésolutions. Le maréchal de l'Hôpital, gouverneur de Paris, avoit promis, au nom du roi, que les armées royales resteroient éloignées, de dix lieues au moins, de la capitale ; mais l'armée des princes s'étant rapprochée, celle du roi se rapprocha aussi, et la ville retentit bientôt des plaintes de tous les propriétaires dont les maisons étoient dévastées et les granges brûlées.

Sur ces entrefaites, Louis XIV, alors à Melun, écrivit au parlement pour le presser de nommer des députés qui conféreroient avec les membres de son conseil sur les conditions de la paix. Mais les

princes, ne voulant point d'un traité dont le parlement seroit le négociateur, lâchèrent la bride à la populace pour intimider les magistrats; des attroupements menaçants pénétrèrent jusque dans la grande salle, des conseillers furent injuriés et frappés dans les rues. Le parlement néanmoins continua de se réunir, et après trois jours de délibération, il envoya des députés à Melun pour assurer le roi de son obéissance, en concluant toujours à l'exclusion du cardinal Mazarin, seule et unique cause des maux de l'Etat. Le roi donna aux députés, le 16 juin 1652, une réponse écrite, par laquelle il annonçoit sa résolution d'éloigner le cardinal de ses conseils et du royaume, pourvu que cette condescendance fit rentrer les princes dans le devoir, qu'elle rompît leurs ligues et associations, et qu'elle procurât la soumission de Bordeaux et des autres villes révoltées. Le parlement, au comble de la joie, arrêta, le 21 juin, qu'une nouvelle députation iroit témoigner au roi la reconnaissance de son peuple, et régler les conditions de la pacification générale. Cette déclaration effraya Condé, et *le roi des halles*, Beaufort, se chargea de dompter les magistrats par une émeute plus furieuse que les précédentes. Il parvint à réunir quatre ou cinq mille bandits sur la place Royale, il les harangua avec véhémence, et les exhorta à présenter requête au parlement pour demander un arrêt d'union avec les princes. Le 25 juin, en effet,

le parlement étoit à peine assemblé, qu'on entendit retentir de toutes parts autour du palais les hurlements de *mort aux Mazarins, union avec les princes*. Quand les magistrats voulurent sortir, la populace ameutée par Beaufort les repoussa en jurant qu'ils ne sortiroient point avant que l'arrêt d'union ne fût rendu. Une mêlée s'engagea entre les séditieux et la garde du parlement. Les portes de la grand'chambre furent enfoncées; les présidents de Nesmond, de Maisons, de Bailleul, furent gravement blessés; vingt-cinq personnes furent tuées sur les degrés du palais. Cependant les magistrats qui réussissoient à se dégager, alloient prendre leur rang dans les compagnies bourgeoises, et revenoient au secours de leurs confrères. La victoire leur demeura enfin, et à dater de ce jour, le retour de Mazarin leur parut moins redoutable encore qu'une association avec des princes capables de recourir à de telles extrémités.

Turenne, résolu à porter un coup décisif, avoit conduit le roi et l'armée royale sous les murs de Paris. Condé, maître du pont de Saint-Cloud, traversa rapidement le bois de Boulogne dans la nuit du 1<sup>er</sup> juillet 1652; il gagna la porte Saint-Honoré et suivit en dehors des murs *le Chemin de la révolte* jusqu'à la porte Saint-Denis. C'est là qu'il fut rejoint par les premiers escadrons de Turenne. Ne pouvant atteindre, sans combattre, le confluent de la Seine et de la Marne, où il vouloit prendre

position, il rangea sa petite troupe derrière les retranchements que les bourgeois avoient élevés pour couvrir le faubourg Saint-Antoine et qui s'étendoient des hauteurs de Charonne à la rivière, sur un développement de dix-huit cents toises. Les trois rues de Charonne, de Saint-Antoine et de Charenton, formant patte d'oie, débouchoient alors sur une grande place, devant la porte et sous le canon de la Bastille. Il chargea Tavannes, Vallon et Nemours de la défense de ces trois rues; les plus fortes maisons furent occupées et crénelées : lui-même avec La Rochefoucault et cinquante de ses plus braves amis se tint prêt à porter secours partout où le péril seroit le plus menaçant.

Louis XIV, âgé de quinze ans, avoit suivi son armée et observoit ses mouvements des hauteurs de Charonne. Pressé par le jeune monarque qui lui envoyoit ordre sur ordre, Turenne fut forcé de donner le signal du combat, le 2 juillet à sept heures du matin, sans attendre son artillerie. Il se chargea de l'attaque par la grande rue du faubourg; Navailles s'avança par la rue de Charenton, Saint-Maigrin par celle de Charonne : les assaillants forcèrent de toutes parts les retranchements et poussèrent en avant par les trois grandes rues; mais chaque pas les exposoit davantage au feu des maisons crénelées. Saint-Maigrin qui avoit pénétré jusqu'à la place du marché, y rencontra le prince de Condé avec son vaillant escadron. Tous ces sei-

neurs combattoient de leur personne, comme d'anciens chevaliers, et les témoins des grandes batailles de Wallenstein et de Gustave Adolphe assuroient n'avoir jamais vu tant de bravoure que dans cette jeune noblesse rangée sous les ordres de Turenne et de Condé. Saint-Maigrin, Rambouillet, et le neveu de Mazarin, Mancini, nourrissoient contre le prince de Condé une haine implacable excitée par des rivalités d'amour. Tous trois avoient juré des attachers à sa poursuite, jusqu'à ce qu'il périt sous leurs coups ; tous trois tombèrent mortellement blessés. Vers midi, les colonnes de l'armée royale furent repoussées, et les combattants, épuisés de chaleur et de fatigue, s'arrêtèrent un instant pour respirer. Condé posa sa cuirasse et ses habits, et se roula nu comme un cheval sur le gazon d'un jardin pour essuyer la sueur dont il étoit baigné. Mais pendant ce repos, le maréchal de La Ferté étoit arrivé avec l'infanterie et l'artillerie, et lorsque le combat recommença, toutes les chances étoient tournées contre Condé ; l'infanterie royale enleva rapidement les maisons crénelées, tandis qu'un grand nombre de seigneurs tombaient morts ou blessés autour de La Rochefoucault chargé de recouvrer sur le marquis de Navailles la barricade de la rue de Charenton. La Rochefoucault, Beaufort, Nemours et le jeune Marsillac, pénétrèrent seuls jusqu'à la barricade ; mais à peine y étoient-ils entrés que La Rochefoucault fut renversé d'un coup de mousquet

au-dessus des yeux, qui lui fit perdre la vue pour quelque tems. Les autres alloient périr infailliblement, si Condé n'étoit arrivé à eux, et ne les avoit ramenés devant la porte Saint-Antoine.

Ce fut dans ce moment même que mademoiselle, fille de Gaston, prenant le parti de Condé que son père n'osa secourir, ouvrit la porte Saint-Antoine aux blessés, et eut la hardiesse de tirer sur les troupes du roi le canon de la Bastille. L'armée de Turenne s'arrêta étonnée d'une attaque si imprévue ; Condé acheva sa retraite sans laisser un soldat en arrière ; mais mademoiselle se perdit à jamais dans l'esprit du roi son cousin par cette action violente. Le cardinal Mazarin, qui savoit l'extrême désir qu'avoit mademoiselle d'épouser une tête couronnée, dit alors : « Ce canon-là vient de tuer son mari. »

Après le sanglant et inutile combat de Saint-Antoine, le roi ne put rentrer dans Paris, et Condé n'y put demeurer long-tems. De nouveaux excès contre l'assemblée des députés de l'hôtel-de-ville, et le meurtre de plusieurs citoyens achevèrent de ruiner dans l'opinion le parti des princes. Cependant Condé avoit encore sa brigue au parlement. Cent quarante conseillers se réunirent le 20 juillet 1652, et sur la proposition de Broussel, un arrêt fut rendu à soixante-quatorze suffrages contre soixante-neuf, qui déclaroit le duc d'Orléans lieutenant-général du royaume, pendant la captivité du roi entre les mains du cardinal Mazarin, et le prince de Condé



généralissime des armées. Le roi répondit le 6 août à cet arrêt, par des lettres de cachet qui enjoignoient au parlement de se transférer à Pontoise. Les magistrats qui étoient enfermés dans Paris n'obéirent pas; mais les présidents de Novion et Le Cogneux, le premier président Molé, garde des sceaux, et onze conseillers qui se trouvoient hors de la ville, ouvrirent le parlement de Pontoise avec les pairs laïcs et ecclésiastiques de la suite de la cour. Le premier acte de ce parlement fut d'adresser à la reine des remontrances pour demander l'éloignement de Mazarin : c'étoit une comédie suggérée par ce ministre lui-même. Le roi, conseillé par lui, donna une déclaration publique par laquelle il renvoyoit son ministre tout en vantant ses services et en déplorant son exil. Le cardinal, sachant bien ce que valoit cette disgrâce, quitta de nouveau le cour le 19 août, pour se retirer à Sedan.

Mazarin étoit à peine parti que les citoyens de Paris, de leur seul mouvement, députèrent au roi pour le supplier de revenir dans sa capitale. Il y rentra le 21 octobre 1652, et tout y fut si paisible, qu'il eût été difficile d'imaginer que quelques jours auparavant tout avoit été dans la confusion. Le lendemain, 22 octobre, la magistrature reçut ordre de s'assembler dans la grande salle du Louvre, où le roi devoit tenir son lit de justice. Louis XIV y entra précédé des Cent-Suisses tambour battant, et accompagné d'une garde formidable : toutefois, sa

bonne grâce, sa jeunesse, sa beauté, produisirent une impression favorable. Le chancelier lut, au nom du roi, une déclaration d'amnistie; mais les ducs de Beaufort, de La Rochefoucault, de Rohan, les marquis de La Boulaye et de Fontrailles, onze membres du parlement et tous les officiers des princes et princesses qui ne se soumettroient pas dans trois jours étoient exceptés. Enfin le roi « faisoit très  
« expresses inhibitions et défenses, aux gens tenant  
« sa cour du parlement, de prendre ci-après au-  
« cune connoissance des affaires générales de son  
« état et de la direction de ses finances, ni de rien  
« ordonner ni entreprendre pour raison de ce, con-  
« tre ceux à qui il en avoit confié l'administration,  
« sous peine de désobéissance. » Ainsi se terminoit par l'établissement complet du despotisme une lutte commencée avec de nobles sentiments pour la liberté, soutenue pendant cinq ans avec courage, mais compromise par les fautes et l'insuffisance de ceux qui s'étoient chargés de la soutenir et de la diriger.

A la rentrée du roi dans Paris, Gaston eut ordre d'en sortir immédiatement, et de se rendre directement à Blois. Mademoiselle, à qui la reine avoit fait dire de quitter les Tuileries, se retira à sa terre de Saint-Fargeau; enfin, une déclaration du roi, du 13 novembre 1652, ordonna la saisie des biens de Condé, de Conti, de la duchesse de Longueville et de tous leurs adhérents, comme criminels de l'èsc-

majesté. Restoit le cardinal de Retz. Toujours cher aux curés de Paris et à la bourgeoisie, il résolut d'attendre les évènements, confiné dans son archevêché. Ses amis ne doutoient pas que la cour achèteroit son adhésion au prix de grands sacrifices ; qu'elle paieroit ses dettes, et qu'elle lui donneroit l'ambassade de Rome. Mais ni Mazarin ni la reine ne pardonnèrent au coadjuteur la puissance qu'il avoit si long-tems exercée, ou l'inflexible hauteur de caractère qu'il montrait encore. La reine l'avoit reçu avec égards, lorsqu'il étoit venu lui faire sa cour ; elle alla avec le roi entendre un de ses sermons ; elle le fit même assurer d'un bon accueil lorsqu'il retourneroit au Louvre. Le cardinal, en effet, fut reçu avec empressement par le roi et la reine, lorsqu'il y retourna le 18 décembre 1652 ; mais comme il se retiroit, il fut arrêté par le capitaine des gardes et conduit à Vincennes. La ville ne bougea pas pour défendre le prélat qu'elle chérissoit, et à ce signe mieux qu'à aucun autre, il apparut vraiment que les Parisiens avoient courbé la tête sous le joug, et que rien n'étoit désormais capable de ranimer leur énergie.

Le cardinal Mazarin, voulant donner à l'effervescence populaire le tems de se calmer, ne fit sa rentrée dans Paris qu'le 3 février 1653. Louis XIV le reçut comme un père, et le peuple comme un maître. La plupart des amis des princes eux-mêmes se hâtèrent de faire leur paix avec le ministre. La

Guyenne enfin , entraînée par l'exemple du prince de Conti et de la duchesse de Longueville, ne tarda pas non plus à se soumettre au roi. Le prince de Condé seul espéroit rallumer encore la guerre civile ; il ne vouloit pas voir que sa révolte n'avoit plus aucun appui dans la nation, et qu'il n'étoit plus lui-même qu'un émigré à la solde de l'Espagne.

Au moment où la fortune offroit à Philippe IV un grand général pour attaquer la France, il avoit déjà recouvré tout ce qu'il avoit perdu dans les précédentes campagnes. La place importante de Dunkerque avoit été reprise par les Espagnols le 16 septembre 1652 ; ils avoient chassé les Français de la Catalogne dans le mois d'octobre 1651 ; ils s'étoient enfin , dans la même année, rendus maîtres de Casal, en Italie. Nommé généralissime des armées de Philippe IV, « Condé, dit Voltaire, « ne put relever un parti qu'il avoit affoibli lui-même par la destruction de l'infanterie espagnole aux journées de Rocroy et de Lens. Il combattoit avec des troupes nouvelles, dont il n'étoit pas le maître , contre les vieux régiments français qui avoient appris à vaincre sous lui, et qui étoient commandés par Turenne. Le sort de Turenne et de Condé fut d'être toujours vainqueurs, quand ils combattirent ensemble à la tête des Français, et d'être battus quand ils commandèrent les Espagnols. »

Après s'être observés pendant quelques mois en

Picardie et en Champagne où Condé prit Rocroy et où Turenne s'empara de Mouzon et de Sainte-Ménéhould, les deux illustres rivaux firent rentrer leurs armées dans leurs quartiers d'hiver, pour y attendre l'ouverture de la prochaine campagne. Louis XIV et Mazarin, qui avoient assisté de loin au siège de Sainte-Ménéhould revinrent à Paris dans le courant de décembre 1653, et deux mois après, le 22 février 1654, le prince de Conti, mettant de côté l'orgueil du sang royal, épousa mademoiselle Martinozzi, l'une des nièces du cardinal. La duchesse de Longueville, retirée à Moulins dans le couvent des filles de Sainte-Marie, embrassa, à cette époque, les sentiments exaltés du jansénisme avec la même ardeur qui l'avoit poussée jusque-là dans les intrigues mondaines. Elle ne songea plus dès lors qu'à se réconcilier avec Dieu et avec son mari. La soumission du frère et de la sœur du grand Condé n'empêcha point que ce dernier ne fût condamné à mort par arrêt du Parlement du 28 mars 1654, comme criminel de lèse-majesté. En attendant que le prince fût saisi, cet arrêt confisquoit ses biens et le déclaroit déchu de toutes ses charges.

Le parlement n'aimoit pas Condé, il prononça donc sans difficulté une sentence qui d'ailleurs étoit méritée. Mais il ne pouvoit se résigner encore à ne l'être plus considéré comme le gardien des lois et le défenseur du respectable. Quelques edits parti-

culièrement vexatoires ayant été présentés à son enregistrement, les chambres demandèrent à se réunir pour les examiner. Mazarin trembloit déjà ; il croyoit voir recommencer la lutte qui l'avoit forcé à s'exiler deux fois. Mais le jeune monarque, instruit de cette démarche, accourut de Vincennes le 16 mai 1654, jour fixé pour l'assemblée, et, en habit de chasse, botté, éperonné, le fouet à la main, il entra dans la grand'chambre, où prenant séance à la place du premier président : « Mes-  
« sieurs , dit-il aux conseillers , chacun sait les  
« malheurs qu'ont produits les assemblées du Par-  
« lement, je veux les prévenir désormais. J'or-  
« donne donc qu'on cesse celles qui sont commen-  
« cées. Monsieur le premier président , je vous dé-  
« fends de souffrir ces assemblées, et à pas un de  
« vous de les demander. » La majesté du prince, la noblesse de ses traits , l'assurance de sa parole, imposèrent dans le moment ; mais bientôt un édit sur les monnaies donna lieu, de la part du Parlement, à de nouvelles observations. Mazarin, qui ne vouloit point souffrir que cette compagnie reprît des forces sur aucun chapitre , résolut d'en exiler quelques membres : « La reine , dit madame de  
« Motteville, n'étoit pas fâchée de mortifier un peu  
« ceux qui lui avoient donné de si mauvaises heu-  
« res ou de si mauvaises années. En entrant ce  
« même jour-là dans sa chambre, elle me fit l'hon-  
« neur, en me voyant , de s'approcher de moi, et

« de me dire tout bas avec un visage riant : —  
« Madame, il y en a dix d'exilés ou de prisonniers.  
« — Je lui répondis de même en riant : Votre ma-  
« jesté est donc bien aise ? — Je le suis, en vérité,  
« me dit-elle, mais pas tout-à-fait ; car je voulois  
« qu'on les mît tous à la Bastille, et par la douceur  
« ordinaire de M. le cardinal, il n'y en a qu'un.  
« Ensuite elle ajouta que si le premier président Bel-  
« lièvre faisoit le méchant, on le traiteroit de la même  
« sorte. » Ainsi fut anéantie l'autorité de la magis-  
trature, sans que l'on remarquât cet acte de despo-  
tisme qui frappoit la première Cour du royaume.  
Au bout de quelques mois, les exilés furent rappelés,  
et pendant le cours de ce long règne, l'on n'en-  
tendit plus parler de l'opposition des parlements.

Tranquille à l'intérieur, Mazarin se préparoit à  
poursuivre la guerre avec vigueur. A l'époque de  
la grande faveur de Condé, le ministre avoit détaché de la Lorraine trois places, Stenay, Jametz et  
Clermont, qu'il avoit données au prince, et qui  
formoient en quelque sorte la dot que celui-ci avoit  
portée à l'Espagne en se livrant à elle. Le 19 juin  
1654, le marquis de Fabert, gouverneur de Sedan,  
bloqua Stenay ; mais, dans le même tems, les Es-  
pagnols méditoient une opération beaucoup plus  
importante, le siège d'Arras, capitale de l'Artois.

Ce siège est surtout célèbre parce qu'il mit en  
présence encore une fois les deux grands généraux  
de la France, Turenne et Condé. Les Espagnols

avoient donné trente mille hommes à ce dernier, qui investit Arras le 5 juillet 1654, mais, avant que les lignes fussent terminées, Turenne parvint à jeter des secours dans la ville. Assuré dès lors que, pourvue de vivres et d'une artillerie formidable, elle opposeroit à l'ennemi une résistance obstinée, il résolut, pour attaquer Condé, d'attendre les troupes qui formoient le siège de Stenay. Cette place capitula le 6 août, et Turenne fut bientôt rejoint par le maréchal d'Hocquincourt. Celui-ci se porta, par une marche rapide, de Stenay à Arras, dans l'espoir de délivrer la ville.

L'armée française étoit désormais plus forte que celle des Espagnols, mais elle étoit soumise à trois maréchaux égaux en pouvoir, Turenne, Hocquincourt et La Ferté. Cependant Turenne, toujours modeste, calme et froid, regagna bientôt l'ascendant du génie sur ses deux collègues, et, sur son avis, il fut décidé que, dans la nuit du 24 au 25 août, on attaqueroit les Espagnols dans leurs retranchements. Les deux autres maréchaux qui, comme lui, avoient reconnu de près les lignes des assiégeants, et qui les croyoient imprenables, disoient hautement, et au point de décourager les troupes, que l'entreprise étoit insensée et téméraire; ils furent pourtant entraînés par l'autorité de Turenne. Celui-ci, en passant la Scarpe avant la nuit, fit supposer à Condé qu'il vouloit attaquer de son côté; mais, la nuit venue, il repassa la Scarpe



en silence et tomba sur le quartier de Fernand de Solis qu'il força, pendant qu'Hocquincourt forçoit aussi celui des Lorrains, et que La Ferté jetoit le désordre dans le camp de l'archiduc Léopold et de Fuensaldagne. La déroute étoit complète, et les Espagnols cédoient de toutes parts, lorsque Condé, avec son escadron d'émigrés, fondit sur les François et rétablit un instant le combat. Mais il n'étoit pas assez fort pour lutter seul contre toute l'armée. Après avoir étonné et troublé les vainqueurs, et protégé ainsi la retraite des Espagnols, il repassa la Scarpe et se retira en bon ordre avec ses troupes à Cambray. Le général des Espagnols, Fuensaldagne perdit, au contraire, dans cette déroute mémorable, soixante-dix canons, tout son bagage et la meilleure partie de son infanterie.

La victoire des François, devant Arras, fut célébrée par des fêtes brillantes. Tous les hivers, les bals, les spectacles, les divertissemens, vidoient le trésor presque aussi rapidement que la guerre en été. Pour faire face aux dépenses, le surintendant des finances, Fouquet, inventoit chaque année douze ou quinze taxes nouvelles, qui provoquoient à peine quelques timides remontrances du parlement. L'homme qui avoit long-tems dirigé et modéré la magistrature par son grand caractère, Mathieu Molé, ne vit pas toute son humiliation; il mourut le 1<sup>er</sup> janvier 1655. Quelques jours après, on apprit aussi la mort du pape Innocent X.

Ce pontife avoit condamné, le 31 mai 1654, cinq propositions qu'on disoit extraites du livre de Jansénius. A cette occasion, les jésuites s'efforçoient de perdre dans l'opinion publique une société d'hommes pieux et savants qui s'étoit récemment formée en France. Jean Duvergier de Hauranne, abbé de Saint-Cyran, et Cornélius Jansénius, professeur de théologie à Louvain, tous deux morts depuis plusieurs années, avoient été les fondateurs de cette société, et les propagateurs des doctrines qui la distinguoient. En adoptant les opinions particulières de saint Augustin sur la grâce, qui ne différoient guères de celles de Calvin, ils avoient prouvé que cette croyance austère et décourageante, qui semble priver l'homme de toute liberté, pouvoit cependant se concilier avec un ardent enthousiasme et un zèle soutenu pour le sévère maintien des mœurs. L'avènement du jansénisme semble en effet la continuation du mouvement qui avoit produit la révolution religieuse du seizième siècle ; mais c'étoit en dedans de l'Église que les docteurs de Port-Royal vouloient accomplir leur réforme, au lieu de la porter, en quelque sorte, en dehors d'elle. Ces idées de réforme s'attachoient d'abord aux mœurs, puis au gouvernement de l'Église, les jansénistes s'efforçant de relever l'ancienne aristocratie des évêques, l'ancienne démocratie des curés, qu'ils représentoient comme dépouillés de leurs droits par la cour de Rome. Enfin, ces doctrines s'allioient chez eux à un sin-

cère amour de la liberté politique. Richelieu avoit fait enfermer Saint-Cyran à Vincennes , parce qu'il ne s'étoit pas montré assez soumis à son despotisme ; plus tard , les jansénistes avoient embrassé la cause du parlement , et , pendant les guerres de la Fronde , c'étoit par eux que le cardinal de Retz exerçoit son plus grand empire sur les curés de Paris. Les jésuites , défenseurs avoués du pouvoir absolu dans l'Eglise et dans l'État , se trouvoient , par la force seule des principes , les ardens ennemis des jansénistes. Cette hostilité s'accrut encore , lorsque le brillant éclat de l'école de Port-Royal vint faire ombre aux jésuites , maîtres jusque-là du confessionnal des rois et de l'éducation nationale. Ils ourdirent beaucoup d'intrigues à Rome pour obtenir la bulle qui condamnoit les cinq propositions de Jansénius , mais cette bulle n'étoit que le commencement d'une persécution qui devoit troubler long-tems la France , et qui a mérité de prendre sa place dans l'histoire de notre pays.

Deux années de paix intérieure avoient suffi pour rendre quelque vigueur aux armées françaises. Toutefois , la campagne de 1655 ne fut signalée que par la prise de Landrecies , de Condé , de Saint-Guillain , et par quelques avantages en Italie et en Catalogne. Mais , dans le même tems , Mazarin cherchoit à s'aider contre l'Espagne de la puissante alliance de Cromwell ; de son côté , don Louis de

Haro, ministre de Philippe IV, prodiguoit sa politique pour s'unir avec le protecteur, en sorte que Cromwell goûta quelque tems la satisfaction de se voir courtoisé par les deux plus puissants royaumes de la chrétienté.

« Le ministre espagnol, dit un historien, offroit  
 « des soldats à Cromwell pour prendre Calais ;  
 « Mazarin lui proposoit d'assiéger Dunkerque et  
 « de lui remettre cette ville. Ainsi, il avoit à choi-  
 « sir entre les clefs de la France et celles de la  
 « Flandre..... Le protecteur se détermina pour la  
 « France. Après l'expédition de la Jamaïque, il  
 « signa son traité avec le roi de France, mais  
 « sans faire encore mention de Dunkerque. Le  
 « protecteur traita d'égal à égal ; il força le roi à  
 « lui donner le titre de frère dans ses lettres. Son  
 « secrétaire signa avant le plénipotentiaire de  
 « France dans la minute du traité, qui resta en  
 « Angleterre ; mais il traita véritablement en su-  
 « périeur, en obligeant le roi de France de faire  
 « sortir de ses États Charles II et le duc d'Yorck,  
 « petits-fils de Henri IV, à qui la France devoit  
 « un asile. On ne pouvoit faire un plus grand  
 « sacrifice de l'honneur à la fortune..... La mère  
 « de ces deux princes, Henriette de France, fille  
 « de Henri-le-Grand, demeurée en France sans  
 « secours, fut réduite à conjurer le cardinal d'ob-  
 « tenir au moins de Cromwell qu'on lui payât  
 « son douaire. C'étoit le comble des humiliations

« les plus douloureuses , de demander une sub-  
« sistance à celui qui avoit versé le sang de son  
« mari sur un échafaud. Mazarin fit de foibles  
« instances en Angleterre au nom de cette reine ,  
« et lui annonça qu'il n'avoit rien obtenu. Elle  
« resta à Paris dans la pauvreté et dans la honte  
« d'avoir imploré la pitié de Cromwell , tandis  
« que ses enfants alloient dans l'armée de Condé  
« et de don Juan d'Autriche apprendre le métier  
« de la guerre contre la France qui les abandon-  
« noit. »

Le premier traité entre la France et Cromwell est à la date du 2 novembre 1655, et le siège de Dunkerque ne fut entamé qu'au mois de mai 1658. Dans l'intervalle de ces trois années, les chances de la guerre furent à peu près égales entre la France et l'Espagne; Turenne éprouva un sérieux échec devant Valenciennes, mais le prince de Conti, en Italie, le duc de Candale, en Catalogne, remportèrent quelques avantages sur les Espagnols. A cette même époque, des fêtes magnifiques inaugurèrent le règne fastueux de Louis XIV. Ce prince, qui n'avoit pas encore atteint dix-neuf ans et dont l'éducation avoit été très-négligée, s'étoit laissé facilement persuader que l'éclat de sa puissance se mesurerait à la splendeur de sa cour, et une occasion de déployer une pompe extraordinaire lui fut offerte dans l'hiver de 1657, par le voyage à Paris de Christine de Suède. Après avoir abdiqué

la couronne aux états d'Upsal, en 1654, cette reine, fille de Gustave-Adolphe, s'étoit retirée à Rome, où elle s'ennuya bientôt. Elle fit un premier séjour d'un an à Paris, s'en retourna à Rome, s'y ennuya de nouveau, et revint en France. Tous ceux qui l'avoient approchée y regrettoient fort peu ses façons hautaines, les bizarreries de son humeur, et les creuses prétentions de sa philosophie ; aussi, la cour lui enjoignit-elle, cette fois, de s'arrêter à Fontainebleau. Elle s'y ennuya comme elle s'ennuyoit à Rome, et peut-être le besoin d'émotions violentes, et l'avidité de désir d'occuper la renommée, eurent-ils la plus grande part au meurtre odieux et barbare de son grand-écuyer Monaldeschi. Le 10 novembre 1657, Christine ayant conduit Monaldeschi dans la galerie des cerfs, voisine de sa chambre : « Vous m'avez trahie, lui dit-elle, en « lui montrant un paquet de lettres dont on ignore « le contenu ; il faut que vous en soyez puni. » Sentinelli, l'exécuteur de cette justice sommaire et sans appel, étoit l'amant de Christine ; Monaldeschi l'avoit été avant lui, et peut-être l'étoit-il encore et en même tems que lui. Quoi qu'il en soit, rien ne manqua à l'atrocité de ce crime, qui souilla l'un des palais du roi de France, et que le roi de France eut le tort de ne pas punir. « Après que le « père Lebel eut confessé Monaldeschi, il alla, « nous dit M<sup>me</sup> de Motteville, se jeter aux pieds de « cette reine impitoyable, qui le refusa. Enfin,

« Sentinelli lui passa son épée au travers de la  
 « gorge, et la lui coupa à force de la chicoter.  
 « Quand il fut expiré, on prit son corps, et on  
 « l'emporta enterrer sans bruit. Cette barbare  
 « princesse, après une action aussi cruelle que  
 « celle-là, demeura dans sa chambre à rire et à  
 « causer aussi tranquillement que si elle avoit fait  
 « une chose indifférente et fort louable. » L'indi-  
 gnation qui perce dans le récit de M<sup>me</sup> de Motte-  
 ville fut le sentiment général qu'on éprouva à la  
 cour; toutefois, sur ses demandes répétées, Chris-  
 tine obtint de venir à Paris; elle y resta jusqu'aux  
 premiers jours du carême de 1658, puis, ayant  
 reçu quelque argent du roi, elle s'en retourna à  
 Rome.

A la même époque la France perdit Hesdin qui fut  
 vendue par son gouverneur au prince de Condé et  
 aux Espagnols; peu après, le maréchal d'Aumont  
 fut fait prisonnier devant Ostende. Ces deux fâ-  
 cheux événements réveillèrent toutes les plaintes  
 contre le ministère. Il y avoit dans la finesse et la  
 bassesse de Mazarin quelque chose d'antipathique  
 au caractère françois, et malgré son absolu pou-  
 voir, dès que l'occasion s'en présentoit, on voyoit  
 éclater contre lui la haine universelle. Mais le car-  
 dinal avoit accordé toute sa confiance à Turenne;  
 il comptoit sur lui pour réparer les échecs qu'il  
 n'avoit pu prévenir, et Turenne répondit, en effet,  
 à la confiance du ministre par la plus brillante

campagne qui eût encore illustré les armes de la France.

Le 25 mai 1658 Dunkerque fut investi par nos troupes, et dans la nuit du 4 au 5 juin, la tranchée fut ouverte du côté des Dunes, monticules de sables qui s'élèvent entre la ville et la mer. La marche de Turenne avoit été si hardie et si rapide que don Juan d'Autriche qui commandoit l'armée espagnole, le prince de Condé et le marquis de Caracena n'arrivèrent que le 10 juin devant Dunkerque où ils s'établirent, aussi sur les Dunes, à une demi-lieue de distance du monticule que Turenne avoit fortifié, et qui formoit la tête de sa position. La moitié de la cavalerie espagnole étoit sortie du camp le 14 juin, pour aller au fourrage, lorsque Turenne commença son attaque, à cinq heures du matin, avec huit mille hommes de pied et cinq ou six mille chevaux. En le voyant arriver sur lui, Condé dit au duc de Gloucester : « Vous allez voir « dans une demi-heure comment on perd une ba-  
« taille. » Il n'en fit pas moins, toutefois, ce qu'on devoit attendre du plus vaillant capitaine du siècle; mais l'espace lui manquant pour ranger ses troupes, et l'armée se trouvant affoiblie par l'absence de sa cavalerie, les Espagnols furent enfoncés en quelques instants. Montmorency-Boutteville, depuis maréchal de Luxembourg, Coligny, Mailli restèrent prisonniers avec la plupart des officiers et quatre mille soldats; il y en eut à peine mille



de tués, et du côté des François, la perte fut presque nulle.

Cette bataille décida du sort de la campagne. Dunkerque ouvrit ses portes le 25 juin, et fut remise à Cromwell ; Berg-Saint-Vinox et Furnes se rendirent peu de jours après. Mais, au milieu de ce premier triomphe, le roi tomba malade à Calais et fut plusieurs jours à la mort. « Aussitôt tous  
« les courtisans se tournèrent vers son frère, Mon-  
« sieur. Mazarin prodigua les ménagements, les  
« flatteries et les promesses au maréchal du Ples-  
« sis-Praslin, ancien gouverneur de ce jeune  
« prince et au comte de Guiche, son favori. Il se  
« forma dans Paris une cabale assez hardie pour  
« écrire à Calais contre le cardinal. Il prit ses me-  
« sures pour sortir du royaume et pour mettre à  
« couvert ses richesses immenses. Un empirique  
« d'Abbeville guérit le roi avec du vin émétique  
« que les médecins de la cour regardoient comme  
« un poison. Ce bonhomme s'asseyoit sur le lit  
« du roi, et disoit : « Voilà un garçon bien ma-  
« lade, mais il n'en mourra pas. » Dès qu'il fut  
« convalescent, le cardinal exila tous ceux qui  
« avoient cabalé contre lui. »

Pendant que le roi agonisoit, l'armée françoise avança sur les digues jusqu'au fort de Knocke, que les Espagnols lui abandonnèrent. Elle prit ensuite Dixmude, Gravelines, Oudenarde, Menin ; enfin Turenne vint attaquer Ypres qui ne tint que

quinze jours, et capitula le 24 septembre 1658. Après avoir relevé les fortifications de toutes ces places, il y fit entrer des munitions et des vivres, il s'assura que chacune d'elles eût une garnison suffisante, et au commencement de décembre il revint s'établir à Ypres, pour veiller de là sur toute la Flandre.

Le 13 septembre Cromwell étoit mort, à l'âge de cinquante-cinq ans, au milieu des projets qu'il méditoit pour l'affermissement de sa puissance et la gloire de sa nation. Il avoit humilié la Hollande, imposé les conditions d'un traité au Portugal, vaincu l'Espagne dans ses colonies, et forcé la France à rechercher son amitié. Dès qu'il eut perdu l'alliance de cet homme extraordinaire, Mazarin se montra disposé à la paix. Anne d'Autriche, de son côté, vouloit terminer la guerre par un mariage.

Deux partis se présentoient pour le roi : la fille de Philippe IV, et la princesse, sœur du duc de Savoie. Le cœur de Louis avoit pris un autre engagement; il aimoit éperdument Marie Mancini, l'une des nièces du cardinal, et peu s'en fallut qu'il ne bravât sa mère et le jugement de la France en épousant sa maîtresse. Madame de Motteville prétend que Mazarin fut tenté de laisser agir l'amour du roi, et de mettre sa nièce sur le trône. Il avoit déjà marié une autre nièce au prince de Conti, une au duc de Mercœur, une au duc de Modène. Celle que Louis XIV aimoit, et qui n'étoit point jolie, avoit été demandée

en mariage par le roi d'Angleterre, Charles II, pendant son exil. C'étoient autant de titres qui pouvoient justifier son ambition. Il pressentit adroitement la reine-mère : « Je crains bien, lui » dit-il, que le roi ne veuille trop fortement épouser ma nièce. » La reine qui connoissoit le ministre, comprit qu'il souhaitoit ce qu'il feignoit de craindre ; elle lui répondit avec la hauteur d'une princesse du sang d'Autriche : « Si le roi » étoit capable de cette indignité, je me mettrois » avec mon second fils à la tête de toute la nation, » contre le roi et contre vous. » Mazarin ne pardonna jamais cette réponse à la reine ; mais il prit le sage parti de penser comme elle. Il se fit lui-même un mérite et un honneur de s'opposer à la passion de Louis XIV ; et lorsque celui-ci lui parla de son amour pour Marie de Mancini, et du désir qu'il avoit de l'épouser, le cardinal s'écria qu'il poignarderoit plutôt sa nièce que de l'élever par une telle trahison. Marie Mancini, obligée de quitter la cour, partit avec ses deux sœurs pour Brouage, lieu qui lui avoit été assigné pour son exil. Louis XIV pleuroit comme un enfant : « Vous pleurez, lui » dit-elle, vous êtes le maître, et je pars. »

Cette difficulté écartée, Mazarin se décida pour le mariage du roi avec la princesse de Castille. Il avoit reçu de don Antonio Pimentel, envoyé d'Espagne, l'assurance que sa cour étoit prête à sceller de cette union la paix avec la France, et le 13 août

1659 , Mazarin et don Louis de Haro se rencontrèrent au milieu de la Bidassoa, dans la petite île des Faisans, pour régler les conditions de la paix et le contrat de mariage du roi et de l'infante. Après de nombreuses conférences qui se prolongèrent jusqu'au 7 novembre 1659, les deux ministres de France et d'Espagne signèrent le célèbre traité des Pyrénées, qui n'étoit, en quelque sorte, que la conclusion des traités de Westphalie. La France rendoit à l'Espagne , dans les Pays-Bas, Ypres, Menin, Comines, Furnes, Dixmude et Oudenarde ; en Catalogne , Rosas, Cap de Quiers et Puycerda ; en Italie, Valence et Mortara ; elle restituoit la Lorraine au duc Charles IV ; elle rétablissoit Condé dans son gouvernement de la Bourgogne, et le duc d'Enghien, son fils, dans sa charge de grand-maître de la maison du roi ; mais elle gardoit, en retour, la plus grande partie de l'Artois, plusieurs villes et châtelainies de la Flandre, du Hainaut et du Luxembourg, le Roussillon, la Cerdagne et le duché de Bar qu'elle reprenoit au duc de Lorraine. Quant aux conventions relatives au mariage, elles stipulèrent expressément la renonciation de l'infante à tous les droits qui pourroient lui échoir sur l'héritage paternel ; mais , malgré cette renonciation, il semble résulter d'une confidence de Louis de Haro à Mazarin, que Philippe IV entendoit bien laisser sa couronne à sa fille, s'il venoit à mourir sans autres enfants.

Le mariage de Louis XIV et de Marie-Thérèse d'Autriche, tous deux âgés de 22 ans, fut célébré le 9 juin 1660, à Saint-Jean-de-Luz, et le 26 août les jeunes souverains firent leur entrée dans Paris par la barrière qu'on a depuis appelée la barrière du Trône. Ce fut au milieu des fêtes splendides données à cette occasion, que le tout-puissant cardinal fut averti par un dépérissement rapide de se préparer à la mort. Le 2 février de cette année, Gaston, duc d'Orléans, avoit déjà terminé à Blois sa déplorable existence ; mais cette fin d'un homme qui avoit fait tant de mal à ses amis et à ses ennemis fut à peine remarquée au milieu des événements qui préoccupoient alors les esprits. Mazarin, atteint du mal qui devoit l'emporter, sembla redoubler d'ardeur pour mettre la dernière main aux affaires pendantes. Au milieu des douleurs, des insomnies, des étouffements auxquels il étoit en proie, il conservoit cette aptitude prodigieuse au travail, cette netteté d'esprit qui avoient tant contribué à sa fortune. Il vouloit, en mourant, laisser dans une paix parfaite cette Europe qu'il avoit si long-tems déchirée par la guerre. La maladie ne l'empêchoit pas non plus de se livrer à sa passion effrénée pour le jeu. Il jouoit chaque soir, toujours avec bonheur, jusqu'à trente et quarante mille livres, et, dans ses insomnies, il pesoit les pistoles qu'il avoit gagnées pour remettre au jeu les plus légères.

Ainsi l'avarice rendoit encore plus odieuses chez lui ces extorsions sans pudeur, cette cupidité sans égale, qui avoient fait du ministre parvenu, l'homme le plus riche peut-être qui ait jamais été. Sans compter les trésors qu'il avoit prodigués à sa nombreuse famille, sa fortune s'élevoit encore à deux cents millions. Il crut devoir l'offrir tout entière au roi, bien sûr que celui-ci la refuseroit, et donneroit ainsi sa sanction à un bien mal acquis. Non-seulement en effet le roi refusa, mais il permit au cardinal de disposer de ses bénéfices, de ses charges, de ses gouvernements. Mazarin distribua le tout par son testament. Ainsi qu'on l'a vu, il avoit déjà marié quatre de ses nièces aux plus grands seigneurs de France et d'Italie; des trois qui restoient, il fiança l'une, Marie Mancini, celle que le roi avoit aimée, au connétable Colonna; la seconde, Hortense, la plus belle de toutes, fut promise au fils du maréchal de la Meilleraie, qui prit le titre de duc de Mazarin; la troisième fut destinée au duc de Bouillon. Après avoir payé toutes les dots et tous les legs, le nouveau duc de Mazarin, qui avoit été institué l'héritier résiduaire, se trouva encore apportionné de quinze cent mille livres de rentes, ou trois millions au moins de nos jours.

Le cardinal Mazarin, jaloux d'un pouvoir qui alloit lui échapper, s'appliqua à persuader à Louis XIV qu'il devoit désormais gouverner par lui-même. Il le tint en garde contre la faveur

qu'il pourroit accorder au maréchal de Villeroi, son ancien gouverneur, et surtout contre la reine-mère. Il étoit fatigué de cette femme qui l'avoit tant aimé, qui lui étoit si soumise, et quand elle venoit le voir dans sa maladie, il s'écrioit : « Ne me laissera-t-elle donc jamais en repos ? » Il éveilla les soupçons de Louis contre le surintendant Fouquet, homme à expédients pour les tems de guerre, mais dont le luxe et l'immense fortune accusoient l'intégrité ; il recommanda au roi, pour remplacer ce financier, Colbert, son propre intendant ; il lui laissoit de plus deux habiles ministres, Le Tellier, pour l'intérieur, et Lionne, pour les affaires étrangères. Le cardinal s'occupa des affaires publiques jusqu'au dernier moment. La veille de sa mort, le 8 mars 1661 , il signa encore des dépêches ; puis ayant reçu les derniers sacrements de l'Eglise avec une grande apparence de contrition, il expira le 9 mars, à Vincennes, à l'âge de cinquante-neuf ans.

---

## SECTION CINQUIÈME.

Depuis la mort de Mazarin jusqu'à la fin du dix-septième siècle. 1661. — 1700.

Louis XIV avoit toujours montré la plus extrême déférence pour le ministre qui l'avoit élevé; mais lorsque Mazarin mourut, la patience du jeune roi étoit à bout. Il rougissoit de sa dépendance, et le sentiment qui le dominoit, « c'étoit, nous dit-il « lui-même, la résolution de ne point prendre de « premier ministre, rien n'étant plus indigne que « de voir d'un côté toute la fonction, et de l'autre « le seul titre de roi. » Jusqu'alors on savoit peu de choses des facultés intellectuelles de Louis XIV. Il étoit fort ignorant, et il le fut toujours; les livres l'ennuyoient autant que les leçons de son précepteur Péréfixe; mais il avoit reçu de la nature un entendement juste et prompt, et l'on s'étonna bientôt de la facilité avec laquelle il saisissoit les affai-



res, de son aptitude, en quelque sorte innée, à sa tâche de roi. Doué d'une force de volonté peu commune, capable d'ailleurs d'application et de suite, il trouva dans sa position même des ressources que le travail seul ne donne pas. Toutes les recherches lui étoient épargnées, toute la partie mécanique de l'étude étoit renvoyée à des subalternes; il savoit questionner avec méthode, comparer, combiner fortement les idées, et il arrivoit de plein saut aux résultats.

Depuis quarante ans, la France étoit accoutumée à ce qu'un premier ministre supportât seul le poids des affaires; aussi la surprise fut-elle grande lorsque, les membres du conseil ayant demandé à qui ils devoient désormais s'adresser, Louis XIV leur répondit : « A moi. » On crut d'abord que ce n'étoit là que l'explosion d'une ardeur de jeune homme qui ne dureroit pas; on tournoit les regards vers la reine-mère qui avoit pour elle l'expérience d'une régence de vingt années, vers le maréchal de Villeroy qui avoit été gouverneur de Louis XIV enfant, vers le surintendant Fouquet qui, par son pouvoir absolu sur les finances, sembloit tenir dans ses mains tout le royaume. Mais c'étoit précisément de ces rivaux qu'on lui créoit que Louis se défioit le plus. L'orgueil qui faisoit le fond de son caractère, que sa mère n'avoit cessé de développer en lui comme la première des vertus royales, que ses flatteurs accrurent encore, et qui

s'allioit à toutes ses qualités comme à tous ses défauts, le soutint et lui donna la force de pénétrer résolument dans les difficultés des affaires publiques. Persuadé que sa volonté devoit être la règle unique des intérêts de l'État, il s'appliqua au gouvernement avec une énergie et une constance qui persistèrent même au milieu de la fièvre des plaisirs.

Au moment où Louis XIV prenoit en mains le pouvoir, le trésor étoit vide, et les revenus de l'État étoient dépensés ou engagés pour deux ou trois ans à l'avance. Il lui importoit avant tout d'étudier et de comprendre la situation de ses finances ; mais le surintendant Nicolas Fouquet vouloit lui rendre cette étude impossible. Cet homme, né d'une bonne famille de Bretagne, avoit les habitudes et la grâce du grand monde. Sa facilité pour le travail étoit rare et ses vues étendues, car on assure qu'on lui doit l'idée de tous les encouragements à l'industrie, au commerce, à la marine, que Colbert ne fit qu'exécuter. Mais entraîné par son goût désordonné pour les plaisirs, il avoit administré les finances comme l'intendant d'une grande maison qui se ruine. Fouquet, en prêtant la main aux rapines de Mazarin, avoit, en même tems, puisé pour lui-même et sans mesure dans les coffres de l'État. Aussi ne vouloit-il point que Louis pût voir clair dans ses affaires ; il brouilloit à dessein tout ce qu'il lui soumettoit ; il diminueoit le chiffre des

revenus, il augmentoit celui des dépenses ; il compliquoit tout ce qu'il auroit pu rendre simple, et de chaque travail fait avec lui, le roi n'emportoit que des aperçus plus vagues et une plus grande confusion dans les idées.

Mais Mazarin avoit donné au roi son propre intendant, Jean-Baptiste Colbert, homme droit, franc, intègre, doué d'un esprit d'ordre admirable, et dont le travail clair et facile introduisoit Louis dans tout le dédale des finances. Colbert, petit-fils d'un marchand de laines de Reims, n'avoit rien des habitudes du monde, qui pouvoient, dans les autres ministres, séduire un jeune roi. « Son visage, « dit l'abbé de Choisy, étoit naturellement renfro-  
« gné ; ses yeux creux, ses sourcils épais et noirs, « lui faisoient une mine austère, et lui rendoient « le premier abord sauvage et négatif ; mais, dans « la suite, en l'apprivoisant, on le trouvoit assez « facile, expéditif et d'une sûreté inébranlable. » Ce fut un grand mérite à Louis XIV de savoir démêler dans cet homme, qui n'avoit ni le vernis du monde, ni les avantages du savoir, ni ceux de l'éducation, le futur restaurateur de ses finances. Dans ses conversations avec le jeune souverain, Colbert lui dévoiloit les mensonges de Fouquet ; il l'instruisoit des ressources de la France ; il tenoit un agenda où Louis pouvoit voir à toute heure ce qu'il avoit dépensé et les fonds dont il disposoit encore. Au reste, Colbert ne songeoit à l'État que

pour le roi ; il ne connoissoit que les intérêts du roi, la volonté du roi ; et s'il fut utile à la France, c'est que l'avantage du pays se confondoit alors avec celui de la royauté. Il ne paroît pas d'ailleurs que Colbert, pas plus que Sully, se soit attaché jamais à soulager le fardeau des contribuables. Il fit seulement en sorte que ce qui étoit pris au peuple, au lieu d'être scandaleusement volé par des ministres infidèles, entrât intégralement dans les caisses du trésor public.

Les deux autres ministres, appelés au conseil, secondoient avec zèle et avec talent les efforts de Louis. Le premier, Michel Le Tellier, qui étoit chargé du ministère de la guerre et des affaires de l'intérieur, avoit été admis, dès 1640, à la confiance de Mazarin. D'un caractère doux, facile, insinuant, modeste sans affectation, on disoit de lui que ses propos civils et gracieux étoient tout le bien qu'il faisoit à ses amis, mais qu'il ne laissoit échapper aucune occasion de nuire à ses ennemis. Il ne les croyoit jamais ni assez petits ni assez foibles pour se permettre de les mépriser. Il avoit rétabli, dans le ministère de la guerre, un ordre et une vigueur qui avoient puissamment aidé aux succès des dernières campagnes. Son fils, le marquis de Louvois, auquel il transmit en 1666 le ministère de la guerre, ne fit que continuer et développer son système : lui-même se borna dès-lors aux fonctions de l'intérieur jusqu'au moment où il fut nommé chan-

celier et garde-des-sceaux. L'autre ministre, Hugues de Lionne, étoit secrétaire d'État pour les affaires étrangères. Les documents inédits sur l'histoire de France publiés par M. Mignet serviront beaucoup la réputation de Lionne, et donnent la plus haute idée des talents de ce ministre. Formé à la diplomatie par son oncle Servien, il se montra fort supérieur à celui-ci. Né à Grenoble en 1611, il s'étoit fait connaître par son ambassade à Rome, pendant le conclave de 1655, et ce fut lui qui prépara à Madrid la paix des Pyrénées. « Avec beau-  
« coup d'esprit et d'étude, dit l'abbé de Choisy, il  
« écrivoit assez mal, mais facilement, ne se voulant  
« pas donner la peine d'écrire mieux. Au resté,  
« fort désintéressé, ne regardant les biens de la  
« fortune que comme des moyens de se donner tous  
« les plaisirs; grand joueur, grand dissipateur;  
« sensible à tout, ne se refusant rien, même aux  
« dépens de sa santé; paresseux quand son plaisir  
« ne le faisoit pas agir; infatigable, et passant à  
« travailler les jours et les nuits quand la nécessité  
« y étoit, ce qui arrivoit rarement; n'attendant  
« aucun secours de ses commis, tirant tout de lui-  
« même, écrivant de sa main ou dictant toutes les  
« dépêches; donnant peu d'heures dans la journée  
« aux affaires de l'État, et croyant regagner par sa  
« vivacité le tems que les passions lui faisoient  
« perdre. »

Le roi, infiniment jaloux des secrets de l'État,

n'avoit point admis à son conseil étroit les autres ministres qui partageoient, avec Fouquet, Colbert, Letellier et Lionne, la direction des affaires. Pierre Séguier, qui fut chancelier jusqu'à sa mort, survenue en 1672, avoit déjà passé soixante et dix ans, et depuis long-tems il étoit accusé de foiblesse et de versatilité. Les deux Brienne, père et fils, conservoient le titre de secrétaires d'État aux affaires étrangères, mais ils ne furent plus appelés qu'à signer des ordonnances, arrêtées le plus souvent sans eux. Quant à sa mère et au maréchal de Villeroi, Louis les exclut du conseil ainsi que son frère, le nouveau duc d'Orléans, le prince de Condé et tous les autres princes.

Le soin des affaires ne ralentissoit point l'ardeur du roi pour les plaisirs. Il avoit laissé partir Marie Mancini, mais il conservoit beaucoup d'attachement pour une des sœurs de Marie, la comtesse de Soissons, qui, désespérant de captiver le cœur de Louis, aspirait du moins à rester son amie et sa confidente. La comtesse de Soissons, surintendante de la maison de la reine, favorisoit l'inclination naissante du roi pour madame Henriette d'Angleterre, lorsqu'il s'éprit de la plus vive passion pour mademoiselle de La Vallière, l'une des filles de la maison de Madame. La beauté touchante de mademoiselle de La Vallière, ses yeux bleus, son regard tendre et modeste, expliquent assez l'entraînement du roi vers elle; mais ce qui attiroit Louis

irrésistiblement , c'étoit l'amour sincère de cette jeune fille , qui l'aimoit , et l'aimoit la première , en oubliant le roi pour ne voir en lui que le beau et brillant jeune homme. La reine-mère , qui redoutoit les suites de la coupable affection de Louis pour la femme de son frère , ne fut point fâchée de cette inclination nouvelle ; Madame , qui préféroit le comte de Guiche , fils du comte de Grammont , laissa s'éloigner sans regret son royal amant ; la comtesse de Soissons , toujours confidente de Louis , et qui n'ambitionnoit point d'autre rôle , ne se montra pas plus jalouse de mademoiselle de La Vallière qu'elle ne l'étoit de madame Henriette. L'histoire enfin , en traversant cette époque de désordres et de scandales , a presque absous un amour qui se distingua tant des autres , qui fut excusé par tant de grâce , expié par tant de repentir.

La reine Marie-Thérèse d'Autriche ne tarda pas à être instruite des infidélités de son mari ; de plus à ses chagrins domestiques vint se joindre bientôt la crainte que la paix avec l'Espagne ne fût rompue. Par le traité des Pyrénées , Louis XIV s'étoit engagé à abandonner les Portugais ; mais il n'en continuoit pas moins à leur faire passer des secours , au risque de soulever les réclamations de l'Espagne. Dans le même tems , la rivalité entre les deux couronnes éclata pour une question d'étiquette. L'Espagne soutenoit qu'elle

devoit marcher, de tous points, l'égale de la France; celle-ci, au contraire, en cédant le pas à l'empereur, vouloit que le premier rang, après lui, fût réservé partout à ses ambassadeurs. Déjà, souvent, les ambassadeurs de France et d'Espagne avoient évité de se rencontrer aux cérémonies, pour ne pas mettre aux prises des prétentions rivales, mais Louis XIV déclara qu'il ne souffriroit point cette manière d'éluder la difficulté, et il donna ordre au comte d'Estrades, son ambassadeur à Londres, de passer de vive force devant le baron de Vatteville, ambassadeur de Philippe IV, dans la première cérémonie publique qui les réuniroit. Cette occasion se présenta le 10 octobre 1661, à la réception d'un ambassadeur de Suède à Londres. D'Estrades croyoit avoir pris des précautions suffisantes; un grand nombre de gens de guerre étoient mêlés dans son cortège, et lorsqu'il vit que le baron de Vatteville vouloit passer avant lui, il leur donna ordre de couper les traits de sa voiture; mais ces traits recouvroient des chaînettes de fer. En même tems, une troupe de bouchers et d'artisans de Londres, payés par l'ambassadeur d'Espagne, tombèrent sur l'escorte du comte d'Estrades et l'accablèrent. Ses chevaux furent tués, six de ses gens le furent aussi, trente-trois reçurent des blessures graves, et son fils étoit de ce nombre. Instruit de cette affaire, Louis XIV la prit avec tant de hauteur, il se montra si résolu à



renouveler la guerre s'il n'obtenoit réparation, que Philippe IV se soumit à toutes les conditions qu'on exigeoit de lui. Au commencement de l'année suivante, le marquis de la Fuente, son ambassadeur à Paris, déclara devant tout le corps diplomatique que son maître avoit désapprouvé Vatteville et l'avoit rappelé de Londres, et qu'il donnoit l'ordre à ses ambassadeurs de ne plus disputer à l'avenir, dans aucune cour de l'Europe, la préséance à ceux de la France.

La querelle des ambassadeurs avoit été précédée de l'arrestation du surintendant Fouquet. On assure que Fouquet osa élever ses vœux jusqu'à mademoiselle de La Vallière, et ainsi s'expliqueroit l'acharnement du roi à le poursuivre, et l'excès de sa sévérité, après qu'une sentence évidemment partielle eut frappé l'accusé. Condamné trois ans plus tard, au mois de décembre 1664, au bannissement perpétuel et à la confiscation de ses biens, le roi, de sa seule autorité, aggrava cet arrêt, et commua le bannissement en prison perpétuelle. Le malheureux surintendant, pour lequel plaidèrent en vain et les mémoires de Pelisson, et une touchante élogie de La Fontaine et l'amitié de madame de Sévigné, fut conduit à la forteresse de Pignerol, où il demeura enfermé jusqu'à sa mort, survenue seulement en 1680. Après son arrestation, la charge de surintendant des finances fut supprimée, et le ministère réel ne se composa plus que de trois

membres. Letellier continua à réunir la guerre à l'intérieur, Lionne fut maintenu à la tête des affaires étrangères, et Colbert dirigea tout à la fois les finances, la maison du roi, la marine et la surintendance des bâtiments.

Au milieu de ces incidents divers, le roi ne perdoit point de vue l'abaissement de l'Espagne. Au commencement de 1662, Schomberg fut envoyé en Portugal avec quatre-vingts officiers et quatre cents cavaliers, tous vieux soldats. Il rétablit la discipline dans les corps, il releva les fortifications des villes frontières, il enseigna aux Portugais le nouvel art de la guerre, et secondé par le zèle de tout un peuple pour l'indépendance, il le sauva du joug espagnol. Mais, pour assister plus efficacement le Portugal, il falloit à la France des alliances avec les puissances maritimes, et Lionne prit à tâche de rétablir la bonne harmonie entre le roi et les Provinces-Unies. Mazarin l'avoit troublée sans aucun motif politique, par cupidité, et pour enrichir les corsaires qui partageoient avec lui les prises faites sur le riche commerce des Hollandois. Un traité de confédération, de commerce et de navigation, fut signé le 27 avril 1662 avec les Provinces-Unies; il devoit durer vingt-cinq ans. Un traité semblable fut en même tems signé avec le Danemarck; mais un troisième traité plus important, après avoir été négocié avec un profond secret, fut conclu à Londres, le 17 octobre suivant. Charles II,

sans égard pour son honneur et pour l'intérêt de sa nation , vendit à Louis XIV , au prix de cinq millions de livres , la ville de Dunkerque , que Cromwell avoit acquise à la suite de la bataille des Dunes. Enfin la France conclut à la même époque avec la Suède un traité dont le but étoit d'approvisionner nos ports des bois de la Scandinavie , et d'aider ainsi au projet que formoit déjà Colbert de donner à sa patrie une marine redoutable.

La partie religieuse de l'éducation du roi étoit la seule que sa mère eût soignée avec une constante vigilance. Elle l'avoit asservi à toutes les pratiques espagnoles , et lui avoit interdit toute hésitation sur sa croyance ; Louis , toutefois , exigeoit de son clergé autant de soumission que de son armée , et dans une violente querelle avec la cour de Rome , sa colère contre le pape éclata avec une insolence qu'aucun souverain catholique ne s'étoit encore permise contre le chef suprême de l'Église. Le duc de Créqui , ambassadeur de France auprès d'Alexandre VII , avoit révolté les Romains par sa hauteur. Ses domestiques , gens qui poussent toujours à l'extrême les défauts de leurs maîtres , mettoient dans Rome les mêmes désordres que la jeunesse indisciplinable de Paris , qui se faisoit alors un divertissement d'attaquer toutes les nuits le guet qui veille à la sûreté de la ville. Quelques laquais du duc de Créqui s'avisèrent , le 20 août

1662, de charger l'épée à la main une escouade des Corses préposés à la garde du mont-de-piété et des prisons publiques. Tout le corps des Corses offensé et secrètement animé par don Mario Chigi, frère d'Alexandre VII, qui haïssoit le duc de Créquy, vint en armes assiéger la maison de l'ambassadeur. Ils tirèrent sur le carrosse de l'ambassadrice qui rentroit alors au palais Farnèse; ils lui tuèrent un page et blessèrent plusieurs domestiques. Le duc de Créquy sortit de Rome, accusant les parens du pape, et le pape lui-même de cet assassinat. Le pape différa tant qu'il put la réparation. Il fit pendre un corse et un sbire au bout de quatre mois, et destitua le gouverneur de la ville, soupçonné d'avoir autorisé l'attentat; mais il fut bientôt consterné d'apprendre que le roi menaçoit d'assiéger Rome, et que déjà il faisoit passer des troupes en Italie, sous les ordres du maréchal du Plessis-Praslin. Alexandre VII, au lieu d'accorder la satisfaction qu'on demandoit, implora la médiation de tous les souverains catholiques; il irrita ainsi le roi sans pouvoir lui nuire. Le parlement de Provence cita le pape, et ordonna la saisie du comtat d'Avignon, dont la réunion au domaine public fut prononcée par un arrêt de ce même parlement, du 26 juillet 1663; enfin il fallut que le pontife se soumît. Par un traité signé à Pise le 12 février 1664, il s'engagea à exiler de Rome son propre frère, à envoyer son neveu, le cardinal Chigi,

en qualité de légat à *latere* présenter des excuses au roi ; il fut forcé en outre de casser la garde corse, et d'élever en face du palais Farnèse une pyramide avec une inscription qui rappeloit l'injure faite à la France, et la réparation obtenue. Le roi imposa de plus à la cour de Rome la promesse de rendre Castro et Ronciglione au duc de Parme, de dédommager le duc de Modène de ses droits sur Commachio, et il tira ainsi d'une insulte l'honneur solide d'être reconnu comme le protecteur des princes d'Italie.

Pendant que ce débat s'agitoit avec la cour de Rome, Colbert avoit rétabli l'ordre à l'intérieur et la prospérité dans les finances. Malgré le faste extravagant du roi, la France étoit si grande, les impôts si considérables, les dépenses de l'armée tellement réduites, que les coffres vides à la mort de Mazarin s'étoient remplis en trois années. Non content de ce résultat, Colbert vouloit ouvrir à l'État de nouvelles sources de richesses. Né d'une famille qui s'étoit élevée par le commerce, il se proposa d'en exciter et d'en développer le goût en France, en s'assurant des échelles pour un commerce lointain. En même tems qu'il protégeoit la colonie naissante de Saint-Domingue, il essayoit d'en fonder une à Madagascar ; il livroit aux François le chemin de l'Inde et de la Chine, et pour consolider nos relations avec ces contrées, il formoit la célèbre compagnie des Indes-Orientales. Une autre compagnie fut chargée avec moins de

succès d'entreprendre la colonisation de Cayenne, dans le continent de l'Amérique méridionale; enfin, dans cette même année de 1664, Colbert fit commencer le magnifique canal du Languedoc, qui devoit unir la Méditerranée à l'Océan. Pierre-Paul Riquet, qui conçut le projet de ce merveilleux canal, étoit un homme de génie, doué d'un jugement solide, d'une constance à toute épreuve. Il s'agissoit de creuser le sol sur une longueur de plus de cinquante lieues, à travers un pays qui présentait des difficultés de terrain presque insurmontables. Pendant quatorze ans, huit mille ouvriers et quelquefois onze ou douze mille furent employés à cette gigantesque entreprise qui coûta environ trente-quatre millions de francs, et qui rendra éternellement cher à la France le nom de Riquet et celui de Colbert. Dans le même tems, ce dernier établissoit des fabriques au Quesnoy, à Arras, à Reims, à Sedan, à Loudun, à Alençon, à Aurillac; il fondeoit une manufacture de glaces à Paris, il s'efforçoit d'augmenter la marine, il faisoit donner la chasse aux vaisseaux algériens par le grand-amiral, duc de Beaufort, autrefois *le roi des Halles*; il protégeoit le *Journal des Savants* qui naissoit alors et qui fut le modèle de tous les journaux littéraires qui ont paru depuis; il appeloit de Rome le célèbre architecte Bernini pour diriger le roi dans la construction de ses bâtimens; il commençoit le Louvre et achevoit l'Observatoire, etc.

Ces travaux utiles ou magnifiques ne suffisoient point à satisfaire l'orgueil ou l'activité de Louis XIV. Son esprit ambitieux se nourrissoit déjà de projets de conquêtes, lorsqu'il apprit que le roi d'Espagne, son oncle et son beau-père, avoit succombé, le 17 septembre 1665, à ses chagrins et à ses infirmités. La défaite des Espagnols, le 17 juin, à Villa-Viciosa, par les Portugais, avoit rempli d'amertume les derniers jours de Philippe IV. Ce prince se plaignoit que la France eût violé le traité des Pyrénées en envoyant Schomberg en Portugal avec un corps auxiliaire françois; mais il étoit à peine mort, que Louis XIV laissa voir, sur une question beaucoup plus importante, qu'il ne se croyoit pas lié par ce traité.

De son premier mariage avec une fille de Henri IV, Philippe avoit eu Marie-Thérèse d'Autriche, femme de Louis XIV. De son second mariage avec une archiduchesse, il ne laissoit qu'un fils né le 6 novembre 1661. C'étoit un enfant pâle, exténué, né d'un sang épuisé, gardé au lait de sa nourrice jusqu'à l'âge de quatre ans, et toujours porté dans les bras de sa gouvernante ou soutenu par un ruban. Ses pieds étoient sans force, les dents ne lui étoient pas venues; il n'avoit pas même le crâne bien fermé au-dessus du front. Nul ne croyoit que cette nature débile et appauvrie pût triompher des maladies de l'enfance; cependant on le reconnoissoit pour roi sous le nom de Charles II, et

Louis XIV, qui comptoit bien lui succéder un jour, vouloit d'avance partager avec lui la succession de son père. Dans la prévision des événements qui pourroient éclater bientôt, l'armée, soigneusement exercée et soumise à une discipline sévère, devoit se tenir toujours prête pour l'action comme si la France n'avoit point signé la paix des Pyrénées.

Depuis la soumission du parlement, tout courboit la tête à l'intérieur. Une seule opposition se manifestoit sur une question à laquelle le roi n'entendit jamais rien; mais c'étoit une opposition, et à ce titre, il la supportoit avec impatience, il vouloit à tout prix la dompter. Les cinq propositions que les jésuites prétendoient avoir extraites du livre de Jansénius sur saint Augustin avoient été déjà condamnées trois fois par la cour de Rome. Tous ceux qu'on appeloit jansénistes reconnoissoient bien qu'ils devoient se soumettre à considérer ces propositions comme hérétiques, puisque le pape les avoit déclarées telles, mais ils affirmoient qu'elles ne se trouvoient point dans Jansénius, du moins dans le sens qu'on leur attribuoit, et que sur un point de fait les papes n'avoient qu'une autorité humaine et faillible. Alexandre VII, à peine réconcilié avec Louis XIV, ne voulut pas lui refuser une nouvelle condamnation des doctrines supposées de Jansénius. Par sa constitution du 15 février 1665, il exigea que tout le clergé, tous les corps enseignants, et même toutes les religieuses,



souscrivissent dans les trois mois , sous peine d'hérésie, un formulaire qu'il leur adressa, et dans lequel le signataire déclaroit sous serment qu'il condamnoit les cinq propositions *dans le propre sens de l'auteur*. Le roi alla lui-même au parlement ; le 29 avril, pour faire enregistrer cette bulle, et il ordonna que tout son clergé eût à signer le formulaire. Toutefois quatre évêques , ceux d'Alais, d'Angers, de Beauvais et de Pamiers, dont l'un, celui d'Angers, était frère du docteur Arnaud d'Andilly, rappelèrent encore, dans le mandement qu'ils adressèrent aux fideles de leurs diocèses pour les inviter à signer le formulaire, que l'Eglise n'avoit d'autorité infaillible qu'autant qu'elle prononçoit sur les vérités révélées, mais que lorsqu'il s'agit d'apprécier la pensée que s'est proposé d'exprimer tel ou tel auteur, elle ne jugeoit que d'après des lumières humaines, et qu'elle étoit sujette à l'erreur. « Néanmoins on ne doit point, ajoutoient-ils, « s'élever témérairement contreses jugemens, mais « témoigner son respect, en demeurant dans le silence. » Il semble que c'étoit porter assez loin la soumission ; cependant un arrêt du conseil cassa ces mandemens, comme contraires à la déclaration du souverain et aux intentions de Sa Sainteté.

Le temps du roi se partageoit entre ces disputes, dans lesquelles il s'animoit de plus en plus, et les fêtes qu'il donnoit à mademoiselle de La Vallière. Il s'enivroit tous les jours davantage de son amour ;

il s'y laissoit entraîner avec une liberté d'autant plus grande que le deuil de son père empêchoit la reine de prendre part à aucun divertissement public. Mais ces plaisirs furent tout-à-coup interrompus par la maladie de la reine-mère. Déjà depuis six mois la vie d'Anne d'Autriche n'étoit plus qu'une lutte cruelle contre les souffrances et les dégoûts. Son courage et sa résignation à ses derniers moments excitent, dans le récit de madame de Motteville qui étoit attachée à sa personne, la plus vive sympathie et la plus sincère admiration. Un profond sentiment religieux la soutint dans cette suprême épreuve, et lorsque Louis connut le danger qui la menaçoit, il revint à elle avec une extrême tendresse. Le roi, la reine, monsieur, madame, entourèrent le chevet de la mourante, et reçurent avec respect ses conseils et sa bénédiction. On lui porta le viatique, le mardi 19 janvier 1666 et le mercredi 20, Anne d'Autriche expira entre quatre et cinq heures du matin à l'âge de soixante et quatre ans.

Après la mort de sa mère, Louis XIV reprit avec insistance ses projets sur la succession d'Espagne. De tous les ministres, Lionne étoit celui qui avoit acquis le plus d'empire sur l'esprit de son maître. Il l'éclaircit de sa rare prudence, de sa connaissance profonde des hommes et des matières d'état. Aussi le vit-on souvent penser, agir, diriger de lui-même, sauf l'approbation du roi qui ne lui manquoit jamais. Ce fut Lionne qui assura tous les succès de la

première guerre de Louis XIV. Dès son entrée aux affaires, et sous Mazarin, il s'étoit proposé de ménager une part à la France dans l'héritage de Philippe IV. Après avoir négocié le mariage de Louis avec la fille de ce monarque, après avoir consenti les renonciations qui en étoient la condition, il s'étoit étudié à annuler ces renonciations, en les faisant dépendre du paiement, sous un terme fixe, de la dot de Marie-Thérèse qui, en effet, ne fut point payée. Il s'appliquoit, dans le même tems, à isoler les Espagnols en Europe, à leur ôter tout appui pour le jour où ils seroient attaqués. Il les avoit amusés de l'espoir de la conquête du Portugal, de la conquête et du partage de l'Angleterre, au moment même où il traitoit avec les Hollandois du partage des Pays-Bas espagnols ou de leur constitution en république; au moment aussi où il proposoit à l'Angleterre la confiscation, par moitié, de ces mêmes Pays-Bas, tout en faisant sonder l'empereur sur un projet de partage de l'entière succession d'Espagne. Ces intrigues si adroites, si étendues, si perfides, ne nous ont été complètement révélées que par la publication récente des documents inédits sur les négociations relatives à la succession d'Espagne. Mais si elles nous donnent une haute idée de l'habileté du ministre qui les dirigeait, elles nous prouvent en même tems combien lui et son maître se faisoient un jeu de toute probité politique.

Un secrétaire de Turenne, nommé Duban, découvrit qu'il existoit dans le Brabant une Coutume qu'on nommait *droit de dévolution*, instituée pour empêcher les veufs ou veuves de convoler à de secondes noces, et en vertu de laquelle, aussitôt que l'un des époux était mort, la propriété de tous les fiefs possédés par l'un ou par l'autre, de quelque chef que ce fût, soit du côté du mort, soit du côté du survivant, étoit transféré à leurs enfants. Le père ou la mère survivant n'en conservoit qu'un usufruit appelé héréditaire, parce que la propriété lui revenoit, si les enfants mouroient avant lui. Mais cette Coutume n'avoit jamais régi la succession à la souveraineté. Celle-ci avoit été réglée, au contraire, par Charles-Quint en 1549; dans une constitution solennelle et authentique qui établisoit que les dix-sept provinces des Pays-Bas seroient inséparablement possédées par un seul prince ou une seule princesse. Cependant sur un titre aussi futile, et au mépris des renonciations explicites qui faisoient la base du traité des Pyrénées, Louis XIV soutenoit par des écrivains à ses gages que, dès la mort d'Élisabeth de France, première femme de Philippe IV, survenue le 6 octobre 1644, la propriété des provinces espagnoles dans les Pays-Bas avoit passé aux deux enfants nés de leur mariage, l'infante Marie-Thérèse et le prince Balthasar, et que ce dernier étant mort, ces provinces devoient échoir sans partage à sa sœur la reine

de France, sans que l'infant don Carlos II, né d'un second mariage, pût y prétendre aucun droit.

Ces réclamations alarmoient les états-généraux des Provinces-Unies qui redoutoient bien plus le prochain voisinage de Louis XIV que celui de l'Espagne alors affoiblie et impuissante; ce n'étoit pas d'ailleurs leur seul motif de se défier de la France. D'après l'avis de Colbert, un traité d'alliance et de commerce entre le roi et les Provinces-Unies avoit été signé le 27 avril 1662; mais, six mois plus tard, la France, en rachetant Dunkerque que Charles II consentit lâchement à lui vendre, avoit laissé percer son désir de s'étendre dans les Pays-Bas. La Hollande, placée en première ligne au-delà des Pays-Bas espagnols, sentoit bien que l'invasion de ses propres provinces suivroit de près l'invasion des provinces espagnoles; cependant le parti qui dominoit alors dans le pays étoit encore dévoué à la France. L'extrême jeunesse du prince d'Orange, depuis si fameux sous le nom de Guillaume III, l'excluoit de toute participation aux affaires, et le pouvoir appartenoit tout entier à l'aristocratie des villes, qui étoit opposée à sa famille. A la tête de cette aristocratie brilloit Jean de Witt, grand-pensionnaire de Hollande, l'un des plus habiles, des plus vertueux et des plus illustres citoyens de cette république. De Witt craignoit les Anglais qui vouloient élever à sa place le prince d'Orange, né d'une sœur de Charles II, roi d'Angle-

terre. Il n'aimoit pas davantage l'Espagne. Chaque jour lui révéloit une petite trahison de ce gouvernement foible et faux, qui, hors d'état de se défendre lui-même, ne renonçoit pourtant jamais à l'espoir d'asservir de nouveau les Provinces-Unies. De Witt désiroit donc conserver à sa patrie l'alliance de la France, pourvu toutefois que cette alliance reposât sur des bases équitables, et ne compromît point l'indépendance de son pays.

Bientôt commencèrent entre les flottes anglaise et hollandaise ces combats de géants où Tromp et Ruyter, du côté de la Hollande, le duc d'Yorck, frère de Charles II, le duc d'Albemarle et le prince palatin Rupert, du côté de l'Angleterre, surent jeter un éclat nouveau sur la marine des deux nations, sans qu'aucun résultat décisif fût le fruit de leur lutte acharnée. La France, qui s'étoit engagée à prêter aux Hollandois le secours de ses quelques vaisseaux, ne brûla pas pour eux une amorce. Tout en ménageant l'alliance des Provinces-Unies, elle prévoyoit qu'elle auroit bientôt à les compter parmi ses ennemis, et elle se félicitoit, en secret, de les voir ainsi dépenser leurs forces dans une guerre contre l'Angleterre. Au conseil d'état, M. de Lionne avoit dit « qu'il falloit laisser les  
« deux nations s'entre-détruire, regarder le jeu  
« de loin, souffler adroitement le feu, faire beau-  
« coup de bruit du secours qu'on promettoit, en  
« donner de légers lorsque le besoin le demande-

« roit , et laisser tout le fardeau de la guerre sur  
« les Hollandois , jusqu'à ce qu'ils fussent hors  
« d'état de s'opposer aux desseins de la France  
« sur les Pays-Bas. »

Lorsque , dans ses glorieux efforts , la Hollande eut épuisé , en effet , son trésor , ses arsenaux et sa population , Louis XIV se résolut à envahir les Pays-Bas espagnols , sur lesquels on a vu qu'il prétendoit des droits , du chef de sa femme , fille du premier lit de Philippe IV. Le 16 mai 1667 il se rendit lui-même à Amiens où trente-cinq mille hommes s'étoient réunis sous les ordres de Turenne , et comme il attaquoit un ennemi surpris et désarmé , en moins de trois mois , il fut maître de Condé , de Saint-Guilain , de Charleroi , d'Armentières , de Furnes , de Tournai , de Courtrai , de Lille , et de plusieurs autres places moins importantes. On s'étonna que le roi ne profitât point de la foiblesse de son ennemi pour pousser plus loin ses conquêtes , mais il sentoit le besoin de ne pas dévoiler encore toute son ambition , il craignoit aussi de soulever les Hollandois contre lui. Le service de la guerre n'étoit pas , d'ailleurs , bien organisé. Louvois , arrivé tout récemment aux affaires , avoit laissé l'armée devant Lille souffrir du défaut de vivres. Turenne en fit de vifs reproches à l'orgueilleux ministre qui ne les lui pardonna jamais.

Les vastes projets de Louis XIV , la guerre qu'il

avoit entamée, ne l'empêchoient point de poursuivre ses réformes à l'intérieur, de demander aux lettres et aux arts la gloire durable que les victoires seules ne donnent pas. Dès l'année 1663, il avoit institué l'académie des inscriptions et belles-lettres, ou comme on l'appeloit alors, des inscriptions et médailles; l'année suivante, il avoit fondé l'académie de peinture; en 1666, enfin, il avoit à peu près complété l'organisation de notre institut actuel, par la création de l'académie des sciences. Cette dernière académie devoit diriger les travaux de l'Observatoire qui fut établi à la même époque. Comme législateur, les titres de Louis XIV reposent principalement sur la célèbre ordonnance du mois d'avril 1667, touchant la réformation de la justice, et sur le règlement général des eaux et forêts, du mois d'août 1669. L'ordonnance de 1667, ouvrage du chancelier Séguier et de seize jurisconsultes, régloit et a continué de régir tout le système de la procédure, jusqu'à la promulgation du code de procédure actuel; le règlement des eaux et forêts, œuvre qu'on admire encore aujourd'hui, fut médité pendant huit ans par Colbert avec l'aide des hommes les plus versés dans cette matière difficile. C'est un code complet en trente-deux titres, auquel la France doit la conservation de ses forêts et de sa marine, et qui a fait loi également jusqu'à la promulgation assez récente de notre code forestier.



Pendant que Louis XIV commençoit le démembrement de la monarchie espagnole dans les Pays-Bas, la Hollande et l'Angleterre avoient reconnu que la prolongation des hostilités entre les marines des deux pays ne pouvoit amener que leur ruine commune, au profit de la France. Les deux nations, dans leur lutte gigantesque, avoient conquis l'estime l'une de l'autre, et le 31 juillet 1667, elles avoient signé la paix à Bréda, contre le gré de la France, qui intervint cependant au traité, ainsi que le Danemarck. L'Angleterre et la Hollande représentées par deux grands citoyens, sir Williams Temple, ambassadeur de Charles II près les Provinces-Unies, et le pensionnaire Jean de Witt, se concertèrent dès-lors pour arrêter les progrès de l'ambition françoise. Ce n'étoit point chose facile, toutefois, que de réunir immédiatement, dans une alliance contre la France, deux peuples qui venoient à peine de déposer les armes après une guerre acharnée. Il falloit pour cela que de Witt sacrifîât ses longues affections et la politique qui avoit donné l'ascendant à son parti, pour se rapprocher de la faction orangiste; il falloit que Temple, de son côté, n'écoutât ni l'orgueil irrité du peuple et surtout des marins anglais, ni les secrets penchans de Charles II, qui, au prix de quelques subsides, auroit vendu les intérêts et la dignité de son royaume. Ce n'étoit pas tout encore; il importoit que cette alliance fût secrète et prompte,

et pour cela , force étoit à de Witt de violer la constitution des Provinces-Unies qui exigeoit que tout traité fût délibéré par les villes de la confédération. Le grand-pensionnaire savoit bien qu'en ne les consultant pas, il exposoit sa tête ; cependant il n'hésita point. Le traité de la triple alliance fut signé le 23 janvier 1668. La troisième puissance signataire étoit la Suède , mécontente de ce que la France avoit supprimé le subside qu'elle lui payoit depuis longues années. La Hollande , l'Angleterre et la Suède , déclaroient qu'elles s'unissoient pour contraindre la France et l'Espagne à la paix , annonçant qu'elles agiroient hostilement contre celle des deux qui la refuseroit. La condition de cette paix devoit être l'abandon , par l'Espagne , de toutes les places que la France avoit conquises dans les Pays-Bas , à moins que celle-ci ne préférât se faire céder en échange la Franche-Comté.

Le traité du 23 janvier imposoit à l'Espagne seule un grand sacrifice ; mais il salvoit , à ce prix , les autres provinces de la monarchie qui ne pouvoient se défendre elles-mêmes. Louis XIV , qui sentoit qu'on les arrachoit de ses mains , ne le pardonna jamais à la Hollande. Provisoirement il ne tint aucun compte du traité , et pour montrer aux alliés le cas qu'il faisoit de leurs injonctions , il donna immédiatement l'ordre à Condé d'envahir la Franche-Comté. En quatorze jours , du 4 au 19 février 1668 , toute la province fut conquise ,

et Louis, au comble de la joie, en donna le gouvernement au prince de Condé, pour lui prouver sa reconnoissance. « J'ai toujours estimé votre père, dit-il alors au duc d'Enghien, mais je ne l'avois jamais aimé; aujourd'hui je l'aime autant que je l'estime. »

Cette conquête jeta l'alarme dans l'Europe entière. Van Beunigen, l'ambassadeur de Hollande à la cour de France, insistoit sur la convenance de calmer l'inquiétude universelle; il représentoit tous les états prêts à se réunir pour contenir l'ambition du roi, il assuroit que la Hollande se sépareroit avec douleur de son ancienne alliée, que de Witt tenoit à la France par toutes ses affections, mais qu'il ne pourroit résister au sentiment de défiance qui gagnoit toutes les provinces, et que déjà elles se dispoient à prêter quatre millions de florins à l'Espagne, dont elles recevraient trois places de guerre en dépôt. Louis, malgré ses victoires, ne prétendoit point encore à braver seul l'Europe armée contre lui. Le colosse espagnol avoit si long-tems arrêté les efforts de la France, qu'il imposoit, même dans sa ruine; l'Angleterre et la Hollande avoient déployé dans leur lutte toute récente une vigueur et une énergie qui inspiroient un double respect, lorsqu'on les voyoit réunies : le roi se résolut donc à accepter la paix, qui fut signée, le 2 mai 1668, à Aix-la-Chapelle, aux conditions précédemment fixées par les trois puissances signataires du

traité du 23 janvier. La France, qui se croyoit sûre de reconquérir la Franche-Comté quand elle le voudroit, rendit cette province, et garda tout ce qu'elle avoit pris dans les Pays-Bas. Elle mit ainsi la main sur Charleroi, Binch, Ath, Douai, le fort de Scarpe, Tournai, Oudenarde, Lille, Armentières, Courtrai, Bergues et Furnes, avec leurs châtellenies. Aucune mention ne fut faite, dans le traité d'Aix-la-Chapelle, du droit de dévolution dont Louis XIV s'étoit prévalu pour commencer la guerre, et le traité des Pyrénées devoit être observé dans tout le reste de son contenu.

Ce fut aussi dans l'année 1668 que le maréchal de Turenne ayant perdu sa femme, fille du duc de Caumont-la-Force, et n'étant plus retenu par le zèle de cette personne distinguée pour le protestantisme, céda aux instances du cardinal de Bouillon, son neveu, et se convertit à la religion catholique. Turenne étoit alors âgé de cinquante-sept ans. On assure que le roi qui souhaitoit fort cette conversion lui offrit alors l'épée de connétable et que Turenne rejeta cette offre, pour qu'on ne l'accusât point d'avoir vendu sa conscience comme Lesdiguières. Il attribua sa conversion à *l'exposition de la foi* de Bossuët, alors évêque de Condom; mais si si l'on en croit l'opinion publique, sa conviction fut entraînée par le désir du monarque autant que par les arguments du grand controversiste catholique.

Les huguenots ne virent pas sans alarme cet abandon de l'homme le plus illustre de leur parti , au moment où des signes nombreux témoignaient de la mauvaise disposition du roi à leur égard. Depuis quelques années ils étoient poursuivis par des ordonnances vexatoires, dont la simple énumération suffit à montrer combien leur condition devenoit chaque jour plus pénible. En 1662, un arrêt du conseil ne leur permit d'enterrer leurs morts que le matin à la pointe du jour, ou le soir à l'entrée de la nuit. Au commencement de l'année suivante, un autre arrêt déchargea les convertis du paiement de leurs dettes envers les religionnaires ; un autre ordonna que les enfants dont les pères étoient catholiques et les mères protestantes, seroient baptisés à l'église ; en 1664, toutes les lettres de maîtrise où la clause que l'impétrant professoit la religion catholique avoit été omise furent déclarées nulles ; en mai 1665, un arrêt du conseil autorisa les curés à se transporter chez les religionnaires malades, pour leur demander s'ils vouloient ou non mourir dans la religion prétendue réformée. Le 24 août suivant, un nouvel arrêt du conseil interdit de recevoir comme marchande lingère toute femme ou fille qui ne feroit pas profession de la religion catholique ; le 24 octobre, on admit les enfants des protestants à déclarer, les garçons à quatorze ans, les filles à douze, qu'ils abjureroient le protestantisme, et à exiger de leurs père et mère une pension

proportionnelle à leurs besoins et aux facultés de leurs parents; au mois d'avril 1666, une ordonnance défendit aux huguenots de tenir académie pour les exercices de la noblesse; ainsi, chaque jour, quelque nouvelle carrière étoit fermée aux religionnaires, quelque nouveau danger les menaçoit dans leur famille, quelque nouvelle douleur les frappoit dans leur conscience. Et cependant nous ne sommes encore qu'au tems de cette persécution sourde et de détail auquel on se reporte de préférence, pour y rencontrer les témoignages de la libéralité de Louis XIV. Avec les années, on verra ce joug déjà si rude peser d'un poids intolérable sur les réformés françois.

Ces mesures violentes trouveroient, en quelque sorte, leur excuse, si, dans le même tems, le roi avoit prouvé, par la réforme de ses mœurs, qu'il étoit animé d'un zèle sincère pour la foi, d'un respect profond pour la religion catholique. Mais rien, dans sa conduite, ne justifioit cette ardeur de persécution contre les protestants. Il avoit eu de mademoiselle de La Vallière deux enfants qu'il avoit légitimés; il avoit érigé pour leur mère, en 1667, la terre de Vaujour en Duché-Pairie, et cependant il commençoit à se fatiguer d'un dévouement et d'un amour qu'il ne partageoit plus. Il porta ses hommages à la princesse de Monaco et à mademoiselle d'Armagnac, avant de les fixer sur madame de Montespan, une des dames de la reine, dont la beauté

étoit aussi régulière que piquante, dont l'esprit, l'adresse et l'ambition n'aspiroient qu'au seul but de captiver le cœur du roi. Mademoiselle de La Vallière, qui avoit peu de mouvement et de ressources dans l'esprit, attiroit chez elle cette rivale secrète, afin que son amant ne s'y ennuyât point; mais bientôt madame de Montespan donna des rendez-vous au roi dans l'appartement de madame de Montausier, et cette dame, à laquelle l'oraison funèbre de Fléchier a fait une si haute réputation de vertu, se chargeoit complaisamment de protéger cette intrigue naissante. Le père Annat, jésuite, confesseur de Louis, avoit traité avec indulgence l'attachement de son pénitent pour mademoiselle de La Vallière; un double adultère le révolta, et il fut disgracié. Le père Ferrier, puis le père La Chaise, qui lui succédèrent, eurent ordres sans doute d'être moins sévères. Pendant dix-huit ou vingt ans que dura la liaison coupable du roi, ils ne lui interdirent jamais l'approche des sacrements. Enfin, en 1674, mademoiselle de La Vallière céda tout-à-fait la place à madame de Montespan, pour entrer aux Carmélites où elle fit profession le 4 juin 1675.

Le traité d'Aix-la-Chapelle avoit été suivi d'une année de paix en Europe. Lorsque la France reprit les armes, ce fut pour porter un secours de six mille hommes aux Vénitiens, qui depuis vingt-trois ans défendoient l'île de Candie contre les Turcs. Le grand-amiral duc de Beaufort conduisit ces six

mille hommes dont le commandement fut donné au duc de Navailles, et qui prirent terre à Candie, le 16 juin 1669. Les François trouvèrent la ville en ruines, tous les ouvrages extérieurs étoient tombés aux mains des Musulmans, plusieurs brèches donnoient ouverture dans la place. Navailles et Beaufort tentèrent cependant, dans la nuit du 25 juin, une vigoureuse sortie. Avec la plus brillante audace, ils chassèrent les Turs de leurs postes, et s'emparèrent de leurs batteries; mais, au moment où le triomphe paroissoit assuré, l'éclat de trois caissons de poudre qui sautèrent jeta dans les rangs des François une terreur panique. Ils crurent que le terrain étoit miné sous leurs pieds, et prirent la fuite avec une perte prodigieuse; Beaufort, le jeune Fabert, fils unique du maréchal, soixante de leurs meilleurs officiers, cinquante-quatre de ceux de Montbrun, marquis de Saint-André, furent tués sur un monceau de soldats. Le découragement de ceux qui survécurent fut si grand que, malgré toutes les instances du général vénitien Morosini, Navailles résolut de ramener sa troupe en France. Les Vénitiens, réduits à leurs propres forces, furent contraints de livrer Candie aux Tures, le 6 septembre. Ceux-ci, malgré l'acte hostile de la France, envoyèrent cette année un ambassadeur au roi, et la bonne harmonie fut rétablie entre les deux couronnes.

Aucune des puissances signataires du traité



d'Aix-la-Chapelle ne se faisoit illusion sur la durée de ce traité, et Louis XIV, tout le premier, préparoit activement ses forces pour engager bientôt un combat à outrance contre la plus grande partie de l'Europe. Il avoit entamé, dans ce but, une négociation avec le roi d'Angleterre, Charles II, au moment même où la mère de celui-ci, Henriette, fille de Henri IV et veuve de Charles I<sup>er</sup>, mouroit en France, âgée de soixante ans (8 septembre 1669). Madame, fille d'Henriette et sœur de Charles II, faisoit toujours l'ornement de la cour. Elle avoit de la grâce, de l'esprit, de l'adresse, et ce fut elle que Louis XIV choisit pour mettre la dernière main au traité secret qu'il négocioit avec Charles II, et qui stipuloit l'alliance des deux souverains pour la conquête de la Hollande. Charles, séduit par son amitié pour sa sœur avec laquelle il se rencontra à Douvres, et par l'argent de la France, signa tout ce que Louis XIV vouloit. Le crédit de la jeune princesse s'appuyoit encore sur la beauté de mademoiselle de Kerhouent, d'une famille noble de Bretagne, qui l'avoit suivie, et qui depuis, sous le nom de duchesse de Portsmouth, continua à entretenir les bonnes dispositions du roi, son amant, pour la France.

Monsieur, Philippe duc d'Orléans, frère du roi, n'aimoit point sa femme, et celle-ci ne s'affligeoit point outre mesure d'une indifférence que rachaient d'autres hommages. Le duc d'Orléans étoit

jaloux cependant, mais jaloux, dit-on, de ce que la duchesse pouvoit passer pour plus jolie que lui. « Il étoit beau et bien fait, dit madame de Lafayette, « mais d'une beauté et d'une taille plus convenable « à une princesse qu'à un prince; aussi songeoit-il « plus à faire admirer sa beauté à tout le monde « qu'à s'en servir pour se faire aimer des femmes, « quoiqu'il fût continuellement avec elles. » Le chevalier de Lorraine, second fils du comte d'Har-court, le gouvernoit en maître et le gouverna toute sa vie; mais dans le cours de l'année 1669, Louis XIV avoit saisi une occasion d'éloigner de son frère ce favori méprisable, qui fut exilé en Italie. Philippe ne doutant point que sa femme n'eût eu la plus grande part à la disgrâce du chevalier, lui en fit de sanglants reproches, et s'éloigna d'elle chaque jour davantage. Lorsque Henriette revint de sa mission en Angleterre, son mari ne voulut pas aller au-devant d'elle, et il empêcha le roi d'y aller. Il ne la laissa qu'un jour à Saint-Germain; il ne lui permit pas de suivre la cour à Versailles, et la conduisit le 24 juin, par dépit, à Saint-Cloud. « Je la vis, dit « Mademoiselle, fort tentée de pleurer, et quelque « soin qu'elle prit de retenir ses larmes, elle ne « laissa pas d'en verser. »

Il y avoit quatre jours seulement que Madame étoit à Saint-Cloud, lorsque le dimanche, 29 juin 1670, se répandit tout-à-coup la triste nouvelle qu'on ne peut plus rappeler qu'avec les paroles de

Bossuet : « Madame se meurt , Madame est morte. » Après avoir dîné ce jour-là comme à son ordinaire, elle s'endormit profondément. A son réveil on fut frappé de l'altération de ses traits ; elle demanda un second verre de l'eau de chicorée dont elle buvoit plusieurs fois par jour , et à l'instant qu'elle l'eut bu , elle ressentit les plus violentes douleurs. Elle rougit, elle pâlit ; on la prit sous les bras ; elle put à peine se traîner quelques pas , toute courbée, et quand on l'eut mise au lit , elle dit qu'elle souffroit des tortures inconcevables, qu'elle alloit mourir , et qu'on lui fît venir un confesseur. Le duc d'Orléans étoit présent ; elle l'embrassa , et lui dit avec douceur : « Hélas ! Monsieur, vous ne m'aimez plus, il y a long-tems ; mais cela est injuste ; jamais je ne vous ai manqué. » La malheureuse femme continua à pousser des soupirs déchirants, en se retournant avec effort sur son lit ; enfin elle s'écria qu'elle étoit empoisonnée, qu'elle le sentoit bien , et elle demanda du contre-poison. Ses médecins , effrayés peut-être des révélations qui en seroient la suite, ne voulurent pas lui donner de vomitif. Le roi, la reine, Mademoiselle, accoururent en hâte autour de son lit et furent témoins de son agonie. Elle fit appeler l'ambassadeur d'Angleterre. Celui-ci lui ayant demandé en anglais si elle se croyoit empoisonnée, son confesseur entendit le mot anglais *poison*, et se hâta de lui dire : « N'accusez personne, Madame, et offrez à Dieu

« votre mort en sacrifice. » Enfin ; après sept heures d'effroyables souffrances , Madame expira le 30 juin 1670, entre deux et trois heures du matin, à vingt-six ans ; sans témoigner d'aucun ressentiment contre ceux qu'elle accusoit intérieurement d'être les auteurs de sa mort.

Il résulte du récit de Saint-Simon , qui paroît assez vraisemblable , que Monsieur fut injustement soupçonné d'avoir empoisonné sa femme , et que ce fut le chevalier de Lorraine qui envoya du poison à Beuvron et à Effiat. Ceux-ci gagnèrent Purnon , premier maître d'hôtel de Madame , qui jeta dans l'eau de chicorée le poison dont l'effet fut si terrible et si rapide. Louis XIV fut instruit de tous les détails de ce crime par Purnon lui-même , mais il semble que la crainte de confirmer les soupçons qui pesoient déjà sur son frère , le détermina à jeter un voile sur cette odieuse affaire. Six semaines après , le chevalier de Lorraine obtint même la permission de revenir à la cour et de servir dans l'armée en qualité de maréchal-de-camp.

Le jour même de la mort de Madame , il fut déjà question de la remplacer. « Après que le roi eut dîné et qu'il fut habillé , dit Mademoiselle , il vint chez la reine pleurer , et me dit : — Ma cousine , voilà une place vacante , la voulez-vous remplir ? — Je devins pâle comme la mort. Je lui répondis toute tremblante : — Vous êtes le maître ; je n'aurai jamais d'autre volonté que la

« vôtre. — Il me pressa extrêmement; je lui répondis toujours que je n'avois rien à lui répondre que cela. Il me dit : — Y avez-vous de l'ave-  
« sion? — Je ne lui répondis encore rien. Il me  
« dit : — J'y songerai, et je vous en parlerai. » On  
conçoit que Mademoiselle trouvât quelque chose  
d'effrayant à être recherchée par un prince de-  
meuré veuf avec des circonstances si suspectes, qui  
convoitoit son immense fortune et non sa personne  
et qui pourroit ensuite souhaiter un troisième ma-  
riage, afin d'assurer au besoin des héritiers à la  
couronne. Mais malgré sa soumission apparente, Ma-  
demoiselle avoit encore un autre motif pour se trou-  
bler de la proposition du roi. Son cœur étoit engagé,  
elle aimoit ailleurs. Cette princesse si fière de sa  
naissance, qui ne vouloit que d'une couronne fer-  
mée, qui avoit porté tour-à-tour ses vues sur l'em-  
pereur et sur tous les rois de l'Europe, s'étoit éprise  
d'un particulier. Après avoir donné sa jeunesse à  
l'ambition, elle donnoit son âge mûr à l'amour.  
L'objet de son choix étoit un cadet de la maison de  
Caumont-la-Force, le comte de Lauzun, capitaine  
d'une compagnie des gardes. « C'étoit, dit Saint-  
« Simon, un petit homme blondasse, bien fait  
« dans sa taille, de physionomie haute, pleine  
« d'esprit, qui imposoit, mais sans agrément de  
« visage; plein d'ambition, de caprices, de fantai-  
« sies, jaloux de tout, jamais content de rien,  
« sans lettres, sans aucun ornement ni agrément

« dans l'esprit, naturellement chagrin, solitaire,  
 « sauvage; fort noble dans toutes ses façons, mé-  
 « chant et malin par nature; toutefois bon ami,  
 « quand il l'étoit, ce qui étoit rare, et cruel aux  
 « défauts et à trouver et donner des ridicules; ex-  
 « trêmement brave, et aussi dangereusement hardi;  
 « courtisan également insolent, moqueur et bas  
 « jusqu'au valetage, et plein de recherches d'in-  
 « dustrie, d'intrigues, de bassesse pour arriver à  
 « ses fins; avec cela, dangereux aux ministres, à  
 « la cour redouté de tous, et plein de traits cruels  
 « et pleins de sel, qui n'épargnoient personne. »

Il paroît que l'originalité de ce caractère séduisit Louis XIV. Lauzun l'amusa par ses railleries, le charma par sa valeur, et ce qui paroît incroyable de la part d'un tel roi, c'est que Louis donna son consentement au mariage de Lauzun avec Mademoiselle. Ce mariage n'eut pas lieu cependant. Lauzun, pour donner plus d'éclat à la cérémonie, la différa de quelque tems. Dans l'intervalle, madame de Montespan, qui avoit été offensée par l'amant de Mademoiselle, réunit ses efforts contre lui à ceux de Louvois qui le redoutait, et tout-à-coup, le 18 décembre 1670, le roi déclara à Lauzun et à Mademoiselle qu'il leur défendoit absolument de songer à ce mariage. Un an plus tard, l'homme qui s'étoit vu si près d'entrer dans la famille royale fut subitement arrêté et conduit à Pierre-Encise, puis à Pignerol. Les ennemis que

lui avoient faits sa hauteur et ses sarcasmes se ranimèrent quand il fut déchu de ses hautes espérances; M. de Louvois ne s'étoit pas oublié, mais il est probable que ce fut madame de Montespan qui le perdit. Lauzun avoit eu l'incroyable audace de se cacher dans la chambre de cette dame, et de lui répéter à l'oreille, en l'injuriant, la conversation qu'elle avoit eue avec le roi. Elle crut d'abord que le diable seul avoit pu lui révéler ces secrets. Quand elle découvrit enfin ce qu'il avoit osé, elle obtint sans doute du roi cette vengeance éclatante.

Le traité que l'infortunée duchesse d'Orléans avoit négocié à Douvres avec son frère ne fut définitivement signé à Londres par Colbert de Croissy, frère du ministre, que le 2 janvier 1671. L'article principal de ce traité stipuloit l'alliance des deux rois pour attaquer en commun la Hollande, après quoi les Provinces-Unies devoient être partagées entre eux. Louis XIV nourrissoit contre les Hollandois un profond ressentiment; il vouloit, à tout prix, les faire repentir du traité de la triple alliance, qui l'avoit arrêté dans ses conquêtes, les châtier, comme il disoit, de leur ingratitude. Toutes ses négociations tendoient à les isoler complètement pour les accabler; il avoit déjà gagné l'Angleterre, il travailloit également à gagner les Suédois, et ses propositions, appuyées par le marquis de Pomponne, fils du célèbre Arnaud d'Andilly, y trouvèrent bon accueil auprès du chancelier de Suède,

Magnus-Gabriel de la Gardie, qui, né François, conservoit pour son pays une grande prédilection. En même tems, des agents de la France alloient solliciter les divers princes d'Allemagne pour les armer contre les Provinces-Unies. L'évêque de Munster, Mathieu Van Galen, espèce de brigand mitré, qui levoit des troupes redoutables pour les mettre au service de quiconque vouloit les payer, l'archevêque de Cologne, l'évêque et prince de Strasbourg, le duc de Brunswick, évêque d'Osnabruck, promirent leur concours à Louis XIV. A toutes ces alliances, la France joignit encore celle de l'électeur palatin, qui fut séduit par le mariage, célébré le 16 novembre 1674, de sa fille, Elisabeth Charlotte, avec le duc d'Orléans. Cette princesse n'avoit pour tout dot que trente-deux mille florins d'Allemagne, mais en revanche, la nouvelle Madame, qui abjura le luthéranisme la veille de son mariage, faisoit bon marché des intérêts de la patrie allemande; son mariage servoit d'ailleurs utilement la politique de la France. Enfin une négociation plus importante, habilement ménagée par le commandeur de Grémonville, ambassadeur à Vienne, amena l'empereur à signer, le 1<sup>er</sup> novembre 1674, un traité par lequel il s'engageoit à ne prendre aucune part à la guerre qui pourroit éclater entre la France et l'une ou l'autre des puissances signataires de la triple alliance.

Le ministre, qui avoit conduit avec tant d'habi-



leté depuis dix ans les affaires extérieures de la France, ne vit pas l'issue des intrigues suivies à Vienne en son nom. Le marquis de Lionné mourut le 1<sup>er</sup> septembre de l'année 1671. On prétend qu'il ne put soutenir le déshonneur dont s'étoient couvertes sa femme et sa fille, la marquise de Cœuvres. Le roi lui donna pour successeur Simon Arnaud, marquis de Pomponne, alors ambassadeur en Suède. Ce choix, qui honoroit la vertu, surprit fort la cour. On s'étonna que le roi, malgré sa haine contre les jansénistes, appelât dans ses conseils le fils d'Arnaud d'Andilly; on ne douta pas dès-lors aussi que le nouveau ministre, élevé à l'école sévère de Port-Royal, apporteroit au département des affaires étrangères une loyauté qui y étoit inconnue depuis long-tems.

Quelques mois après, le 3 février 1672, Louis XIV perdit un autre ministre, le chancelier Séguier, qui avoit tenu les sceaux pendant trente-neuf ans. C'étoit un homme de grand savoir, cultivant et protégeant les lettres; mais il ne possédoit point l'estime de la cour, qui avoit trouvé peu de consistance dans sa conduite, au tems de la Fronde. Le 23 avril, le roi confia les sceaux à M. d'Aligre, dont la faveur datoit du procès de Fouquet et de l'acharnement qu'il avoit mis à poursuivre le malheureux surintendant. C'étoit un homme ferme et intelligent, qui toutefois ne réussit pas à se faire aimer. Il inaugura son avènement au pouvoir en

rendant la liberté à tous les accusés de magie et de sortilège, qui encombroient encore les prisons de Normandie.

Lorsque Louis XIV eut gagné l'Angleterre, endormi la Suède et l'empereur, le moment lui parut enfin venu de donner une libre carrière à ses projets de vengeance contre les Hollandais. Les bruits de son entreprise prochaine commençoient à se répandre, mais l'Europe les écoutait en silence. Les États-Généraux seuls écrivirent au roi, lui demandant humblement « si les grands préparatifs « qu'il faisoit étoient destinés contre eux, ses anciens et fidèles alliés? en quoi ils l'avoient offensé? « quelle réparation il exigeoit? » Louis répondit : « Qu'il feroit de ses troupes l'usage que demanderoit sa dignité, dont il ne devoit compte à personne. » Et le 25 avril 1672, il partit de Saint-Germain, pour joindre son armée à Charleroi.

« Tout ce que, dit Voltaire, les efforts de l'ambition et de la prudence humaine peuvent préparer pour détruire une nation, Louis XIV l'avoit fait. Il n'y a pas chez les hommes d'exemple d'une petite entreprise formée avec des préparatifs plus formidables. De tous les conquérants qui ont envahi une partie du monde, il n'y en a pas un qui ait commencé ses conquêtes avec autant de troupes réglées et autant d'argent que Louis en employa pour subjuguier le petit état des Provinces-Unies. Cinquante millions, qui en

« feroient aujourd'hui quatre-vingt-dix-sept, fu-  
« rent consommés à cet appareil. Trente vaisseaux  
« de cinquante pièces de canon joignirent la flotte  
« anglaise, forte de cent voiles; le roi, avec son  
« frère, alla sur les frontières de la Flandre es-  
« pagnole et de la Hollande, vers Maëstricht et  
« Charleroi, avec plus de cent douze mille hom-  
« mes. L'évêque de Munster et l'électeur de Colo-  
« gne en avoient environ vingt mille. Les géné-  
« raux de l'armée du roi étoient Condé et Turenne;  
« Luxembourg commandoit sous eux. Vauban de-  
« voit conduire les sièges. Louvois étoit partout  
« avec sa vigilance ordinaire. Jamais on n'avoit  
« vu une armée si magnifique, et en même tems  
« mieux disciplinée. Les troupes, pour la plupart  
« couvertes d'or et d'argent, étoient un objet de  
« terreur et d'admiration. Il n'y avoit point encore  
« d'inspecteurs de cavalerie et d'infanterie, comme  
« nous en avons vu depuis, mais deux hommes  
« uniques, chacun, dans leur genre en faisoient les  
« fonctions. Martinet mettoit alors l'infanterie sur  
« le pied de discipline où elle est aujourd'hui. Le  
« chevalier Fourilles faisoit la même charge dans  
« la cavalerie. Il y avoit un an que Martinet avoit  
« mis la baïonnette en usage dans quelques régi-  
« ments. Le dernier effort peut-être de ce que l'art  
« militaire a inventé de plus terrible étoit connu,  
« mais peu pratiqué, parce que les piques préva-  
« loient. Le roi, avec tant d'avantages, sûr de sa

« fortune et de sa gloire, menoit avec lui un histo-  
 « rien qui devoit écrire ses victoires : c'étoit Pé-  
 « lissou, plus capable de bien écrire que de ne  
 « pas flatter.

« Contre Turenne, Condé, Luxembourg, Vau-  
 « ban, cent trente mille combattants, une artille-  
 « rie prodigieuse et de l'argent avec lequel on at-  
 « taquoit encore la fidélité des commandants des  
 « places ennemies, la Hollande n'avoit à opposer  
 « qu'un jeune prince d'une constitution foible,  
 « qui n'avoit vu ni sièges ni combats, et environ  
 « vingt-cinq mille mauvais soldats, en quoi con-  
 « sistoit alors toute la garde du pays. Le prince  
 « Guillaume d'Orange, âgé de vingt-deux ans, ve-  
 « noit d'être élu capitaine-général des forces de  
 « terre, par les vœux de la nation; Jean de Witt,  
 « le grand-pensionnaire, y avoit consenti par né-  
 « cessité. Ce prince nourrissoit, sous le flegme  
 « hollandois, une ardeur d'ambition et de gloire  
 « qui éclata toujours depuis dans sa conduite, sans  
 « s'échapper jamais dans ses discours. Son hu-  
 « meur étoit froide et sévère, son génie actif et  
 « perçant; son courage, qui ne se rebutoit jamais,  
 « fit supporter à son corps foible et languissant  
 « des fatigues au-dessus de ses forces. Il étoit va-  
 « leureux sans ostentation, ambitieux, mais en-  
 « nemi du faste, né avec une opiniâtreté flegma-  
 « tique faite pour combattre l'adversité, aimant  
 « les affaires et la guerre, ne connoissant ni les

« plaisirs attachés à la grandeur, ni ceux de l'humanité; enfin, presque en tout l'opposé de Louis XIV. »

Le roi étoit à la tête de sa maison et de ses plus belles troupes, qui composoient trente mille hommes; Turenne les commandoit sous lui. Le prince de Condé avoit une armée aussi forte. Les autres corps, conduits tantôt par Luxembourg, tantôt par Chamilly, formoient dans l'occasion des armées séparées ou se rejoignoient selon le besoin. On commença par s'emparer d'Orsoy, de Rheinberg, de Burick, de Wesel, qui tinrent à peine quelques jours, et au commencement de juin 1672, le roi étoit maître de toutes les places qui bordent le Rhin et l'Yssel. Toute la Hollande se résignoit déjà à passer sous le joug, dès que les François auroient franchi le Rhin. Il ne restoit plus d'autre espoir à Guillaume que de s'opposer au passage de nos troupes en empêchant qu'un pont de bateaux ne fût jeté sur le fleuve. Deux gentilshommes de Gueldre indiquèrent alors au prince de Condé un gué dans le Rhin. Une sécheresse continue avoit si fort réduit les eaux, qu'ils assuroient que les chevaux pourroient atteindre l'autre rive de pied ferme. Le comte de Guiche fut chargé d'aller reconnoître le passage, et déclara à son retour qu'il étoit praticable. Ce rapport n'étoit point exact. Il restoit au milieu du fleuve un trajet de deux cents pas que les chevaux devoient faire à la nage, et si l'audace de

Guiche n'avoit pas été couronnée de succès, si l'armée avoit été repoussée, son faux rapport eût été puni de mort. Le passage ayant été résolu pour la nuit du 11 au 12 juin, le comte de Guiche conduisit lui-même la première troupe, protégée par une batterie de douze canons. Les premiers qui voulurent traverser isolément se noyèrent; mais quand un escadron entra de front dans la rivière, il rompit le courant et atteignit l'autre bord. Le major Langallerie fut le premier qui, avec quarante maîtres, gagna la rive opposée; il attendit dans les eaux basses, qui le couvroient en partie contre les feux ennemis, que d'autres escadrons l'eussent rejoint; alors il marcha sur la cavalerie hollandaise, qui prit la fuite. Le jeune duc de Longueville, qu'on savoit être fils du duc de La Rochefoucault, venoit de passer en bateau avec Condé, son oncle, et Enghien, son cousin; il courut à l'infanterie ennemie, qui demandoit quartier et qui avoit déjà obtenu la parole du prince. Longueville s'élança dans ses rangs en criant : « Non, non, point de quartier, » et il déchargea son pistolet sur le premier soldat qu'il trouva à sa portée. On lui répondit par une décharge générale qui l'étendit mort avec le marquis de Guétry et quelques autres personnes de qualité; Condé fut aussi grièvement blessé; il eut le bras cassé au-dessus du poignet. La troupe qui avoit osé se défendre fut passée au fil de l'épée. Le lendemain, Louis XIV et le reste de

son armée traversèrent le fleuve sur un pont de bateaux.

Tel fut ce fameux passage du Rhin, célébré par les flatteurs de Louis XIV comme la plus belle action militaire du siècle, qui ne coûta pas, après tout, de grands efforts de bravoure au souverain, mais qui n'en eut pas moins un résultat décisif. Quelques jours après, et tandis qu'une révolution intérieure bouleversoit encore la république, un nombre infini de places avoient ouvert leurs portes aux François. Ces rapides victoires, d'une part, cette suite de revers, de l'autre, jetèrent la terreur et la rage dans le cœur des Hollandois. Au lieu d'attribuer leurs désastres à l'insuffisance de leurs forces, ils cherchoient à les expliquer par des trahisons, et ce fut contre les deux plus grands citoyens de la Hollande, les deux frères de Witt, que se tourna la fureur populaire. On leur reprochoit à tous deux de s'être montrés si long-tems les partisans de la France; on leur faisoit un crime de n'avoir pas repoussé avec indignation les conditions de paix proposées par Louvois depuis le passage du Rhin; et à ces accusations violentes se joignoient les accusations intéressées des amis du prince d'Orange. Le 19 août 1672, Cornélius de Witt, l'ami et le compagnon de gloire de Ruyter, fut soumis à une torture épouvantable. Le tribunal n'ayant obtenu de lui aucun aveu, le condamna seulement à l'exil; mais les orangistes n'étoient point satisfaits.

Les deux frères, réunis le lendemain dans une même prison à La Haye, en furent arrachés par la populace, qui se précipita sur eux et les perça de mille coups. Quelques jours auparavant, elle avoit contraint les magistrats à proclamer Guillaume d'Orange Stathouder, gouverneur et capitaine-général de la république. Les États-Généraux, cédant à la terreur, approuvèrent ce qu'avoient fait les assemblées particulières des villes. La part que prit Guillaume au massacre des frères de Witt, et les faveurs dont il combla leurs meurtriers, ont imprimé sur sa mémoire une tache que n'ont point lavée tous les succès d'une longue et glorieuse carrière.

Pour arrêter les François, une seule ressource restoit, non point aux Provinces-Unies, mais au comté de Hollande : c'étoit de couper les écluses qui retiennent les eaux de la mer, et de mettre à couvert Amsterdam et les villes voisines par une inondation universelle. Le prince Maurice de Nassau eut recours à cette extrémité. En ouvrant les écluses de Muyden, il submergea toute la campagne, et sauva les grandes villes de la Hollande. D'un autre côté, la nécessité de tenir des garnisons dans toutes les places dont on s'étoit emparé avoit considérablement affoibli l'armée française. Turenne et Condé pressoient le roi de démolir les fortifications de ces places ; Louvois s'y opposa, et son avis l'emporta sur celui des deux plus habiles généraux de la France.



Louis XIV, réduit à l'inaction, confia le commandement des troupes à Turenne, et reprit, le 26 juillet 1672, le chemin de Saint-Germain. Mais la ruine si rapide de la Hollande avoit renouvelé toutes les craintes de l'Europe. On annonça bientôt qu'une armée de quarante mille hommes s'approchoit pour secourir les Provinces-Unies. L'électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, avoit signé le premier un traité d'alliance avec cette république; il avoit promis de faire marcher vingt mille hommes pour aider à sa défense. Montécuculi, le plus grand général de l'empereur, devoit se joindre à lui avec le vieux duc de Lorraine, Charles IV. Mais le principal ministre de l'empereur, le comte de Lobkowitz, étoit, dit-on, gagné par l'or de la France; il mit tant de lenteur dans l'envoi des troupes, que de toute l'année elles ne furent point à portée de combattre. Cependant, l'annonce seule de ces secours soulagea les Provinces-Unies. Le roi fut obligé d'envoyer dix-huit mille hommes en Alsace; sous les ordres du prince de Condé, pour empêcher les Allemands de passer le Haut-Rhin : Turenne, avec vingt mille hommes au plus, se transporta sur la droite du Rhin, pour entrer dans le pays de la Marck et menacer l'électeur de Brandebourg. L'absence de Turenne permit au prince d'Orange de reprendre haleine; le général françois, de son côté, entra dans le Brandebourg, et força l'électeur à renoncer à son alliance avec la Hollande.

Turenne fut dès-lors chargé de tenir tête en Allemagne aux impériaux, tandis que le prince de Condé, au mois d'avril 1673, revenoit prendre le commandement de l'armée de Hollande. Jusque là, les puissances qui vouloient sauver l'indépendance de la Hollande n'avoient point proclamé hautement leur rupture avec la France. Elles levèrent enfin le masque. Par un traité d'alliance signé à La Haye le 30 août 1673, entre l'empereur, le roi d'Espagne et les États-généraux, l'empereur promit d'envoyer trente mille hommes sur le Rhin, l'Espagne d'attaquer la France avec toutes ses forces, la Hollande de faire rendre à l'Espagne tout ce qu'elle avoit perdu par la paix d'Aix-la-Chapelle. Le duc de Lorraine, moyennant un subside convenu, devoit fournir dix-huit mille hommes aux alliés. La Diète de l'empire, enfin, sans entrer encore ouvertement dans cette ligue, s'engagea à ne point contrarier la marche de l'armée impériale, commandée par Montécuculi.

Ce dernier, l'un des plus habiles tacticiens et des plus braves généraux de son siècle, partit d'Égra à la tête de trente mille hommes, le 26 septembre 1673 ; mais ayant été rallié par les troupes de Saxe et de Franconie, il n'avoit pas moins de quarante mille hommes lorsqu'il arriva sur les bords du Mein, dont Turenne, avec vingt mille hommes, s'efforçoit de lui barrer le passage. Les deux généraux cherchèrent long-tems à se trom-

per par des marches et des contre-marches, sans engager de bataille. Enfin Montécuculi, favorisé par l'évêque de Wurtzbourg et par l'électeur de Trèves, franchit le Mein, le Rhin et la Moselle, se joignit le 2 novembre à l'armée du prince d'Orange, qui étoit venue à sa rencontre, et termina la campagne par le siège et la prise de Bonn, qui capitula le 12 novembre. Louvois, jaloux et ennemi de Turenne, l'avoit contrarié de tous ses moyens pendant cette campagne, et l'avoit empêché de secourir Bonn. Le roi exigea de son ministre qu'il l'avouât au maréchal et qu'il lui en fît des excuses.

La prise de Bonn, et la présence de l'armée impériale sur cette rive du Rhin, contraignit Louis XIV à retirer ses troupes de la Hollande. Il lui fallut évacuer toutes ces conquêtes dont on avoit exalté si haut la gloire : sa seule consolation fut d'avoir ruiné des ennemis qu'il ne pouvoit pas subjuguier. Ceux-ci faisoient, dans le même tems, leur paix avec l'Angleterre. Le parlement, lassé de la longue trahison du roi, lui força la main. Il lui déclara qu'il n'accorderoit plus de subsides pour continuer une guerre sans profit contre la Hollande, et le 9 février 1674, les Provinces-Unies s'engagèrent, par un traité, à rendre sur mer au pavillon anglois tous les honneurs qu'il pouvoit prétendre, et à payer au roi, à titre de dédommagement, deux millions de florins. Les Anglois, toutefois, ne rappelèrent pas les troupes que le duc

de Monmouth avoit conduites au maréchal de Turenne; et ce fut à l'école de ce grand maître que le jeune Churchill apprit alors le métier des armes qu'il devoit illustrer plus tard sous le nom de Malborough.

La défection de l'Angleterre entraîna tous les ennemis secrets de la France. Le landgrave de Hesse, l'électeur de Trèves, le duc de Brunswick, le duc de Lunébourg et l'électeur de Brandebourg se liguèrent avec les Hollandois. L'évêque de Munster mit à leur service ces mêmes troupes qu'il avoit d'abord louées à la France. Ainsi une puissante confédération s'organisait contre Louis XIV. L'Espagne aspirait à reprendre ce qu'elle avoit perdu par le traité d'Aix-la-Chapelle; l'Autriche vouloit recouvrer l'Alsace, la Hollande délivrer les deux villes de Maëstricht et de Grave où les François commandoient encore; mais la diversité des vues, la jalousie si fréquente entre confédérés, la lenteur autrichienne, d'une part, la foiblesse des Espagnols, de l'autre, firent échouer tous les projets des ennemis de la France; Louis XIV seul contre tous recueillit dans cette campagne plus de gloire que dans aucune des précédentes.

Turenne, avec vingt-trois mille hommes, fut opposé aux impériaux; Condé, avec quarante mille, devoit faire tête au prince d'Orange; le roi se chargea lui-même d'attaquer la Franche-Comté. Cette fois encore, la conquête de cette province coûta à

peine quelques soldats à la France. Besançon et Dôle opposèrent bien quelque résistance; mais les garnisons espagnoles n'étoient pas nombreuses, et elles avoient à lutter contre la valeur françoise et contre Vauban. En moins de deux mois, du 2 mai au 19 juin 1674, toute la Franche-Comté fut soumise au roi, et elle est demeurée dès-lors unie à la monarchie.

Le prince de Condé, qui commandoit l'armée de Flandre, se contentoit d'observer les alliés. Il s'étoit placé entre Charleroi et Fontaine-l'Évêque, appuyé sur la Sambre, lorsque le prince d'Orange, à la tête de soixante mille hommes, s'avança jusqu'à Seneff pour lui offrir la bataille. Condé ne s'étant point laissé entraîner à l'accepter, le prince d'Orange repartit le 11 août 1674, avec l'intention d'aller camper entre Marimont et Binch. Il devait pour cela suivre plusieurs défilés à une petite lieue du prince de Condé, et il ne prévint point assez que dans leur marche, ses divers corps d'armée ne pourroient point s'appuyer les uns les autres. Condé, en effet, donna le tems à l'avant-garde et au corps de bataille de s'éloigner; puis il tomba sur l'arrière-garde composée d'Espagnols qui étoit encore à Seneff, et la mit en pièces après un combat acharné. Au bruit du canon, le prince d'Orange avoit rebroussé chemin pour soutenir les Espagnols avec les troupes hollandaises. Condé dont la tête s'exaltoit dans l'i-

vresse du combat, voulut recommencer la lutte contre Orange et le comte de Souches qui arrivoit à son tour avec l'avant-garde ennemie. On se battit à trois reprises et jusqu'à minuit. Dans la dernière action, les François perdirent une foule d'officiers et de soldats ; mais Condé, qui ne prodigua jamais autant sa vie, vouloit encore hasarder une quatrième attaque. Cette fois, les troupes harassées n'en vouloient plus. Le lendemain, les deux armées se retirèrent chacune de son côté, laissant vingt-cinq mille morts sur le champ de bataille, aucune n'ayant la victoire, toutes deux plutôt également affoiblies et vaincues. Condé, forcé de mettre en quartiers d'hiver ses soldats épuisés par les combats, ne put empêcher le prince d'Orange de reprendre Grave, Dinant et Huy.

La campagne de 1674 est restée surtout fameuse dans l'histoire par les savantes et habiles manœuvres du maréchal de Turenne. Turenne avoit pris ses quartiers d'hiver à Neustadt, sur la gauche du Rhin, à peu de distance de Spire et de Landau, vers les confins de l'Alsace et du Palatinat. L'Allemagne presque entière étoit armée contre la France ; tous ses princes se proposoient de rendre l'Alsace à la patrie allemande, la Lorraine à son duc, la Franche-Comté au roi d'Espagne. Turenne, qui n'avoit pas alors plus de dix à douze mille hommes, commença par battre le duc de Lorraine à Sintsheim, mais bientôt l'armée de l'empereur,

qui comptoit trente-cinq mille hommes, passa le Rhin à Mayence, et vint camper entre Spire et Philipsbourg, à peu de distance du général françois. Louvois, convaincu que celui-ci ne pourroit tenir tête à des forces si supérieures, lui envoya l'ordre d'abandonner l'Alsace et de se borner à défendre les passages des Vosges. Turenne, au lieu d'obéir, écrivit au roi, et obtint la permission de rester en Alsace, déclarant qu'il prenoit sur lui la responsabilité des évènements.

Les Allemands qui avoient passé le Rhin, étonnés que Turenne ne leur cédât pas le terrain, le crurent plus fort qu'il ne l'étoit réellement, et résolurent d'attendre l'électeur de Brandebourg avant de l'attaquer. Pendant ce tems l'armée de Turenne fut portée à vingt-cinq mille hommes, avec lesquels il attaqua le premier, le 14 octobre 1674, le général de l'empereur, Bournonville, que le manque de fourrage avoit contraint à repasser le Rhin. Il le battit à Ensisheim, mais l'électeur de Brandebourg ayant rejoint les impériaux le 14 octobre, Turenne vit bien qu'il lui seroit désormais impossible de tenir contre des forces si redoutables, et il ne songea plus qu'à contrarier leurs mouvements, afin que le reste de la belle saison se dissipât sans profit pour les alliés. Il prenoit chaque jour une position nouvelle; il laissoit approcher les Allemands qui, après l'avoir reconnue, se disposoient à l'y battre le lendemain; mais dans la

nuit, il en partoît sans bruit, et venoit occuper une position plus reculée qu'il avoit étudiée à l'avance. Turenne inspiroit à ses soldats une confiance si entière, que jamais aucun désordre n'éclata dans ces retraites nocturnes; jamais non plus il ne s'exposa à une surprise. Des renforts détachés de l'armée de Flandre, après la bataille de Sèneff, lui étant arrivés les uns après les autres, il se sentit bientôt capable de défendre l'Alsace; ce fut le moment qu'il choisit pour l'évacuer. A la fin de novembre, voulant donner quelque repos à ses troupes épuisées, il les cantonna dans la Lorraine allemande.

Ainsi que Turenne l'avoit prévu, les impériaux prirent leurs quartiers d'hiver en Alsace, mais en les combinant de manière à bloquer en même tems Brisach et Philipsbourg. Après une campagne si longue et si pénible, ils ne redoutoient plus aucune attaque de leur adversaire. Ce n'étoit pas toutefois l'intention de Turenne de les laisser en paix. Il avoit partagé ses troupes en petits détachements pour ôter à l'ennemi toute inquiétude, mais après quelques semaines de repos, elles filèrent derrière les montagnes des Vosges, et rejoignirent leur général à Bèfort, à l'autre extrémité de l'Alsace, où il leur avoit donné rendez-vous. Elles avoient dû s'avancer par des montagnes couvertes de neige, à travers des torrents débordés, et par des chemins presque impraticables : elles se trouvèrent toutes



néanmoins à Bèfort, le 27 décembre. Le lendemain, Turenne tomba à l'improviste au milieu des quartiers ennemis dans la haute Alsace. Les impériaux surpris, et laissant un grand nombre de prisonniers, voulurent se réunir dans leur fuite, et tenir ferme derrière la rivière d'Ill ; Turenne les poursuivit avec tant de diligence, que des corps nombreux se précipitèrent vers Bâle où ils passèrent le Rhin. Le général françois tourna ensuite vers Colmar que l'électeur de Brandebourg avoit choisi pour son quartier général. Celui-ci comptoit y célébrer la fête des Rois ; Turenne ne lui en donna pas le loisir ; il l'attaqua précisément le 6 janvier 1675. Les troupes demeurées sous les ordres de l'électeur étoient aussi nombreuses que celles du maréchal ; sa position étoit excellente : il avoit sa gauche appuyée à Colmar, sa droite à Turkheim et à la montagne ; la petite rivière du Techt couvroit son front ; mais l'une des armées étoit pleine de confiance, l'autre abattue et découragée. Après une vigoureuse résistance, Turkheim fut emporté par les François, et dans la nuit qui suivit le combat, les impériaux se retirèrent en désordre sur Schelestadt, abandonnant dans Colmar trois mille malades et beaucoup d'officiers. Ils continuèrent leur retraite le lendemain, et ne s'arrêtèrent qu'après avoir repassé le pont du Rhin à Strasbourg. De soixante mille Allemands qui étoient entrés en Alsace peu de semaines auparavant, il n'y en eut

guère plus de vingt mille qui parvinrent à se réunir dans le Palatinat.

Battus dans cette campagne, les alliés se préparèrent à de plus vigoureux efforts pour la campagne suivante. Montécuculi, le plus habile général de l'empereur, reçut le commandement en chef de l'armée, et après avoir passé le Rhin près de Spire, dans le courant de mai 1675, il feignit de vouloir attaquer Haguenau. Turenne ne s'occupa point de déjouer un projet qu'il jugeoit inexécutable, et laissant son adversaire sur la gauche du Rhin, il jeta un pont de bateaux sur ce fleuve à Ettenheim, et passa le 7 juin, avec son armée, sur la rive droite, où il prit position à Wilstett. Montécuculi l'y suivit aussitôt. Pour son honneur, pour le maintien de la confédération, il lui importoit de rejeter les François hors du territoire allemand; mais, malgré la supériorité de ses forces, il ne trouvoit aucun point par où il pût entamer l'armée de Turenne. Pendant six semaines, ces deux illustres adversaires cherchèrent tour-à-tour à se surprendre par des marches ou des contre-marches, ou à se couper réciproquement leurs convois. Le 26 juillet seulement Turenne ayant reconnu la position que l'ennemi avoit prise à Bihel, à deux lieues de Bade, annonça à ses généraux que l'occasion qu'il épioit depuis si long-tems pour livrer bataille étoit enfin trouvée.

Le 27 juillet au matin, le centre et la gauche de son armée occupoient déjà près du village de

Saltzbach le terrain sur lequel il comptoit engager la bataille; la droite marchoit pour se mettre en ligne. Montécuculi, qui s'apercevoit du danger de sa position, laissoit percer de l'inquiétude et dirigeoit déjà ses bagages vers la montagne. Turenne, averti, monta à cheval pour examiner d'une hauteur le mouvement de l'ennemi. Il rencontra en chemin lord Hamilton, qui lui dit : « Venez par ici, « on tire où vous allez. — Je ne veux pas être tué « aujourd'hui, » lui répliqua Turenne en le suivant; puis il s'approcha de Saint-Hilaire, lieutenant-général de l'artillerie, qui le pria en tendant la main, de jeter les yeux sur une batterie voisine. Turenne retourna deux pas en arrière, et ce fut dans ce moment qu'un boulet des ennemis tiré au hasard, vint le frapper au milieu de la poitrine, après avoir emporté le bras de Saint-Hilaire. Ramené par son cheval à l'endroit où il avait laissé sa compagnie, Turenne tomba mort entre les bras de ses gens, après avoir ouvert deux fois les yeux. Il semble qu'on ne puisse trop redire ces belles paroles de Saint-Hilaire à son fils qui le croyoit mortellement blessé : « Ce n'est pas moi, c'est ce grand homme qu'il faut pleurer. »

La douleur des soldats, leur désir ardent de venger un chef qu'ils chérissoient, pouvoient encore assurer la victoire; mais les deux lieutenants-généraux auxquels étoit dévolu le commandement de l'armée, le marquis de Vaubrun et le comte de

Lorges, perdirent la tête au milieu du désordre causé par une si grande perte. Dès la nuit du 28 juillet, l'armée françoise se mit en marche pour repasser le Rhin au pont d'Altenheim. Si Montécuculi avait mis plus de diligence à la poursuivre, il auroit pu la détruire complètement. Quand il l'attaqua, le 28 au matin, une moitié de nos troupes avoit déjà traversé le fleuve; l'autre se reposoit sur ses armes, entre la petite rivière de Schulter et le pont. Heureusement que cette infanterie, aussi intelligente que brave, se porta au pas de course, sans avoir reçu d'ordre, sur le bord de la petite rivière, et arrêta les Allemands. Alors seulement le marquis de Vaubrun arriva, et il se fit tuer en cherchant à reprendre le terrain qu'il avoit perdu. Le lendemain, Montécuculi, ne pouvant franchir le Schalter, se dirigea vers Strasbourg. Le comte de Lorges acheva de faire passer le Rhin à l'armée françoise, qu'il conduisit à Schelestadt.

Jamais mort ne jeta la France entière dans le deuil comme fit celle de Turenne; jamais le peuple et le roi, la noblesse et l'armée, ne reconnurent avec une aussi profonde douleur que la perte d'un homme peut être une calamité publique. Ce qui arriva en Alsace le prouva bientôt. Montécuculi retenu par l'habileté du général françois, passa le Rhin dès qu'il sut qu'il n'avoit plus Turenne à craindre; d'un autre côté, le maréchal de Créquy se fit battre le 11 août 1675 par le duc de Lorraine

Charles IV, près de Konds-Sarbruck, au confluent de la Sarre et de la Moselle. Son armée, qui comptoit quinze ou dix-huit mille hommes, fut entièrement dissipée, et Créqui, n'ayant pu rallier ses soldats, entra dans Trèves, déterminé à s'y défendre à toute outrance, et à s'y faire tuer pour effacer sa honte.

La résistance de Trèves fut en effet héroïque. Créqui, en repoussant les assauts, en conduisant les sorties, donna l'exemple d'une valeur désespérée. Le sentiment du blâme qu'il avoit encouru changea son caractère; il se tint désormais en garde contre l'imprudence ou la présomption qui avoient causé son désastre à Sarbruck, et peut-être ses talents et sa bravoure lui ont-ils mérité, en définitive, la première place après Turenne et Condé dans la longue suite des grands capitaines du siècle de Louis XIV. Lorsque toute chance de prolonger la défense de Trèves fut perdue, ses officiers signèrent sans lui la capitulation honorable qui leur étoit offerte. Créqui, qui continuoit de se battre enfermé dans une église, fut fait prisonnier avec quelques braves.

La révolte de Messine, en 1674, ouvrit à la France une nouvelle arène où elle soutint glorieusement l'honneur de ses armes. Messine avoit conservé, sous le gouvernement espagnol, les institutions d'une république aristocratique; elle jouissoit d'une prospérité sans exemple dans toute la monar-

chie, et le commerce avoit accumulé d'immenses richesses dans ses murs. Le gouverneur ou *stratigo*, voulant mettre la main sur ces richesses, souleva contre les sénateurs la jalousie du petit peuple, et Messine fut bientôt ensanglantée par des séditions et des combats. Indigné de la perfidie de l'Espagne, le sénat députa le fils de Thomas Cattaro à Rome, près de l'ambassadeur de France, pour offrir à Louis XIV la souveraineté de la Sicile. Le chevalier de Valbelle fut aussitôt dépêché de Toulon au secours de Messine, avec six vaisseaux de guerre et quelques transports. Le 8 février 1675, on vit arriver à sa suite M. de Vivonne, général des galères de France, avec douze vaisseaux de guerre et un nouveau convoi. Il emmenoit avec lui, pour commander sa flotte en second, Abraham Duquesne, né à Dieppe, le plus habile marin que possédât la France. Grâce à ses conseils, Vivonne attaqua le 11 février les vingt vaisseaux espagnols qui bloquoient le port de Messine; il les battit, et entra victorieux dans la ville. Il dut ensuite se préparer à repousser le terrible Ruyter, l'amiral hollandais qui conduisoit une escadre au secours des Espagnols. Le duc de Vivonne, obligé de demeurer dans Messine pour contenir le peuple déjà mécontent de ses défenseurs, abandonna sa flotte à Duquesne, qui sortit le 7 janvier 1676 à la rencontre de Ruyter. La bataille s'engagea le lendemain vers les îles de Lipari, et dura depuis dix heures du matin jusqu'à la nuit.

Duquesne se montra grand général de mer, même contre Ruyter. Sans que la victoire fût décisive, il réussit à entrer avec un convoi dans le port de Messine; et ce ne fut pas une gloire médiocre pour la marine, dont les soins de Colbert venoient de doter la France, que d'avoir tenu tête au plus illustre amiral de l'Europe. Ruyter, ayant reçu l'ordre de rester dans la Méditerranée, attaqua de nouveau la flotte françoise le 22 avril, dans le golfe de Catane, en vue de l'Etna ou Mont-Gibel. Duquesne avoit vingt-neuf vaisseaux, Ruyter en avoit trente. La bataille se termina comme la précédente, sans qu'il y eût de part ni d'autre ni fuite ni désordre; mais elle coûta la vie à Ruyter. Un boulet de canon lui ayant brisé les deux os de la jambe droite, et emporté la moitié du pied gauche, il continua cependant à diriger toutes les manœuvres, bravant la douleur avec une constance héroïque. La fièvre qui survint l'emporta le 29 avril 1676, et la flotte hollandoise se réfugia dans le port de Palerme, le grand arsenal de la Sicile, pour réparer ses avaries. Le 2 juin elle y fut attaquée par le maréchal de Vivonne et presque entièrement détruite. Douze vaisseaux de guerre, six galères, quatre brûlots sautèrent dans le port au milieu des flammes qui les embrasoient, sept cents pièces de canon furent englouties, plus de cinq mille hommes périrent dans les flots.

La guerre se poursuivit pendant les campagnes

de 1676, de 1677 et de 1678 sur toutes les frontières. Le roi prit en personne Condé, Bouchain, Valenciennes, Gand et Ypres; en Alsace, le maréchal de Créqui répara sa défaite de Konds-Sarbruck par une suite de succès dus à sa prudence. Il battit, le 7 octobre 1677, à Kokersberg, le nouveau duc de Lorraine, Charles V, neveu de Charles IV et l'un des meilleurs généraux de l'empereur. Il le harcela et le fatigua ensuite sans relâche. Il prit Fribourg à sa vue, le 16 novembre, et quelque temps après, il eulbuta encore un détachement de son armée à Rhenfeld. Il passa la rivière de Kins en sa présence, le poursuivit vers Offenbourg, le chargea dans sa retraite, et ayant immédiatement après emporté le fort de Kehl, l'épée à la main, il alla brûler le pont de Strasbourg, par lequel cette ville, libre encore, avoit donné cent fois passage aux armées impériales.

Le prince d'Orange ne fut pas plus heureux en Flandre que le duc de Lorraine en Allemagne : non-seulement il fut obligé de lever le siège de Maëstricht et de Charleroi, mais après avoir laissé tomber Condé, Bouchain et Valenciennes, sous la main de Louis XIV, il perdit, le 11 avril 1677, la bataille de Montcassel contre Monsieur, en voulant secourir Saint-Omer. Les maréchaux de Luxembourg et d'Humières commandoient l'armée sous Monsieur qui chargea, d'ailleurs, avec une bravoure et une présence d'esprit qu'on n'attendoit



pas d'un prince efféminé. Dans le même tems les maréchaux de Schomberg et de Navailles remportoient quelques avantages sur les Espagnols dans le Lampourdan , au pied des Pyrénées.

Durant le cours de cette guerre, des conférences avoient presque toujours été ouvertes pour la paix ; d'abord à Cologne, par la médiation inutile de la Suède, ensuite à Nimègue , par celle de l'Angleterre. Le 9 avril 1678 , au moment où il venoit de prendre Gand et Ypres, Louis XIV, dont l'ambition ne se tournoit plus du côté des Provinces-Unies , fit ses propositions de paix aux États-Généraux. La Hollande répondit avec confiance et respect aux offres du roi. Le prince d'Orange qui persistoit à vouloir la guerre, étoit devenu suspect au parti républicain ; son mariage récent avec Marie Stuart, fille de Jacques duc d'York, et héritière du trône britannique, accréditoit le soupçon qu'il prétendoit aussi à la royauté dans les Pays-Bas ; malgré son opposition , la paix fut signée entre la France et la Hollande , à Nimègue, le 10 août 1678.

Par ce traité les deux nations se promettoient réciproquement une amitié inviolable, tous les prisonniers étoient rendus de part et d'autre , toutes les offenses étoient pardonnées. Les Hollandois s'engageoient, dans le cas où la guerre continueroit entre la France et leurs alliés, à observer désormais une exacte neutralité. Ils rendoient le marquisat de Berg-op-Zoom au comte d'Auvergne, tandis que

Louis rendoit à Guillaume la principauté d'Orange et le riche patrimoine qu'il avoit hérité en Franche-Comté ; Maëstricht enfin étoit restitué aux Hollandois. L'Espagne et l'empereur reprochèrent vivement à la Hollande ce qu'ils appeloient sa défection ; mais ce reproche n'étoit pas mérité. Jamais, en effet, ni l'empereur ni le roi d'Espagne n'avoient rempli leurs engagements envers les États-Généraux. Ils n'avoient jamais fourni à tems l'argent, les munitions, les troupes qu'ils avoient promis ; ils portoient la responsabilité de tous les revers éprouvés dans les dernières campagnes, et bientôt ils se trouvèrent trop heureux eux-mêmes d'accepter la paix que la Hollande leur avoit ménagée.

Pendant les négociations, le duc de Luxembourg avoit continué à bloquer Mons. Il avoit son quartier-général à l'abbaye de Saint-Denys, lorsque le 14 août, comme il étoit à table sans défiance, se reposant sur la foi du traité dont la nouvelle lui avoit été transmise, il fut attaqué à l'improviste par le prince d'Orange. Jamais, dans le cours de la guerre, les alliés ne montrèrent tant de valeur et d'intrépidité. Au lieu d'une bataille générale, il y eut entre les deux armées quatre combats sanglants. La perte fut égale de part et d'autre, et la victoire resta indécise ; Orange annonçoit cependant que le lendemain il comptoit délivrer Mons, lorsqu'il reçut la nouvelle de la signature du traité de Nimè-

gue. Ce prince fut accusé, et ce semble avec raison, d'avoir eu le traité tout signé dans sa poche, lorsqu'il engagea la bataille, et d'avoir ainsi provoqué une inutile et cruelle boucherie. Il protesta formellement, il est vrai, et en prenant Dieu à témoin, qu'il n'avoit reçu que le 15, à midi, la lettre du grand-pensionnaire Fagel qui lui annonçoit que la paix avoit été signée le 10. On peut difficilement croire, toutefois, qu'en quatre jours un événement de cette importance n'eût pas été transmis au quartier général des alliés.

Louis XIV fit parvenir à Nimègue la ratification de la paix dès le 22 août : les États-Généraux, avant de donner la leur, déterminèrent l'Espagne à accepter les conditions qu'ils avoient réservées pour elle. Ce second traité fut signé à Nimègue le 17 septembre 1678. La France consentoit à rendre à l'Espagne les villes et forteresses de Charleroi, Binch, Ath, Oudenarde et Courtrai, avec leurs châellenies, le duché de Limbourg, le pays d'Outremeuse, Gand, Rodenhuis, le pays de Waes, Leuwe et Saint-Guilain, ainsi que la ville de Puycerda en Catalogne ; mais elle conservoit toutes ses autres conquêtes, savoir : la Franche-Comté tout entière, Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambray, Aire, Saint-Omer, Ypres, Warwick, Warneton, Poperinghen, Bailleul, Cassel, Maubeuge, et Charlemont ou Dinan, avec leurs territoires, à l'option de l'Espagne. Les Espagnols s'engageoient en outre à ne plus donner

de secours ni à l'empereur, ni aux puissances de l'empire jusqu'à la paix générale. Dans cette convention, il ne fut réclamé aucune garantie pour Messine que nos troupes abandonnèrent sans défense à la vengeance impitoyable de l'Espagne.

... Le nombre des ennemis de la France étoit toujours considérable. Louis n'avoit encore fait la paix ni avec l'empereur, ni avec les princes de l'empire, ni avec le Danemarck, mais il ne redoutoit plus rien de ces puissances. Il avoit fomenté contre l'empereur une redoutable révolte en Hongrie; et ses ambassadeurs à la porte Ottomane pressoient le sultan de porter la guerre en Allemagne. Le roi de Danemarck ne tint pas long-tems contre les ravages des troupes françaises mises en quartier dans ses possessions; l'électeur de Brandebourg, battu par Créqui près de Minden, se hâta de son côté d'abandonner la ligue et de faire sa paix avec la France. Pendant ce tems l'empereur avoit compris qu'il seroit inutile de prolonger la guerre. Menacé par les Hongrois et les Turcs, délaissé par ses alliés, il ne pouvoit prétendre à résister seul à la France qui venoit de braver l'Europe conjurée; il se décida en conséquence, dans le mois d'octobre 1678, à envoyer des plénipotentiaires à Nimègue. Dans ses négociations avec l'Autriche, la France demandoit simplement l'exécution des traités de Westphalie; elle se déclaroit prête à rendre ses conquêtes, mais Louis XIV entendoit que Philipsbourg lui fût cédé

en dédommagement si la paix n'étoit passignée dans un délai fixé. Les conventions échangées le 5 février 1679, et confirmées le 17 juillet suivant, par un nouveau traité qu'on nomma *d'exclusion*, portoient que toutes les places qui, d'après les traités de Westphalie et de Nimègue, n'appartenoient ni à l'empereur, ni au roi très-chrétien, seroient évacuées de bonne foi, de part et d'autre, avant le 10 août. Ainsi se termina la lutte engagée huit ans auparavant contre la Hollande, soutenue bientôt contre l'Europe presque entière, et qui éleva au plus haut point où elle soit parvenue la gloire du règne de Louis XIV.

L'année même de la conclusion des divers traités de Nimègue, trois mariages furent célébrés dans la famille royale : la fille de Monsieur, Marie-Louise d'Orléans, fut mariée au roi Charles II d'Espagne; bientôt après, le prince de Conti épousa mademoiselle de Blois, la fille que Louis XIV avoit eue de mademoiselle de La Vallière; enfin, le 30 décembre, le roi signa à Paris le contrat de mariage du dauphin, son seul fils légitime, avec la princesse Marie-Anne-Christine de Bavière. La dauphine n'étoit point belle, mais elle avoit de l'esprit, de l'instruction, et elle auroit pu plaire, si son goût de la retraite, son humeur souvent impérieuse et inégale, son affection passionnée et exclusive pour sa femme de chambre allemande, n'avoient successivement éloigné d'elle tous ceux qui

l'approchoient. La formation de sa maison fut une grande affaire à la cour. Le roi lui donna la duchesse de Richelieu pour dame d'honneur, la maréchale de Rochefort et madame de Maintenon pour dames d'atour. Cette dernière étoit la petite-fille de Théodore-Agrippa d'Aubigné, l'ami de Henri IV et son historien. Constant d'Aubigné, fils d'Agrippa et père de madame de Maintenon, s'étoit si bien ruiné, que sa fille naquit et vécut d'abord dans l'indigence. Son absolu dénûment la contraignit à accepter la main du poète burlesque Scarron, homme issu d'une bonne famille de robe, et qui, perclus de tous ses membres à la suite de ses désordres, avoit conservé un fonds inépuisable de gaieté bouffonne et souvent cynique. Françoise d'Aubigné, mariée en 1651, à l'âge de seize ans, perdit son mari en 1660, sans avoir jamais été sa femme. Grâce au beau nom de son père, madame Scarron avoit été admise dans le grand monde où elle s'étoit fait une réputation de vertu, autant que de raison, d'esprit et de beauté; mais la mort de son mari l'avoit de nouveau réduite à une extrême indigence. C'est dans cette situation qu'elle avoit été choisie, en 1669, par madame de Montespan, pour gouvernante de ses enfants. Le roi, qui la croyoit d'abord précieuse et pédante, s'étoit insensiblement pris d'un goût singulier pour elle. Il l'aida en 1675, à acheter la terre de Maintenon, dont elle prit le nom, et bientôt madame de

Montespan reconnut, non sans dépit, qu'en donnant une gouvernante à ses enfants, elle s'étoit donné une rivale à elle-même. « Je veux  
« vous faire voir un petit dessous de cartes qui  
« vous surprendra, écrit madame de Sévigné ;  
« c'est que cette belle amitié de madame de Mon-  
« tespan et de son amie qui voyage ( madame de  
« Maintenon ) est une véritable aversion depuis  
« près de deux ans ; c'est une aigreur, une anti-  
« pathie, c'est du blanc, c'est du noir. Vous de-  
« mandez d'où vient cela ? C'est que l'amie est d'un  
« orgueil qui la rend révoltée contre les ordres de  
« madame de Montespan. Elle n'aime pas à obéir ;  
« elle veut bien être au père, mais non pas à la  
« mère. »

La charge de dame d'atours de la dauphine assura à madame de Maintenon un rang élevé à la cour. Elle exerçoit dès-lors sur le roi un ascendant vraiment merveilleux. Son esprit supérieur plaisoit d'autant plus à Louis XIV qu'il n'éblouissoit point, qu'il ne fatiguoit jamais, qu'il n'avoit ni l'éclat ni la méchanceté de celui de madame de Montespan. Elle étoit indolente, ennuyée du monde, désireuse de l'obscurité et du repos ; elle ne vouloit jamais avoir trop raison ou se brouiller avec personne. Ses lettres, dictées par une justesse d'esprit et un sens exquis, diffèrent du tout au tout de celles de madame de Sévigné ; elle ne dit que ce qu'il lui importe de dire ; on n'y trouve point de causerie,

point d'abandon, l'on ne sait point par elle ce qui se passe autour d'elle. Souvent elle se plaint de sa santé, toujours de sa fatigue, et l'on a peine à concevoir, en la lisant, comment elle pouvoit amuser le grand roi, en même tems qu'on voit qu'il ne pouvoit plus se passer d'elle. Mais Louis XIV avoit hérité de sa mère un grand fond de dévotion; madame de Maintenon étoit fort dévote elle-même; et en justifiant son zèle par un ardent désir d'assurer le salut éternel du roi, elle osa presser tour-à-tour, et lui et madame de Montespan, de rompre un commerce adultère. Il y avoit quelque chose de piquant dans le rôle que s'attribuoit la veuve du poète comique Scarron, l'amie de Ninon de L'Enclos, prêchant la chasteté au roi et à sa maîtresse, et le faisant avec un courage, avec une persistance dont le grand évêque Bossuet n'étoit pas capable. Ce rôle singulier, en même tems qu'il inspira du respect à Louis XIV, établit, entre lui et sa confidente, des rapports d'intime abandon, tels qu'en ont d'ordinaire les personnes pieuses avec les directeurs de leur conscience.

Pendant quinze ans, toutefois, les remontrances de madame de Maintenon ne donnèrent pas plus de régularité à la conduite du roi. Non seulement, il quitta et reprit tour-à-tour madame de Montespan, dont il eut le duc du Maine, le comte de Toulouse, mademoiselle de Nantes et la se-



conde mademoiselle de Blois ; il porta aussi ses vœux à madame de Soubise, à madame du Lude et à mademoiselle de Fontanges, qui mourut en 1680, à peine âgée de vingt ans, à la suite de ses couches et de la perte de son enfant. Mais ce n'étoient pas seulement les mœurs qui échappoient à l'action de cette dévotion tout extérieure, alors en honneur à la cour de France. La probité n'étoit pas plus respectée que la modestie. Le fameux procès de la marquise de Brinvilliers, et la création d'une chambre ardente pour juger les empoisonneurs, firent voir que, jusque dans les rangs les plus élevés de la société, le crime de l'empoisonnement étoit devenu une sorte de mode effrayante. Les révélations de la Voisin compromirent les plus grands noms de la cour : la duchesse de Bouillon et la comtesse de Soissons, mère du prince Eugène, toutes deux Mancini, le maréchal de Luxembourg, le marquis de Cessac, le marquis de Feuquières, mesdames de La Ferté et du Roure. Aucun d'eux, il est vrai, ne fut puni du dernier supplice. Ils en furent quittes pour la prison ou l'exil ; mais il est à peu près certain que s'ils ne furent pas absolument convaincus d'empoisonnement, c'est que l'on ne voulut pas rechercher de trop près les preuves de leurs crimes.

M. de Pomponne, l'un des hommes les plus respectés du royaume, perdit sa place de minis-

tre des affaires étrangères, à l'occasion du mariage du dauphin. On l'accusa d'avoir fait cacher le courrier qui apportoit la réponse de la Bavière sur ce mariage. Le roi lui donna pour successeur Colbert de Croissi, frère du ministre des finances, et alors ambassadeur en Bavière. « C'étoit, dit « Saint-Simon, un homme d'un esprit sage, mais « médiocre, qu'il réparoit par beaucoup d'applica- « tion et de sens, et qu'il gâtoit par l'humeur et la « brutalité naturelles à sa famille. » Il prêta un concours utile aux deux grands ministres Louvois et Colbert. Ceux-ci savoient rendre facile la tâche de leur maître, et remplir toujours sans pitié ses coffres et les cadres de son armée. Leur jalousie réciproque profitoit encore au roi, puisqu'elle se manifestoit surtout par la rivalité du zèle qu'ils mettoient à le servir.

Louis XIV, à l'apogée de sa gloire et de ses triomphes, voulut briser le dernier obstacle qui n'eût point encore fléchi devant son pouvoir absolu. Presque tous les règnes précédents avoient déjà vu de graves différends entre la France et la cour de Rome; presque tous les souverains s'étoient efforcés d'élever des barrières contre ce qu'ils appeloient les envahissements de la puissance pontificale. Les parlements, jaloux du clergé, avoient constamment, dans cette lutte, prêté leur appui à la royauté, et les célèbres libertés gallicanes, en traçant des limites au pouvoir des papes,

eurent, en réalité, pour premier effet, de placer l'église de France sous l'entière dépendance du roi. C'est ce qui apparut d'une manière éclatante par la déclaration de l'assemblée du clergé de 1682. Dès l'année 1673, le souverain pontife Innocent XI avoit condamné les prétentions de Louis XIV, relativement à l'extension de la régale; depuis lors, des dissentiments sur quelques points de discipline ecclésiastique, avoient encore soulevé des discussions assez aigres entre les deux cours. Or Louis XIV supportoit impatiemment cette opposition. Il avoit façonné ses prélats à l'obéissance et au respect, et la résistance inflexible du chef de l'église l'irritoit en raison même de la soumission du clergé françois.

C'est dans ces circonstances que fut rendue l'importante décision en quatre articles, dont la rédaction est attribuée à Bossuet, et par laquelle les évêques françois réunis en assemblée déterminoient les limites de la puissance pontificale. Cette puissance, disoit l'assemblée, 1° ne s'étend qu'aux choses spirituelles, et nullement aux choses temporelles; par conséquent, les papes n'ont le droit ni de déposer les rois, ni de délier les sujets de leur serment de fidélité; 2° l'autorité des successeurs de Saint-Pierre ne sauroit porter atteinte aux décisions du concile de Constance sur l'autorité des conciles généraux; 3° Le pouvoir du Souverain Pontife doit être limité par les canons, et par les

règles et les usages adoptés par les diverses églises, notamment par l'église de France ; 4<sup>e</sup> enfin, bien que le Pape soit appelé à décider les questions de foi, ses décisions peuvent être réformées tant qu'elles n'ont pas été sanctionnées par le consentement de l'Église.

Ces quatre propositions furent repoussées par Innocent XI, comme une cruelle offense, dont il demanda le désaveu formel ; mais, loin de lui complaire, Louis XIV, par un édit, en prescrivit l'enregistrement dans tous les parlements, bailliages, universités, facultés de théologie et de droit canon. Le roi, en refusant cette satisfaction au Pape, étoit d'autant plus en paix avec sa conscience, que, dans le même tems, il témoignoit de son zèle pour le catholicisme, en persécutant les Huguenots en France, en poursuivant les Musulmans à Chio et à Alger ; que, dans le même tems aussi, il abandonnoit ses maîtresses et réformoit ses mœurs. La reine Marie-Thérèse, qui aimoit passionnément Louis, mais dont la vie tout entière fut celle d'une esclave timide en présence de son maître, ne jouit pas long-tems du retour du roi aux vertus domestiques. Après un voyage en Alsace et en Bourgogne, elle rentra très-fatiguée à Paris, et tomba malade le 26 juillet 1683. Le 30 elle étoit morte, sans que l'on eût soupçonné même la gravité de sa maladie.

Le goût du roi pour madame de Maintenon s'ac-

crut encore depuis la mort de la reine. En renonçant à la galanterie, il éprouva le besoin plus vif d'une vie intérieure et des affections de la famille ; mais ces jouissances ne lui étoient plus permises sans le repos de la conscience, et tel fut, sans doute, le motif qui le détermina à épouser secrètement madame de Maintenon. Celle-ci, se conformant scrupuleusement aux intentions de Louis, prit autant de peine pour supprimer les preuves de ce mariage, qu'une autre en auroit pris pour les conserver. On ne sait pas s'il fut célébré en 1683, peu de mois après la mort de la reine, ou seulement en 1685. Il paraît, toutefois, qu'il fut béni à Fontainebleau par le père La Chaise, confesseur du roi, ou par M. de Harlay, alors archevêque de Paris.

Le 6 septembre 1683, Louis XIV perdit dans Colbert, mort à l'âge de soixante-quatre ans, l'un des hommes qui avoient le plus contribué à la grandeur de son règne. Mais Louvois lui restoit pour faire face aux nouveaux événements militaires qui se préparoient. Malgré la paix de Nimègue, la France n'avoit point retiré ses troupes des Pays-Bas espagnols. Elle n'avoit cessé de vexer, de dépouiller ces riches provinces, et à la fin de 1683, le maréchal d'Humières s'empara de Dixmude et de Courtrai, sous le prétexte que les Espagnols n'avoient point exécuté pleinement le traité de Nimègue. L'Espagne répondit à ces hostilités par une déclaration de guerre publiée le 11 décembre 1683. Aussitôt les

marquis de Boufflers et de Montal portèrent la désolation dans le Brabant, Oudenarde fut bombardé pendant trois jours et presque entièrement détruit. Luxembourg enfin fut assiégé par Créquî et forcé de capituler le 7 juin 1684. Cette démonstration de la France amena la trêve de Ratisbonne, qui fut signée au mois d'août, sous la médiation des Hollandois, entre l'empereur et le roi d'Espagne d'une part, le roi de France de l'autre. Pendant cette trêve qui devoit durer vingt années, Louis XIV retenoit la possession de Luxembourg, mais il renonçoit à toute prétention nouvelle sur les terres de l'Espagne ou de l'empire.

Tandis que les cours de Madrid et de Vienne hésitoient encore sur l'acceptation du traité de Ratisbonne, un acte inouï de barbarie effraya tout le midi de l'Europe. Les Génois, au mépris de leur alliance avec la France, entretenoient des intelligences avec l'Espagne. C'étoit là une condition à peu près forcée de leur commerce qui exerçoit surtout son activité dans la Catalogne et dans les Deux-Siciles. Néanmoins, le résident de France à Gênes eut ordre de demander à la république des réparations qui ne furent point accordées. Le marquis de Seignelai, ministre de la marine, s'embarqua aussitôt sur la flotte que commandoit Duquesne, et le 17 mai 1684, les vaisseaux françois parurent devant Gênes.

Seignelai, fils aîné de Colbert, joignoit à un es-

prit vaste et à une grande fermeté de caractère, la dureté héréditaire dans sa famille. Lorsque les députés de la ville se présentèrent pour le complimenter, il les reçut avec arrogance, et leur donna cinq heures pour se soumettre, après lesquelles, la république devoit s'attendre à la plus terrible vengeance. Le sénat ayant laissé écouler les cinq heures sans faire aucune réponse, le bombardement commença le 17 mai 1684, environ trois heures avant la nuit, et continua sans relâche les trois jours suivants. Les palais qui bordoient le port étoient détruits ; deux des plus grandes salles du palais de la seigneurie étoient en cendres, et les habitants, réfugiés pêle-mêle sur les hauteurs, suivoient, dans un morne désespoir, les progrès de l'incendie qui dévorait leurs magasins, leurs arsenaux et leurs maisons. Le 22, Seignelai fit arrêter le feu, et l'intendant de la flotte fut envoyé au doge, avec mission de lui dire que si la république ne donnoit point satisfaction, il ne seroit point laissé pierre sur pierre dans la superbe Gênes. Le sénat assemblé répondit qu'il se confioit en Dieu et dans la justice de sa cause. Le feu recommença aussitôt ; et ne cessa que lorsque toutes les bombes furent épuisées.

Après cette horrible exécution d'une des plus glorieuses et des plus magnifiques cités de l'Europe, la flotte françoise rentra dans le port de Toulon. La république de Gênes, seule et sans appui contre

la France, fut obligée d'implorer la paix, et l'année suivante, le dōge, pour satisfaire à l'une des conditions de cette paix, vint offrir ses soumissions au roi, qui le reçut, d'ailleurs, avec de grands égards. Quelques mois auparavant, à la fin de 1684, un ambassadeur d'Alger avoit été aussi introduit à la cour pour demander le pardon de Louis XIV. Dans le même tems [enfin, le roi de Siam le fit complimenter par un ambassadeur venu tout exprès des Indes. Ce dernier étoit un Grec intrigant, devenu premier ministre du monarque siamois. Il avoit imaginé cette ambassade, pour solliciter l'alliance de la France comme garantie contre les Hollandais.

Ce fut à l'époque où Louis abusoit le plus cruellement de son pouvoir sur les autres peuples de l'Europe, qu'il se retourna contre le sien propre et qu'il fit peser sur ses sujets tous les fléaux des persécutions religieuses. On a déjà vu plus haut la nomenclature des ordonnances vexatoires rendues contre les réformés, pour les contraindre à abjurer leurs croyances, mais dans l'année 1685, Louis fit adopter à son maître un moyen de conversion plus prompt et plus énergique, trop connu sous le nom de *Dragonades*. Des cavaliers et particulièrement des dragons furent envoyés dans les provinces où les Huguenots étoient le plus nombreux, avec licence tacite de tout piller et de tout saccager dans les familles protestantes con-



damnées à les loger. Les dragons entroient dans les maisons, l'épée haute, en criant *tue! tue!* pour alarmer les femmes. Ils extorquoient par de mauvais traitements tout ce qui avoit quelque valeur; ils détruisoient ce qu'ils ne pouvoient consommer; ils outrageoient par leurs propos et leurs actions la pudeur domestique; souvent ils traînoient à l'église par les cheveux, la maîtresse de la maison ou ses enfants, et le prêtre intervenoit alors comme pour justifier les détestables violences de ces exécuteurs de la volonté royale.

La terreur, le désespoir firent beaucoup de conversions hypocrites. Un grand nombre de Huguenots se soumirent, abjurèrent du moins. La plupart, toutefois, quittèrent les villes où ils étoient proscrits, et se réfugièrent au désert, comme on disoit alors, pour se livrer à l'exercice de leur culte. Ils y furent bientôt traqués par les dragons, massacrés sans pitié, ou réduits à errer de plaine en plaine, succombant par milliers, à la faim, au froid et à la misère. La persécution avoit atteint le dernier terme de la cruauté, lorsque le chancelier Le Tellier, âgé de quatre-vingt-trois ans et malade, supplia le roi de lui permettre de signer, avant de mourir, un édit qui porteroit révocation de l'Édit de Nantes. Le Tellier signa, en effet, le 2 octobre 1685, quelques jours seulement avant sa mort, la célèbre révocation de l'édit de Henri IV, et c'est surtout cet acte odieux, [autant, qu'impo-

litique, qui lui a valu les louanges enthousiastes des deux plus grands orateurs de la chaire française. Le comte de Grammont peignoit avec plus de vérité Le Tellier, lorsqu'en le voyant sortir de l'entretien avec le roi où la révocation fut décidée, il disoit : « Je crois voir une fouine qui vient « d'égorger des poulets, se léchant le museau plein « de leur sang. »

L'édit du 2 octobre 1685 révoquoit comme nonavenus tous les édits de tolérance; il ordonnoit la démolition de tous les temples qui subsistoient encore; il prohiboit dans tout le royaume l'exercice de la religion réformée; il exiloit, sous peine des galères, tous les ministres qui ne se convertiroient pas. Les écoles des réformés étoient abolies; leurs enfants devoient être baptisés et élevés dans l'Eglise romaine; enfin, toute tentative des Protestants pour sortir du royaume étoit punie des galères. Ces menaces ne purent arrêter des malheureux poussés à bout par l'excès de l'oppression. Il y eut peu d'émigrés parmi les agriculteurs attachés à la terre, leur seul moyen d'existence; mais les marchands, les manufacturiers, les artisans, réalisoient tout leur avoir, et partoient sous des déguisements, à travers des dangers sans nombre, emportant avec eux non seulement leurs capitaux, mais le secret de leur industrie, et la possession des marchés où ils écouloient leurs produits. Aussi les gouvernements de Hollande, d'Angleterre, de

Suisse, de Brandebourg, de Danemark, qui appelèrent les réfugiés françois, furent-ils récompensés de cette généreuse assistance par un accroissement notable de leur commerce et de leur industrie. Beaucoup d'officiers français prirent aussi du service dans les armées des princes protestants; enfin la désertion des gens de mer recrutés en grand nombre parmi les huguenots, épuisa la marine au profit de l'Angleterre, de la Hollande et des villes Anséatiques. Il est très-difficile d'apprécier la perte qui résulta pour le pays de la révocation de l'Édit de Nantes. Ce n'est qu'approximativement, et en se tenant aux calculs les moins élevés, qu'on peut dire qu'il resta en France un million de Huguenots fidèles à leurs croyances, mais cachés cependant sous le nom de nouveaux convertis; que trois à quatre cent mille d'entre eux s'établirent dans les pays étrangers; qu'un nombre égal à-peu-près périt dans les combats, dans les champs et les bois, dans les prisons, les hôpitaux, les galères et sur les échafauds.

Ces persécutions ranimèrent l'inimitié du prince d'Orange contre Louis XIV. Sincèrement attaché au protestantisme, il avoit à se plaindre personnellement des violences exercées contre ses sujets de la principauté d'Orange; il voyoit, de plus, l'indépendance de la Hollande sans cesse menacée par l'ambition du roi de France. Il soupçonnoit ce

dernier d'exciter Jacques II à écarter de la succession à la couronne d'Angleterre, la princesse d'Orange, sa fille; et ce projet devoit se lier, selon lui, à un plan concerté entre les deux souverains, pour assurer dans les deux royaumes, le triomphe exclusif de la religion catholique. Ainsi les plus chers intérêts du prince d'Orange étoient liés à la cause de la réforme. La résistance aux empiètements de Louis XIV se trouvoit être, par la force des choses, la base de sa politique, comme elle étoit le plus ardent de ses désirs.

Guillaume travailloit avec zèle à réveiller les jalousies des princes de l'Europe, à les rallier contre la France, lorsque la mort de Charles, comte palatin du Rhin, fournit à Louis XIV une nouvelle occasion de se mêler des affaires d'Allemagne. L'électeur palatin n'avoit pas laissé d'enfants. Philippe-Guillaume, duc de Neubourg, beau-frère de l'empereur, étoit, dans l'ordre de la succession, le plus proche de la ligne de Simmeron qui venoit de s'éteindre; il reçut de son beau-frère l'investiture du Palatinat et la diète de l'empire approuva cette décision. Mais la duchesse d'Orléans étoit sœur du prince défunt, et elle réclama, comme allodiales, la plus grande partie des terres appartenant à son frère; et de plus, toutes ses propriétés mobilières et jusqu'à l'artillerie et aux munitions de guerre de ses places fortes. Louis XIV, qui suggéroit ces prétentions à sa belle-sœur les appuyoit par ses

agents diplomatiques , et menaçoit de faire entrer ses troupes dans le Palatinat.

Cette menace détermina l'empereur, les rois d'Espagne et de Suède, l'électeur de Bavière, les cercles de Bavière, de Franconie et de Souabe, et tous les princes de Saxe, à signer le 9 juillet 1686, à Augsbourg, un traité d'alliance pour le maintien de l'intégrité de l'empire, telle qu'elle avoit été reconnue par les traités de Westphalie et de Nimègue, et par la trêve de Ratisbonne. Les confédérés s'engageoient à mettre sur pied, dans ce but, une armée de soixante mille hommes. Quant au prince d'Orange et aux Hollandois, bien qu'ils eussent contribué de tout leur pouvoir à la formation de la ligue d'Augsbourg, ils ne signèrent pas le traité. Cette ligue étoit représentée comme concernant uniquement les affaires d'Allemagne, et le roi d'Espagne n'y prenoit part que comme membre de l'empire pour le cercle de Bourgogne.

Louis XIV ne laissa pas éclater sur le coup son ressentiment contre les signataires du traité d'Augsbourg. Il céda dans cette circonstance, comme il le fit presque toujours dans la suite, à l'influence de M<sup>me</sup> de Maintenon qui s'attachoit à le calmer, à diriger son activité vers les affaires de l'intérieur, et vers la dévotion plutôt que vers la guerre. Elle donnoit alors toute son affection et toutes ses économies à l'institution qu'elle avoit fondée à Saint-Cyr, pour l'éducation de trois cents demoiselles

nobles; elle aimoit les jeunes personnes qui y étoient élevées par ses soins, elle les dirigeoit souvent elle-même dans leurs études. Elle veilloit ensuite à leur établissement, et les protégeoit pendant le reste de leur vie.

Le 11 décembre 1686, le grand Condé mourut à Fontainebleau, à l'âge de soixante-huit ans. Louis ne lui avoit jamais bien pardonné le rôle qu'il avoit joué dans la guerre civile, et depuis la bataille de Senef, il n'avoit plus eu recours à ses services. Ainsi des quatre grands hommes, qui avoient contribué plus que tous les autres à la gloire des trente dernières années, Colbert et Louvois, Turenne et Condé, il ne restoit plus que Louvois, ministre de la guerre, et encore son crédit commençoit-il à baisser devant l'influence croissante de M<sup>me</sup> de Maintenon. Saint-Simon prétend qu'après une dispute fort vive avec le roi, à propos de la forme d'une croisée en construction à Trianon, Louvois, outré, s'écria chez lui au milieu de ses amis : « C'en est fait; je suis perdu avec le roi, « à la façon dont il vient de me traiter pour une « fenêtre, je n'ai de ressource qu'une guerre qui « le détourne de ses bâtimens, et qui me rende « nécessaire, » et que ce fut là le motif de son insistance auprès de Louis XIV, pour qu'il répondît à la ligue d'Augsbourg par une déclaration de guerre.

Pendant que l'armée française se mettoit en mouvement pour entrer en Allemagne, une révolu-

tion s'accomplissoit en Angleterre. Les persécutions de Jacques II contre la religion dominante avoient soulevé contre lui tous les ordres de la nation , et sur l'istante prière de sept des plus grands personnages de l'Angleterre, Guillaume d'Orange débarqua à Torbay le 15 novembre 1688, à la tête de quatorze mille fantassins et de six mille chevaux. Après quelques jours d'hésitation, les Anglais se déclarèrent pour Guillaume. Les défections dans la flotte, dans l'armée, à la cour, dans la famille même de Jacques II, se succédèrent avec une rapidité qui confondit toutes les prévisions de l'Europe. Jacques, perdant tout-à-fait la tête et le courage, n'essaya même pas de défendre sa couronne; il s'enfuit, abandonnant son royaume à l'heureux usurpateur qui avoit épousé sa fille, et passant lui-même en France avec la reine d'Angleterre et son fils au berceau, il vint recevoir à Saint-Germain une hospitalité magnifique.

La révolution d'Angleterre faisoit perdre à Louis XIV le seul allié qu'il eût en Europe, et sur le trône puissant que Jacques se laissoit enlever, étoit désormais assis le plus ardent ennemi de la France. Louis n'en commença pas moins la guerre à la fin de l'année 1688, sous le prétexte de maintenir la paix de Westphalie, la liberté de l'empire et les droits de sa belle-sœur la duchesse d'Orléans à une partie de l'héritage de son frère, le dernier électeur palatin. Le dauphin, ayant sous lui les

maréchaux de Duras et de Vauban , s'empara de Philipsbourg, de Heilbron et de Heidelberg , pendant que le marquis de Boufflers , resté sur la rive gauche du Rhin , occupait Worms , Trèves et Mayence. Tous les membres de la ligue d'Augsbourg répondirent à ces hostilités par une déclaration de guerre , du 24 janvier 1689. Dès le 29 novembre précédent , le comte d'Avaux , ambassadeur de France à la Haye , avoit reçu l'ordre de se retirer , et la guerre avoit été déclarée à la Hollande , pour la punir de l'assistance qu'elle avoit prêtée au prince d'Orange.

Louis XIV se trouvoit donc seul contre l'Europe entière. Louvois , voulant mettre un désert entre la France et ses ennemis d'Allemagne , expédia au maréchal de Duras qui commandoit sur le Rhin , l'ordre barbare de détruire le Palatinat. Dans le courant de mars 1689 , l'armée française commença l'exécution cruelle dont elle étoit chargée. Oppenheim, Spire, Worms, Heidelberg, Manheim, Laudembourg, Franckenthal furent réduits en cendres. On mit le feu aux villages, aux châteaux et aux maisons de campagne; les moissons furent brûlées, les vignes et les arbres fruitiers arrachés; on changea enfin toute cette contrée fertile en une affreuse solitude. Quatre cent mille habitants forcés de s'enfuir soulevèrent l'horreur et l'indignation de l'Europe, par le spectacle de leur misère; la France elle-même retentit bientôt d'un cri de pitié pour



les victimes de la barbarie de Louvois. En effet, le traitement féroce infligé au Palatinat n'étoit pas même excusé par les nécessités de la guerre. Lorsque plus tard, les armées ennemies s'approchèrent, ce grand crime ne leur ferma point le chemin, et ne retarda même pas leur marche. Louis XIV qui le sentit ne tarda pas à regretter la part qu'il avoit prise aux cruautés de Louvois. Quant à ce dernier, loin de céder aux scrupules de Louis, il vouloit encore obtenir qu'il consentît à l'incendie de Trèves. L'arrogance, l'obstination et la dureté du ministre en cette occasion, achevèrent de le perdre dans l'esprit du roi.

Il fut convenu entre les membres de la ligue d'Augsbourg réunis le 24 janvier 1689 à Ratisbonne, que le prince Louis de Bade tiendrait tête aux Turcs, dans les États héréditaires de la maison d'Autriche; que l'électeur de Brandebourg s'avanceroit du côté de Clèves avec vingt mille hommes; que le duc de Bavière marcheroit vers le Haut-Rhin; que le duc de Lorraine, enfin, pénétreroit en Alsace à la tête de l'armée de l'empereur. La mort du duc de Lorraine, Charles V, le plus habile des généraux de l'empire, vint encore en aide cette fois à la fortune de la France, et assura sa supériorité dans la campagne de 1690. Le maréchal de Luxembourg, qui depuis les procès d'empoisonnement avoit vécu dans une sorte de disgrâce, reçut le commandement de l'armée de Flandre; le

maréchal de Lorges fut envoyé sur le Rhin, Catinat en Savoie, et Noailles en Catalogne. Luxembourg ouvrit la campagne de Flandre par la victoire de Fleurus qu'il remporta le 1<sup>er</sup> juillet 1690, sur le prince de Waldeck, général des alliés. Dix jours après, le comte de Tourville, à la tête de soixante-dix-huit vaisseaux battit les Hollandois et les Anglois dans la Manche; enfin, tandis que de Lorges, sur le Rhin, ravageoit les électors de Trèves, de Cologne et le Palatinat, Catinat, en Italie, gagnoit sur les Piémontois la bataille de la Staffarde qui fut suivie de la prise de Suze, de Nice et de Villefranche.

Au commencement de l'année 1691, Louis XIV voulant s'associer à la gloire de ses généraux, vint diriger lui-même le siège de Mons qui capitula le 7 avril. Dans les mesures qui assurèrent le succès de cette entreprise difficile, Louvois déploya comme toujours l'admirable précision et l'activité qui faisoient son génie. C'étoit lui qui avoit ramené la discipline et l'obéissance dans les armées, l'ordre dans les approvisionnements, l'intégrité parmi les munitionnaires, l'exactitude dans le payement de la solde et dans l'exécution de tous les marchés. Il avoit nettement présents à la pensée tous les détails de la géographie et de la topographie de la France et des pays où pénétroient ses soldats; il avoit supprimé le brigandage des troupes dans leurs marches et leurs cantonnements, il les avoit

logées dans des casernes au grand soulagement des bourgeois et des paysans ; par l'organisation des armées, par le choix de ses chefs, il avoit contribué puissamment à tous les triomphes de Louis XIV. Mais autant il falloit admirer la puissance de sa tête, autant on devoit détester sa dureté, sa cruauté impitoyable. Depuis quelque tems il se monroit jaloux de madame de Maintenon, qui s'opposoit sourdement à ses vues, et faisoit rejeter par le roi les conseils qu'il avoit donnés. Naturellement hautain, fier de la faveur qu'il avoit autrefois possédée, pénétré des grands services qu'il pouvoit rendre encore, il souffroit impatiemment toute contradiction. Sa rudesse provoqua enfin chez le roi une aversion qui alloit jusqu'à l'antipathie. « Il « étoit, dit Saint-Simon, tellement perdu lorsqu'il « mourut, qu'il devoit être arrêté le lendemain et « conduit à la Bastille. » Le 15 juillet 1691, dans une altercation qu'il eut avec Louis chez madame de Maintenon, Louvois fut si maltraité que, transporté de colère, il jeta ses papiers en disant qu'il ne pouvoit plus y tenir. Madame de Maintenon apaisa le roi, et fit dire le lendemain à Louvois de venir travailler, comme à son ordinaire, sans rappeler ce qui s'étoit passé. Louvois se rendit, en effet, à trois heures chez madame de Maintenon, mais à la vue du roi il faillit s'évanouir, et à peine fut-il rentré dans son hôtel, qu'il expira subitement en demandant son fils Barbézieux.

La soudaineté de la mort de Louvois fit croire à un empoisonnement, et quelques soupçons atteignirent même Louis XIV. Il est juste de dire cependant qu'une telle lâcheté n'étoit point de son caractère, mais ce qui est certain aussi, c'est que le roi ne dissimula pas la joie qu'il éprouvoit d'être débarrassé de son impérieux ministre. Peu d'heures après, il envoya chercher Chamlay, le premier commis, l'homme de confiance de Louvois, et le seul qui pût le remplacer. Il voulut donner à Chamlay la charge de secrétaire d'état et le département de la guerre; mais Chamlay refusa avec persévérance, et parla de toute sa force en faveur du troisième fils de Louvois, Barbezieux, âgé de vingt-quatre ans, dont il obtint la nomination.

Des le jour même de la mort de Louvois, Louis XIV avoit écrit au maréchal de Luxembourg pour l'en prévenir, lui recommander de redoubler de vigilance, et de s'attacher surtout à la garde de ses lignes. Il vouloit conduire encore une fois ses armées dans la campagne de 1692, et signaler cette campagne par la prise de Namur. La force de cette place, au confluent de la Sambre et de la Meuse, la situation presque inaccessible du château qui la défendoit, l'importance de sa garnison que commandoit le prince de Barbançon, gouverneur de la province, donnoient un grand éclat à cette entreprise. Elle en reçut un plus grand encore des préparatifs gigantesques qui en assurèrent le succès. Tous les

princes du sang, tous les seigneurs de la cour, tous les généraux disponibles, et Vauban qui les valoit tous, accompagnèrent le roi en Flandre. Le siège de Namur fut pressé avec tant d'habileté et de vigueur, que la ville, investie le 26 mai 1692, dut capituler le 5 juin. Cette conquête, la dernière que Louis XIV ait faite en personne, lui parut d'autant plus glorieuse, qu'elle s'accomplit sous les yeux du roi d'Angleterre, Guillaume III, qui n'osa point attaquer le maréchal de Luxembourg, chargé de protéger le siège.

Absolument dans le même tems, le 28 mai 1692, une action brillante mais désastreuse jetoit un dernier éclat sur notre marine. Louis avoit fait armer à Brest, sous les ordres du chevalier de Tourville, quarante-quatre vaisseaux destinés à porter en Angleterre quinze mille Irlandois dévoués à la fortune de Jacques II, avec quelques bataillons et quelques escadrons françois. Trente-cinq autres vaisseaux, commandés par le comte d'Estrées, étoient attendus de Toulon et devoient rejoindre ceux de Tourville; mais les vents contraires ayant retenu le comte d'Estrées dans la Méditerranée, Louis impatient envoya l'ordre à Tourville d'entrer dans la Manche avec les vaisseaux de Brest, et de combattre les ennemis forts ou faibles, s'il les rencontroit. Celui-ci savoit que l'année précédente on l'avoit accusé à la cour de ne point aimer les batailles; aussi s'engagea-t-il avec ardeur à la recherche des

flottes combinées d'Angleterre et de Hollande, qui ne comptoient pas moins de quatre-vingt-cinq vaisseaux. Tourville les rencontra le 28 mai à la hauteur de Spithead, et les attaqua avec une audace qui pouvoit passer pour téméraire. Environné d'ennemis, il se battit en lion jusqu'à la nuit, sans qu'aucun de ses vaisseaux fût pris, sans que son escadre fût entamée. Voyant toutefois qu'il ne pourroit soutenir le lendemain un combat aussi inégal, il se dirigea la nuit vers les côtes de France; mais les Anglois et les Hollandois l'y suivirent, et quelques jours après ils portèrent un coup irréparable à notre marine en brûlant dix-huit de nos vaisseaux dans la baie de la Hogue.

Louis, après la prise de Namur, s'étoit hâté de retourner à Versailles, laissant le commandement de l'armée de Flandre au maréchal de Luxembourg. Celui-ci campoit à Steinkerque, dans un pays couvert de bois et coupé par des défilés, lorsqu'il fut attaqué à l'improviste le 3 août par l'armée de Guillaume III. Son aile gauche, chargée avec furie perdit du terrain et une partie de son canon; mais Luxembourg se mettant à la tête de la brigade des gardes, et suivi du duc de Chartres, du duc de Bourbon, du prince de Conti, du duc de Vendôme et du duc de Berwick, culbuta tout ce qui se trouva devant lui; les brigades à sa droite et à sa gauche firent de même, en repoussant les alliés jusqu'à un grand quart de lieue du côté des bois. Les An-

glois qui étoient les premiers à l'attaque perdirent leur chef, le général Mackay, et furent complètement détruits. La nuit qui survint empêcha seule Luxembourg de poursuivre les ennemis qui se retirèrent en assez bon ordre. L'année suivante, le 29 juillet 1693, Guillaume III perdit encore contre Luxembourg la sanglante bataille de Neerwinden. Mais ces victoires mêmes épuisoient la France, tandis que l'armée de la ligue d'Augsbourg se recrutait sans cesse de nouvelles troupes fournies par l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne, le duc de Savoie et tous les princes de l'empire.

Catinat, qui commandoit en Piémont, étoit après Luxembourg, le plus grand général qui restât à Louis XIV. Tous ceux qui ont écrit sa vie ont loué sa modestie et les vertus privées qui le rendoient cher à ses soldats et à ceux qui l'approchoient; mais l'historien, tout en ne contestant point la valeur de ces éloges, est obligé de flétrir les cruautés inouïes, les massacres, les pillages, les incendies dont le Piémont fut le théâtre, pendant qu'il y dirigea les opérations de la guerre. Appelé d'abord à exterminer les Vaudois, il ne crut pas pouvoir refuser son épée aux violences que Louvois exigeoit de lui; bientôt après ses soldats traitèrent les paysans catholiques comme ils avoient traité les religionnaires des Alpes. « Dans les campagnes, nous dit-il lui-même, « tous les malheureux qui étoient trouvés avec « des armes, des balles ou de la poudre, étoient

« arrêtés, remis au prévôt, et pendus. Comme on  
 « en prenoit une trop grande quantité et que l'on  
 « ne pouvoit suffire aux exécutions, Catinat per-  
 « mit à nos soldats de les tuer, et il y eut un grand  
 « nombre de paysans assommés pendant cette  
 « campagne. »

Ces excès avoient déterminé le duc de Savoie, Victor Amédée II, prince brave et jaloux de ses droits, à signer dès l'année 1690 sa réunion à la ligue d'Augsbourg. Depuis lors la guerre désoloit le Piémont, et les François, déjà maîtres de Casal et de Pignerol, y avoient encore enlevé plusieurs places à la suite de la victoire de la Staffarde. Victor Amédée II attribuoit ces revers à l'abandon dans lequel le laissoient les alliés de la ligue d'Augsbourg. Ni l'empereur ni l'Espagne ne paroissent se soucier de l'imminence de sa ruine, lorsqu'une nouvelle victoire remportée par Catinat à la Marsaille, le 4 octobre 1693, acheva de détacher le duc de Savoie de la ligue d'Augsbourg, et le disposa à des négociations de paix avec la France.

La paix étoit devenue le vœu de Louis XIV. L'âge commençoit à refroidir son ardeur première, il éprouvoit pour lui-même le besoin du repos, il l'éprouvoit encore plus pour son peuple. L'horrible fardeau des tailles anéantissoit, entre les mains des laboureurs, tout le capital agricole; les enrôlements forcés, le tirage de la milice, et plus encore les corvées et le service des pionniers pour les armées,



détruisoient la population rurale. Ces derniers que l'on commandoit pour les sièges, pour la construction des lignes par dix et vingt mille à la fois, qu'on enlevoit de force à leurs chaumières, qu'on faisoit travailler à coups de bâton sous le feu ennemi, qu'on nourrissoit mal, qu'on ne récompensoit pas, périssoient en foule sans qu'on daignât même le remarquer. Cependant la mort de chacun d'eux arrêtoit souvent l'action d'une charrue. Les productions de la terre diminueoient, les paysans succomboient à la misère; les gentilshommes, les prélats, les couvents ne retiroient plus rien de leurs fermages, et la pauvreté universelle n'étoit pas moins ressentie par les deux ordres exempts de taxes, que par celui qui les payoit toutes. Le revenu des impôts, malgré toute la rigueur du fisc, décroissoit en proportion de celui du travail. Le contrôleur des finances, Pontchartrain, qui avoit remplacé Le Pelletier, s'efforçoit d'y suppléer par des emprunts et d'autres expédients qui grevoient l'avenir du pays; mais tous les moyens employés pour faire arriver au trésor le peu de capitaux qui circuloient encore, laissoient l'industrie toujours plus dépourvue, et achevoient de tarir la source de la reproduction des richesses.

La paix seule pouvoit apporter quelque soulagement à de tels maux. Louis XIV la désiroit, et la mort du maréchal de Luxembourg (4 janvier 1695) en le privant du meilleur de ses généraux, le lais-

soit exposé à tous les dangers d'une lutte prolongée avec l'Europe. Aussi souhaitoit-il avec ardeur de détacher de la ligue d'Augsbourg l'un des souverains qui l'avoient signée, persuadé que le lien fédéral ne tarderoit pas à se rompre, s'il commençoit une fois à se relâcher. C'est ce qui explique les concessions immenses faites au duc de Savoie par le traité du 30 mai 1696. Casal avoit été déjà repris par le duc, mais la France lui cédoit en outre Pignerolo avec les vallées de Pragila et de la Pérouse, jusqu'au mont Genève; elle lui restituoit Pignerol, sous la condition que la forteresse seroit démantelée et ne pourroit plus se rebâtir; elle lui rendoit enfin la Savoie, Nice, Suze, Villefranche; il fut de plus convenu que les hommages royaux seroient rendus à l'ambassadeur du duc, et que sa fille aînée, Marie-Adélaïde, épouserait le duc de Bourgogne, fils aîné du Dauphin.

Les puissances alliées firent retentir l'Europe de leurs clameurs contre le duc de Savoie. Elles l'accusèrent de les avoir honteusement trahies, au lieu de reconnoître qu'il pouvoit à aussi bon droit les accuser elles-mêmes de l'avoir abandonné sans défense à la colère de son puissant voisin. Quoi qu'il en soit, cette défection fit sentir au roi d'Angleterre qu'il étoit tems de mettre un terme à la guerre qui désoloit l'Europe. Malgré son profond ressentiment contre Louis XIV, Guillaume III, averti par des conspirations fréquentes, en étoit venu aussi à dé-

sirer la paix afin d'affermir sur sa tête la couronne que lui disputoient, avec l'aide de la France, les partisans du roi déchu. C'étoit surtout parmi les commerçants que Guillaume avoit trouvé jusque là un appui dévoué, soit en Hollande, soit en Angleterre; mais lorsque le commerce des deux nations eut été traqué par les corsaires françois et les petites escadres de Jean-Bart, les marchands, à bout de sacrifices, réclamèrent instamment la fin d'une guerre qui devoit consommer leur ruine.

Pendant ce tems, Louis XIV donnoit ordre à ses ministres auprès de toutes les cours neutres d'annoncer son sincère désir d'entrer en négociation; il avoit fait agir tour-à-tour le roi de Suède, le roi de Pologne, les Suisses, Venise et le Pape. Il obtint enfin que le comte de Callières parût publiquement à la Haye, comme ministre de France, et celui-ci remit, le 10 février 1697, au baron de Lillieroot, ambassadeur de Suède et médiateur, des articles préliminaires contenant les conditions de paix que la France offroit à ses ennemis : ces conditions ne différoient guère de celles stipulées par les traités de Westphalie et de Nimègue. Guillaume, qui n'espéroit point reprendre, après trois ou quatre années d'une guerre heureuse, ce que la France consentoit à restituer, prêta de bonne foi les mains à la négociation. La difficulté étoit de détacher de la ligue les Espagnols toujours gonflés de prétentions malgré leur impuissance, ou l'empereur

qui, n'étant point en contact avec la France pour ses États héréditaires, se soucioit assez peu des souffrances de l'empire, et regardoit la guerre comme un moyen de prélever des contributions sur les États neutres.

Louis XIV, irrité des obstacles à la paix qu'il rencontroit du côté de l'Espagne, résolut de sortir de la défensive à laquelle il s'étoit borné dans les deux dernières campagnes, et d'attaquer vigoureusement la monarchie espagnole en Flandre et en Catalogne. Catinat, désormais inutile en Piémont, recut le commandement de l'armée de Flandre, et emporta Ath, le 7 juin 1697, après treize jours de tranchée ouverte; mais ce fut surtout en Catalogne où commandoit le duc de Vendôme, que les opérations de cette campagne prirent de l'importance. Barcelone, après un siège qui coûta neuf à dix mille hommes à la France, fut obligé de capituler dans le mois de septembre 1697; enfin, dans le même tems on apprit qu'une escadre de dix vaisseaux de guerre françois portant quatre mille hommes de débarquement, avoit paru le 12 avril devant Carthagène, et qu'après plusieurs combats sanglants, cette capitale de la Nouvelle-Grenade avoit été forcée de se rendre, en livrant aux vainqueurs un butin de neuf millions de livres.

Ces désastres avoient abattu l'orgueil de l'Espagne. Déjà, depuis le 25 mai, les plénipotentiaires de la France et de la Hollande réunis au château

de Ryswick, à une demi-lieue de la Haye, avoient arrêté les conditions fondamentales de la paix entre ces deux puissances. Les bases du traité avec l'Angleterre avoient été aussi convenues le 26 juillet suivant, l'Espagne à son tour se déclara prête à accepter la paix qui fut signée le 20 septembre 1697, à Ryswick, entre la France, l'Espagne, l'Angleterre et la Hollande. Les ministres impériaux et électoraux qui étoient présents, éclatèrent en plaintes et en reproches. Ils accusèrent leurs alliés, comme tous ensemble ils avoient accusé naguère le duc de Savoie ; mais le plénipotentiaire d'Espagne, don Bernard de Quiros, répliqua avec raison que c'étoit sa cour qui supportoit les plus grands sacrifices, tandis que l'empereur qui n'en faisoit aucun, avoit causé la perte de Barcelone par son obstination et ses lenteurs sans motifs, quand il s'étoit agi de répondre aux premières avances de Louis XIV.

Le traité de la France avec les Provinces-Unies portoit que toutes les conquêtes faites de part et d'autre depuis le commencement de la guerre seroient restituées, et notamment Pondichéry, qui devoit être rendu à la compagnie des Indes-Orientales de France. On convint avec l'Espagne que les occupations et réunions dont la France s'étoit agrandie depuis le traité de Nimègue, seroient regardées comme non avenues. Enfin, le traité avec l'Angleterre, qui emportoit la reconnaissance solennelle de Guillaume III, stipuloit aussi la resti-

tution mutuelle des conquêtes faites au-delà des mers, et qui n'étoient pas de grande importance. Un mois après, le 30 octobre 1697, l'empereur, qui avoit si vivement protesté contre la paix de Ryswick, donna aussi l'ordre de signer en son nom, à la condition que l'on prendroit pour bases de ce nouveau traité, les conventions de Westphalie et de Nimègue. En conséquence, l'empire recouvra tous les lieux situés hors de l'Alsace, que la France avoit occupés à titre de réunions. Le Rhin demeura la limite entre les deux états, sauf le comté de Montbéliard, qui retourna au duc de Wurtemberg, et le duché des Deux-Ponts, qui fut rendu au roi de Suède. Les prétentions de la duchesse d'Orléans à la succession palatine furent renvoyées à la décision d'arbitres; le duc de Lorraine reprit possession de son duché; toutes les condamnations prononcées contre le cardinal de Furstemberg, évêque de Strasbourg, furent abolies; l'électeur de Trèves rentra dans sa capitale, et l'électorat de Cologne demeura au prince Joseph-Clément de Bavière.

La France éprouva quelque humiliation des immenses sacrifices auxquels elle s'étoit soumise par la paix de Ryswick; mais peut-être devoit-elle, au contraire, regarder ce traité comme le plus honorable de ceux que signa Louis XIV. Il venoit, en effet, de soutenir une lutte effroyable contre l'Europe entière, et loin de succomber, il avoit signalé cette lutte pendant dix ans par une suite de

victoires, sans perdre aucune de ses provinces, aucune de ses cités. Si donc il restituoit ses conquêtes, on ne pouvoit y voir qu'une preuve de sa modération et de son ardent désir de mettre un terme aux souffrances et à la misère des peuples.

Il étoit vrai, toutefois, que pendant ces dix années d'efforts gigantesques, la France avoit vu succéder à une période de force, de gloire et de splendeur, une période d'épuisement, d'inquiétude et de tristesse. Louis XIV, parvenu à sa soixantième année, restoit presque seul de son siècle, vieillard isolé au milieu des générations nouvelles. Les guerriers qui avoient élevé si haut la splendeur de ses armes, Turenne, Condé, Créqui, Luxembourg; les amiraux qui avoient jeté tant d'éclat sur la marine française, Duquesne et Tourville, étoient morts avant lui. Le dix-septième siècle, avant de finir, avoit emporté presque tous les grands noms littéraires : Pascal, Corneille, Molière, La Fontaine, Racine, M<sup>me</sup> de Sévigné n'étoient plus, et l'enthousiasme des contemporains de la jeunesse de Louis XIV pour le monarque qui sembloit les inviter à tous les genres de gloire, avoit fait place à une disposition morose, frondeuse, justifiée par les efforts toujours redoublés et les espérances toujours décroissantes de la nation.

Les trois dernières années du dix-septième siècle furent surtout remplies par la célèbre querelle religieuse du quiétisme, dans laquelle éclata de nouveau

cette inflexible rigueur du caractère de Louis XIV, s'appliquant à courber les esprits élevés ou les âmes pieuses qui lui étoient dénoncées comme s'écartant de l'orthodoxie. On assuroit que, d'après la doctrine des *quétistes*, une âme vraiment pénétrée de l'amour de Dieu, vraiment soumise à ses volontés, étoit indifférente à tout, même aux peines éternelles. L'âme, disoient-ils, s'abandonnant à cet amour, plongée dans l'oraison, se reposoit, sans efforts, dans une *quétude* absolue, qui étoit le plus haut degré de la perfection ici-bas. Les théologiens avoient trouvé que cette exposition exagérée de l'amour mystique n'étoit pas conforme à l'exemple des saints, et qu'elle pouvoit être de dangereuse conséquence pour les mœurs. Le public, exagérant à son tour l'opinion des théologiens, supposoit que les *quétistes*, tout occupés du sentiment divin, jugeoient avec indifférence les actions humaines; et passant bien vite à des idées plus grossières, il les accusoit de se livrer sans scrupule à un amour tout humain, ou même à une débauche effrénée.

Tel étoit le fond de la controverse du *quétisme*, qui eut pour principal champion en France M<sup>me</sup> Guyon, femme exaltée et enthousiaste, mais qui recut un éclat inaccoutumé de la part qu'y prirent les deux plus illustres prélats du royaume, Bossuet et Fénelon. Celui-ci qui étoit l'ami de M<sup>me</sup> Guyon, ayant été condamné à Rome le 12 mai 1699, pour



quelques propositions suspectes de quiétisme, et extraites de son livre fameux, sur les *Maximes des saints*, se soumit humblement à cette condamnation, provoquée à outrance par son redoutable adversaire. Relégué dès-lors dans son archevêché de Cambrai, il ne recouvra jamais les bonnes grâces de Louis XIV ni celles de M<sup>me</sup> de Maintenon, qui s'étoit particulièrement acharnée à sa perte. Le roi devoit cependant à Fénélon une reconnoissance infinie ; il lui devoit d'avoir dignement formé pour le trône le jeune duc de Bourgogne, fils aîné du Dauphin. Ce prince, dont l'affectueuse tendresse ne put sauver Fénélon, avoit épousé, le 7 décembre 1697, la fille de Victor-Amédée II, Marie-Adélaïde de Savoie, âgée de douze ans, qui devint l'enfant gâté de Louis XIV et de M<sup>me</sup> de Maintenon. Les fêtes célébrées à cette occasion surpassèrent par leur éclat toutes celles du règne de Louis XIV, et firent trêve un instant aux tristes préoccupations du monarque. Lorsqu'on le voit ainsi, jusqu'à la fin, étaler de tems à autre cette pompe royale qui ne fut jamais égalée, il semble qu'en renouvelant son ancienne magnificence, il croyoit aussi renouveler son ancienne grandeur.

---

---

## CHAPITRE XIV.

*Les Français au dix-huitième siècle.*

---

### SECTION PREMIÈRE.

Depuis le commencement du dix-huitième siècle jusqu'à la mort de Louis XIV. — 1700-1715.

APRÈS la paix de Ryswick, la France ne songeoit plus qu'à cicatriser les plaies que lui avoient faites neuf années d'une guerre universelle; elle soignoit ses intérêts intérieurs, elle se passionnoit pour ses querelles religieuses, lorsqu'elle fut réveillée tout-à-coup, comme en sursaut, par la nouvelle de la mort de Charles II, roi d'Espagne, qui expira le 1<sup>er</sup> novembre 1700, dans sa trente-neuvième année. Le roi apprit cette nouvelle à Fontainebleau, le 9 novembre, et reçut en même tems copie d'un testament que Charles avoit signé le 2 octobre, par lequel il annuloit les renonciations des reines de France, Anne d'Autriche, sa tante, et Marie-Thérèse, sa sœur, et appeloit à la succession de tous ses états le duc d'Anjou, second fils du Dauphin, et à son défaut le duc de Berry, le

troisième fils. Il substituoit à ces princes, s'ils mouroient sans enfants, ou s'ils parvenaient au trône de France, l'archiduc Charles d'Autriche, second fils de l'empereur Léopold, et à celui-ci le duc de Savoie, avec la condition expresse que la monarchie espagnole ne pourroit être démembrée, et ne pourroit non plus être réunie ou à celle de France, ou à celle d'Autriche. Cette nouvelle frappa d'étonnement, la cour, la France, et l'Europe. Elle fut reçue partout avec un sentiment de terreur, comme l'annonce des calamités qui alloient de nouveau fondre sur la chrétienté.

La diplomatie n'avoit jamais perdu de vue la vacance possible de la succession d'Espagne. Peut-être ne trouveroit-on pas d'exemple d'un intérêt européen qui se soit reproduit si long-tems dans tous les traités comme dans toutes les négociations secrètes. Même avant la paix de Westphalie, Mazarin, bien instruit de la décadence rapide de toute la race autrichienne, juste châtiment des vices de Philippe IV, avoit jeté des yeux de convoitise sur son riche héritage. Ce fut aussi l'une des gloires de la politique de Lionne d'avoir toujours habilement ménagé les droits éventuels de la France, au partage des états de Charles II, si ce prince mouroit sans enfants; et dès le 19 janvier 1668, un traité avoit été signé à Vienne entre Louis XIV et l'empereur, assurant au roi de France les Pays-Bas, la Franche-Comté, les Philippines,

la Navarre, les établissements espagnols sur les côtes d'Afrique, et les royaumes de Naples et de Sicile. Le traité abandonnoit à la maison d'Autriche l'Espagne, l'Amérique et le duché de Milan.

La paix de Ryswick appela de nouveau les principales puissances de l'Europe à peser les difficultés et les dangers auxquels on avoit voulu parer par le traité de Vienne de 1668. Trois partis et trois prétendants au trône d'Espagne se présentoient alors dans les trois maisons de France, de Bavière et d'Autriche. La France tenoit ses droits de Marie-Thérèse, fille du premier lit de Philippe IV, dont la renonciation n'avoit jamais été regardée comme sérieuse; l'empereur tenoit les siens de Marguerite-Thérèse, sa femme, fille du second lit de Philippe IV, qui n'avoit point fait de renonciation; l'électeur de Bavière, enfin, soutenoit qu'ayant épousé la fille unique de l'empereur et de Marguerite-Thérèse, c'étoit évidemment cette fille qui devoit, du chef de sa mère, recueillir la succession de son oncle Charles II. Les droits de l'électeur de Bavière étoient généralement reconnus en Espagne, et la princesse sa femme étant morte en 1692, les Espagnols regardoient son fils, le prince électoral de Bavière, alors âgé de six ans, comme l'héritier présomptif de leur monarchie.

Il y avoit dans ces prétentions opposées des causes d'une guerre européenne presque inévitable. Louis XIV, cependant, ne vouloit plus de

guerre; il sentoit l'épuisement de son royaume et sa propre fatigue, et il seroit volontiers revenu à un projet de partage analogue à celui de 1668. Il fit faire des ouvertures dans ce sens à Guillaume III, qui se montra non moins désireux que lui de la conservation de la paix, non moins disposé à la garantir par un traité éventuel. Ces deux monarques, en se prêtant la main, l'un, appuyé sur la France, l'autre, sur l'Angleterre et la Hollande, pouvoient imposer à l'Europe, tel arrangement qui leur conviendrait : l'Europe, d'ailleurs, pouvoit compter que Guillaume III balanceroit, sans partialité pour la France, les droits des divers prétendants. Ces droits furent réglés par le traité signé à La Haye, le 11 octobre 1698, en vertu duquel le prince électoral de Bavière devoit recueillir de la succession de Charles II, l'Espagne, les Indes et les Pays-Bas. Les royaumes de Naples et de Sicile, les présidii de Toscane et la seigneurie de Guipuscoa étoient cédés à la France, en retour de son désistement; pour prix du sien, l'archiduc Charles, second fils de l'empereur Léopold, recevoit le duché de Milan.

Lorsque ce traité fut connu en Espagne, l'indignation de Charles II fut aussi vive que celle de son peuple. La nation tout entière se montra profondément offensée qu'on disposât d'elle en pleine paix, sans l'ombre d'un titre, qu'on démembraât sa souveraineté, qu'on lui enlevât des conquêtes

payées de son sang pendant des siècles. Charles II réunit aussitôt un nombreux conseil d'état pour délibérer sur les nécessités de la situation, et il y fut convenu que le roi d'Espagne appelleroit, par son testament, le prince électoral de Bavière à la succession de sa monarchie, en exigeant de lui, comme condition première, qu'il s'opposât à tout démembrement.

L'empereur, aussi jaloux du prince de Bavière, son petit-fils, que de Louis XIV lui-même, se plaignit du testament comme d'un outrage fait à la maison d'Autriche. Son ambassadeur à Madrid en fit des reproches peu respectueux à la reine, Anne de Neubourg, sœur de l'impératrice; il accusa la Berleps, sa toute-puissante favorite, d'avoir délaissé les intérêts de l'empereur pour ceux du prince de Bavière. Mais, sur ces entrefaites, on apprit que ce dernier étoit mort à Bruxelles, le 8 février 1699; et telle étoit la réputation du cabinet autrichien, que le bruit se répandit aussitôt que le jeune prince étoit mort empoisonné. L'électeur de Bavière, son père, le donna lui-même à entendre dans un manifeste qu'il répandit deux ans plus tard. « L'étoile fatale, dit-il, à tous ceux qui font  
 « obstacle à la grandeur de la maison d'Autriche,  
 « étoile qui, depuis quarante ans, l'a si bien ser-  
 « vie en Hongrie et en Espagne, emporta ce jeune  
 « prince; il mourut d'une indisposition très-lé-  
 « gère. »

Cette mort remettoit tout en question. Les négociations recommencèrent d'abord à Londres et à La Haye avec les puissances maritimes qui tenoient surtout à soustraire les Pays-Bas et l'Amérique à la domination de la France, puis avec l'Autriche qui visoit principalement à la souveraineté de l'Italie, enfin, avec la cour d'Espagne elle-même, où grandissoit, sous l'influence du marquis d'Harcourt, ambassadeur de France, et du cardinal Porto-Carrero, archevêque de Tolède, un parti qui appeloit à la couronne l'un des petits-fils de Louis XIV. Louis, bien qu'il nourrit avec complaisance cette disposition des Espagnols, n'osa point s'y fier, et le comte de Tallard, son ambassadeur à Londres, signa, le 13 mars 1700, un second traité de partage avec l'Angleterre et les Provinces-Unies. Par ce traité, la France se contentoit des Deux-Siciles, des ports de Toscane et de Fireale, et de la province de Guipuscoa : elle devoit de plus réunir les duchés de Lorraine et de Bar, tandis que l'empereur donneroit en échange le Milanois au duc de Lorraine, son gendre. L'archiduc Charles d'Autriche étoit reconnu pour roi d'Espagne, des Indes et des Pays-Bas.

Toutes ces combinaisons de la politique de Louis XIV et de Guillaume III furent déjouées par le testament de Charles II. L'Espagne ne vouloit point d'un Autrichien sur son trône, elle supportoit déjà très-impatiemment l'autorité des favoris allemands

de la reine, et l'Autriche, d'ailleurs, avoit encouru le mépris de l'Europe dans la dernière guerre en ne remplissant aucun de ses engagements, en laissant peser sur les alliés tout le fardeau d'une lutte qu'elle avoit provoquée. Cette guerre, et la résistance à la ligue d'Augsbourg, avoient, au contraire, élevé au plus haut degré le renom de la valeur française. Les François étoient d'ailleurs voisins de l'Espagne; ils occupoient la seule frontière par laquelle la Péninsule communiquât avec l'Europe: ce fut donc bientôt un sentiment universel dans la nation, que pour sauver l'intégrité de la monarchie et s'épargner au moins une partie des horreurs de la guerre, il valoit mieux s'attacher à la France qu'à l'Autriche. Cette opinion vivement soutenue par quatre membres du conseil, Porto-Carrero, Villa-Franca, San-Estevan et Ubilla entraîna Charles II. Il en résulta ce testament qui appeloit le duc d'Anjou à recueillir l'entière succession des rois d'Espagne.

Aussitôt que Louis XIV eut reçu la copie de ce testament, il assembla un conseil composé seulement de quatre personnes, le Dauphin, le chancelier Pontchartrain, le duc de Beauvilliers, gouverneur des enfants de France, l'un des hommes les plus vertueux de la cour, le marquis de Torcy, fils de Colbert de Croissy et son successeur aux affaires étrangères. Il s'agissoit de prendre la plus grande résolution du siècle, de choisir entre l'agrandissement de la France ou l'exécution du traité



tout récent conclu avec l'Angleterre et la Hollande. Torcy, qui parla le premier convint qu'en acceptant le testament, le roi s'attiroit le reproche de violer la parole donnée à Guillaume III, qu'il allumerait ainsi une guerre universelle, et que ses peuples épuisés n'avoient pu recouvrer quelque vigueur depuis la paix de Ryswick. Il opina toutefois pour l'acceptation. Selon la teneur même du testament, si Louis XIV ne l'acceptoit pas, la succession totale étoit déferée à l'archiduc d'Autriche. Le roi de France se trouvoit dès-lors dans la situation critique de François I<sup>er</sup> vis-à-vis de Charles-Quint, c'est-à-dire, ajoutoit Torcy, qu'en renonçant à l'Espagne, il n'évitoit point la guerre, et que dans cette guerre, l'appui de la Hollande et de l'Angleterre venant à lui manquer, comme on avoit tout lieu de le prévoir, d'après les antécédents, il seroit encore seul contre l'Europe, avec un ennemi plus puissant en Espagne et dans les Pays-Bas.

Le duc de Beauvilliers soutint l'opinion contraire. Il représenta l'honneur du roi comme lié par la parole donnée aux puissances maritimes; l'intérêt de la France comme résultant des acquisitions importantes qui lui étoient offertes, bien plus que de l'établissement d'un prince françois sur un trône où il oublieroit bientôt son origine; il fit valoir enfin la misère du peuple, les besoins du trésor, le fardeau de la dette, et la certitude qu'une guerre universelle amèneroit la ruine de la France.

Pontchartrain résuma avec talent les deux opinions, mais il n'osa se prononcer pour aucune; le Dauphin vota résolument pour l'acceptation du testament. Louis XIV, long-tems silencieux, décida. Cette décision, qui renfermoit tant de revers pour lui et de si longues agitations pour l'Europe, resta trois jours secrète. Après l'avoir prise avec cette grandeur calme qui lui étoit naturelle, il l'annonça en ces termes au duc d'Anjou, en présence du marquis Castel Dos Rios, ambassadeur d'Espagne : « Monsieur, le roi d'Espagne vous a fait roi, les  
« grands vous demandent, les peuples vous sou-  
« haitent et moi j'y consens : soyez bon Espagnol,  
« c'est désormais votre premier devoir ; mais sou-  
« venez-vous que vous êtes né François. » Il le présenta ensuite à la cour en disant : « Messieurs,  
« voilà le roi d'Espagne. » Tout étoit résolu.

Louis XIV écrivit aux divers souverains de l'Europe pour leur annoncer l'avénement de son petit-fils au trône d'Espagne. Il adressa aux États-Généraux un mémoire explicatif des causes qui l'avoient porté à accepter le testament de Charles II.  
« Le cas qui naissoit de ce testament n'avoit point  
« été prévu, disoit-il, par le traité de partage. Il  
« lui accorderoit de nouveaux droits, en lui impo-  
« sant de nouveaux devoirs. » Une explication semblable fut offerte par l'ambassadeur françois à Guillaume III, et peut-être, malgré la colère de l'empereur, la guerre auroit-elle pu être évitée si la

France avoit donné des garanties suffisantes contre la chance de réunion des deux couronnes ; si en même tems elle avoit profité de la supériorité de ses forces pour exiger une décision immédiate.

Mais les fautes de la politique de Louis XIV se succédèrent alors avec rapidité. Au moment du départ du duc d'Anjou , désormais Philippe V, le roi, son grand-père, lui donna des lettres-patentes par lesquelles il reconnoissoit son droit éventuel à la couronne de France, après le duc de Bourgogne son frère aîné et avant le duc de Berry son cadet. C'étoit là s'écarter des intentions du testament de Charles II, relâcher les liens qui devoient attacher Philippe V aux Espagnols, et dans le même tems alarmer l'Europe, en laissant voir la réunion toujours imminente des deux monarchies. Louis avoit le plus grand intérêt à ménager les Hollandois. La Hollande et l'Angleterre tenoient dans leurs mains le sort de l'Europe, il importoit, au prix même de quelques sacrifices, de ne point les irriter. Néanmoins Louis XIV fit saisir, en pleine paix, plusieurs places des Pays-Bas espagnols où les Hollandois avoient des garnisons ; il excita ainsi, parmi les États-Généraux le plus vif ressentiment. Mais la faute la plus grave sans contredit, celle que rien n'excuse, et que Guillaume III pouvoit le moins lui pardonner, ce fut la reconnoissance, à la mort de Jacques II, du jeune prince de Galles, son fils, comme roi d'Angleterre. Louis XIV blessait ainsi Guil-

laume III dans le plus vif de son orgueil, il donnoit d'ailleurs un démenti formel à toute sa conduite récente, puisque dans les conventions de Londres et de la Haye, il venoit encore de traiter avec Guillaume, en sa qualité de souverain d'Angleterre, lui reconnoissant, à diverses reprises, le titre de Majesté.

Ainsi qu'on devoit s'y attendre, Guillaume, dès qu'il eut appris la reconnoissance de Jacques III, éclata avec aigreur, et le 7 septembre 1701, il signa à la Haye le traité qui porta le nom de la grande alliance. L'empereur, le roi d'Angleterre et les États-Généraux y figuroient comme les trois principales parties contractantes; mais le nouveau roi de Prusse, Frédéric, électeur de Brandebourg, le roi de Danemarck et le nouvel électeur de Hanovre entrèrent également dans la grande alliance. Au moment de la signature du traité et avant que les succès eussent développé leur ambition, les alliés bornoient leurs prétentions à obtenir dans les Pays-Bas une barrière contre la France, à assurer dans le Milanois une barrière semblable à l'Autriche, à ouvrir l'Amérique espagnole au commerce des Anglois et des Hollandois, à garantir enfin l'Europe entière contre les chances de la réunion sous une même couronne des deux royaumes de France et d'Espagne.

Mais tandis que cette alliance même laissoit encore entrevoir quelque issue à un accommodement, l'empereur Léopold, qui personnellement ne vou-

loit entendre à aucune solution autre que la restitution à son profit de toute la monarchie espagnole, faisoit passer des troupes en Italie, sous les ordres du prince Eugène. Cet illustre capitaine étoit petit-fils du prince Thomas de Savoie, et de la comtesse Marie de Soissons. Son père qui prit le titre de comte de Soissons, épousa l'aînée des nièces du cardinal Mazarin, Olympe Mancini, qui fut exilée à la suite des procès d'empoisonnement. Lui-même, à peu près dans le même tems, quitta la France avec quelques autres seigneurs, pour aller combattre les Turcs sous les drapeaux autrichiens. N'ayant pu, à son retour, obtenir du roi un régiment qu'il demandoit, il s'engagea définitivement au service de l'empereur, et tourna contre sa patrie la redoutable épée dédaignée par Louis XIV. Catinat envoyé contre Eugène en Italie, laissa forcer par ce prince le passage du Mincio. Il fut presque aussitôt rappelé en France, et le maréchal de Villeroi reçut le commandement de l'armée d'Italie. Celui-ci, le plus présomptueux des généraux de Louis XIV, se distinguoit aussi de tous les autres par sa profonde ignorance de l'art militaire. Il étoit fils du gouverneur de Louis XIV; il avoit été élevé avec le roi qui l'aimoit comme un ami d'enfance; il étoit, de plus, l'ami particulier de madame de Maintenon. C'étoit là son seul titre, titre trop insuffisant pour lutter avec le prince Eugène. Battu à Chiari le 1<sup>er</sup> septembre 1701, il

fut fait prisonnier dans Crémone le 1<sup>er</sup> février 1702; le duc de Vendôme, choisi pour le remplacer, arriva le 18 février à Milan, et parvint à débloquer Mantoue, mais au moment où les succès de Vendôme promettoient de réparer les revers éprouvés par Villeroi, le général françois reçut l'ordre d'attendre l'arrivée en Italie du roi d'Espagne, Philippe V, avant d'engager aucune action décisive.

Guillaume III mourut pendant cette suspension d'armes, le 19 mars 1702, âgé seulement de cinquante-deux ans. Malgré de fréquents revers; il avoit grandi dans sa lutte contre le dominateur de l'Europe, et Louis XIV ne se méprenoit pas en voyant en lui le plus dangereux de ses ennemis. Aussi sa mort, au moment où il se préparoit à disputer la succession d'Espagne, fut-elle considérée à la cour comme un événement de la plus haute importance, comme une sorte de faveur du ciel qui veilloit au salut de la France. Guillaume III ne vouloit pas reconnoître que, pour la première fois peut-être, la guerre que soutenoit Louis XIV étoit juste, que le Dauphin étoit incontestablement l'héritier naturel du trône d'Espagne, que la renonciation de sa mère n'existoit plus du jour où le roi et la nation qui l'avoient exigée s'accordoient à l'annuler, et que les Bourbons, en transmettant la couronne d'Espagne à une branche cadette de leur famille, ne violaient pas l'équilibre de l'Europe. Louis qui n'étoit plus le jeune ambitieux d'autrefois, et qui désiroit, au

contraire , sincèrement la paix , se flattoit que la princesse Anne, seconde fille de Jacques II, et belle-sœur de Guillaume, à qui elle succédoit, ne seroit entraînée ni par les ressentiments, ni par l'ardeur belliqueuse qui mettoient encore une fois les armes aux mains de ce dernier. Il savoit bien, d'ailleurs, que sans l'aiguillon de l'Angleterre, les Hollandois accepteroient volontiers la paix, que l'empereur seroit trop pauvre pour entretenir long-tems ses armées. Mais la nouvelle reine Anne, femme foible et sans caractère, se livroit toujours aveuglément à quelque favorite qui exerçoit sur son esprit un absolu pouvoir. Elle étoit alors dominée par Sarah Jennings, femme de John Churchill, comte de Malborough, que Guillaume III, dès l'année précédente, avoit nommé commandant en chef de toutes ses forces dans les Provinces-Unies, et son ambassadeur auprès des États-Généraux. Malborough, formé à l'art militaire sous Turenne, et qui se sentoit attiré vers la guerre par ses talents et son ambition, décida la reine Anne à poursuivre activement les projets de Guillaume. Dès le 15 mai 1702, la France reçut les déclarations de guerre de tous les souverains signataires de la grande alliance.

Le 16 avril précédent, Philippe V avoit débarqué à Naples et s'étoit rendu de là à Milan. En traversant le Piémont il rencontra le duc de Savoie, dont il avoit épousé la seconde fille, et le blessa profondément en refusant de lui donner la main droite,

ne voulant pas, dit-il, compromettre la dignité d'une couronne qui ne pouvoit se comparer à celle des ducs. Cette sottise injure faite à un prince belliqueux et assez mal disposé déjà pour la maison de Bourbon, eut toute l'importance d'une faute politique. Ce fut alors, assure-t-on, que Victor Amédée II entama avec les ennemis de la France une correspondance secrète qui fut bientôt suivie de son accession à la grande alliance.

Après avoir passé quinze jours à Milan, du 18 juin au 1<sup>er</sup> juillet 1702, Philippe V vint rejoindre le duc de Vendôme qui, par des mouvements habiles et la victoire de Luzzara, près du Pô, contraignit le prince Eugène à évacuer, vers la fin de décembre, l'île formée par des rivières qu'on nomme le Serraglio de Mantoue. Au bout de trois mois, le roi d'Espagne quitta l'armée sur la nouvelle que les Hollandois et les Anglois avoient fait une descente à Cadix. Louis XIV avoit jugé que son petit-fils devoit songer, avant tout, à défendre l'Espagne, mais il voyoit bien aussi que l'Espagne épuisée avoit assez à faire de se défendre, et qu'il ne devoit pas compter sur son appui, dans la lutte redoutable qu'il engageoit pour la seconde fois contre l'Europe. Force lui fut donc de demander encore à la France des sacrifices extraordinaires. Une levée de cent nouveaux régiments d'infanterie fut ordonnée, et dès le commencement de l'année 1702, deux armées furent dirigées vers la



Flandre et sur le Rhin , la première commandée par le maréchal de Boufflers sous l'autorité nominale du duc de Bourgogne , la seconde aux ordres de Catinat.

Boufflers ne put empêcher Malborough des'emparer de tout l'évêché de Liège, de l'électorat de Cologne , de la Gueldre et du duché de Limbourg ; Catinat , de son côté , avoit été forcé de retirer son armée sous les murs de Strasbourg , et se bornoit à entraver la navigation du Rhin pour arrêter les convois des alliés. Il reçut ordre, sur ces entrefaites, de détacher de son armée déjà insuffisante quarante bataillons et cinquante escadrons qui devoient , sous les ordres du marquis de Villars, passer sur la droite du Rhin , franchir les défilés de la Forêt-Noire, et rejoindre l'électeur de Bavière resté fidèle à la France. Celui-ci promettoit de faire une diversion puissante au centre de l'Allemagne. Il pouvoit menacer à son choix l'Autriche, la Bohême, la Hongrie, le Tyrol et le Palatinat. Toutes ces contrées étoient dégarnies de troupes, et Louis se flattoit que l'empereur, troublé dans ses foyers, rappelleroit son armée ; que l'empire se refuseroit à attirer dans son sein une guerre qui menaçoit d'être désastreuse.

Villars avec plus de talent, il est vrai, que Villeroi , avoit beaucoup de sa jactance fanfaronne, et Saint-Simon le représente comme le plus avide, le plus pillard des généraux qui comman-

dèrent en aucun tems les armées de la France. Il commença par battre le prince Louis de Bade à Friedlingen, le 14 octobre 1702, et après ce succès qui fut récompensé par le bâton de maréchal de France, il rejoignit l'électeur de Bavière à Riedhingen. Ce prince l'accueillit avec des transports de joie ; mais les premiers épanchements d'amitié firent place bientôt à une haine ouverte qui détermina Villars à demander son rappel. Avant de quitter l'armée d'Allemagne, il livra cependant un combat brillant à Hochstedt le 20 septembre 1703. Il remporta sur le comte de Stirum, général impérial, une victoire complète, lui fit quatre mille prisonniers, et prit toute son artillerie. Dans le même tems, le maréchal de Tallard obtenoit quelques avantages sur le Rhin : En Espagne, au contraire, les vaisseaux anglois détruisirent dans le port de Vigo la flotte françoise de Château - Renaud, et portèrent ainsi à notre marine un coup dont elle ne se releva point durant la guerre de la succession.

Le maréchal Marsin, fils de celui qui s'étoit dévoué à la fortune du prince de Condé, et qui étoit mort au service de l'Espagne, avoit remplacé Villars en Bavière, dès le commencement de l'année 1704. Quelques mois après, Tallard fut chargé de conduire à l'électeur de nouveaux renforts qui élevèrent son armée à quatre-vingt mille hommes. Les alliés résolurent alors de porter tout l'effort de la

guerre dans le centre de l'Allemagne. Malborough, créé duc en récompense de ses succès en Flandre, devoit y agir de concert avec le prince Eugène qui commandoit l'armée d'Autriche. Ces deux généraux se réunirent en effet, grâce aux fautes de Villeroi qui ne sut point arrêter Eugène, et dès-lors il fut trop facile de prévoir quelle seroit l'issue d'une lutte où figuroient d'une part un prince brave sans doute, mais ignorant dans l'art de la guerre, de l'autre les deux plus grands capitaines du siècle.

Le 13 août 1704, Malborough et Eugène atteignirent l'électeur de Bavière, qui avoit sous ses ordres les deux maréchaux de Tallard et de Marsin. L'armée franco-bavaroise s'étendoit dans la plaine d'Hochstett, près du village de Blenheim, lorsqu'elle fut attaquée avec fureur par les alliés. Dès le commencement de l'action, Tallard fut fait prisonnier, et sa division, privée de son chef, se laissa facilement enfoncer par Malborough, tandis que le prince Eugène repoussoit aussi Marsin qui fit une valeureuse résistance. L'armée bavaroise, placée alors entre deux feux, opéra sa retraite vers Ulm, en bon ordre et sans être troublée, mais les François perdirent douze mille hommes, cent pièces de canon, vingt-quatre mortiers et tous leurs bagages. La plaine d'Hochstett étant entièrement nettoyée, Malborough entoura le village de Blenheim. Il s'y trouvoit encore vingt-huit bataillons d'infan-

terie et douze escadrons de dragons, formant ensemble environ quinze mille hommes de vieilles troupes. Leur terreur fut si grande en se voyant coupés et sans espoir d'être secourus, qu'ils mirent bas les armes et se rendirent prisonniers.

Après cette bataille, qui en France a le nom d'Hochstett, en Angleterre celui de Blenheim, l'électeur consterné n'osa plus demeurer dans ses États. Quoiqu'il eût fait sa retraite en bon ordre, la frayeur gagna son armée; il évacua toutes ses places fortes et plus de quatre-vingts lieues de pays, pendant que l'électrice de Bavière s'empressoit de se soumettre aux alliés. Les transports de joie qui éclatèrent à Vienne, à Londres, à la Haye, témoignèrent assez du prix qu'on attachoit à une telle victoire. Il sembloit que le charme qui avoit protégé la gloire de Louis XIV étoit enfin rompu; aussi, quand la nouvelle du désastre d'Hochstett parvint à Versailles, n'y eut-il personne qui osât apprendre la vérité au roi; il fallut que madame de Maintenon se chargeât de lui dire qu'il n'étoit plus invincible.

Sur les autres théâtres de la guerre, la fortune ne tarda pas non plus à se déclarer contre la France. En Espagne, les Anglais s'emparèrent de Gibraltar le 1<sup>er</sup> août 1704, et après l'avoir pris et fortifié pour leur compte, ils conquièrent en six semaines Valence et la Catalogne pour l'archiduc Charles. En Italie, les affaires allèrent bien jusqu'au rappel de

Vendôme. Il repoussa d'abord avec gloire le prince Eugène à la sanglante journée de Cassano, près de l'Adda (15 août 1705); il gagna ensuite pleinement la bataille de Calcinato en l'absence d'Eugène (19 avril 1706); Turin seul résistoit encore, lorsque Vendôme fut rappelé pour prendre le commandement de l'armée de Flandre.

Dans son affection aveugle pour Villeroi, Louis XIV lui avoit confié cette dernière armée qui faisoit quatre-vingt mille hommes. Il désiroit vivement ouvrir la campagne de 1706 par une victoire, et se mettre ainsi dans une position meilleure pour traiter de la paix. Il auroit voulu de plus que cette victoire fût gagnée par celui de ses généraux qu'il aimoit le mieux, et qui avoit à réparer ses défaites d'Italie. Le 23 mai, comme Villeroi commençoit à prendre position sur le champ de bataille qu'il avoit choisi près de Ramillies, il fut averti que Malborough marchoit à lui. Le général françois fit, à ce qu'on assure, ses dispositions de manière que tous les hommes d'expérience prévirent le mauvais succès de la journée. Des recrues, indisciplinées, incomplètes, étoient au centre; il laissa les bagages entre les lignes de son armée; il porta enfin sa gauche derrière un marais, comme s'il eût voulu l'empêcher d'aller à l'ennemi. Malborough, qui remarquoit toutes ces fautes, voyant que la gauche de l'armée françoise ne pouvoit attaquer sa droite, dégar nit aussitôt cette droite pour fondre sur Ramillies

avec des forces supérieures. Tous les lieutenants-généraux crièrent au maréchal qu'il étoit perdu s'il ne changeoit son ordre de bataille; il ne les crut pas : de sorte que Malborough eut affaire à des ennemis rangés comme il les eût voulu poster lui-même pour les vaincre. Villeroi ne tint pas une demi-heure, et jamais déroute ne fut plus complète. La France y laissa six mille hommes tués, un nombre immense de prisonniers, la gloire de la nation et l'espérance de reprendre l'avantage. La Bavière et tout le pays du Danube au Rhin avoient été perdus par la bataille d'Hochstett, toute la Flandre espagnole le fut par celle de Ramillies.

L'indignation éclata contre Villeroi à l'armée, à la cour, et dans la France entière. Le roi se contenta de lui dire : « Monsieur le maréchal, on n'est pas heureux à notre âge. » Et ce fut avec des ménagements sans nombre qu'il lui retira le commandement de l'armée de Flandre pour le donner à Vendôme. Celui-ci, avant de quitter l'Italie, commit une faute irréparable en n'empêchant point le prince Eugène de passer l'Adige et le Pô, en lui permettant ainsi de pénétrer jusqu'à Turin, que nos troupes, sous les ordres de la Feuillade, assiégeoient avec un appareil formidable. Le duc d'Orléans, qui succéda à Vendôme, vouloit combattre Eugène au passage du Tanaro, le dernier poste où les François pouvoient l'arrêter; mais la Feuillade et Marsin lui refusèrent leur concours sous le pré-

texte que Turin étoit réduit à la dernière extrémité; que de vastes brèches étoient ouvertes au corps de la place; que s'en éloigner dans ce moment décisif, c'étoit perdre tous les avantages d'un long siège; que, d'ailleurs, en arrivant devant leurs lignes, le prince Eugène reconnoîtroit qu'il ne pouvoit les forcer, et qu'il seroit ainsi contraint à une honteuse retraite. Le duc d'Orléans, qui joignoit à un goût désordonné pour le plaisir, un esprit brillant, un grand talent naturel, et une ardeur pour l'étude qu'il avoit tournée aussi bien vers l'art de la guerre que vers les sciences naturelles; étoit bien supérieur, comme général, à la Feuillade et à Marsin, dont il étoit obligé de suivre les avis. Lorsque le prince Eugène, ayant passé le Tanaro, eut pu reconnaître, des hauteurs de la Superga, toute la position des François et les endroits foibles de leurs lignes, le duc d'Orléans insista encore pour qu'on marchât à l'ennemi afin de le rencontrer en rase campagne. Marsin et la Feuillade s'y refusèrent de nouveau. Le duc d'Orléans déclara aux généraux qu'ils perdoient l'armée et l'honneur de la France; il menaça même de se retirer : tout fut inutile. Avec un aveuglement déplorable, Marsin et la Feuillade s'obstinèrent à vouloir attendre l'ennemi dans leurs lignes, et le duc d'Orléans fut forcé d'accepter un combat qu'à l'avance il savoit perdu.

Le 7 septembre 1706, au matin, le prince Eugène commença l'attaque des lignes françaises.

Elle fut conduite avec une valeur froide et obstinée par les Allemands, qui s'avancèrent, sans tirer, jusqu'au pied des retranchements, sous le feu terrible de notre artillerie. Les François les reçurent avec une égale bravoure, ils les chassèrent à plusieurs reprises de leurs lignes, et pendant deux heures, le succès de la bataille resta incertain. Mais Marsin, vers le milieu du combat, fut blessé mortellement d'une balle qui lui perça le bas-ventre et lui cassa les reins; le duc d'Orléans, blessé à la hanche, puis au poignet, fut aussi contraint par la douleur à se retirer des rangs : dès-lors le désordre et la confusion furent extrêmes. La Feuilleade éperdu s'arrachait les cheveux au lieu de commander. Enfin, la garnison de la ville prenant les François par derrière, il fallut quitter les lignes avec précipitation. Tous les fuyards se jetèrent sur la route de Pignerol, abandonnant les malades, les blessés, d'immenses approvisionnements de guerre et de bouche, tous les bagages, cent quarante pièces de canon, et jusqu'à la caisse militaire de l'armée. De cinquante mille soldats qui, le matin du 7 septembre, campoient encore devant Turin, il s'en trouva vingt mille à peine le lendemain, réunis à Pignerol.

Cette déroute chassa les François d'Italie, ainsi qu'ils l'ont toujours été dans toutes les guerres depuis Charlemagne. Il restoit dans le Milanois une petite armée, sous les ordres du comte de Médavi,



qui venoit de battre les impériaux à Castiglione ; Louis XIV proposa d'évacuer toutes les places que les Espagnols et les François tenoient dans la Lombardie , pourvu que les troupes de Médavi, qui montoient à quinze mille hommes, eussent la liberté de rentrer en France. L'empereur accepta cette capitulation, et le duc de Savoie y consentit. Quelques mois après (juillet-septembre 1707), la conquête du royaume de Naples par une armée impériale, enleva à l'Espagne ses dernières possessions d'Italie.

Dans la situation déplorable où ces désastres successifs avoient réduit la France, Louis XIV, touché des maux de ses sujets, mit tout en œuvre pour entamer une négociation de paix. C'étoit en Hollande que, dans les occasions précédentes, on avoit toujours trouvé les dispositions les plus pacifiques, et c'est aussi à la Hollande que Louis XIV s'adressa. Mais cette république avoit placé, dès l'an 1689, à la tête de ses conseils un homme d'État, Antoine Heinsius, qui croyoit le salut de sa patrie attaché à l'humiliation de la France. Il s'étoit lié d'amitié avec les deux grands généraux du siècle, Malborough et Eugène. On les désignoit sous le nom du triumvirat, et ce triumvirat, qui dirigeoit la grande alliance, s'obstinoit à continuer la guerre. Aux avances qui lui furent faites, Heinsius répondit : « Que les Hollandois étoient inséparablement attachés à leurs alliés, et qu'ils

« exigeoient, comme bases des traités à intervenir, que l'Espagne et les États dépendants de cette monarchie, dans l'ancien comme dans le nouveau monde, appartiendroient à la maison d'Autriche; que la république de Hollande, tous jours inquiète des desseins de la France, auroit dans les Pays-Bas une barrière suffisante pour sa sûreté; que le commerce de la France avec ses sujets seroit assuré, et les avantages accordés à Ryswick sur cet article augmentés. Ces conditions préliminaires réglées, on pourroit ensuite négocier sur les autres conditions de la paix. »

Louis XIV, découragé par cette réponse, tenta aussi de détacher le duc de Savoie de la grande alliance, et de lui faire agréer la neutralité de l'Italie; mais celui-ci voyoit bien qu'il ne dépendroit pas de la France de lui garantir le respect de cette neutralité; il aimoit d'ailleurs la guerre, il ne savoit plus se passer des subsides que lui payoient les puissances maritimes; et ces puissances, d'accord avec l'empereur, avoient alors résolu le siège de Toulon, dont le port faisoit ombrage aux Anglois. Le duc de Savoie fut chargé, avec le prince Eugène, d'attaquer cette place par terre; tandis que les Anglois seconderoient cette attaque par mer avec une escadre de quarante-huit vaisseaux. Les alliés espéroient que l'armée françoise retirée d'Italie, effrayée et ruinée, n'opposeroit aucune résistance; ils supposoient qu'aucun préparatif de défense n'avoit été fait dans

la Provence ; ils comptoient enfin sur l'appui des camisards du Languedoc et du Dauphiné qui, bien que domptés par les armes, n'étoient pas réconciliés avec l'autorité qui les persécutoit. Il étoit donc vraisemblable que la France alloit être envahie par ses frontières du midi, que Marseille succomberoit après Toulon ; que la perte de la Provence entraîneroit celle du Dauphiné. Mais les ennemis n'apportèrent dans leurs opérations ni la diligence, ni les précautions, ni le concert qu'on devoit attendre du grand général qui les dirigeoit. On eut le tems d'envoyer des secours au maréchal de Tessé, qui commandoit dans les Alpes. Le pays par où les alliés pénétroient est sec, stérile, hérissé de montagnes ; les vivres y étoient rares, la retraite difficile. Les maladies qui désolèrent leur armée, vinrent encore en aide à Louis XIV. Enfin, le siège de Toulon, commencé le 30 juillet, fut levé le 21 août 1707, et ne coûta pas moins de dix mille hommes aux alliés.

Dans le même tems, des succès moins espérés encore avoient été obtenus en Espagne. Après le désastre de Philippe V à Barcelone, Louis XIV avoit pu croire que la couronne de son petit-fils étoit perdue. Le meilleur arsenal de l'Espagne, celui de Carthagène, avoit été livré à l'archiduc d'Autriche ; l'Aragon tout entier s'étoit révolté, et si le prince autrichien n'avoit pas opposé aux instances de Péterborough, puis de Stanhope, une

indolence et une obstination invincibles, il seroit arrivé sans difficulté par le royaume de Valence à Madrid. La reine s'étoit déjà retirée à Burgos, suivie de la princesse des Ursins, sa favorite et la véritable souveraine d'Espagne; le roi étoit à l'armée de Berwick, à Sopenan, d'où il couvroit la vieille Castille.

Berwick, fils naturel de Jacques II, étoit peut-être alors le plus habile général qui restât à la France. Lord Péterborough qui avoit au plus haut degré le génie de la guerre, l'audace du partisan et la générosité du chevalier, n'avoit pas pu tenir à la petite cour de l'archiduc, divisée par mille intrigues, et l'avoit abandonnée pour passer en Piémont. Au commencement de 1707, l'archiduc, à son tour, quitta son armée, dont il laissoit le commandement à Galloway et à Das Minas, général portugais. Ceux-ci qui avoient reçu des renforts d'Angleterre, entrèrent en campagne au mois d'avril, et rencontrèrent le duc de Berwick, le 25, dans les plaines d'Almanza. L'armée alliée ne comptoit pas plus de dix-huit mille hommes, celle de Berwick montoit peut-être à vingt-cinq mille; mais elle comprenoit beaucoup de recrues espagnoles, qui n'avoient encore aucune habitude des armes. Néanmoins, tous combattirent avec acharnement, et les deux généraux des alliés ayant été blessés dans l'action, la déroute fut bientôt complète dans leurs rangs. Quatre mille tués, huit

mille prisonniers, tous les bagages de l'ennemi, toute leur artillerie, cent vingt drapeaux pris, attestèrent l'importance de la victoire de Berwick ; elle apparut plus encore lorsqu'on vit Valence ouvrir ses portes aux troupes de Philippe V, et l'Aragon soumis un mois après par le duc d'Orléans.

Dans la campagne de 1707 , Villars qui commandoit sur le Rhin , s'empara des lignes de Stolhoffen, que le prince de Bade avoit fait construire dès l'an 1703 pour couvrir sa principauté et sa belle résidence de Rastadt. La prise de ces lignes qui s'étendoient le long du Rhin , depuis Philipsbourg jusqu'à Stolhoffen , ouvroit aux François le chemin de l'Allemagne, aussi bien qu'auroit pu le faire une grande bataille gagnée ; mais la situation de la France ne lui permettant plus d'aventurer ses armées loin de ses frontières , Villars dut se contenter de prélever sur le Wurtemberg, sur les électeurs Palatin et de Mayence d'énormes contributions de guerre.

Malborough et Vendôme en Flandres s'observèrent sans combattre durant cette même campagne , mais Eugène ayant rejoint le général anglais , en 1708 , ils attaquèrent le 11 juillet , devant Oudenarde , le duc de Vendôme qui commandoit l'armée françoise sous le duc de Bourgogne. Vainqueurs encore une fois , les alliés s'emparèrent des lignes d'Ypres , des passages de la Lys à Comines et à Warneton ; ils pénétrèrent jusque dans l'Ar-

tois qui leur paya trois millions cinq cent mille livres de contributions de guerre ; ils se décidèrent enfin à étendre leurs conquêtes au-delà des Pays-Bas espagnols et à assiéger Lille qui , bravement défendue par le maréchal de Boufflers, capitula néanmoins le 22 octobre. La perte de cette place importante , après les autres revers de la campagne , causa dans toute la France une fermentation si grande , que les généraux n'osèrent l'affronter à leur retour. Les ducs de Bourgogne et de Berry ne voulurent point être vus à Paris , en revenant à Versailles , et le duc de Vendôme alla s'enfermer dans son château d'Anet.

Cependant la vieillesse de Louis XIV devoit être encore éprouvée par un dernier revers dans la campagne suivante. Villars qui avoit été renvoyé en Flandre ne pouvoit opposer à l'armée des alliés forte de cent dix mille hommes que soixante mille soldats réduits à un état déplorable , sans habits , sans armes , presque sans pain. Eugène et Malborough ayant reconnu sa position entre Lens et les marais de Hulluch , la jugèrent pourtant trop forte pour l'attaquer , et allèrent investir Tournai qui se rendit le 5 septembre 1709. Pendant ce tems Villars avoit reçu quelques renforts , et dans la nuit du 8 au 9 septembre , il s'avança pour gagner la chaussée de Bavay , et occuper la trouée d'Aulnoy et de Malplaquet. Sa position derrière les abatis d'arbres et les retranchements qui la protégeoient ,

offroit un front redoutable. Elle couvroit aussi Mons que les alliés avoient le projet d'attaquer. Les généraux hollandois, et Malborough lui-même, hésitoient à livrer la bataille; ce fut l'insistance du prince Eugène qui les entraîna.

Pendant la journée du 10 septembre 1709, les deux armées se canonnèrent jusqu'à la nuit à demi-portée de canon; mais l'action ne fut sérieusement engagée que le lendemain. Les deux ailes françoises, attaquées avec vigueur, maintinrent ou recouvrèrent l'avantage jusqu'à la fin de la journée; le centre, au contraire, plia, lorsque Sterkemberg, qui commandoit quatre régiments d'Alsace, fut tué. Malheureusement, Villars fut blessé dans ce moment, d'un coup de fusil qui lui cassa le genou, et l'excès de la douleur lui causa une défaillance qui dura jusqu'à ce qu'il eût été transporté sans connoissance au Quesnoy. Albergotti fut aussi blessé et mis hors de combat, Chemerault et Palavicini furent tués, et il ne se trouva plus personne pour commander à l'aile droite un mouvement qui auroit encore dégagé le centre. Le maréchal de Boufflers qui commandoit au centre se décida alors à la retraite; elle se fit sur Valenciennes et le Quesnoy, mais avec un ordre parfait, sans perte de prisonniers ni de drapeaux, sans que les alliés sussent jusqu'au lendemain qu'ils avoient gagné la bataille. Elle leur avoit coûté, en effet, un nombre immense de soldats. Les troupes mercenaires à

la solde de l'Angleterre et de la Hollande avoient été sacrifiées à l'attaque des retranchements françois; on assuroit qu'ils avoient eu vingt-deux mille hommes tués, et les François huit mille seulement.

Toutefois la bataille de Malplaquet fut célébrée par les alliés comme une victoire éclatante, et la prise de Mons, après vingt-six jours de siège, la releva encore. De leur côté, les François s'applaudirent d'avoir fait preuve de tant de discipline et de bravoure dans une campagne où l'on avoit prétendu qu'ils n'oseroient même pas se montrer. Ils n'avoient pas lieu de s'affliger, d'ailleurs, de ce qui se passoit sur les autres théâtres de la guerre: le maréchal d'Harcourt avoit été chargé de tenir tête sur le Rhin à l'électeur de Hanovre, et l'un de ses lieutenants, le comte Dubourg, ayant défait le 26 août le comte de Mercy, près du bois de la Hart, l'armée françoise s'avança dans le margraviat de Bade, et vécut jusqu'à la fin de la campagne aux dépens de l'Empire. En Savoie, il ne se fit rien d'important; en Espagne enfin, Galloway qui commandoit l'armée angloise du côté du Portugal fut battu le 7 mai à la Gudiña, par le marquis de Bony.

Ainsi cette campagne si redoutable, et pour laquelle la France sembloit si mal préparée, se terminoit sans que de sérieux désastres eussent aggravé la situation du royaume. Louis XIV en pro-



fit pour solliciter de nouvelles conférences qui s'ouvrirent au château de Gertruydenberg, près de Bréda. Les plénipotentiaires, le maréchal d'Uxelles, homme froid et taciturne, et l'abbé, depuis cardinal de Polignac, l'un des plus beaux esprits de son siècle, furent chargés de porter aux alliés les prières du vieux monarque. Ceux-ci envoyoient à Gertruydenberg des commissaires qui écoutoient les offres des ambassadeurs françois, et les rapportoient au prince Eugène, au duc de Malborough, au comte de Zinzendorf, ministre de l'empereur, réunis à la Haye. Ces offres étoient toujours reçues avec mépris. Les envoyés de Louis XIV s'humilièrent jusqu'à promettre que le roi donneroit de l'argent pour détrôner Philippe V, et ils ne furent point entendus. On exigea, pour préliminaire, que Louis s'engageât seul à chasser d'Espagne son petit-fils par la voie des armes. Ces prétentions absurdes, beaucoup plus outrageantes qu'un refus, étoient inspirées par de nouveaux succès.

Le 25 juin 1710, les alliés s'étoient emparés de Douai. Béthune, Aire, Saint-Venant furent aussi réduits à capituler, et presque dans le même tems, le 20 août 1710, l'armée de l'archiduc, commandée en Espagne par Gui de Staremberg et par Stanhope, remporta près de Saragosse une victoire complète sur l'armée qui formoit le dernier espoir de Philippe V. L'Espagne sembloit encore une fois perdue ; l'archiduc Charles étoit entré dans Madrid,

que Philippe avoit abandonné le 9 septembre ; l'armée portugaise s'apprétoit à rejoindre celle des alliés, et les Espagnols cherchoient en vain un capitaine à opposer à Stanhope et à Starenberg, qu'on regardoit comme un autre Eugène. Déjà, il est vrai, et avant la défaite de Saragosse, Philippe avoit prié son grand-père de lui envoyer le duc de Vendôme, avec lequel il avoit fait sa première campagne d'Italie, et dont la gaieté, la franchise, la libéralité avoient séduit le monarque espagnol. Vendôme, que ses insinuations contre le duc de Bourgogne, après l'échec d'Oudenarde, avoient rendu odieux à Louis XIV, vivoit alors dans la retraite à Anet. Tant que le roi conserva quelque espérance de mener à bien les négociations entamées à Gertruydenberg, il refusa de laisser partir aucun de ses généraux pour l'Espagne ; mais lorsqu'il vit qu'on faisoit de son déshonneur la première condition de la paix, non seulement il permit à Vendôme d'aller commander les armées de Philippe V ; il voulut aussi que le duc de Noailles, à la tête de toutes les troupes que Berwick pourroit lui envoyer des Alpes, partît de Perpignan pour le seconder.

Dès que Vendôme eut mis le pied en Espagne, il lui arriva ce qui étoit autrefois arrivé à du Guesclin. Les volontaires accoururent en foule sous ses drapeaux. Il n'avoit point d'argent : les communautés des villes, des villages et des couvents lui en donnèrent. Un esprit d'enthousiasme saisit la nation.

Les débris de l'armée de Saragosse se rejoignirent sous lui à Valladolid ; la Castille surtout s'empressa de fournir des recrues. Vendôme, sans laisser ralentir un instant cette ardeur, poursuivit les alliés, ramena le roi à Madrid, obligea l'ennemi de se retirer vers le Portugal, passa à la nage la rivière de Hénarès, fit prisonnier, le 9 décembre, dans Brihuega, Stanhope avec cinq mille Anglois, atteignit le général Staremborg le lendemain, et lui livra la bataille de Villaviciosa. Philippe V, qui n'avoit pas encore combattu avec ses autres généraux, animé par le duc de Vendôme, se mit à la tête de l'aile droite, et contribua, par sa bravoure, au gain de la bataille. Staremborg, dans sa fuite, passa par Saragosse ; mais il reconnut l'impossibilité de s'y maintenir, et repartit pour Barcelone, où il arriva dans le mois de février 1711, avec sept mille hommes à peine. Dans le même tems le duc de Noailles avoit attaqué, avec l'armée françoise, l'importante place de Gironne, qui se rendit à lui le 25 janvier. Balaguer ouvrit ses portes aux troupes de Philippe ; de sorte qu'en moins de quatre mois, le duc de Vendôme, qui étoit arrivé en Espagne quand tout étoit désespéré, rétablit tout, et affermit pour jamais la couronne sur la tête de Philippe et des Bourbons.

Tandis que cette révolution éclatante étonnoit les alliés, une autre plus sourde et non moins décisive se préparoit en Angleterre. La duchesse de Mal-

borough gouvernoit la reine Anne, et le duc gouvernoit l'État. Il avoit en ses mains les finances par le grand-trésorier Godolphin, beau-père d'une de ses filles. Sunderland, secrétaire-d'État, son gendre, lui soumettoit le cabinet. Toute la maison de la reine, où commandoit sa femme, étoit à ses ordres; il étoit maître de l'armée dont il donnoit tous les emplois. Mais dans des liaisons de la nature de celles qui unissoient la reine Anne et la duchesse de Malborough, on doit toujours compter sur le caprice et la lassitude; la reine se fatigua d'être gouvernée avec hauteur, de sentir trop vivement le poids du joug qu'elle supportoit. « Comme il lui falloit une  
 « favorite, dit Voltaire, elle se tourna du côté de  
 « lady Masham, sa dame d'atours. Les jalousies de  
 « la duchesse éclatèrent. Quelques paires de gants  
 « d'une façon singulière qu'elle refusa à la reine,  
 « une jatte d'eau qu'elle laissa tomber en sa présence, par une méprise affectée, sur la robe de  
 « madame Masham, changèrent la face de l'Europe. Les esprits s'aigriront. Le frère de la nouvelle favorite demanda au duc un régiment. Le  
 « duc le refusa, et la reine le donna. Les tories saisirent cette conjoncture pour tirer la reine de cet  
 « esclavage domestique, pour abaisser la puissance  
 « du duc de Malborough, changer le ministère et  
 « faire la paix. » Cette révolution de cour fut suivie d'une nouvelle non moins importante et également inattendue. L'empereur Joseph I<sup>er</sup>, qui avoit suc-

cédé à son père Léopold en 1705, étoit mort à Vienne de la petite vérole, le 17 avril 1711, dans sa trente-troisième année, appelant par son testament son frère, ce même archiduc Charles qui se disoit roi d'Espagne, à l'héritage de tous les États de la maison d'Autriche. Il sembloit impossible que la grande alliance voulût poursuivre sa lutte contre la France, non plus pour rétablir l'équilibre de l'Europe, mais pour le renverser. Toutefois les jours heureux de Louis XIV étoient désormais comptés, et au moment où les affaires de la politique sembloient promettre quelque repos à la France, les plus cruelles calamités domestiques vinrent accabler la vieillesse du roi.

Le dauphin, qu'on appeloit aussi Monseigneur, fut le premier qui succomba à cette sorte d'épidémie qui, dans le cours des années 1711 et 1712, frappa sans pitié la maison royale, et faillit atteindre jusqu'au dernier de la race de Louis XIV. Monseigneur mourut de la petite vérole le 13 avril 1711, dans sa cinquantième année. « C'étoit, dit Saint-Simon, un homme sans vice ni vertu, sans lumières ni connoissances quelconques, radicalement incapable d'en acquérir, très-paresseux, sans imagination ni production, sans goût, sans choix, sans discernement, né pour l'ennui qu'il communiquoit aux autres, et pour être une boule roulant au hasard par l'impulsion d'autrui; absorbé dans sa graisse et dans ses ténèbres, et qui,

« sans aucune volonté de mal faire, eût été un roi  
 « pernicieux. » Le pays, qui jugeoit le dauphin  
 comme le fait Saint-Simon, regretta peu le futur  
 héritier du trône, « et le roi lui-même, qui étoit,  
 « poursuit le même écrivain, si tendre aux larmes,  
 « si facile à s'affliger, fut promptement rétabli  
 « en sa situation naturelle. » Mais de plus cruelles  
 épreuves étoient réservées à Louis XIV. La duchesse  
 de Bourgogne, cette princesse si chérie du roi, l'i-  
 dôle de madame de Maintenon, la joie de toute la  
 cour, fut enlevée le 12 février 1712, aux affections  
 qui l'entouroient et à l'amour du prince son mari,  
 que la douleur entraînoit six jours après au tom-  
 beau. « La France, dit Voltaire, attendoit de ce  
 « dernier, élève de Fénélon, un gouvernement tel  
 « que les sages de l'antiquité en imaginèrent. »  
 Ce qui est vrai, c'est que jamais prince n'arriva sur  
 les marches du trône avec autant de vertus et de  
 talents, avec une aussi ferme volonté de faire son  
 devoir, un travail aussi constant pour s'en instruire.  
 Le dauphin, duc de Bourgogne, la dauphine sa  
 femme, leur fils aîné, le duc de Bretagne, qui ne  
 leur survécut que quelques jours, furent portés  
 dans le même tombeau à Saint-Denis, au mois  
 d'avril 1712. Le duc de Berry, frère du duc de  
 Bourgogne, les suivit deux ans après : il ne resta  
 plus dans le palais désert de Versailles qu'un roi  
 presque octogénaire, et un enfant de deux ans, se-  
 cond fils du duc de Bourgogne.

Il paroît que les ressentiments de tant de malheurs pénétrèrent si vivement Louis XIV, qu'ils lui donnèrent, le reste de sa vie, des convulsions fréquentes. Mais il dévorait sa douleur en public, et on ne le vit point succomber un moment à ses afflictions. La mort du duc de Bourgogne n'étoit pas seulement une grande perte domestique, elle rendoit l'ouvrage de la paix générale plus difficile, puisqu'elle laissoit voir dans un avenir rapproché, la perspective d'une réunion des couronnes de France et d'Espagne. Cependant la reine Anne et ses nouveaux ministres ne retirèrent aucune des conditions de paix qu'ils avoient offertes à la France avant la mort du prince. L'Angleterre reconnoissoit Philippe V, comme roi d'Espagne et des Indes, pourvu qu'il renonçât à l'Italie et aux Pays-Bas, et qu'il donnât des garanties contre la réunion de l'Espagne à la France. Elle demandoit la démolition de Dunkerque, la cession de Gibraltar et de Port-Mahon, et de grands avantages commerciaux pour les Anglois en France, en Espagne et aux Indes. Quant aux autres nations, l'Angleterre réclamoit une barrière de places fortes pour chacune de celles qui confinoient à la France.

Les alliés reçurent avec indignation la nouvelle de ces premières négociations entamées par l'Angleterre. Ils qualifièrent d'odieuse trahison les efforts de la reine Anne pour rendre la paix à l'Europe; mais comme l'Angleterre, par ses subsides,

disposoit en réalité du sort de la grande alliance, elle ferma l'oreille aux clameurs de l'empereur et du roi de Prusse, et ouvrit à Utrecht, le 29 janvier 1712, de concert avec la France, un congrès où elle sut entraîner après elle la Hollande et la Savoie. Le prince Eugène qui avoit combattu de tout son crédit les négociations d'Utrecht, continuoît la guerre en Flandre. Il brûloit d'en venir à une action générale, soit pour rendre la position de la France plus mauvaise, s'il étoit vainqueur, soit pour profiter, en cas contraire, du ressentiment et de la vanité blessée des Anglois, et ranimer chez eux le parti de la guerre.

Après avoir réduit le Quesnoy à capituler le 3 juillet 1712, le prince Eugène vint mettre le siège devant Landrecies, comme s'il avoit voulu prouver à l'Europe qu'il étoit de force à poursuivre ses conquêtes sans le secours des Anglois. La prise de Landrecies auroit ouvert la Picardie et la Champagne aux incursions des alliés; aussi l'alarme fut-elle grande à Paris. Beaucoup de courtisans conseilloyent à Louis XIV de ne point attendre les ennemis dans une capitale tout ouverte, et de se retirer à Blois ou à Chambord; mais le roi, plus ferme qu'eux tous, écrivit à Villars de chercher le prince Eugène et de livrer bataille: s'il étoit vaincu, Louis, alors âgé de soixante et quatorze ans, déclaroit qu'il se porteroit à Péronne ou à Saint-Quentin pour y recueillir les débris de l'armée;



qu'il appelleroit à lui toute la noblesse de son royaume, et qu'il vaincroit ou périroit dans un dernier combat.

Eugène, quoique supérieur à Villars de plus de vingt mille hommes, n'avoit négligé aucune précaution pour couvrir le siège de Landrecies. Il avoit d'immenses magasins à Marchiennes sur la Scarpe, et les avoit liés avec son camp par une double ligne de fortifications de campagne. Mais dans toute cette guerre, des ouvrages de cette étendue furent constamment nuisibles à ceux qui les entreprirent. Villars, ou, si l'on doit en croire ses ennemis, le maréchal de Montesquieu, qui lui étoit associé, avoit reconnu un endroit foible dans ces lignes, auprès de Denain. Les François attirèrent sur l'autre extrémité l'attention d'Eugène par une fausse attaque de dragons. Dès que le camp de Denain eut été affoibli pour repousser les dragons, Villars, à la tête de la meilleure partie de son armée, attaqua ce poste, le 24 juillet 1712, à deux heures après-midi. Van-Kessel, général hollandois, autrefois secrétaire de Guillaume III et créé pair d'Angleterre sous le nom de lord Albemarle, défendoit Denain à la tête de dix-sept bataillons; il fut enfoncé et fait prisonnier avec deux princes de Nassau, le prince de Holstein, le prince d'Anhalt, et un grand nombre d'officiers. De tout ce corps, il ne se sauva pas quatre cents hommes. Les troupes du prince Eugène arrivoient à la file pour

reprendre les lignes de Denain; mais Villars, pour-  
suivant ses avantages, les mit en déroute les unes  
après les autres. Pendant l'action, il avoit fait  
masquer Marchiennes par le comte de Broglie; vain-  
queur, il se hâta d'assiéger ce grand dépôt de  
tous les magasins de l'armée des alliés. Il s'en em-  
para le 30 juillet, et tandis qu'Eugène levoit, le  
2 août, le siège de Landrecies, les François avoient  
repris partout l'offensive, grâce à l'artillerie et aux  
munitions qu'ils venoient de trouver dans Mar-  
chiennes. En peu de tems, ils furent maîtres de  
Douai, du Quesnoy, de Bouchain; le prince Eu-  
gène, affoibli de cinquante bataillons, laissoit  
entre nos mains vingt mille prisonniers.

La victoire de Denain qui succédoit à de longs  
revers, causa en France une joie qui touchoit à l'i-  
vresse, et ranima toutes les espérances d'une paix  
prochaine. Henri Saint-John que la reine Anne  
venoit de créer comte de Bolingbroke, avoit été en-  
voyé à Versailles pour suivre les négociations de  
cette paix. Bientôt Philippe V laissa voir aussi des  
dispositions plus conciliantes et plus résignées; la  
Hollande enfin, vivement émue de la victoire de  
Denain, n'osa plus séparer sa cause de celle de  
l'Angleterre, isoler complètement ses intérêts des  
siens. L'empereur seul persistoit à déclarer, par son  
ministre à la Haye, qu'il ne se départiroit jamais  
d'aucun de ses justes droits sur toute la monarchie  
d'Espagne; mais les plénipotentiaires des autres

puissances avoient retiré leur appui à cette prétention, et l'ambassadeur de l'empereur, M. de Zinzendorf, fut impuissant à empêcher la conclusion de la paix qui fut signée à Utrecht, le 11 avril 1713, entre les ministres de France, d'Angleterre, de Prusse, de Hollande, de Portugal et de Savoie.

Par son traité avec l'Angleterre, la France s'engageoit à reconnoître la succession à la couronne d'Angleterre dans la ligne protestante; à raser les fortifications et combler le port de Dunkerque, à céder à l'Angleterre la baie d'Hudson, l'Acadie, l'île de Saint-Christophe et celle de Terre-Neuve; elle confirmoit la renonciation réciproque des princes françois au trône d'Espagne, de Philippe V et de ses enfants au trône de France; elle fermoit enfin son territoire au prince de Galles, fils de Jacques II.

Par son traité avec la Hollande, la France remettoit les Pays-Bas espagnols aux Hollandois, qui devoient les rendre à l'Autriche lorsque la paix générale seroit conclue. Ces provinces avoient été cédées par la France à l'électeur de Bavière, son allié, en compensation des Etats qu'il avoit perdus à la suite de la bataille de Hochstett, et le domaine utile lui en étoit réservé, jusqu'à ce que l'empereur lui eût restitué la Bavière. Toutefois, des garnisons hollandoises étoient immédiatement admises dans les trois fortes places de Luxembourg, Namur et Charleroi qui étoient demeurées au duc

de Bavière. La France cédoit de même aux Hollandois , Menin , Furnes , Furnesambacht , Knoque , Dixmude , Loo , Ypres et Tournai ; mais elle reprenoit Lille , Aire , Béthune et Saint-Venant.

Le traité conclu avec Victor-Amédée lui abandonnoit les forts d'Exilles et de Fénestrelle et toutes les petites vallées que la France possédoit sur le versant oriental des Alpes ; il restituoit à ce prince la Savoie et le comté de Nice ; il sanctionnoit les concessions qui lui avoient été faites, par l'empereur, du Montferrat et de diverses parties du Milanois ; enfin , il reconnoissoit le duc de Savoie comme roi de Sicile , et comme appelé à la succession d'Espagne , en cas d'extinction de la famille de Philippe V.

Le traité avec le Portugal rétablissoit l'amitié entre les deux couronnes ; il n'y avoit , de part ni d'autre , ni restitutions ni cessions à faire.

Enfin , par son traité avec l'électeur de Brandebourg , la France le reconnoissoit comme roi de Prusse , prince de Neufchâtel et Valengin. Elle agréoit la cession qui lui avoit été faite par les alliés de la Haute-Gueldre , pour l'indemniser de la principauté d'Orange qui auroit dû lui revenir par héritage et qu'il abandonnoit à la France.

Dès le 27 mars , les conditions fondamentales de la paix entre l'Espagne et l'Angleterre avoient été également signées à Madrid. L'une de ces conditions portoit qu'il seroit détaché des Pays-Bas ,

dans le duché de Limbourg, une principauté de la valeur de trente mille écus de rente qui seroit érigée en souveraineté pour la princesse des Ursins ; mais les Hollandois ayant déclaré qu'ils ne pouvoient amener l'empereur pour lequel ils recevoient en dépôt les Pays-Bas, à consentir à cette souveraineté, l'obstination de la princesse des Ursins retarda, jusqu'au 13 juillet 1713, l'adhésion de l'Espagne aux conventions d'Utrecht. Par les traités qu'il conclut alors avec l'Angleterre, la Hollande, la Savoie et le Portugal, Philippe V cédoit aux Anglois, Gibraltar, Mahon, toute l'île de Minorque, et les honteux et coupables profits de l'*assiento* ; c'est-à-dire, du commerce des nègres dans toutes les colonies. Il cédoit au duc de Savoie la Sicile, avec le titre de roi, et il l'agréoit comme son successeur à la couronne d'Espagne, si sa propre famille venoit à s'éteindre. Il reconnoissoit l'indépendance du Portugal, et renonçoit à tout droit sur ce royaume ; il rendoit enfin aux Hollandois tous les avantages commerciaux dont ils avoient joui dans les états de la domination espagnole sous le règne de Charles II.

Pendant toute la durée des négociations, on s'étoit flatté que les plénipotentiaires de l'empereur, qui y prenoient part, signeroient aussi la paix à Utrecht. Mais c'étoit une ancienne politique de la maison d'Autriche de ne pas répondre, de ne pas terminer, d'avancer les prétentions les plus outrées,

et de compter non sur ses efforts, mais sur son inertie même pour les imposer de guerre lasse à ses alliés ou à ses ennemis. Le comte de Zinzendorf, son ambassadeur, ayant quitté Utrecht et publié un mémoire dans lequel il protestoit de nouveau contre les droits de Philippe V au trône d'Espagne, la guerre continua en Europe sur deux théâtres différents : le long du Rhin où la maison d'Autriche avoit concentré ses armées, et en Catalogne, où les habitants de Barcelone, dévoués à Charles VI, persistoient à se défendre contre toutes les forces de l'Espagne.

Les succès signalés que Villars, opposé à Eugène, obtint sur le Rhin, dans la campagne de 1713, triomphèrent enfin de l'entêtement de l'empereur. Les deux généraux choisis tous deux comme plénipotentiaires, signèrent la paix à Rastadt, le 6 mars 1714. Charles VI acceptoit, par ce traité, les conditions qui lui avoient été réservées par celui d'Utrecht. Le Rhin fut de nouveau, comme avant la guerre, la barrière entre la France et l'Empire; Louis XIV restitua Fribourg, dernière conquête de Villars, et rasa les postes fortifiés qu'il avoit au-delà du Rhin; il conserva, au contraire, Landau avec ses fortifications. Il reconnut la souveraineté de la maison d'Autriche sur les Pays-Bas, ci-devant espagnols, sur le Milanois, le royaume de Naples, sur la Sardaigne et l'état des Présidii de Toscane, qui tous faisoient partie de la succession de

Charles II ; il obtint, en retour, que ses alliés, les électeurs de Bavière et de Cologne, fussent rétablis dans tous leurs États, droits et prérogatives. Le corps germanique accéda, par un nouveau traité signé à Baden en Suisse, le 7 juin 1714, aux engagements que l'empereur avoit pris en son nom.

Ainsi se dénoua, après plus de soixante-dix ans, cette longue et cruelle lutte qui avoit tellement épuisé la nation, que, hors des champs de bataille, il semble que la vie soit partout absente en France, dans les dernières années du règne de Louis XIV. On seroit avide d'assister, avec les écrivains contemporains, aux efforts d'un grand peuple qui, pour sauver son indépendance, prodiguoit tout ce qui lui restoit de sang et de richesses, et qui, déjà réduit à l'agonie, puisoit dans son désespoir même des élans de suprême énergie. Mais l'on diroit que la France, absorbée par ses souffrances, n'avoit plus l'activité de pensée suffisante pour s'observer elle-même. Le royaume entier étoit comme la chambre d'un mourant, où tant de maux sont ensevelis dans l'obscurité et le silence, où rarement une plainte, un mouvement marquent l'intensité de la douleur, où les jours s'écoulent uniformes, si longs à passer, si courts dans le souvenir.

La disposition triste, morose du roi avoit sans doute une grande part à ce silence universel. Les illusions de gloire du monarque s'étoient dissipées. Il se reprochoit d'avoir trop aimé la guerre ; d'a-

voir ruiné ses finances, provoqué les misères effroyables qui pesoient sur le peuple, et le sentiment d'amertume qu'excitoit en lui le spectacle des malheurs publics étoit rendu plus vif encore par les coups redoublés qui l'atteignoient dans ses affections domestiques. Lorsque le troisième de ses petits-fils, le duc de Berry, fut mort presque subitement à Marly, le 4 mai 1714, Louis, frappé de tant de calamités, « et forcé, nous dit-il, de prévoir le cas où Dieu, dans sa colère, voudroit enlever à la France tout ce qui lui restoit de princes légitimes de l'auguste maison de Bourbon, » déclara, par un édit enregistré au parlement, le 2 août 1714, que ses enfants légitimés, M. le duc du Maine et ses enfants mâles, M. le comte de Toulouse et ses enfants mâles, et leurs descendants à perpétuité, nés en légitime mariage, « étoient capables de succéder à la couronne, dans le cas seulement qu'il ne restât aucun prince légitime de la maison royale. »

Cet édit en faveur des bâtards, dont Saint-Simon ne parle qu'avec la plus violente indignation, comme d'un outrage fait au sang royal et à toute la noblesse de France, étoit en définitive le plus sage que le roi pût rendre. Dans l'état de l'opinion en France à cette époque, la prudence faisoit un devoir à Louis XIV de ne point laisser aux factions le droit de disposer de la succession au trône; ce fut le même sentiment qui le détermina à régler par son testa-



ment la régence du royaume. Le 29 août 1714, il appela dans son cabinet à Versailles le premier président et le procureur-général du parlement, et leur remit un grand paquet cacheté de sept cachets, en leur disant : « Messieurs, c'est mon testament, « il n'y a qui que ce soit que moi qui sache ce qu'il « contient. Je vous le remets pour le garder au « parlement, à qui je ne puis donner un plus grand « témoignage de mon estime et de ma confiance « que de l'en rendre dépositaire. » Le testament fut déposé dans une niche pratiquée dans la muraille d'une tour du palais, et fermée d'une porte de fer. Le duc d'Orléans, qui pensoit bien que sa condition future étoit fixée et sans doute limitée par ce testament, se contenta dans un respectueux silence.

Les doutes qui pouvoient s'élever dans une succession contestée, les dangers attachés à l'interruption de l'ordre héréditaire, sembloient, à ce moment, se représenter de toutes parts en Europe et occupoient tous les esprits. Il y avoit à peine un peuple qui n'eût éprouvé, pendant les douze dernières années, le contre-coup de la guerre provoquée par l'extinction de la race de Charles II, et comme l'empereur Charles VI n'avoit que des filles, l'on prévoyoit déjà des troubles de même nature lorsque s'ouvriroit la succession d'Autriche : les deux maisons de Farnèse et de Médicis avoient également perdu toute espérance de se perpétuer, enfin la

transmission de la couronne britannique à une nouvelle race, et contre l'ordre de succession, venoit d'être proclamée par les représentants de la nation. La reine Anne étoit morte le 12 août 1714, et le nouveau roi, Georges I<sup>er</sup>, électeur de Hanovre, arrivoit au trône d'Angleterre avec tous les préjugés des Allemands, un dévouement aveugle à l'empereur, une haine décidée contre la France. Quoiqu'il n'eût pas plus de goût que les Stuarts pour la liberté, il se jeta sans réserve entre les bras du parti whig, auquel il devoit sa couronne, et fit commencer des poursuites contre le dernier ministère de la reine Anne, qu'il accusoit d'avoir trahi l'Angleterre, en sauvant la France. L'arrivée de George I<sup>er</sup> au pouvoir quelques mois plus tôt auroit rendu la paix impossible. Le parti whig vouloit démembrer la France, lui enlever ses places fortes, ses provinces les plus belliqueuses, et malgré les solennelles conventions d'Utrecht, il prétendoit à remanier de nouveau l'Europe, à reprendre l'Espagne et les Indes pour les donner à l'empereur. Fort heureusement les factions violentes qui éclatèrent à l'avènement de Georges I<sup>er</sup> ne lui permirent point de renouveler la guerre.

Cependant la santé du roi, si robuste jusqu'alors, s'étoit sensiblement affoiblie; mais comme il agissoit à son ordinaire, comme il apportoit toujours la même vigueur au travail ou à la chasse, on ne data sa maladie, qu'on nomma d'abord une scia-

tique, que du 11 août 1715. La veille encore, il s'étoit tenu debout pendant toute l'audience de congé qu'il avoit donnée à un ambassadeur de Perse. Le 25 août il se réveilla sur les sept heures du soir avec un pouls fort mauvais, et une absence d'esprit qui effraya les médecins. Louis XIV reconnut aussitôt lui-même les symptômes de la mort qui s'approchoit. Il donna dès-lors ordre à tout, comme un homme qui n'a plus que peu d'heures à vivre ; avant huit heures, il reçut le viatique des mains du cardinal de Rohan, grand-aumônier de France ; puis il ajouta de sa main un codicille à son testament. Le maréchal de Villeroi, son compagnon d'enfance, le duc d'Orléans, le duc du Maine et le comte de Toulouse, appelés tour-à-tour auprès de lui, se retirèrent les larmes aux yeux de cet entretien.

Après leur départ, les chirurgiens qui pansoient le roi, remarquèrent aux jambes des taches de gangrène. Le lendemain 26, à midi, Louis se fit amener le dauphin par la duchesse de Ventadour, sa gouvernante. « Mon enfant, lui  
« dit-il, vous allez être un grand roi ; mais tout  
« votre bonheur dépendra d'être soumis à Dieu,  
« et du soin que vous aurez de soulager vos peuples, ce que je suis assez malheureux de n'avoir  
« pu faire. Ne m'imitiez pas dans le goût que  
« j'ai eu pour les bâtimens, ni dans celui que  
« j'ai eu pour la guerre : c'est la ruine des peuples.

« ples; j'ai souvent entrepris la guerre trop légèrement, et l'ai soutenue par vanité. » Puis il embrassa le jeune prince et lui donna sa bénédiction. Il fit ensuite approcher de son lit tous ses officiers, et, leur parlant à haute voix, il les remercia de leurs services. Le reste de ses heures fut consacré à des exercices de religion avec madame de Maintenon ou avec le P. Tellier, son confesseur. Il s'affoiblissoit cependant, la gangrène gagnoit; mais la lutte fut plus longue qu'on ne l'avoit pensé. Dans la soirée du 31 août, on l'entendit encore joindre sa voix à celle des prêtres qui disoient sur lui les prières des agonisants; le lendemain dimanche, 4<sup>er</sup> septembre 1715, à huit heures du matin, il expira, sans aucun effort, comme une lampe qui s'éteint. Il s'en falloit de quatre jours seulement qu'il eût accompli soixante-dix-sept ans. Il en avoit régné soixante-douze.

---

---

SECTION DEUXIÈME.

Minorité de Louis XV. — Régence du duc d'Orléans. —  
1715 — 1723.

---

Quelle que soit l'opinion qu'on se fasse de la politique de Louis XIV et du rang qui lui appartient définitivement dans l'histoire, on ne sauroit se défendre d'un profond respect pour ce vieux roi désabusé, luttant avec grandeur contre l'adversité, soutenant par sa seule énergie la monarchie défaillante. Cependant, il faut le dire, les efforts de Louis XIV pour voiler la détresse générale du royaume ne pouvoient plus faire illusion longtemps. Toutes les ressources des finances étoient épuisées; le trésor royal ne renfermoit que sept à huit cent mille livres, et la dépense courante étoit estimée à cent quarante-six millions. Il étoit dû, pour solder intégralement les dépenses des années précédentes, trois cent soixante-neuf millions; les

billets de l'extraordinaire, ceux de la marine et des autres effets immédiatement exigibles passaient trois cent soixante-dix millions. On avoit consommé par anticipation plus de la moitié des revenus des années 1715, 1716, 1717; et bien que l'on n'eût que les notions les plus vagues sur l'ensemble des dettes, l'on n'exagéroit point en les portant à trois milliards.

La misère du peuple étoit plus grande encore que celle du fisc. Plusieurs manufactures avoient été exilées par la révocation de l'édit de Nantes; partout les champs demeuroient en friche, le commerce étoit détruit. Il restoit bien quelque activité à Paris, mais la vie s'étoit complètement retirée des provinces. Pour la masse des François, satisfaire sa faim étoit le but presque unique de l'existence. Dans cette lutte dégradante contre la misère, tout orgueil national, tout amour de l'indépendance, tout souvenir des grandes actions, tout sentiment élevé s'éteignent. On ne trouvoit plus chez ces hommes qui avoient tant souffert, qu'une haine impatiente de l'ordre présent, un ardent désir d'en voir la fin; aussi l'annonce de la mort du roi fut-elle accueillie en France par une explosion de joie.

« Paris, dit Saint-Simon, las d'une dépendance  
 « qui avoit tout assujetti, respira dans l'espoir de  
 « quelque liberté, et dans la joie de voir finir l'autorité de tant de gens qui en abusoient. Les provinces au désespoir de leur ruine et de leur

« anéantissement , respirèrent et tressaillirent de  
« joie ; et les parlements et toute espèce de judi-  
« cature anéantie par les édits et par les évoca-  
« tions, se flattèrent, les premiers de figurer, les  
« autres de se trouver affranchis. Le peuple, ruiné,  
« accablé, désespéré, rendit grâces à Dieu avec un  
« éclat scandaleux d'une délivrance dont ses plus  
« ardents desirs ne doutoient plus. »

Un enfant, né le 15 février 1710, qui, par conséquent, n'étoit âgé que de cinq ans six mois et trois jours, au moment où, sous le nom de Louis XV, il succédoit à son bisaïeul, étoit désormais le seul héritier de cette puissance absolue que Louis XIV, pendant tout son long règne, s'étoit efforcé de concentrer en sa personne. Le grand roi avoit constitué le despotisme, mais après lui le despote manquoit. C'étoit le vrai commencement de la révolution qui devoit s'accomplir au bout du siècle : le gouvernement royal s'étoit isolé ; il avoit comprimé autour de lui toute vigueur et toute volonté ; son autorité seule subsistoit, et pouvoit devenir encore un instrument redoutable entre des mains habiles ; mais jusqu'à la chute des Bourbons, on chercha vainement un personnage capable de remplir le trône que décoroit une foible image, en attendant un homme.

Ainsi qu'on a eu occasion de le remarquer déjà, il n'existoit, depuis le commencement de la monarchie, aucune loi, aucun usage constant, qui réglât, pour le cas de minorité, l'établissement des régences.

Philippe I<sup>er</sup> avoit été mis sous la tutelle de Baudoin, comte de Flandre, son beau-frère; Philippe II, sous celle d'un autre comte de Flandre, le premier baron de son royaume. Louis IX commença son règne sous la régence de sa mère; mais son oncle Philippe Hurepel prétendoit aussi des droits à cette dignité. Pendant le déplorable règne de Charles VI, ses trois oncles paternels et un oncle maternel avoient tour-à-tour exercé la régence en commun, ou se l'étoient disputée par les armes : Charles VIII avoit été gouverné par sa sœur; les derniers Valois, et les Bourbons par leur mère; mais les princes du sang avoient toujours contesté le droit des régentes, et c'étoient, en définitive, la brigue, la ruse ou la violence qui, à défaut de loi ou d'usage, avoient chaque fois déféré l'autorité.

Si la duchesse de Bourgogne, mère du jeune roi, n'avoit pas été prématurément ravie à la tendre affection de Louis XIV, il lui auroit sans doute confié la régence, pendant la minorité de son fils. A défaut de cette princesse, il fit choix de Philippe, duc d'Orléans, son neveu et son gendre, qui, né le 2 août 1674, étoit alors âgé de plus de quarante ans. Le duc d'Orléans avoit montré, à la guerre, une valeur brillante; il séduisoit par son esprit et ses connoissances étendues, par la grâce et la noblesse de ses manières; mais son caractère foible, le mépris qu'il professoit pour la morale et pour la vertu, et par-dessus tout les monstrueux excès de



ses débauches, étoient bien faits pour inquiéter la conscience de Louis XIV; lorsqu'il régloit, par son testament, l'administration future du royaume. Aussi le vieux roi prit-il à tâche de limiter autant qu'il put l'autorité du futur régent, ou plutôt du futur chef du conseil de régence. Il lui adjoignoit, en effet, un conseil de quatorze personnes, qui devoient décider de tout avec lui à la majorité des suffrages, et qui se composoit du duc de Bourbon, arrière-petit-fils du grand Condé, du duc du Maine et du comte de Toulouse, du chancelier, des cinq maréchaux de France, de Villeroi, Villars, Uxelles, Tallard et d'Harcourt; des quatre secrétaires-d'État et du contrôleur-général. La tutelle et la garde du roi étoient aussi confiées au conseil de régence; mais le duc du Maine étoit particulièrement chargé, sous son autorité, de veiller à la sûreté, conservation et éducation du jeune prince. Le maréchal de Villeroi étoit nommé son gouverneur; un autre codicille désignoit l'abbé de Fleury, ancien évêque de Fréjus, pour précepteur du roi, et le père Tellier pour son confesseur.

Dès le lendemain de la mort de Louis XIV, le 2 septembre, le duc d'Orléans, les princes légitimes et les princes légitimés, les grands officiers de la couronne et les pairs se présentèrent au parlement sans le jeune roi, pour retirer le testament de la cachette où il étoit déposé, et en requérir la lecture publique. Un conseiller fit cette lecture d'une voix

basse et rapide, et personne ne daigna l'écouter. Aussitôt les jeunes gens des enquêtes, sans permettre qu'on recueillît les voix dans la forme accoutumée, saluèrent, par une impétueuse acclamation, le duc d'Orléans comme régent du royaume, en vertu des lois et de sa naissance. Le duc, qui se sentoit appuyé par le corps auquel il s'adressoit, et qui étoit, d'ailleurs, naturellement éloquent, prit la parole, « et passant, dit Saint-Simon, les yeux sur  
 « toute la séance, se découvrit, se recouvrit, et dit  
 « un mot de louange et de regret du feu roi. Élevant après la voix davantage, il déclara qu'il  
 « n'avoit qu'à approuver tout ce qui regardoit  
 « l'éducation du roi quant aux personnes.....  
 « qu'à l'égard des dispositions qui regardoient le  
 « gouvernement de l'État, il avoit peine à les concilier avec ce que le roi lui avoit dit dans les  
 « derniers jours de sa vie, et avec les assurances  
 « qu'il lui avoit données publiquement, qu'il ne  
 « trouveroit rien dans ces dispositions dont il pût  
 « n'être pas content.....; qu'il falloit qu'il n'eût  
 « pas compris la force de ce qu'on lui avoit fait faire  
 « (regardant du côté du duc du Maine), puisque  
 « le conseil de régence se trouvoit choisi, et son  
 « autorité tellement établie par le testament, qu'il  
 « ne lui en resteroit plus aucune à lui : que ce  
 « préjudice fait au droit de sa naissance, à son  
 « attachement pour la personne du roi, à son  
 « amour et à sa fidélité pour l'État, étoit de nature

« à ne pouvoir être souffert avec la conservation  
« de son honneur , et qu'il espéroit assez de l'es-  
« time de tout ce qui étoit là présent pour se per-  
« suader que sa régence seroit déclarée telle qu'elle  
« devoit l'être, c'est-à-dire entière, indépendante,  
« et le choix du conseil de régence à sa disposition,  
« parce qu'il ne pouvoit discuter les affaires qu'a-  
« vec des personnes qui étant approuvées du pu-  
« blic, pussent aussi avoir sa confiance. » Congé-  
diant ensuite le parlement, le duc d'Orléans ajouta  
que pour profiter des lumières et de la sagesse de  
la compagnie, il lui rendoit, dès maintenant, l'an-  
cienne liberté des remontrances.

L'applaudissement éclatant et général qui suivit  
cette allocution montra avec quelle impudeur le  
parlement se laissoit acheter. L'abrogation du tes-  
tament et du codicille de Louis XIV fut prononcée  
par acclamation, et c'étoit l'assemblée même dé-  
positaire, disoit-elle, des libertés nationales, qui an-  
nuloit la volonté du feu roi, pour investir du pou-  
voir absolu un prince qui n'avoit inspiré d'estime  
à personne.

Au reste, le duc d'Orléans arrivoit au pouvoir  
avec de bonnes intentions, et tous ses premiers actes  
rencontrèrent l'assentiment public. La pénurie du  
trésor lui imposoit la plus stricte économie, il or-  
donna de grandes réformes dans la maison du roi ;  
une multitude de prisonniers languissoient dans  
les cachots , accusés de jansénisme et comme re-

poussant la bulle *unigenitus*, ils furent mis en liberté; une autre mesure par laquelle le régent substituoit aux ministères des conseils institués pour chaque département, reçut aussi un excellent accueil.

Cette création de divers conseils pour remplacer les ministères, étoit cependant une faute grave. L'expérience a toujours montré qu'en multipliant les hommes appelés à prendre une détermination, on diminue pour chacun la responsabilité, et souvent l'attention, l'étude et la force de volonté; que plus de têtes ne donnent pas plus de lumières, et que surtout, lorsqu'il importe d'exécuter, les conseils ralentissent et entravent l'action. Le régent se soucioit peu de ces considérations. Il tenoit à distribuer beaucoup de places, pour s'attacher beaucoup d'amis, mais il lui falloit, avant tout, instituer son conseil de régence. Malgré le désir qu'il en avoit, il n'osa exclure de ce conseil le duc du Maine, son cousin et son beau-frère, le chef du parti opposé au sien; il l'humilia du moins en plaçant au-dessus de lui le duc de Bourbon, qu'il déclara président du conseil, comme premier prince du sang. Le comte de Toulouse, qu'il redoutoit peu, y fut aussi appelé avec les maréchaux de Villeroy et d'Harcourt, et le chancelier Voisin, qui étoient hostiles au régent; mais pour neutraliser leur influence, il leur adjoignit pour collègues le duc de Saint-Simon, son ami, le maréchal de Besons,

l'ancien évêque de Troyes, Torey, la Vrillière, et Pontchartrain.

La création des divers conseils substitués aux ministères fournit ensuite au régent l'occasion qu'il cherchoit de rallier à sa cause des partisans nombreux. La présidence de ces conseils excitoit surtout l'ambition : le duc de Noailles reçut celle du conseil des finances, le cardinal de Noailles celle du conseil de conscience. Le régent avoit déjà renvoyé le père Tellier à la Flèche, quoique le codicille de Louis XIV eût nommé ce moine odieux, confesseur du jeune roi. Le maréchal d'Uxelles présida le conseil des affaires étrangères, Villars le conseil de la guerre, les comtes de Toulouse et d'Estrées présidèrent le conseil de la marine, le duc d'Antin présida le conseil des dépêches ou de l'intérieur.

Le caractère foible et facile du régent le réduisoit à chercher un maître pour lui et pour les soixante et dix ministres que la constitution des conseils lui avoit donnés. Ce maître fut l'abbé Dubois, son ancien précepteur, depuis le confident et le compagnon de ses débauches, et que la mère du régent nommoit le plus grand coquin qu'il y eût au monde. En arrivant au pouvoir, le duc d'Orléans ne prévoyoit qu'un seul embarras sérieux à sa politique. Il redoutoit le roi d'Espagne qui avoit laissé voir des prétentions à la régence ; il ne doutoit pas que Philippe V ne réclamât la couronne de France, si Louis XV venoit à mourir, et c'étoit alors l'opinion

générale que ce foible enfant ne vivroit pas longtemps. Cette défiance du roi d'Espagne porta le régent à se rapprocher du roi d'Angleterre, Georges I<sup>er</sup>. L'abbé Dubois poussa de toutes ses forces à ce rapprochement, et l'on vit bientôt le régent, traître aux intérêts de sa patrie, solliciter l'appui de ses ennemis contre cette branche des Bourbons qu'au prix de tant de sang et d'argent la France venoit à peine d'asseoir sur le trône d'Espagne.

Ce pays étoit alors gouverné par Élisabeth Farnèse, princesse de Parme, seconde femme de Philippe V, qui, âgée seulement de vingt-quatre ans, nourrissoit déjà une ambition sans mesure. « Son  
« visage, dit Saint-Simon, étoit marqué, couturé,  
« défiguré à l'excès par la petite vérole; d'ailleurs  
« elle étoit faite au tour, la taille dégagée, bien  
« prise, un peu plus élevée que la médiocre; avec  
« un léger accent italien, elle parloit très-bien  
« françois, en bons termes, choisis et sans hésiter;  
« la voix et la prononciation fort agréables; elle  
« joignoit un air de bonté, même de politesse, avec  
« justesse et mesure, souvent d'une aimable familiarité, à un air de grandeur et à une majesté  
« qui ne la quittoient point : fière et impérieuse  
« par caractère, elle savoit se maîtriser, et en fait  
« de réserve et de dissimulation, on pouvoit la citer  
« pour modèle. »

Élisabeth Farnèse mettoit en œuvre toutes ces

qualités pour gouverner despotiquement le plus débonnaire des époux. Séparée, dès son arrivée en Espagne, de tous les Italiens qui l'avoient accompagnée jusqu'à la frontière, elle fut heureuse de retrouver à Madrid l'un de ses compatriotes, l'abbé Jules Albéroni, résident du duc de Parme, qui devint bientôt son intime conseiller. Cet homme, fils d'un jardinier de Plaisance, avoit montré, dès l'enfance, une extrême ardeur à s'instruire. Son esprit vif, ardent, entreprenant, ses propos plaisants, ses saillies bouffonnes lui gagnèrent les bonnes grâces du duc de Vendôme, à l'époque où ce dernier commandoit les François dans le duché de Parme. Une stature courte et ronde, une tête énorme, un visage d'une largeur démesurée, lui donnoient, au premier aspect, une physionomie grotesque; mais, si cette masse grossière s'animoit, on n'étoit plus frappé que de la noblesse de son regard, de l'éclat de sa parole, du son enchanteur de sa voix. Né pour les plaisirs et l'indolence, il travailloit dix-huit heures par jour; trois heures de sommeil, un seul repas d'une frugalité de cénobite, suffisoient à réparer ses forces. Albéroni avoit suivi Vendôme en France, il avoit été présenté par ce prince à Louis XIV, et après la mort de Vendôme en Espagne, Albéroni étoit revenu à Versailles, pour rendre compte au roi de l'état de l'armée et des plans de son général. Louis XIV le renvoya à Madrid, où il se lia avec la princesse des Ursins, et

où il décida plus tard le mariage de Philippe V avec Élisabeth Farnèse.

Le premier ministre d'Espagne, le cardinal del Giudice, dont le neveu, le prince de Cellamare, étoit ambassadeur à Paris, croyoit le salut de l'Espagne attaché à une étroite alliance avec la France. Albéroni nourrissoit, au contraire, les ressentiments de Philippe V contre le régent ; il étoit, d'ailleurs, tout dévoué à l'ambition d'Élisabeth, qui avisoit déjà le trône de France pour son fils don Carlos, âgé de deux ans, et qui prétendoit en même tems des droits sur deux souverainetés d'Italie, celle des Farnèse à Parme, et celle des Médicis en Toscane. Ces prétentions s'allioient chez elle à une violente aversion contre la maison d'Autriche, dont le joug odieux étoit impatiemment souffert par tous les petits princes d'Italie. Rien donc n'étoit changé aux relations de l'Espagne et de l'Autriche. La haine persistoit entre les deux nations plus vive encore qu'à l'époque des traités d'Utrecht. La cour de Vienne ne donnoit à Philippe V que le titre de duc d'Anjou, celle de Madrid appeloit Charles VI, l'archiduc.

Obligé de se mettre en garde également contre la France et contre l'Autriche, Albéroni se tourna naturellement du côté des puissances maritimes. Il se persuadoit qu'il seroit assuré du concours des Anglois et des Hollandois, s'il ouvroit à leur commerce l'Amérique espagnole, de sorte que l'on vit



alors, spectacle singulier, la France et l'Espagne courtoiser en même tems l'alliance du roi d'Angleterre, Georges I<sup>er</sup>, traité naguère d'usurpateur par Louis XIV et par Philippe V. Mais Georges qui ne savoit point l'anglois, qui ne comprenoit rien à la constitution du pays où il régnoit, qui, par ses mœurs grossières, blessait la prudence du peuple qui l'avoit appelé, avoit beaucoup moins à cœur les intérêts du trône d'Angleterre, que ceux de son électorat de Hanovre. Il étoit Allemand autant qu'on peut l'être, et aveuglément dévoué à l'empereur; l'alliance de l'Espagne l'auroit brouillé avec Charles VI; dès-lors, il n'hésita pas à repousser le traité de commerce que l'ambassadeur anglois à Madrid, Dodington, étoit tout fier d'avoir obtenu.

Dubois profita de cet échec de l'Espagne, pour presser le roi Georges d'accepter les offres de la France. Le but principal du duc d'Orléans, en insistant sur l'opportunité d'une alliance avec l'Angleterre, étoit d'obtenir des ministres wighs qui avoient protesté avec tant de véhémence contre le traité d'Utrecht, la garantie de quatre articles de ce traité dont deux concernoient la succession d'Angleterre, et deux autres celle de France. C'étoit un nouvel engagement pris vis-à-vis du régent que, dans le cas de la mort de Louis XV, Philippe V seroit écarté du trône de ses ancêtres. Le roi Georges ne montrant pas moins d'ardeur pour l'alliance françoise, et

Dubois ne se refusant à aucune concession, le traité, connu sous le nom de la triple alliance, fut signé à Hanovre, le 28 novembre 1716, par les ministres de France et d'Angleterre. La Hollande, que les négociateurs étoient convenus de faire entrer en tiers dans leurs arrangements, n'y donna son adhésion que le 4 janvier 1717.

Par le traité de la triple alliance, la France renonçoit au droit de creuser le canal de Mardyke pour remplacer le port de Dunkerque ; le prétendant, fils de Jacques II, alors à Avignon, devoit être renvoyé au-delà des Alpes, et le régent s'engageoit à ne donner ni aide ni asile à aucun des rebelles d'Angleterre. La Hollande fut affranchie de l'impôt de quatre sous pour livre, prélevés jusqu'alors à l'importation de ses marchandises ; le titre de Hautes-Puissances que la diplomatie françoise avoit refusé précédemment aux États-Généraux, leur fut accordé ; Dubois essaya en retour, mais en vain, d'obtenir du monarque anglois qu'il renoncerait au titre ridicule de roi de France. Enfin, par un article secret du traité, la France, mentant à tous les antécédents de sa politique, s'unissoit à l'Angleterre pour contraindre la cour de Turin à céder la Sicile à l'empereur, en échange de la Sardaigne qui avoit été donnée à ce dernier par la paix de Rastadt.

Albéroni, piqué et humilié déjà de l'accueil que l'Angleterre avoit fait à ses avances, sentit vive-

ment surtout, ainsi qu'Élisabeth, le coup que portoit à l'Espagne l'abandon, consenti par la France, de la Sicile à l'empereur. C'étoit une infraction manifeste au traité d'Utrecht, c'étoit en même tems une cruelle offense à la reine d'Espagne dont tous les projets tendoient à affranchir l'Italie de la domination autrichienne, en y ménageant des principautés à ses enfants. Pour déjouer ces intrigues autant qu'il dépendoit de lui, Albéroni, nommé cardinal le 10 juillet 1717, travailloit avec ardeur à réparer les forces épuisées de l'Espagne, à rétablir ses armées de terre et de mer. Il avoit dit à Philippe V : « Si votre Majesté consent à « maintenir son royaume en paix pendant cinq « ans, je prends sur moi d'en faire la monarchie « la plus puissante de l'Europe. » Mais un outrage inattendu de l'empereur qui fit arrêter et jeter en prison l'ambassadeur d'Espagne à Rome, précipita ses résolutions. Une expédition dirigée contre la Sardaigne partit de Barcelone dans le courant de juillet 1717, et l'île entière fut conquise au bout de quelques mois.

Ce coup de main de l'Espagne sur la Sardaigne auroit causé sans doute un embrasement universel, si l'empereur n'avoit pas eu les mains liées par sa guerre avec les Turcs. Malgré les éclatantes victoires du prince Eugène à Peter-Waradin et à Belgrade, les Musulmans conservoient sur les impériaux la supériorité du nombre, et la lutte avec Achmet III

inspiroit à Charles VI des craintes assez sérieuses pour qu'il ne désirât point la compliquer d'une guerre avec l'Espagne. Il devoit penser, d'ailleurs, que l'intérêt de la France la maintiendrait dans une alliance étroite avec la Péninsule; que le régent, de concert avec Philippe V, protégeroit contre l'empire l'indépendance de l'Italie et de l'Allemagne; qu'il ne permettroit pas davantage que l'empereur, maître de la Sicile et de la Sardaigne, enlevât à la France sa légitime influence sur la Méditerranée.

Mais ce n'étoit pas ainsi que raisonnaient le duc d'Orléans. Au lieu de s'identifier avec la France, il ne consultoit que son intérêt propre, ses amitiés, ses antipathies, et par-dessus tout, son goût de l'intrigue qui exerçoit l'habileté de son esprit. Il étoit trop paresseux toutefois, trop esclave de ses plaisirs pour mettre de la suite à aucun de ses projets. Il s'abandonnoit donc sans contrôle à l'abbé Dubois, qui, dominé par les plus misérables penchans, étoit prêt à sacrifier son maître au profit de son ambition, tout comme ce maître sacrifioit la France à ce qui ne touchoit que lui. Le régent regardoit le roi d'Espagne comme son ennemi personnel, il ne lui pardonnoit ni son amitié pour le duc du Maine, ni son affection pour tous les restes de la vieille cour, ni ses prétentions mal dissimulées à la couronne de France. Déterminé par ces motifs, il envoya Dubois à Londres,

avec mission d'entamer une négociation monstrueuse où c'étoit la France qui proposoit de dépouiller l'Espagne au profit de l'empereur.

L'ambition de Dubois qui vouloit gagner l'empereur pour obtenir par lui le chapeau de cardinal, ne contribua pas moins que la haine du régent contre l'Espagne à entraîner la France dans cette honteuse voie d'alliance où elle devoit perdre à la fois et le renom de son honneur et l'éclat du premier rang. En vertu des articles arrêtés à Londres dans une convention particulière, et formant les préliminaires d'un traité à conclure entre la France, l'Angleterre et l'empereur, celui-ci renonçoit à ses prétentions sur l'Espagne et les Indes, il abandonnoit la Sardaigne au duc de Savoie, mais il obtenoit en échange la Sicile qu'il réunissoit au royaume de Naples. Le duché de Parme et le grand-duché de Toscane étoient déclarés fiefs impériaux, et seulement, sous cette condition, ils devoient passer, après la mort de leurs possesseurs, aux enfants de la reine d'Espagne; on laissoit à la Hollande et à la Savoie la liberté d'accéder à ce traité, et si l'Espagne refusoit de l'accepter, les alliés s'engageoient, dans un délai déterminé, à l'y contraindre par les armes.

Dans cet arrangement, tous les sacrifices étoient pour le roi d'Espagne, tous les profits pour l'empereur. Le premier devoit évacuer la Sardaigne qu'il avoit conquise, et renoncer à la réversion de

la Sicile. La ruine de l'indépendance de l'Italie étoit consommée. L'Église perdoit la suzeraineté du duché de Parme; la Toscane étoit déchue de l'état de souveraineté à celui de fief; le duc de Savoie échangeoit un royaume riche et populeux contre une île pauvre, malsaine et à moitié déserte; tandis que l'Autriche tenoit dans ses chaînes toute la Péninsule par la possession du Milanois, du Mantouan, de Naples, de la Sicile, et l'allégeance de Parme et de Florence. Cet asservissement de l'Italie blessait les plus chers intérêts de la France. Elle laissoit affaiblir et humilier le roi bourbon qu'elle avoit placé sur le trône d'Espagne; elle laissoit dépouiller le duc de Savoie dont il lui importoit de maintenir la puissance pour balancer celle de l'Autriche. Ces motifs furent appréciés par plusieurs membres du conseil de régence. Le duc du Maine soutint que le traité seroit aussi funeste à l'État qu'au régent, le duc de Bourbon refusa de s'expliquer, d'Effiat s'absenta sous un vain prétexte, Lepelletier et Villeroi demandèrent un ajournement, le maréchal d'Uxelles déclara d'abord qu'il ne signeroit point. Quelques caresses du régent désarmèrent bientôt les plus difficiles. D'Uxelles, le garde des sceaux d'Argenson, et surtout le marquis de Torcy parlèrent en faveur des quatre articles, et le 18 juillet 1718, d'Uxelles, Stanhope, Cheverny et Stairs, signèrent à Paris la convention préparatoire. Le 2 août suivant, Dubois signa à Londres le

traité définitif qui prit le nom de traité de la quadruple alliance, et qui renversoit l'ancien système fédératif de la France.

Albéroni répondit à cet acte d'hostilité déclarée contre l'Espagne par la conquête de la Sicile ; mais cette conquête fut suivie d'un effroyable revers. Les Anglois détruisirent, le 11 août, près de Syracuse, toute l'escadre espagnole, et bientôt, voulant se montrer non moins fidèle allié de l'empereur, le régent promit de fournir un subside secret aux Autrichiens pour les aider à reprendre la Sicile, en attendant qu'il déclarât lui-même la guerre à l'Espagne. Ces résolutions honteuses lui étoient dictées par Dubois qui recevoit de l'Angleterre une pension de quarante mille livres sterling, et qui avisoit toujours le chapeau de cardinal au bout de son dévouement à l'empereur. Pour entraîner le régent à la guerre, Dubois découvrit à point l'intrigue qu'il se plut à nommer la conspiration de Cellamare, dans laquelle entroient en première ligne la duchesse du Maine avec tous les mécontents de la cour de Sceaux, et le prince de Cellamare, ambassadeur d'Espagne à Paris. Le projet des conspirateurs étoit d'assembler les États-Généraux que Philippe V auroit convoqués comme le plus proche agnat de Louis XV, de déposer le régent, et d'instituer à sa place, un conseil des princes et des grands qui auroit gouverné sous la protection du roi d'Espagne. Mais un paquet important de Cellamare,

qui exposoit le plan des conjurés, fut saisi, le 5 décembre 1718, à Poitiers, sur l'abbé Porto-Carrero, qui regagnoit en toute hâte la frontière. Comme Dubois vouloit faire grand bruit de cette affaire, l'hôtel de Cellamare fut investi par la police, tous ses papiers furent apportés au Louvre, et l'ambassadeur lui-même envoyé à Blois, y attendit, sous sûre garde, les ordres de la cour. Le duc et la duchesse du Maine et leurs imprudents amis furent également arrêtés, et enfermés dans des prisons d'État.

La déclaration de guerre contre l'Espagne promise par Dubois à l'Angleterre et à l'empereur ne se fit plus attendre : elle fut publiée le 9 ou le 10 janvier 1719. Le duc de Berwick passa la frontière à la tête de quarante mille hommes ; il s'empara de Fontarabie le 7 mai, et de Saint-Sébastien le 2 août, pendant que Philippe V, livré à un de ses accès de mélancolie, reprenoit avec la reine et son ministre le chemin de Madrid, pour s'y dérober à tous les yeux. Il ne fut pas difficile d'imposer telles conditions de paix que l'on voulut à ce prince dégoûté du pouvoir, et que les excès de l'amour conjugal avoient réduit à une complète incapacité d'esprit. Les deux ministres de France et d'Angleterre, Dubois et lord Stanhope, exigèrent avant tout qu'Albéroni fût renvoyé des conseils du roi, et par un décret du 5 décembre 1719, ce grand ministre reçut l'ordre de quitter Madrid dans huit jours et



**l'Espagne dans trois semaines.** Les Espagnols, toujours aveugles dans leur haine contre l'étranger, célébrèrent son départ comme une délivrance. Conduit sous bonne garde en Italie, il y resta quelque tems prisonnier ; plus tard il regagna son crédit à la cour pontificale, où il mourut seulement en 1752.

Philippe V crut qu'en chassant Albéroni, il avoit rejeté sur lui la responsabilité de toute la politique de l'Espagne, depuis l'avènement du régent. Il annonça que désormais il désiroit la paix, et il fut réduit à l'accepter, le 17 février 1720, aux conditions qui avoient été fixées à l'avance par le traité improprement appelé de la quadruple alliance, puisqu'il avoit déjà reçu l'adhésion de cinq puissances : l'Empire, la France, l'Angleterre, la Hollande et la Savoie.

En arrivant au pouvoir, le régent avoit trouvé les finances dans une situation si désastreuse, que toute la préoccupation du Conseil des finances avoit été d'abord d'imaginer un moyen de ne pas payer les dettes publiques. Le mot de banqueroute fit peur, on en vouloit un plus honnête ; mais le mot seul fut sauvé. Trois expédients se présentoient, une falsification des monnaies, une poursuite contre les financiers qu'on accusoit de s'être enrichis aux dépens du trésor, enfin une révision des titres de tous les créanciers de l'État pour en supprimer une partie, et réduire les autres, sous prétexte de profits usuraires. On eut recours à tous les

trois; deux édits du mois de décembre 1715 obligèrent, l'un, tous les porteurs de billets sur l'État, à les rapporter pour en faire la vérification; l'autre, tous les détenteurs d'espèces monnayées à les échanger contre de nouvelles espèces, auxquelles on donnoit une valeur plus élevée. Un troisième édit, du mois de mars 1716, porta établissement d'une chambre de justice, pour la poursuite des officiers comptables et des munitionnaires qu'on accusoit de péculat.

Les louis d'or anciens, de la valeur de quatorze livres, furent reçus à la monnaie pour seize, puis, après avoir été refrappés au même poids et au même titre, ils furent rendus pour vingt livres. C'étoit une banqueroute de vingt pour cent. La vérification des billets fut conférée, sous le nom d'opération du *visa*, aux quatre frères Pâris. Ces quatre frères, nés dans un cabaret des Alpes dauphinoises, s'étoient fait connoître du contrôleur-général Desmarets, et ils apportèrent dans le travail dont ils furent chargés, une rare sagacité et des vues ingénieuses. Six cents millions furent présentés au visa; une loi ordonna qu'ils seroient réduits le plus équitablement qu'il se pourroit à deux cent cinquante millions de billets d'Etat, portant intérêt de quatre pour cent. Toutefois, par une infidélité qui demeura long-tems cachée, on ne délivra aux propriétaires des effets visés que cent quatre-vingt-quinze millions, et les cinquante-

cinq millions restant furent détournés à d'autres usages. Il semble que cette spoliation prodigieuse eût dû provoquer des clameurs universelles; mais les créanciers de l'Etat ne jouissoient pas de la faveur publique; et ceux à qui l'on enlevait les deux tiers de leurs créances osèrent à peine se plaindre, de peur qu'on ne leur enlevât encore le tiers dont on leur faisoit grâce. Quant aux traitants, munitionnaires et officiers comptables, ils furent traduits devant la chambre ardente instituée pour les juger. Pour se soustraire au paiement des contributions énormes qu'on exigeoit d'eux, ils achetèrent à grands frais les roués et les maîtresses du régent. Celui-ci trouvoit plaisant d'enrichir ses favoris avec l'or des traitants, sans bourse délier. Tout passa entre leurs mains, à la réserve de quinze millions, qui entrèrent au trésor par suite des condamnations de la chambre ardente.

A cette époque, un Écossois, nommé Law, qui étoit arrivé en France sur la fin du règne de Louis XIV, et qui s'étoit lié avec Desmarests, commençoit à produire ses idées sur la puissance du crédit. Les notions sur les capitaux et sur le rôle qu'ils jouent dans l'industrie, ne sont pas encore très-nettes aujourd'hui, elles étoient alors tout-à-fait vagues et confuses. La circulation des billets d'État dispoisoit à croire qu'un papier sans valeur intrinsèque peut remplacer presque absolument le numéraire. Beaucoup de familles opulentes

n'avoient pour tout patrimoine que des rentes constituées sur l'Hôtel-de-Ville. On en concluait que l'Hôtel-de-Ville, en créant des rentes, créait un capital qui s'ajoutoit aux autres capitaux de la nation, et ce fut aussi l'erreur de Law d'attribuer à l'opinion publique dirigée et secondée par le gouvernement, le pouvoir de créer, à l'aide du crédit, des richesses sans limites. Il ne savoit pas que le crédit ne crée rien, qu'il déplace seulement des richesses préexistantes; qu'il met en jeu les valeurs qu'il emprunte. Ainsi la nation qui se donne un papier-monnaie, emprunte la valeur d'une certaine portion du numéraire déjà circulant, qu'elle remplace par des promesses de le restituer en nature à la première réquisition. Ainsi encore la nation qui constitue des rentes perpétuelles, s'engage seulement à les payer avec une partie des revenus des contribuables.

Il en résulte que le crédit peut être utile, qu'il donne des facilités pour les opérations de finances, mais qu'il y a des limites certaines qu'il faut se garder de dépasser. Law ne connoissoit point ces limites. A la suite de méditations profondes, il étoit arrivé à croire, avec une parfaite bonne foi, ce qu'il annonçoit comme sa découverte, c'est que les métaux précieux n'avoient qu'une valeur de convention et que si l'on pouvoit engager les hommes à faire une convention nouvelle qui transmettroit cette valeur au papier, on augmenteroit à son

gré, et presque sans mesure, la richesse nationale. Law établissoit 1° que toutes les matières qui ont des qualités propres au monnoyage, c'est-à-dire à la représentation et à la numération des valeurs, peuvent être converties en espèces; 2° que l'abondance des espèces est le principe du travail, de la culture et de la population; 3° que le papier étoit plus propre que les métaux à ce qu'on en fit des espèces. Ces trois propositions sont fausses, encore qu'elles présentent quelque chose d'assez spécieux pour qu'on s'y soit trompé à plusieurs reprises. Il n'y a de bon numéraire que celui qui est en même tems le signe et le gage des valeurs échangeables, qui, non seulement, sert bien à les compter et à les représenter, mais qui les vaut. Or, la valeur se compose toujours de trois éléments, la rareté de la chose, le travail que cette chose a coûté pour être produite, et le besoin ou le désir qu'on en a. Quelque travail qu'une chose ait coûté, elle perd sa valeur si elle n'est pas désirée; quelque désirée que soit une chose, elle n'a pas de valeur non plus, si on peut la produire sans travail. Le papier peut être un signe, il ne saurait être un gage des valeurs. Ce qui fait qu'il ne sera jamais un bon numéraire, c'est précisément cette facilité qui séduit, cette facilité de le multiplier presque sans travail et sans frais, à la différence des métaux précieux.

Par l'ordonnance que Jean Law fit agréer le 4 décembre 1718, au duc d'Orléans, celui-ci an-

nonçoit qu'ayant reconnu les heureux effets produits pour le commerce par la banque générale que le sieur Law avoit été autorisé à établir par lettres-patentes des 2 et 20 mai 1716, il avoit cru devoir adopter le projet présenté dès-lors par le-dit sieur Law, convertir sa banque générale en banque royale, administrée sous le nom et l'autorité du roi; racheter et rembourser en deniers effectifs, les douze cents actions de mille écus chacune de cette banque, et en devenir ainsi seul propriétaire.

L'intention de Law n'étoit qu'imparfaitement expliquée par cette ordonnance. Il vouloit que toutes les transactions monétaires de la France se fissent désormais en papier-monnoie, que les billets de la banque royale fussent payés en espèces à présentation, nonseulement à Paris, mais chez tous les caissiers et receveurs des provinces. Il vouloit, d'autre part, que ce paiement ne fût presque jamais demandé, et pour cela que la valeur des billets s'élevât au-dessus de celle du numéraire. Il employa donc toute son habileté à rehausser aux yeux du public la valeur du billet comparée à celle du numéraire; il commença par des moyens loyaux, mais entraîné tour-à-tour par le succès et les difficultés, croyant assurer la fortune du pays, et plus tard espérant retarder ou détourner une catastrophe terrible, il eut recours d'abord à tous les artifices qui pouvoient séduire l'imagina-

tion populaire, ensuite aux mesures les plus arbitraires et les plus iniques. Comme les billets étoient reçus sans hésitation dans toutes les caisses, tandis qu'en raison du grand nombre d'espèces falsifiées, les payements en or ou en argent soulevoient presque toujours des difficultés, les billets gagnèrent immédiatement un agio. Pour déprécier encore les espèces, Law interdit à sa banque d'échanger des billets contre or ou contre argent, sans un bénéfice. Bientôt il s'efforça de rendre ce bénéfice toujours plus considérable, en attachant au billet des avantages et des chances de profits, et en tourmentant au contraire les monnoies d'or et d'argent par les lois les plus vexatoires.

Toutefois les avantages du papier, comme étant d'un transport et d'une garde plus facile, n'auroient pas suffi pour maintenir l'illusion. Law imagina, pour donner plus de crédit à ses billets, d'ouvrir à Paris un immense marché, où l'on jouoit sur les actions de la compagnie d'Occident, établie par lettres-patentes du mois d'août 1717, avec le privilège exclusif de commercer avec la Louisiane. La France se trouvoit en possession, d'après le traité d'Utrecht, d'une vaste région, presque déserte, de l'Amérique, dont le sol arrosé par le Mississipi et les autres fleuves qui se jettent dans le golfe du Mexique, étoit représenté comme d'une fertilité prodigieuse. La compagnie d'Occident avoit été créée à l'aide d'actions; il y avoit eu de fondation deux

cent mille actions de cinq cents livres chacune. Mais bientôt le nombre en fut augmenté sous des dénominations diverses, parce que la compagnie ajouta d'autres spéculations à l'exploitation de la Louisiane. Ainsi elle se rendit adjudicataire de la ferme des tabacs ; elle acheta d'une compagnie déjà existante la concession du Sénégal ; elle se chargea de l'entreprise des fermes générales ; enfin elle se réunit à la compagnie des Indes Orientales et de la Chine. Pour chacune de ces opérations elle créoit de nouvelles actions , qui s'achetoient et se revendoient à des prix et sous des noms différents. Le marché de ces actions , la bourse , s'établit dans la petite rue Quincampoix , entre les rues Saint-Denis et Saint-Martin , obscur défilé de quatre cent cinquante pas de long , fermé aux deux extrémités par une grille qu'on ouvroit au son de la cloche à six heures du matin , et qu'on fermoit à neuf heures du soir. Le taux des actions qui changeoit sans cesse , d'après le taux des dernières ventes , fut pendant longtems toujours ascendant. Ceux qui venoient d'acheter , au prix courant , avoient souvent fait , en revendant un quart-d'heure après , une fortune considérable ; et ces gains si rapides tournoient la tête à tout le monde. Quoique chaque parcelle d'habitation se fût changée en petit comptoir , les plus vives négociations se faisoient surtout dans la rue. Ces attroupements bizarres confondoient les rangs , les âges et les sexes : jansénistes , molinistes , seigneurs ,



femmes titrées, magistrats, filous, laquais, courtisanes, se heurtoient et se parloient sans étonnement; l'avidité, la crainte, l'espérance, la fourberie remuoient sans relâche cette foule intarissable. Une heure élevoit des fortunes que renversoit l'heure suivante. Ce commerce extravagant qui exigeoit que chacun portât sur soi des valeurs immenses, augmenta encore l'empressement à se procurer des billets de banque, il maintint leur supériorité sur les espèces d'or et d'argent. C'est pourquoi le papier de la banque, quoique dépassant de beaucoup, en valeur nominale, la masse du numéraire préexistant, n'encombroit point la circulation, comme il l'auroit fait nécessairement, si cet immense roulement de capitaux imaginaires ne l'avoit pas retenu dans les portefeuilles des spéculateurs.

A la fin de l'année 1719, le système étoit à son plus haut terme de prospérité. Les actions originaiement de cinq cents livres, étoient montées au chiffre fabuleux de dix-huit mille livres; on regardoit Law comme ayant comblé la France de trésors sans mesures. C'étoit bien le moins que le régent et Dubois reconnussent un tel service en donnant à Law le contrôle général des finances dont il fut investi le 5 janvier 1720. Mais ce fut précisément à cette époque que la prospérité merveilleuse du système et l'infatuation du public commencèrent à décroître. Tant que la valeur des papiers augmentoit journellement, les porteurs s'enrichissoient

en les gardant en portefeuille. Mais cette marche ascendante étoit nécessairement limitée. Après un tems donné, les actions de Law devoient arriver à un terme que toutes les folies de la spéculation ne pouvoient pas dépasser; dès qu'elles atteignirent ce terme, dès que les plus avisés commencèrent à se défier du système, le nombre des vendeurs s'accrut, celui des acheteurs diminua, et la chute de tout l'échafaudage devint inévitable.

Le prince de Conti, irrité contre le régent et contre Law, et ne pouvant faire pis pour renverser la banque, « y fut, dit Saint-Simon, avec trois fours qu'il ramena pleins d'argent pour la valeur du papier qu'il avoit. » Cet exemple public de défiance donné par un prince du sang porta au système le coup le plus funeste. Les anciens financiers et les gros banquiers avertis épuisèrent la banque en tirant sur elle des sommes considérables. Chacun voulut alors convertir ses billets en espèces, mais la disproportion étoit énorme. Le crédit tomba tout d'un coup : en voulant le ranimer, les arrêts tyranniques du régent l'anéantirent. Le pays fut bientôt inondé d'un papier sans valeur, et une misère réelle succédoit à tant de richesses fictives. « En peu de tems, dit Voltaire, on vit Law d'Écossois devenir François par la naturalisation; de protestant, catholique; d'aventurier, seigneur des plus belles terres; et de banquier, ministre d'état. Je l'ai vu arriver dans les salles du Palais-Royal,

« suivi de ducs et pairs, de maréchaux de France  
« et d'évêques. Le désordre étoit au comble. Le  
« parlement de Paris s'opposa autant qu'il put à  
« ces innovations, et il fut exilé à Pontoise. Enfin  
« dans la même année (1720), Law, chargé de l'exé-  
« cration publique, fut obligé de fuir d'un pays qu'il  
« avoit voulu enrichir et qu'il avoit bouleversé. Il  
« partit dans une chaise de poste que lui prêta le  
« duc de Bourbon-Condé, n'emportant avec lui que  
« deux mille louis d'or, presque le seul reste de son  
« opulence passagère. »

Pendant ce tems la peste désoloit la Provence, et Dubois, sacré archevêque de Cambrai le 9 juin 1720, prodiguoit l'argent de la France pour obtenir le chapeau de cardinal. Au milieu de la ruine universelle, plus de trois cent mille livres furent distribuées par lui au secrétaire du Pape, à une courtisane en faveur, au duc de Poli, à plusieurs autres agents subalternes, et bien que le régent eût dit souvent au duc de Saint-Simon, que, « si ce  
« coquin de Dubois songeoit seulement à se  
« faire faire cardinal, il le feroit mettre dans une  
« basse-fosse, » il n'en écrivit pas moins trois fois au Pape pour solliciter cette faveur. Dubois fut enfin proclamé le 16 juillet 1721, par le pape Innocent III, ce vieux Conti qu'on nommoit vulgairement le *Dormeur*, et de qui l'on doit croire, pour l'honneur de l'Eglise, qu'il ne signa point dans un moment lucide la nomination

du candidat offert avec tant d'insistance à son suffrage.

Avec la fin de l'année 1720, avec le départ de Law, le système avoit absolument croulé. Six milliards de papier couvroient la France. L'illusion n'étoit plus possible : la banqueroute étoit la seule issue à cette prodigieuse duperie dont Law avoit ébloui la nation. Ce furent de nouveau les frères Pâris, qui, comme en 1716, furent chargés du visa où de la réduction proportionnelle des effets en cours. On les établit au Louvre dans l'appartement même d'Anne d'Autriche; on leur donna une armée de commis, dont plusieurs étoient des spadassins qu'on payoit moins pour leur plume que pour leur épée, et dont la présence devoit imposer aux mal appris qui osoient se plaindre de leur spoliation.

« J'avoue, dit Lemontey, que l'équité et le plus  
 « rare talent présidèrent au plan tracé par les frères  
 « Pâris, et à ce mécanisme où tous les effets du  
 « système devoient être triturés avec des pertes pro-  
 « portionnelles, depuis un sixième jusqu'à dix-neuf  
 « vingtièmes. Plus de cinq cent onze mille chefs  
 « de famille firent leur déclaration et déposèrent  
 « deux milliards deux cent vingt-deux millions de  
 « papier, dont environ un tiers fut annulé, et le  
 « reste converti en rentes d'un taux désavanta-  
 « geux; le hasard, la faveur et la vengeance dic-  
 « tèrent bien des décisions. On ne présenta au visa  
 « que cent vingt-cinq mille vingt-quatre actions,

« au lieu de cent quatre-vingt-quatorze mille qui  
« étoient émises, parce que précédemment la com-  
« pagnie en avoit elle-même supprimé une sur trois,  
« et retiré plusieurs sous le nom de dépôt des  
« mains des actionnaires trop crédules. Suivant  
« les déclarations, ces cent vingt-cinq mille quatre  
« actions avoient coûté neuf cent millions. Le visa  
« les réduisoit au nombre de cinquante-cinq mille  
« quatre cent quatre-vingt-unè, dont le prix moyen  
« fut de huit cents livres; c'étoit moins de qua-  
« rante-cinq millions, ou à peine cinq pour cent  
« du capital primitif. »

Le désordre produit dans les finances par le bouleversement du système se prolongea plus que la vie du duc d'Orléans, et la banqueroute qui ruinoit les créanciers de l'état ne suffit point à libérer la fortune publique, car en 1723 l'état se trouva endetté de six cent quatre-vingt-cinq millions de plus qu'à la mort de Louis XIV. Du reste, sauf les embarras des finances, la tâche du gouvernement étoit devenue plus facile. Dubois avoit regagné quelque crédit à la cour d'Espagne, en restituant les places prises pendant la dernière guerre. Il usa de ce crédit pour faire agréer à l'Espagne le mariage de Louis XV, alors âgé de douze ans, avec l'infante qui n'en avoit que trois. Le prince des Asturies, de son côté, devoit épouser mademoiselle de Montpensier, quatrième fille du régent; mademoiselle de Beaujolois, sa cinquième fille, étoit promise

à Don Carlos, né comme l'infante, du second mariage de Philippe V.

L'échange des princesses, futures épouses du roi de France et du prince des Asturies, se fit le 9 janvier 1722, dans l'île des Faisans, au milieu de la rivière de Bidassoa, lieu fameux par les conférences de Mazarin et de don Louis de Haro, qui y conclurent la paix des Pyrénées. Louis XV ne s'étoit prêté qu'avec une extrême répugnance au mariage arrangé par Dubois. Jusque-là il n'avoit manifesté d'autre goût que celui des détails les plus humbles de la vie privée; il faisoit lui-même son potage, il piochoit dans son jardin, il soignoit une petite vache et suivoit les opérations de la laiterie au parc de la Muette qu'il avoit acheté après la mort de la duchesse de Berry, ou bien il se plaisoit à voir dépecer des moineaux par des oiseaux de fauconnerie. Ses études avoient été complètement négligées; l'évêque de Fréjus, son précepteur, songeoit bien moins à l'instruire qu'à se l'attacher par ses caresses et une indulgence excessive; ce vieux et habile courtisan n'appeloit que la mémoire de son élève, jamais sa raison, à l'étude de la religion et de la morale, et en nourrissant sa timidité et sa réserve avec tout le monde, il obtenoit seul sa confiance entière.

Fleury établissoit ainsi les fondements de sa grandeur future, mais pendant toute la vie du régent, il appliqua, au contraire, toute son adresse à s'effa-

cer, à ne porter ombrage à personne. Le cardinal Dubois étoit devenu plus puissant que jamais. Le duc d'Orléans, fatigué de tout, ennuyé de tout, le laissoit seul maître des affaires ; lors même que son avis étoit opposé à celui de son ministre, il lui cédoit toujours par foiblesse ou par nonchalance. Dubois étoit ébloui de sa grandeur ; plus il étoit monté, plus il vouloit monter encore ; son impatience s'étoit accrue avec l'âge, et il mettoit à la poursuite de ses desseins une âpreté à laquelle rien ne résistoit. Il vouloit être déclaré premier ministre, comme l'avoient été Richelieu et Mazarin. En vain Saint-Simon représentoit-il au duc d'Orléans qu'il seroit honteux pour un prince encore dans la force de l'âge et du talent, de transmettre à un autre l'autorité qu'il ne tenoit lui-même que d'un emprunt ; le duc écoutoit, approuvoit, ajoutoit de nouvelles raisons, méditoit la tête basse ; puis il concluoit qu'il falloit en finir avec cette lutte pénible. Dubois fut déclaré ministre *principal*, le 23 août 1722.

Le sacre du roi suivit de près l'élévation de Dubois. Cette cérémonie se fit à Reims le 22 octobre 1722, et le 22 février 1723, Louis XV, né le 15 février 1710, vint en pompe au parlement tenir son lit de justice pour la déclaration de sa majorité. Le conseil de régence ayant pris fin aussitôt, le conseil d'état ne fut plus composé que du duc d'Orléans, du duc de Chartres son fils, de M. le Duc, du cardinal

Dubois, et de Morville, secrétaire d'état aux affaires étrangères; l'organisation des ministères fut à-peu-près la même qu'au tems du feu roi.

Dubois ne goûta pas long-tems, du reste, cette ivresse du suprême honneur où l'avoient élevé la coupable foiblesse du régent, une ambition insatiable et, après tout, une habileté peu commune. Sous les vices et l'immoralité de Dubois, il faut bien reconnoître, en effet, des talents réels, une constance de vues et une force de jugement que nul autre, à la cour, ne possédoit au même degré que lui. Il mourut le 10 août 1723, à la suite d'une opération de la vessie, ayant refusé la communion, sous le prétexte qu'il ne savoit pas bien comment on l'administroit à un cardinal. Il s'étoit cependant confessé à un Récollet qu'il avoit fait venir exprès de Versailles. Le roi pria le lendemain le duc d'Orléans de se charger de toute la conduite des affaires; il le déclara premier ministre et reçut son serment. Mais ce prince dont la santé étoit ruinée par les débauches, ne survécut que de quelques mois à Dubois. Il mourut subitement, frappé d'apoplexie, le 2 décembre 1723, âgé seulement de 49 ans.

---



---

**SECTION TROISIÈME.**

Règne de Louis XV, depuis sa majorité jusqu'à sa mort.—  
1723-1774.

---

Le duc de Bourbon, M. le Duc, arrière-petit-fils du grand Condé, fut nommé premier ministre à la place du duc d'Orléans. Ce prince que Saint-Simon représente comme une espèce de fou furieux, et d'une bêtise presque stupide, étoit entièrement soumis à la belle marquise de Prye, qui gouverna réellement pour lui, et qui sut imposer à Louis XV une épouse de son choix, Marie Leszcynska, fille de Stanislas Leszczynski, chassé par l'influence de la Russie du trône de Pologne. Ce prince vivoit alors obscur en Alsace, Marie étoit sa fille unique, et la marquise de Prye se flattoit qu'en élevant au rang suprême cette humble et modeste princesse, sans entourage insolent, sans alliance en Europe, elle exerceroit un empire absolu sur la femme qui lui devoit une si haute fortune. Mais une difficulté se présentoit à ce mariage. Louis XV étoit promis

à l'infante qu'on élevoit en France depuis l'âge de trois ans, et c'étoit faire le plus sanglant affront à Philippe V, que de la renvoyer en Espagne humiliée et dédaignée. On prétexta l'urgence d'assurer de suite un successeur au trône de France, l'extrême jeunesse de l'infante qui n'étoit pas encore nubile, et ces motifs furent développés dans une lettre que le duc de Bourbon écrivit au roi d'Espagne pour lui annoncer la rupture du mariage. A cette nouvelle, l'indignation du roi et de la reine éclata par les scènes les plus violentes; la reine, qui n'épargnoit pas les gros mots, lorsqu'elle étoit excitée, arracha un portrait de Louis XV qui ornoit son bracelet, et le foula aux pieds, en s'écriant : « Les Bourbons  
 « sont une race de ..... excepté Votre Majesté, » dit-elle, en s'arrêtant tout-à-coup et se retournant vers le roi. Philippe et la reine firent venir sur-le-champ l'ambassadeur anglois, M. Stanhope. « Vous  
 « voyez comme on nous traite, » lui dit le roi; et la reine interrompant son mari : « Ce coquin, ce  
 « vilain borgne (parlant du duc de Bourbon), a  
 « renvoyé ma fille, parce que le roi n'a pas voulu  
 « créer grand d'Espagne le mari de sa concubine. » Le roi reprit : « Je suis décidé à me séparer pour  
 « toujours de la France, ce qui fortifiera les liens  
 « qui unissent l'Espagne à l'Angleterre, loin de  
 « les affoiblir; je placerai toute mon amitié et ma  
 « confiance dans votre souverain. Mais ce n'est que  
 « par des flots de sang qu'on peut laver une telle of-

« fense. » L'ambassadeur et tous les consuls françois eurent ordre de sortir immédiatement d'Espagne.

On ne s'inquiéta pas autrement à la cour de France de la colère de Philippe V. L'infante fut renvoyée, et le 4 septembre 1725, Louis XV épousa solennellement la fille du roi proscrit. Ce triomphe de la politique de madame de Prye qui devoit fortifier le duc de Bourbon, hâta au contraire sa chute. Le duc maladroit et brutal ne sut point porter avec ménagement l'autorité de premier ministre et de protecteur de la reine ; il offensa Fleury qui guettoit sourdement le pouvoir ; Fleury se vengea par un billet sec et impérieux du roi, à la date du 11 juin 1726, qui envoyoit le duc de Bourbon se reposer à Chantilly, et par une lettre de cachet qui confinoit la marquise de Prye dans sa terre de Normandie.

Après l'administration sans pudeur du cardinal Dubois, les scandales de madame de Prye et la stupidité de M. le Duc, le ministère de l'évêque de Fréjus, bientôt cardinal de Fleury, fut salué par la France comme un retour vers la moralité, l'ordre et la décence. Fleury qui avoit alors soixante-treize ans ne prit point le titre de premier ministre ; il engagea Louis XV à déclarer, comme l'avoit fait Louis XIV à la mort de Mazarin, qu'il entendoit régner désormais par lui-même ; mais l'ancien précepteur du jeune prince n'en conserva pas moins un empire absolu sur l'indolent et timide élève que ses leçons avoient si bien préparé au rôle de roi

fainéant. Fleury, du reste, tout septuagénaire qu'il étoit, apportoit au pouvoir une complète inexpérience des affaires. Dans la vigueur de l'âge, il avoit repoussé toutes les fonctions fatigantes : l'administration intérieure, les finances, la diplomatie lui étoient restées choses étrangères. Une belle figure, bienveillante et spirituelle, des manières nobles, un esprit cultivé, une conversation facile, en faisoient un homme du monde, recherché des femmes surtout. A la mort du duc d'Orléans, Saint-Simon avoit engagé Fleury à imiter Dubois et à se faire nommer premier ministre. Fleury avoit répondu alors, « Que, de M. le duc d'Orléans à un particulier, la chute étoit trop grande, et qu'elle écraseroit ses épaules. » Mais il ne falloit point des épaules bien robustes pour supporter l'héritage du duc de Bourbon. Fleury, maître des affaires, suppléa aux connoissances qui lui manquoient par une sévère économie dans les finances, par son esprit de douceur et de conciliation, par son attention constante à endormir les passions à l'intérieur, à ménager, à l'extérieur, les susceptibilités des nations rivales. Cette politique de tempéraments, de silence et de paix, qui a frappé de stérilité l'histoire de son tems, étoit peut-être d'ailleurs celle qui convenoit le mieux à la situation de la France. Les plaies saignoient de toutes parts. Il leur donna le tems de se fermer.

Fleury, très-facilement dupe des hommages

et des louanges , se laissa captiver par Horace Walpole , ambassadeur anglois à Paris et frère de Robert Walpole , qui dirigeoit alors le cabinet britannique. Le caractère pacifique de ce dernier sembloit fait tout exprès à la convenance de Fleury , et l'union intime des deux ministres a laissé partout sa trace dans la politique de la France à cette époque. Dès le 3 septembre 1725 , quelques jours avant la chute de M. le Duc , un traité avoit été signé à Hanovre , entre l'Angleterre , la France et la Prusse , par lequel les puissances signataires convenoient des secours en soldats , en vaisseaux , en argent , qu'elles se donneroient réciproquement , si l'une d'elles étoit attaquée. Ce traité étoit une réponse à celui qu'avoient signé , à Vienne , le 30 avril précédent , les ministres d'Autriche et d'Espagne , et qui fut l'œuvre du célèbre baron de Riperda.

Depuis l'ouverture de la succession de Charles II , l'Autriche et l'Espagne ne s'étoient rencontrées que sur les champs de bataille , ou sur le terrain des notes et des récriminations les plus outrageantes ; Charles VI et Philippe V , après s'être long-tems disputé le trône d'Espagne , s'étoient voué toute la haine de deux ennemis personnels ; la même haine divisoit les deux nations. En dépit de ces antécédents , et dans le moment même où de nouvelles discussions sur l'Italie avoient aigri plus que jamais les deux souverains l'un contre l'autre , un aventurier entreprit , non seulement de les

réconcilier, mais de les unir dans une étroite alliance contre la France et l'Angleterre, et il y réussit.

Cet aventurier étoit un baron de Ripperda, né en 1665, dans la seigneurie de Groningue, mais d'origine espagnole. Il s'étoit fait connoître dans la guerre de la Succession comme bon militaire; il avoit étudié les finances de la Hollande, le commerce et les manufactures; il passoit pour remarquablement habile dans tout ce qu'on savoit alors d'économie politique; mais c'étoit un homme à projets, à chimères, et particulièrement propre à séduire le roi et la reine d'Espagne par ses rêves sur la prospérité publique. Il étoit arrivé à Madrid en 1715, chargé d'une mission de la Hollande; il y revint en 1718, se fit espagnol et catholique, et gagna la confiance d'Albéroni, en le secondant avec habileté dans ses efforts pour relever la marine et les manufactures. Après s'être avancé dans la faveur du roi et de la reine, par des promesses qui séduisoient l'imagination de Philippe V et d'Elisabeth, il leur proposa de négocier une union intime entre les deux cours de Vienne et de Madrid; il leur représenta que l'empereur venoit d'offenser l'Angleterre et la Hollande, en créant, dans le port d'Ostende, une compagnie des Indes-Orientales, avec le projet de nuire au commerce des puissances maritimes; il assura que ce souverain étoit trop bon catholique pour ne pas

souhaiter la ruine des Anglois et des Hollandois hérétiques, trop fier pour ne pas mépriser des marchands; que ces mêmes sentiments animant sans doute Leurs Majestés Catholiques, les vrais alliés de la cour de Madrid devoient se trouver à Vienne. Ces vues furent adoptées par le roi d'Espagne, et Riperda, député à Vienne, y conclut, le 30 avril 1725, avec l'Autriche, un traité qui, sous beaucoup d'autres stipulations, cachoit le but réel d'une alliance offensive et défensive contre l'Angleterre et contre la France.

Ce traité, poursuivi avec tant d'ardeur par l'Espagne, fut impuissant à maintenir une alliance qui contrariait les prétentions respectives de Philippe V et de l'empereur à la succession prochaine des duchés de Parme et de Toscane. Charles VI voyoit d'ailleurs que si la guerre éclatoit sur le continent, il en supporteroit le principal effort, et il lui importoit d'autant plus de ne point exciter contre lui le ressentiment de l'Europe, qu'il cherchoit alors à faire reconnoître par tous les souverains la *pragmatique-sanction*, ou l'ordonnance qu'il avoit rendue le 19 avril 1713, pour changer la loi fondamentale de succession dans ses états. Il n'avoit que deux filles, et il vouloit transmettre à l'aînée un héritage que les lois réservoient exclusivement aux mâles.

Dans cette situation, il ne fut pas difficile à Fleury et à Walpole d'entraîner l'Autriche, et bien-

tôt l'Espagne, à des arrangements nouveaux qui devoient établir la paix de l'Europe sur des bases définitives. Ce fut le but du congrès de Soissons. Les députés de presque toutes les puissances s'y rendirent avec empressement, et l'ouverture s'en fit avec beaucoup de solennité, le 14 juin 1728. Le cardinal de Fleury s'y montra comme un arbitre investi de la confiance générale, arbitre dont l'habileté et la prudence alloient concilier tous les intérêts, calmer toutes les passions. Il distribua des complimens et en reçut. Les plénipotentiaires l'imitèrent entre eux ; les harangues, les visites, les repas, les plaisirs firent presque la seule occupation de cette assemblée. Elle dura un an, languissante, incertaine, autant sur les matières à traiter que sur l'ordre à donner aux délibérations. L'inaction la tua, et elle se sépara en juin 1729, un an juste après son ouverture. Pendant que le prélat fixoit l'attention des peuples sur le congrès de Soissons livré avec affectation à leurs regards, il ménageoit secrètement des moyens plus efficaces de procurer une paix générale. Le principal obstacle à cette paix étoit la prétention manifestée par l'empereur de maintenir sa compagnie d'Ostende et d'imposer sa pragmatique. En même tems qu'il exigeoit ces avantages pour lui, il entravoit l'établissement de Don Carlos, fils aîné de la reine d'Espagne, dans les états d'Italie. Elisabeth Farnèse, nièce du duc de Parme, étoit passionnée pour cet établissement, et



le cardinal de Fleury saisit avec habileté l'occasion qui s'offroit à lui de réconcilier la cour de France avec celle d'Espagne. Il proposa à la reine ses bons offices et ceux de l'Angleterre, et des soins qu'il y donna, provint entre les trois couronnes un traité d'alliance qui fut signé à Séville le 9 novembre 1729. Ce traité garantissoit à Don Carlos la succession des duchés de Parme et de Plaisance, à la mort du souverain régnant, et pour garantir ses droits, l'article 9 portoit que six mille hommes de troupes espagnoles seroient reçus en garnison dans les places de Livourne, Porto-Ferraïo, Parme et Plaisance. Enfin les Hollandois accédèrent au traité de Séville, sous la promesse faite par les alliés qu'ils exigeroient de l'Autriche la révocation de la compagnie d'Ostende. L'empereur fit aussitôt retentir l'Europe de ses plaintes contre le traité de Séville; mais impuissant à braver seul les quatre puissances qui l'avoient signé, obligé de ménager la France, l'Angleterre et l'Espagne qui n'avoient point encore agréé sa pragmatique, Charles VI, par un second traité, signé à Vienne, en mars 1734, souscrivit à tous les engagements pris à Séville pour la succession des duchés de Parme et de Plaisance qui s'étoit ouverte depuis, et pour celle du duché de Toscane dont le traité de Vienne promettoit l'investiture aux enfants de la princesse Farnèse, reine d'Espagne.

La politique de Fleury et de Walpole sembloit

ainsi partout satisfaite. Le but de leurs efforts étoit atteint : la paix étoit acquise à l'Europe, et Fleury se laissant aller aux besoins de sa nature molle et placide, ne songeoit plus qu'à mourir en repos sur les marches du trône. Le prudent vieillard n'avoit point réservé la part de l'imprévu. « A la mort  
 « d'Auguste II, dit un historien qui a résumé avec  
 « éclat ces pages de l'histoire contemporaine, le  
 « parti de Stanislas se réveilla en Pologne, en op-  
 « position à celui d'Auguste III, électeur de Saxe,  
 « fils du feu roi. Stanislas réunit jusqu'à soixante  
 « mille suffrages. Villars et les vieux généraux  
 « pousoient à la guerre ; ils prétendoient qu'on ne  
 « pouvoit se dispenser de soutenir le beau-père  
 « du roi de France. Fleury se laissa forcer la main.  
 « Il en fit trop peu pour réussir, assez pour com-  
 « promettre le nom françois. Il envoya trois  
 « millions et quinze cents hommes contre cin-  
 « quante mille Russes. Un François qui se trou-  
 « voit par hasard à l'arrivée de nos troupes, le comte  
 « de Flite, ambassadeur en Danemark, rougit pour  
 « la France, se mit à leur tête et se fit tuer.

« L'Espagne s'étoit déclarée pour Stanislas con-  
 « tre l'Autriche qui soutenoit Auguste III. Cette  
 « guerre lointaine de Pologne étoit pour elle un  
 « prétexte pour recouvrer ses possessions d'Italie ;  
 « elle y réussit en partie par les secours de la  
 « France ; pendant que Villars envahissoit le Mi-  
 « lanois, les Espagnols reprenoient les Deux-Si-

« ciles , et y établissoient l'infant Don Carlos  
 « (1734-1735); ils gardèrent cette conquête au  
 « traité de Vienne (1738). Stanislas, en dédom-  
 « magement de la Pologne, reçut la Lorraine, qui,  
 « à sa mort, dut passer à la France; le duc de Lor-  
 « raine , François , gendre de l'empereur Char-  
 « les VI, époux de la fameuse Marie-Thérèse, eut en  
 « échange la Toscane, comme fief de l'empire. Le  
 « dernier des Médicis étant mort sans postérité,  
 « Fleury s'empessa de traiter pour assurer les  
 « Deux-Siciles aux Bourbons d'Espagne, malgré  
 « la jalousie des Anglois. Ajoutez que dix mille  
 « Russes étoient parvenus jusqu'au Rhin. On s'a-  
 « perçut, pour la première fois, que cette Asie eu-  
 « ropéenne pouvoit, par-dessus l'Allemagne, étен-  
 « dre ses longs bras jusqu'à la France.

« Ainsi la France décrépité avec Fleury et Vil-  
 « lars, avec un ministre octogénaire et un général  
 « octogénaire, avoit pourtant gagné la Lorraine.  
 « L'Espagne renouvelée par la maison de Bour-  
 « bon avoit gagné deux royaumes sur l'Autriche;  
 « celle-ci, encore sous la maison de Charles-Quint,  
 « représentoit le vieux principe destiné à périr  
 « pour faire place au principe moderne. L'empe-  
 « reur Charles VI, inquiet comme Charles II d'Es-  
 « pagne en 1700, avoit, au prix des plus grands  
 « sacrifices, essayé de faire garantir ses états à sa  
 « fille Marie-Thérèse, épouse du duc de Lorraine,  
 « devenu duc de Toscane.

« En face de la vieille Autriche s'élevait la jeune  
 « Prusse, état allemand, slave, françois, au mi-  
 « lieu de l'Allemagne; aucun n'avait reçu plus de  
 « réfugiés après la révocation de l'édit de Nantes;  
 « la Prusse étoit destinée à renouveler l'ancienne  
 « opposition saxonne contre les empereurs. Cet  
 « état pauvre, et sans barrière naturelle, qui s'op-  
 « posoit à l'ennemi ni des canaux de la Hollande,  
 « ni les montagnes de la Savoie, n'entra pas moins  
 « crû et grandi, pure création de la politique, de  
 « la guerre, c'est-à-dire de la volonté, de la liberté  
 « humaine triomphant de la nature. Le premier  
 « roi Guillaume, dur et brutal soldat, avait passé  
 « trente ans à amasser de l'argent et à discipliner  
 « ses troupes à coups de canne; ce fondateur de  
 « la Prusse conçut l'État comme un régiment. Il  
 « craignoit que son fils ne continuât pas sur le  
 « même plan, et il eut la tentation de lui faire  
 « couper la tête, comme fit le czar Pierre pour son  
 « fils Alexis. Ce fils, qui fut Frédéric II, plaisoit  
 « peu à un père qui n'estimoit que la taille et la  
 « force, qui faisoit enlever partout des hommes  
 « de six pieds pour composer des régiments de  
 « géants. Le jeune Frédéric étoit petit, avec de  
 « grosses épaules, un gros œil dur et perçant,  
 « quelque chose de bizarre. C'étoit un bel esprit,  
 « un musicien, un philosophe avec des goûts im-  
 « moraux et ridicules, grand faiseur de petits vers  
 « françois; il ne savoit pas le latin et méprisoit l'al-

« lemand; pur logicien, qui ne pouvoit saisir ni la  
« beauté de l'art antique, ni la profondeur de la  
« science moderne. Il avoit pourtant une chose par  
« laquelle il a mérité d'être appelé le grand; il  
« *vouloit*. Il voulut être brave, il voulut faire de  
« sa Prusse l'un des premiers états de l'Europe;  
« il voulut être législateur, il voulut que les dé-  
« serts de la Prusse se peuplassent, il vint à bout  
« de tout. Il fut un des fondateurs de l'art mi-  
« litaire, entre Turenne et Napoléon. Quand celui-  
« ci entra à Berlin, il ne voulut voir que le tom-  
« beau de Frédéric, prit pour lui son épée, et dit :  
« Ceci est à moi.

« La Prusse, état nouveau, qui devoit ses plus in-  
« dustrieux citoyens à la révocation de l'édit de  
« Nantes, devoit tôt ou tard devenir le centre du  
« philosophisme moderne. Frédéric II comprit ce  
« rôle; il se déclara, en poésie, en philosophie,  
« disciple de Voltaire; c'étoit faire sa cour à l'o-  
« pinion; les goûts futiles de Frédéric servirent en  
« cela ses projets les plus sérieux. L'empereur Ju-  
« lien avoit été le singe de Marc-Aurèle, Frédéric  
« fut celui de Julien. D'abord, en l'honneur des  
« Antonin, que Voltaire lui proposoit pour mo-  
« dèle, il écrivit un livre sentimental et vertueux  
« contre Machiavel; il ne régnoit pas encore. Voi-  
« taire, dans son naïf enthousiasme, revoit les  
« épreuves, exalte le royal auteur, et promet au  
« monde un Titus. A son avènement (1740), Fré-

« déric voulut faire détruire l'édition... » (Michelet.)

Cette même année 1740, pendant que la France décrépète, comme dit M. Michelet, n'avoit plus d'attention que pour les querelles ravivées du jansénisme et pour les miracles du diacre Paris, l'empereur Charles VI mourut à Vienne, à l'âge de cinquante-cinq ans. L'orgueil, la dureté, la lenteur, l'incapacité, traits distinctifs du caractère de sa famille, s'étoient tous résumés dans ce souverain, le dernier de sa race. Il étoit mort toutefois, emportant dans la tombe la promesse solennelle des puissances de l'Europe, et notamment de la France, qu'elles garantiroient à sa fille aînée Marie-Thérèse la couronne impériale; mais la succession de Charles VI étoit à peine ouverte que toutes les puissances oublièrent de suivre les engagements que leur imposoit le traité de Vienne (1738). Ce fut le nouveau roi de Prusse, Frédéric II, qui commença les hostilités. Dès le mois de décembre 1740, deux mois après la mort de Charles VI, il envahit la Silésie, avec une armée de vingt bataillons et trente escadrons. Les ducs de cette province située entre la Bohême, la Prusse, la Pologne et la Hongrie avoient adopté la réformation au seizième siècle, ils s'étoient liés par plusieurs mariages avec la maison de Brandebourg, et, dès l'an 1537, ils avoient assuré, par un pacte de famille, la succession de leur duché à cette maison si la leur venoit à s'éteindre.

Au mépris de cette convention qui fut renouvelée à plusieurs reprises, l'Autriche, à l'extinction de la ligne des ducs de Silésie, s'étoit emparée de leur duché, et elle y avoit depuis signalé sa domination par son zèle contre les réformés. En quelques semaines Frédéric II fut maître de toute la province, à la réserve de deux ou trois forteresses. Il offrit alors son alliance à Marie-Thérèse, lui promettant de soutenir, dans la diète électorale, les prétentions de François de Lorraine, son mari, à la couronne impériale.

Marie-Thérèse, née le 13 mai 1717, joignoit à une beauté rare, à des grâces séduisantes, la fierté héréditaire de sa famille qui l'empêchoit de descendre à aucun terme avec ses ennemis. Elle étoit menacée, dans ce moment, par tous ses voisins à-la-fois. L'électeur de Bavière, l'électeur de Saxe, roi de Pologne, le roi de Sardaigne et la reine d'Espagne, prétendoient des droits à son héritage, au nom de toutes les princesses d'Autriche qui s'étoient mariées dans ces diverses maisons souveraines : cependant Marie-Thérèse ne perdit point courage, elle essaya de faire tête à tous ses rivaux, et commença par repousser avec dédain l'offre de Frédéric II. Déjà, il est vrai, elle avoit reçu les hommages des états de l'Autriche ; les provinces d'Italie, la Bohême, lui avoient fait, par députés, leur serment d'obéissance ; les Hongrois enfin, l'avoient accueillie avec enthousiasme. Ce dévouement spon-

tané, cet élan sympathique de tous les états que son père lui avoit laissés, exaltèrent l'énergie de Marie-Thérèse. En réponse aux avances du roi de Prusse, elle fit partir Neuperg pour défendre la Silésie, avec vingt-quatre mille Autrichiens ; mais ce général fut battu le 10 avril 1741, à Molwitz, sur la rivière de Neiss.

Ce premier échec éprouvé par Marie-Thérèse alécha toutes les puissances ; on ne douta plus en Europe de la ruine prochaine de l'empire d'Autriche, et tous les souverains se pressèrent d'arriver pour prendre leur part des lambeaux de cet empire. La France, malgré les engagements du traité de Vienne, ne fut point la dernière à la curée. Fleury étoit alors âgé de quatre-vingt-sept ans, il passoit presque tous ses jours au lit, mais en raison même de son extrême foiblesse il vouloit faire croire à une énergie qu'il n'eut jamais, et se laissoit aller volontiers aux avis de ceux qui étaloient à ses yeux de la vigueur et de l'activité. Il s'abandonnoit, à cette époque, aux conseils des deux frères Belle-Isle, l'un comte, l'autre chevalier, petits-fils du surintendant Fouquet. On attribuoit au premier, qui étoit maréchal de France, un génie vaste, un esprit brillant, un courage audacieux ; son métier étoit sa passion ; il faisoit les projets, son frère les rédigeoit : on appeloit l'un l'*imagination*, l'autre le *bon sens*. Quand on les mit à l'épreuve, on dut reconnoître que ces projets si vastes, si compli-



qués, et qu'ils dérouloient avec une assurance imperturbable, cachoit d'ordinaire beaucoup de légèreté et de présomption. Dans le plan de politique suggéré à Fleury et à Louis XV par le comte de Belle-Isle, il s'agissoit de placer la couronne impériale sur la tête de l'électeur de Bavière et de porter un coup mortel à la puissance autrichienne, en lui prenant ses plus belles provinces pour doter le nouvel empereur. Ce plan ayant reçu l'approbation du ministre et du roi, un traité d'alliance fut conclu, le 18 mai 1741, avec l'électeur de Bavière. Par ce traité, Louis XV s'obligeoit à fournir à ce dernier une armée de quarante mille hommes et à en envoyer une autre de même force en Westphalie, pour contenir les électeurs de Hanovre, de Trèves et de Mayence, ainsi que les Provinces-Unies. Le roi d'Espagne entra dans cette alliance, pour lui-même et pour le roi des Deux-Siciles, mais en ce qui touchoit aux affaires d'Italie seulement; les rois de Prusse, de Pologne et de Sardaigne y accédèrent à leur tour.

Les quarante mille hommes confiés à Belle-Isle firent leur jonction avec l'électeur de Bavière et vinrent camper devant Vienne, pendant que Frédéric pénétoit en Autriche par la Moravie et que les Saxons envahissoient la Bohême. Prague, la capitale de ce royaume, tomba hientôt entre les mains du comte Maurice de Saxe qui avoit remplacé Belle-Isle, et l'électeur de Bavière y fut cou-

ronné roi de Bohême. Un mois après, en janvier 1742, la diète de Francfort le proclamait empereur, sous le nom de Charles VII. Dans cette extrémité, Marie-Thérèse avoit quitté Vienne pour se jeter entre les bras des Hongrois, si sévèrement traités par son père et par ses aïeux. Le 13 septembre 1741, elle parut devant une diète des quatre ordres de l'état qu'elle avoit assemblée à Presbourg. L'impératrice étoit vêtue de deuil, dans l'habit hongrois, la tête coiffée de la couronne de Saint-Etienne, et portant à son côté l'épée royale, objet d'une vénération extrême pour les peuples de la Hongrie. Sa beauté, sa jeunesse, son infortune, produisirent la plus vive émotion dans toute l'assemblée. Les magnats et les députés tirèrent à moitié leurs sabres hors du fourreau, en s'écriant : « *Moriamur pro rege nostro Maria-Theresa!* Mourons pour notre roi « Marie-Thérèse. »

Ainsi, la fille des empereurs fut proclamée comme un roi, et la succession féminine sanctionnée par un mouvement d'enthousiasme. Marie-Thérèse, qui venoit d'écrire à la duchesse de Lorraine, sa belle-mère, « J'ignore encore s'il me restera une ville pour « faire mes couches, » fut assurée d'un royaume. C'étoit le seul de ses états où se fussent conservés quelques restes imposants de libertés publiques, ce fut le seul aussi qui montra de l'énergie pour la défendre.

L'Angleterre et la Hollande ne pouvoient voir

de sang-froid la ruine de la maison d'Autriche, au profit de la France ou de l'Espagne. Georges II étoit Autrichien de cœur comme son père Georges I<sup>er</sup>. Le pacifique Walpole fut renversé, et le parlement britannique fournit à Marie-Thérèse des subsides avec lesquels elle souleva et arma les populations demi-barbares de l'Europe orientale. C'étoient des nuées de hussards, de pandours, de cravates et de Talpaches, qui, ne reconnoissant aucune des lois de la guerre, brûloient les villages, égorgéient les femmes et les enfants, et massaéroient les prisonniers. Bientôt la Bohême fut reconquise, les François perdirent Prague et revinrent à grand'peine à travers les neiges : « Belle-Isle, dit Michelet, en fut quitte pour se comparer à Xénophon. »

Les ennemis de l'Autriche qui s'étoient réunis par ambition pour partager ses provinces, se défioient les uns des autres. Le roi de Prusse ne voyoit pas sans inquiétude les prétentions du nouvel empereur sur la Bohême, sur l'Autriche, et peut-être bientôt sur la Silésie, dont Frédéric s'étoit emparé; les manières impérieuses de Belle-Isle et de Broglie le blessaient; il étoit parvenu au but qu'il poursuivoit sans l'assistance de personne, mais son trésor étoit épuisé, ses troupes fatiguées, et, n'ayant pu obtenir des alliés qu'ils attaquassent de concert l'armée impériale, il résolut de séparer ses intérêts des leurs et de faire personnellement sa paix avec Marie-Thérèse.

De tout temps, a écrit Frédéric, on a vu l'esprit de la cour d'Autriche suivre les impressions brutes de la nature; enflée dans la bonne fortune, et rampante dans l'adversité, elle n'a jamais pu parvenir à une sage modération; son orgueil et son astuce reprennent alors le dessus, et je reconnus que pour qu'une négociation de paix réussît avec les Autrichiens, il falloit auparavant les avoir bien battus. Frédéric commença donc par battre les Autrichiens à Chotusitz, près de Czeslaw, le 4 mai 1742; après quoi un traité de paix fut signé à Berlin le 28 juillet suivant, entre le roi de Prusse et la reine de Hongrie. Par ce traité, Marie-Thérèse céda à Frédéric la haute et la basse Silésie, avec le comté de Glatz. Le roi d'Angleterre, comme électeur de Hanovre, le roi de Danemark, les Provinces-Unies, et le roi de Pologne, comme électeur de Saxe, accédèrent à cette pacification. La position devenoit critique pour la France. Bien que le cabinet britannique dirigé par le fougueux lord Carteret, ne lui eût pas encore déclaré la guerre, son hostilité étoit patente aussi bien que son zèle pour Marie-Thérèse; c'étoit trop de tant d'inquiétudes pour les quatre-vingt-dix ans de Fleury. Retiré fréquemment à Issy, son unique souci étoit désormais de prolonger sa vie. Il avoit encore des flatteurs à son âge, et les journalistes du temps inventoient des centaines pour faire leur cour au cardinal. Il s'éteignoit cependant le 29 janvier 1743 avec cette sérénité qui fut le plus

grand art de sa politique, la tête saine encore, libre et capable d'attention aux affaires.

Le roi Georges II ne tarda pas à se déclarer nettement contre la France. Après avoir prorogé son parlement, le 21 avril 1743, il s'étoit hâté de passer sur le continent avec son fils, le duc de Cumberland, et lord Carteret, secrétaire-d'état pour les affaires étrangères. Héritier de la haine de son père contre les François, pénétré de sa valeur personnelle et de ses talents comme général, il vouloit désormais jouer le premier rôle dans la guerre. La succession d'Autriche étoit en quelque sorte oubliée : c'étoit maintenant un duel entre la France et l'Angleterre, où chacune de ces puissances prétendoit diriger à sa fantaisie : l'une, le roi d'Espagne et celui des Deux-Siciles, l'autre la reine de Hongrie et le roi de Sardaigne qui venoit de s'allier à elle.

Lord Stairs, élève de Malborough, le même qui avoit été ambassadeur en France pendant la régence, mit en mouvement, dans le courant de mai 1743, les troupes angloises et autrichiennes qui occupoient les Pays-Bas. Il passa le Rhin le 14 mai et joignit, le 23, Georges II qui se mit à la tête de l'armée, composée de dix-sept mille Anglois, de seize mille Hanovriens, de dix mille Autrichiens et de six mille Hessois. Le duc de Noailles, chargé de défendre la frontière du nord contre l'armée austro-angloise, refoula cette armée dans la plaine étroite de Dettingen, entre le Mein et des marais. Les

dispositions du duc de Noailles étoient excellentes, et les alliés alloient être écrasés jusqu'au dernier, lorsqu'une attaque imprudente du duc de Grammont, neveu du maréchal de Noailles, changea le sort de la journée. Au lieu d'attendre les ennemis à son poste, comme il en avoit l'ordre formel, il s'élança au travers du ravin qu'il devoit garder, et vint charger par la gauche l'armée des alliés, dans la plaine même où ils étoient arrêtés. Les François, en se jetant ainsi en avant, s'étoient placés sous le feu des formidables batteries qu'ils avoient eux-mêmes dressées au-delà du Mein. La bataille étoit gagnée avant l'attaque du duc de Grammont, elle fut perdue dès que nos soldats s'engagèrent sur le terrain même où le duc de Noailles avoit habilement resserré l'ennemi. Le général françois fut bientôt obligé de repasser le Mein, après avoir laissé cinq mille hommes sur le champ de bataille de Dettingen.

Ce fut dans ces circonstances dangereuses que Louis XV commença sa première campagne. On gardoit à peine les frontières du côté de l'Allemagne. La reine de Hongrie s'étoit fait prêter serment de fidélité par les habitants de la Bavière et du Haut Palatinat; des partis hongrois pénétoient jusque par-delà la Sarre et entamoient les frontières de la Lorraine. Le fameux partisan Mentzel repandoit dans l'Alsace, dans les Trois-Évêchés, dans la Franche-Comté, des manifestes par lesquels il invitoit les

peuples, au nom de la reine de Hongrie, à rentrer sous l'obéissance de la maison d'Autriche; il menaçoit les habitants qui prendroient les armes de les faire pendre, après les avoir forcés de se couper eux-mêmes le nez et les oreilles. « Cette insolence, digne d'un soldat d'Attila, n'étoit que méprisable, dit Voltaire, mais elle étoit la preuve du succès. » Les armées autrichiennes menaçoient Naples, tandis que les armées françoises et espagnoles n'étoient encore que dans les Alpes. Les Anglois, victorieux sur terre, dominoient sur les mers; les Hollandois alloient se déclarer, et promettoient de se joindre, en Flandre, aux Autrichiens et aux Anglois. Tout étoit contraire, la France sembloit menacée d'une seconde guerre de la Succession d'Espagne.

Il faut rendre cette justice au gouvernement de Louis XV, qu'il déploya alors une rare activité, et qu'il fit résolument son devoir. Non seulement il assura les frontières sur les bords du Rhin et de la Moselle par des corps d'armée, il prépara encore une descente en Angleterre. Le jeune prince Charles-Édouard, fils aîné du prétendant et petit-fils de Jacques II, fut appelé de Rome, et une flotte de vingt et un vaisseaux le porta pour la première fois jusqu'au rivage de sa patrie; mais une tempête et surtout les vaisseaux anglois qui défendoient les côtes, empêchèrent le succès de cette entreprise.

Ce fut dans ce tems-là que le roi partit pour la

Flandre. En quelques jours, Courtrai, Menin, Ypres, Furnes, se rendirent à lui, sans que les généraux anglois et autrichiens, qui commandoient vers Bruxelles, pussent arrêter ces progrès. Ils avoient pour adversaire le plus grand homme de guerre qui fût alors au service de la France, le comte Maurice, maréchal de Saxe, fils naturel d'Auguste II, ancien roi de Pologne et électeur de Saxe. Le corps qu'il commandoit étoit si bien posté et couvroit les sièges si à propos, que les alliés ne purent jamais les inquiéter. Mais ces avantages furent bientôt interrompus par la nouvelle que les Autrichiens avoient passé le Rhin du côté de Spire, à la vue des François et des Bavares, que l'Alsace étoit entamée, que les frontières de la Lorraine étoient exposées. Louis XV se décida aussitôt à confier son armée de Flandre au maréchal de Saxe et à se porter lui-même au secours de l'Alsace. Ce parti que prenoit le roi dès sa première campagne excita en France des transports d'enthousiasme. Louis mit en marche ses troupes dont il assigna le rendez-vous à Metz; il augmenta, pendant cette marche, la paye et la nourriture du soldat, et se concilia par cette libéralité la vive affection de l'armée. Arrivé dans Metz le 5 août 1744, il y apprit le 7 un événement qui changeoit toute la face des affaires, qui forçoit le prince Charles de Lorraine, beau-frère de Marie-Thérèse, à sortir de l'Alsace, qui rétablissoit l'empereur Charles VII, et plaçoit



la reine de Hongrie dans un imminent danger. Le roi de Prusse, inquiet pour lui-même des progrès de Marie-Thérèse, inquiet du traité signé à Worms, le 5 avril 1744, entre l'Angleterre, la Sardaigne, la Saxe et la Hollande, s'étoit résolu à rentrer dans ses engagements avec la France. Le maréchal Schmettau vint de la part de Frédéric annoncer au roi de France que son nouvel allié marchoit sur Prague avec quatre-vingt mille hommes, et qu'il en faisoit avancer vingt-deux mille en Moravie. Cette puissante diversion en Allemagne, les conquêtes du roi en Flandre, son arrivée en Lorraine, dissipoient toutes les alarmes, lorsque la France s'émut d'un danger d'une autre espèce. Louis XV atteint, dans le courant d'août 1744, d'une fièvre putride et maligne, fut bientôt à l'extrémité.

La maladie du roi fit éclater dans tout le pays l'affection qu'on lui portoit. Louis n'étoit encore connu de son peuple que par les récents événements de la Flandre, et dans son hâtif enthousiasme, la France décerna le nom de *bien-aimé* à un prince qui ne se montra plus digne que de son mépris. Le courrier qui annonçoit la convalescence du roi, arrivé à Paris, fut embrassé et presque étouffé par le peuple; on baisoit son cheval, on le menoit en triomphe. Ces transports de joie redoublèrent lorsqu'on apprit, presque dans le même tems, que la capitale de la Bohême étoit tombée entre les mains de Frédéric, et que le

prince de Conti, réuni à l'infant Don Philippe, second fils d'Élisabeth Farnèse et de Philippe V, avoit remporté le 30 septembre, à Coni, une victoire signalée sur le roi de Sardaigne.

Mais par un de ces retours de fortune si fréquents dans cette guerre, le roi de Prusse étoit à peine maître de Prague, qu'il en fut chassé par le duc Charles de Lorraine, comme les François l'avoient été sous le maréchal de Belle-Isle. Les Prussiens firent alors les mêmes fautes et les mêmes retraites qu'ils avoient reprochées aux armées françoises; ils abandonnèrent successivement tous les postes qui assurent Prague; enfin, ils furent obligés d'abandonner Prague même. Le prince Charles, qui avoit passé le Rhin à la vue de l'armée de France, passa l'Elbe la même année à la vue du roi de Prusse; il le suivit jusqu'en Silésie. On doutoit si la reine Marie-Thérèse, qui paroissoit perdue au mois de juin 1744, ne reprendroit pas jusqu'à la Silésie au mois de décembre de la même année; on craignoit enfin que l'empereur Charles VII, qui venoit de rentrer dans Munich, sa capitale désolée, ne fût obligé d'en sortir encore.

Il succomba sur ces entrefaites, à l'âge de quarante-sept ans, accablé de maladies que les chagrins redoubloient. La cause de la guerre ne subsistant plus, il sembloit que le calme pouvoit être rendu à l'Europe. On se flattoit, en Allemagne,

que la reine de Hongrie rechercheroit la paix comme un moyen de placer son mari, François de Lorraine, grand-duc de Toscane, sur le trône impérial; mais elle voulut et ce trône et la guerre. Le ministère anglois, qui faisoit la loi à ses alliés, puisqu'il les payoit, crut qu'il y avoit à perdre avec la France par un traité, et à gagner par les armes; le roi de France, au contraire, qui ne savoit plus où trouver un compétiteur à la couronne impériale, pour l'opposer à Marie-Thérèse, fut obligé de continuer la guerre sans autre but que de la faire cesser.

Le parti qu'on prit fut de se défendre en Italie et en Allemagne, et d'agir toujours offensivement en Flandre. Le maréchal de Maillebois fut envoyé au-delà des Alpes; le prince de Conti fut chargé de la guerre sur le Mein; le roi voulut aller lui-même achever en Flandre les conquêtes qu'il avoit interrompues l'année précédente. Il venoit de marier le dauphin, qui fut le père de Louis XVI, avec la seconde infante d'Espagne. Ce jeune prince, qui n'avoit pas seize ans accomplis, se prépara à partir pour la Flandre au commencement de mai 1645.

Le maréchal de Saxe y étoit déjà, et il investissoit Tournai à la tête d'une puissante armée. Dès que les États-Généraux apprirent que Tournai étoit en danger, ils mandèrent qu'il falloit hasarder une bataille pour secourir la ville. La principale force des alliés consistoit en vingt bataillons et vingt-six

escadrons anglois; sous le jeune duc de Cumberland qui avoit gagné, avec le roi son père, la bataille de Dettingen : cinq bataillons et seize escadrons hanovriens étoient joints aux Anglois. Le prince de Waldeck, à-peu-près de l'âge du duc de Cumberland, impatient de se signaler, conduisoit quarante escadrons hollandois et vingt-six bataillons. Les Autrichiens n'avoient que huit escadrons dans cette armée qui comptoit plus de cinquante-cinq mille hommes.

Le roi laissa devant Tournai environ dix-huit mille hommes, qui étoient postés en échelle jusqu'au champ de bataille de Fontenoy; six mille pour garder les ponts sur l'Escaut et les communications. Le maréchal de Saxe commandoit l'armée. Il avoit déjà mérité sa grande réputation par de savantes retraites en Allemagne, et par sa campagne de 1744 en Flandre; il joignoit une théorie profonde à la pratique; la vigilance, le secret, l'art de savoir différer à propos un projet et celui de l'exécuter rapidement, le coup d'œil, les ressources, la prévoyance, étoient ses talents de l'aveu de tous les officiers; mais ce général, consumé d'une maladie de langueur, étoit alors presque mourant. On le traînoit dans une voiture d'osier qui lui servoit de lit; quand ses forces épuisées ne lui permettoient plus de rester à cheval.

Le maréchal de Saxe n'en fit pas moins avec une rare présence d'esprit toutes les dispositions

de la bataille de Fontenoy, qui s'engagea le 11 mai 1745. Après une lutte acharnée, l'Irlandois Lally décida la victoire en faveur de la France, en proposant de rompre les carrés anglois avec du canon, et en y entrant le premier l'épée à la main. L'année suivante, 11 octobre 1746, le maréchal de Saxe gagna encore sur les alliés la victoire de Raucoux.

« Dans le même tems la France lançoit encore  
« une fois sur l'Angleterre son plus formidable  
« ennemi, le Prétendant. Les highlanders de l'E-  
« cosse l'accueillirent, fondirent des montagnes  
« avec un irrésistible élan, enlevant les canons à  
« la course, et démolissant les escadrons à coups  
« de poignards. Il eût fallu que ces succès fussent  
« soutenus par la France. Notre marine étoit ré-  
« duite à rien. Lally obtint quelques vaisseaux;  
« mais les Anglois gardoient la mer, ils empêchè-  
« rent les Ecossois de recevoir aucun secours, ils  
« avoient sur les Écossois l'avantage du nombre,  
« de la richesse, une bonne cavalerie, une bonne  
« artillerie. Ils vainquirent à Culloden (27 avril  
« 1745).

« Cependant les Espagnols se retirent de l'Italie,  
« les François en sont chassés, ils avancent dans  
« les Pays-Bas. L'Angleterre craint pour la Hol-  
« lande et y rétablit le Stathoudérat. Les succès  
« de la France contre la Hollande à Lawfeld et à  
« Berg-op-Zoom servirent du moins à décider la

« paix. Elle avoit perdu sa marine, ses colonies,  
 « les Russes paroissent pour la seconde fois sur  
 « le Rhin. La paix d'Aix-la-Chapelle, conclue le 18  
 « octobre 1748, rendit à la France ses colonies, as-  
 « sura la Silésie à la Prusse, Parme et Plaisance  
 « aux Bourbons d'Espagne. Contre toute espérance,  
 « l'Autriche subsista. »

Déjà Marie-Thérèse avoit fait son époux empereur, sous le nom de François I<sup>er</sup>; cependant l'impératrice-reine n'étoit point satisfaite. Elle s'indignoit de ce que l'Angleterre l'eût contrainte à céder à la fortune et à signer le traité d'Aix-la-Chapelle. Le comte de Kaunitz, son ministre, qui depuis devint tout-puissant en Autriche, insistoit sur le maintien du traité de Worms en son entier, et menaçoit de réclamer contre les concessions précédemment faites au roi de Prusse si on y changeoit quelque chose. Lorsqu'enfin Marie-Thérèse, dont la main étoit forcée, eut signé le traité d'Aix-la-Chapelle, elle refusa de donner audience à M. Keith, l'ambassadeur anglois à Vienne, en lui faisant savoir qu'il l'obligeroit de lui épargner un entretien qui ne pourroit être que très désagréable pour elle et pour lui. Ainsi se préparoit la rupture entre l'Angleterre et l'Autriche, et le changement complet dans le système des alliances qui devoit éclater sous peu d'années.

« La France, dans sa lutte contre Marie-Thérèse,  
 « avoit fait une dure expérience de sa foiblesse; mais  
 « elle n'en pouvoit profiter. Au gouvernement du

« vieux prêtre, avoit succédé celui des maîtresses.  
« Mademoiselle Poisson, marquise de Pompadour,  
« régna vingt années. Née bourgeoise, elle eut quel-  
« ques velléités de patriotisme. Sa créature, le con-  
« trôleur Machault, vouloit imposer le clergé; d'Ar-  
« genson organisoit l'administration de la guerre  
« avec le talent et la sévérité de Louvois. Au milieu  
« de la petite guerre du parlement et du clergé le  
« philosophisme gagnoit; à la cour même il avoit  
« des partisans, le roi, tout ennemi qu'il étoit des  
« idées nouvelles, avoit sa petite imprimerie, et  
« imprimoit lui-même les théories économiques de  
« son médecin Quesnay, qui proposoit un impôt  
« unique, portant sur la terre; la noblesse et le  
« clergé, qui étoient les principaux propriétaires  
« du sol, eussent enfin contribué. Tous ces projets  
« aboutissoient en vaines conversations : les vieilles  
« corporations résistoient; la royauté, caressée par  
« les philosophes qui auroient voulu l'armer contre  
« le clergé, éprouvoit un vague effroi à l'aspect de  
« leurs progrès. Voltaire préparoit une histoire gé-  
« nérale antichrétienne ( Essai sur les mœurs,  
« 1756). Peu-à-peu la philosophie nouvelle sortoit  
« de cette forme polémique à quoi Voltaire la ré-  
« duisoit. Dès 1748, le président de Montesquieu,  
« fondateur de l'Académie des Sciences naturelles  
« à Bordeaux, donna, sous forme il est vrai dé-  
« cousue et timide, une théorie matérialiste de la  
« législation, déduite de l'influence des climats;

« telle est du moins l'idée dominante de l'Esprit des  
 « lois, ce livre si ingénieux, si brillant, quelquefois  
 « si profond. En 1749, apparut la colossale Histoire  
 « naturelle du comte de Buffon ; en 1751, les pre-  
 « miers volumes de l'Encyclopédie, monument gi-  
 « gantesque où devoit entrer tout le dix-huitième  
 « siècle, polémique et dogmatique, économie,  
 « mathématiques, irréligion et philanthropie,  
 « athéisme et panthéisme, d'Alembert et Diderot.  
 « Le tout fut dit par Condillac, en un mot qui con-  
 « tient le siècle : Traité des Sensations, 1754. Ce-  
 « pendant la guerre religieuse étoit continuée par  
 « Voltaire, qui venoit de se poster en observation  
 « au point central de l'Europe, entre la France, la  
 « Suisse et l'Allemagne, aux portes de Genève, au  
 « chef-lieu des anciens Vaudois, d'Arnoldo de  
 « Brescia, de Zuingle et de Calvin.

« C'étoit l'apogée de la puissance de Frédéric.  
 « Depuis sa conquête de Silésie, il avoit perdu tout  
 « ménagement. Dans son étrange cour de Potsdam,  
 « ce bel esprit guerrier se moquoit de Dieu, des  
 « philosophes et des souverains ses confrères. Il  
 « avoit maltraité Voltaire, le principal organe de  
 « l'opinion ; il désoloit de ses épigrammes les rois et  
 « les reines ; il ne croyoit ni à la beauté de madame  
 « de Pompadour, ni au génie poétique de l'abbé de  
 « Bernis, principal ministre de France. L'occasion  
 « parut favorable à l'impératrice pour recouvrer  
 « la Silésie ; elle ameuta l'Europe, les reines sur-



« tout; elle entraîna celle de Pologne et l'impé-  
« trice de Russie; elle fit sa cour à la maîtresse de  
« Louis XV. La monstrueuse alliance de la France  
« avec cette vieille Autriche contre un souverain  
« qui maintenoit l'équilibre de l'Allemagne, ré-  
« nit contre lui toute l'Europe. L'Angleterre seule  
« l'aida et lui donna des subsides. Elle étoit gou-  
« vernée alors par un avocat goutteux, le fameux  
« William Pitt, depuis lord Chatham, qui s'éleva  
« à force d'éloquence, à force de haine contre les  
« François. L'Angleterre vouloit deux choses : le  
« maintien de l'équilibre européen, et la ruine des  
« colonies françoises et espagnoles. Ses griefs  
« étoient graves; les Espagnols avoient maltraité  
« ses contrebandiers, et les François vouloient  
« l'empêcher au Canada de bâtir sur leur terri-  
« toire. Les Anglois, pour déclaration de guerre,  
« nous confisquèrent trois cents navires (1756). »

Tel fut le début de la célèbre guerre de Sept ans ; mais avant de présenter le tableau rapide des événements de cette guerre, il importe de pénétrer dans la cour de France, de montrer quel étoit le prince à qui Louis XIV avoit légué la dignité de son nom et la majesté de sa couronne. Les scandales de la vie de Louis XV ne sont pas de ceux qu'il suffit de livrer au mépris des honnêtes gens, ils forment une des pages obligées de l'histoire du dix-huitième siècle, puisqu'en consommant la dégradation de la royauté, ils préparèrent et hâtèrent sa ruine.

Louis, long-tems foible dans son enfance, avoit acquis ensuite une grande vigueur de corps. Mari peu fidèle, comme tous les Bourbons, il n'eut pas, comme Henri IV ou comme Louis XIV, cette excuse de l'amour qui rend si indulgent pour les foiblesses des rois ; il ne rechercha jamais dans le vice que des satisfactions grossières, celles auxquelles l'âme et le cœur ont le moins de part. Les courtisans, qui supportoient avec impatience la longue administration de Fleury, voulurent d'abord stimuler l'ambition du roi, en l'entraînant à la guerre de Pologne ; mais ils ne trouvèrent à éveiller en lui aucune ardeur, aucun vague désir de gloire. Ils essayèrent alors de le dominer par des maîtresses, et ce fut la reine elle-même qui, par sa froideur, servit mieux que personne leurs intrigues. Elle redoutoit les empressements de son mari, elle les évitoit ; ses couches, ses maladies lui donnoient une occasion ou un prétexte pour de longues retraites. Lorsque le roi entroit le soir dans son appartement, elle feignoit de dormir, ou bien encore elle prolongeoit indéfiniment ses prières, pour qu'il s'endormît le premier. Tous ces détails de la vie domestique des deux époux étoient épiés par les deux valets de chambre du roi, Bachelier et Lebel. Ils en instruisirent le duc de Richelieu, le chef des roués de la cour, madame de Tencin et mademoiselle de Charolais, sœur du duc de Bourbon, qui travailloient à rompre entièrement l'intimité du roi et de la reine. Sachant que la reine

étoit résolue un soir à ne pas voir le roi, Bachelier vint l'avertir que son mari alloit se rendre chez elle. Cette princesse répondit qu'elle étoit désespérée, mais qu'elle ne pouvoit recevoir Sa Majesté. Louis XV lui envoya encore coup sur coup deux messagers, et il reçut la même réponse. Il jura alors dans sa colère que les rapports de mari et de femme étoient pour toujours rompus entre eux. L'arrêt étoit définitif, car Louis XV offensé ne pardonnoit jamais.

Dès le lendemain la comtesse de Mailly fut reconnue par deux dames, au moment où Bachelier la conduisoit, couverte d'un capuchon, dans les petits cabinets du roi. La cabale ne se contentoit point du vice, il lui falloit encore de l'éclat : madame de Mailly fut aussitôt déclarée favorite. Elle étoit l'aînée des cinq filles du marquis de Nesle et femme de Louis-Alexandre de Mailly, son cousin. Douce, réservée, timide, sans aucune connoissance des affaires, elle amusoit Louis par de petits propos et par des manières enjouées. Elle étoit du même âge que le roi, d'un caractère égal, incapable de fausseté, sans ambition, sans intrigues, telle enfin que le cardinal de Fleury dut la préférer à toute autre. Madame de Mailly n'étoit point belle, mais elle aimoit le roi avec passion. Cet amour avoit été quelque tems secret, parce que la maîtresse de Louis ne désiroit ni profiter de sa faveur, ni la faire connoître. Déclarée favorite en 1735, elle continua de

vivre à la cour avec la même modestie, sans rien demander pour elle ni pour ses parents.

En 1739, la seconde sœur de madame de Mailly, mademoiselle de Nesle, forma le projet de plaire au roi, de supplanter sa sœur, de chasser Fleury et de gouverner l'état. Mademoiselle de Nesle n'étoit pas plus belle que madame de Mailly ; mais elle étoit pétulante, audacieuse, spirituelle, et se paroît d'une tendresse vive et ingénue qui séduisit le roi. Le marquis de Vintimille, petit-neveu de l'archevêque de Paris, consentit, moyennant deux cent mille livres de dot, à épouser la nouvelle maîtresse qui se trouvoit enceinte. Bientôt enfin une troisième demoiselle de Nesle, la duchesse de Lauragais, vint aussi se livrer aux caprices coupables d'un monarque pour qui l'inceste n'étoit déjà qu'un aiguillon et un charme de plus. Madame de Vintimille étant morte à la suite de ses couches, le roi éprouva des remords, il s'accusa d'être un grand pécheur, et crut se réformer en ne conservant qu'une seule maîtresse, madame de Mailly ; mais l'année suivante, 1742, une révolution de houdoir renversoît la douce favorite, et c'étoit la plus jeune des sœurs de Nesle, madame de la Tournelle, qui prenoit sa place dans les affections de Louis.

Cette femme ambitieuse et belle, si célèbre sous le nom de duchesse de Châteauroux, essaya plus tard de donner quelque dignité au rôle honteux qu'elle avoit accepté auprès du roi, en l'arrachant

aux orgies de Choisy, en excitant la dernière étincelle d'ardeur et de courage que le libertinage et la débauche n'eussent pas étouffée dans le cœur de son amant. Ce fut elle qui le décida à se montrer aux armées, et elle l'accompagna en Flandre en 1744 : elle étoit aussi près de lui à Metz lorsqu'il y tomba malade. Cédant alors aux remontrances de l'évêque de Soissons et aux terreurs de l'enfer, il la renvoya avec éclat, ainsi que la duchesse de Lau-raguais sa sœur, qui avoit repris son rang de favorite en sous-ordre; mais à peine rentré à Paris, il ne songea qu'à rappeler sa maîtresse. « C'est pour  
« le renvoi des deux favorites, dit Voltaire, que le  
« peuple de Paris, aussi sot que celui de Metz,  
« donna à Louis XV le surnom de bien-aimé. Un  
« polisson, nommé Vadé, imagina ce titre que les  
« almanachs prodiguèrent. Quand ce prince se  
« porta bien, il ne voulut être que le bien-aimé de  
« sa maîtresse. » La duchesse de Châteauroux imposa ses conditions avant de revenir à la cour. Les ducs de Châtillon, de Bouillon, de la Rochefoucauld qui avoient appuyé les remontrances de l'évêque de Soissons, furent enfermés à la Bastille ; l'austère prélat fut exilé dans son diocèse. Loin de fléchir devant cette disgrâce, il n'en poursuivit pas moins jusqu'au bout ses courageuses réprimandes, et cette lettre qu'il écrivoit de son exil au monarque tout-puissant qui le persécutoit, vaut bien en éloquence les plus belles pages de Bossuet : « Souve-

« nez-vous, sire, que près de rendre compte au  
 « grand juge des armées de votre règne, vous vous  
 « humiliâtes devant l'Être-Suprême; vous lui fîtes,  
 « en présence des grands de l'état, l'aveu de vos  
 « fautes, et vous lui promîtes de mieux nous édi-  
 « fier. Vous nous prîtes à témoin de cette belle ac-  
 « tion de votre règne, et vous ne fûtes jamais, à  
 « nos yeux, ni plus grand ni plus redoutable que  
 « lorsque nous vous vîmes réconcilié avec votre  
 « Dieu. Si donc vous m'avez appelé à témoin de  
 « votre confession publique, tant que je vivrai, je  
 « rappellerai à Votre Majesté cette journée de re-  
 « pentir, de pardon et de miséricorde. » Maurepas,  
 ministre de la marine, dont la favorite avoit aussi  
 demandé le renvoi, fut celui que le roi chargea de  
 lui annoncer son rappel. Madame de Châteauroux  
 étoit alors malade, et Maurepas fut introduit près  
 de son lit. La duchesse parut satisfaite des explica-  
 tions du roi : elle donna même au ministre sa main  
 à baiser, mais elle ne devoit plus se relever du lit  
 sur lequel elle étoit alors couchée. Les agitations  
 violentes l'avoient tuée. Ses sœurs, mesdames de  
 Flavacourt et de Mailly, la soignèrent dans ses  
 derniers moments ; le roi faisoit dire des messes  
 pour sa guérison dans toutes les églises de Ver-  
 sailles. Elle expira le 8 décembre 1744, dans des  
 sentiments de repentir.

Rien ne révolte peut-être davantage dans la vie  
 de Louis XV, rien ne peint sous des couleurs plus

odieuses l'insensibilité et la dépravation de son cœur, que les offres qu'il fit faire par le duc de Richelieu, immédiatement après la mort de madame de Châteauroux, à la cinquième des sœurs de Nesle, madame de Flavacourt. Richelieu voulut l'éblouir par des promesses de fortune, de grâces, de faveurs; on assure qu'elle répondit : « Voilà donc tout, M. de Richelieu ? Eh bien, je préfère l'estime de mes contemporains. » Au reste, la place de favorite ne demeura pas long-tems vacante. Une femme alors âgée de vingt-trois ans, madame Le Normand d'Étioles, femme d'un sous-fermier des finances, et fille d'un nommé Poisson, qui avoit été boucher des Invalides, s'efforçoit depuis deux années de disputer le cœur du roi à madame de Châteauroux. Madame d'Étioles qui étoit fort riche, habitoit un château près de la forêt de Sénart; elle se montrait souvent dans les chasses de la cour, tantôt vêtue d'une robe d'azur dans un phaéton couleur de rose, tantôt vêtue de rose dans un phaéton d'azur; sa beauté étoit éclatante; elle affectoit de porter le costume de Diane, et elle réussit facilement à attirer les regards du roi qui lui envoya plusieurs fois des produits de sa chasse.

Sur ces entrefaites, madame de Châteauroux mourut. Deux mois après, le 23 février 1745, le dauphin Louis, fils unique du roi, fut marié à Marie-Thérèse-Antoinette, fille de Philippe V. La ville de Paris offrit un bal aux jeunes époux à l'hôtel-de-ville. « Le

« roi, dit M. Lacroix, en butte aux séductions des  
 « femmes les plus habiles, paroissoit plongé dans  
 « une ivresse vague, lorsque madame d'Étiolles vint,  
 « sous le masque, lui rappeler quelques scènes de  
 « ses chasses où elle avoit entrevu son bonheur.  
 « Quand elle se fut trahie autant qu'elle desiroit  
 « l'être, elle eut soin de se rejeter dans la foule ;  
 « mais elle laissa tomber son mouchoir. Le roi le  
 « releva avec une galanterie passionnée, et déjà  
 « trop loin d'elle pour le lui présenter, il le jeta de  
 « l'air le plus respectueux : *Le mouchoir est jeté*, fut  
 « le cri de toute la salle. » Mais madame d'Étiolles  
 desiroit un éclat qui fixât davantage encore sa po-  
 sition. Elle feignit de craindre la jalousie de son mari  
 qui l'aimoit, en effet, passionnément ; elle alla de-  
 mander un asile à Versailles, et elle obtint du roi,  
 d'abord un logement à la surintendance, puis un  
 appartement plus rapproché de celui du prince.  
 Ainsi commença le règne de cette célèbre intrigante,  
 qui en captivant Louis XV, réussit à le gouverner.  
 Son esprit cependant étoit médiocre, son instruction  
 bornée, et sa naissance sembloit l'écarter de la cour.  
 Pour déguiser l'obscurité de sa naissance, le roi la créa, par  
 lettres-patentes, marquise de Pompadour. Bien  
 qu'elle n'eût rien de commun avec l'illustre mai-  
 son de ce nom, l'une des plus anciennes du Limou-  
 sin, elle en prit néanmoins les armes. La princesse  
 de Conti se chargea de la présenter à la reine qui



lui fit un accueil gracieux, et bientôt cette princesse, la duchesse de Modène et mademoiselle de Sens se firent un mérite de paroître ses complaisantes.

La France fut alors gouvernée par madame de Pompadour. « La période qui succéda à la paix  
« d'Aix-la-Chapelle peut être considérée, dit M. La-  
« cretelle, comme une régence exercée par la mar-  
« quise de Pompadour. On croiroit le monarque  
« absent si l'on n'étoit obligé de s'occuper quelque-  
« fois de ses débauches, de ses loisirs puerils et de  
« ses combinaisons craintives. Le gouvernement  
« est devenu si foible, que ce n'est plus lui qui im-  
« prime un mouvement à la nation. Elle s'agitè,  
« se divise, s'amuse de cabales, étudie des systè-  
« mes, cherche à se former une destinée nouvelle,  
« obéit mal, et n'est point encore révoltée... La dé-  
« vote madame de Maintenon, douée de toutes les  
« grâces de l'esprit, ne savoit comment amuser un  
« roi dévot, il falloit moins d'efforts pour amuser  
« un roi libertin, pour varier ses plaisirs et lui  
« créer de futiles occupations. Dès que la favorite  
« s'aperçut que sa puissance pouvoit survivre à l'a-  
« mour qu'elle avoit inspiré à Louis XV, elle ser-  
« vit et dirigea son inconstance. Elle lui donna ou  
« le laissa se former un infâme sérail afin d'écarter des rivales dangereuses. Elle devint premier  
« ministre par le même moyen que le cardinal  
« Dubois. Les lois de l'opinion sont si arbitraires,  
« que madame de Pompadour réussit assez bien à

« échapperau mépris qui avoit poursuivi ce scanda-  
 « leux ecclésiastique. La cour avoit d'abord affecté  
 « de dédaigner la fille de l'ignoble Poisson. Une viva-  
 « cité inconsiderée, une coquetterie trop familière,  
 « et surtout des expressions qu'on appeloit bour-  
 « geoises, trahissoient l'obscurité de sa naissance;  
 « mais le pouvoir, en l'élevant à ses propres yeux,  
 « mêla bientôt à ses agréments un peu de dignité;  
 « persuadée qu'elle règneroit long-tems, elle sut  
 « le persuader à tout le monde. Mobile dans ses  
 « affections et dans ses goûts, elle écouitoit avec  
 « enthousiasme les plans nouveaux, secondoit les  
 « réputations nouvelles; tous les ambitieux devin-  
 « rent ses partisans; les hommes cupides en gros-  
 « sirent le nombre, parce qu'elle se garda bien d'i-  
 « miter le désintéressement de madame de Mailly et  
 « de la duchesse de Châteauroux. Elle faisoit, il est  
 « vrai, un usage splendide et même bienfaisant de  
 « son opulence : elle marioit de pauvres filles, sou-  
 « lageoit des vieillards, réparoit des villages dé-  
 « vastés par quelque fléau, en affectant, sur ce  
 « point, de suivre l'impulsion de la philosophie  
 « nouvelle. »

Avec les mœurs qu'il affichoit effrontément, on auroit dû croire que Louis XV avoit adopté les principes irréguliers de la régence et de son siècle. Il n'en étoit rien cependant. Louis XV étoit dévot, il se piquoit de croire à des dogmes dont il violoit si impudemment les préceptes. Incapable d'ailleurs

d'aucun effort, il cédoit à tous les avis, sans conviction et par fatigue : il redoutoit les regards du peuple, il détestoit l'ennui des cérémonies, la discussion des conseils, il abdiquoit avec bonheur la royauté de la France; c'en étoit assez, pour lui, de la royauté de son sérail. Madame de Pompadour ne partageoit point la dévotion du roi. Elle regardoit les prêtres tout au moins comme ses ennemis et songoit l'attiroit vers ceux qu'on nommoit déjà les philosophes ou les incrédules, Voltaire, Fontenelle, Montesquieu, Maupertuis, Quesnay, premier médecin ordinaire du roi et fondateur de l'école des économistes, l'abbé, depuis cardinal de Bernis, et le comte de Stainville, depuis duc de Choiseul, qui tous deux brilloient à la cour par leur esprit et leur galanterie. La considération des princes du sang n'étoit pas moins ébranlée que celle du roi. Le duc d'Orléans, fils du régent, avoit fui le monde et tout abandonné à son fils. Ce prince surnommé *le dévot* s'étoit mis en pension, pour un louis par jour, à l'abbaye de Sainte-Geneviève; il étudioit le grec, le syriaque, l'hébreu, le chaldéen pour mieux se pénétrer de la Sainte-Écriture. En mourant, en 1752, il déclara qu'il étoit attaché aux opinions de Saint-Thomas, ou plutôt des jansénistes. Le duc de Bourbon, l'ancien premier ministre, étoit mort en 1740; son fils né en 1736, et qui a vécu jusque dans ce siècle, étoit encore sous la tutelle du comte de Charolais son oncle, le plus odieux de tous les

princes de la maison dégénérée des Condé. Le comte de Clermont et le prince de Conti étoient perdus de dettes et de débauches ; la conduite de la princesse de Conti alloit jusqu'à susciter du scandale dans ce siècle qui ne se scandalisoit de rien.

Ainsi le pouvoir demouroit sans partage au ministère qui recevoit les ordres de madame de Pompadour. Elle avoit retiré le contrôle général des finances à Philibert Orry, et l'avoit donné à Jean-Baptiste de Machault d'Arnouville, qui lui étoit tout dévoué. Le marquis de Puysieux aux affaires étrangères, Phelipeaux de la Vrillière, comte de Saint-Florentin, chargé de la maison du roi et des affaires du clergé, se soumettoient aussi sans résistance aux ordres de la favorite. Le comte d'Argenson, au ministère de la guerre, conservoit seul quelque indépendance. Phelipeaux de Maurepas qui rioit de tout, qui amusoit le roi, mais qui détestoit les maîtresses, avoit provoqué le ressentiment de la marquise, qui l'appelait M. Faquinet. Une épigramme blessante pour elle décida sa disgrâce. Il fut renvoyé en 1749, et eut pour successeur au département de la marine, Antoine-Louis Rouillé. Le chancelier d'Aguesseau se maintenoit par la dignité de son nom, et par le soin qu'il prenoit de se renfermer dans les travaux de législation. Richelieu se contentoit de la faveur du souverain, sans briguer celle de la favorite.

Le rôle de celle-ci avoit changé près du roi.

Une chasteté forcée lui étoit imposée par sa santé, mais sa jalousie pour écarter toutes les femmes qui auroient pu la supplanter étoit vigilante et furieuse : pour se soustraire au danger d'une rivale, elle se fit elle-même le ministre des ignobles plaisirs de Louis XV. Le marquis de Lugeac, son neveu, le valet de chambre Lebel, et l'intendant de police Berryer, la secundoient dans cet infâme métier. Les jeunes filles de neuf à douze ans qui avoient attiré par leur beauté les regards de la police, étoient enlevées à leurs mères, conduites à Versailles, et retenues dans les parties les plus élevées des petits appartements du roi. Il passoit là ses heures avec elles, leur apprenant à lire, à écrire, et à prier Dieu comme un maître de pension. Par une indigne profanation des choses les plus saintes, il prioit lui-même à deux genoux avec ces malheureuses qu'il tenoit en réserve pour les déshonorer. Madame de Pompadour qui feignoit d'ignorer ces honteux secrets de la vie du roi, lui donna vers 1757 sa charmante retraite de l'hermitage dans le parc de Versailles, sur la route de Saint-Germain. Ce bâtiment et le jardin avoient été construits et plantés pour elle, avec toutes les recherches de la volupté, aux frais du trésor royal. Bientôt quelques maisons élégantes s'élevèrent dans l'enclos attendant qu'on nommoit le Parc-aux-Cerfs, et reçurent les jeunes filles vouées aux crimes de Louis XV. On ne sauroit dire le nombre des infortunées qui peuplè-

rent successivement le sérail du Parc-aux-Cerfs. A leur sortie on les marioit avec une bonne dot, à des hommes vils ou crédules. Quelques unes conservoient un traitement considérable. « Les dépenses  
 « du Parc-aux-Cerfs, dit un historien, se payoient  
 « avec des acquits du comptant. Il est difficile de  
 « les évaluer; mais il ne peut y avoir aucune exa-  
 « gération à affirmer qu'elles coûtèrent plus de cent  
 « millions à l'état. Dans quelques libelles, on les  
 « porte jusqu'à un milliard. »

Ces dépenses scandaleuses et celles de la guerre de la succession d'Autriche avoient jeté le plus grand désordre dans les finances, lorsque M. de Machault fut appelé au contrôle général. Au mois de mai 1749, il fit rendre un édit qui soumettoit à une contribution du vingtième de leur revenu tous les François, quelle que fût leur condition, et par quelque privilège qu'ils se fussent dispensés jusqu'alors de payer l'impôt. Le clergé protesta avec force contre cet édit, qui marquoit le premier pas dans la voie où Turgot devoit s'engager plus tard, et le plus équitable qui eût été encore rendu en matière de finances. Le parlement risqua d'abord aussi quelques remontrances, mais il ne fut point faché au fond, d'enregistrer un édit qui satisfaisoit sa haine contre le clergé, en frappant d'un impôt les immenses richesses de ce corps. Le parti philosophique dont Machault recevoit les inspirations, se réjouissoit, de son côté, de toute brouillerie entre

l'État et l'Église, et madame de Pompadour qui n'aimoit pas les prêtres applaudissoit au projet de les dépouiller.

Le clergé reconnoissoit pour chef l'archevêque de Paris Christophe de Beaumont. La vigueur inflexible de son caractère, l'austérité de ses mœurs, l'abondance de ses aumônes, une élocution brillante, un esprit cultivé, une belle et imposante figure avoient gagné à ce prélat une haute considération. Au milieu d'une cour corrompue, et en face des progrès de la philosophie et des sciences, il avoit conservé toute la rigueur de zèle qui avoit en d'autres temps soulevé l'église de France contre les Huguenots et contre les Jansénistes. En réponse à l'édit du vingtième, le clergé, excité par l'archevêque de Paris, tenta une diversion en attaquant violemment les Jansénistes. Le coup étoit à l'adresse du parlement. Bientôt, chose singulière dans un tel siècle et avec une telle cour, le pays prit feu encore une fois à propos de Jansénius et de Molina, à propos de saint Thomas et de la bulle *Unigenitus*. Les curés de Paris eurent ordre de n'accorder l'extrême-onction qu'à ceux qui produiroient des billets de confession; la communion fut refusée au duc d'Orléans à l'agonie, parce qu'il étoit suspect de jansénisme. En vain le parlement essayait-il de lutter contre l'archevêque de Paris, et de flétrir ce tribunal secret qui attendoit chaque homme sur son lit de mort, pour troubler et désespérer les

dernières heures de sa vie, il fallut que la cour capitulât avec le clergé. On profita le 23 août 1754, de la naissance d'un second fils du dauphin, qui depuis fut Louis XVI, pour ménager un rapprochement entre les partis. Un prélat vertueux et pacifique, le cardinal de la Rochefoucauld, promit d'obtenir des évêques qu'ils n'insisteroient plus sur les billets de confession, mais il exigea en retour qu'on renoncât aux projets du contrôleur général, touchant la contribution du vingtième à prélever sur les biens de clergé. M. de Machault, dégoûté des finances, passa alors au ministère de la marine; Moreau de Séchelles lui succéda au contrôle le 28 mai 1754.

En définitive, le vingtième avoit produit fort peu de chose, les finances étoient à bout, et cependant l'on touchoit à la terrible guerre de sept ans. Au mois de septembre 1751, le comte de Kaunitz avoit été nommé ambassadeur d'Autriche auprès de la cour de France. Cet homme, le plus habile politique qui ait dirigé les affaires d'Autriche, cachoit sous des goûts frivoles et sous la mollesse d'un sybarite l'esprit le plus net, la conception la plus forte, l'adresse la plus déliée. En 1753, il fut rappelé de France pour remplacer le chancelier Bartenstein, dont l'arrogance blessait Marie-Thérèse. Kaunitz, placé alors à la tête du gouvernement impérial, y demeura près de quarante ans.

Le premier ministre de Marie-Thérèse s'étoit



montré de bonne heure le partisan d'une alliance entre l'Autriche et la France : étroitement unies, ces deux puissances, disoit-il, auroient facilement contenu les autres ; mais cette union qui entraînoit un complet changement dans la politique de l'Europe, n'étoit bonne que pour l'Autriche qui, tendant à l'abaissement des petits États, pouvoit seule en recueillir les fruits ; elle étoit funeste à la France qui devoit chercher surtout son appui près des États du second ordre, pour balancer la prépondérance impériale. Quoi qu'il en soit, et de l'intérêt de l'Autriche à cette alliance, et du rôle de dupe qu'elle y réservait à la France, Kaunitz pour réussir avoit mis son espoir dans des passions de femmes : il ne fut point trompé. L'impératrice-reine haïssoit le roi de Prusse comme un sujet révolté, comme le premier infraacteur de cette Pragmatique-sanction sur laquelle reposoient tous ses droits, comme l'appui de ses sujets et de ses voisins protestants. Le plus ardent de ses désirs étoit de l'humilier, de le dépouiller, et surtout de lui enlever la Silésie. Kaunitz lui fit comprendre qu'elle n'en viendrait à bout qu'en détachant la France de Frédéric II. Pendant son séjour à Paris, il avoit pu juger du crédit de madame de Pompadour : il s'étoit appliqué à gagner ses bonnes grâces. L'impératrice joignit bientôt ses flatteries à celles de son ministre. L'orgueilleuse Marie-Thérèse écrivit à la maîtresse de Louis XV en l'appelant *ma cousine*. Dans l'enivre-

ment de sa vanité, madame de Pompadour n'eut plus d'autre pensée que celle d'une intime alliance avec *son amie* l'impératrice. Deux autres femmes s'assoioient encore à cette ardeur de vengeance contre Frédéric. Le roi de Prusse, qui n'avoit pas épargné madame de Pompadour dans ses plaisanteries, avoit traité plus sévèrement encore l'impératrice de Russie Elisabeth. Des vers satiriques de ce prince l'irritèrent jusqu'à la fureur. Enfin la reine de Pologne, fille de Joseph I<sup>er</sup>, excitoit les ressentiments d'Auguste III, son mari; elle le poussoit à entrer, comme électeur de Saxe, dans la ligue qui devoit écraser le roi de Prusse.

A cette époque, les négociations entre la France et l'Angleterre sur la restitution des prises faites en mer, sur le partage des îles Caraïbes, et sur les limites de l'Acadie, soulevoient aussi des difficultés sérieuses. Le principe même sur lequel les Européens fondoient leurs droits aux possessions qu'ils avoient acquises dans le nouveau monde étoit à la fois si vague et si injuste, qu'il étoit impossible d'en tirer des déductions équitables. Les Anglois, comme les François, admettoient que ceux qui avoient découvert les premiers un territoire nouveau, en devenoient propriétaires légitimes, par la seule occupation d'un des points de ce territoire. Cette règle, tout arbitraire qu'elle étoit, pouvoit recevoir encore son application lorsqu'il s'agissoit d'une île que la nature elle-même a circonscrite.

Mais comment fixer, sur un vaste continent, l'étendue des terrains auxquels la découverte donnoit droit? comment désigner les parties encore inconnues d'un même continent réservées aux établissements d'une nation, à l'exclusion de toutes les autres. Peu après la découverte du Canada par les François, la côte au midi de l'embouchure du Saint-Laurent avoit été parcourue par les navires de commerce anglois et françois, et bientôt quelques colonies y avoient été fondées. Henri IV, en 1603, avoit nommé un lieutenant-général françois pour tout le territoire compris entre le 40<sup>e</sup> et le 46<sup>e</sup> degré de latitude Nord, auquel il donnoit le nom d'Acadie; et dans la même année, le roi Jacques I<sup>er</sup> avoit concédé à la compagnie angloise de Virginie tout le pays situé entre le 34<sup>e</sup> et le 45<sup>e</sup> degré de latitude Nord, ce qui comprenoit la plus grande partie de l'Acadie de Henri IV. Sur quelle base étoit-il possible de fixer les limites entre les deux nations? Chacune d'elles maintenant ses prétentions, les hostilités commencèrent au Canada en 1754.

La guerre avoit déjà éclaté aux Grandes-Indes. Dupleix, gouverneur de Pondichéry, aventurier d'un génie audacieux, y avoit contracté des alliances avec le Grand-Mogol et avec divers Nababs qui payoient son assistance par des concessions de vastes territoires à la compagnie des Indes. Dupleix, sans consulter le gouvernement françois, avoit acheté du Grand-Mogol lui-même la Nababie ou vice-

royauté de Carnate, et de 1750 à 1755, il avoit déployé de rares talents dans la guerre et dans l'administration de son royaume. Mais Dupleix, qui ne pouvoit obtenir aucun secours de la France, trouvoit partout les Anglois pour adversaires. Dans l'année 1752, il eut deux armées détruites; une troisième fut prise tout entière. Lorsque la nouvelle en parvint en France, on y désiroit maintenir la paix avec l'Angleterre, et Dupleix fut rappelé en 1754. Un an se passa encore sans que la cour de Versailles se déterminât aux représailles. Ce ne fut qu'au commencement de l'année 1756, que la France pressa ses armements de terre et de mer : les côtes de l'Océan se couvrirent d'une armée nombreuse qui fit craindre à l'Angleterre un débarquement.

Ces forces, au lieu d'être dirigées au delà du détroit, furent confiées au maréchal de Richelieu qui enleva Minorque aux Anglois dans le mois de juin 1756 : on ne l'appela plus que le vainqueur de Mahon. Dès le 18 mai précédent, le roi Georges II avoit publié sa déclaration de guerre contre la France. Louis XV y répondit par une déclaration de guerre du 16 juin. Il y rappeloit que les Anglois avoient été les agresseurs en Amérique en 1754, et qu'au mois de juin 1755 l'amiral Boscawen avoit attaqué devant Terre-Neuve et pris deux vaisseaux de la marine royale; au mépris du droit des gens et de la foi des traités. Ce manifeste se terminoit par des plaintes sur l'extrême dureté des

Anglois envers les matelots et les soldats prisonniers.

L'expérience avoit démontré depuis long-tems à la France qu'elle devoit éviter la complication d'une guerre continentale et d'une guerre maritime; car l'une ou l'autre demandoit seule l'emploi de toute sa puissance. La guerre avec l'Angleterre étoit désormais inévitable; la France devoit donc assurer sa neutralité sur le continent, et diriger toute son activité vers la marine. C'étoit l'avis de Machault, et il le soutenoit avec vigueur, même contre la favorite dont il étoit le protégé. Mais les avances de Marie-Thérèse avoient tourné la tête de madame de Pompadour : l'alliance avec son impériale cousine étoit devenue le rêve de son ambition, et cet ardent désir étoit secondé par tous les courtisans, qui, étrangers au service de mer, brûloient de signaler leur valeur dans les armées de terre.

Au moment de conclure l'alliance avec l'Autriche, les ministres hésitèrent cependant. Louis XV ne se détachoit pas sans quelque regret de Frédéric II; Machault représentoit avec force qu'il étoit absurde, dans une guerre avec l'Angleterre, de chercher l'appui d'une souveraine qui ne pouvoit fournir un seul vaisseau à la France. Mais sur ces entrefaites, on fut informé à Paris qu'un traité avoit été signé à Londres, le 16 janvier 1756, entre l'Angleterre et la Prusse. Frédéric II, instruit des négociations

de la cour de Vienne avec celle de Versailles, avoit accepté les avances de Georges II, qui lui assuroit le concours du Hanovre dans sa prochaine lutte avec l'Autriche. C'étoit agir avec habileté et avec prudence. Il n'abandonnoit ses anciens alliés qu'au moment d'être abandonné par eux; toutefois la défection du roi de Prusse fut traitée à Versailles d'odieuse perfidie, et dans l'indignation que souleva dans toute la nation l'alliance de Frédéric avec l'Angleterre, le cabinet françois donna en plein dans l'alliance autrichienne, et signa le 1<sup>er</sup> mai 1756, le funeste traité de Versailles.

Par ce traité, l'impératrice-reine s'engageoit à ne prendre aucune part, directement ni indirectement, aux différends qui s'étoient élevés entre la France et la Grande-Bretagne; Louis XV, de son côté, s'engageoit à respecter la neutralité des Pays-Bas autrichiens. A cette convention de neutralité, étoit joint un traité d'alliance défensive, signé le même jour par les mêmes plénipotentiaires. Par l'article 3, Marie-Thérèse s'engageoit à garantir et à défendre tous les états et provinces actuellement possédés par S. M. T. C. en Europe, contre les attaques de quelque puissance que ce fût, et pour toujours, le cas néanmoins de la présente guerre entre la France et l'Angleterre excepté; par l'article 4, S. M. T. C. s'engageoit envers l'impératrice-reine et ses successeurs et héritiers, selon l'ordre de la Pragmatique-Sanction établie dans sa maison, à

garantir et à défendre tous les royaumes et états qu'elle possédoit alors en Europe. Enfin les deux souverains se promettoient mutuellement un secours de vingt-quatre mille hommes effectifs, pour empêcher les attaques ou les invasions dont l'un ou l'autre pourroit être menacé.

Ainsi, en dépouillant ce traité des obscurités qui en embarrassoient la rédaction, la France garantissoit l'Autriche des suites de la guerre que cette puissance alloit entreprendre pour recouvrer les provinces cédées solennellement par le traité d'Aix-la-Chapelle; l'Autriche, au contraire, déclaroit qu'elle ne garantiroit pas son alliée dans la querelle que lui suscitoit l'Angleterre. Toutefois, si la France s'étoit bornée à défendre l'Autriche avec vingt-quatre mille hommes seulement, et si, achetant à ce prix la sécurité de sa frontière, elle avoit tourné tous ses efforts vers sa marine, si elle avoit porté des secours à ses établissemens d'Amérique ou menacé d'une descente les côtes d'Angleterre, elle auroit pu lutter à armes égales contre cette puissance. Mais le comte de Kaunitz connoissoit bien la France, et le caractère de la femme qui tenoit alors cette grande nation sous le joug de ses caprices et de sa vanité. Le traité avec l'Autriche qui n'avoit été conclu que pour être défensif, fut rendu offensif quelques mois après. La France oublia la guerre d'Angleterre, la seule importante pour elle, la seule où elle eût été provoquée, et au lieu des vingt-qua-

tre mille hommes qu'elle avoit promis, elle jeta cent mille hommes en Allemagne, pour aider à la ruine du souverain de l'Europe qu'il lui importoit le plus de maintenir.

La guerre avoit déjà commencé dans le nord, lorsque le 5 janvier 1757, un fou du nom de Damiens, né en Artois, frappa le roi d'un coup de canif, au moment où il montoit en voiture. La blessure étoit si légère que le sang coula à peine. Mais Louis XV avoit toutes les foiblesses qui dégradent un caractère; il craignoit la douleur, il craignoit la mort, il craignoit l'enfer; dans sa terreur, il resta plusieurs jours au lit, il fit éloigner la favorite, il demanda avec instance les secours de la religion; « à tous moments, dit Besenval, il se faisoit « donner l'absolution par l'aumônier de quartier. » Lorsque décidément il se fut persuadé qu'il ne mourroit pas de son égratignure, Louis abandonna Damiens au supplice le plus atroce; il disgracia en même tems ceux qui avoient porté ses ordres à madame de Pompadour : MM. d'Argenson et de Machault furent tous deux exilés dans leurs terres. Cet exil affermit le crédit de l'abbé de Bernis, qui dans le moment de confusion dont fut suivi l'attentat de Damiens, étoit resté fidèle à la favorite.

Le roi de Prusse Frédéric avoit connu de bonne heure la ligue redoutable formée contre lui. Il avoit eu copie du traité de partage conclu entre les deux impératrices Marie-Thérèse et Elisabeth de Russie,



et l'électeur de Saxe roi de Pologne, traité qu'on dissimuloit soigneusement à la France. Marie-Thérèse, implacable dans sa vengeance, avoit engagé toutes les puissances du continent à s'unir contre le roi de Prusse; chacune devoit avoir une part dans ses dépouilles; on lui laissoit seulement le margraviat de Brandebourg. La couronne de Pologne étoit rendue héréditaire dans la famille d'Auguste III, qui promettoit de céder à l'Autriche quelques provinces de cette république, en échange des provinces de Prusse qui lui étoient réservées.

Frédéric, instruit du traité de partage, résolut de commencer lui-même les hostilités. Il prévint ses adversaires en attaquant le roi de Pologne, dans son électorat de Saxe : la guerre ainsi portée sur un théâtre étranger, contraignoit ses ennemis à nourrir ses armées. Le 29 août 1756, il entre en Saxe avec cinquante-huit mille combattants, il occupe Dresde le 10 septembre, bat les Autrichiens à Lowositz, le 1<sup>er</sup> octobre, et quinze jours après, fait poser les armes aux Saxons dans leur camp retranché de Pirna. De là il pénètre en Bohême, gagne sur les Autrichiens, le 6 mai 1757, la terrible bataille de Prague et est repoussé lui-même le 19 juin, à Kolin, par le général Daun, qui le force à lever le siège de Prague, et à rentrer en Saxe.

Pendant ce tems une armée françoise de quatre-vingt mille hommes aux ordres du maréchal d'Es-

trées, s'emparoit des États que le roi de Prusse possédoit sur le Weser; une seconde armée, commandée par le prince de Soubise, et qu'on disoit de vingt-cinq mille hommes mettoit la main sur les duchés de Clèves et de Gueldre. Frédéric n'essaya point de défendre ces provinces; il abandonna ce soin au duc de Cumberland, troisième fils de Georges II, qui rassembloit à la hâte, pour couvrir le Hanovre, une armée mercenaire composée surtout des troupes de Hanovre, de Brunswick et de Hesse. Cumberland, battu le 26 juillet 1757, au village d'Hastenbeck par le maréchal d'Estrées, se laissa acculer entre l'Elbe et le Weser, comme dans une nasse sans issue, et resserré près de l'embouchure de ces deux rivières, il consentit à signer, le 8 septembre, la convention de Closterseven, que le comte de Lynar, ministre de Danemarck, négocia pour lui avec le maréchal de Richelieu. Par cette convention, les François demeuroient maîtres de l'électorat de Hanovre, du landgraviat de Bremen, et de la principauté de Verden. Les troupes de Brunswick, de Hesse, de Saxe-Gotha devoient se retirer dans leurs pays respectifs et observer jusqu'à la fin de la guerre une entière neutralité; les Hanovriens devoient passer au-delà de l'Elbe.

Le roi de Prusse voyoit ses états jusqu'alors défendus par l'armée hanovrienne ouverts du côté du couchant; Soubise, réuni au prince de Saxe Hildburghausen, entroit en Saxe par Gotha; les Autri-

chiens menaçoient la Silésie ; les Russes, suivis de hordes de Tartares, s'emparoiént de Mémel et ruinoient tous les environs ; les Suédois dévastoiént la Poméranie. Dans cette situation terrible, bien qu'il fût déterminé à affronter l'orage, à vivre et à périr en roi, Frédéric, si l'on en croit une épître en vers françois qu'il adressa au marquis d'Argens, mit son dernier espoir dans une mort volontaire, comme dans le suprême asile qui lui demeurât ouvert, s'il étoit vaincu. Sauf la mémorable campagne de France en 1814, on ne sauroit trouver dans l'histoire, de résistance plus héroïque que celle opposée par le roi de Prusse à la ligue formidable conjurée contre lui. Comme un lion réduit aux abois, il s'élançoit tour-à-tour sur chacun de ses ennemis ; il le fait fuir ou le terrasse, et poursuit ce combat effrayant d'un seul contre tous, non pas des semaines, mais des années. Pressé par les Autrichiens et les François trois fois plus nombreux que lui, il les bat complètement à Rosbach, le 3 novembre 1757 ; vainqueur, il passe en Silésie, et répare la défaite d'un de ses lieutenants à Breslaw, par la bataille de Lissa, livrée le 5 décembre, qui chassa Daun et les impériaux de la Silésie.

« L'abbé de Bernis, secrétaire des affaires étran-  
« gères, conseilla la paix à Louis XV dans ces mo-  
« ments de revers ; il fut disgracié : toute l'Europe  
« étoit à la guerre. En Angleterre, le duc de Cum-  
« berland venoit d'être éloigné du commandement

« des armées, et le fougueux Pitt avoit remplacé  
 « le pacifique Fox au ministère : son premier acte  
 « fut de rompre la capitulation de Closterseven,  
 « dont tout le blâme retomba alors sur le maréchal  
 « de Richelieu. On envoya, pour le remplacer, le  
 « comte de Clermont, général inhabile, qui n'avoit  
 « que sa bravoure contre l'habileté du chef des  
 « ennemis, le prince Ferdinand de Brunswick.  
 « Une manœuvre hardie de ce dernier qui n'avoit  
 « guère que trente mille hommes, fit abandonner  
 « l'Allemagne aux quatre-vingt mille hommes du  
 « comte de Clermont; Brème, Brunswick, Hanovre,  
 « Minden, toutes nos places fortes en Allemagne  
 « furent écrasées ; le comte de Clermont ne se crut  
 « en sûreté que lorsqu'il eut mis le Rhin entre lui  
 « et l'ennemi. (1758.)

« Le roi de Prusse voloit toujours d'un endroit  
 « à l'autre pour la défense de ses États ou l'enva-  
 « hissement de l'Autriche. Il avoit déjà pénétré en  
 « Moravie, après avoir délivré la Silésie et formé  
 « le siège d'Olmütz, quand l'arrivée de cent mille  
 « Russes sous les ordres de Fermor, le rappela  
 « entre la Vistule et l'Oder. Une bataille sanglante  
 « se livra à Zorndorf, près de Custrin ; les Prus-  
 « siens avoient à venger le sang de leurs frères et  
 « le ravage de leur pays par les Cosaques ; vingt  
 « mille Russes y périrent, car leurs ennemis ne  
 « faisoient point de quartier. Fermor se retira  
 « en Pologne, et Frédéric, toujours infatigable,

« alla délivrer en Saxe, son frère le prince Henri,  
« que le feld-maréchal Daun pressoit sous les murs  
« de Dresde. Surpris par les Autrichiens dans le  
« village d'Hochkirch, il essuya à son tour une dé-  
« faite meurtrière; deux de ses meilleurs généraux  
« Keith et le prince Charles de Brunswick, y fu-  
« rent tués; le prince Maurice d'Anhalt, fait prison-  
« nier, mourut de ses blessures. (14 octobre 1758.)

« La persévérance de Frédéric et la lenteur ha-  
« bituelle de Daun rendirent cette victoire inutile.  
« Neiss, assiégée par l'armée victorieuse, fut déli-  
« vrée par les Prussiens, et le feld-maréchal ne put  
« s'emparer de Dresde. Sur le Rhin, même phy-  
« sionomie de guerre : des succès, des revers, beau-  
« coup de fautes et quelques ridicules, comme fut  
« celui du comte de Clermont, vaincu à Crevelt,  
« et arrivant à Ruys, au milieu de sa fuite. Il de-  
« mande aux magistrats de la ville s'il est déjà ar-  
« rivé beaucoup de fuyards : « Non, monseigneur,  
« vous êtes le premier. » En revanche de la défaite  
« de Crevelt, Soubise battit le prince d'Isenbourg  
« à Sangerhausen et à Lutzberg, dans la Hesse.  
« (1758.)

« La Russie laissoit toujours sa formidable ar-  
« mée dans la lice, et l'Autriche renouveloit sans  
« cesse ses réserves; Soltikoff avoit remplacé Fer-  
« mor, et battu à Palzig, le général Wedel, auquel  
« Frédéric avoit conféré le singulier titre de dic-  
« tateur. Le roi de Prusse, en voulant venger la

« défaite de son lieutenant, fut battu comme lui  
 « près de Francfort, dans la forêt de Kanensdorf;  
 « mais le général russe n'osa pas profiter de sa  
 « victoire, pour ne pas encourir la disgrâce du fu-  
 « tur empereur Pierre III, admirateur passionné  
 « de Frédéric. Une dernière défaite à Maxen, où  
 « un corps de douze mille hommes se laissa pren-  
 « dre tout entier par les Autrichiens, acheva la  
 « ruine des Prussiens du côté de la Russie et de  
 « l'Autriche. Sur le Rhin le prince Ferdinand se  
 « maintenoit toujours; repoussé à Bergen par le  
 « maréchal de Broglie, il prit sa revanche à Min-  
 « den sur le maréchal de Contades. (1759.)

« La France étoit épuisée; la pénurie du trésor  
 « étoit extrême, et pour piquer l'amour-propre de  
 « ses sujets, Louis XV avoit fait porter sa vaisselle  
 « à la Monnaie, mais l'état des autres puissances  
 « n'étoit pas moins déplorable. La Prusse surtout  
 « n'avoit plus ni hommes ni argent, et ses vic-  
 « toires achevoient de l'affoiblir. Frédéric n'avoit  
 « pu reprendre le château de Dresde; le général  
 « autrichien Laudon avoit battu un de ses lieute-  
 « nants, Fouquet, à Landshut; les Autrichiens  
 « réunis avec les Russes avoient pris Glatz en Si-  
 « lésie, et marchaient sur Berlin qu'ils mirent bien-  
 « tôt à contribution. Le prince ne s'en émut pas;  
 « rôdant toujours autour de l'armée autrichienne,  
 « il écrase le corps de Laudon à Lignitz, puis le  
 « feld-maréchal lui-même à Torgau (1760), pen-

« dant que sur le Rhin le prince héréditaire de  
« Brunswick battoit le maréchal de Broglie à War-  
« bourg, et se laissoit vaincre à Clostercamp,  
« après le célèbre dévouement du chevalier d'As-  
« sas. (1760.)

« Le roi d'Espagne, Ferdinand VI, venoit de  
« mourir (1764). Le duc de Choiseul, successeur  
« de l'abbé de Bernis, plus décidé que jamais à  
« continuer la guerre, afin de faire sa cour à la  
« Pompadour, fit conclure avec le nouveau roi  
« d'Espagne, Don Carlos, déjà roi des Deux-  
« Siciles, le fameux pacte de famille spécialement  
« dirigé contre la puissance maritime de l'Angle-  
« terre. L'article secret du traité, qui se dévoila  
« plus tard (1762) fut la cession d'une partie de la  
« Louisiane à l'Espagne; cette alliance n'amena que  
« des revers aux deux marines réunies. Sur terre  
« la haine duroit encore contre le malheureux Fré-  
« déric; Laudon s'emparoit de Schweidnitz en Silé-  
« sie, les Russes de Colberg, les Prussiens éva-  
« cuoient la Saxe. Le prince Ferdinand remporta  
« sur de Broglie la bataille de Firligshausen, qui  
« causa la disgrâce du maréchal (1761); mais le  
« prince de Condé se chargea de la revanche au  
« combat de Johannisberg, où Ferdinand fut battu  
« à son tour (1762). La bataille de Greyberg, où  
« le prince Henri de Prusse vainquit le feld-maré-  
« chal Daun, fut le dernier fait d'armes de la  
« guerre de sept ans.

Mais cette guerre désastreuse avoit eu un autre théâtre : les Colonies. On a déjà vu que depuis Henri IV, les Anglois et les François prétendoient des droits au même territoire, dans le Nord de l'Amérique et particulièrement au Canada, et il étoit suffisamment à prévoir que la force seule décideroit un jour de ces prétentions contraires. L'Angleterre, en effet, porta tous ses efforts de ce côté, dès que la prise de Mahon lui eut fourni le prétexte qu'elle cherchoit de nous déclarer la guerre.

Les Colons françois qui s'étoient établis en Amérique, avoient prospéré malgré l'oubli et l'indifférence de la métropole. Il s'étoit formé en silence, sur les bords du Saint-Laurent, et à portée des deux capitales du Canada, Québec et Montréal, une race de bons et industrieux cultivateurs, vrais paysans françois, avec la gaieté, le courage, les mœurs, les habitudes de la mère-patrie. Les François mieux que les autres Européens avoient su gagner l'affection des indigènes à peau rouge. Aussi à partir des lacs du Canada, retrouvoit-on dans toutes les directions des chasseurs françois mêlés avec les tribus sauvages, les entraînant, quand ils vouloient, à la guerre, et guidés par eux à travers ces solitudes sans fin qui s'étendent de Québec jusqu'à la Nouvelle-Orléans.

Les seigneurs de la cour de France recherchoient peu le service de ces possessions lointaines. Il en résultoit un avantage pour la stabilité du gouverne-



ment qui se transmettoit presque toujours dans les mêmes familles. Philippe de Rigaud, marquis de Vaudreuil, nommé dès 1689 gouverneur de Montréal, s'y distingua par son courage et la fermeté de son administration; en 1703, il fut nommé gouverneur de tout le Canada, emploi qu'il conserva jusqu'à sa mort, survenue le 10 septembre 1725. Il fut remplacé par le chevalier de Beauharnais, et ensuite par le second marquis de Vaudreuil, son fils, qui commandoit au Canada pendant la guerre de sept ans. Le marquis de Montcalm, chargé de le seconder, quitta la France en 1756, avec un régiment de son nom. Aucun homme, autant que Montcalm, ne réunissoit les qualités qui attachent et charment les soldats, aucun, mieux que lui, ne pouvoit soutenir l'honneur des armes françoises au Canada; mais tandis que M. Pitt, apportant une même vigueur dans tous les départements de la guerre, se disposoit à attaquer avec des forces redoutables nos colonies d'Amérique, madame de Pompadour, tout entière à ses ressentiments contre le roi de Prusse, abandonnoit Montcalm et sa petite armée dans un dénûment presque absolu.

La première attaque des Anglois fut dirigée contre Louisbourg, le port, l'arsenal, et la placée de guerre qui protégeoit l'entrée du golfe et du fleuve Saint-Laurent. L'amiral Boscawen, secondé par les généraux Amherst et Wolfe, s'en empara le 26 juillet 1758, pendant que Montcalm, de son

côté, enlevait aux Anglois les forts de Ticondéroga et Frédéric, sur les lacs Saint-Georges et Champlain. Bientôt le général Forbes vengea cet échec, par la prise des forts Duquesne et Frontenac qu'il rasa; toutefois, comme Montcalm avait réussi jusqu'alors, en concentrant ses forces, à faire face, sans trop d'infériorité, sur les points divers où il étoit successivement attaqué, les Anglois résolurent de combiner trois attaques en même tems, l'une sur Québec par une flotte puissante qui remonteroit le St-Laurent, une autre sur les forts de Frédéric et de Ticondéroga, une troisième sur les forts qui lioient les lacs Érié et Ontario, et surtout sur celui de Niagara, le point militaire le plus important du Canada.

Cette triple attaque réussit trop complètement, mais ce fut surtout l'action devant Québec qui décida du sort de la guerre. Bâti sur un roc escarpé, Québec s'élève au-dessus du port magnifique formé par le Saint-Laurent à plus de cent vingt lieues de la mer. Montcalm, en réunissant les troupes de ligne qui lui restaient, les milices canadiennes et les Indiens qui lui étoient dévoués, avait environ dix mille hommes sous ses ordres; en comptant leurs forces de mer et de terre, les Anglois devant Québec étoient bien supérieurs aux François; mais il n'étoit pas facile de tirer parti de la flotte. Elle pouvoit, il est vrai, bombarder la basse-ville assise au pied des escarpements sur lesquels la haute-ville est située; le général Wolfe aimait mieux as-

saillir Montcalm dans ses retranchements. Repoussé d'abord avec beaucoup de vigueur, le général anglois, par diverses fausses attaques, réussit à distraire l'attention de Montcalm. Dans la nuit du 13 septembre 1759, ses bateaux, partis de trois lieues au-dessus du point où il vouloit prendre terre, se laissèrent aller à la dérive jusqu'au pied des rocs escarpés que domine Québec. Débarqués dans l'obscurité, les soldats anglois gagnèrent, à travers les buissons et les ronces, le sommet de la plate-forme tracée au niveau de la haute-ville. La bataille que Montcalm avoit évitée jusque-là, étoit désormais le seul moyen de sauver Québec; il s'y détermina à l'instant, et vint attaquer les Anglois, mais dès le commencement de l'action il fut tué, et son second mortellement blessé. Le général Wolfe, de son côté, eut le poignet cassé, et bientôt après, la poitrine percée d'une balle; mais en mourant, il put dire : « Je meurs content, les Anglois ont vaincu. » Paroles dignes de celles de Montcalm expirant : « Tant « mieux, je ne verrai pas la perte des François. » Moukton qui prit la place de Wolfe fut abattu comme lui d'un coup de fusil, et ce fut le général Townstend qui recueillit les fruits de la victoire. Le 18 septembre 1759, il reçut la soumission de Québec.

Le Canada étoit dès-lors perdu; toute communication avec la France étoit interrompue, tout secours inespéré. Les milices canadiennes, réunies par le

chevalier de Lévis, firent encore quelques tentatives hardies pour reprendre Québec; mais il fallut enfin céder à la fortune. Le 8 septembre 1760 le marquis de Vaudreuil signa à Montréal la capitulation par laquelle il abandonna le Canada tout entier aux armées britanniques. L'année suivante, le 15 janvier 1761, M. de Lally, successeur de Duplex dans les Indes Orientales, étoit également contraint de livrer Pondichéry aux Anglois. Ceux-ci inauguroient alors avec éclat la création du vaste empire que Duplex avoit rêvé pour sa patrie.

Ces revers de la France dans ses Colonies et l'héroïque résistance de Frédéric se maintenant contre tant d'ennemis, trômpoient les espérances de Choiseul et les colères de madame de Pompadour. Le moment étoit venu où le désir ardent du repos dans toute l'Europe faisoit taire les passions aveugles qui pendant sept ans avoient inondé de sang le continent et les Colonies. Pendant que le duc de Nivernois se rendoit, au nom de la France, à Londres, le duc de Bedford arriva à Paris pour traiter directement de la paix avec le duc de Choiseul. Tous deux apportant dans leur négociation de la franchise et une ferme résolution de mettre fin aux calamités de la guerre, ils furent bientôt d'accord sur les conditions principales. Les préliminaires furent signés à Fontainebleau le 5 novembre 1762, et convertis ensuite en un traité définitif signé à Paris le 10 février 1763.

Par ce traité, la France abandonnoit à l'Angleterre toutes ses prétentions sur l'Acadie, le Canada et l'île du Cap Breton, elle recouvroit la Martinique, la Guadeloupe et les petites îles du golfe du Mexique qu'elle avoit également perdues ; ses comptoirs en Afrique et dans les Indes Orientales lui étoient rendus. Elle échangeoit Minorque contre Belle-Isle dont les Anglois s'étoient emparés, et elle évacuoit tout le territoire qu'elle occupoit dans le Hanovre ou la Westphalie. L'Espagne, que la France avoit entraînée dans sa lutte contre l'Angleterre, et qui s'étoit laissé enlever la Havane et les Philippines, reconnoissoit aux Anglois le droit de couper des bois de campêche dans la baie de Honduras ; elle leur cédoit la Floride et la baie de Pensacola, et reprenoit en échange la Havane et les Philippines. Mais en compensation des pertes que l'Espagne avoit souffertes, la France, par une convention secrète, lui cédoit la vaste et riche colonie de la Louisiane.

Les intérêts de l'Allemagne n'étoient entrés qu'accessoirement dans ces négociations. Le 15 février 1763, un second traité de paix fut signé à Hubertsbourg, en Saxe, entre le roi de Prusse, l'impératrice et le roi de Pologne. Toutes les conquêtes faites de part et d'autre pendant la guerre de sept ans furent restituées, et la Prusse qui avoit soutenu seule les efforts de l'Autriche et de l'empire germanique, de la Russie, de la Suède, du roi de Pologne et de la France, sortit de la lutte sans avoir

perdu une parcelle de son territoire. La guerre qui finissoit par le double traité de Paris et de Hubertsbourg, cette guerre entreprise avec tant de démenche et soutenue avec tant de fureur, avoit, selon le calcul de Frédéric, coûté cent quatre-vingt mille soldats à la Prusse, cent vingt mille à la Russie, cent quarante mille à l'Autriche, deux cent mille à la France, cent soixante mille à l'Angleterre, y compris les alliés à sa solde, vingt-cinq mille à la Suède, vingt-huit mille aux troupes des cercles; et cette effroyable boucherie aboutissoit à rien.

Le 6 août 1762, au milieu des agitations de la guerre de sept ans, un arrêt du parlement avoit supprimé l'ordre des Jésuites en France. L'indifférence du roi, l'alliance du duc de Choiseul et de madame de Pompadour avoient servi la haine éternelle et souvent aveugle de la magistrature contre cet ordre célèbre; mais bientôt le ministre et la favorite comprirent que les alliés dont ils avoient brigué l'appui prétendoient à devenir leurs maîtres. Dès le 18 juin 1763, divers édits bursaux présentés à l'enregistrement, furent accueillis par des remontrances d'une hardiesse inouïe, lesquelles persistèrent jusqu'au coup d'état qui abolit le parlement, et ébranlèrent le crédit de Choiseul. Madame de Pompadour ne vit pas la fin de la lutte qui s'engageoit alors avec une violence qui rappeloit le tems de la Fronde. La maladie secrète qui minoit les forces de la favorite, fit explosion au printems de 1764, par de cruelles

douleurs. Madame de Pompadour vit approcher son heure dernière avec courage, et ne songea plus qu'à mourir en reine. Les intérêts de l'état furent discutés comme auparavant dans son appartement de Versailles, près du lit où elle gisoit. Elle tenoit trop à la considération publique, pour ne point satisfaire aux devoirs de l'église, mais elle vouloit aussi conserver jusqu'au bout le suffrage des philosophes ; son orgueil se refusa aux pleurs de la pénitence. Le clergé, de son côté, se montra respectueux pour la favorite expirante. Elle eut plusieurs entretiens avec son curé, et comme il vouloit se retirer après lui avoir donné l'extrême-onction : « Attendez, monsieur le curé, lui dit-elle, nous « nous en irons ensemble. » Elle mourut, en effet, ce jour-là, 15 avril 1764. Louis ne versa pas une larme, il ne parut point rêveur, il ne chercha point la solitude. On assure même qu'étant à sa fenêtre au moment où les restes de madame de Pompadour sortoient du château, on lui entendit prononcer ces mots dignes de ceux de Louis XIII, lorsque Cinq-Mars mouroit sur l'échafaud : « Madame la marquise aura aujourd'hui un mauvais tems pour « son voyage. » Madame de Pompadour n'étoit âgée que de quarante-quatre ans.

Le dauphin, père de Louis XVI, suivit de près la favorite à laquelle il avoit trop clairement laissé voir son mépris. Il expira le 20 décembre 1765 à l'âge de trente-six ans, peu regretté à la cour où son

esprit médiocre, dominé par la coterie dévote, n'avoit point su percer. Après la mort du Dauphin, les deuils se succédèrent rapidement dans la maison royale. Une maladie de poitrine enleva, le 13 mars 1767, la dauphine, Marie-Josèphe de Saxe; la reine enfin succomba le 25 juin 1768 à ses longs et cuisants chagrins. La mort de son père, le vieux roi Stanislas, arrivée le 23 février 1766, avoit été suivie de la réunion définitive des duchés de Lorraine et de Bar à la couronne de France.

Louis XV parut vivement ému de la perte de la reine. Il entra dans la chambre où elle venoit d'expirer, il embrassa ses restes inanimés, et pendant plusieurs jours il la pleura, environné de ses filles, et comme absorbé dans des pensées funèbres. Mais le réveil, après cet abattement, fut honteux. Il venoit d'épuiser ce qui lui restoit de sensibilité. Il laissa entendre à ceux qui l'approchoient qu'il vouloit se distraire et se consoler, et le Parc-aux-Cerfs, fermé depuis quelque tems, fut rouvert. Ce vieillard presque sexagénaire se livra plus que jamais à l'intempérance pour exciter ses sens. Desséché par le vice, il acheva de se rendre complètement étranger à son peuple et à sa famille.

La position du duc de Choiseul étoit devenue très difficile. Forcé de se séparer du parlement après les remontrances, il se voyoit en butte, à la cour, aux haines d'un parti nombreux et redoutable. Les affiliés des Jésuites le représentoient comme un en-



nemi de la religion, les financiers comme un ennemi de l'autorité royale; le maréchal de Richelieu cherchoit à le perdre par des calomnies, le duc d'Aiguillon, petit-neveu du grand Richelieu, aspirait assez ouvertement à le remplacer. C'étoit d'Aiguillon surtout qui accusoit le ministre de laisser humilier la dignité du roi. Dur, hautain, opiniâtre, d'Aiguillon ne comprenoit d'autre politique que celle des coups d'état, et les femmes exaltoient en lui la vigueur, le caractère indomptable de Richelieu, son grand-oncle. L'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont pressoit aussi le roi de chasser son ministre philosophe; le duc de La Vauguyon, chargé de l'éducation du jeune Dauphin, lui avoit persuadé que Choiseul avoit été l'empoisonneur de sa famille. Tous faisoient impression sur l'âme foible de Louis XV, mais tous le laissoient hésitant. Il ne savoit se résigner à accepter le joug du duc d'Aiguillon, de cet homme que l'on peignoit en Bretagne où il avoit commandé la province, comme un tyran farouche; il redoutoit aussi l'ascendant de l'archevêque de Paris dont il avoit éprouvé l'obstination intraitable à l'occasion des billets de confession.

Les ennemis de Choiseul eurent recours alors à une courtisane pour en faire l'instrument de leurs intrigues. Mademoiselle Lange, née en 1744 dans ce même village de Vaucouleurs qui fut le berceau de l'héroïque Jeanne d'Arc, fut conduite à Louis XV par

le valet de chambre dont l'ignoble office étoit de pourvoir à l'infamie du monarque. Mademoiselle Lange vivoit alors avec le comte Jean du Barry, l'un des hommes les plus corrompus de la capitale, qui se servoit de cette malheureuse pour attirer des joueurs au tripot sur lequel il payoit toute la dépense de sa maison. Le métier qu'elle avoit fait dès sa première jeunesse n'avoit point flétri la beauté de mademoiselle Lange. Son dévergondage, sa familiarité, ses manières hardies et provoquantes avec le roi qu'elle tutoyoient l'appelant *la France*, inspirèrent au vieux débauché une passion. une ivresse, qu'on ne le croyoit plus capable de ressentir. En devenant la maîtresse du roi, elle prit le titre de comtesse du Barry. Guillaume du Barry, frère du comte Jean, l'épousa pour la livrer à Louis XV.

Choiseul qui vouloit appuyer son pouvoir sur l'opinion publique repoussa de toutes ses forces une association dégradante avec la nouvelle favorite. Il crut pouvoir mépriser une intrigue si basse et qui s'appuyoit sur une telle femme ; mais cette femme devenoit puissante par les talents des hommes qui la dirigeoient, autant que par la foiblesse du monarque. Le duc d'Aiguillon s'étoit empressé de se lier avec madame du Barry. Le chancelier Maupeou et le contrôleur des finances Terray se joignirent à d'Aiguillon pour renverser Choiseul.

Le chancelier Maupeou avoit succédé à son père, le 16 septembre 1768. L'un et l'autre avoient été

accusés de concussion et de vénalité; personne, dans le fils surtout, ne vouloit voir un honnête homme. Un œil vif et perçant, mais dur, un sourcil épais et très noir, un teint bilieux donnoient à sa physionomie une apparence méchante qu'il tâchoit de dissimuler par l'affectueux et l'insinuant de ses manières; on ne lui croyoit qu'une demi-instruction avec beaucoup de légèreté et de maladresse; du reste rien de la dignité d'un magistrat, mais de l'art et du manège de cour. Ses talents se développèrent toutefois dans une situation nouvelle: à une grande souplesse, il unit une grande force de caractère; à une volonté inflexible de parvenir au pouvoir, la bassesse la plus honteuse pour s'y maintenir. Aucun homme ne fit plus lâchement sa cour à madame du Barry qu'il appeloit sa cousine, s'honorant de quelque parenté avec son mari.

L'abbé Terray avoit remplacé le 21 décembre 1769 Maynon d'Invaux, successeur lui-même de Lavérdy. Conseiller clerc au parlement dès 1736, Terray s'y étoit fait remarquer par une merveilleuse facilité, une aptitude surprenante à saisir et à débrouiller les affaires les plus compliquées. Sa figure du reste étoit ignoble et renfrognée, son regard en dessous; aucune aisance, aucune grâce dans la conversation. Il y suppléoit par un cynisme d'actions et de paroles tout-à-fait en harmonie avec ses formes de satire, ce qui donnoit à sa personne un caractère d'originalité grotesque qu'il soutenoit par

beaucoup d'esprit. La réputation de l'abbé Terray étoit faite pour l'habileté, la promptitude et la clarté du travail, tout comme pour la dureté impitoyable et l'âpreté à trouver de l'argent. C'est ce qui lui valut la charge de contrôleur-général des finances. Pour établir l'équilibre entre la recette et la dépense, il eut aussitôt recours aux expédients les plus odieux, le monopole des grains et la banqueroute.

Choiseul, en voyant dans quelles chaînes dégradantes Louis XV étoit tombé, espéra qu'il déjouerait les manœuvres de ses ennemis et qu'il raffermirait son crédit chancelant, en donnant au Dauphin une épouse dont l'appui lui fût assuré. Il négocia alors le mariage du jeune prince avec Marie-Antoinette, archiduchesse d'Autriche, troisième fille de Marie-Thérèse, mariage qui fut célébré à Versailles le 16 mai 1770. Choiseul, né sujet de la maison de Lorraine, lui étoit resté tout dévoué; il se croyoit, en retour, assuré du concours de Marie-Thérèse et du prince de Kaunitz. Il avoit adopté, comme ce dernier, le système d'une alliance entre les grandes puissances continentales; son but, et la politique de la France n'en comportoit point alors de meilleur, étoit de contre-balancer l'influence croissante de l'Angleterre. Il avoit fait des efforts gigantesques, et qu'on ne sauroit trop louer, pour relever notre marine; il mettoit alors son espoir dans une guerre maritime, et cette guerre paroiss-

soit imminente sans qu'il pût être accusé de l'avoir provoquée. Les Espagnols s'irritoient de la contrebande toujours plus active dont les Anglois infestoient leurs possessions de l'Amérique méridionale. Ils déclaroient que don Francisco Bussarelli, le gouverneur de Buénos-Ayres, qui avoit recouvré Port-Egmont, n'avoit point outre-passé les ordres du roi; ils réclamoient de la cour de Versailles l'assistance promise par le pacte de famille, et le ministre de Charles III, Grimaldi, recevoit de Choiseul les assurances de secours les plus positives. Plusieurs mesures de guerre avoient été déjà arrêtées par la cour de Madrid, lorsque Charles III reçut une lettre de la propre main de Louis XV, qui portoit : « Mon ministre vouloit la guerre, je ne la veux point. »

D'Aiguillon, Maupeou et Terray, secondés par la favorite, étoient désormais plus forts que Choiseul. Le triumvirat, comme on commençoit à l'appeler, n'avoit point voulu laisser au premier ministre la chance de crédit qui pouvoit s'attacher à une guerre heureuse; il ne vouloit pas non plus compliquer sa position par l'embarras que cette guerre jetteroit dans les finances. Il avoit donc jugé que le moment étoit venu de porter les derniers coups au duc de Choiseul, et il avoit associé à ce complot la courtisane qui montrait une dextérité rare pour le rôle politique auquel on la dressoit. Assise sur les genoux du roi, elle faisoit sauter des oranges dans

sa main : *Saute Choiseul, saute Praslin* ; elle ne permettoit pas à la pensée de Louis de se distraire un instant du but que poursuivoit le triumvirat, le renvoi des deux ministres et la suppression des parlements. Choiseul succomba enfin à cette intrigue. Le 24 décembre 1770, le duc de la Vrillière, secrétaire-d'État, remit à Choiseul et à Praslin, son collègue et son parent, des lettres de cachet qui les exiloient tous deux dans leurs terres. Le marquis de Monteynard fut chargé du ministère de la guerre; Bertin reçut, par intérim, le ministère des affaires étrangères qui fut, peu après, confié à d'Aiguillon; l'abbé Terray ajouta la marine au contrôle-général.

Débarrassé de Choiseul, Maupeou ne songea plus qu'à se défaire du parlement. « Depuis cinq ans, « le parlement de Paris étoit en lutte avec la cour, « à l'occasion de divers édits bursaux, et surtout « à l'occasion du duc d'Aiguillon, gouverneur de « Bretagne, qui, de son autorité privée, avoit cassé « le parlement de Rennes, et que toutes les cham- « bres du royaume poursuivoient de leurs arrêts, « en dépit de la protection royale. Maupeou cassa « le parlement de Paris (20 janvier 1771), et, plus « hardi que Dubois, qui s'étoit contenté d'un exil, « il en refit lui-même un autre, bientôt flétri du « nom de *parlement Maupeou*. Les orages que sou- « leva la mesure hardie du chancelier ne purent « détruire ce qu'il avoit fait; mais pour soutenir « ce coup d'état, il avoit fallu prodiguer les lits de

« justice, la ressource dernière de la royauté dans  
« ses querelles parlementaires, et ce grand moyen  
« d'intimidation, s'affoiblissant par l'abus, alloit  
« se trouver insuffisant pour la protéger dans des  
« dangers plus sérieux. » Du mois d'août au mois  
de décembre 1771, Maupeou supprima également  
les parlements de province et les remplaça par des  
corps composés uniquement de ses créatures.

Ces alternatives de violence et d'abaissement avilissoient le pouvoir. Les mœurs du roi, dont l'opprobre alloit croissant et bravoit le grand jour, ternissoient le prestige de la royauté. Un mouvement extraordinaire poussoit les esprits vers les découvertes de la science, vers les innovations en tout genre. Le besoin de tout connoître et de tout expliquer livroit à toutes les hardiesses du raisonnement les croyances qui avoient fait la base de l'ancienne société; l'esprit d'examen et d'analyse touchoit et ébranloit les diverses parties de ce vieil édifice. Ceux qui avoient le plus d'intérêt à le soutenir sembloient avoir pris à tâche d'en hâter la ruine. Louis XV, pour sa part, y travailla constamment, et ce fut en connaissance de cause; car il n'a pour excuse ni le défaut de lumières ni l'incapacité. Élevé par Fénélon, Louis XV eût peut-être rappelé son père le duc de Bourgogne; mais l'égoïsme qui tenoit à sa nature, et l'égoïsme fruit d'une mauvaise éducation, éteignirent à la longue ses meilleurs instincts. Il avoit coutume de dire : « La mo-

« narchie durera bien autant que moi. Berry,  
 « après, s'en tirera comme il pourra. Après moi le  
 « déluge. »

Louis XV, avant de mourir, vit encore se consommer la plus grande iniquité du siècle. Plusieurs provinces polonoises furent partagées entre l'Autriche, la Prusse et la Russie. Ces trois puissances savoient ce que pesoit alors la France dans les destinées de l'Europe. Elles ne daignèrent prévenir Louis XV du traité de partage, que lorsqu'il étoit déjà signé (traité de Pétersbourg, 5 août 1772). Le triumvirat ne se maintenoit plus que péniblement au pouvoir lorsque Louis XV mourut, le 10 mai 1774, de la petite vérole, qu'il contracta, dit-on, dans une nuit de débauches. Ses funérailles, dignes de sa vie, furent troubles par des outrages et par les malédictions publiques.



---

**SECTION QUATRIÈME.**

Depuis l'avènement de Louis XVI, jusqu'à la convocation des états-généraux. — 1774.-1789.

---

« La vieille monarchie finit avec Louis XV. Comme il s'en était vanté un jour, cette monarchie avait bien duré autant que lui ; mais elle n'avait pas duré davantage. La France avait accepté ce mot comme une vérité consolante, comme une caution de plus que cela n'irait pas plus loin. Aussi la mort de Louis XV fut-elle accompagnée d'un sentiment de délivrance et de joie qui fit un ardent accueil à son héritier. Ce jeune homme cependant ne s'était constitué aucun rôle marquant sous son aïeul. Il n'avait d'éclat ni par les actions, ni par ces qualités qui promettent la gloire ; rien de notable, rien de significatif n'avait mis sa jeunesse en vue avant l'heure de son avènement. Il tenait sa popularité seulement du contraste qu'il offrait avec Louis XV ; contraste tout entier de la vie privée et des mœurs.

« La nation pourtant se sentit prodigieusement

émue devant ce règne qui allait s'ouvrir. Toutes les espérances s'y étaient reportées. Ce fut un moment de foi et d'attente. Toutes les aspirations vers un ordre meilleur en politique et en morale s'y étaient ajournées patiemment; ce qu'on attendait ce n'était plus un règne à la manière des précédents. L'idée de cet avenir était confuse, la notion de cet ordre nouveau était bien vague; mais le mouvement qui y portait était immense et généreux. On croyait à une transformation, on ne croyait pas encore à une ruine.

« Ce fut le sentiment d'une vie nouvelle, de la vie politique, qui saisit la France à ce moment; à aucune époque de son histoire, elle n'avait possédé peut-être une si grande faculté d'espérer. Elle avait foi dans ce règne naissant pour tout le bien qu'on ne demandait plus à Louis XV. Elle y comptait pour relever le pouvoir royal de la honte où il s'abîmait; elle y comptait pour s'élever elle-même. Dans un certain sens, le mot de Louis XIV devenait juste, et la nation commençait à le prononcer à son tour : *l'État, c'est moi*. L'avènement de Louis XVI était son avènement à elle, son règne aussi allait s'ouvrir.

« Un redoublement d'activité, mais d'une nature plus arrêtée et plus pratique, est le vrai caractère de ce moment. Le dix-huitième siècle, depuis peu, détournait le cours de ses études. La métaphysique, la philosophie générale, s'étaient épuisées. La pen-

sée, moins occupée d'elle-même, travaillait davantage au profit direct de la société. L'éclat était moindre du côté des hommes; les plus grands avaient disparu ou étaient sur leur déclin; mais la société tout entière gagnait en lumières et en force. L'influence que les hommes supérieurs de ce temps avaient exercée n'appartint plus après eux qu'à l'opinion; c'est la société qui fit la loi aux écrivains à son tour; à aucune époque peut-être l'esprit général n'entra si pleinement et avec une pareille autorité dans les livres. Cet esprit du dix-huitième siècle, qui remplissait les conversations, les harangues, les correspondances épistolaires, suscitait et conduisait la littérature; et à défaut d'institutions régulières, on s'acquittait d'écrire comme d'une fonction publique qui relevait de la société.

« Ainsi, la marque du temps où commence le règne de Louis XVI, c'est une grande ardeur d'application immédiate en toutes choses; déjà les idées, les théories pour elles-mêmes ne contentaient plus. Il y avait moins d'attaque, moins de combat du côté des questions religieuses et de la haute philosophie; à son tour, l'autorité civile était discutée. Les sciences politiques et morales semblaient se constituer du même coup que toutes les autres sciences. D'une part, naissait la chimie, de l'autre l'économie politique, et la méthode qui conduisait aux découvertes dans les sciences physiques semblait répon-

dre aussi des vérités et des progrès dans l'état social. Il faut recommencer la société humaine, disait-on, comme Bacon avait dit « qu'il fallait « recommencer l'entendement humain. » L'esprit éprouvait dans sa course une telle ivresse, et se voyait déjà parvenu si loin, que l'on croyait aux facultés de l'homme comme à un dogme nouveau. L'autorité, l'infailibilité même, semblaient avoir passé du côté de la raison.

« Les institutions seules paraissaient braver l'influence de cette raison publique qui parlait de si haut. Elle avait rompu dédaigneusement avec la tradition en toute chose, et le gouvernement ne connaissait rien, n'inyoquait rien que la tradition. Sur toute la surface du pays l'image du passé s'étalait et faisait ombrage. Partout des monastères et des édifices féodaux. Dans les provinces on trouvait à chaque pas l'image conservée de la société du moyen âge. Cette France, si fière d'elle-même, de l'ascendant de ses écrivains et des lumières qu'elle dispensait autour d'elle, rougissait devant l'étranger de son état politique. « La vraie Turquie d'Europe, c'est la France, dit Chamfort; ne lit-on « pas, ajoute-t-il, dans tous les almanachs anglais : « les pays despotiques, tels que la France et la Turquie? » Rapprochement, après tout, plus insultant que réel.

« Quant aux forces que ce despotisme avait déployées, le déclin en était manifeste; toutes ses

ressources, tant factices que réelles, se perdaient, et partout on en avait conscience. Le pouvoir royal, à vrai dire, n'avait jamais joui d'une constitution bien robuste au fond. Il avait hérité de tous les pouvoirs de l'ancienne société; au sortir des guerres civiles, il avait mis la main sur toutes choses; mais il les avait gardées telles, il n'avait rien réglé (1); aussi cette période monarchique resta-t-elle jusqu'à la fin dans une sorte de provisoire qui n'était pas propre à lui garantir une longue durée; et l'on a pu comparer avec raison la France d'alors au domaine privé d'un oisif livré aux intendants (2). La limite de tous les pouvoirs y resta indécise, la source de l'autorité flottante et contestée; point de démarcations franchement établies; nul principe n'y prit de fixité. La royauté, la noblesse, le clergé, les parlements, restèrent en présence, sans accord, sans fusion. La royauté avait prévalu; mais les autres pouvoirs, pour s'être tus par crainte, n'étaient point intérieurement soumis; rien ne donnait à l'État cet équilibre, cette harmonie qui est la force durable des gouvernements réguliers. L'administration de province était pleine surtout de ces incohérences agrégées successivement à la monarchie,

(1) Madame de Staël, *Considérations sur la Révolution française*, ch. 2. — De Barante, *de la Littérature franç. au 18<sup>e</sup> siècle*, in-48, 3<sup>e</sup> éd., p. 295.

(2) Burhez, *Hist. parlem.*, T. I, p. 160.

elles y étaient entrées et continuaient de s'y mouvoir avec leurs diversités d'organisation. Leur incorporation était restée comme en suspens. Si forte qu'elle avait été, la royauté absolue ne sut pas faire en plus d'un siècle ce grand travail que la révolution consumma en y portant seulement la main.

« Il y avait ceci de particulier dans l'état social de l'ancienne France, qu'à tous les inconvénients du despotisme se mêlaient presque tous ceux du régime féodal antérieur. Les ordres privilégiés, écartés du pouvoir politique, au cœur de l'état, s'en dédommageaient par des restes de souveraineté locale; il y avait de la sorte double oppression. Le prince pesait sur la nation par l'impôt et toutes les vexations du pouvoir arbitraire; le seigneur par les redevances et les servitudes pleines d'affront de la féodalité. La couronne en cela n'avait rendu qu'à moitié ce service public qui seul eût pu faire excuser ses usurpations; elle n'avait abattu de la féodalité que ce qui la gênait, et n'allait point au-delà; elle se débarrassait du vassal puissant qui lui disputait une province et laissait faire à-peu-près le petit tyran qui n'inquiétait que le hameau. Sans doute, l'élite des classes moyennes échappait de fait, par l'influence de la richesse et des talents, au plus dur joug de cette hiérarchie; mais là encore, comme l'exprime avec rectitude un écrivain, « cette « inégalité des rangs était d'autant plus pesante

« qu'elle n'avait plus de fondements réels et qu'elle semblait porter à faux (1). »

« L'opinion à cette époque était si vive qu'elle mettait tout l'attrait de la mode aux questions les plus graves de la science politique. La société tenait dans ses mains une telle puissance d'éducation que la noblesse elle-même ne put y échapper. Il y avait là pour elle de la nouveauté, du mouvement, un passe-temps de plus introduit dans sa vie désœuvrée. La science et la liberté de la pensée, comme une dernière ressource, lui venaient en aide dans son ennui. Cette noblesse s'y laissa prendre, et ne trouva rien de mieux que de se persifler elle-même, se prenant aussi pour un préjugé.

« Cependant, il faut dire qu'il entraînait quelque chose de plus sérieux dans la tête des ordres privilégiés. Ils étaient conduits aux idées de réforme par d'autres motifs, ils étaient las de leur nullité politique. Le rôle que les institutions anglaises donnaient à l'aristocratie tentait la haute noblesse de France; d'ailleurs, le siècle tout entier s'était fort occupé de l'Angleterre; c'était alors la tendance des politiques avancés, comme on dirait à présent. Voltaire, Montesquieu avaient hautement recommandé et mis en vogue la constitution de ce pays. Il n'y avait qu'à comparer le chemin que venait de faire en quelques années la puissance anglaise, tout ce

(1) Barante, de la Litt. fr. au 18<sup>e</sup> siècle, p. 133.

qu'elle avait acquis à la dernière guerre, avec les pertes et les affronts qui avaient frappé la France, pour concevoir la plus haute idée du gouvernement britannique. L'orgueil et l'intérêt des grands seigneurs appelaient naturellement les plus capables et les plus fiers vers ce genre de gouvernement ; l'attitude des lords anglais et leur souveraine influence étaient mieux le fait d'un Montmorency , d'un La Rochefoucault que la domesticité de Versailles ou la régime des lettres de cachet. Les écrivains, les avocats, tous les hommes d'étude, trouvaient dans le bruit qui leur venait des grands débats parlementaires un souvenir de la liberté antique et la perspective d'une gloire nouvelle. Et quelle émotion ces hommes n'en devaient-ils pas ressentir, puisqu'une femme vivant au milieu d'eux et nourrie de leurs opinions, s'écriait avec enthousiasme : « J'aimerais mieux être le dernier membre de la « Chambre des communes d'Angleterre, que d'être « même le roi Frédéric ; il n'y a que la gloire de « Voltaire qui pourrait me consoler du malheur de « n'être pas Anglais (1). »

« La noblesse et le clergé des provinces, s'ils participaient en quelque chose à ce mouvement de réforme, dirigeaient leur vœu d'un autre côté. Bien plus familiers avec le passé du pays qu'avec les

(1) Mademoiselle de Lespinasse, Lettres. Éd. in-12, T. I, p. 302.



institutions des peuples du dehors, ils avaient plutôt à cœur les formes représentatives de l'ancienne France, quelques traditions de libertés provinciales, où l'aristocratie locale avait son rôle, qu'un changement de système dans le gouvernement de l'État. Le vœu de la petite bourgeoisie se renfermait à-peu-près dans de pareilles limites, et elle n'imaginait guère de plus sûrs dépositaires des libertés générales que l'ancienne magistrature dispersée par les édits de Meaupeou. On pourrait dire de plus qu'animée contre les nobles d'une naturelle et incurable jalousie, la classe bourgeoise comptait toujours au fond sur le prince, comme sur un ancien auxiliaire contre les grands. Elle semblait moins préoccupée d'institutions que du caractère personnel du roi(1).»

Tel était l'état des esprits en France à l'heure où Louis XVI parvint au trône. Né à Versailles, le 23 août 1754, Louis XVI était le troisième fils de Louis Dauphin, fils unique de Louis XV, mort en 1765. Son éducation, ainsi que celle des comtes de Provence et d'Artois, ses frères, avait été confiée au duc de la Vauguyon, esprit borné, homme de cour frivole et servile, qui éleva son élève dans l'ignorance absolue des affaires, dans l'ignorance

(1) Nous empruntons ce tableau si vigoureusement pensé et écrit de l'état des esprits en France à l'avènement de Louis XVI, à la belle histoire de Louis XVI, de M. Am. René qui va paraître, et qui formera le 50<sup>e</sup> et dernier volume de la *Grande Histoire des Français*, de M. de Sismondi.

plus fatale encore des besoins et des idées de son temps. Esprit médiocre lui-même, quoique voyant juste parfois, Louis ne pouvait réparer par sa pénétration ce qui avait manqué aux leçons d'un maître si fort au-dessous de sa tâche : nature probe et honnête, il eut le sentiment du bien, et il ne le voulut jamais faire avec assez de vigueur. Sa faiblesse, sa défiance de lui-même, le livrèrent toujours désarmé aux influences mauvaises qui l'entouraient et le sollicitaient. Privé des grâces extérieures, chez lui la timidité s'alliait à la brusquerie, et souvent l'indécision prenait les formes de l'entêtement. Au moment de son mariage, il avait vu Marie-Antoinette avec transport, et le plus sincère attachement les avait d'abord unis l'un à l'autre; mais depuis, le contraste de la simplicité de ses goûts avec les penchants de la jeune reine, avait jeté le découragement et l'ennui dans l'âme de Louis XVI. Déjà tous les courtisans se pressaient autour de la fille de Marie-Thérèse. Les vieux abus cherchaient près d'elle un appui. Il eût fallu que le roi, sincèrement attaché aux ministres populaires qu'il rencontra dès les premières années de son règne, brisât sans retour avec des traditions en ruine; son indécision le perdit. Quoiqu'à moitié gagné par son bon sens et par son cœur à la politique qui eût sauvé la France si la France avait pu être sauvée, Louis XVI céda presque toujours à une direction funeste où la main de la reine se

reconnut trop souvent. Non pas qu'il faille accuser sans pitié les intentions de Marie-Antoinette. Élevée à la cour d'Autriche, elle n'avait appris de la royauté que ce que lui en avaient montré l'exemple et les leçons de sa mère. Bientôt aussi le besoin de sentiments affectueux l'entraîna dans la funeste intimité d'une femme, la comtesse de Polignac, dont la coupable adresse et les séductions infinies devinrent une source de malheurs pour la reine et de dangers pour la monarchie.

Ce fut sur le choix d'un bon premier ministre que se porta tout d'abord l'attention de Louis XVI. M. de Machault semblait désigné à la confiance du roi par ses qualités éminentes, par la haute estime dont l'entouraient les gens de bien. Marie-Antoinette portait le duc de Choiseul, qui l'avait mariée et qui lui était dévoué. L'influence alors puissante de Madame Adélaïde, tante du roi, fit préférer à ces deux hommes d'état, le vieux et frivole comte de Maurepas, ancien ministre de Louis XV, dont l'expérience n'avait pas mûri avec l'âge. Son administration commença cependant sous de favorables auspices. Le duc d'Aiguillon, le chancelier Maupeou, l'abbé Terray sortirent du conseil où entrèrent successivement le comte de Vergennes, ministre des affaires extérieures, le comte de Saint-Germain, ministre de la guerre, Hue de Miroménil, garde-des-sceaux, M. de Sartines, ministre de la marine, Turgot, contrôleur des finances, et La-

noignon de Malesherbes , ami de Turgot , qui eut pour département la maison du roi et la dispensation des lettres de rachat.

Ces deux derniers prirent bientôt, dans le conseil , la place que devaient leur faire un esprit éclairé, des vues neuves et élevées, et le sentiment profond des nécessités de leur siècle. Grâce à eux , les réformes dans toutes les branches du service public furent opérées avec un tel succès, qu'en peu de temps on vint à bout d'éteindre plus de cent millions de dettes. Ces économies permirent au roi d'augmenter la dotation des hôpitaux et de subvenir à la fondation de plusieurs établissements de bienfaisance ou d'utilité. En montant sur le trône, Louis avait fait remise à ses sujets du droit de joyeux avènement. La création du mont-de-piété et de la caisse d'escompte, l'affranchissement des serfs du Mont-Jura, l'abolition de la torture ou question judiciaire, témoignèrent encore des désirs honnêtes qui l'animaient : mais la grande affaire de l'année 1775, ce furent les tentatives de Turgot, pour abolir le privilège en matière d'impôts.

Par une disposition bizarre des lois françaises , les grands et les nobles, le clergé tout entier, les parlements et la magistrature, les gens en place et leurs subordonnés étaient exempts de toute contribution. Ainsi, dans ce royaume, accablé de tant de charges, c'était aux pauvres seuls qu'on deman-

daît de l'argent : les riches étaient dispensés de payer. Il était impossible que, dans son ardeur de toute nouveauté, la philosophie du dix-huitième siècle ne s'attaquât pas à cette monstrueuse iniquité, qu'elle ne démontrât pas l'absurde d'un système qui protégeait si grossièrement ceux que protégeaient déjà tant d'insupportables abus. En 1749, M. de Machault avait fait une première et timide campagne contre les privilèges de la noblesse et du clergé en matière d'impôts; mais alors, comme toujours, les parlements, vertueux jusqu'à la bourse, s'étaient soulevés contre la témérité du contrôleur-général. Turgot, qui venait vingt-six ans plus tard, dédaigna les ménagements qu'avait pris M. de Machault. Il ne présenta point la réforme qu'il proposait comme une mesure transitoire, imposée par la situation du trésor. Il la présenta comme une mesure d'équité, de justice, comme la réparation d'un abus criant qu'on ne prolongerait pas impunément; et en attendant que le parlement enregistrât l'édit qui devait consacrer cette réforme, Turgot préluda par la suppression des corvées à l'égale répartition des charges publiques entre tous les citoyens.

Mais pendant que Turgot s'apprêtait à faire table rase de l'ancienne législation financière, pour y substituer un impôt uniforme et impartial, tel qu'il existe aujourd'hui, Maurepas avait rappelé les parlements. Le contrôleur-général pressant

que sa disgrâce serait la suite prochaine du rappel de l'ancienne magistrature, ne déguisa point au roi combien il s'alarmait des obstacles que ces corps opposeraient à des améliorations devenues indispensables. En effet, lorsqu'au commencement de 1776, ce ministre fit envoyer aux parlements deux édits, dont l'un remplaçait la corvée par un impôt, et l'autre supprimait les maîtrises et corporations, la résistance des magistrats fut telle, que l'enregistrement ne put se faire qu'en lit de justice. Alors plusieurs ministres, le vieux Maurepas à leur tête, se liguèrent avec le parlement contre Turgot. Ils obsédèrent Louis XVI de perfides insinuations, et la reine, gagnée à cette cabale, obtint de la faiblesse du roi la chute du contrôleur-général. En vain Louis avait-il coutume de dire : « M. Turgot est le seul qui aime le peuple » avec moi. » En vain répétait-il souvent à son ministre : « Soyez tranquille, je vous soutiendrai. » Turgot fut renvoyé le 12 mai 1776. Malesherbes, son ami, s'était retiré quelques jours auparavant. Le roi, accablé déjà du fardeau de la royauté, reçut sa démission en disant : « Vous êtes plus heureux que moi, vous pouvez abdiquer. »

M. Turgot fut remplacé par M. de Clugny, intendant de Bordeaux, qui mourut dans la même année, et dont la courte administration fut suivie d'un affreux désordre dans les finances. M. Tauboureaux des Réaux, autre intendant, succéda

à M. de Clugny. Mais il lui fut donné un adjoint qui devait l'éclipser bientôt : c'était le banquier genevois, Necker. Necker s'était fait une réputation en finances, à l'occasion de diverses discussions relatives à la compagnie des Indes, et il l'avait accrue depuis par son éloge de Colbert, récemment couronné à l'Académie française, et surtout par un mémoire particulier sur la libération des finances adressé au comte de Maurepas. L'opinion générale le portait au ministère, et le roi, séduit par les idées morales dont il faisait la base de son système de finances, l'investit le 29 juin 1777, des fonctions de contrôleur-général. Necker ne reçut toutefois que le titre de directeur-général, qui ne lui conférait point le droit de prendre place au conseil. La religion réformée qu'il professait donna lieu à cette restriction conforme aux exigences d'une autre époque; soit orgueil, soit générosité, Necker refusa les émoluments de sa place.

Bien qu'il eût été choisi par Maurepas, la reine accueillit volontiers le directeur-général, et leurs efforts réunis assurèrent l'entrée au conseil du comte de Castries, comme ministre de la marine, et du maréchal de Ségur, comme ministre de la guerre. Ces choix faits contre le gré de Maurepas provoquèrent sa mésintelligence avec Necker. Celui-ci se vit bientôt aussi abandonné par la reine qui, dans la haine héréditaire de sa famille pour toutes les réformes, ne songea plus qu'à entraver les projets

du nouveau ministre. On l'accusa dès l'abord d'avoir dérogé aux principes qu'il affectait de proclamer, en recourant aux emprunts viagers, destructifs des relations morales qui lient les membres d'une même famille. On l'accusa ensuite, et avec beaucoup moins de justice cette fois, d'avoir accru la dette publique par des emprunts multipliés et de n'avoir point établi concurremment des impôts, gages du paiement des intérêts et du remboursement des capitaux. Ceux qui lui adressaient ce reproche ne voulaient point voir que les dépenses énormes de la guerre maritime où la France fut entraînée pendant le cours de son ministère exigeaient des ressources extraordinaires, et que dans la disposition tant de fois manifestée des parlements à repousser tout nouvel impôt, les emprunts seuls pouvaient assurer ces ressources. Ce qu'il eût été bien plus juste de remarquer, c'est que le caractère seul de Necker suffit à rasseoir le crédit ébranlé, à rétablir la confiance si souvent abusée des prêteurs. Quant aux intérêts, il voulait en garantir le paiement, non point sur des impôts, mais sur des économies qui en dispensent. Tel fut le but positif qu'il se proposa dans son administration, tâchant d'éloigner, autant qu'il serait possible, le moment où la continuation des dépenses de la guerre et la situation des prêteurs nécessiteraient enfin un impôt et des débats avec les parlements. Les circonstances furent plus fortes que lui.

Au sortir de la guerre de Sept ans, l'Angleterre,



abîmée de dettes, avait voulu en faire acquitter une partie par ses colonies d'Amérique; mais celles-ci, accoutumées à se taxer elles-mêmes, virent dans cette prétention une injure à leurs droits; et la publication d'un acte du parlement de 1765, qui introduisait en Amérique l'usage du papier timbré fut le signal d'une émeute à Boston. La révolte gagna bientôt toutes les provinces, et après une lutte acharnée contre la métropole, les États-Unis d'Amérique avaient proclamé leur indépendance en 1776. D'accord en cela avec Louis XVI, tous les ministres, Necker le premier, jugeaient que le meilleur parti pour la France était de garder la neutralité, en se préparant à la guerre. Mais, comme une étincelle électrique, le mot de liberté courut de Boston à Paris, où il enflamma toutes les têtes. Une jeunesse avide de gloire s'échappa de la cour et des armées pour s'associer à la cause des Américains, et former à la discipline leurs bataillons inexpérimentés. Le marquis de la Fayette partit un des premiers à la tête de ces généreux volontaires, et soutint dignement au delà des mers l'honneur et le renom chevaleresque de la France. Bientôt, comme dans la question du rappel des parlements, l'opinion populaire fit violence à l'opinion du monarque et de ses conseillers. A la suite de négociations ouvertes avec Franklin, un traité d'alliance entre la France et les États-Unis fut signé à Versailles, le 6 février 1778, et la guerre contre les Anglais,

interrompue depuis quinze ans, recommença avec fureur.

On n'entreprendra point le récit des événements de cette guerre qui ajouta un nouvel éclat à la gloire militaire de la France et qui illustra les noms de Rochambeau, des comtes d'Estaing, de Guichen, de la Motte-Piquet, et par-dessus tous, du bailly de Suffren. Au combat d'Ouessant, livré le 27 juillet 1778, à l'entrée du canal de la Manche, trente vaisseaux de ligne français, sous les ordres du comte d'Orvilliers, se mesurèrent avec avantage contre trente vaisseaux de ligne anglais, commandés par l'amiral Keppel. Cette célèbre journée rendit aux Français la confiance qu'ils avaient perdue dans la guerre de Sept ans, et si la part que nous prîmes à la révolution d'Amérique raviva contre nous l'éternelle haine de l'Angleterre, elle nous valut au moins de laver la honte des traités de 1763, de relever sur toutes les mers, aux Antilles comme aux Indes, l'honneur de notre marine. A la bataille d'Ouessant, le duc de Chartres, depuis si célèbre sous le nom de Philippe-Égalité, commandait l'arrière-garde, assisté de la Motte-Piquet. Les ennemis nombreux que l'indépendance de son caractère et la liberté de son esprit lui avaient faits à la cour essayèrent de flétrir sa conduite à Ouessant. Ils le blessèrent dans le vif, en accusant son courage, en répandant partout que son irrésolution durant le combat avait privé la France d'une victoire com-

plète. Mais ce reproche, il faut le dire, émanait d'une source plus que suspecte. Des témoins oculaires ont rendu hommage à la brillante valeur que déploya le duc de Chartres, et l'histoire, qui a jugé ce prince avec sévérité, lui doit au moins de reconnaître que ce furent les insinuations de la cour, de Marie-Antoinette surtout, qui l'aigrirent jusqu'à l'excès, et provoquèrent la sanglante inimitié restée persistante depuis entre les deux branches de la maison de Bourbon.

Depuis que la paix avec l'Angleterre était rompue, Necker avait fait face avec une rare habileté aux nécessités de la guerre; mais ses réformes accomplies ou projetées avaient déjà soulevé contre lui des hostilités puissantes. Au lieu de chercher à les calmer, il les irrita plus vivement encore par la publication de son fameux *compte rendu* qui mit sous les yeux du public, dans les premiers jours du mois de janvier 1781, l'état des recettes et des dépenses du royaume. Cet état offrait un surcroît de recettes de dix millions.

C'était un phénomène inoui en France que la publicité d'un pareil document. La constitution politique du royaume laissant à la discrétion de la couronne l'assiette et l'emploi de l'impôt, les souverains auraient cru qu'ils compromettaient leur autorité, s'ils s'étaient prêtés à rendre, pour ainsi dire, leurs comptes devant la nation. Mais Louis XVI, peu jaloux de sa puissance, entra facilement dans

les vues de son ministre, dont le système financier reposait tout entier sur la confiance de l'opinion. Il importait de prouver que l'État avait un excédant de revenu qui lui permettait d'offrir un gage à ses prêteurs sans qu'il fût besoin de recourir encore à la voie difficile des impôts. Sous ce rapport, le compte rendu atteignit pleinement son but : deux nouveaux emprunts viagers, l'un de soixante millions, l'autre de trente, ouverts à un mois de distance l'un de l'autre, furent remplis immédiatement.

« Mais, d'autre part, dit un historien de Louis XVI, « un faste de vertu disséminé dans toute la con-  
« texture de l'ouvrage du ministre, et dont le  
« moindre inconvénient eût été de le rendre ridi-  
« cule; ce *moi* haïssable, si importun à l'attribu-  
« propre d'autrui, qui revenait sans cesse et qui  
« semblait appeler sur lui seul la reconnaissance  
« des peuples; enfin un étalage de réformes utiles,  
« les unes exécutées, les autres jetées seulement  
« en avant comme pour préparer l'opinion, eurent  
« bientôt soulevé tous les courtisans contre l'au-  
« teur. » Les parlements surtout, indignés de ce  
« que, dans un mémoire adressé confidentiellement  
au roi, Necker avait signalé les moyens employés  
par eux pour usurper sans cesse sur les attribu-  
tions royales; voulaient le poursuivre comme cri-  
minel d'état. Le vieux Maurepas, dont la vanité  
était blessée par l'importance de Necker, se joignit  
aux parlements contre lui; comme il l'avait fait

contre Turgot. Ce fut dès lors un système de contrarier dans le Conseil tous les plans du directeur des finances. Il demanda d'y être admis pour les défendre, et, n'ayant pu l'obtenir, il envoya, le 19 mai 1781, sa démission à Louis XVI, assez éclairé pour le regretter, trop faible pour le soutenir. Quant à la nation même, elle s'était prise d'enthousiasme pour M. Necker, à la suite du compte rendu, et jamais l'irritation publique ne fut excitée à un tel point par le renvoi d'aucun ministre. Necker laissa le trésor royal dans une bonne situation, muni des fonds nécessaires à la brillante campagne maritime de 1781.

Maurepas ne survécut pas long-temps à la retraite du directeur-général des finances ; il mourut à la fin de 1781, peu regretté et très-peu digne de l'être. Louis XVI, qui le supportait sans l'aimer, ne voulut pas lui donner de successeur, comme principal ministre ; mais le comte de Vergennes, chargé du portefeuille des affaires étrangères, eut la plus grande part à la confiance du roi. Joly de Fleury, appelé au contrôle-général, laissa voir mieux encore ce que coûtait au pays la retraite de Necker. Des emprunts furent contractés à des taux onéreux, de nouveaux impôts furent levés ; partout les Parlements éclatèrent ; au bout de deux ans, au commencement de 1783, le désordre des finances était porté au comble.

Cette même année fort heureusement, et dès

le 20 janvier, des préliminaires de paix avaient été signés entre toutes les puissances belligérantes. Le 3 septembre suivant, il sortit des négociations ouvertes à Versailles, sous la médiation de l'empereur, trois traités définitifs entre l'Angleterre d'une part, la France, l'Espagne et les États-Unis de l'autre. L'indépendance de ces derniers était reconnue ; le roi d'Espagne était maintenu dans la possession de Minorque et des deux Florides ; quant à la France, tout entière au soin de garantir les intérêts de ses alliés, elle retira pour elle-même peu de fruit de ses victoires. Le traité qu'elle conclut confirma à l'Angleterre la propriété de Terre-Neuve et des îles adjacentes, à l'exception de Saint-Pierre et de Miquelon. Le roi d'Angleterre restituait à la France les îles de Sainte-Lucie et de Tabago ; le roi de France restituait à l'Angleterre les îles de la Grenade, des Grenadines, Saint-Christophe, Newis et Monserat. En Afrique, la Grande-Bretagne nous cédait la rivière du Sénégal et l'île de Gorée, en retour du fort James sur la rivière de Gambie ; l'Angleterre enfin rendait à la France Pondichéry et Karikal, avec promesse d'un arrondissement de territoire spécifié ; la France conservait, à la côte de Malabar, Mahé et le comptoir de Surate. Par l'un des articles du traité, les parties contractantes devaient nommer des commissaires chargés de pourvoir à de nouveaux arrangements de commerce entre les deux nations.

Cette paix, conclue par les soins de Vergennes, semblait promettre quelque repos à l'avenir ; mais les nécessités présentes ne permettaient aucun répit. L'intègre et économe d'Ormesson, nommé contrôleur-général après Joly de Fleury, avait, au bout de sept mois, reconnu son insuffisance et s'était retiré. Calonne, intendant de Lille, porté depuis long-temps par la cabale du comte d'Artois et des Polignac, repoussé par le roi, le parlement et le public, et après quelque résistance, adopté enfin par Marie-Antoinette, entra au contrôle-général le 3 octobre 1783. Louis XVI avait dit de lui qu'on ne livrait pas la fortune publique à un homme harcelé par ses créanciers ; mais la brillante facilité de Calonne, la sécurité qu'il affectait et qu'il avait l'art d'inspirer, lui gagnèrent bientôt la confiance du roi. Les talents de ce ministre spirituel, vain et fastueux étaient affaiblis par son caractère et dégradés par ses vices. Pour détruire les obstacles qui auraient contrarié l'exécution de ses plans, il se jeta dans la profusion, il paya le concours de tous ceux qui pouvaient nuire à son crédit : aussi les courtisans l'appelaient-ils le *ministre modèle*, tandis que ses prodigalités indignaient la nation.

La vindicte universelle poursuivait aussi le comte d'Artois, dont les folles dépenses désolaient le roi, et les Polignac, que soutenaient la faveur de ce jeune prince et l'amitié de la reine. La protection

alors toute-puissante dont Marie-Antoinette couvrait cette famille attirait sur elle-même une bonne part de l'animadversion publique. A la haine instinctive du peuple contre la comtesse Jules de Polignac, se joignait la haine motivée des courtisans. Frappés déjà dans leurs intérêts de fortune par les réformes de Turgot et de Necker, ils voyaient encore leur crédit abaissé devant celui d'une famille parvenue; et de la jalousie envers les protégés, ils passaient à la malveillance envers la protectrice couronnée. Les plus légères imprudences, et quelquefois même les faits les plus irréprochables, étaient exploités par la calomnie de manière à enlever toute considération au caractère et à la conduite de la reine. Ce fut surtout dans la monstrueuse affaire du *collier* que cette fatale disposition se produisit sans aucune réserve. Le vertige d'ailleurs gagnait toutes les têtes, troublait toutes les questions. En vain, en 1784, Louis XVI voulut-il interdire la représentation du *Mariage de Figaro*. Jouée en petit comité chez le comte de Vaudreuil, cette pièce y reçut les applaudissements du comte d'Artois et de madame de Polignac. Ceux dont elle décriait les mœurs, dont elle montrait à nu la grandeur factice et la faiblesse réelle, s'unirent pour qu'elle fût jetée comme une provocation à une foule avide de changements et impatiente de représailles, et, comme toujours, le roi finit encore par céder. Le mouvement des esprits était tel que



l'enthousiasme accueillait toute nouveauté, soit qu'elle fût l'œuvre de la science ou le rêve de quelque charlatan. Ainsi, de 1783 à 1786, les chimères de Cagliostro et de Mesmer n'excitèrent pas moins l'attention publique que la mémorable découverte de Montgolfier, que l'héroïque entreprise de la Pérouse,

Cependant la crise financière était imminente. Après avoir épuisé la ressource des emprunts, Calonne ne put dissimuler davantage au roi l'abîme toujours plus profond du *déficit* ; il lui soumit en même temps un plan de réforme composé avec les idées de Colbert, de Machault, de Turgot et de Necker, et dont les bases essentielles étaient l'établissement d'une large subvention territoriale à laquelle devaient contribuer les deux ordres privilégiés, l'adoucissement du régime des gabelles, l'accroissement de l'impôt du timbre, et l'institution, déjà plusieurs fois proposée en vain, des assemblées provinciales. Enfin, pour vaincre l'inévitable résistance des parlements, Calonne demanda au roi la convocation des Notables du royaume,

Cette assemblée, composée de grands pris dans la noblesse, le clergé et la magistrature, s'ouvrit le 22 février 1787. Calonne s'était flatté d'en obtenir, par son adresse, une entière approbation de ses plans, et dans les vives discussions qui s'engagèrent, le contrôleur-général suffit, en effet, à tout, avec présence d'esprit et avec calme. « Mais l'opi-

« nion publique, dit M. Thiers, ne lui pardonnait  
 « pas d'occuper la place de Turgot et de Necker. »  
 Les notables, effrayés du mal, n'acceptèrent point  
 les moyens proposés pour le conjurer. « Cette as-  
 « semblée eût pu faire beaucoup de bien, dit  
 « M. Droz, si elle eût secondé les intentions de  
 « Louis XVI, et demandé pour récompense de son  
 « zèle des garanties contre le retour du désordre  
 « des finances. Elle fit beaucoup de mal en consta-  
 « tant le désir que les privilégiés avaient de re-  
 « pousser ou d'éluder l'égale répartition de l'impôt,  
 « et en donnant l'exemple de résister aux volontés  
 « royales les plus conformes à l'intérêt public. »  
 L'assemblée promettait cependant d'obtempérer  
 aux plans de Calonne, pourvu que l'exécution en  
 fût laissée à un ministre plus moral et plus digne  
 d'estime. Ces représentations ébranlèrent le roi :  
 malgré son affection pour le contrôleur-général,  
 la disgrâce de ce dernier précéda la clôture des  
 séances, qui eut lieu le 25 mai 1787. Le 1<sup>er</sup> de ce  
 mois, la reine, par les suggestions de l'abbé de  
 Vermont, avait déjà fait agréer au roi un ministre  
 nouveau, le cardinal Loménie de Brienne, arche-  
 vêque de Toulouse.

Ce prélat, d'un esprit obstiné et d'un caractère  
 faible, manquait encore des vertus du prêtre et de  
 la sévère probité de l'homme d'État. Son ambition  
 semblait être de renouveler Mazarin; mais il ne  
 parvint qu'à renouveler une fronde bien autrement

redoutable que celle de 1648 : pour lui, le conseiller d'Épremesnil fut un plus dangereux adversaire que n'avait été Broussel pour le ministre d'Anne d'Autriche. Calonne était à peine sorti du ministère que les notables s'empressèrent d'accorder à son successeur tout ce qu'ils avaient d'abord refusé : impôt territorial, impôt du timbre, suppression des corvées, assemblées provinciales; mais au lieu de présenter immédiatement toutes ces mesures à la sanction du parlement, au lieu de profiter de l'entraînement général qui eût alors poussé la magistrature à la suite des notables, Brienne, par des délais imprudents, permit des retours. Le parlement se remit de l'espèce de surprise faite aux notables; il s'enhardit, il discuta, et lorsque les édits lui furent successivement présentés, il n'en enregistra que deux : celui qui portait la seconde abolition des corvées, et un autre permettant la libre exportation des grains. Son opposition fut invincible sur tout le reste.

Les six derniers mois de 1787 et les six premiers mois de 1788 furent remplis par la lutte du cardinal de Brienne avec le parlement. Il sortit de cette lutte plus violente qu'aucune de celles qui l'avaient précédée, un aveu grave : le parlement reconnut qu'il n'avait pas le pouvoir de consentir les impôts, et qu'aux États-généraux seuls appartenait le droit de les établir. Mais en proclamant ainsi son incompétence, il entravait en même temps tous les

plans du ministre des finances; celui-ci essaya d'abord de l'intimidation en exilant le parlement à Troyes; il imagina plus tard de lui retirer la faculté d'enregistrer les lois et les édits, et de la transporter à une cour plénière, composée de pairs, de prélats, de magistrats, de chefs militaires, tous choisis par le roi. Ce projet qui anéantissait la puissance politique du parlement, y souleva un tel orage, que l'archevêque de Toulouse ne put pas l'affronter longtemps. Il prit sa retraite le 24 août 1788, pourvu de huit cent mille francs de bénéfice, de l'archevêché de Sens et du chapeau de cardinal. La cour résolut alors d'appeler le tiers-état à son aide, comme l'avaient fait souvent les rois de France pour détruire la féodalité. La réunion de la cour plénière fut suspendue, et l'ouverture des États-généraux fut fixée au 1<sup>er</sup> mai 1789.

Le cardinal de Brienne, en se retirant, avait engagé le roi à rappeler Necker au ministère des finances. Ce retour si vivement désiré et si tardivement obtenu fut regardé comme le gage du triomphe paisible de tous les intérêts légitimes : en effet, le crédit fut rétabli sur-le-champ, les difficultés les plus pressantes furent écartées. Le nouveau contrôleur fit face, à force d'expédients, aux dépenses indispensables, en attendant les États-généraux.

C'était de ce côté-là, désormais, que se tournaient toutes les espérances. Les choses en étaient

arrivées à ce point que la cour, la noblesse, le peuple, tous sentaient qu'il fallait un remède suprême au mal qui entraînait l'État vers l'abîme. Ni roi ni ministres n'y pouvaient plus rien. Dans l'histoire de tous les peuples, on rencontre de ces crises fatales, où l'impuissance de l'homme se révèle devant la force ardente qui pousse les événements, et qui fait éclater subitement en un jour ce que tout un siècle avait amoncelé dans sa course. Sans chercher à pénétrer ce qu'un avenir prochain réservait au pays, l'opinion publique demandait le salut de cet avenir aux États-généraux qui allaient se réunir; elle s'en remettait pleinement à eux du soin de satisfaire à ce vague mais immense besoin de réformes qui tourmentait la nation entière.

Aussi agitait-on de toutes parts les questions relatives à l'organisation des États. On se demandait quelles formes seraient adoptées pour leur convocation, et quel y serait le rôle du tiers-état. La législation générale du royaume ne renfermait rien de précis à cet égard. Le parlement de Paris insistait pour qu'on s'en tint à la forme des états de 1614, où le tiers-état n'avait obtenu qu'une représentation égale en nombre à celle de chacun des deux ordres privilégiés, et où les trois ordres avaient délibéré séparément. L'opinion cependant réclamait hautement pour les communes un nombre de députés égal à celui des députés du clergé et de la noblesse réunis. C'était d'ailleurs d'après cette base qu'avait

été réglée la composition des assemblées provinciales. Les notables furent rappelés le 6 novembre 1788, pour aviser au moyen de résoudre cette question. A la majorité de cent douze voix contre trente-trois, l'assemblée rejeta le principe de la double représentation du tiers ; mais un arrêt du conseil du roi, en date du 27 décembre, statua, en opposition avec le vœu des notables, que la représentation du tiers serait doublée.

Cette première victoire du droit sur le privilège fut due surtout à l'ascendant de Necker ; et, chose surprenante, Marie-Antoinette s'était rangée, sur cette question, à l'avis du ministre populaire. Alors fut imprimée la pièce ayant pour titre : *Lettres des princes au roi*, signée des noms de tous les membres de la famille royale, sauf celui de Monsieur et celui du duc d'Orléans. Cette lettre, où l'on demandait insolemment le maintien de privilèges assis sur une constitution qui n'était écrite nulle part, provoqua la publication d'une foule de brochures où étaient revendiqués avec véhémence les droits de la nation trop longtemps méconnus. Aucun de ces écrits n'eut plus de retentissement que celui où Sièyes établissait que le tiers-état, jusqu'alors compté pour *rien*, était *tout* en réalité.

C'est sous l'empire de cette agitation des esprits que furent expédiés aux bailliages les ordres royaux pour le choix des députés aux États-généraux, et pour la confection des cahiers. Bien qu'aucune in-

struction sur les matières qui seraient soumises aux délibérations de cette assemblée ne fût jointe aux lettres de convocation, déjà le pays s'était rendu compte de ses besoins, et, d'un bout du territoire à l'autre, les cahiers témoignèrent d'une concordance remarquable. On réclamait, de toutes parts, la périodicité des États, les assemblées provinciales, le vote par tête, la participation de tous aux charges publiques, l'abolition des droits féodaux, des garanties pour la liberté individuelle, et la consécration de la liberté de la presse.

Tels étaient les vœux de la France, au moment où les députés aux États-généraux se réunirent à Versailles, le 5 mai 1789. Ce jour-là, la vieille monarchie finit, et la révolution commence.

FIN DU TOME TROISIÈME ET DERNIER.





---

# TABLE ANALYTIQUE

## DU PRÉCIS

### DE L'HISTOIRE DES FRANÇAIS.

---

#### TOME TROISIÈME.

CHAPITRE XIII. *Les Français au dix-septième siècle. SECTION I.*  
*Suite et fin du règne de Henri IV. 1598-1610.*

<u>But principal de la politique de Henri IV, après qu'il s'est affermi sur le trône. . . . .</u>	page 1
<u>La France partagée entre les gouverneurs de province; nouvelle féodalité. . . . .</u>	2
<u>Henri IV secondé par ses ministres et principalement par Sully; caractère de ce dernier. . .</u>	3
<u>La paix apporte quelque soulagement aux souffrances du peuple. . . . .</u>	4
<u>1599-1600. Mort de Gabrielle d'Estrées. Soupçons d'empoisonnement. Divorce du roi et de Marguerite de Valois autorisé par le pape. Henri épouse Marie de Médicis. . . . .</u>	5
<u>Guerre avec la Savoie à l'occasion du marquisat de Saluces. . . . .</u>	6
<u>Le duc de Savoie vient en France; il s'allie avec les mécontents et particulièrement avec Biron. .</u>	7

Causes du mécontentement de Biron et des grands. . . . .	8
Projet de reconstituer les grandes seigneuries féodales : éternel complot des grands contre l'unité de la monarchie française. . . . .	9
Fin de la guerre de Savoie. . . . .	10
Première entrevue de Henri IV et de Marie de Médicis; caractère de cette dernière; intérieur du roi et de la reine. . . . .	11
1601-1605. Biron demande un commandement qui lui est refusé. Sa colère et ses menaces contre le roi. . . . .	12
Il avoue sa faute. Pardon de Henri IV qui l'envoie en ambassade à Londres près d'Élisabeth. Particularités de ce voyage. . . . .	13
A son retour, Biron continue ses plaintes et ses intrigues avec le duc de Savoie. Il est arrêté, jugé et exécuté. . . . .	14
Situation de l'Europe au commencement du dix-septième siècle. La France est forte de la faiblesse des autres peuples. Mort d'Élisabeth (1605). . . . .	17
Cour de Henri IV. Corruption universelle; cynisme de mœurs et de langage. Au milieu des plaisirs, Henri IV ne perd jamais de vue l'intérêt de l'État. Les conseillers sont divisés d'opinions sur la direction à donner à la politique de la France. . . . .	18
Henri IV veut rester le chef du parti protestant en Europe pour poursuivre l'abaissement de la maison d'Autriche. . . . .	19
Sully envoyé en Angleterre près de Jacques I <sup>er</sup> . Traité d'alliance conclu avec ce prince (50 juillet 1605). . . . .	20

<u>Intrigues de l'Espagne contre Henri IV. Sympathies de la reine et de la maîtresse du roi pour l'alliance espagnole. . . . .</u>	<u>21</u>
<u>1604-1610. Arrestation de madame de Verneuil, de son père et de son frère. La comtesse de Moret . .</u>	<u>22</u>
Mort de Catherine de Bourbon, sœur du roi. Jacques I <sup>er</sup> viole les engagements pris avec Sully, et fait un traité de paix avec Philippe III. Prise d'Ostende par les Espagnols. (20 septembre 1604.) Inquiétude de Henri. .	25
<u>Situation et organisation des protestants en France depuis l'édit de Nantes. . . . .</u>	<u>24</u>
Principaux chefs du parti. Henri veut enlever Sédan au duc de Bouillon. Sédan se rend le 16 avril 1606. . . . .	25
<u>Faiblesse et profusions de Henri pour ses maîtresses; pour y suffire il vend les offices. Création de la Paulette. . . . .</u>	<u>29</u>
<u>La guerre entre l'Espagne et la Hollande se ralentit. . . . .</u>	<u>31</u>
<u>11 janvier 1609. Traité entre l'Espagne et la Hollande qui reconnaît l'indépendance de cette dernière puissance. Projet de Henri IV pour le remaniement général de l'Europe, divisée en quinze États. . . . .</u>	<u>32</u>
<u>Opinion de Henri IV sur la convenance des alliances avec les petits États. . . . .</u>	<u>35</u>
<u>Folle passion du roi pour Charlotte de Montmorency. Charlotte épouse le prince de Condé. Sa fuite dans les Pays-Bas. Le roi veut déclarer la guerre à l'archiduc. Prétexte que lui fournit la vacance de la succession de Juliers. Situation des divers prétendants à cette succession . . .</u>	<u>34</u>
<u>15 mai 1610. Avant de s'engager dans la guerre</u>	

d'Allemagne, Henri fait sacrer la reine. 14 mai	
1610, il est assassiné . . . . .	58

SECTION II. Règne de Louis XIII jusqu'à la mort de Luynes.  
1610-1621.

<u>Henri IV meurt au moment de mettre le sceau à la</u> <u>politique de son règne. . . . .</u>	<u>40</u>
<u>Mesures prises par d'Épernon pour assurer la</u> <u>régence à Marie de Médicis : état de la législation</u> <u>sur les régence. . . . .</u>	<u>41</u>
<u>15 mai 1610. Marie de Médicis est proclamée</u> <u>régente par le parlement. . . . .</u>	<u>42</u>
<u>Soupçons qu'excite la mort de Henri IV. Doctrines</u> <u>sur l'assassinat des rois. La mort de Henri heu-</u> <u>reuse surtout pour l'Espagne. . . . .</u>	<u>45</u>
<u>Conduite de Sully. Conseil privé de la reine. Con-</u> <u>seil de régence; Marie de Médicis achète des</u> <u>partisans avec les économies du feu roi . . . .</u>	<u>44</u>
<u>Procès de Ravaillac. Ce qu'il était. Visionnaire et</u> <u>fou. Ses déclarations. . . . .</u>	<u>46</u>
<u>Marie de Médicis. Son caractère opiniâtre et faible.</u> <u>Éléonore Galigai. Concini . . . . .</u>	<u>48</u>
<u>Pouvoir des grands au dix-septième siècle. Abus</u> <u>des gouvernements de provinces. Distinctions</u> <u>établies entre les seigneurs. . . . .</u>	<u>50</u>
<u>Condé sollicité par l'Espagne de réclamer la cou-</u> <u>ronne de France. Il rentre en France et recon-</u> <u>naît la régente . . . . .</u>	<u>52</u>
<u>1611. 26 janvier. Renvoi de Sully. Le parti de l'alliance</u> <u>espagnole domine. . . . .</u>	<u>54</u>
<u>1612. 30 avril. Double traité avec l'Espagne stipulant le</u> <u>mariage de Louis XIII avec une princesse d'Es-</u> <u>pagne, et de Philippe, infant d'Espagne, avec</u>	

	une princesse de France. Irritation produite par ce traité . . . . .	55
1614.	27 septembre. Louis XIII atteint sa majorité.	
	20 octobre. Lit de justice. . . . .	57
	Caractère du jeune roi. Son goût pour les oiseaux de proie. Origine de la fortune de Luynes et de sa famille. Paresse de Louis XIII favorisée par la reine. Concini fait maréchal d'Ancre. . . .	58
	14 octobre. Dernière réunion des Etats-généraux sous l'ancienne monarchie. Intérêts contraires des divers ordres. Armand Duplessis de Richelieu se fait remarquer aux états. . . . .	60
1615.	Le parlement prétend à se mettre au lieu et place des états. 28 mars, il prend un arrêt qui est cassé par le conseil d'État. 9 août. Manifeste de Condé contre la régente; il arme.	
	18 octobre. Double mariage des princesses de France et d'Espagne. Renonciation d'Anne d'Autriche. . . . .	61
1616-1618.	Réconciliation entre la reine et le prince de Condé. 3 mai 1616. Paix de Loudun. . . . .	65
	Changement complet dans le ministère. Richelieu appelé au conseil. . . . .	66
	Jalousies excitées par la fortune du maréchal d'Ancre. Condé arrêté. Pressentiments du maréchal et de sa femme. Révolte déclarée des ducs de Bouillon, de Nevers, de Vendôme et de Mayenne. Hostilités suspendues par la mort du maréchal d'Ancre. (24 avril 1617.) . . . . .	67
	Immoralité générale révélée par l'assassinat du maréchal. Le roi pardonne aux princes révoltés; Condé, toutefois, reste prisonnier. . . . .	71
	8 mai 1617, la reine exilée à Blois, 8 juillet. Condamnation et exécution de la maréchale	

	<u>d'Ancre. . . . .</u>	<u>74</u>
	<u>Albert de Luynes nouveau favori. Distribution de</u> <u>grâces. Surveillance exercée autour de la reine-</u> <u>mère. . . . .</u>	<u>75</u>
1619.	<u>Irritation contre le nouveau favori. 22 février, le</u> <u>duc d'Épernon enlève de Blois Marie de Mé-</u> <u>dicis. Richelieu envoyé près de la reine-mère.</u> <u>30 avril, paix d'Angoulême. Le roi se réconcilie</u> <u>avec sa mère. Condé sort de prison. . . . .</u>	<u>76</u>
1620.	<u>Nouvelle confédération des grands plus redoutable</u> <u>que les précédentes. Le roi à l'armée de Nor-</u> <u>mandie. Activité et énergie de Luynes. 7 août,</u> <u>bataille du pont de Cé. 13 août, paix d'Angers. . . . .</u>	<u>78</u>
1621.	<u>Luynes connétable. Le roi marche contre les pro-</u> <u>testants de la Rochelle. 25 juin, capitulation de</u> <u>Saint-Jean-d'Angély. Le duc d'Épernon chargé</u> <u>d'attaquer la Rochelle. Le roi passe en Guyen-</u> <u>ne . . . . .</u>	<u>80</u>
	<u>Luynes prend les sceaux. Mécontentement excité</u> <u>par sa cupidité. Ce qu'il faut penser de sa poli-</u> <u>tique. Échec devant Montauban. Campagne sans</u> <u>résultats. 14 décembre, mort du duc de Luynes. . . . .</u>	<u>81</u>

SECTION III. *Fin du règne de Louis XIII. Depuis la mort du duc de Luynes, jusqu'à la mort de Louis XIII. 1621-1646.*

1622-1623.	<u>Seconde campagne contre les Huguenots.</u> <u>Courageuse résistance de Montpellier. 20 oc-</u> <u>tobre 1622, paix conclue par l'intervention du</u> <u>duc de Rohan. . . . .</u>	<u>84</u>
	<u>Sillery et Puisieux, les chefs les plus actifs du gou-</u> <u>vernement pendant l'année 1623. . . . .</u>	<u>85</u>
1624.	<u>Richelieu rappelé au conseil. Coup d'œil sur les évé-</u> <u>nements de la guerre de Trente ans avant 1624.</u> <u>La France ne s'émeut que lorsque la Valteline</u>	

<u>est occupée par les Allemands et les Espagnols.</u>	
<u>Importance de la Valteline. . . . .</u>	86
<u>1625. L'occupation de la Valteline par la maison d'Autriche favorise les projets de Richelieu pour l'abaissement de cette maison. . . . .</u>	91
<u>Puissance exorbitante des deux branches de la maison d'Autriche. Politique extérieure de Richelieu. Il s'allie aux États protestants de l'Allemagne. 11 mai, il marie Henriette de France à Charles 1<sup>er</sup>, roi d'Angleterre. Expéditions en Valteline et contre Gènes. . . . .</u>	92
<u>1626. Les projets de Richelieu sont entravés par les coupables soulèvements des Huguenots en France. Il est contraint à faire la paix avec l'Espagne. 5 mars, traité de Monçon. Paix avec les Huguenots. . . . .</u>	95
<u>Politique de Richelieu à l'intérieur. Il veut réprimer les Grands, et ramener le respect de la loi. Aucune considération ne fait fléchir son énergie. Complot et supplice de Chalais. . . . .</u>	96
<u>Gaston, duc d'Anjou, frère du roi, créé duc d'Orléans. 5 août, il épouse mademoiselle de Montpensier. Le supplice de Chalais effraye les grands et permet à Richelieu de retourner ses forces contre les Huguenots. . . . .</u>	99
<u>Situation des Huguenots en France à cette époque. Pour les combattre, Richelieu relève la marine. Querelle avec l'Angleterre. Particularités de cette querelle. Buckingham. L'Angleterre s'allie avec les Huguenots, avec le duc de Savoie et le duc de Lorraine. . . . .</u>	100
<u>1627-1628. 29 mai 1627, naissance de la grande Mademoiselle. 4 juin suivant, mort de la duchesse d'Orléans, sa mère. 22 juin, exécution de Bout-</u>	

teville. Pourquoi Richelieu punissait les duels avec une rigueur inflexible. . . . .	104
Juillet-novembre 1627. Expédition de Buckingham pour porter des secours à la Rochelle. Guiton nommé maire. Richelieu vient lui-même diriger le siège. Digue gigantesque . . . . .	106
Mai 1628. Seconde expédition des Anglais commandés par Denbigh. Détresse de la Rochelle. Caractère farouche de Guiton. Septembre, troisième expédition des Anglais, aux ordres de Lindsey. 50 octobre, la Rochelle ouvre ses portes. Conditions de paix imposées aux Rochellois. 108	
Les intérêts de Richelieu d'accord avec les intérêts de la France. Affaire de la succession de Mantoue. La France contrainte à la guerre. . . .	116
<u>1629-1630. Louis XIII passe les Alpes. 6 mars 1629, brillant fait d'armes du pas de Suse. 11 mars, traité signé avec le duc de Savoie. Casal secouru. 8 avril, ligue conclue entre la France, la Savoie, Venise et le duc de Mantoue . . . . .</u>	<u>118</u>
<u>Louis XIII rentre en France. Intrigues de la reine-mère et de Gaston contre Richelieu. Celui-ci forcé de venir défendre sa position. Suite de la guerre de Trente ans. Rôle joué par la France. Charnacé et le père Joseph. 21 novembre 1629, Richelieu nommé premier ministre, rentre en Piémont. Le duc de Savoie se détache de la ligue. Louis XIII en Savoie. 18 juillet 1630; prise et sac de Mantoue par les Impériaux . . . . .</u>	<u>120</u>
<u>Mazarin, agent du pape en Italie. Le duc de Montmorency en Piémont. Juillet 1630, il bat les Piémontais et prend Saluces. 26 juillet, mort de Charles Emmanuel, duc de Savoie; son fils Victor Amédée lui succède . . . . .</u>	<u>127</u>



<u>Les Espagnols bloquent Casal. 25 septembre, mort de Spinola. 15 octobre, traité de Ratisbonne, modifié par celui de Cherasco. Fin de la guerre de la succession de Mantoue . . . . .</u>	<u>129</u>
<u>Événements intérieurs. Septembre 1650, maladie du roi. Les deux reines prennent de l'empire sur lui. Il leur promet la disgrâce du Cardinal. 11 novembre, journée des dupes. . . . .</u>	<u>130</u>
1651. <u>La lutte continue entre la reine-mère et Richelieu. Le roi vient à Compiègne et y abandonne sa mère. Elle reçoit l'ordre de s'exiler à Moulins. Gaston se réfugie en Lorraine, Marie de Médicis dans les Pays-Bas. . . . .</u>	<u>134</u>
<u>Traité de Bernwald entre la France et Gustave Adolphe. Situation des parties belligérantes en Allemagne. Tilly. 10 mai, sac de Magdebourg. 7 septembre, bataille de Leipsick. Marche de Gustave à travers l'Allemagne . . . . .</u>	<u>158</u>
<u>1652. Combat du Leck. Mort de Tilly. Rappel de Wallenstein. Charles IV, duc de Lorraine. Gaston rentre en France à la tête de deux mille hommes. 8 mai, exécution du maréchal de Marillac. . .</u>	<u>142</u>
<u>Gaston s'appuie surtout sur le maréchal de Montmorency, gouverneur du Languedoc. Caractère de Montmorency. Sa révolte. 1<sup>er</sup> septembre, combat de Castelnaudary. 30 octobre, Montmorency est condamné et exécuté. . . . .</u>	<u>144</u>
<u>Gaston repasse en Flandre. Gustave Adolphe et Wallenstein opposés l'un à l'autre. 16 novembre, bataille de Lutzen. Mort de Gustave Adolphe. Bernard de Saxe-Weymar. Oxenstiern continue la politique de Gustave. . . . .</u>	<u>148</u>
<u>1653-1655. Intrigues de la reine-mère contre Richelieu. Nouvelles exécutions. . . . .</u>	<u>151</u>

<u>Gaston rentre en France. Le roi lui pardonne.</u>	
<u>Marriage et mort de Puy-Laurens, son favori. .</u>	<u>152</u>
<u>Wallenstein. 25 février 1634, il est assassiné.</u>	
<u>Gallas lui succède. Ligue d'Heilbronn. Prise de</u>	
<u>Ratisbonne par les Impériaux. 6 septembre 1634,</u>	
<u>bataille de Nordlingen. . . . .</u>	<u>154</u>
<u>La France se décide à prendre une part active à la</u>	
<u>guerre. Richelieu entrave le succès de nos ar-</u>	
<u>mées. La campagne de 1635, en Flandre, en Al-</u>	
<u>lemagne, en Suisse, en Piémont, se termine</u>	
<u>sans résultats. 29 janvier 1635, fondation de</u>	
<u>l'Académie française. . . . .</u>	<u>156</u>
<u>1636-1637. Campagne de 1636. Invasion en Franche-</u>	
<u>Comté. Les ennemis entrent en France. Année</u>	
<u>de Corbie. Corbie est reprise. 4 octobre 1636,</u>	
<u>bataille de Wistock. . . . .</u>	<u>160</u>
<u>Tentative d'assassinat contre Richelieu. Campagne</u>	
<u>de 1637. Perte de la Valteline. Richelieu injuste</u>	
<u>envers le duc de Rohan. . . . .</u>	<u>163</u>
<u>Février-octobre 1637, mort de Ferdinand II, de</u>	
<u>Boleslas, duc de Poméranie, du landgrave de</u>	
<u>Hesse, du duc de Mantoue, de Victor Amédée,</u>	
<u>duc de Savoie . . . . .</u>	<u>165</u>
<u>Correspondance secrète d'Anne d'Autriche avec son</u>	
<u>frère, le roi d'Espagne. Anne est convaincue de</u>	
<u>trahison. Le roi lui pardonne. . . . .</u>	<u>166</u>
<u>1638-1639. Campagne de 1638. 3 mars, bataille de</u>	
<u>Rheinfeld. 14 décembre, prise de Brisach. . .</u>	<u>168</u>
<u>Septembre 1638. Anne d'Autriche accouche</u>	
<u>d'un fils. Joie de la France. Projet de campagne</u>	
<u>de 1639. . . . .</u>	<u>169</u>
<u>18 juillet 1639. Mort de Bernard de Saxe-Weymar.</u>	
<u>Ses soldats s'engagent au service de la France.</u>	
<u>Succès du comte d'Harcourt en Italie. Résultats</u>	

- nuls sur les autres frontières. Révoltes des vau-  
nu-pieds. Mort du père Joseph. Son caractère. 170
1640. Cinq-Mars favori de Louis XIII. Célèbre révolte  
de la Catalogne qui se donne à la France. Révo-  
lution du Portugal qui proclame son indépen-  
dance. Pinto-Ribeiro . . . . . 175
- Campagne de 1640. Prise d'Arras. Le duc d'En-  
ghien. Succès en Italie sous le comte d'Harcourt.  
Turenne. 28 avril, bataille de Casal. 22 sep-  
tembre, capitulation de Turin. 2 décembre, le  
prince Thomas de Savoie fait sa paix avec la  
France . . . . . 182
- 1641-1642. 9 février 1641, mariage du duc d'Enghien.  
Inauguration du théâtre-cardinal. Révolte du  
comte de Soissons et du duc de Bouillon. 6 juil-  
let 1641, combat de la Marfée. Mort du comte  
de Soissons. Soumission du duc de Bouillon. . 186
- Campagne de 1641. Succès sur tous les points.  
Guébriant en Allemagne. 29 juin, bataille de  
Wolfenbüttel. Mort de Sully et du duc d'Éper-  
non. . . . . 188
- Mécontentement en France. Cinq-Mars vise à ren-  
verser le cardinal. Il conspire avec les ducs  
d'Orléans, de Bouillon et de Thou. Caractère de  
ce dernier. Alliance coupable avec l'Espagne. 190
- Projets de Richelieu contre l'Espagne. Il se rend  
dans le Midi avec le roi. 17 janvier 1642, ba-  
taille de Kempten. Richelieu tombe malade à  
Narbonne. Cinq-Mars ne veut pas fuir. . . . 194
- Le cardinal à Tarascon. On lui remet le traité né-  
gocié avec l'Espagne par les conjurés. La roi  
rejoint Richelieu à Tarascon. Lâcheté de Gas-  
ton. 3 juillet 1642, mort de Marie de Médicis.  
12 septembre, jugement et exécution de Cinq-

<u>Mars et de de Thou. . . . .</u>	<u>197</u>
<u>Le duc de Bouillon obtient sa grâce en livrant</u>	
<u>Sédan. Succès de nos armées sur toutes les</u>	
<u>frontières. . . . .</u>	<u>202</u>
<u>Le cardinal malade revient à Paris. Déclaration</u>	
<u>du roi contre Gaston. 4 décembre 1642, mort</u>	
<u>de Richelieu. 13 décembre, Mazarin appelé au</u>	
<u>conseil. . . . .</u>	<u>205</u>
<u>1643. Politique et caractère de Mazarin, Généraux pla-</u>	
<u>cés ou maintenus à la tête des armées. Le duc</u>	
<u>d'Enghien à l'armée de Picardie. . . . .</u>	<u>205</u>
<u>La santé du roi décline. 20 avril, édit concer-</u>	
<u>nant la régence. Grand-Jeudi. Les Importants.</u>	
<u>14 mai, mort du roi. . . . .</u>	<u>206</u>

SECTION IV. Depuis l'avènement de Louis XIV jusqu'à la mort  
de Mazarin. 1643-1661.

<u>Anne d'Autriche, régente. Son caractère. Beau-</u>	
<u>fort offense le duc d'Orléans et le prince de</u>	
<u>Condé. La cour se divise en deux partis. Cabale</u>	
<u>des Importants. . . . .</u>	<u>210</u>
<u>Mazarin à la tête du conseil. Mécontentement des</u>	
<u>Importants qui se voient joués par la reine, Em-</u>	
<u>pire de Mazarin sur l'esprit d'Anne d'Autriche. . . . .</u>	<u>212</u>
<u>Mazarin échappe à un assassinat conseillé par</u>	
<u>mesdames de Chevreuse et de Montbazou. Me-</u>	
<u>sures prises contre la cabale des Importants. . . . .</u>	<u>214</u>
<u>19 mai, bataille de Rocroy. Belles manœuvres</u>	
<u>de Guébriant en Allemagne. 24 novembre, sa</u>	
<u>mort. . . . .</u>	<u>216</u>
<u>1644. Mazarin intéressé à la continuation de la guerre.</u>	
<u>Résistances du parlement contre la perception</u>	
<u>des impôts, Turenne est fait maréchal de Fran-</u>	
<u>ce. Il commande en Allemagne, Succès et re-</u>	

vers. Il est rejoint par le duc d'Enghien, 3 août, bataille de Fribourg. . . . .	219
Congrès assemblé à Munster, en Westphalie, pour traiter de la paix. Mazarin entrave les négociations. . . . .	225
1645-1648. Succès de Gaston dans les Pays-Bas. 5 mai 1645, bataille de Marienthal. 3 août, bataille de Nordlingen. Situation des parties belligérantes, Causes de l'opposition du parlement. . .	226
Campagne de 1646. 26 décembre, mort du prince de Condé. Le duc d'Enghien prend le titre de prince de Condé. Caractère hautain de ce dernier. <i>Les petits-maitres</i> . Factions d'Orléans et de Condé. 1647, fondation de l'Opéra. . . . .	232
Condé en Espagne, puis dans les Pays-Bas. 29 mai 1648, prise d'Ypres. L'archiduc Léopold en France. 20 août, bataille de Lens. 17 mai, bataille de Sommerhausen. Hostilités suspendues par les nouvelles du congrès de Munster. . . .	235
24 octobre 1648, traité de Munster entre la France et l'empereur. Stipulations des trois traités de Westphalie. La France et l'Espagne restent en guerre jusqu'au traité des Pyrénées. . . . .	257
La guerre civile succède à la guerre étrangère. Situation désastreuse des campagnes et des villes. Droits d'aides. Édit du tarif. Le parlement n'entendait rien aux finances. 15 janvier 1648, lit de justice pour l'enregistrement de cinq édits bursaux. Discours d'Omer Talon, avocat général. . . . .	240
Remontrances du parlement, portées par Mathieu Molé à la régente, à l'occasion de la création de douze nouvelles charges de maîtres des requêtes. Le grand conseil, la chambre des comptes	

- et la cour des aides, menacés dans leurs intérêts, s'adressent au parlement. 15 mai 1648, *Arrêt d'union*. Formation de la *chambre de Saint-Louis*. . . . . 246
- Les vingt-sept articles de la *chambre de Saint-Louis*. Commencement de la *Fronde*. Origine du mot. 31 juillet 1648, nouveau lit de justice. Le parlement persiste dans son opposition. Colère de la reine. 26 août, arrestation de Broussel, de Blancménil et de Charton. . . . . 248
- Soulèvement du peuple. Gondi, coadjuteur de Paris, parvient à le calmer. La reine blesse la vanité du coadjuteur. Caractère de ce dernier. 27 août 1648, *journée des barricades*. . . . . 251
- Belle conduite de Mathieu Molé. Dépit de la reine. 22 septembre 1648, Condé revient à la cour après la victoire de Lens. 25 septembre, conférence entre la cour et les députés du parlement. . . . . 255
1649. Un troisième parti, celui des princes, dont le coadjuteur est le chef, se forme à côté du parti de la cour et de celui du parlement. Forces de ce dernier parti. Paris menacé par l'armée de Flandre. Guerre déclarée. 9 janvier, le prince de Condé entreprend de faire le siège de la capitale. Le parlement se défie du coadjuteur. Il entre en négociations avec la cour. Le parti des princes accepte le secours des Espagnols. Turenne se joint à l'archiduc Léopold. 11 mars, le parlement fait la paix avec la cour. Courage inébranlable de Mathieu Molé. Turenne, abandonné par son armée, est contraint de fuir en Allemagne. L'archiduc Léopold se retire en Flandre. . . . . 257
- Les princes se réconcilient avec la cour. Le coad-

- juteur refuse de se réconcilier. Il devient le chef des frondeurs. Guerre en Flandre. Ambition de Condé. Il présente Turenne à la cour. Aventure de Jarzay. La reine se ligue avec le coadjuteur contre Condé. Entrevue du coadjuteur et de Mazarin. Faveurs accordées aux amis du coadjuteur. . . . . 264
1650. 18 janvier. Arrestation des princes de Condé et de Conti, et du duc de Longueville. Le principal rôle dans les troubles de 1650 appartient aux femmes. La duchesse de Longueville. La princesse Palatine. La duchesse de Bouillon. La princesse de Condé. . . . . 268
- 14 avril. Fuite de la princesse de Condé. Pierre Lenet organise la rébellion dans le Midi. Il est secondé par les ducs de Larochefoucauld et de Bouillon. 51 mai, la princesse de Condé entre dans Bordeaux. Le parlement de Bordeaux prend parti pour elle. Le coadjuteur et Mazarin négocient tous deux avec les amis des princes captifs. 1<sup>er</sup> octobre, paix conclue entre Mazarin et les habitants de Bordeaux. . . . . 272
- Alliance entre l'ancienne et la nouvelle fronde pour la délivrance des princes. Les deux négociateurs sont le coadjuteur et la princesse Palatine. Mazarin à l'armée de Champagne. 15 décembre, bataille de Rethel. . . . . 278
1651. Gaston se joint aux frondeurs. 4 février, Gondi demande le renvoi de Mazarin. 6 février, Mazarin se sauve au Havre. 9 février, arrêt du parlement qui le condamne à sortir du royaume. Les princes, remis en liberté, rentrent à Paris. 280
- La noblesse se rallie autour de Condé, et insulte la magistrature et la bourgeoisie. Représ-

	saillies du parlement. Guerre déclarée entre les deux frondes. Politique de la reine conseillée par Mazarin. Lutte personnelle entre le prince de Condé et le coadjuteur. 19-21 août. Scènes violentes au palais de justice. . . . .	282
8 septembre.	<u>Lit de justice où Louis XIV annonce sa majorité. Condé se laisse entraîner à la guerre civile. Défections dans son parti. Il rassemble une armée à Bordeaux. Échecs qu'il éprouve. Octobre, la cour à Poitiers. . . . .</u>	<u>287</u>
1652. 30 janvier.	<u>Mazarin rejoint la reine à Poitiers. Affaiblissement de la puissance du parlement. Les nièces de Mazarin instrument de la politique de leur oncle. Le comte d'Harcourt en Guyenne. Turenne et d'Hocquincourt, à la tête de l'armée royale, se rapprochent de Paris. . . . .</u>	<u>290</u>
	<u>Intrigues du coadjuteur. Il se dégoûte enfin des affaires. Sa promotion au cardinalat, contre le gré de Mazarin. L'armée royale près d'Orléans. La Grande Mademoiselle. L'armée royale à Gien. 7 avril, combat de Gien. . . . .</u>	<u>291</u>
41 avril.	<u>Condé rentre dans Paris. Turenne à Saint-Germain. Moyens odieux employés par Condé pour intimider Bordeaux et Paris. Juin, le parlement envoie des députés au roi, qui promet le renvoi de Mazarin. Soulèvement excité par Condé. Turenne marche sur Paris. 2 juillet, combat du faubourg Saint-Antoine. Rôle joué par la Grande Mademoiselle. . . . .</u>	<u>296</u>
	<u>Affaiblissement du parti des princes. Division dans le parlement. 19 août, second renvoi de Mazarin. 21 octobre, rentrée du roi à Paris. 22 octobre, lit de justice. Le parlement réduit à l'impuissance. Fin des troubles de la Fronde. 302</u>	



Gaston et Mademoiselle ont ordre de quitter Paris.	
Confiscation des biens de la maison de Condé.	
18 décembre, le cardinal de Retz arrêté. . . . .	304
1653-1658. 3 février 1653. Entrée de Mazarin à Paris.	
Condé à la tête des armées espagnoles. Turenne opposé à Condé en Picardie et en Champagne.	
Soumission du prince de Conti et de la duchesse de Longueville. 22 février 1654, le prince de Conti épouse l'une des nièces de Mazarin.	
28 mars, Condé condamné à mort. . . . .	305
16 mai 1654. Louis XIV au parlement. Exil de plusieurs conseillers. Juillet, siège d'Arras.	
6 août, prise de Stenay. 25 août, bataille devant Arras. . . . .	307
Fêtes de la cour. Fouquet surintendant des finances. 1 <sup>er</sup> janvier 1655, mort de Mathieu Molé.	
Querelle du jansénisme. Ce que c'était que le jansénisme. Les jésuites. . . . .	
Campagne de 1655. Alliance avec Cromwell.	
1657. Christine de Suède en France. . . . .	315
Mazarin antipathique à la France. Mai-juin 1658, siège de Dunkerque. 14 juin, bataille des Dunes. 25 juin, prise de Dunkerque, qui est remise à Cromwell. Le roi malade à Calais.	
15 septembre, mort de Cromwell. . . . .	317
1659-1661. Anne d'Autriche et Mazarin désirent tous deux la paix avec l'Espagne. Projet de mariage pour Louis XIV. Deux partis se présentent. Le roi amoureux de Marie Mancini. Marie est exilée. Le mariage avec une princesse d'Espagne décidé. Août-novembre 1659, conférences de l'île des Faisans. 7 novembre, traité des Pyrénées . . . . .	320
9 juin 1660. Mariage de Louis XIV et de Marie-	

Thérèse d'Autriche. Le 2 février précédent, Gaston était mort. Affaiblissement de Mazarin. Sa passion pour le jeu, son avarice, son immense fortune. Distribution qu'il en fait. 9 mars 1661, sa mort. . . . . 325

SECTION V. *Depuis la mort de Mazarin jusqu'à la fin du dix-septième siècle. 1661-1700.*

Louis XIV veut régner par lui-même. Ses qualités, ses défauts. . . . . 326

Le surintendant Fouquet, Jean-Baptiste Colbert. Son caractère. Michel Letellier et Hugues de Lionne. Leur caractère. . . . . 328

Louis XIV jaloux de son pouvoir. Goût du roi pour la comtesse de Soissons et madame Henriette d'Angleterre. Sa passion pour mademoiselle de La Vallière. . . . . 331

Rivalité de la France et de l'Espagne. Question d'étiquette. 10 octobre 1661. Querelle à Londres entre les ambassadeurs des deux puissances. Hauteur de Louis XIV. Arrestation de Fouquet, sa condamnation. . . . . 335

1662-1665. Secours fourni au Portugal. Avril-octobre 1662, traités avec les Provinces-Unies, avec le Danemarck, avec l'Angleterre, avec la Suède. Les vues de Colbert se portent vers la marine. 336

1662. Querelle du duc de Créquy, ambassadeur à Rome. Colbert favorise la navigation et le commerce. Nouveaux débouchés. Canal du Languedoc. Fabriques. Louvre. Observatoire. . . . . 337

17 septembre 1665. Mort de Philippe IV d'Espagne. Charles II. Louis se prépare à réclamer une portion de la succession d'Espagne. . . . 341

Persécutions exercées contre les jansénistes. Fêtes

à mademoiselle de La Vallière. . . . .	342
<u>1666-1669. 20 janvier 1666, mort d'Anne d'Autriche.</u>	
Politique habile et perfide de Lionne. Préten-	
tions de Louis XIV fondées sur le <i>droit de dévo-</i>	
<i>lution</i> . Inquiétude de la Hollande. Situation de	
ce pays, Lutte maritime de l'Angleterre et de	
la Hollande. . . . .	344
1667. Succès dans les Pays-Bas Espagnols. Créa-	
tions utiles à l'intérieur. Académies des inscrip-	
tions et des sciences. Ordonnances pour la ré-	
formation de la justice, et pour le règlement des	
eaux et forêts (1669). . . . .	349
<u>51 juillet 1667. Paix de Breda entre la Hollande</u>	
<u>et l'Angleterre. 23 janvier 1668. Ces deux puis-</u>	
<u>sances s'allient à la Suède contre la France.</u>	
<u>Louis XIV ne tient compte de leurs injonctions.</u>	
<u>4-9 février 1668. Conquête de la Franche-</u>	
<u>Comté. 2 mai. Traité d'Aix-la-Chapelle. . . .</u>	351
<u>1668. Conversion de Turenne au catholicisme.</u>	
<u>Persécutions contre les Huguenots. Maîtresses</u>	
<u>du roi. Madame de Montespan et mademoiselle</u>	
<u>de la Vallière. . . . .</u>	354
<u>1669. Expédition de Candie contre les Turcs.</u>	
<u>8 septembre. Mort d'Henriette, veuve de Char-</u>	
<u>les I<sup>er</sup>. Madame, sa fille, envoyée comme négo-</u>	
<u>ciatrice en Angleterre. . . . .</u>	357
<u>1670-1675. Philippe, duc d'Orléans, frère du roi. Le</u>	
<u>chevalier de Lorraine. 29 juin 1670, mort de</u>	
<u>madame Henriette, duchesse d'Orléans. Elle fut</u>	
<u>empoisonnée. Aventure de Lauzun et de la</u>	
<u>Grande Mademoiselle. . . . .</u>	359
2 janvier 1671. Traité entre l'Angleterre et la	
France contre la Hollande. Négociations dans	
toute l'Europe. 16 novembre, mariage du duc	

- d'Orléans avec la fille de l'électeur Palatin.  
1<sup>er</sup> novembre précédent, traité conclu avec  
l'empereur. Mort de Lionne, remplacé par Pom-  
ponne. . . . . 565
1672. Mort du chancelier Séguier, remplacé par  
d'Aligre. 25 avril, départ de l'armée pour l'ex-  
pédition de Hollande. Immensité des prépara-  
tifs. Réputation des généraux. 12 juin, passage  
du Rhin. Terreur des Hollandais. Août, mas-  
sacre des frères de Witt. La ruine de la Hollande  
épouvante l'Europe. Le danger commun lui  
suscite des alliés contre la France. . . . . 567
1673. Turenne en Allemagne, opposé aux impériaux,  
Condé en Hollande. 30 août, traité de la Haye  
entre l'empereur, le roi d'Espagne et les États-  
généraux. Montécuculli et Turenne. . . . . 576
1674. 9 février, traité entre la Hollande et l'Angleterre.  
Louis XIV presque seul contre l'Europe. Mai-  
juin, seconde conquête de la Franche-Comté.  
11 août, bataille de Sèneff. La campagne de  
1674 est surtout fameuse par les savantes ma-  
nœuvres de Turenne. 14 octobre, combat d'En-  
sisheim. Marche à travers les Vosges. . . . . 577
1675. 6 janvier, combat de Turkheim. 7 juin, Turenne  
passe le Rhin. 27 juillet, mort de Turenne.  
Deuil général causé par cette mort. 11 août,  
combat de Sarbruck. Le maréchal de Créqui.  
Capitulation de Trèves. . . . . 585
- 1676-1679. La révolte de Messine avait éclaté dès 1674.  
Souveraineté de la Sicile offerte à Louis XIV.  
Flotte sous les ordres de Vivonne et de Du-  
quesné. Lutte glorieuse soutenue par Du-  
quesné. 20 avril 1676, mort de Ruyter. Ba-  
taille devant Palerme. . . . . 587

1676-1678. Guerres sur toutes les frontières. Succès du maréchal de Créquî en Allemagne, du duc d'Orléans en Flandre. 10 août 1678, traité de Nimègue entre la France et la Hollande. 14 août, bataille de Saint-Denis. Soupçons contre le prince d'Orange. 17 septembre, second traité de Nimègue entre la France et l'Espagne. . . . .	389
<u>1679. 17 juillet, troisième traité entre la France et l'empereur. Divers mariages à la cour. Le dauphin épouse Marie-Anne-Christine de Bavière. Madame de Maintenon. Origine de sa fortune. Son esprit, son caractère, singularité de sa position. . . . .</u>	<u>395</u>
1680-1684. Maîtresses du roi. La marquise de Brinvilliers. Les empoisonnements de mode dans le grand monde. Noms compromis. Renvoi de Pomponne remplacé par Colbert de Croissy. . .	398
<u>Différends avec Rome. Libertés de l'Eglise gallicane. Déclaration de 1682. . . . .</u>	<u>400</u>
<u>Le roi réforme ses mœurs. 30 juillet 1683, mort de la reine. Le roi épouse madame de Maintenon. L'époque du mariage est incertaine. 6 septembre, mort de Colbert. Hostilités contre l'Espagne. . . . .</u>	<u>402</u>
<u>Août 1684, trêve de Ratisbonne. Elle avait été précédée du bombardement de Gènes par Seignelai. Ambassadeurs d'Alger et du roi de Siam. . . . .</u>	<u>404</u>
<u>1685-1689. Dragonnades. 2 octobre 1685, révocation de l'édit de Nantes, à la sollicitation de Le Tellier. Conséquences funestes de cette révocation. Elle ranime l'inimitié du prince d'Orange contre la France. . . . .</u>	<u>406</u>

<u>Prétentions de Louis XIV sur le Palatinat. 9 juillet 1686, ligue d'Augsbourg. Maison de Saint-Cyr. 11 décembre, mort du grand Condé. Louvois pousse à la guerre. . . . .</u>	<u>410</u>
<u>1688. Révolution d'Angleterre. Louis XIV n'en commence pas moins la guerre. 24 janvier 1689, déclaration de guerre de tous les membres de la ligue d'Augsbourg. Mars, Louvois ordonne la ruine du Palatinat. . . . .</u>	<u>413</u>
<u>1690-1699. Campagne de 1690. 1<sup>er</sup> juillet, bataille de Fleurus. Tourville vainqueur dans la Manche. Bataille de la Staffarde. . . . .</u>	<u>415</u>
<u>7 avril 1691, prise de Mons. Caractère de Louvois. 16 juillet, il meurt subitement, et est remplacé par son fils Barbezieux. . . . .</u>	<u>416</u>
<u>Campagne de 1692. 5 juin, prise de Namur. Vauban. Action d'éclat de Tourville qui affaiblit notre marine. 3 août, bataille de Steinkerkue. 29 juillet 1693, bataille de Neerwinden. . . .</u>	<u>418</u>
<u>Catinat en Piémont. Cruauté de la guerre. 4 octobre 1693, bataille de la Marsaille. . . . .</u>	<u>421</u>
<u>Détresse générale. Louis désire la paix. 4 janvier 1695, mort du maréchal de Luxembourg. Le duc de Savoie détaché de la ligue d'Augsbourg. Cette défection décide Guillaume III. à accepter les propositions de la France. L'Espagne persiste à vouloir la guerre. 1697, campagne de Catinat en Flandre, de Vendôme en Catalogne. 20 septembre 1697, paix de Ryswick. Situation de la France à la fin du dix-septième siècle. Tristesse générale. Querelle du quiétisme. Madame Guyon, Bossuet, Fénelon. Le duc de Bourgogne. 7 décembre 1699, il épouse Marie-Adélaïde de Savoie. . . . .</u>	<u>422</u>

CHAPITRE XIV. *Les Français au dix-huitième siècle.*SECTION I. *Depuis le commencement du dix-huitième siècle jusqu'à la mort de Louis XIV. 1700-1715.*

- 1700-1705. 1<sup>er</sup> novembre 1700, mort de Charles II.  
Ouverture de la succession d'Espagne. Testament de Charles II. Exposé de la situation de la question, dans les cinquante ans qui précéderent la mort de Charles II..... 452  
Le conseil est divisé d'opinion. Le roi décide que le testament de Charles II sera accepté. Le duc d'Anjou roi d'Espagne, sous le nom de Philippe V. Fautes de la politique de Louis XIV. Invasion de l'Europe..... 458  
 7 septembre 1701, traité de la grande alliance.  
La guerre commence en Italie. Le prince Eugène. Il bat Villeroi à Chiari et à Crémone... 442  
 19 mars 1702, mort de Guillaume III. La reine Anne lui succède. Malborough. 15 mai 1702, déclaration de guerre de l'Europe. Philippe V en Italie. Injure au duc de Savoie. Succès de Vendôme en Italie. Boufflers en Flandre, Catinat sur le Rhin. Villars en Allemagne. 14 octobre 1702, combat de Friedlingen. 20 septembre 1703, combat d'Hochstedt. La flotte française détruite dans le port de Vigo..... 444
- 1704-1709. Le maréchal Marsin remplace Villars en Bavière. Il est rejoint peu après par Tallard. 13 août 1704, bataille d'Hochstedt. Succès des Anglais en Espagne, de Vendôme en Italie (1705-1706). Il est rappelé en Flandre..... 448  
 15 mai 1706, bataille de Ramillies. Le duc d'Orléans en Italie avec la Feuillade et Marsin. Ses conseils ne sont pas suivis. 7 septembre 1706,



<u>bataille devant Turin. Avantage à Castiglione.</u>	
<u>L'Espagne, perd le royaume de Naples (juillet-septembre 1707).....</u>	<u>451</u>
<u>Louis XIV demande la paix. Heinsius pensionnaire de Hollande. Louis XIV repoussé par la Hollande et la Savoie. Juillet-août 1707, siège de Toulon. Événements d'Espagne. Berwick, Peterborough et l'archiduc. 25 avril 1707, bataille d'Almanza. Prise des lignes de Stolhoffen.</u>	<u>455</u>
<u>11 juillet 1708, bataille d'Oudenarde. 22 octobre, les alliés prennent Lille. Inquiétude en France .....</u>	<u>459</u>
<u>11 septembre 1709, bataille de Malplaquet, succès balancés partout pendant cette campagne.</u>	<u>460</u>
<u>1710-1715. Conférences pour la paix entamées à Gertruydenberg. Les concessions humiliantes de la France sont repoussées. Nouveaux succès des alliés en Flandre et en Espagne. Vendôme en Espagne. 9 décembre 1710, bataille de Villaviciosa. Vendôme rétablit les affaires en Espagne.</u>	<u>465</u>
<u>Révolution de cour en Angleterre (17 avril 1711), mort de l'empereur Joseph I<sup>er</sup>. Changement dans la situation des partis en Europe.....</u>	<u>465</u>
<u>Chagrins domestiques de Louis XIV. 15 avril 1711, mort du Dauphin. Février 1712, mort de la duchesse de Bourgogne, du duc de Bourgogne et du duc de Bretagne. 1714, mort du duc de Berry.....</u>	<u>467</u>
<u>Négociations de paix avec l'Angleterre, 29 janvier 1712, ouverture du congrès d'Utrecht. 24 juillet, bataille de Denain. 11 avril 1713, paix d'Utrecht. Conventions de Rastadt. Traité de Baden .....</u>	<u>469</u>
<u>Les enfants légitimés appelés au trône. Louis XIV</u>	



confie son testament au parlement. Difficultés relatives aux successions des divers trônes de l'Europe. 12 août 1714, Georges I<sup>er</sup> appelé au trône d'Angleterre; il est hostile à la France et dévoué à l'empereur. 1<sup>er</sup> septembre 1715, mort de Louis XIV. .... 478

**SECTION II. Minorité de Louis XV, Régence du duc d'Orléans. 1715-1723.**

Situation du royaume. La nouvelle de la mort de Louis XIV est accueillie avec joie. Observations sur les régences, Le duc d'Orléans. Testament de Louis XIV. 2 septembre 1715, les dispositions du testament sont annulées. Le duc d'Orléans revêtu du pouvoir absolu. Conseils substitués aux ministres. Conseil de régence. .... 483

1716-1723. L'abbé Dubois. L'intérêt personnel du duc d'Orléans l'écarte de l'alliance espagnole et le rapproche de l'Angleterre. Élisabeth Farnèse, reine d'Espagne. Le cardinal Albéroni. La haine persiste entre l'Espagne et l'Autriche. L'Espagne et la France recherchent simultanément l'alliance anglaise. Le roi Georges se décide pour la France. 28 novembre 1716, traité de la triple alliance. .... 491

Colère de l'Espagne. Juillet 1717, conquête de la Sardaigne. Politique du Régent et de Dubois. 2 août 1718, traité de la quadruple alliance. Conquête de la Sicile par l'Espagne. 11 août, la flotte espagnole détruite dans le golfe de Syracuse. .... 496

1718. Conspiration de Cellamare, 10 janvier 1719, la France déclare la guerre à l'Espagne, Renvoi

<u>d'Albéroni. 17 février 1720, paix avec l'Espagne. . . . .</u>	<u>501</u>
<u>Situation des finances. Exposé du système de Law.</u>	
<u>Son succès et sa chute (1716-1720). . . . .</u>	<u>505</u>
<u>Peste en Provence. 16 juillet 1721, Dubois élevé au cardinalat. Opération du <i>visa</i>. Les frères Paris. Double mariage projeté entre la France et l'Espagne. 9 janvier 1722, échange des princesses. . . . .</u>	<u>515</u>
<u>Jeunesse de Louis XV. Fleury. Le duc d'Orléans fatigué du pouvoir. 23 août 1722, Dubois, ministre principal. 22 octobre, sacre de Louis XV. 22 février 1723, lit de justice pour la déclaration de la majorité. 10 août, mort de Dubois. 2 décembre, mort du Régent. . . . .</u>	<u>516</u>
 <b>SECTION III. Règne de Louis XV, depuis sa majorité jusqu'à sa mort. 1725-1774.</b>	
<u>1724-1726. Ministère de M. le duc de Bourbon. La marquise de Prye. Elle décide le mariage de Louis XV avec Marie Leckzinska. Rupture du projet d'union avec l'infante d'Espagne. Indignation de Philippe V et d'Elisabeth Farnèse. 4 septembre 1725, mariage de Louis XV. . . .</u>	<u>519</u>
<u>11 juin 1726, renvoi de M. le duc. Ministère du cardinal Fleury. Son caractère. Fleury séduit par Walpole. Traité entre l'Angleterre, la France et la Prusse. Revirement dans la politique de l'Espagne. Elle se rapproche de l'Autriche. Le baron de Ripperda . . . . .</u>	<u>521</u>
<u>1727-1740. Efforts de l'empereur Charles VI pour faire reconnaître la <i>Pragmatique-sanction</i>. 1728, congrès de Soissons. 9 novembre 1729, traité de Séville entre la France, l'Angleterre et l'Espa-</u>	

<u>gne. Mars 1731, traité de Vienne. Paix générale de l'Europe. . . . .</u>	<u>525</u>
La guerre ralentie par l'ouverture de la succession de Pologne. 1734-1735, conquête des deux Siciles par l'Espagne. 1738, traité de Vienne. La France gagne la Lorraine. Origine et agrandissement de la monarchie prussienne. Frédéric II. 1740, mort de Charles VI. Frédéric II commence les hostilités contre l'Autriche. Droit	
<u>de la Prusse sur la Silésie . . . . .</u>	<u>528</u>
1741-1744. Marie-Thérèse. Compétiteurs à l'héritage de la maison d'Autriche. Guerre déclarée à Frédéric II. 10 avril 1741, bataille de Molwitz. Les frères Belle-Isle dominant Fleury. 18 mai 1741, traité avec l'électeur de Bavière. La France entre dans la lutte contre Marie-Thérèse. Janvier 1742, l'électeur de Bavière proclamé empereur sous le nom de Charles VII. Enthousiasme des Hongrois pour Marie-Thérèse. . . .	535
<u>L'Angleterre et la Hollande prennent parti pour Marie-Thérèse. 28 juillet 1742, Frédéric II fait personnellement sa paix avec l'Autriche. 29 janvier 1743, mort de Fleury. L'Angleterre déclare la guerre à la France. . . . .</u>	<u>536</u>
<u>Mai 1743, bataille de Dettingen. Vigueur du gouvernement. Louis XV en Flandre. Le maréchal de Saxe. Août 1744, maladie du Roi, à Metz. Le roi de Prusse rentre dans l'alliance française. Succès de Frédéric en Bohême, du prince de Conti en Italie. . . . .</u>	<u>559</u>
<u>1744. Les Prussiens battus par le duc de Lorraine. Mort de l'empereur Charles VII. La France ne sait plus quel compétiteur opposer à Marie-Thérèse. . . . .</u>	<u>544</u>

<u>1745-1756. La France porte le principal effort de ses armes en Flandre. 11 mai 1745, bataille de Fontenoy. 11 octobre 1746, bataille de Raucourt. 27 avril 1745, bataille de Culloden. Stathoudérat rétabli en Hollande. 1747, bataille de Lawfeld et prise de Berg-op-Zoom. 18 octobre 1648, paix d'Aix-la-Chapelle. . . . .</u>	<u>545</u>
<u>Mécontentement de Marie-Thérèse. Elle s'éloigne de l'Angleterre. Situation de la cour et des esprits en France. Les philosophes. L'Autriche se rapproche de la France, l'Angleterre de la Prusse. Renversement des alliances. 1756, l'Angleterre nous prend trois cents navires. Début de la guerre de Sept ans. . . . .</u>	<u>548</u>
<u>Coup d'œil rétrospectif sur la vie privée de Louis XV. Les cinq sœurs de Nesle, mesdames de Mailly, de Vintimille, de Lauraguais, de Châteauroux et de Flavacourt. Madame de Pompadour. Scandales de Versailles et du Parc aux Cerfs. . . . .</u>	<u>551</u>
<u>1749. M. de Machault aux finances. Impôt du vingtième. Querelle des billets de confession. Christophe de Beaumont, archevêque de Paris. 1751. Le comte de Kaunitz, ambassadeur d'Autriche en France. 1755. Il est nommé premier ministre de Marie-Thérèse. Causes qui amenèrent l'alliance avec l'Autriche. Causes de guerre avec l'Angleterre au Canada et aux Indes. 1<sup>er</sup> mai 1756. Traité de Versailles. . . . .</u>	<u>564</u>
<u>1757-1764. Guerre de sept ans. 5 janvier 1757. Attentat de Damiens. Exposé des événements de la guerre de sept ans en Europe, au Canada et aux Indes. 10 février 1765. Traité de Paris. . . . .</u>	<u>574</u>
<u>6 août 1762. Expulsion des jésuites du royaume.</u>	

Le duc de Choiseul et madame de Pompadour alliés au parlement. 15 avril 1764. Mort de madame de Pompadour. . . . .	588
1765-1774. 20 décembre 1765. Mort du dauphin, père de Louis XVI. 15 mars 1767. Mort de la dauphine. 25 juin 1768. Mort de la reine. Le roi, un instant ému de ces pertes, retombe dans la débauche. Situation difficile de Choiseul. Madame Dubarry. Le triumvirat, d'Aiguillon, Maupeou et Terray. 16 mai 1770. Mariage du dauphin avec Marie-Antoinette d'Autriche. 24 décembre. Choiseul est renversé. . . . .	589
<u>Lutte de Maupeou avec le parlement. 20 janvier 1771. Maupeou casse le parlement de Paris, et en refait un autre. Décembre. Il supprime également les parlements de province. Indifférence absolue du roi. 5 août 1772. Traité de Pétersbourg qui partage la Pologne. 10 mai 1774. Mort de Louis XV. . . . .</u>	<u>596</u>

SECTION IV. *Depuis l'avènement de Louis XVI, jusqu'à la convocation des États-Généraux. 1774-1789.*

<u>Tableau de l'état des esprits en France à l'avènement de Louis XVI. Jeunesse et éducation du roi. Son caractère. Marie-Antoinette. La famille Polignac. Ministère de Maurepas. Turgot. Mallesherbes. . . . .</u>	<u>599</u>
<u>1775-1789. Réformes proposées par Turgot. Maurepas rappelle les parlements qui s'opposent aux projets de Turgot. Mai 1776. Turgot et Mallesherbes quittent le ministère. . . . .</u>	<u>610</u>
<u>MM. de Clugny et Taboureaux des Réaux. 29 juin 1777. Necker appelé à la direction générale des finances. Administration de Necker. 612</u>	

<u>Origine de la guerre d'Amérique. 8 février 1778, traité d'alliance entre la France et les États-Unis. Lutte maritime contre l'Angleterre. D'Estaing, de Guichen, de la Motte-Piquet, le bailli de Suffren. 27 juillet 1778, bataille d'Ouessant. Le duc de Chartres accusé injustement. . .</u>	<u>614</u>
<u>Janvier 1781, compte-rendu de Necker. Colère de Maurepas et des parlements. 10 mai 1781, démission de Necker. Mort de Maurepas. . . . .</u>	<u>617</u>
<u>Joly de Fleury, contrôleur des finances. Situation désastreuse du trésor. 3 septembre 1783, paix de Versailles. . . . .</u>	<u>619</u>
<u>3 octobre 1785, Calonne, contrôleur général. Mauvaise disposition des esprits contre la reine, le comte d'Artois et les Polignac. Affaire du collier. Les esprits avides de nouveautés. . . . .</u>	<u>621</u>
<u>Impuissance de Calonne. 22 février 1787, convocation des notables. Ils exigent le renvoi de Calonne (25 mai 1787). Loménie de Brienne, contrôleur général. Lutte avec le parlement. Cour plénière. 24 août 1788, retraite de Brienne. . . . .</u>	<u>623</u>
<u>1788. Rappel de Necker. Toutes les espérances se tournent vers les États-généraux. Discussions relatives à la représentation du tiers-état. Lettres des princes au roi. Écrit de Sièyes. Election des députés aux États-généraux. Confection des cahiers. 5 mai 1789, réunion des États-généraux à Versailles. . . . .</u>	<u>626</u>

FIN DE LA TABLE.















